

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
2.	2013-GC-40	Divers <i>Verschiedenes</i>	Assermentation <i>Vereidigung</i>				
3.	2021-GC-75	Rapport d'activité <i>Tätigkeitsbericht</i>	Conseil de la magistrature (2020) <i>Justizrat (2020)</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Bertrand Morel Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i>		
4.	2021-GC-68	Rapport <i>Bericht</i>	CIP 'détection pénale': rapport aux parlements pour l'année 2020 <i>IPK 'Strafrechtlicher Freiheitsentzug': Bericht an die Parlamente für das Jahr 2020</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Erika Schnyder Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Maurice Ropraz Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
5.	2021-DFIN-12	Loi <i>Gesetz</i>	Modification de la loi sur le personnel de l'Etat (LPers) <i>Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal (StPG)</i>	2e lecture (suite) <i>2. Lesung (Fort.)</i>	François Genoud (Braillard) Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Georges Godel Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
6.	2021-GC-86	Requête Eingabe	Demande de procédure accélérée pour le traitement du mandat (2021-GC-85) "Assurer la prise en charge stationnaire et ambulatoire dans leur langue maternelle des enfants et adolescents germanophones souffrant de problèmes psychiques" <i>Antrag für ein beschleunigtes Verfahren für den Auftrag (2021-GC-85) "Sicherstellung der stationären und ambulanten Versorgung deutschsprachiger Kinder und Jugendlicher mit psychischen Problemen in ihrer Muttersprache"</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Markus Julmy Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Bernadette Mäder-Brühlhart Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>		

Rapport annuel

—

2020



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Conseil de la magistrature CM
Justizrat JR**

Table des matières

1	Le Conseil de la magistrature	6
1.1	Conseil et secrétariat	6
1.2	Séances plénières et des commissions	7
1.3	Elections, nominations et départs	8
1.3.1	Elections	8
1.3.2	Nominations	9
1.4	Pouvoir de surveillance	11
1.4.1	Surveillance administrative	11
1.4.2	Surveillance disciplinaire	12
1.5	Communication	12
1.6	Consultations	12
1.7	Enquêtes	12
1.8	Analyse du pouvoir judiciaire	13
1.9	Divers	13
2	Le Pouvoir judiciaire en 2020	15
2.1	Synthèse et éléments marquants de l'année	15
2.1.1	Crise sanitaire Covid-19	15
2.1.2	Charge de travail (entrées et liquidations 2019–2020)	15
2.2	Dotation des autorités judiciaires	18
3	Activité des juridictions	20
3.1	Tribunal cantonal	20
3.1.1	Remarques sur l'activité	21
3.1.2	Charge de travail – statistiques	21
3.1.3	Rapport détaillé	37
3.2	Ministère public	38
3.2.1	Remarques sur l'activité	38
3.2.2	Charge de travail – statistiques	39
3.2.3	Rapport détaillé	43

3.3	Tribunal des mesures de contrainte	44
3.3.1	Remarques sur l'activité	44
3.3.2	Charge de travail – statistiques	45
3.3.3	Rapport détaillé	47
3.4	Tribunal pénal des mineurs	48
3.4.1	Remarques sur l'activité	48
3.4.2	Charge de travail - statistiques	49
3.4.3	Rapport détaillé	56
3.5	Cellule judiciaire itinérante	57
3.5.1	Remarques sur l'activité	57
3.5.2	Charge de travail - statistiques	58
3.5.3	Rapport détaillé	58
3.6	Tribunal pénal économique	59
3.6.1	Remarques sur l'activité	59
3.6.2	Charge de travail – statistiques	59
3.6.3	Rapport détaillé	60
3.7	Tribunaux d'arrondissement	61
3.7.1	Charge de travail – statistiques	62
3.7.2	Tribunal d'arrondissement de la Sarine	81
3.7.3	Tribunal d'arrondissement de la Singine	83
3.7.4	Tribunal d'arrondissement de la Gruyère	85
3.7.5	Tribunal d'arrondissement du Lac	87
3.7.6	Tribunal d'arrondissement de la Glâne	89
3.7.7	Tribunal d'arrondissement de la Broye	91
3.7.8	Tribunal d'arrondissement de la Veveyse	93
3.8	Justices de paix	95
3.8.1	Charge de travail - statistiques	96
3.8.2	Justice de paix de la Sarine	105
3.8.3	Justice de paix de la Singine	108
3.8.4	Justice de paix de la Gruyère	110
3.8.5	Justice de paix du Lac	112
3.8.6	Justice de paix de la Glâne	114
3.8.7	Justice de paix de la Broye	116
3.8.8	Justice de paix de la Veveyse	118

3.9	Préfectures	120
3.9.1	Activité judiciaire pénale - Charge de travail – statistiques	120
3.9.2	Préfecture de la Sarine	121
3.9.3	Préfecture de la Singine	122
3.9.4	Préfecture de la Gruyère	123
3.9.5	Préfecture du Lac	124
3.9.6	Préfecture de la Glâne	125
3.9.7	Préfecture de la Broye	126
3.9.8	Préfecture de la Veveyse	127
3.10	Commissions de conciliation en matière de bail	128
3.10.1	Charge de travail - statistiques	128
3.10.2	Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine	129
3.10.3	Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac	131
3.10.4	Commission de conciliation en matière de bail de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse	133
3.11	Commission de recours de l'Université	135
3.11.1	Remarques sur l'activité	135
3.11.2	Charge de travail – statistiques	135
3.11.3	Rapport détaillé	136
3.12	Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail	137
3.12.1	Remarques sur l'activité	137
3.12.2	Charge de travail - statistiques	138
3.12.3	Rapport détaillé	139
3.13	Commission de recours en matière d'améliorations foncières	140
3.13.1	Remarques sur l'activité	140
3.13.2	Charge de travail – statistiques	140
3.13.3	Rapport détaillé	141
3.14	Commission d'expropriation	142
3.14.1	Remarques sur l'activité	142
3.14.2	Charge de travail – statistiques	142
3.14.3	Rapport détaillé	143
3.15	Autorité de surveillance du registre foncier	144
3.15.1	Remarques sur l'activité	144
3.15.2	Charge de travail – statistiques	144
3.15.3	Rapport détaillé	145

3.16	Commission de recours en matière de premier relevé	146
3.16.1	Remarques sur l'activité	146
3.16.2	Charge de travail – statistiques	146
3.16.3	Rapport détaillé	147
3.17	Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents	148
3.17.1	Remarques sur l'activité	148
3.17.2	Charge de travail – statistiques	148
3.17.3	Rapport détaillé	149

Introduction

L'article 127 alinéa 3 de la Constitution du canton dispose que le Conseil de la magistrature renseigne annuellement le Grand Conseil sur son activité.

Complètement remanié par rapport aux éditions des années précédentes, ce rapport, structuré en trois parties, se veut plus visuel et plus lisible. La première partie porte sur l'activité proprement dite du Conseil de la magistrature. La deuxième est une synthèse des éléments marquants du Pouvoir judiciaire au cours de cet exercice. Enfin la troisième partie est consacrée aux différentes autorités judiciaires. Pour chacune d'elles, un lien électronique renvoie à leurs rapports et statistiques détaillées.

Quant aux diagrammes, ils ont remplacé les nombreux tableaux de valeurs. Ils ont pour vocation d'illustrer les statistiques et d'en faciliter la compréhension.

Pour simplifier la lecture du document, le masculin générique est utilisé pour désigner les deux sexes.

1 Le Conseil de la magistrature

Mission et compétences

Le Conseil de la magistrature (CMAG) est l'organe de surveillance du Pouvoir judiciaire et du Ministère public.

Il est indépendant des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. La surveillance administrative comprend l'examen des rapports annuels et l'inspection annuelle des autorités judiciaires et du Ministère public. La surveillance administrative des autorités judiciaires de première instance peut être déléguée, pour une durée limitée, au Tribunal cantonal. Le Conseil de la magistrature préavise, à l'intention du Grand Conseil, les candidatures aux postes du pouvoir judiciaire et du Ministère public. Il peut, à l'égard des autorités judiciaires et du Ministère public, émettre des directives, donner des instructions et prendre toute autre mesure nécessaire.

Site du CMAG : <https://www.fr.ch/cmagg>.

Organisation et composition au 31.12.2020

Johannes Frölicher, Président ; Damien Colliard, Vice-président ; Raphaël Bourquin, Nicolas Charrière, Nadine Gobet, Michel Heinzmann, Maurice Ropraz, Wanda Suter, Membres

- > Commission interne des élections : Raphaël Bourquin, Président ; Nadine Gobet, Johannes Frölicher, Membres
- > Commission interne de surveillance disciplinaire : Nicolas Charrière, Président ; Damien Colliard, Michel Heinzmann, Membres
- > Commission interne de surveillance administrative : Philippe Vallet, Président ; Maurice Ropraz, Wanda Suter, Membres
- > Secrétariat : Christine Keller, Secrétaire générale ; Yolande Brünisholz, Secrétaire

1.1 Conseil et secrétariat

Au cours de cet exercice, le Conseil de la magistrature (ci-après le Conseil) a subi plusieurs modifications. Ayant atteint l'âge de la retraite, Walter Stoffel, représentant de l'Université, a quitté le Conseil le 31 juillet. Michel Heinzmann, élu en mai 2020 par le Grand Conseil, l'a remplacé à compter du 1^{er} août.

A la fin de l'année, Raphaël Bourquin et Philippe Vallet sont arrivés au terme de leur premier mandat de cinq ans. Sur proposition des corps concernés, le Grand Conseil a élu en décembre la Procureure générale adjointe Alessia Chocomeli pour succéder à Raphaël Bourquin dès le 1^{er} janvier 2021, et a reconduit Philippe Vallet pour un second mandat en qualité de représentant des autorités de première instance.

Le Conseil remercie chaleureusement Walter Stoffel dont les compétences juridiques et les observations avisées ont été précieuses pour le fonctionnement du collège. Il sait gré également à Raphaël Bourquin de son implication très active et de son excellente collaboration avec l'ensemble de ses membres.

Enfin, le Conseil a désigné Damien Colliard à sa vice-présidence pour remplacer dès le 21 août 2020 Nadine Gobet arrivée au terme de deux mandats successifs. Cette dernière continuera de siéger au sein du Conseil en tant que membre jusqu'au 31 mai 2021.

Le personnel du secrétariat, composé de Christine Keller, Secrétaire générale et de Yolande Brünisholz, Secrétaire, est resté stable au cours de cet exercice.

Le Président du Conseil, Johannes Frölicher, fait partie du comité de pilotage de l'analyse du Pouvoir judiciaire. Il est également co-mandant, avec le Directeur de la sécurité et de la justice, du programme e-justice qui vise à digitaliser la justice. Quant à Christine Keller, elle représente le Conseil au sein de la Commission informatique des autorités judiciaires.

A compter de la mi-mars 2020, la crise sanitaire majeure du Covid-19 a perturbé l'organisation et le travail habituel du Conseil, à l'instar de l'ensemble du Pouvoir judiciaire. Face à une situation totalement inédite, les autorités judiciaires ont été confrontées dans leurs activités juridictionnelles à d'importants défis. Soucieux tant d'assurer le fonctionnement de la justice dans le respect des mesures sanitaires promulguées par le Canton et la Confédération que de protéger les collaborateurs des autorités et les parties aux procédures, le Conseil a édicté le 16 mars des directives et instructions. Destinées dans un premier temps à permettre aux différents acteurs de la justice de s'organiser pour assurer le respect des consignes sanitaires et de revoir l'organisation de leur travail, elles ont été ensuite régulièrement réexaminées et mises à jour en fonction de l'évolution de la situation et des demandes des autorités.

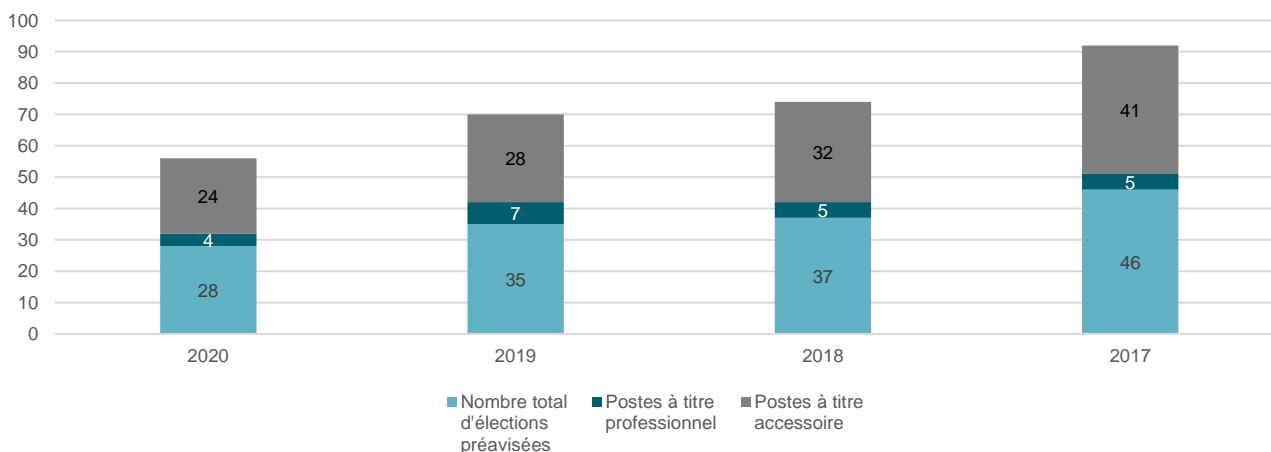
Equipé du matériel informatique nécessaire, le secrétariat du Conseil a pu télé-travailler sans problème dès le 16 mars 2020. Bon nombre de ses dossiers ayant été digitalisés antérieurement à la crise sanitaire, son fonctionnement n'a nullement été entravé par l'éloignement physique de son personnel.

1.2 Séances plénières et des commissions

En 2020, le Conseil a tenu dix séances plénières. Trois séances ont dû être annulées au printemps en raison de la pandémie de Covid-19, ce qui l'a obligé à prendre ses décisions par circulation. Sa salle de conférence s'avérant trop petite pour respecter les normes sanitaires en vigueur, il a utilisé dès le mois de mai d'autres locaux plus spacieux et conformes. Il remercie ainsi chaleureusement la ville de Fribourg et la Chancellerie d'Etat qui lui ont gracieusement mis à disposition des salles pour ses séances plénières. Avec l'apparition de la 2^{ème} vague de Covid-19 en automne, il a finalement recouru à la visioconférence.

Les commissions se sont réunies en présentiel et par visioconférence en fonction des besoins. Malgré la pandémie, le Conseil a pu, par délégations, procéder aux inspections des autorités judiciaires. La Commission des élections a également auditionné des candidats aux fonctions judiciaires à titre professionnel.

Elections - préavis Conseil de la magistrature 2017-2020



1.3 Elections, nominations et départs

1.3.1 Elections

En 2020, le Conseil a préavisé 28 élections, dont 4 pour des postes à titre professionnel (3 d'entre eux étant des postes à 10%), ainsi que les réélections du Procureur général et de ses deux adjoints. Il continue de recourir aux tests de personnalité pour les postes professionnels et pour la première fois, a soumis des candidats à un test linguistique externe pour un poste professionnel repourvu en février 2021.

Dès le début de l'année, le secrétariat du Conseil a mis en place, en collaboration avec le secrétariat du Grand Conseil, la numérisation de la procédure des élections judiciaires. Les candidats ont désormais la possibilité de postuler en ligne. Les dossiers de candidature sont numérisés et transmis par voie électronique à la Commission de justice.

Elections

Personne élue	Fonction	Remplacement
Tribunal cantonal		
Jean-Marc Sallin	Juge suppléant (dès 01.01.21)	Georges Chanez
Sandrine Schaller Walker	Juge suppléante (dès 01.01.21)	Corboz Pierre
Bruno Pasquier	Juge suppléant (dès 01.01.21)	Ombeline De Poret Bortolaso
Ministère public		
Fabien Gasser	Procureur général	réélection
Raphaël Bourquin	Procureur général-adjoint	réélection
Alessia Chocomeli	Procureure générale-adjointe	réélection
Tribunal des mesures de contrainte		
Sonja Walter	Juge	Felix Baumann
Tribunal pénal économique		
Céline Cal-Oberson	Assesseure	Armin Per Imesch
Julien Joseph Collaud	Assesseur	Daniel Unternährer
Franz Walter	Assesseur	Madeleine Descloux
Tribunal d'arrondissement de la Sarine		
Hans Jungo	Assesseur	Annegret Weidling
Tribunal d'arrondissement de la Gruyère		
Maryse Gapany Joye	Assesseure	Marguerite Brülhart
Tribunal d'arrondissement du Lac		
Remplacement en 2021	Assesseur-e	Nicole Alexandra Piano Aeby
Tribunal des prud'hommes de la Sarine		
Christelle Almeida Borges	Présidente 10% (dès 01.01.21)	
Nicole Madeleine Aeby	Assesseure (travailleurs) (dès 01.01.21)	Chantal Hayoz Clément
Tribunal des prud'hommes de la Singine		
Caroline Gauch	Présidente 10%	
Tribunal des prud'hommes du Lac		
Anna Schwaller	Présidente 10%	Peter Stoller
Justice de paix de la Sarine		
Non remplacée	Assesseur-e	Jacqueline Raemy

Elections

Personne élue	Fonction	Remplacement
Justice de paix de la Gruyère		
Sylvain Bertschy	Assesseur	Pascale Pache Looten
François Charrière	Assesseur dès 01.01.21	Mick Décosterd
Justice de paix de la Singine		
Tamara Aebischer	Assesseure	Michel Eltschinger
Commission de conciliation en matière de bail du Sud		
Elodie Surchat	Assesseure dès 01.01.21	Florian Demierre
Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine		
Samuel Hirt	Assesseur dès 01.01.21	Richard Wolf
Commission d'expropriation		
Imre Schnierer	Assesseur dès 01.01.21	Walter Schoop
Commission de recours en matière de premier relevé		
Marcel Koller	Assesseur dès 01.01.21	René Sonney
Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail		
Suat Ayan Janse von Vuuren	Présidente dès 01.01.21	Christian Esseiva
Raphaël Brandt	Assesseur (travailleurs) dès 01.01.21	Chantal Hayoz Clément
Commission de recours de l'Université		
Frédérique Joëlle Weil Fivian	Assesseure	Michel Heinzmann
Petra Vondrasek	Assesseure dès 01.01.21	Barbara Hallensleben

Le Conseil exprime sa gratitude à toutes les personnes ayant œuvré pour le Pouvoir judiciaire au cours de cet exercice, en particulier celles mentionnées dans ce rapport. Il les remercie pour leur travail et leur engagement indispensables au bon fonctionnement de la justice fribourgeoise.

1.3.2 Nominations

Il est rappelé que dans des situations exceptionnelles et urgentes, le Conseil est habilité à nommer de sa propre autorité un juge pour une durée maximale de six mois (art. 91 al.1 let. d LJ). Lorsqu'il est vraisemblable qu'un magistrat sera empêché pour une période plus longue, il peut pourvoir à son remplacement pour douze mois maximum, moyennant approbation du Grand Conseil, sur préavis de la Commission de justice (art. 91 al. 1 let. dbis LJ).

Régulièrement appelé à nommer des juges/présidents-es/procureurs-es ad hoc pour remplacer pendant une durée déterminée des titulaires temporairement indisponibles (art. 91 al. 1 let. d et dbis LJ), le Conseil a décidé de constituer un réservoir de candidats susceptibles de faire l'objet d'une telle nomination. Il a par conséquent invité tous les greffiers des autorités judiciaires à manifester leur intérêt à assumer un mandat ad hoc. Sa démarche, qui a rencontré un écho favorable, donnera l'opportunité à des greffiers de faire une première expérience de la magistrature.

A l'issue d'un mandat ad hoc, le Conseil procède normalement à une inspection finale. Cette année, en raison de la crise sanitaire, il y a renoncé et a demandé aux magistrats de lui transmettre un rapport final d'activité. Les greffiers ayant accompli un tel mandat se voient délivrer une attestation.

En 2020, le Conseil a nommé quatre magistrats ad hoc (art. 91 al.1 let. d LJ) et prolongé le mandat d'une procureure ad hoc nommée en 2019 (art. 91 al. 1 let. d bis LJ). Il a par ailleurs fait usage de l'art. 22 LJ à treize reprises, dont deux pour des magistrats hors canton.

Nominations

Personne nommée	Fonction	Base légale
Ministère public		
Dominique Jaunin Luciani	Procureur ad hoc	art. 22 LJ
Pierre Aubert	Procureur ad hoc	art. 22 LJ
Sonja Hurni	Procureure ad hoc	art. 91 al. 1 let d bis LJ
Tribunal des mesures de contrainte		
Cornelia Thalmann	Juge ad hoc (allemand)	art. 91 al. 1 let d LJ
Tribunal d'arrondissement de la Sarine		
Sonia Bulliard Grosset	Présidente ad hoc	art. 22 LJ
Céline Brunod	Présidente ad hoc	art. 91 al. 1 let d LJ
Tribunal des prud'hommes de la Sarine		
Céline Brunod	Présidente ad hoc	art. 91 al. 1 let d LJ
Tribunal des baux de la Sarine		
Céline Brunod	Présidente ad hoc	art. 91 al. 1 let d LJ
Tribunal des prud'hommes du Lac		
Rebecca Jutzet	Présidente ad hoc	art. 22 LJ
Tribunal des prud'hommes de la Singine		
Caroline Gauch	Présidente ad hoc 10%	art. 91 al. 1 let d LJ
Justice de paix de la Sarine		
Seraina Rohner Stulz	Juge suppléante	art. 22 LJ
Martina Gerber	Juge suppléante	art. 22 LJ
Justice de paix du Lac		
Seraina Rohner Stulz	Juge suppléante	art. 22 LJ
Martina Gerber	Juge suppléante	art. 22 LJ
Justice de paix de la Gruyère		
Wanda Suter	Juge suppléante	art. 22 LJ
Claudine Lerf	Juge suppléante	art. 22 LJ
Seraina Rohner Stulz	Juge suppléante	art. 22 LJ
Martina Gerber	Juge suppléante	art. 22 LJ
Justice de paix de la Broye		
Sophie Germond	Juge suppléante	art. 22 LJ
Justice de paix de la Singine		
Yannick Riedo	Juge de paix ad hoc 50%	art. 91 al. 1 let d LJ

1.4 Pouvoir de surveillance

L'art. 127 de la Constitution (Cst.) charge le Conseil de la surveillance administrative et disciplinaire du Pouvoir judiciaire et du Ministère public (al.1). Le Conseil est autorisé à déléguer au Tribunal cantonal la surveillance administrative des autorités judiciaires de première instance (al. 2).

1.4.1 Surveillance administrative

Outre l'inspection du Tribunal cantonal qui lui revient d'office, le Conseil a inspecté les autorités suivantes :

- > Le Procureur général et ses deux adjoints ainsi que la Procureure Stéphanie Amara ;
- > Les Tribunaux d'arrondissement de la Singine et de la Broye ;
- > Les Présidents civils du Tribunal de la Sarine ;
- > Les Justices de paix de la Singine et de la Broye ;
- > La Juge itinérante ;
- > Le Tribunal pénal des mineurs ;
- > Le Tribunal des mesures de contrainte ;
- > La Commission d'expropriation.

L'inspection des autres autorités a été déléguée au Tribunal cantonal comme l'autorise l'art. 127 al. 2 Cst.

Dans l'ensemble, les inspections n'ont pas révélé de dysfonctionnement. Le Conseil note cependant que beaucoup d'autorités se plaignent d'une surcharge et d'un manque de ressources (cf. point 2.2 ci-après). Se fondant sur les inspections et rapports des autorités, il a formulé des remarques pour chacune d'elles au chapitre 3.

Statistiques – informatique

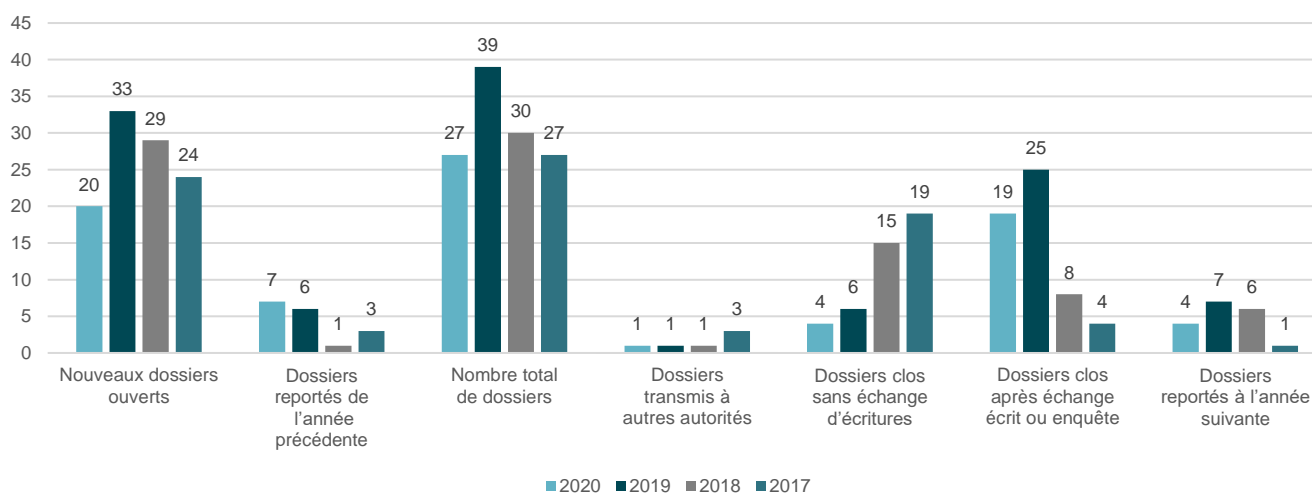
Dans le cadre de la surveillance administrative, le Conseil examine et analyse les statistiques des autorités non seulement pour l'établissement de son rapport annuel sur l'activité judiciaire mais également en vue des inspections évoquées ci-dessus. La connaissance de ces chiffres est indispensable pour réagir aux surcharges et aux retards, identifier tout problème concernant les méthodes de travail des juges et utiliser de manière efficace la Cellule itinérante, destinée à soulager les autorités temporairement surchargées. C'est également un outil précieux pour identifier les problèmes de dotation des tribunaux et soutenir de manière étayée auprès des autorités politiques les demandes d'EPT supplémentaires pour ceux qui sont durablement sous-dotés.

Ne disposant pas d'un système de statistiques automatisé, le Conseil s'est adressé au SITel au début du printemps, afin de développer une application susceptible de rationaliser son travail. Depuis la fin de l'année, il bénéficie ainsi d'un système d'extraction des données automatique ainsi que d'un accès direct et centralisé aux statistiques des tribunaux d'arrondissement. Si cette solution facilite une partie de sa tâche, elle demeure toutefois très partielle puisque pour le moment, elle vaut uniquement pour les statistiques civiles des tribunaux d'arrondissement. Le Conseil appelle de ses vœux l'extension rapide de cette application à l'ensemble des matières et des autorités judiciaires, en soulignant l'importance pour sa tâche de surveillance d'avoir accès en tous temps et de manière autonome à toutes les statistiques du Pouvoir judiciaire.

Quant à la base de données vieillissante regroupant l'ensemble des magistrats professionnels et non professionnels du canton, elle ne permet pas de travailler de manière rationnelle et efficace. Le Conseil doit pouvoir disposer à l'avenir d'un outil moderne et performant pour gérer les ressources en juges et informer, respectivement répondre rapidement aux questions posées par les autorités politiques et les justiciables en relation avec la composition des autorités judiciaires.

1.4.2 Surveillance disciplinaire

Surveillance disciplinaire - évolution 2017-2020



Le nombre de nouvelles dénonciations est à la baisse. A relever que plusieurs intervenants sont revenus à la charge une ou plusieurs fois après la décision de classement du Conseil. Ces interventions réitérées, qui concernent des éléments sur lesquels le Conseil s'est déjà prononcé, ne sont pas comptabilisées comme de nouvelles entrées. Elles représentent néanmoins une charge de travail certaine.

La procédure disciplinaire ouverte en 2019 contre un magistrat professionnel a donné lieu à un blâme.

1.5 Communication

Vu la situation sanitaire prévalant en juin, le Conseil a annulé la conférence de presse relative à la parution de son rapport annuel. En lieu et place, le Président du Conseil a répondu par téléphone aux questions des journalistes.

Dit rapport a été présenté devant le Grand Conseil lors de sa session de rattrapage en août. Le Président du Conseil a assisté à cette présentation comme le veut la loi (art. 198a de la loi sur le Grand Conseil).

1.6 Consultations

Le Conseil s'est déterminé sur une motion relative au domicile des juges et au temps partiel des juges cantonaux ainsi que sur la modification de la loi sur la justice et le code de procédure et de juridiction administrative. Il s'est par ailleurs rallié aux déterminations de la Commission informatique des autorités judiciaires et du Ministère public sur le projet d'ordonnance concernant l'organisation de la digitalisation et des systèmes d'information.

1.7 Enquêtes

Incidences de la 1ère vague de Covid-19 sur les Autorités judiciaires fribourgeoises

Afin de se faire une idée des incidences de la crise sanitaire sur l'activité judiciaire du canton, le Conseil a procédé en mai à une première enquête sommaire auprès de toutes les autorités judiciaires. Il a cherché à connaître le nombre d'annulations ou de reports de séances entre le 16 mars et le 7 mai 2020 ainsi que leurs conséquences à court et moyen terme.

Durant l'été, il a lancé une seconde enquête beaucoup plus approfondie élaborée conjointement avec le Service de la justice, afin d'évaluer les incidences de la 1ère vague du Covid-19 sur l'activité judiciaire. 46 autorités judiciaires y ont répondu. Une synthèse de cette enquête a été transmise à l'ensemble des magistrats. Un communiqué résumant les constats de sa consultation a également été envoyé à la presse. Les points essentiels ressortant de dite enquête figurent au point 2.1 ci-après.

Le Conseil continuera de suivre la situation et procédera à une nouvelle évaluation sur la 2^{ème} vague en 2021 à une date fixée en fonction de l'évolution de la situation sanitaire.

Rémunération des assesseurs

Suite à l'intervention en 2019 d'un assesseur demandant la réévaluation de la rémunération des juges non professionnels (cf. rapport 2019 pt 1.2.7.5), le Conseil, avec le concours du Service de la justice, a procédé à une analyse comparative de leurs indemnités dans les cantons romands et de Berne. S'il est apparu que la rémunération des assesseurs fribourgeois est inférieure à celles des autres cantons, elle n'impacte pas véritablement le fonctionnement de la justice et n'a pas conduit ces dernières années à une pénurie systématique de candidats répondant aux conditions des mises au concours. Admettant toutefois que la modicité de l'indemnisation des juges non permanents n'est pas adaptée aux compétences parfois très pointues requises pour exercer la fonction d'assesseur et à la charge de travail qu'elle représente, le Conseil a transmis cette question politique à la Direction de la sécurité et de la justice pour suite utile.

Dans le courant de l'automne, la Commission de justice a, à son tour, soutenu auprès de cette direction un relèvement du traitement des magistrats non professionnels.

Représentation des âges et des sexes des assesseurs au sein des autorités judiciaires fribourgeoises

Dans le cadre de l'intervention susmentionnée, le Conseil a également procédé à l'analyse de la répartition des sexes et de l'âge des assesseurs au sein des autorités judiciaires fribourgeoises. Cet examen n'a pas permis de relever une surreprésentation des retraités en leur sein (les assesseurs peuvent exercer leur fonction jusqu'à 70 ans révolus) mais a révélé la prépondérance des personnes âgées de 50 à 60 ans. La population de moins de 40 ans est par contre minoritaire. Quant aux sexes, si dans l'ensemble ils sont représentés de manière pratiquement égale au sein des autorités judiciaires, certaines instances ou tribunaux connaissent une surreprésentation féminine. Tel est le cas notamment des justices de paix.

1.8 Analyse du pouvoir judiciaire

Le 2^{ème} volet de l'analyse du pouvoir judiciaire mandatée par le Conseil d'Etat est en cours. Il concerne les Justices de paix, le Tribunal pénal des mineurs, le Tribunal des mesures de contrainte, le Tribunal pénal économique et les commissions de conciliation en matière de bail.

1.9 Divers

Conciliation

Dans le courant du mois de juin, le Conseil a rappelé aux magistrats l'importance de la conciliation. Il leur a signalé une formation en la matière organisée par le groupement suisse des magistrats pour la médiation et la conciliation qui malheureusement a dû être annulée en raison de la situation sanitaire.

Heures supplémentaires des magistrats

Il est rappelé que les magistrats qui demandent la validation de leurs heures supplémentaires en vue de leur paiement doivent les justifier.

En 2020, le Conseil a validé les heures supplémentaires de cinq magistrats.

2 Le Pouvoir judiciaire en 2020

2.1 Synthèse et éléments marquants de l'année

2.1.1 Crise sanitaire Covid-19

L'exercice 2020 a sans conteste été bousculé par la crise sanitaire survenue dès la mi-mars. Confrontées à une situation totalement inédite, les autorités judiciaires ont toutefois bien géré la première vague de la pandémie. Si les mesures prises dès le début de la crise sanitaire ont entraîné des annulations et reports de séances en avril et mai, les tribunaux n'ont toutefois jamais cessé de fonctionner. Selon l'enquête du Conseil menée durant l'été, ces mesures ont certes influencé à la baisse le nombre de liquidations pour 59% des autorités sondées mais la « trêve » engendrée par la crise sanitaire a aussi permis à certaines d'entre elles (37%) de rattraper des retards (rédactions, archivage). A la fin de l'été, toutes les autorités, à l'exception des Justices de paix de la Broye et de la Singine, de la Commission de conciliation en matière de bail à loyer du sud et dans une moindre mesure du Tribunal d'arrondissement de la Sarine, étaient en mesure d'assigner leurs séances normalement. Quant au Tribunal de la Gruyère, à la Justice de paix de la Glâne et à la Préfecture de la Broye, qui travaillaient déjà à flux tendus avant la crise sanitaire, ils ont vu leur situation se péjorer, ce qui leur fait craindre de ne pouvoir faire face à leur charge de travail sans moyens supplémentaires.

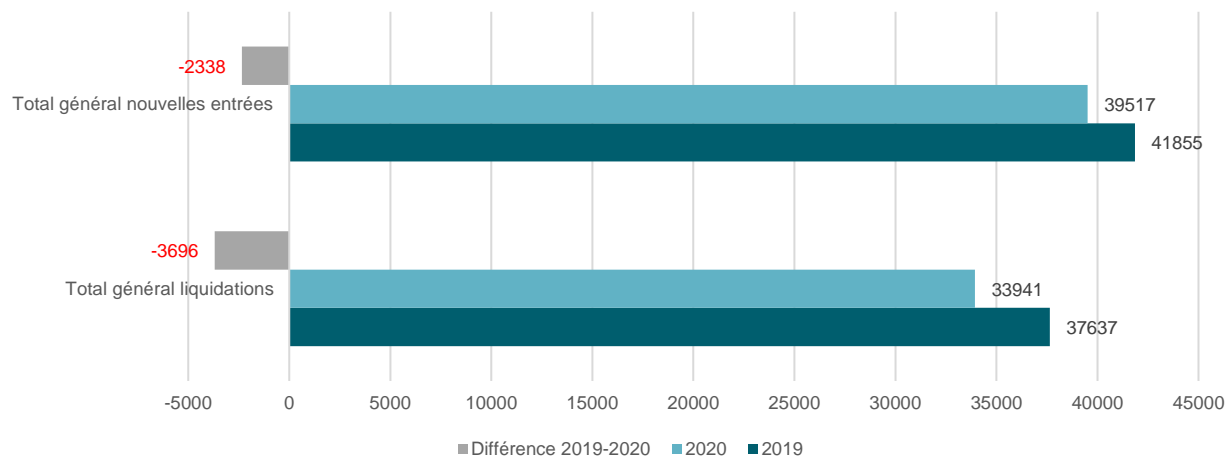
Sur le plan informatique, les autorités judiciaires ont été globalement satisfaites des prestations du SITel qui leur a rapidement mis à disposition des outils et les accès informatiques nécessaires. Du matériel supplémentaire et des améliorations ont toutefois encore été demandés. Les autorités ont largement recouru au télétravail (80% d'entre elles), plus modestement à la visioconférence (26%).

Dès l'été, une salle supplémentaire a été mise à disposition des autorités à Granges-Paccot. Elle s'est avérée d'un grand secours pour les celles (17) ne disposant pas de locaux suffisamment spacieux pour assurer le respect des distances sanitaires.

2.1.2 Charge de travail (entrées et liquidations 2019–2020)

S'agissant de la charge de travail et des liquidations globales du Pouvoir judiciaire, il est important de relever que sans un outil statistique uniforme applicable à toutes les autorités judiciaires et compte tenu des natures différentes des procédures pendantes auprès des autorités, il est difficile d'en donner une véritable vue d'ensemble. Les diagrammes ci-dessous ne tiennent pas compte des chiffres de la Cellule itinérante qui sont déjà compris dans ceux des autorités lui ayant transmis les dossiers. Il en va de même pour les Préfectures qui ne disposent pas du système Tribuna et dont certaines entrées sont déjà comptabilisées au Ministère public, ainsi que pour les Commissions de conciliation en matière de bail, dont une partie des chiffres se retrouvent dans ceux des tribunaux. Par souci d'exhaustivité, ces chiffres sont toutefois répertoriés dans la seconde partie des tableaux ci-dessous.

Entrées et liquidations des Autorités disposant du logiciel Tribuna - évolution 2019-2020
(sans Commissions et Préfectures)



2.1.2.1 Nouvelles entrées

Autorités disposant du logiciel Tribuna	2020	2019
Tribunal cantonal	2904	3249
Ministère public	14445	15678
Tribunal des mesures de contrainte	634	688
Tribunal pénal des mineurs	1427	2162
Cellule judiciaire itinérante ¹⁾	279	258
Tribunal pénal économique	3	6
Tribunaux d'arrondissement	10980	11472
Justices de paix	9124	8600
Total	39517	41855

¹⁾ Les entrées de la Cellule itinérante sont déjà comptabilisées dans les autorités qui lui ont transmis les dossiers.

Autres Autorités	2020	2019
Préfectures ¹⁾	16045	17364
Commissions de conciliations en matière de bail ²⁾	725	662
Commission de recours de l'Université	4	5
Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail	4	2
Commission de recours en matière d'améliorations foncières	2	0
Commission d'expropriation	3	6
Autorité de surveillance du registre foncier	5	6
Commission de recours en matière de premier relevé	0	3
Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents	7	7
Total	16795	18055
Total général toutes autorités judiciaires	56312	59910

¹⁾ Une partie des entrées des Préfectures, qui ne disposent pas du système informatique Tribuna, est déjà comptabilisée au Ministère public.

²⁾ Une partie des affaires des commissions figurent dans les rôles des tribunaux.

2.1.2.2 Liquidations

Autorités disposant du logiciel Tribuna	2020	2019
Tribunal cantonal	3124	3270
Ministère public	9861	11099
Tribunal des mesures de contrainte	634	688
Tribunal pénal des mineurs	1561	2'947
Cellule judiciaire itinérante ¹⁾	268	217
Tribunal pénal économique	6	3
Tribunaux d'arrondissement	10369	11635
Justices de paix	8386	7995
Total	33941	37637

¹⁾ Les liquidations de la Cellule itinérante sont déjà comptabilisées dans les autorités qui lui ont transmis les dossiers.

Autres Autorités (sans préfectures)	2020	2019
Commissions de conciliations en matière de bail ¹⁾	736	608
Commission de recours de l'Université	8	9
Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail	4	3
Commission de recours en matière d'améliorations foncières	2	2
Commission d'expropriation	1	9
Autorité de surveillance du registre foncier	3	6
Commission de recours en matière de premier relevé	1	6
Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents	11	5

¹⁾ Une partie des affaires des commissions figurent dans les rôles des tribunaux

Malgré une charge de travail globalement importante, le **Tribunal cantonal**, qui est parvenu à diminuer sensiblement le nombre des dossiers pendant (-17.5%), conclut cet exercice sur un bilan positif. Il faut toutefois tempérer cette embellie en rappelant que l'autorité de recours est impactée à retardement par la conjoncture, souvent plus d'une année après les effets ressentis en 1^{ère} instance.

Le **Ministère public** a également géré de manière efficace la crise sanitaire qui a eu un impact modéré sur son fonctionnement. Sa charge de travail reste néanmoins importante.

Les renforts en personnel dont a bénéficié le **Tribunal pénal des mineurs** cette année lui ont permis de se stabiliser. La pandémie et le confinement ont eu en outre un effet positif sur le nombre de ses affaires qui a chuté de 34% entre 2019 et 2020.

Le nombre de nouvelles affaires, toutes matières confondues, enregistrées par les **Tribunaux d'arrondissement** a reculé de 4, 3%. Les liquidations sont également à la baisse (-8.5%). Tous les districts sont concernés sauf la Veveyse où l'on note une augmentation de 12.5% des nouvelles affaires et de 7% des liquidations. Dans tout le canton par contre, les affaires pendantes sont en augmentation (+10.4%).

Entré en fonction en 2011, le **Tribunal des mesures de contrainte** a vu ses dossiers et domaines de compétence augmenter sans que sa dotation en magistrat suive (1.5 EPT). Quand bien même le nombre des nouvelles entrées est à la baisse, il est clairement sous-doté et est aujourd'hui à la limite d'être encore en mesure de faire face à ses missions.

Toujours plus sollicitée, la **Cellule judiciaire itinérante** est indispensable au fonctionnement de plusieurs autorités. En dépit d'une charge de travail croissante, elle a augmenté sensiblement ses liquidations (+23.5%) au cours de cet exercice. Son fonctionnement prévu jusqu'à fin 2020 a été prolongé par le Conseil d'Etat dans le cadre de la procédure budgétaire 2021.

Le volume des nouvelles affaires toutes matières confondues **des Justices de paix** continue de croître (+6%) et les dossiers de se complexifier. Le nombre de décisions prises a augmenté tant en matière de protection des adultes (+20%) et des mineurs (+7.5%) que de successions (+32%). Les décès liés à la pandémie ont fortement chargé ces autorités. Si bon nombre de Justice de paix réclament des moyens supplémentaires, la situation de surcharge de celle de la Sarine est particulièrement préoccupante.

Pendant la crise sanitaire du printemps, ces autorités ont toutes rencontré des problèmes avec le Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ) et les services officiels des curatelles qui n'ont plus exercé leur mandat sur le terrain et n'ont partant plus exécuté leurs décisions. Le fait que les curateurs du SEJ interrompent leur contact avec les personnes dont ils devaient s'occuper durant le semi-confinement a engendré une charge supplémentaire pour toutes les Justices de paix.

Fortement impactées par la pandémie et les mesures liées à celle-ci, les **Préfectures** se sont concentrées en priorité sur la gestion de la crise sanitaire, ce qui a entraîné un recul de leur activité judiciaire de 7.6%.

Quant aux **Commissions de conciliation en matière de bail**, le nombre de nouvelles affaires repart à la hausse après trois ans de recul (2020 : 725, 2019 : 662, 2018 : 835). Ces trois autorités ont toutes amélioré leur taux de conciliation (Sarine : 84.2%, Singine et Lac : 72%, Sud : 83.27%).

2.2 Dotation des autorités judiciaires

D'une manière générale, le Conseil constate depuis un certain nombre d'années – dans le cadre des inspections des tribunaux qu'il effectue et de l'analyse des rapports qui lui sont transmis – qu'un nombre croissant d'instances rapportent être en sous-effectif (personnel du secrétariat, du greffe ou de magistrats). Dans ce contexte, il a dû se justifier auprès du Grand Conseil et de la Commission de justice sur des questions liées aux ressources mises à disposition de la justice, malgré le fait qu'il n'a pas de compétence décisionnelle y relative.

Il a lui-même pu constater les conséquences de cette surcharge qui nécessitent de plus en plus son intervention et relève en particulier ce qui suit :

- > un nombre croissant d'autorités demandent à pouvoir recourir à la Cellule itinérante ; or, celle-ci – constituée d'un poste à 100%, en langue française - est pour l'essentiel attribuée à deux instances dont le fonctionnement ordinaire ne saurait être garanti sans cet appui permanent ;
- > de plus en plus de tribunaux demandent à être déchargés par des nominations de juges ad hoc, dans des situations où ils doivent faire face à des procédures importantes, complexes ou chronophages ; de telles mesures extraordinaires ne seraient pas nécessaires si la dotation en personnel était suffisante ;
- > des absences de magistrats, par exemple pour cause de maladie ou de maternité, doivent être régulièrement compensées par des nominations ad hoc, les autorités se voyant dans l'impossibilité d'absorber des telles pertes de forces de travail ;
- > les heures supplémentaires des magistrats – qui doivent être validées par le Conseil – sont en augmentation ;
- > une intervention du Conseil a été nécessaire pour prévenir les éventuelles conséquences d'un burnout lié à la surcharge qui menaçait ;
- > certaines plaintes adressées au Conseil contre des magistrats trouvent en partie leur fondement dans la surcharge, respectivement la longueur des procédures qui en résulte ;
- > les acteurs de la justice émettent des critiques sur la durée des procédures.

Cette évolution est inquiétante et suscite deux remarques.

D'une part, une justice qui fonctionne est garante de la stabilité de l'Etat de droit. Rendre la justice dans des délais raisonnables participe au bon fonctionnement de l'économie et maintient la paix sociale. Pour le Conseil, il est essentiel que le canton de Fribourg dispose d'un système judiciaire efficient auquel les citoyens et entreprises peuvent recourir d'une manière efficace.

D'autre part, la surcharge comporte non seulement un fort risque de péjorer les conditions de travail des employés de la justice avec les effets négatifs qui peuvent en résulter (stress, burnout, mauvaise ambiance de travail, fluctuation du personnel), mais aussi de conduire à une baisse de la qualité des prestations de la justice (qualité des arrêts, disponibilité moindre des magistrats, baisse de l'acceptation des décisions par les parties résultant du sentiment de ne pas avoir été écoutées, renonciation à la formation continue, etc.).

Les facteurs de l'augmentation de la charge de travail des tribunaux sont multiples. On relèvera notamment l'augmentation de la population, la complexification tant de la législation et de la jurisprudence que des procédures en raison notamment de l'internationalisation des liens commerciaux et sociaux ou de la technologisation croissante, la propension à recourir aux tribunaux, ainsi que la facilité et la nécessité des parties de recourir aux services d'avocats, etc.

Au vu de ce qui précède, le Conseil de la magistrature ne peut que soutenir avec force les demandes budgétaires tendant à augmenter les effectifs des tribunaux. Il est d'avis qu'on ne peut pas attendre les éventuels changements dans l'organisation de la justice qui résulteront le cas échéant de l'analyse d'Ecoplan avant d'y donner suite. La question des ressources ne peut pas être liée directement au résultat de cette analyse, dès lors qu'elle tendait dès le départ uniquement à détecter d'éventuelles défaillances dans l'organisation de la justice et non à déterminer son besoin en personnel.

Enfin, on ne saurait en aucun cas apprécier le bien-fondé des demandes en personnel en se référant aux seuls chiffres de liquidation les plus élevés des instances respectives. En effet, cela ne peut se faire sans une soigneuse analyse dans laquelle une multitude de facteurs sont à prendre en compte.

3 Activité des juridictions

3.1 Tribunal cantonal

Mission et compétences

Le Tribunal cantonal (TC) est l'autorité supérieure en matière civile, pénale et administrative. En principe, il statue sur les appels et recours contre un jugement d'un Tribunal de 1ère Instance ainsi que sur les actions et recours contre des décisions rendues par des autorités administratives. A ce titre, il assume un double rôle d'autorité juridictionnelle et de surveillance déléguée de l'administration de la justice.

Site du TC : <https://www.fr.ch/tc>

Organisation et composition au 31.12.2020

Christian Pfammatter, Président ; Michel Favre, Vice-président

Dina Beti, Marc Boivin, Jérôme Delabays, Markus Ducret, Johannes Frölicher, Dominique Gross, Yann Hofmann, Marianne Jungo, Daniela Kiener, Catherine Overney, Anne-Sophie Peyraud, Laurent Schneuwly, Marc Sugnaux, Sandra Wohlhauser, Membres

Annick Achtari, François-Xavier Audergon, Felix Baumann, Olivier Bleicker, Sonia Bulliard Grosset, Jenny Castella, Georges Chanez, Pierre Corboz, Francine Defferrard, Omblin de Poret Bortolaso, Catherine Faller, Susanne Fankhauser, Debora Friedli, Caroline Gauch, Tarkan Göksu, Catherine Hayoz, Michel Heinzmann, Christophe Maillard, Mélanie Maillard Russier, Séverine Monferini Nuoffer, Jean-Luc Mooser, André Riedo, Armin Sahli, Daniel Schneuwly, Erika Schnyder, Kurt Schwab, Pascal Terrapon, Catherine Yesil- Huguenot, Juges suppléants

- > Ie Cour d'appel civil : Jérôme Delabays, Président ; Dina Beti, Sandra Wohlhauser, Laurent Schneuwly, Membres
- > Iie Cour d'appel civil : Dina Beti, Présidente ; Catherine Overney, Michel Favre, Markus Ducret, Membres
- > Chambre des poursuites et faillites : Catherine Overney, Présidente ; Dina Beti, Markus Ducret, Membres
- > Cour de protection de l'enfant et de l'adulte : Sandra Wohlhauser, Présidente ; Jérôme Delabays, Michel Favre, Laurent Schneuwly, Membres
- > Cour d'appel pénal : Michel Favre, Président ; Catherine Overney, Dina Beti, Markus Ducret, Membres
- > Chambre pénale : Laurent Schneuwly, Président ; Jérôme Delabays, Sandra Wohlhauser, Membres
- > Ie Cour administrative : Marianne Jungo, Présidente ; Christian Pfammatter, Anne-Sophie Peyraud, Dominique Gross, Yann Hofmann, Membres
- > Iie Cour administrative : Christian Pfammatter, Président ; Johannes Frölicher, Dominique Gross, Yann Hofmann, Membres
- > IIIe Cour administrative : Anne-Sophie Peyraud, Présidente ; Marianne Jungo, Johannes Frölicher, Dominique Gross, Yann Hofmann, Membres
- > Cour fiscale : Marc Sugnaux, Président ; Christian Pfammatter, Dina Beti, Daniela Kiener, Membres
- > Ie Cour des assurances sociales : Marc Boivin, Président ; Dominique Gross, Marianne Jungo, Marc Sugnaux, Yann Hofmann, membres
- > Iie Cour des assurances sociales : Johannes Frölicher, Président ; Daniela Kiener, Anne-Sophie Peyraud, Marc Sugnaux, membres

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	14	14

3.1.1 Remarques sur l'activité

Malgré une année perturbée par la pandémie, le Tribunal cantonal clôt cet exercice sur un bilan positif en termes de gestion des affaires et de conduite. La charge de travail demeure globalement importante mais l'Autorité judiciaire cantonale faîtière est parvenue à diminuer sensiblement (-17.5%) le nombre des dossiers pendants au 31 décembre 2020.

Si certaines cours ont bénéficié d'un léger fléchissement du nombre de dossiers entrés, d'autres sont dans une situation plus délicate. Tel est le cas de la 1^{ère} Cour d'appel civil et de la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte dont les entrées sont en augmentation. Malgré une légère baisse des nouvelles affaires, la Chambre pénale reste toutefois confrontée à une lourde charge de travail. Toutes ces cours ont en commun de devoir traiter avec célérité les affaires dont elles sont en charge.

Quant aux cours des assurances sociales, des efforts conséquents et l'octroi d'un poste en sureffectif ont permis une augmentation des liquidations et une diminution sensible de leur stock d'affaires pendantes. Les délais de traitement des dossiers ont également été réduits. Rien n'indique toutefois que l'embellie constatée sur le plan des nouvelles entrées perdurera, la crise sanitaire faisant au contraire redouter une évolution défavorable en matière de chômage et d'assurance-invalidité. D'une manière générale, il faut rester prudent en rappelant que l'autorité de recours est impactée à retardement, souvent plus d'une année après les effets ressentis en 1^{ère} instance.

La flexibilité des juges qui se sont mis à disposition de leurs collègues plus chargés et le recours aux juges suppléants ont contribué au traitement des procédures dans des délais raisonnables.

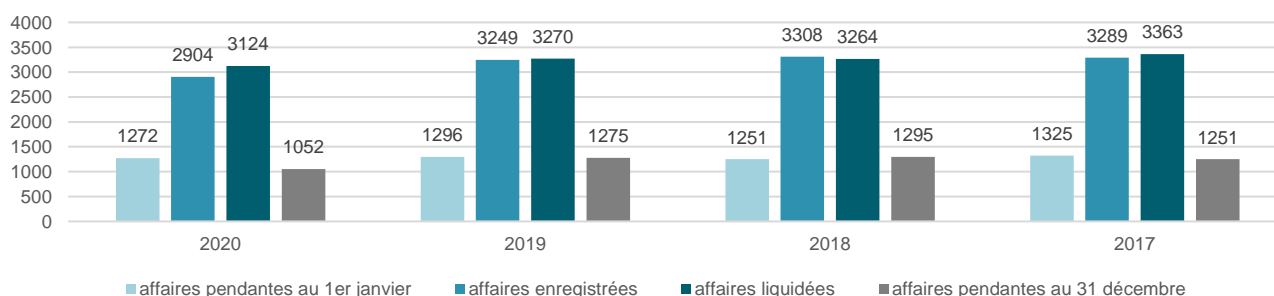
En sus de son activité juridictionnelle, le Tribunal continue de s'impliquer très activement dans l'analyse du Pouvoir judiciaire toujours en cours ainsi que dans le processus de mise en place d'e-justice.

D'entente avec la Commission de justice, le Conseil a octroyé, à titre exceptionnel, une dérogation à l'obligation de domicile à la Juge suppléante Jenny Castella. Conformément à l'art. 7 al. 3 LJ, il l'a autorisée à résider hors du canton.

3.1.2 Charge de travail – statistiques

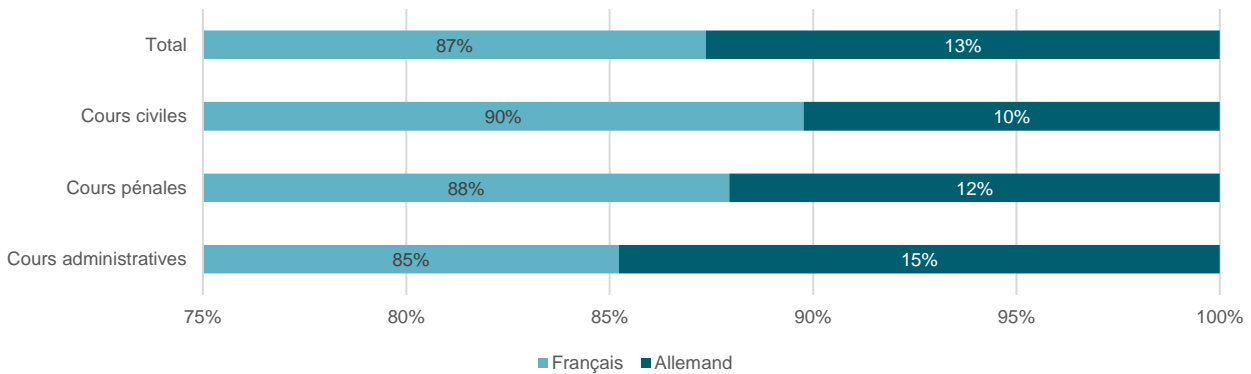
3.1.2.1 En général

Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les différentes cours 2017-2020

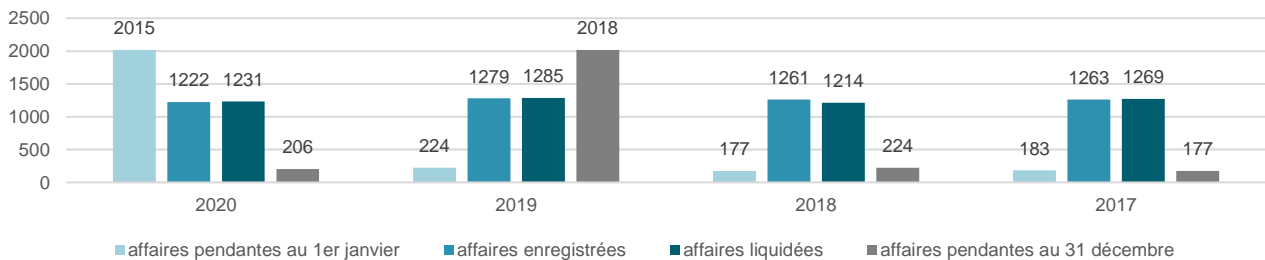


La différence entre les affaires pendantes au 1^{er} janvier 2020 et les affaires pendantes au 31 décembre 2019 s'explique par la liquidation informatique de 3 demandes d'entraide internationale après l'établissement des statistiques.

Langue des affaires liquidées 2020

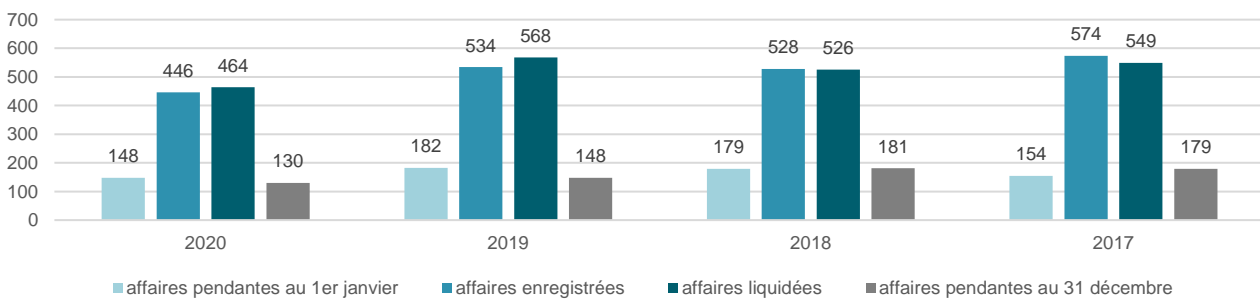


Cours civiles - évolution 2017-2020



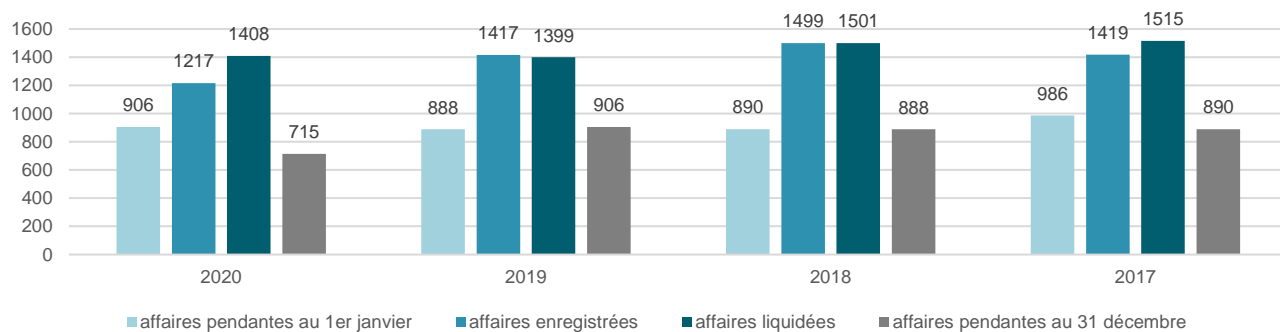
La différence entre les affaires pendantes au 1^{er} janvier 2020 et les affaires pendantes au 31 décembre 2019 s'explique par la liquidation informatique de 3 demandes d'entraide internationale après l'établissement des statistiques.

Cours pénales - évolution 2017-2020

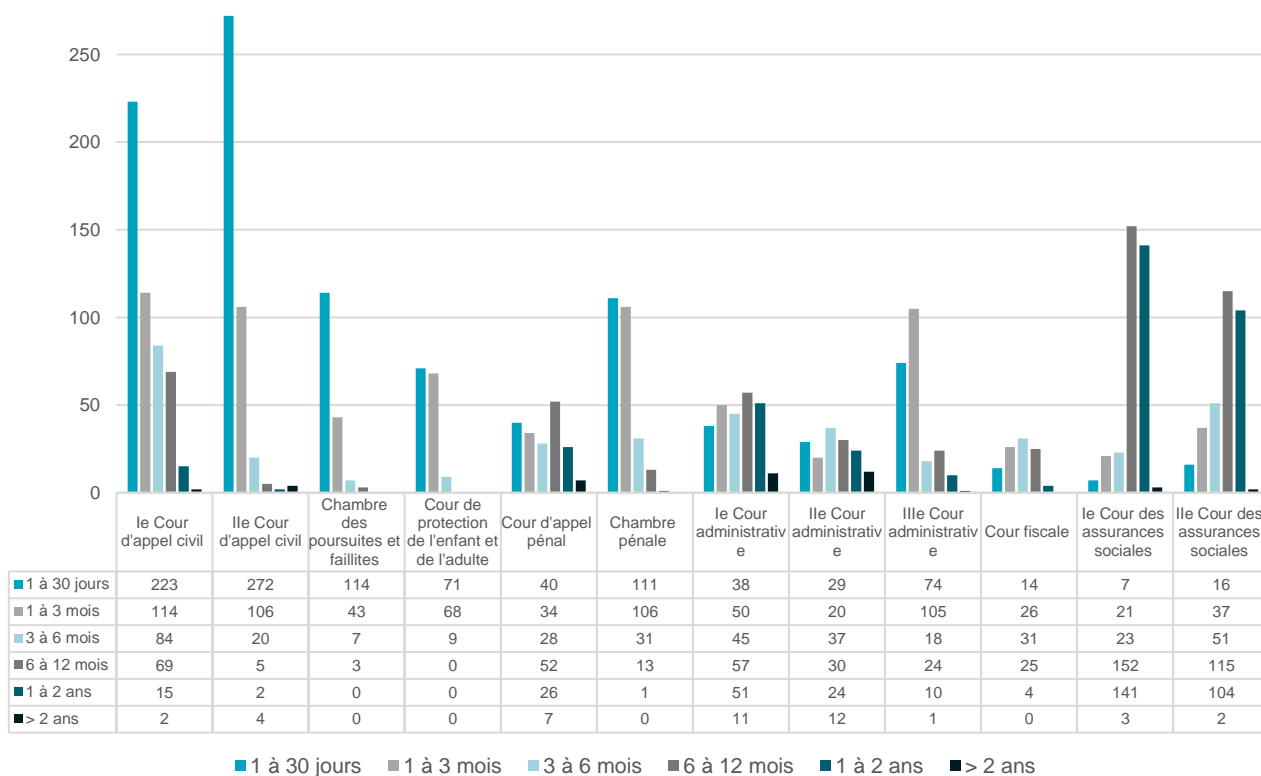


La différence entre les affaires pendantes au 1^{er} janvier 2019 et les affaires pendantes au 31 décembre 2018 s'explique par le fait qu'une affaire 2019 a été enregistrée après l'impression des statistiques.

Cours administratives - évolution 2017-2020



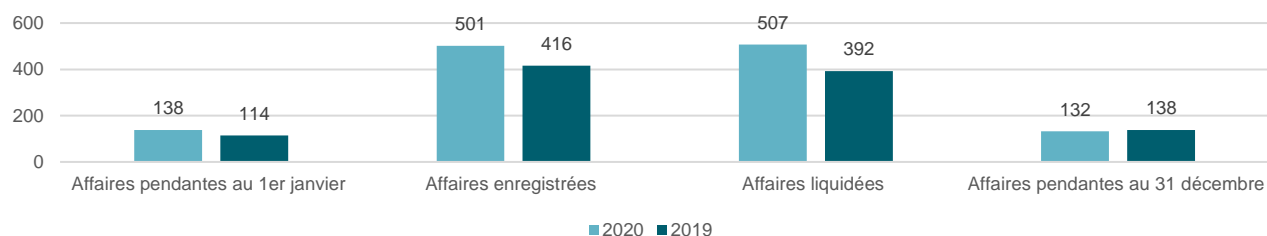
Durée de la procédure dans les principales Cours/Chambres



3.1.2.2 Cours civiles

3.1.2.2.1 le Cour d'appel civil

le Cour d'appel civil - statistique générale 2019-2020

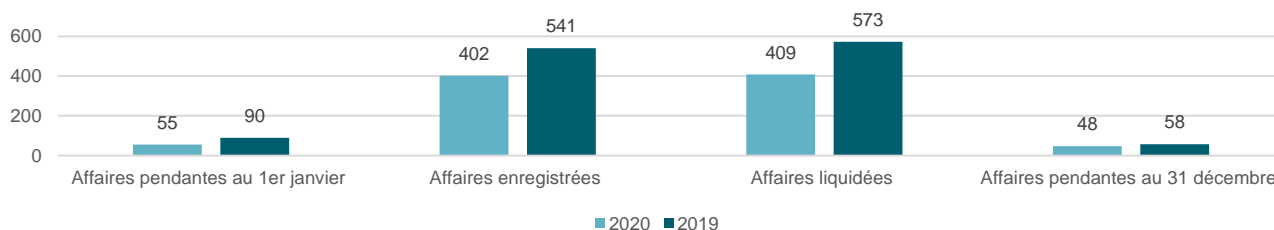


Provenance affaires liquidées	2020	2019
Sarine	113	92
Singine	11	11
Gruyère	31	22
Lac	19	11
Glâne	21	8
Broye	28	14
Veveyse	20	19
Justice de paix de la Broye	1	0
Justice de paix du Lac	1	1
Justice de paix de la Sarine	9	1
Justice de paix de la Singine	1	0
Autres	252	213
Total	507	392

Modes de liquidation affaires liquidées	2020	2019
Admis	31	29
Admis partiellement	105	91
Admission avec renvoi	3	5
Rejet	104	76
Irrecevables	31	16
Irrecevabilité manifeste	3	0
Retrait	13	8
Liquidation par lettre	0	1
Sans objet ou autres motifs	24	25
Classé sans suite	1	0
AJ (avec avocat) octroyée	158	112
AJ (avec avocat) refusée	24	22
AJ (avec avocat) partiellement octroyée	5	1
AJ (sans avocat) octroyée	2	1
AJ (sans avocat) refusée	2	5
Désignation (récusations)	1	0
Total	507	392

3.1.2.2 Ile Cour d'appel civil

Ile Cour d'appel civil - statistique générale 2019-2020



Sont incluses les demandes d'entraide judiciaire internationale.

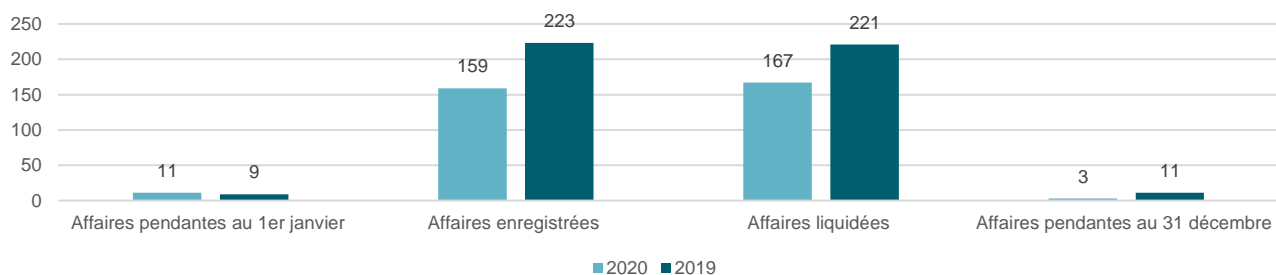
La différence entre les affaires pendantes au 1^{er} janvier 2020 et les affaires pendantes au 31. Décembre 2019 s'explique par la liquidation informatique de 3 demandes d'entraide internationale après l'établissement des statistiques

Provenance affaires liquidées	2020	2019
Sarine	68	122
Singine	13	19
Gruyère	38	48
Lac	17	15
Glâne	8	19
Broye	19	15
Veveyse	11	10
Autorités étrangères	158	212
Autres	77	113
Total	409	573

Modes de liquidation affaires liquidées	2020	2019
Admis	43	72
Admis partiellement	12	9
Admis avec renvoi	3	4
Rejet	69	80
Irrecevables	34	82
Irrecevabilité manifeste	36	20
Retrait	9	20
Transaction	0	5
AJ (avec avocat) octroyée	2	9
AJ (avec avocat) refusée	6	5
AJ (sans avocat) octroyée	0	0
AJ (sans avocat) refusée	7	8
Dépens fixés	3	0
Sans objet ou autres motifs	27	44
Liquidation par lettre	0	2
Passe-expédient	0	1
Transmission des entrades judiciaires	158	212
par arrêt	7	13
par transmission simple	151	199
Total	409	573

3.1.2.2.3 Chambre des poursuites et faillites

Chambre des poursuites et faillites - statistique générale 2019-2020

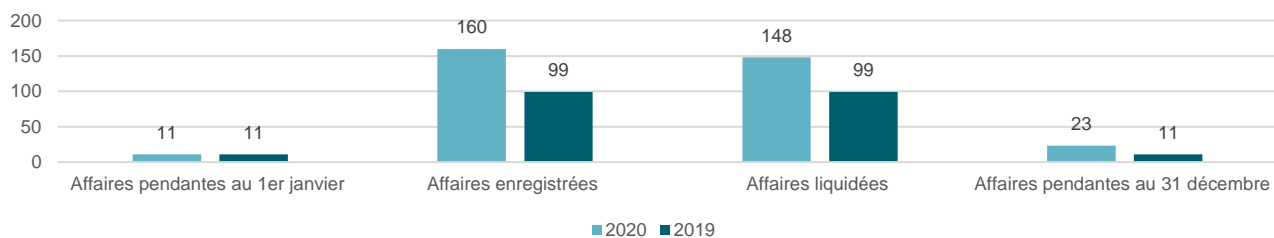


Provenance affaires liquidées	2020	2019
Sarine	27	34
Singine	7	12
Gruyère	3	13
Lac	4	5
Glâne	0	2
Broye	9	12
Veveyse	8	5
Office cantonal des faillites	67	97
Autres	42	41
Total	167	221

Modes de liquidation affaires liquidées	2020	2019
Admis	19	115
Admis partiellement	11	12
Admis avec renvoi	1	1
Rejet	35	45
Irrecevables	6	15
Irrecevabilité manifeste	1	0
Sans objet	14	24
Retrait	2	3
Visé	69	0
Classé sans suite	0	2
Liquidation par lettre	0	0
Passe-expédient / Nouvelle décision aut. inf.	1	1
AJ (avec avocat) refusée	8	0
AJ (avec avocat) octroyée	0	3
Total	167	221

3.1.2.2.4 Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte - statistique générale 2019-2020



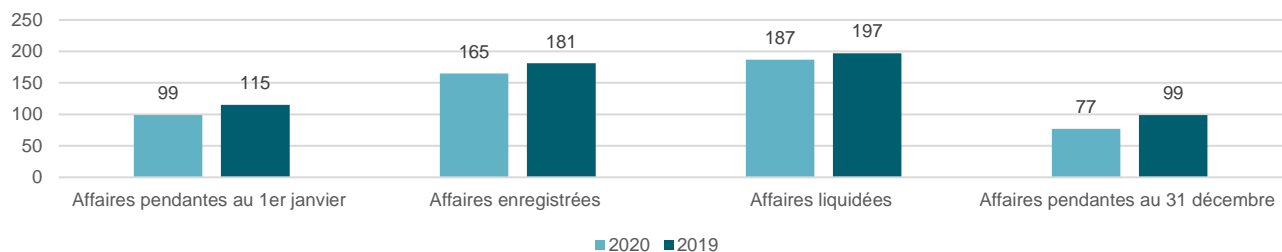
Provenance affaires liquidées	2020	2019
Sarine (Justice de paix)	28	24
Singine (Justice de paix)	10	7
Gruyère (Justice de paix)	19	16
Lac (Justice de paix)	10	12
Glâne (Justice de paix)	6	1
Broye (Justice de paix)	9	5
Veveyse (Justice de paix)	8	7
Autres	58	27
Total	148	99

Modes de liquidation affaires liquidées	2020	2019
Admis	23	11
Admission partielle	11	6
Admission avec renvoi	5	1
Irrecevables	18	20
Rejet	44	21
Retrait	3	9
AJ (avec avocat) octroyée	29	10
AJ (avec avocat) refusée	5	3
AJ (sans avocat) refusée	1	2
Désignation	0	2
Sans objet ou autres motifs	8	8
Transmis à l'autorité compétente	0	2
Liquidation par lettre	1	3
Classé sans suite	0	1
Total	148	99

3.1.2.3 Cours pénales

3.1.2.3.1 Cour d'appel pénal

Cour d'appel pénal - statistique générale 2019-2020



Provenance affaires liquidées

Tribunal pénal d'arrondissement	2020	2019
Sarine	31	41
Singine	8	6
Gruyère	21	14
Lac	3	8
Glâne	4	2
Broye	9	5
Veveyse	2	0
Total	78	76

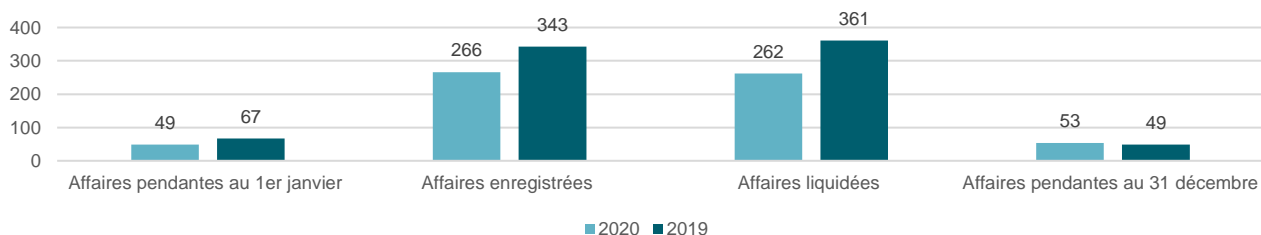
Juge de police	2020	2019
Sarine	29	35
Singine	17	3
Gruyère	9	13
Lac	7	8
Glâne	3	2
Broye	4	11
Veveyse	3	2
Total	72	74

	2020	2019
Tribunal des mineurs	1	3
Tribunal pénal économique	6	7
Ministère public	8	8
Autres	22	29

Modes de liquidation affaires liquidées	2020	2019
Admis	19	16
Admis partiellement	40	43
Admis avec renvoi	0	1
Rejet	65	63
Irrecevables	5	14
Sans objet	43	38
Retrait	15	19
AJ (sans avocat) refusée	0	1
AJ (avec avocat) accordée	0	1
Classé sans suite	0	1
Total	187	197

3.1.2.3.2 Chambre pénale

Chambre pénale - statistique générale 2019-2020



Provenance affaires liquidées

Tribunal pénal d'arrondissement	2020	2019
Sarine	3	5
Singine	0	2
Gruyère	3	1
Lac	1	2
Glâne	0	0
Broye	0	1
Veveyse	0	0
Total	7	11

Juge de police	2020	2019
Sarine	10	18
Singine	2	0
Gruyère	2	8
Lac	4	2
Glâne	1	2
Broye	8	3
Veveyse	0	1
Total	27	34

Provenance affaires liquidées

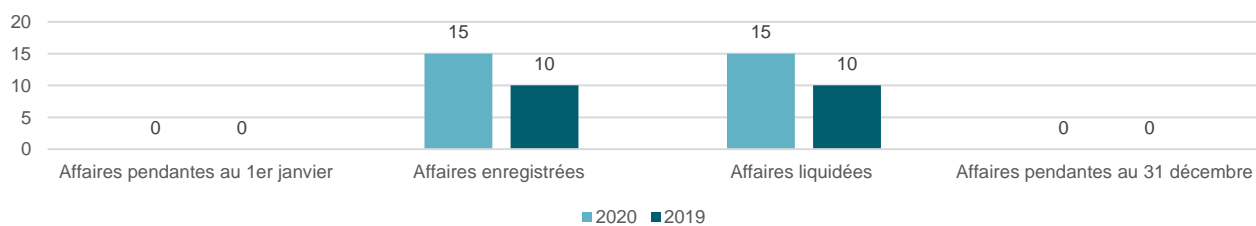
	2020	2019
Ministère public	136	185
Tribunal des mesures de contrainte	29	27
Tribunal des mineurs	2	4
Autres	61	100

Modes de liquidation affaires liquidées

	2020	2019
Admis	31	32
Admis partiellement	6	16
Admis avec renvoi	19	21
Rejetés	120	130
Irrecevables	40	80
Irrecevabilité manifeste	1	-
Retirés	6	15
Transmis à l'autorité compétente	1	3
Sans objet ou autres motifs	15	30
AJ (avec avocat) accordée	3	8
AJ (avec avocat) refusée	4	11
AJ (avec avocat) partiellement octroyée	1	0
AJ (sans avocat) refusée	12	12
Liquidation par lettre	0	1
Classé sans suite	3	2
Total	262	361

3.1.2.3.3 Président de la Chambre pénale

Président de la Chambre pénale - statistique générale 2019-2020



Modes de liquidation affaires liquidées

	2020	2019
Admis	15	10
Sans objet ou autres motifs	0	0
Irrecevable	0	0
Total	15	10

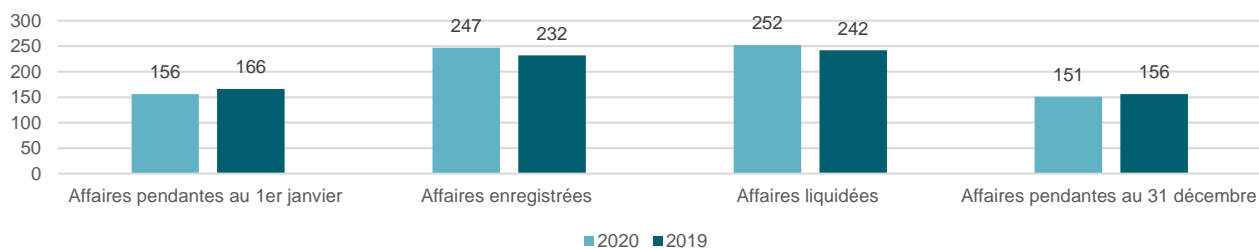
Matières traitées

	2020	2019
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol)	15	10
Divers	0	0

3.1.2.4 Cours administratives

3.1.2.4.1 le Cour administrative

le Cour administrative - statistique générale 2019-2020

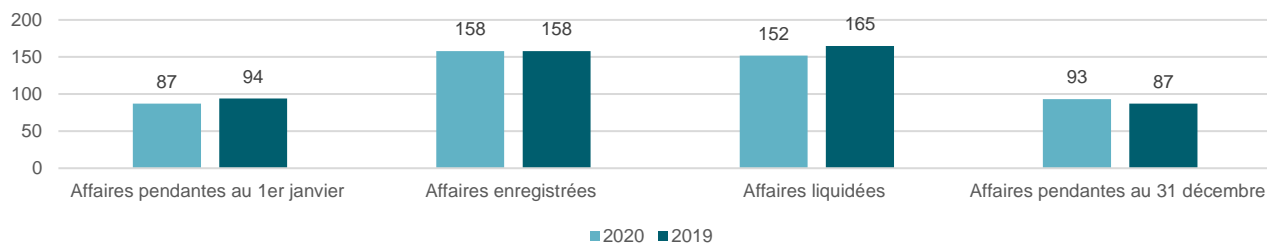


Modes de liquidation affaires liquidées

	2020	2019
Admission	16	19
Admission partielle	3	9
Admission avec renvoi	5	9
Rejet	90	88
Irrecevabilité	7	5
Irrecevabilité manifeste	7	4
Retrait	9	15
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure	14	8
Transaction / Ratification	2	0
Sans objet autres motifs	59	54
Classé sans suite	1	2
Liquidation par lettre	1	2
Transmission à l'autorité compétente	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat)	17	9
Assistance judiciaire refusée (avec avocat)	12	9
AJ/DO (avec avocat) partiellement octroyée	1	0
Assistance judiciaire accordée (sans avocat)	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat)	5	8
Décision sur frais et dépens après TF	1	1
Total	252	242

3.1.2.4.2 Ile Cour administrative

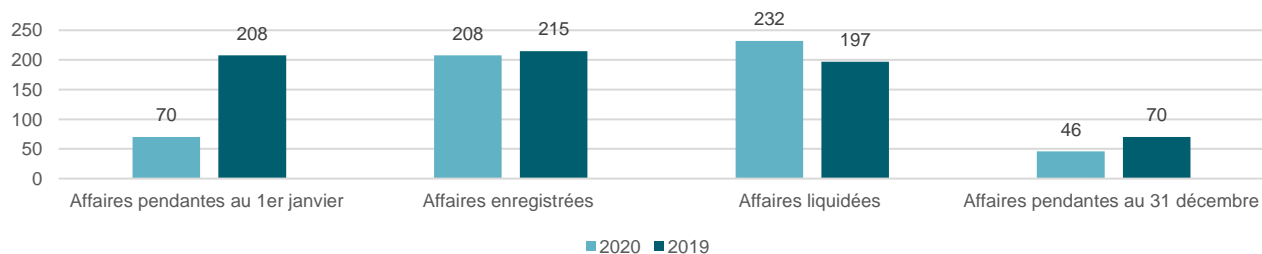
Ile Cour administrative - statistique générale 2019-2020



Mode de liquidation affaires liquidées	2020	2019
Admission	23	32
Admission partielle	2	5
Admission avec renvoi	4	2
Rejet	50	44
Irrecevabilité	3	5
Irrecevabilité manifeste	8	18
Retrait	12	17
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure	8	2
Transaction/ratification	2	3
Sans objet autres motifs	37	33
Liquidation par lettre	0	1
Classé sans suite	0	1
Transmission à l'autorité compétente	1	0
Assistance judiciaire accordée (sans avocat)	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat)	1	2
Total	152	165

3.1.2.4.3 Ile Cour administrative

Ile Cour administrative - statistique générale 2019-2020

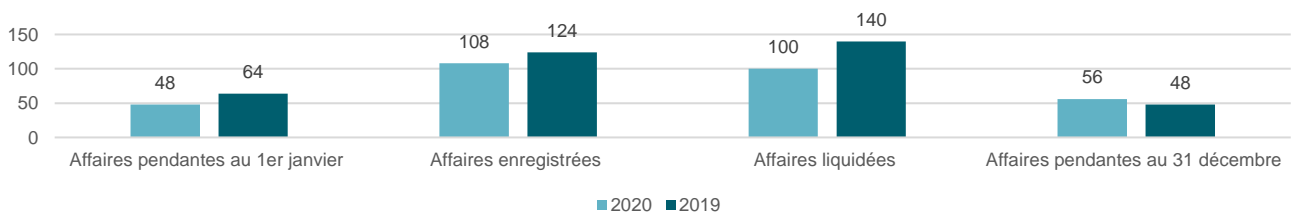


Mode de liquidation affaires liquidées

	2020	2019
Admission	4	16
Admission partielle	4	6
Admission avec renvoi	8	2
Rejet	80	66
Irrecevabilité	1	1
Irrecevabilité manifeste	37	37
Retrait	41	25
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure	9	3
Sans objet autres motifs	34	30
Rayé du rôle (défaut)	1	0
Transmission à l'autorité compétente	4	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat)	1	1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat)	3	7
Assistance judiciaire accordée (sans avocat)	1	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat)	4	1
Total	232	197

3.1.2.4.4 Cour fiscale

Cour fiscale - statistique générale 2019-2020

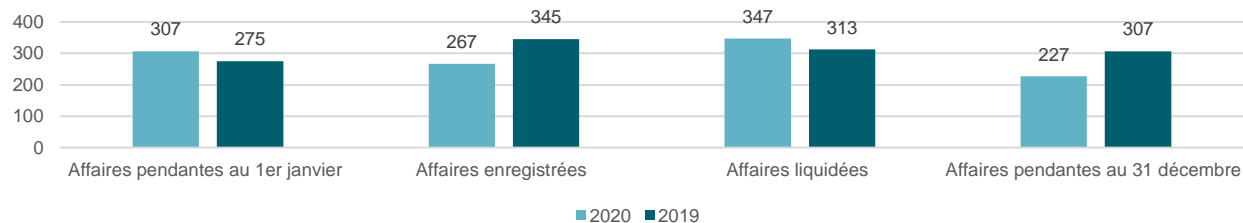


Mode de liquidation affaires liquidées

	2020	2019
Admission	0	4
Admission partielle	7	21
Admission avec renvoi	5	0
Rejet	46	65
Irrecevabilité	5	2
Irrecevabilité manifeste	9	16
Retrait	8	18
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure	6	3
Transaction/Ratification	4	2
Sans objet autres motifs	2	6
Liquidation par lettre	6	2
Transmission à l'autorité compétente	1	0
Décision sur frais et dépens après TF	1	1
Total	100	140

3.1.2.4.5 le Cour des assurances sociales

le Cour des assurances sociales - statistique générale 2019-2020

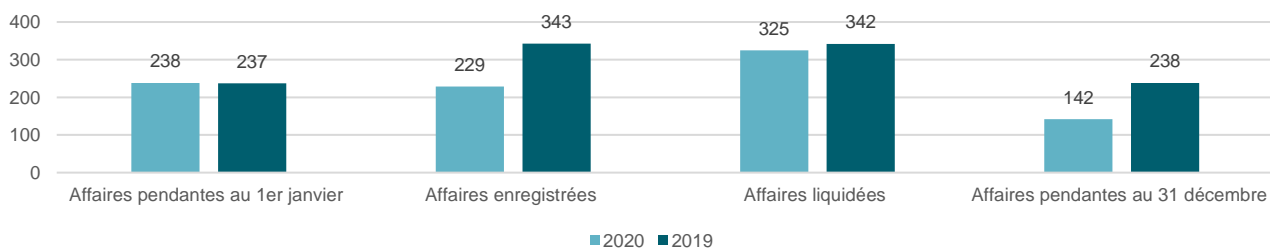


Mode de liquidation affaires liquidées

	2020	2019
Admission	25	26
Admission partielle	27	17
Admission avec renvoi	25	23
Rejet	173	141
Irrecevabilité	3	0
Irrecevabilité manifeste	8	8
Retrait	11	11
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure	5	13
Sans objet autres motifs	27	29
Liquidation par lettre	2	1
Transmission à l'autorité compétente	1	4
Assistance judiciaire accordée (avec avocat)	22	25
Assistance judiciaire refusée (avec avocat)	11	8
Assistance judiciaire accordée (sans avocat)	4	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat)	1	0
Décision sur frais et dépens après TF	2	6
Total	347	313

3.1.2.4.6 Ile Cour des assurances sociales

Ile Cour des assurances sociales - statistique générale 2019-2020



Mode de liquidation affaires liquidées

	2020	2019
Admission	20	24
Admission partielle	17	22
Admission avec renvoi	31	43
Rejet	134	99
Irrecevabilité	2	4
Irrecevabilité manifeste	15	15
Retrait	10	13
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure	4	15
Transaction/Ratification	4	9
Sans objet autres motifs	29	41
Liquidation par lettre	2	1
Transmission à l'autorité compétente	0	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat)	34	24
Assistance judiciaire refusée (avec avocat)	10	13
Assistance judiciaire accordée (sans avocat)	7	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat)	1	2
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce	5	11
Décision sur frais et dépens après TF	0	4
Total	325	342

3.1.2.4.7 Recours au Tribunal fédéral

Recours déposés

	2020	2019
I ^e Cour d'appel civil	26	11
II ^e Cour d'appel civil	23	31
Chambre des poursuites et des faillites	4	8
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	9	7
Cour d'appel pénal	27	40
Chambre pénale	35	44
I ^e Cour administrative	29	35
II ^e Cour administrative	19	15
III ^e Cour administrative	11	13
Cour fiscale	9	8
I ^e Cour des assurances sociales	43	34
II ^e Cour des assurances sociales	21	21
Total	256	267

Recours traités / Modes de liquidation	2020	2019
I^e Cour d'appel civil		
Admis	0	1
Admis partiellement	1	0
Admis avec renvoi	3	0
Rejetés	7	4
Irrecevables	2	4
II^e Cour d'appel civil		
Admis	0	0
Admis avec renvoi	3	1
Rejetés	6	5
Irrecevables	17	22
Retirés	0	1
Chambre des poursuites et faillites		
Admis	0	0
Admis avec renvoi	1	2
Rejetés	4	4
Irrecevables	2	3
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte		
Admis	0	0
Rejetés	0	1
Irrecevables	8	5
Cour d'appel pénal		
Admis	2	0
Admis partiellement	2	0
Admis avec renvoi	3	4
Rejetés	17	20
Irrecevables	6	7
Sans objet	0	1
Retirés	1	0
Chambre pénale		
Admis	0	0
Admis avec renvoi	1	0
Rejetés	12	12
Irrecevables	17	27
Retirés	1	3
I^e Cour administrative		
Admis	2	1
Admis partiellement	0	0
Admis avec renvoi	0	1
Rejetés	30	16
Irrecevables	3	1
Irrecevabilité manifeste	5	12
Sans objet	0	1
Retirés	0	0
II^e Cour administrative		
Admis	0	2
Admis partiellement	0	0
Admis avec renvoi	2	0

Recours traités / Modes de liquidation	2020	2019
Rejetés	7	7
Irrecevables	1	2
Irrecevabilité manifeste	0	2
Sans objet	0	0
Retirés	0	0
III° Cour administrative		
Admis	2	1
Admis partiellement	0	0
Admis avec renvoi	0	1
Rejetés	4	7
Irrecevables	3	2
Irrecevabilité manifeste	3	2
Sans objet	0	0
Retirés	0	0
Cour fiscale		
Admis	1	2
Admis partiellement	1	0
Admis avec renvoi	0	0
Rejetés	4	10
Irrecevables	1	0
Irrecevabilité manifeste	2	3
Sans objet	0	0
Retirés	0	0
I° Cour des assurances sociales		
Admis	6	6
Admis partiellement	3	3
Admis avec renvoi	2	1
Rejetés	19	16
Irrecevables	3	4
Irrecevabilité manifeste	8	5
Sans objet	0	1
Retirés	0	1
II° Cour des assurances sociales		
Admis	0	1
Admis partiellement	0	2
Admis avec renvoi	0	3
Rejetés	7	15
Irrecevables	2	1
Irrecevabilité manifeste	1	3
Sans objet	0	0
Retirés	3	1
Total	241	263

3.1.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.2 Ministère public

Mission et compétences

Le Ministère public (MP) veille à l'application de la loi et au maintien de l'ordre public. Il exerce principalement l'action publique auprès des tribunaux pénaux et civils d'arrondissement, du Tribunal des mineurs, du Tribunal pénal économique, du Tribunal cantonal et du Tribunal fédéral.

Site du MP : <https://www.fr.ch/mp>.

Organisation et composition au 31.12.2020

Fabien Gasser, Procureur général ; Alessia Chocomeli, Procureure générale adjointe ; Raphaël Bourquin, Procureur général adjoint

Stéphanie Amara, Philippe Barboni, Marc Bugnon, Frédéric Chassot, Catherine Christinaz, Christiana Dieu Bach, Patrick Genoud, Liliane Hauser, Markus Julmy, Jean-Luc Mooser, Laurent Moschini, Jean-Frédéric Schmutz, Procureurs

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	14.50	14.50

3.2.1 Remarques sur l'activité

La charge de travail du Ministère public reste importante, avec des dossiers très volumineux, notamment pour la cellule économique. De plus, les décisions sont très souvent suivies de recours qui accroissent encore la masse de travail. Cela étant, le personnel de cette autorité fonctionne bien. Sa stabilité offre un bon climat de travail interne et des collaborations efficaces avec les autres instances judiciaires.

La crise sanitaire, gérée de manière efficace par sa direction, a eu un impact modéré sur le fonctionnement du Ministère public. Si durant le confinement, le nombre d'affaires a nettement diminué par rapport à 2019, la reprise a été très intense, notamment à cause de l'émergence de nouvelles infractions en lien avec la pandémie.

Cette autorité, qui attend beaucoup de la digitalisation des dossiers et des processus, exprime des craintes au sujet de l'avancement du projet e-justice.

En juin, le Procureur général Gasser a été réélu pour un troisième et dernier mandat. Ses adjoints, les Procureurs Chocomeli et Bourquin ont également été reconduits dans leur fonction.

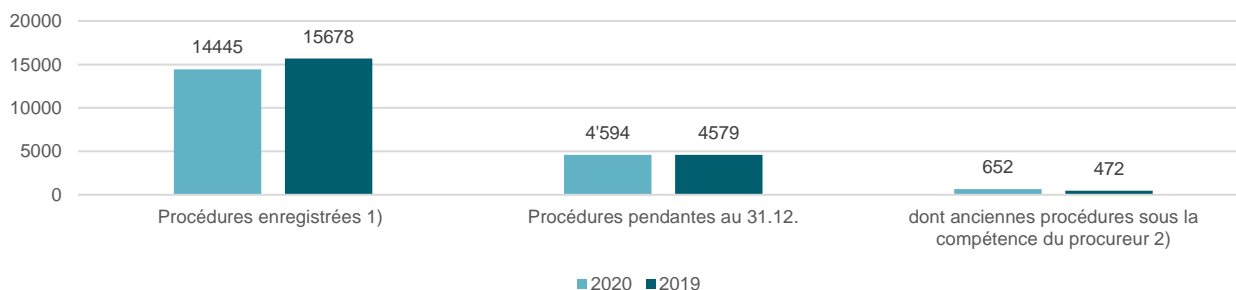
Sur demande de cette autorité, le Conseil a prolongé de six mois le mandat la Procureure ad hoc Hurni, décision dûment validée par le Grand Conseil lors de sa session du mois de mai (art. 91 al. 1 let d^{bis} LJ). Ce mandat a pris fin le 30 juin 2020 avec le retour à son poste de la Procureure Christinaz. A deux reprises en outre, le Conseil a confié à des procureurs extra cantonaux l'instruction d'affaires impliquant respectivement une collaboratrice du Ministère public et l'ensemble de cette autorité (art. 22 al. 4 LJ).

Par ailleurs, le Conseil a validé l'augmentation de 10% du taux d'activité de la Procureure Dieu-Bach dès le 10 octobre 2020 (art. 10b al.2 LJ). Quant au Procureur Julmy, il a annoncé sa démission pour le 30 juin 2021. Son successeur sera élu en février 2021.

3.2.2 Charge de travail – statistiques

3.2.2.1 En général

Statistique générale 2019-2020



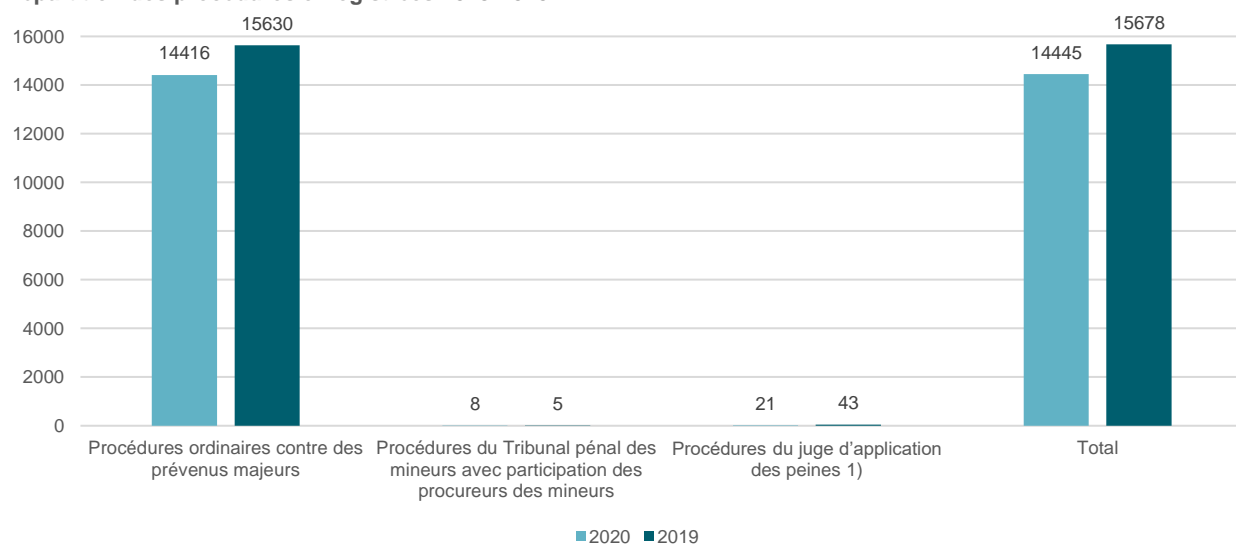
1) Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à une personne prévenue ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.

2) Soit ouvertes depuis plus de 12 mois

3.2.2.2 Procédures enregistrées et pendantes

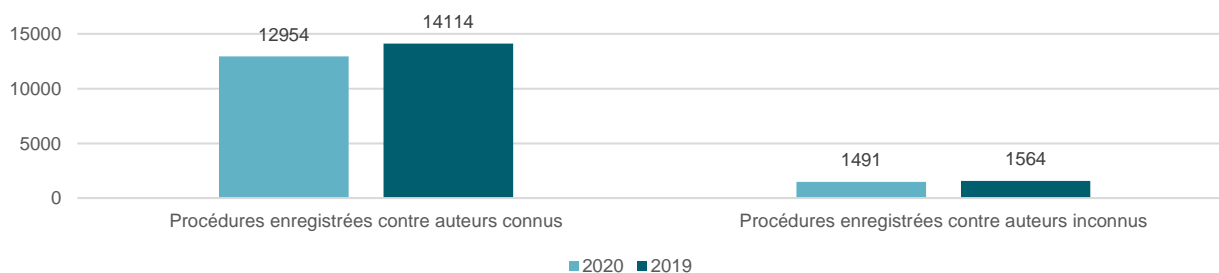
3.2.2.2.1 Procédures enregistrés

Répartition des procédures enregistrées 2019-2020

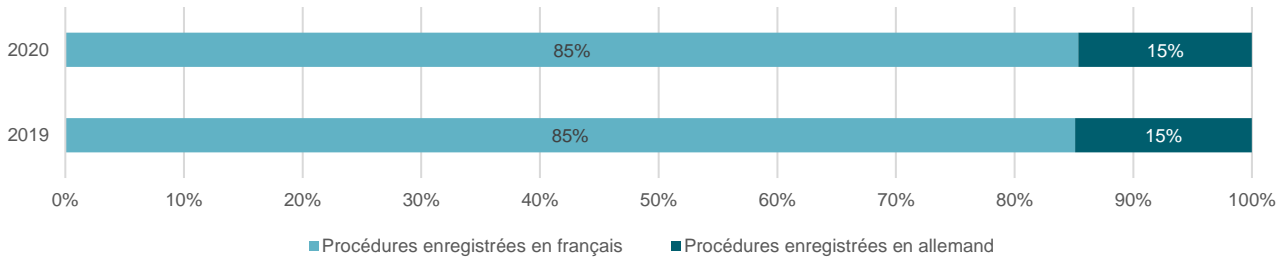


1) Ci-après JAP.

Procédures enregistrées contre auteurs connus et inconnus 2019-2020

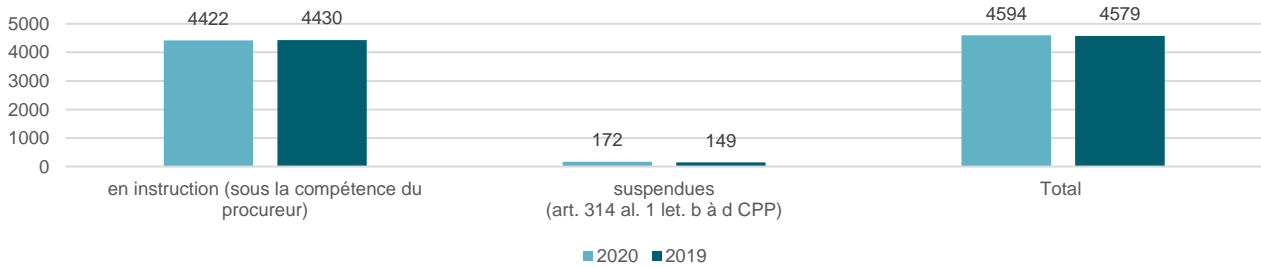


Répartition linguistique 2019-2020



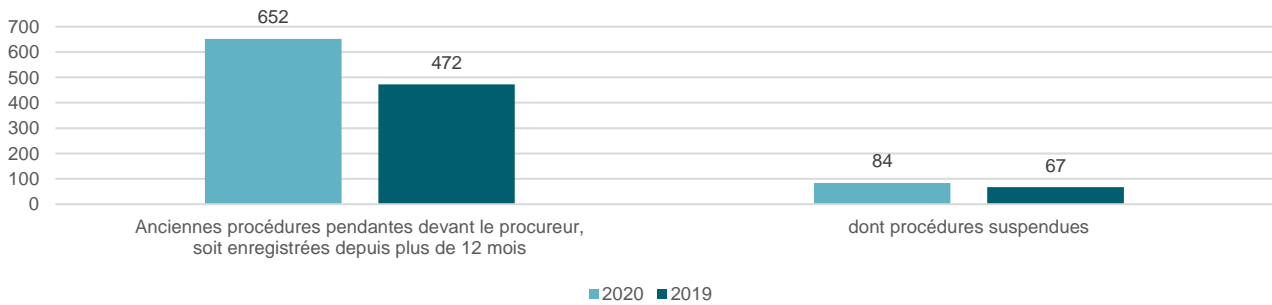
3.2.2.2 Procédures pendantes

Procédures pendantes 2019-2020



3.2.2.2.3 Anciennes procédures pendantes

Anciennes procédures pendantes 2019-2020



Procédures pendantes devant les procureurs, ouvertes au 31.12.2020, de l'année :

2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total
1	1	5	6	19	28	55	105	432	652

3.2.2.3 Procédures renvoyées devant une autre instance ou liquidées

3.2.2.3.1 En général

	2020	2019
Ordonnances de non entrée en matière	1613	1930
dont les cas de levée de corps	125	172
Ordonnances de suspension	915	1105
Ordonnances de classement	762	898
Ordonnances pénales	9366	9749
Actes d'accusation	350	383
Confiscations indépendantes	0	0
Décisions ultérieures au jugement (JAP)	21	60
Décisions de dessaisissement	601	602
Décisions de renvoi au préfet (sauf pour tentative légale de conciliation)	1	11
Décisions de renvoi à la police cantonale	327	254
Ordonnances de conversion (peine pécuniaire ou amende)	2849	3241
Commissions rogatoires nationales	14	33
Commissions rogatoires internationales	95	85
Classements sans suite	148	125

3.2.2.3.2 Ordonnances pénales

	2020	2019
Ordonnances pénales et de conversion	8805	9302
Ordonnances pénales définitives	8805	9302
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	561	447
Total	9366	9749

3.2.2.3.3 Actes d'accusation

	2020	2019
Actes d'accusation avec renvoi au juge de police	203	198
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	57	96
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	7	5
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	10	5
Actes d'accusation selon procédure simplifiée	73	78
avec renvoi au Tribunal pénal économique	0	1
Total	350	383

3.2.2.3.4 Décisions ultérieures au jugement

	2020	2019
Ordonnances du JAP	0	11
Ordonnances de suspension de la peine privative de liberté	0	11
Ordonnances de refus de suspension de la peine privative de liberté	0	3
Ordonnances de conversion du travail d'intérêt général	19	41
Oppositions aux ordonnances du JAP	0	0
Autres ordonnances du JAP	2	5
Total	21	60

3.2.2.3.5 Durée de la procédure jusqu'à sa liquidation

Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives	2020	2019
0 à 1 mois	20.31%	21.02%
1 à 2 mois	23.73%	21.28%
2 à 3 mois	15.87%	17.20%
3 à 6 mois	23.93%	25.59%
6 à 12 mois	11.39%	10.92%
12 à 18 mois	2.77%	2.29%
18 à 24 mois	1%	0.78%
24 à 36 mois	0.46%	0.51%
Plus de 36 mois	0.54%	0.41%

3.2.2.3.6 Ordonnances par type d'infractions¹

Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives	2020	2019
Infractions contre la vie (art. 111ss CP)	15	11
dont les cas d'homicide par négligence (art. 117 CP)	12	6
Infractions contre l'intégrité corporelle (art. 122ss CP)	636	810
dont les cas retenant notamment des infractions violentes (art. 122, 133 et 134 CP)	50	53
Infractions contre le patrimoine (art. 137ssCP)	2328	2321
Infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187ssCP)	175	120
dont les cas retenant notamment l'infraction de pornographie (art. 197 CP)	47	36
Autres infractions du code pénal	3036	3273
Infractions à la loi fédérale sur la circulation routière	4311	4761
Infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants	1511	1891
dont les cas retenant notamment la consommation de stupéfiants (art. 19a LStup)	1384	1724
Infractions à la loi fédérale sur le transport des voyageurs	2331	2764
Autres infractions à d'autres lois spéciales ²	2741	3154
Infractions « Covid-19 »	501	0

3.2.2.3.7 Détention provisoire

	2020	2019
Nombre de personnes en détention provisoire	196	219
Nombre de jours de détention	19734	19973

3.2.2.3.8 Recours

Recours interjetés par les procureurs	2020	2019
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	5	22
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	0	12

¹ Compte tenu du cumul d'infractions, une même ordonnance peut être comptabilisée plusieurs fois.

² Loi d'application du code pénal, loi fédérale sur les étrangers, loi fédérale sur les armes, etc.

3.2.2.3.9 Défenseurs

	2020	2019
Nombre de désignations d'un défenseur d'office ou d'un mandataire gratuit, dont selon le tournus	304 45	317 53

Le défenseur nécessaire choisi par la personne prévenue n'est pas inclus dans le tournus (cf. Directive n° 1.7 du procureur général du 12 janvier 2011 relative à la désignation des avocats, chiffre 5) ; cette règle justifie qu'il soit établi une distinction entre le nombre total de désignation et celui selon le tournus.

3.2.2.3.10 Contrôle du procureur général

Contrôles préalables et postérieurs des ordonnances rendues par les procureurs, les préfets et les présidents du Tribunal pénal des mineurs	2020	2019
Nombre de refus d'approbation aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	3	2
Nombre d'oppositions aux ordonnances pénales	5	2

3.2.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.3 Tribunal des mesures de contrainte

Mission et compétences

Le Tribunal des mesures de contrainte (TMC) est l'autorité cantonale compétente pour approuver, sur requête du Ministère public, du Juge pénal des mineurs, ainsi que du Service de la population et des migrants, des mesures de contrainte particulièrement incisives, tant au niveau pénal qu'administratif. Ses décisions sont rendues par un juge unique.

Le Tribunal ordonne et prolonge la détention provisoire, ordonne la détention pour des motifs de sûreté et décide sur les requêtes de mise en liberté, ordonne ou autorise d'autres mesures de contrainte (notamment la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication, les autres mesures techniques de surveillance et l'investigation secrète) et statue aussi sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire (notamment le contrôle de la légalité de la détention en phase préparatoire ou en vue du renvoi ou de l'expulsion).

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-tribunal-des-mesures-de-contrainte>.

Organisation et composition au 31.12.2020

Delphine Maradan, Géraldine Pontelli-Barras, Sonja Walter, Juges ; Adeline Corpataux, Ludovic Farine, Caroline Gauch, Peter Stoller, Suppléants

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	1.50	1.50

3.3.1 Remarques sur l'activité

Ce tribunal, constitué de 3 juges à mi-temps, épaulées par 1.5 EPT de greffe et secrétariat, est clairement sous-doté. Les affaires et les domaines de compétences ayant augmenté de manière notable depuis dix ans, il est urgent d'accroître ses forces de travail, tant au niveau des juges (augmentation du taux des juges en place) qu'à celui des greffiers et secrétaires. Il faut rappeler que cette autorité exige de ses juges et collaborateurs beaucoup de réactivité (les décisions doivent être rendues dans les 48 heures) et d'engagement (service de piquet tous les weekends). Depuis le début 2020 et en dépit de l'excellent travail de tout son personnel, elle est à la limite d'être encore en mesure de faire face à ses missions.

Au printemps, durant le semi-confinement, l'activité juridictionnelle a été ralentie. Elle a repris de manière intense dès le mois de mai.

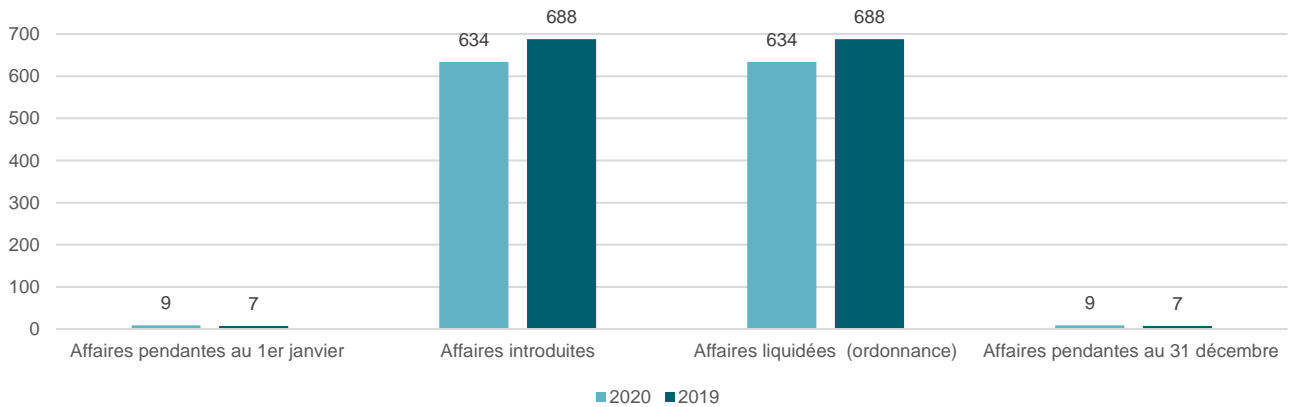
Elu Juge au Tribunal des mesures de contrainte dès sa création en 2011, Felix Baumann a démissionné avec effet au 30 avril 2020. Sa successeure Sonja Walter est entrée en fonction le 1^{er} août suivant. Cornelia Thalmann, nommée Juge ad hoc à 10% par le Conseil, a assuré l'intérim pour les affaires en allemand. Les Juges Delphine Maradan et Géraldine Pontelli Barras ont quant à elles augmenté leur taux d'activité respectivement de 30 et 10% pour se charger des affaires en français pendant cette période.

Les problèmes de locaux déjà relevés l'an dernier n'ont pas été résolus. Il devient urgent de trouver une solution pour cette autorité, sachant qu'il est indispensable qu'elle soit géographiquement proche du Ministère public.

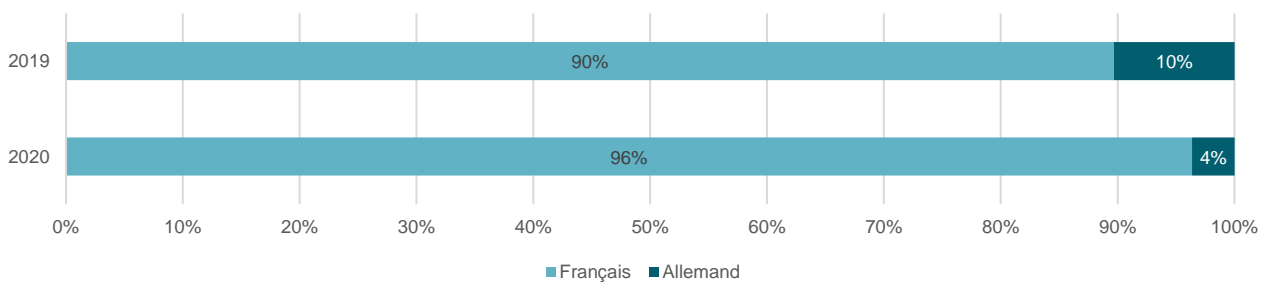
3.3.2 Charge de travail – statistiques

3.3.2.1 Statistique générale

Statistique générale 2019-2020



Langue des affaires liquidées 2019-2020



3.3.2.2 Affaires liquidées

3.3.2.2.1 Affaires pénales

	2020	2019
Matières traitées	569	600
Détention pénale adultes	406	435
Détention pénale mineurs	11	3
Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication	141	160
Garantie de l'anonymat	3	1
Levée des scellés	2	2
Prélèvement d'échantillons ADN en masse	2	0
Investigation secrète	3	0
Cautionnement préventif et divers	1	0
Divers	0	1

Sort réservé aux affaires	2020	2019
Admission	310	314
Admission partielle	74	85
Rejet	17	25
Irrecevabilité manifeste	0	1
Retrait	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs	16	12
Transmission à l'autorité compétente	0	0
Classé sans suite	0	2
Liquidation par lettre	0	0
Mesures de surveillance autorisées	138	154
Mesures de surveillance pas autorisées	1	0
Mesures de surveillance partiellement autorisées	1	4
Retrait	0	1
Mesures de surveillance devenues sans objet ou demande irrecevable	1	1
Garantie de l'anonymat autorisée	2	1
Levée des scellés autorisée	0	0
Levée des scellés partiellement autorisée	0	0
Levée des scellés refusée	0	0
Investigation secrète autorisée	3	0
Cautionnement préventif ordonné ou refusé	1	0

3.3.2.2.2 Recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal

	2020	2019
Pendants au 1er janvier	1	0
Recours introduits	30	23
Jugements notifiés	30	23
Pendants au 31 décembre	0	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC	2020	2019
Admission	4	1
Admission partielle	1	0
Rejet	24	17
Retrait	0	1
Irrecevable	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs	1	4

3.3.2.2.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers

	2020	2019
Matières traitées	65	88
Détention administrative	51	71
Autres mesures de contrainte administratives	2	1
Assistance judiciaire	12	16
Réclamation	0	0

Sort réservé aux affaires	2020	2019
Détention administrative confirmée	21	35
Détention administrative refusée	2	1
Détention administrative sans procédure orale confirmée	25	32
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs	4	3
Autres mesures de contrainte admin. accordées ou confirmées	2	1
Autres mesures de contrainte admin. irrecevables ou sans objet	0	0
Mesure partiellement admise	0	0
AJ (avec avocat) octroyée	9	15
AJ (avec avocat) refusé	0	0
AJ (avec avocat) sans objet	1	1
Réclamation admise ou rejetée	0	0

3.3.2.2.4 Recours au Tribunal cantonal

	2020	2019
Pendants au 1er janvier	0	0
Recours introduits	2	3
Jugements notifiés	2	3
Pendants au 31 décembre	0	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC	2020	2019
Admission	0	0
Admission partielle	0	0
Rejet	1	1
Retrait	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs	1	2

3.3.2.2.5 Recours au Tribunal fédéral

	2020	2019
Pendants au 1er janvier	0	0
Recours introduits	2	6
Jugements notifiés	2	4
Pendants au 31 décembre	0	2

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC	2020	2019
Admission	0	0
Admission partielle	0	0
Rejet	1	2
Irrecevable ou retrait	0	2

3.3.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.4 Tribunal pénal des mineurs

Mission et compétences

Le Tribunal pénal des mineurs (TM) traite les infractions pénales commises par des mineurs âgés de 10 à 18 ans. Il fonctionne en qualité d'autorité d'instruction, de jugement et d'exécution.

Le juge des mineurs en sa qualité d'autorité d'instruction clôt l'instruction par une ordonnance de classement, une ordonnance pénale si le jugement de l'infraction n'est pas de la compétence du tribunal des mineurs ou transmet le dossier au Ministère public des mineurs pour la mise en accusation si le jugement de l'infraction est de la compétence du TM.

En sa qualité d'autorité de jugement, le TM statue en première instance sur les infractions pour lesquelles entrent en ligne de compte un placement, une amende de plus de 1000 francs ou une peine privative de liberté de plus de trois mois. Il statue aussi sur les infractions retenues dans une ordonnance pénale ayant fait l'objet d'une opposition.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-tribunal-des-mineurs>.

Organisation et composition au 31.12.2020

Sandrine Boillat Zaugg, Pierre-Laurant Dougoud, Arthur Lehmann, Présidents

Gisèle Cotting Morf, Irène Hämmerli, Claude Pauchard, Assesseurs, Claudine Perroud, Brigitte Bauer, Mario Bugnon, Sylvie Gobet, Nicolas Rime, Assesseurs suppléants

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	2.30	2.30

3.4.1 Remarques sur l'activité

L'obtention de deux postes supplémentaires, à savoir un greffier et un collaborateur pour le Service social, a stabilisé cette autorité. Cette nouvelle dotation a permis aux juges de tenir davantage de séances avec les mineurs et a amélioré le bien-être de l'ensemble du personnel.

En 2020, le greffe a été marqué par plusieurs absences pour congé maternité ou maladie, quelques démissions et des modifications taux.

La pandémie et le confinement ont eu un effet positif sur le nombre d'affaires qui a chuté de 34% entre 2019 et 2020. Cependant, le nombre d'amendes infligés aux mineurs (de plus de 15 ans) a quant à lui connu une hausse, en raison de la fermeture des institutions assurant l'exécution des peines.

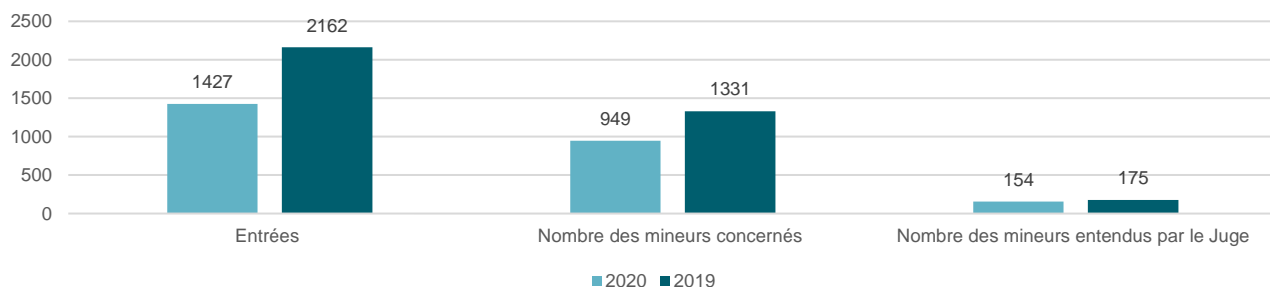
Il est important de relever que la mise en œuvre de placements éducatifs en milieu fermé est toujours très difficile en Suisse Romande, vu le manque de places pour les garçons et l'inexistence d'institution pour les filles.

Finalement le Tribunal va poursuivre la mise en place de nouveaux processus de travail initiés en 2019, afin de rationaliser les tâches de l'ensemble du personnel.

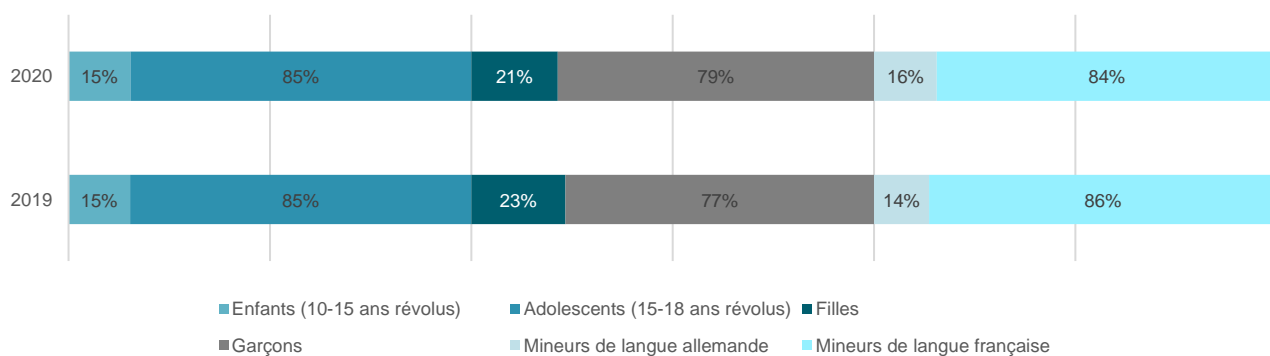
3.4.2 Charge de travail - statistiques

3.4.2.1 Dénonciations et plaintes

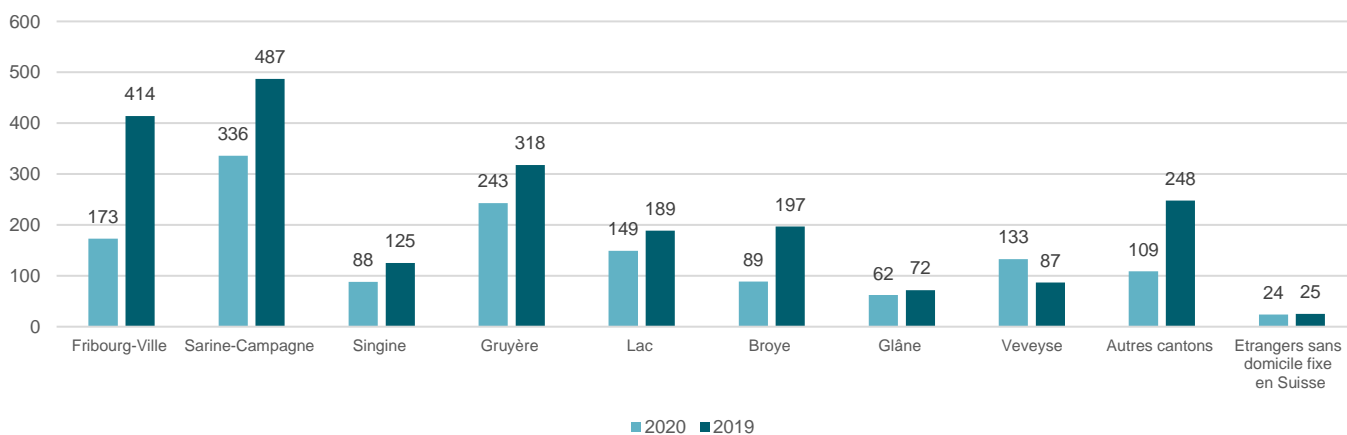
Statistique générale 2019-2020



Répartition par âge, sexe et langue 2019-2020

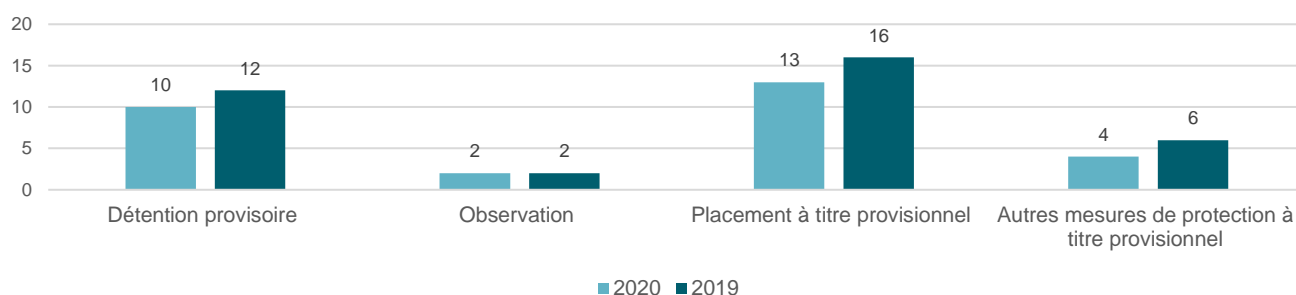


Répartition selon le domicile 2019-2020



3.4.2.2 Mesures à titre provisionnel

Mesures à titre provisionnel 2019-2020



3.4.2.3 Enquêtes

Les enquêtes en cours au 1er janvier 2020 et celles ouvertes durant l'année, ont connu le sort suivant :

	2020	2019
Non-entrée en matière	126	161
Classement	88	144
Classement suite à une médiation	85	133
Classement suite à un retrait de plainte	19	48
Classement rendu à la place d'une exemption de peine (21 DPmin, 5 PPMin)	0	10
Suspension	13	37
Dessaisissements	124	237
Ordonnances pénales	985	1937
Renvois devant le Juge ou devant le Tribunal	5	9
Enquêtes en cours	606	740
Total	2046	3456

3.4.2.4 Affaires déléguées au Bureau de la Médiation (du 01.01. au 31.12.2020)

	2020	2019
Nombre d'affaires déléguées par les juges	61	101
Nombre des mineurs concernés	71	160
Processus ayant conduit à un accord de médiation	53	52
Nombre des mineurs concernés	93	89
Processus n'ayant pas abouti à un accord de médiation	22	23
Nombre des mineurs concernés	28	25
Processus en cours au 31 décembre 2019	35	57
Nombre des mineurs concernés	57	99

3.4.2.5 Activité du Tribunal

	2020	2019
Nombre des réunions du Tribunal	11	19
Nombre de mineurs jugés	11	19

3.4.2.6 Infractions enregistrées

3.4.2.6.1 Code pénal

Contre la vie et l'intégrité corporelle	2020	2019
Homicide par négligence	0	0
Complicité de meurtre	0	0
Infanticide	0	0
Lésions corporelles simples	55	78
objet dangereux	5	0
Lésions corporelles graves	1	0
tentative	1	0
Lésions corporelles par négligence	0	1
Voies de fait	44	61
Mise en danger de la vie d'autrui	3	2
Omission de prêter secours	0	0
Fausse alerte	1	11
Rixe	7	13
Agression	6	16
Remise de substances nocives	1	0
Contre le patrimoine		
	2020	2019
Appropriation illégitime	10	16
Abus de confiance	1	1
Vol	73	139
simple	70	124
en bande	2	12
par métier	1	3
au préjudice des proches	0	0
Tentative de vol	4	13
simple	4	10
en bande	0	3
par métier	0	0
Complicité de vol	3	7
Vol d'importance mineure	26	45
Brigandage	25	29
avec arme	3	1
en bande	2	0
Dommages à la propriété	111	203
Escroquerie	6	5
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur	6	5

Contre le patrimoine

Filouterie d'auberge	1	0
Obtention frauduleuse d'une prestation	9	5
Extorsion	1	0
avec violence ou menace d'un danger imminent	0	0
Extorsion – tentative	1	4
Recel	5	11

Contre l'honneur et le domaine secret ou privé

	2020	2019
Diffamation	4	2
Calomnie	3	3
Injure	56	65
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication	6	11
Violation du domaine secret	1	5

Contre la liberté

	2020	2019
Menaces	63	85
Contrainte	24	15
dont tentative	0	0
Séquestration	0	4
Violation de domicile	77	123
tentative	0	2

Contre l'intégrité sexuelle

	2020	2019
Actes d'ordre sexuel avec des enfants	7	11
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance	1	2
Contrainte sexuelle	4	2
Viol	1	3
Exhibitionnisme	0	0
Pornographie	23	26
Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel	2	2
Inceste	0	0

Créant un danger collectif

	2020	2019
Incendie intentionnel	25	23
Tentative	0	0
Complicité	0	0
Incendie par négligence	4	5
Explosion	0	2
Emploi sans dessein délictueux ou par négligence	0	0

Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures

	2020	2019
Fabrication de fausse monnaie	0	0
Mise en circulation de fausse monnaie	0	1
Imitation de billets de banque sans dessein de faux	0	0

Faux dans les titres

	2020	2019
Faux dans les titres	1	3
Faux dans les certificats	6	12

Contre les communications et la paix publiques

	2020	2019
Entrave à la circulation publique	4	1
Entrave au service des chemins de fer	0	2
Entrave aux services d'intérêt général	0	2
Actes préparatoires délictueux	0	1
Emeute	0	9
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes	0	0
Discrimination raciale	2	2
Atteinte à la paix des morts	0	0

Contre l'autorité publique

	2020	2019
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires	22	34
Empêchement d'accomplir un acte officiel	45	64
Insoumission à une décision de l'autorité	2	5
Soustraction d'objets mis sous-main de l'autorité	0	0

Contre l'administration de la justice

	2020	2019
Dénonciation calomnieuse	3	5
Induction de la justice en erreur	0	7
Entrave à l'action pénale	0	0
Faux témoignage	0	0
Faire évader des détenus	0	0

3.4.2.6.2 Autres lois fédérales

Sur les stupéfiants

	2020	2019
Crimes et délits	309	79
Contraventions	46	504
Cas bénins	263	0

Sur la circulation routière

	2020	2019
Vol d'usage	26	39
dont tentative	0	1
Conduite sans permis	61	74
Conduite en état d'incapacité	14	28
Violation des devoirs en cas d'accident	2	9
Contraventions diverses	147	286
sur les étrangers	13	29
sur les armes	45	70
sur le transport des voyageurs	64	411
sur la police des chemins de fer	4	13
sur la navigation intérieure	1	2
sur la protection des animaux	0	0
sur la protection des eaux	0	0
sur les autres lois fédérales	11	18

Lois cantonales

	2020	2019
sur les établissements publics et la danse	0	1
sur la pêche et la chasse	0	0
d'application du CP	2	18
d'application du CC	0	0
sur les appareils et les salons de jeu	0	0
autres lois cantonales	156	131

3.4.2.7 Décisions rendues par le Tribunal et par le Juge des mineurs

3.4.2.7.1 Jugements

Mesures de protection

	2020	2019
Surveillance	0	0
Assistance personnelle	0	0
Maintien de l'assistance personnelle	5	2
Placement familial	0	0
Placement dans un établissement d'éducation ouvert	0	1
Placement dans un établissement d'éducation fermé	0	1
Maintien dans une maison d'éducation	1	0
Changement de mesure	0	1
Traitement ambulatoire	0	0
Accompagnement	3	0

Peines

	2020	2019
Réprimande	0	0
Réprimande avec délai d'épreuve	0	0
Prestation personnelle (travail)	0	0
Prestation personnelle avec sursis	0	0
Prestation personnelle avec sursis partiel	0	1
Amende avec sursis	0	1
Amende avec sursis partiel	0	0
Amende sans sursis	1	3
Privation de liberté avec sursis	0	3
Privation de liberté avec sursis partiel	0	2
Privation de liberté sans sursis	0	4
Prestation personnelle (cours d'éducation routière)	0	0
Prestation personnelle (cours sur la drogue)	0	0

Cumuls

	2020	2019
Peine + peine	6	1
Peine + mesure de protection	0	226
Mesure + mesure	0	0
Exemption de peine	0	0
Acquittement	46	64

3.4.2.7.2 Décisions administratives et d'exécution

	2020	2019
Inscription au casier judiciaire	14	32
Radiation du casier judiciaire	0	0
Révocation du sursis	5	2
Renonciation à révoquer le sursis	0	0
Prolongation du délai d'épreuve	0	0
Refus de radiation du casier judiciaire	0	0
Libération conditionnelle accordée	0	0
Libération conditionnelle refusée ou révoquée	0	1
Fin de mesure	7	7
Fin d'accompagnement	0	1

Conversions

	2020	2019
Conversion d'amende en privation de liberté	2	6
Conversion prestation personnelle en amende	24	24
Conversion prestation personnelle en privation de liberté	5	5
Demande conversion privation de liberté en prestation personnelle	0	0
Demande conversion amende en prestation personnelle	10	6

3.4.2.7.3 Ordonnances pénales

Mesures de protection

	2020	2019
Surveillance	0	0
Assistance personnelle	1	0
Maintien de l'assistance personnelle	5	3
Maintien en maison d'éducation	2	0
Changement de mesure	5	0
Traitement ambulatoire	0	0
Accompagnement	4	8

Peines

	2020	2019
Réprimande	73	255
Amende avec sursis	33	53
Amende avec sursis partiel	5	11
Amende sans sursis	225	344
Prestation personnelle (travail)	147	190
Prestation personnelle avec sursis	57	90
Prestation personnelle avec sursis partiel	54	82
Prestation personnelle (cours d'éducation routière)	21	49
Prestation personnelle (cours sur la drogue)	59	138
Prestation personnelle (rendez-vous en bibliothèque)	4	7
Privation de liberté avec sursis	3	9
Privation de liberté avec sursis partiel	0	3
Privation de liberté sans sursis	6	14

Cumuls

	2020	2019
Peine + peine	12	65
Peine + mesure de protection	11	7
Mesure + mesure	0	0

3.4.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.5 Cellule judiciaire itinérante

Mission et compétences

La Cellule judiciaire itinérante (CELLIT) se déplace au sein des diverses autorités judiciaires de 1ère instance que compte l'Etat de Fribourg, au gré des dossiers qui lui sont confiés. Elle est amenée à apporter son aide afin de pallier les manques temporels de personnel en cas de surcharge ou d'absence, et en cas de récusation d'un magistrat. La CELLIT travaille exclusivement en français.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-cellule-judiciaire-itinerante>.

Organisation et composition au 31.12.2020

Lorraine Vallet, Juge

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	1.00	1.00

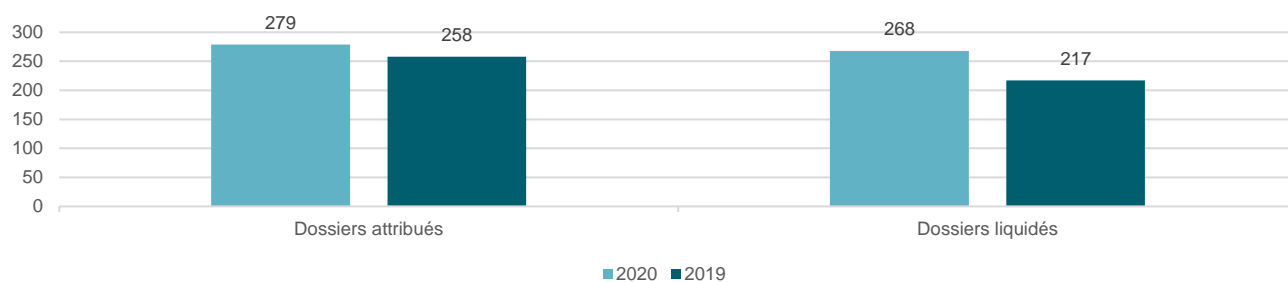
3.5.1 Remarques sur l'activité

En dépit d'une charge de travail en augmentation (+8%) et de la pandémie qui a touché plusieurs de ses membres, la Cellule itinérante est parvenue à accroître sensiblement ses liquidations (+23.5%) grâce aux efforts conjugués de tous ses collaborateurs. Ce résultat mérite d'être souligné car cette autorité, qui doit se déplacer pour tenir ses audiences et n'a pas la compétence de traiter des dossiers de masse, ne peut pas avoir un taux de liquidation comparable à celui des autres autorités judiciaires.

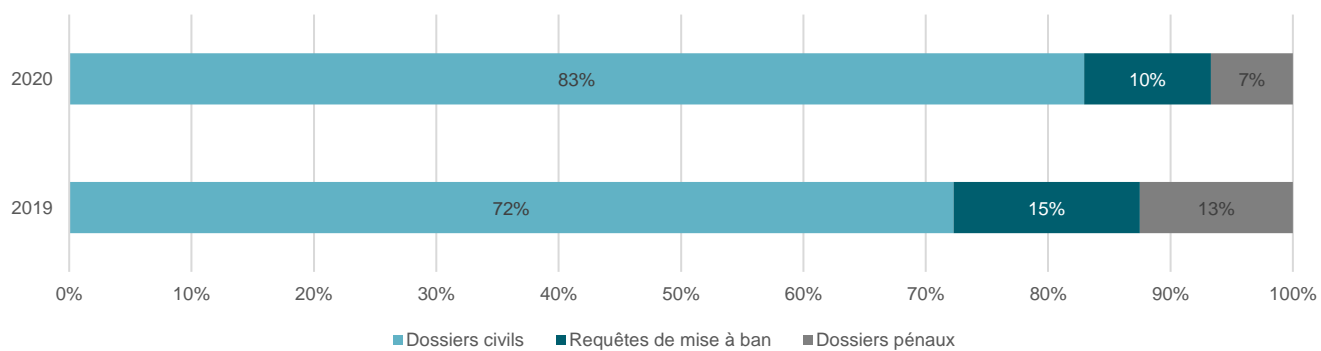
Consacrée par l'art. 10a LJ dans le but d'apporter son soutien aux différentes autorités judiciaires de première instance en cas de surcharge ou d'absences, la Cellule judiciaire itinérante est entrée en fonction en août 2016. Créée originellement pour trois ans, elle a vu son fonctionnement prolongé par le Conseil d'Etat jusqu'à fin 2020. S'inquiétant de l'avenir de cette entité, le Conseil est intervenu dès le début 2020 auprès du gouvernement cantonal en faveur de son maintien, respectivement de sa prolongation au-delà du 31 décembre 2020. Aujourd'hui en effet non seulement un nombre croissant d'autorités demandent à pouvoir recourir à son soutien mais surtout le fonctionnement ordinaire de certaines d'entre elles ne pourrait être garanti sans son appui permanent. C'est par conséquent avec soulagement et satisfaction que le Conseil a appris que le Conseil d'Etat a prorogé une nouvelle fois cette autorité dans le cadre de la procédure budgétaire 2021.

3.5.2 Charge de travail - statistiques

Statistique générale 2019-2020



Répartition dossiers traités 2019-2020



3.5.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.6 Tribunal pénal économique

Mission et compétences

Le Tribunal pénal économique (TPE) est un tribunal de première instance dont le ressort s'étend à l'ensemble du territoire cantonal. Il connaît des affaires portant, pour l'essentiel, sur des infractions contre le patrimoine ou des faux dans les titres, si leur examen requiert des connaissances économiques spéciales ou l'appréciation d'un grand nombre de moyens de preuve écrits.

Site du pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-tribunal-penal-economique>.

Organisation et composition au 31.12.2020

Alain Gautschi, Président ; Benoît Chassot, José Rodriguez, Jean-Marc Sallin, Suppléants du Président

Julien Baechler, Céline Cal-Oberson, Eric Charrière, Julien Joseph Collaud, Dominique Corminboeuf-Strehblow, Joseph Déneraud, Marie-Christine Dorand, Alexandre Dumas, Laurent Jacot, Bernard Loup, Cédric Margueron, Gisela Marty, Nicole Moret, Armin Per Imesch, Thierry Schmid, Oswald Udry, Daniel Unternährer, Thierry Vial, Franz Walter, Andreas Zbinden, Assesseurs

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	1.00	1.00

3.6.1 Remarques sur l'activité

Ce tribunal, qui compte un total de 3.5 EPT, fonctionne bien et n'appelle pas de remarques particulières. Son président est également en charge d'affaires pénales ordinaires du Tribunal de la Sarine (5 cas en allemand et 6 cas en français) et d'affaires civiles (70 dossiers dont 57 affaires en allemand). Il est de même actif en qualité de Juge de police (82 cas, dont 18 en allemand).

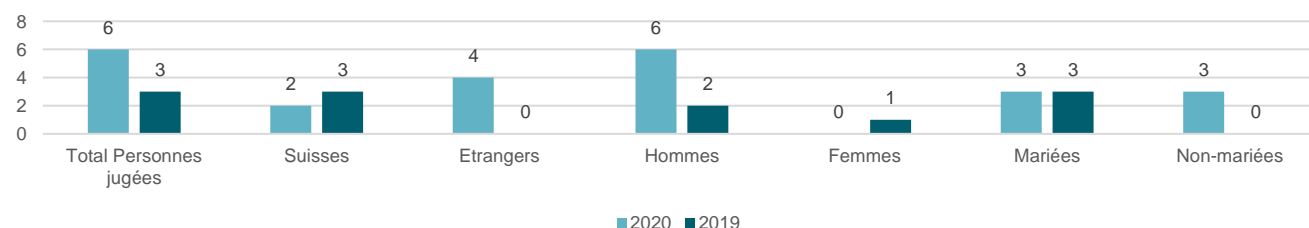
Le Conseil a prolongé le mandat d'un assesseur ayant atteint la limite d'âge pour lui permettre de terminer un dossier en cours (art. 6 al. 2 LJ).

3.6.2 Charge de travail – statistiques

Nombre de personnes jugées

2020	2019	2018	2017
6	3	9	6

Répartition par nationalité, sexe, état civil 2019-2020



Nombre d'infractions

	2020	2019
Infractions contre le patrimoine (art. 137-172^{ter} CP)	13	5
Abus de confiance	0	0
Vol	0	0
Escroquerie	2	0
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur	0	0
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit	0	0
Extorsion et chantage	0	0
Gestion déloyale	2	5
Recel	0	0
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes	5	0
Divers	4	1
Faux dans les titres (art. 251-257 CP)	2	0

Nature du jugement

	2020	2019
Personnes acquittées	1	0
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté	2	1
Personnes condamnées à des TIG	0	0
Personnes condamnées à des peines pécuniaires	2	1
à l'amende	3	0
sursis	4	2
sursis partiel	0	0
Retrait de plainte ou d'opposition	0	0
Décisions concernant la révocation ou la prolongation du sursis	1	0
Réintégration	0	0
Nombre de personnes en détention préventive au moment du jugement	0	0
Nombre de désignations d'un défenseur d'office/d'un mandataire gratuit	0	0
Demandes d'indemnité par des personnes acquittées	1	0
Nombre de jours de détention depuis l'acte d'accusation	0	0

Tableaux comparatifs cf. point 3.7.1.4.3 ci-après (p. 78).

3.6.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.7 Tribunaux d'arrondissement

Mission et compétences

Le canton de Fribourg comprend sept tribunaux d'arrondissement, dont les sièges se trouvent à Fribourg, Tavel, Bulle, Morat, Romont, Estavayer-le-Lac et Châtel-Saint-Denis (cinq de langue française, un de langue allemande et un bilingue).

Chaque tribunal est composé d'un ou plusieurs présidents, de juges et de greffiers. Les présidents sont des magistrats professionnels et les juges des laïcs exerçant leur fonction à titre accessoire.

Les tribunaux d'arrondissement siègent comme tribunal civil ou comme tribunal pénal et ils forment en outre plusieurs juridictions (tribunal des prud'hommes, tribunal des baux, etc..).

Ce sont des juridictions de première instance qui statuent dans de nombreuses causes relevant du droit civil ou du droit pénal.

En matière civile

Le tribunal civil d'arrondissement est la juridiction civile ordinaire. Il statue en première instance sur toutes les causes civiles qui ne sont pas placées dans la compétence d'une autre autorité. Le tribunal civil est composé d'un président et de deux juges.

Le président juge seul les affaires patrimoniales dont la valeur litigieuse ne dépasse pas 30'000 francs, les causes soumises à la procédure sommaire, notamment en matière de mainlevée d'opposition, faillite, séquestre et concordat, ainsi que les autres causes pour lesquelles la loi prévoit sa compétence.

D'autres juridictions sont rattachées au tribunal d'arrondissement : le Tribunal des baux et le Tribunal des prud'hommes.

Le tribunal des baux connaît des litiges relevant du droit du bail et portant sur des immeubles non agricoles.

Le tribunal des prud'hommes connaît des litiges de droit privé portant sur un contrat de travail.

En matière pénale

Le tribunal pénal d'arrondissement statue en première instance sur toutes les infractions qui ne relèvent pas de la compétence d'autres autorités. Il est composé d'un président et de quatre assesseurs.

Le juge de police dont la fonction est exercée par le président du tribunal pénal d'arrondissement, statue seul en première instance, dans la mesure où la loi ne désigne pas d'autre autorité compétente, sur les contraventions ainsi que les crimes qui paraissent devoir entraîner une peine privative n'excédant pas 18 mois.

Site du Pouvoir judiciaire: <https://www.fr.ch/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-tribunaux-darrondissement>

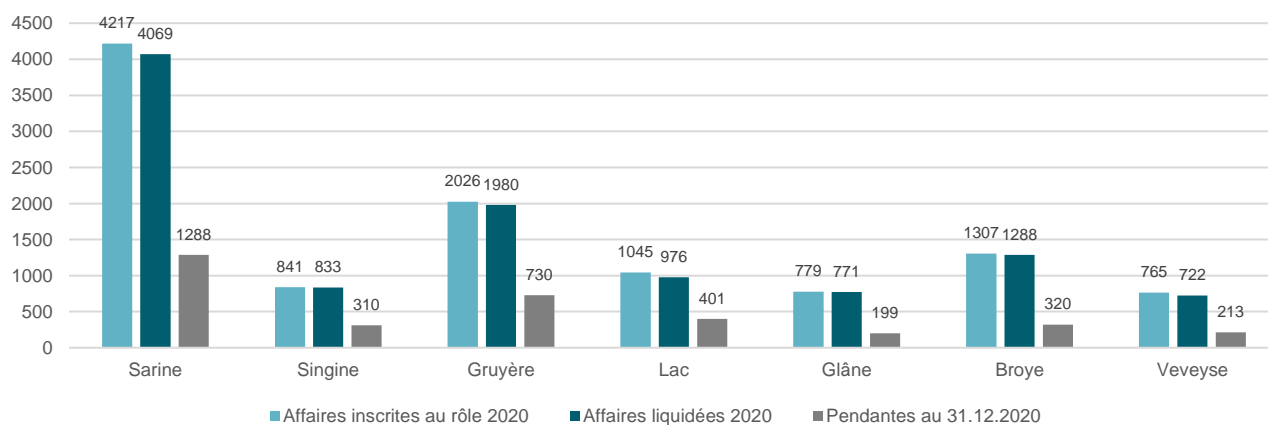
Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	20.80	20.70

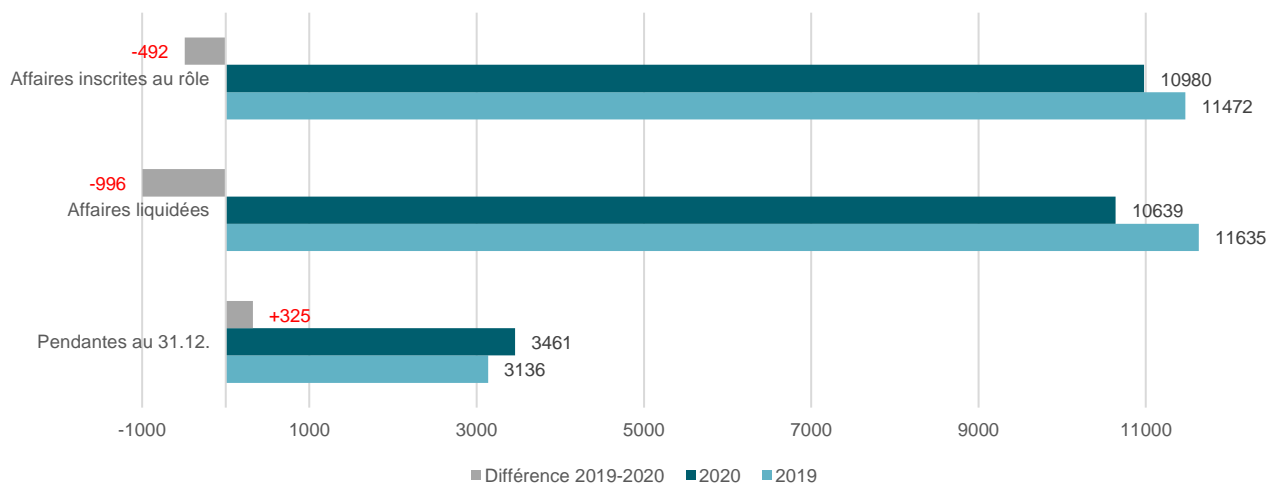
3.7.1 Charge de travail – statistiques

3.7.1.1 En général

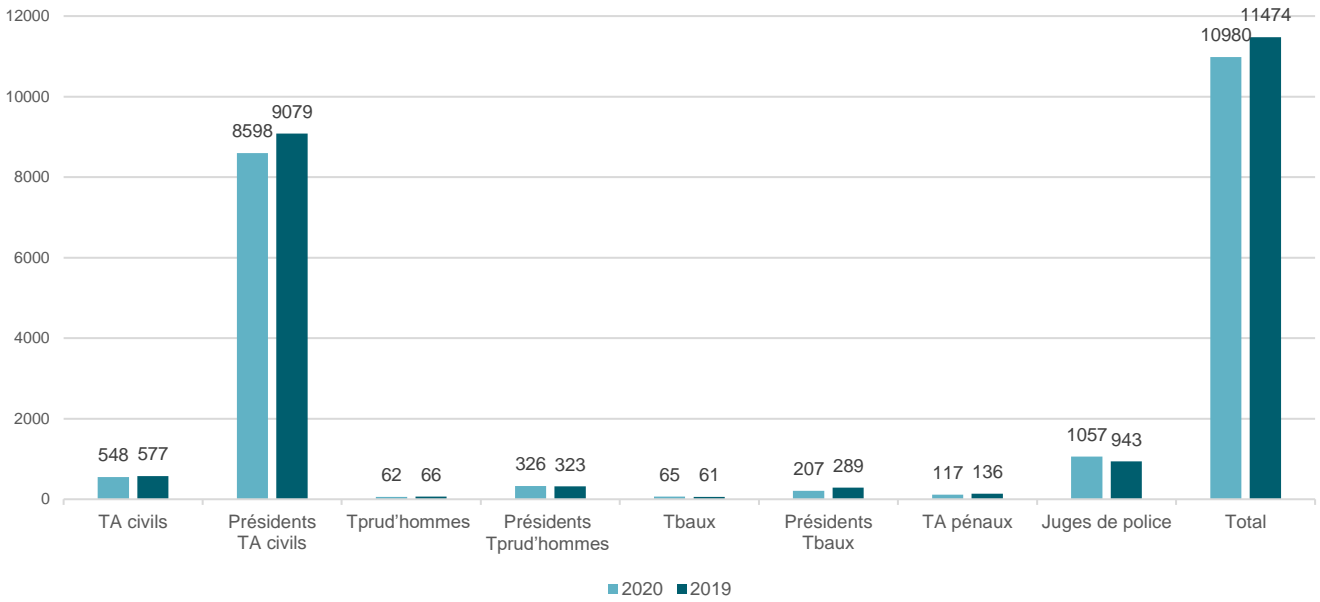
Charge de travail 2020 en général



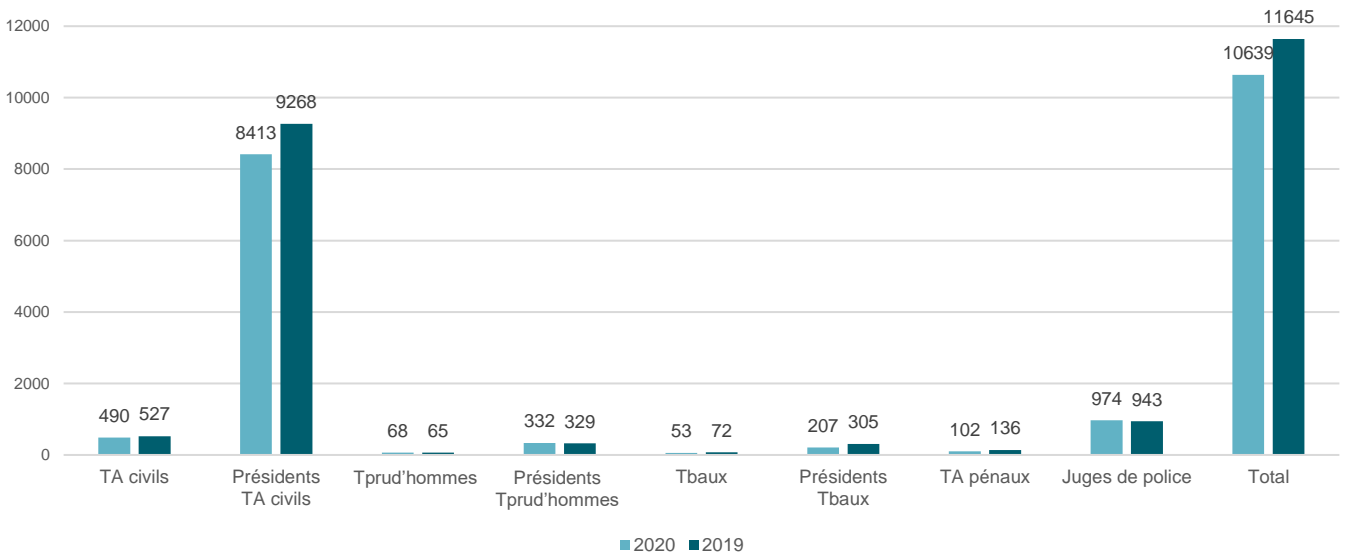
Evolution de la charge de travail 2019-2020



Evolution des affaires inscrites au rôle (toutes affaires confondues) 2019-2020



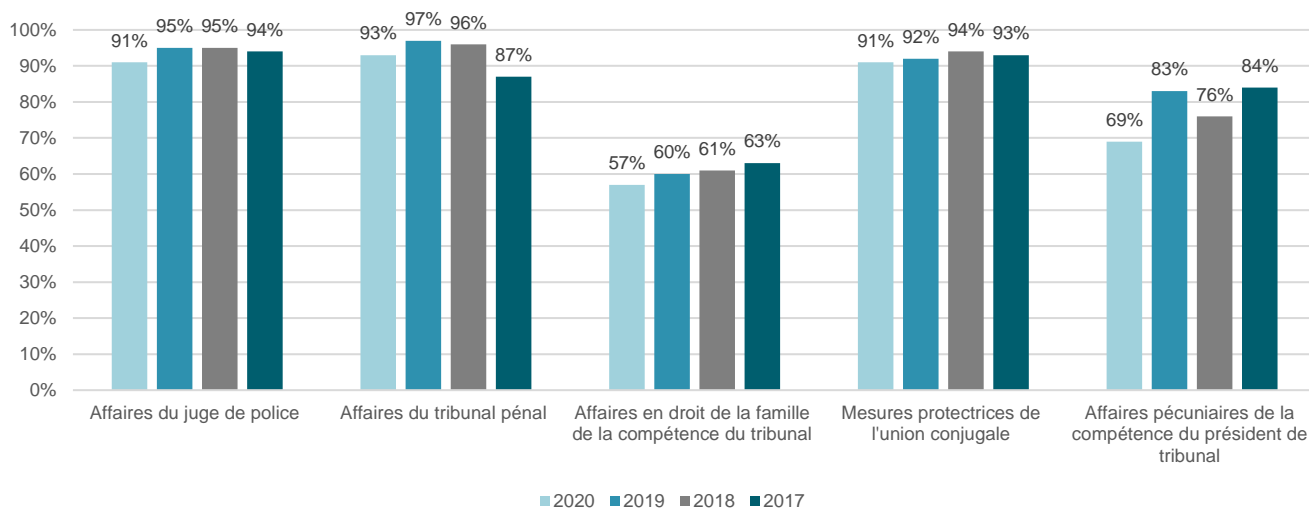
Evolution des affaires liquidées (toutes affaires confondues) 2019-2020



3.7.1.2 Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement

	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	> 2 ans
Juge de répression	125	276	352	233	81	9
Tribunal pénal	6	26	42	21	6	1
Juge de police	119	250	310	212	75	8
Tribunal civil	24	38	79	86	112	83
Droit de la famille	23	38	74	85	99	70
Actions résultant des contrats	1	0	5	1	13	13
Président tribunal civil	644	2'084	515	172	92	21
Divorce sur requête commune avec accord complet	51	191	125	40	7	0
Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification	31	148	123	71	28	9
Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let. a LJ)	23	28	45	44	54	10
Mainlevée	539	1'717	222	17	3	2
Juridiction des prud'hommes	82	144	87	44	23	20
Président	82	137	76	26	7	4
Tribunal	0	7	11	18	16	16
Juridiction des baux	53	129	39	23	10	6
Président	50	122	26	8	1	0
Tribunal	3	7	13	15	9	6

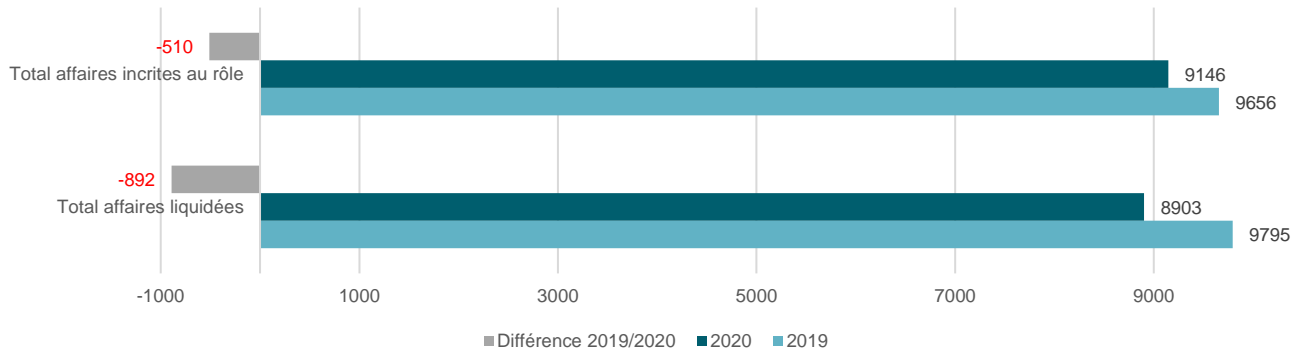
Jugements rendus dans l'année à compter de leur enregistrement 2017-2020



3.7.1.3 Affaires civiles

3.7.1.3.1 En général

Comparatif affaires civiles entrées et liquidations 2019-2020 - tribunaux et présidents

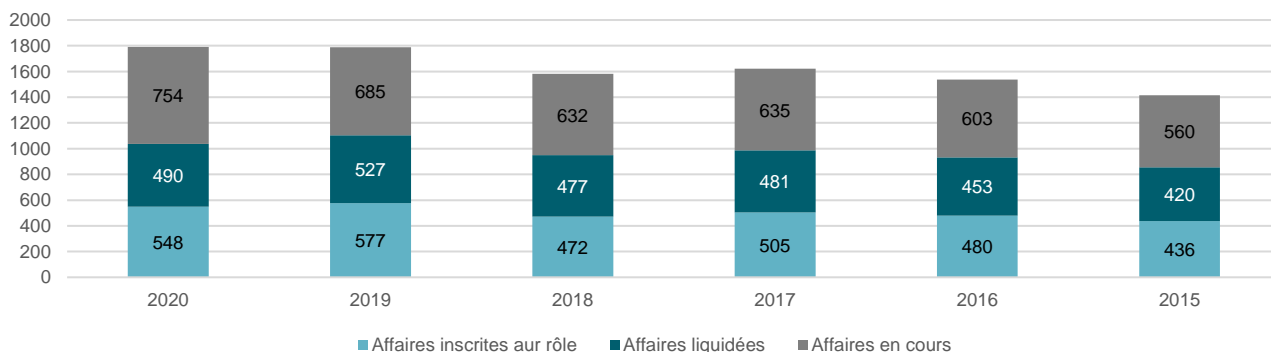


3.7.1.3.2 Tribunaux d'arrondissement

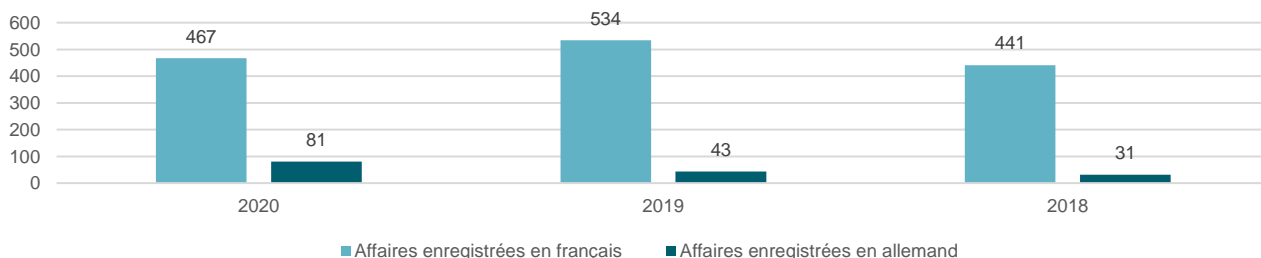
Tribunaux d'arrondissement	Affaires inscrites au rôle	Affaires liquidées	Affaires en cours	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2018
Sarine	211 (205/6)	177 (170/7)	278 (270/8)	48
Singine	43 (0/43)	52 (0/52)	50 (0/50)	9
Gruyère	97 (97/0)	88 (88/0)	155 (155/0)	43
Lac	55 (23/32)	46 (22/24)	77 (38/39)	18
Glâne	43 (43/0)	47 (47/0)	46 (46/0)	6
Broye	61 (61/0)	53 (53/0)	83 (83/0)	11
Veveyse	38 (38/0)	27 (27/0)	65 (65/0)	12
Total	548 (467/81)	490 (407/83)	754 (657/97)	147

Les chiffres entre parenthèses indiquent la langue du dossier (français/allemand).

Tribunaux d'arrondissement - évolution en général 2015-2020



Tribunaux d'arrondissement - répartition linguistique 2018-2020



Objets des jugements rendus

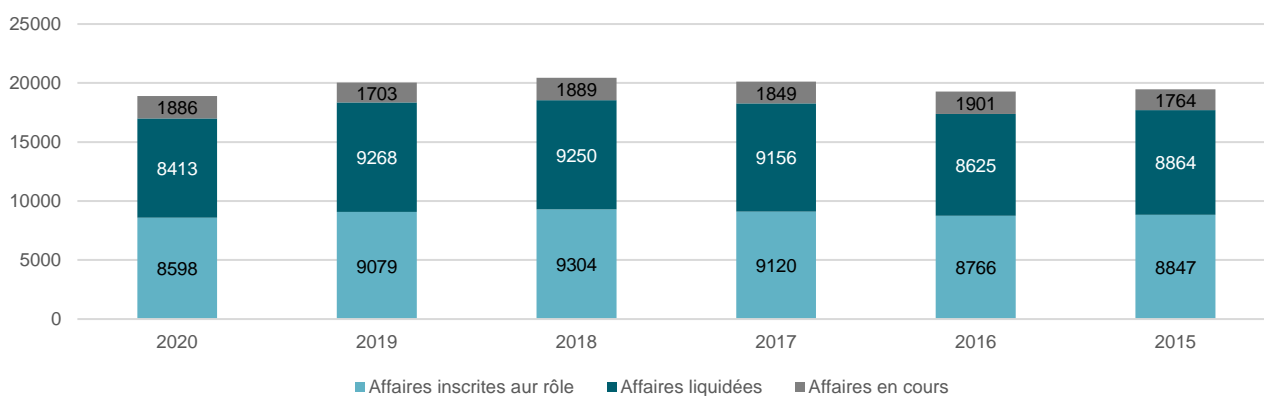
	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
A. Code civil	139	44	76	42	36	48	24	409
1. Droit des personnes	0	0	1	0	0	0	0	1
2. Droit de la famille	135	42	72	40	35	44	20	388
a) divorce	94	31	57	29	29	33	16	289
b) modification de jugements de divorce	36	11	15	10	6	11	4	93
c) séparation de corps	1	0	0	0	0	0	0	1
d) divers	4	0	0	1	0	0	0	5
3. Droit des successions	1	1	0	2	1	1	3	9
4. Droits réels	3	1	3	0	0	3	1	11
B. Code des obligations	16	5	7	4	5	3	2	42
1. Actions résultant des contrats	9	5	7	3	4	3	2	33
2. Actions résultant d'actes illicites	1	0	0	0	0	0	0	1
3. Droit des sociétés	1	0	0	0	0	0	0	1
4. Autres	5	0	0	1	1	0	0	7
C. Autres lois fédérales ou cantonales	20	3	5		6	2	1	37
Total	175	52	88	46	47	53	27	488

3.7.1.3.3 Présidents de tribunaux

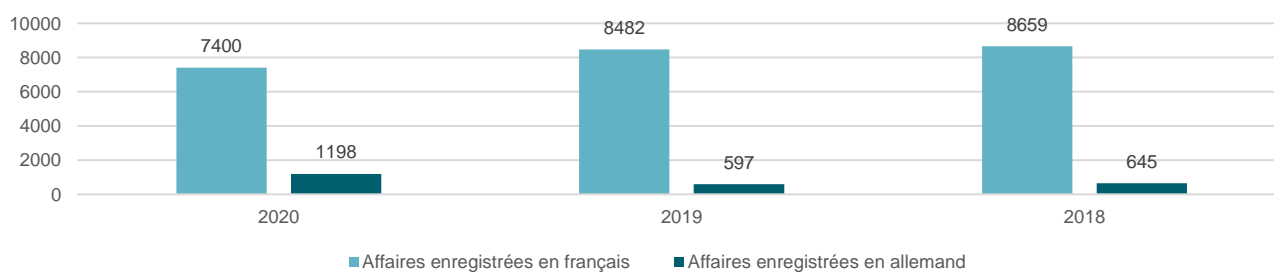
Présidents de tribunaux	Affaires inscrites au rôle	Affaires liquidées	Affaires en cours	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2018
Sarine	3209 (3152/57)	3142 (3088/54)	625 (609/16)	19
Singine	687 (0/687)	681 (0/681)	198 (0/198)	8
Gruyère	1618 (1615/3)	1605 (1602/3)	406 (406/0)	29
Lac	814 (363/451)	757 (320/437)	247 (140/107)	9
Glâne	624 (624/0)	609 (609/0)	118 (118/0)	2
Broye	1046 (1046/0)	1045 (1045/0)	188 (188/0)	3
Veveyse	600 (600/0)	574 (574/0)	104 (104/0)	3
Total	8598 (7400/1198)	8413 (7238/1175)	1886 (1565/321)	73

Les chiffres entre parenthèses indiquent la langue du dossier (français/allemand).

Présidents de tribunaux - évolution 2015-2020

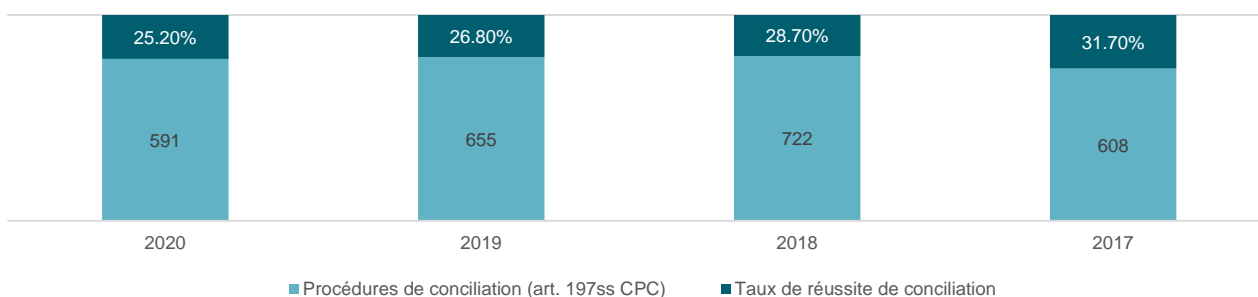


Présidents de tribunaux - répartition linguistique 2018-2020



Objets des jugements et ordonnances rendus	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet	140	44	80	49	41	38	29	421
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet	3	0	1	0	0	0	0	4
3. Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification (art. 172 CC)	162	27	74	26	34	51	36	410
4. Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let. a LJ)	58	29	26	17	30	23	16	199
5. Mesures provisionnelles et leur modification	267	60	137	44	53	122	54	737
6. Inscription provisoire des hypothèques légales des entrepreneurs et artisans	30	4	8	12	4	14	5	77
7. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire	591	137	286	128	98	143	91	1474
8. Décisions rendues en vertu de la LELP	1480	279	779	375	267	544	261	3985
a) Mainlevée	891	164	474	231	176	369	195	2500
b) Annulation et suspension de la poursuite (art. 85 LP)	3	0	0	0	0	0	1	4
c) Action en constatation négative (art. 85a LP)	5	0	0	0	0	0	0	5
d) Ouverture de la faillite	298	59	147	79	55	130	30	798
e) Suspension de la faillite faute d'actif	113	7	43	25	16	16	4	224
f) Décision relative au retour à meilleure fortune (art. 265a al. 1 et 3 LP)	61	20	56	17	7	16	11	188
g) Action en constatation du retour ou non-retour à meilleure fortune (art. 265a al. 4 LP)	0	0	1	0	0	0	1	2
h) Clôture de la faillite	75	24	30	18	12	7	10	176
i) Séquestre	20	2	8	2	1	6	5	44
j) Procédures concordataires	0	2	0	0	0	0	0	2
k) Divers	14	1	20	3	0	0	4	42
9. Annulation de titres	19	11	23	9	3	4	4	73
10. Commissions rogatoires	6	5	36	11	6	19	14	97
11. Exécution des jugements (art. 339 CPC)	6	2	1	2	3	4	3	21
12. Procédures de conciliation (art. 197ss CPC)	231	56	103	56	50	54	41	591
a) Transaction	45	15	18	19	16	12	10	135
b) Autorisation de procéder	96	17	33	16	22	27	15	226
c) Proposition de jugement acceptée	4	1	3	1	1	0	4	14
d) Jugement	29	13	12	3	1	3	6	67
e) Autres	57	10	37	17	10	12	6	149
13. Divers	149	27	54	28	20	29	20	327
Total	3142	681	1608	757	609	1045	574	8416

Procédures de conciliation et taux de réussite 2017-2020



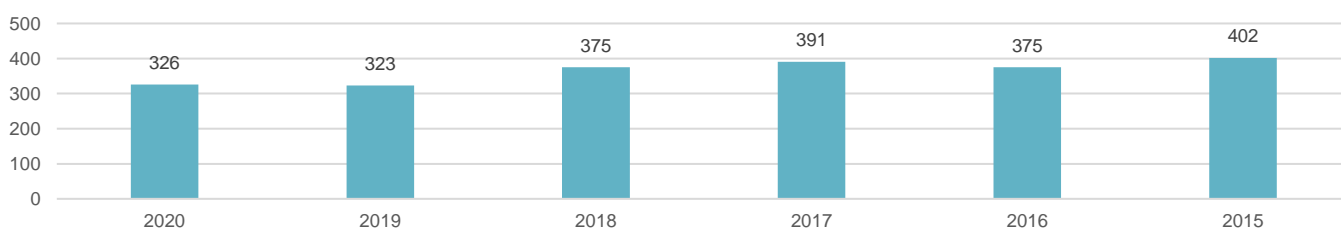
Taux de conciliation et de liquidation globale des procédures selon les art. 197 ss CPC *	2020	2019	2018	2017
Procédures de conciliation (art. 197ss CPC)	591	655	722	608
Taux de réussite de conciliation	25.2%	26.8%	28.7%	31.7%
Transaction	22.8%	23.8%	25.9%	28.9%
Proposition de jugement acceptée	2.4%	3%	2.8%	2.8%
Autres modes de liquidations				
Jugement	11.3%	11.6%	15%	10.8%
Autres	25.2%	21.8%	21.7%	23%
Autorisation de procéder	38.2%	39.6%	34.5%	34.3%
Taux de liquidation global	61.7%	60.2%	65.4%	65.5%

* cf. Meier, Isaak; Scheiwiller, Sarah (2014). Erfolg des Schlichtungs- und Urteilsvorschlagsverfahrens nach neuer ZPO. Zeitschrift für Schweizerisches Recht (ZSR), 133:155-ff.

3.7.1.3.4 Juridiction des prud'hommes

3.7.1.3.4.1 Présidents des tribunaux des prud'hommes

Présidents des Tribunaux des prud'hommes - nouvelles affaires inscrites au rôle - évolution 2015-2020

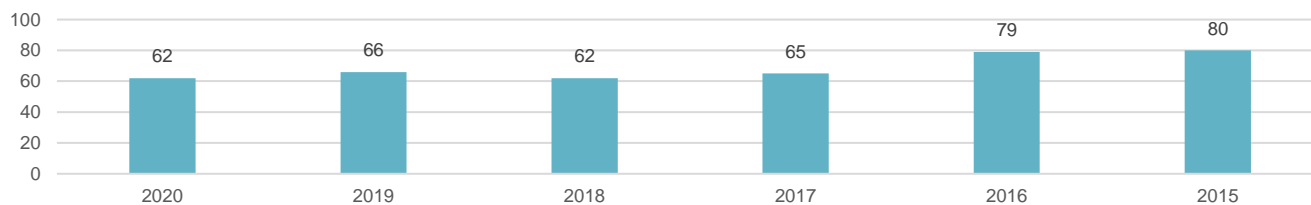


Répartition des causes 2020	Affaires pendantes au 01.01.2020	Nouvelles affaires inscrites au	Jugements rendus	Affaires liquidées par conciliation	Autres affaires liquidées	Affaires pendantes au 31.12.2020
Sarine	48 (47/1)	160 (156/4)	16 (14/2)	44 (43/1)	99 (97/2)	49
Singine	3 (0/3)	13 (0/13)	0 (0/0)	3 (0/3)	8 (0/8)	5
Gruyère	15 (15/0)	52 (52/0)	8 (8/0)	10 (10/0)	34 (34/0)	15
Lac	5 (3/2)	28 (14/14)	0 (0/0)	11 (3/8)	20 (14/6)	2
Glâne	2 (2/0)	13 (13/0)	1 (1/0)	7 (7/0)	6 (6/0)	1
Broye	8 (8/0)	43 (43/0)	2 (2/0)	15 (15/0)	30 (30/0)	4
Veveyse	3 (3/0)	17 (17/0)	0 (0/0)	6 (6/0)	12 (12/0)	2
Total	84 (78/6)	326 (295/31)	27 (25/2)	96 (84/12)	209 (193/16)	78

Les chiffres entre parenthèses indiquent la langue du dossier (français/allemand).

3.7.1.3.4.2 Tribunaux des prud'hommes

Tribunaux des prud'hommes - nouvelles affaires inscrites au rôle - évolution 2015-2020



Répartition des causes 2020	Affaires pendantes au 01.01.2020	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires liquidées par conciliation/transaction	Autres affaires liquidées	Affaires pendantes au 31.12.2020
Sarine	38 (38/0)	30 (29/1)	17 (17/0)	9 (9/0)	2 (2/0)	40
Singine	6 (0/6)	3 (0/3)	1 (0/1)	4 (0/4)	0 (0/0)	4
Gruyère	13 (13/0)	8 (8/0)	6 (6/0)	1 (1/0)	1 (1/0)	13
Lac	12 (6/6)	4 (3/1)	1 (0/1)	3 (1/2)	4 (4/0)	8
Glâne	2 (2/0)	2 (2/0)	2 (2/0)	0 (0/0)	2 (2/0)	0
Broye	8 (8/0)	11 (11/0)	6 (6/0)	3 (3/0)	2 (2/0)	8
Veveyse	4 (4/0)	4 (4/0)	1 (1/0)	2 (2/0)	1 (1/0)	4
Total	83 (71/12)	62 (57/5)	34 (32/2)	22 (16/6)	12 (12/0)	77

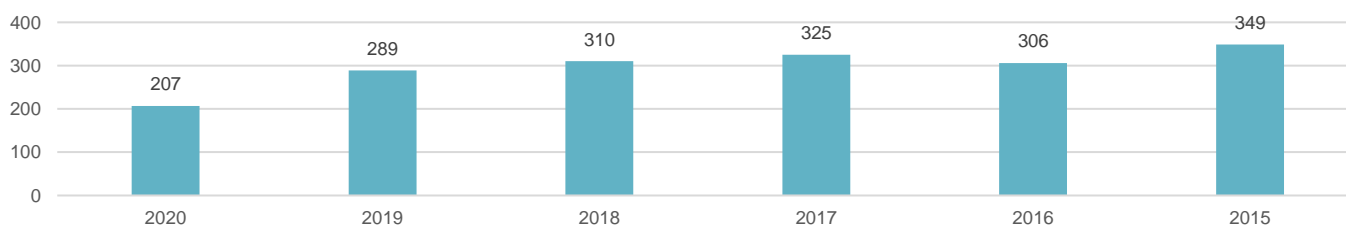
Les chiffres entre parenthèses indiquent la langue du dossier (français/allemand).

Les liquidations des affaires présidentielles sont stables (+1%) et celles du Tribunal sont en légère augmentation (+5%). Le taux de toutes les affaires liquidées par conciliation est de 29.5% (2019 : 32%, 2018 : 27.5%).

3.7.1.3.5 Juridiction des baux

3.7.1.3.5.1 Présidents des tribunaux des baux

Présidents des tribunaux des baux - nouvelles affaires inscrites au rôle - évolution 2015-2020

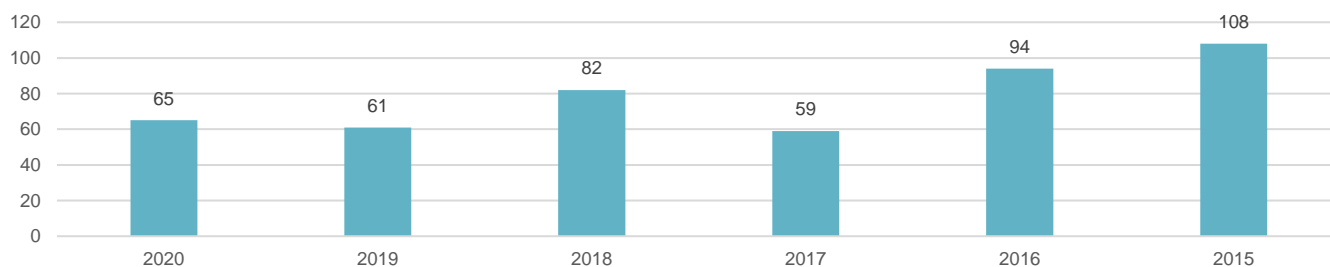


Répartition 2020	Affaires pendantes au 01.01.2020	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires pendantes au 31.12.2020
Sarine	15 (15/0)	102 (102/0)	96 (96/0)	21 (21/0)
Singine	3 (0/3)	8 (0/8)	9 (0/9)	2 (0/2)
Gruyère	5 (5/0)	31 (31/0)	34 (34/0)	2 (2/0)
Lac	4 (2/2)	14 (4/10)	15 (5/10)	3 (1/2)
Glâne	8 (8/0)	20 (20/0)	22 (22/0)	6 (6/0)
Broye	4 (4/0)	12 (12/0)	14 (14/0)	2 (2/0)
Veveyse	3 (3/0)	20 (20/0)	17 (17/0)	6 (6/0)
Total	42 (37/5)	207 (189/18)	207 (188/19)	42 (38/4)

Les chiffres entre parenthèses indiquent la langue du dossier (français/allemand).

3.7.1.3.5.2 Tribunaux des baux

Tribunaux des baux - nouvelles affaires inscrites au rôle - évolution 2015-2020



Répartition 2020	Affaires pendantes au 01.01.2020	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires pendantes au 31.12.2020
Sarine	25 (24/1)	28 (28/0)	27 (27/0)	26 (25/1)
Singine	4 (0/4)	6 (0/6)	1 (0/1)	9 (0/9)
Gruyère	0 (0/0)	0 (0/0)	0 (0/0)	0 (0/0)
Lac	6 (1/5)	6 (3/3)	5 (2/3)	7 (2/5)
Glâne	9 (9/0)	11 (11/0)	7 (7/0)	13 (13/0)
Broye	0 (0/0)	0 (0/0)	0 (0/0)	0 (0/0)
Veveyse	10 (10/0)	14 (14/0)	13 (13/0)	11 (11/0)
Total	54 (44/10)	65 (56/9)	53 (49/4)	66 (51/15)

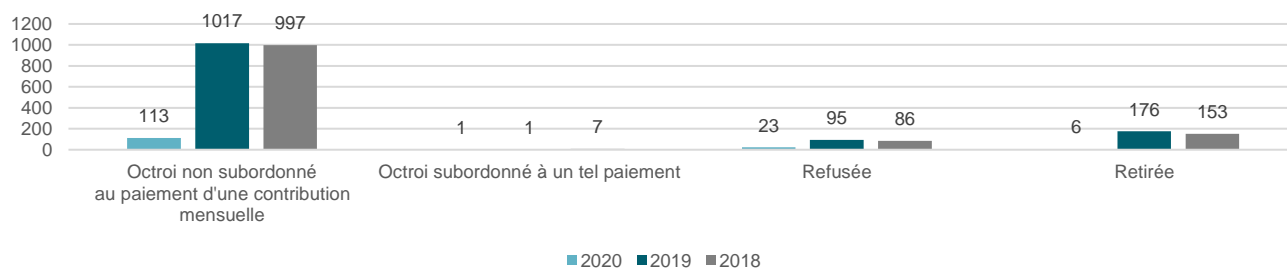
Les chiffres entre parenthèses indiquent la langue du dossier (français/allemand).

Au niveau des liquidations, le recul observé l'an dernier se confirme très nettement (-31%, 2020 : 260 ; 2019 : 377 ; 2018 : 388, cf. diagramme p.63 Evolution des affaires liquidées (toutes affaires confondues)).

3.7.1.3.6 Assistance judiciaire

3.7.1.3.6.1 En matière civile

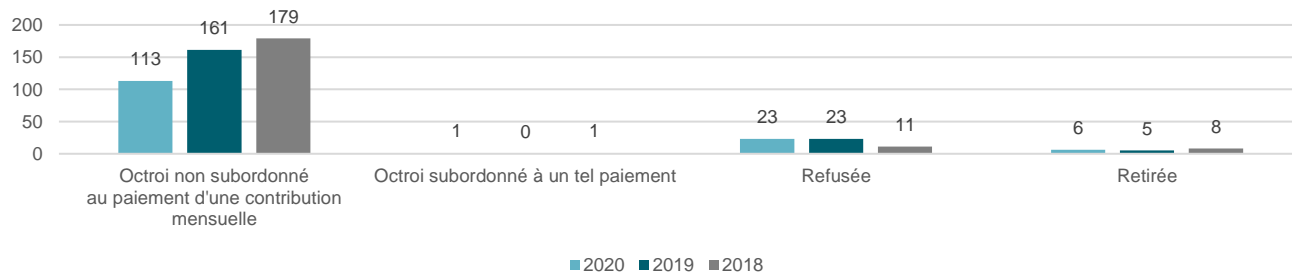
Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation 2018-2020



Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office

	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle	Octroi subordonné à un tel paiement	Refusée	Retirée
Sarine	44	0	4	0
Singine	12	0	2	2
Gruyère	12	1	1	0
Lac	10	0	2	2
Glâne	20	0	5	2
Broye	12	0	3	0
Veveyse	3	0	6	0
Total	113	1	23	6

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés 2018-2020



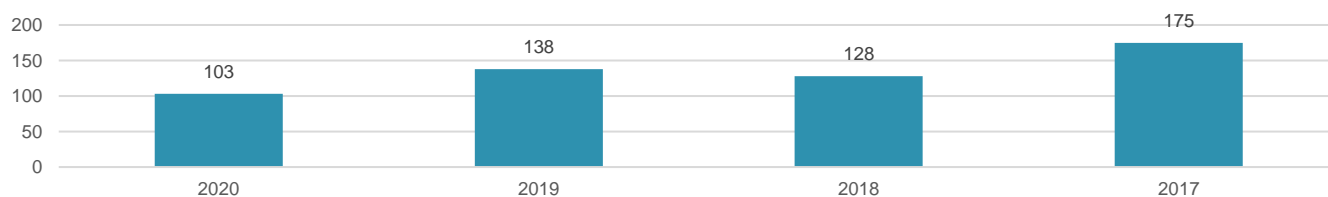
Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés

	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle	Octroi subordonné à un tel paiement	Refusée	Retirée
Sarine	44	0	4	0
Singine	12	0	2	2
Gruyère	12	1	1	0
Lac	10	0	2	2
Glâne	20	0	5	2
Broye	12	0	3	0
Veveyse	3	0	6	0
Total	113	1	23	6

3.7.1.4 Affaires pénales

3.7.1.4.1 Tribunaux pénaux d'arrondissement

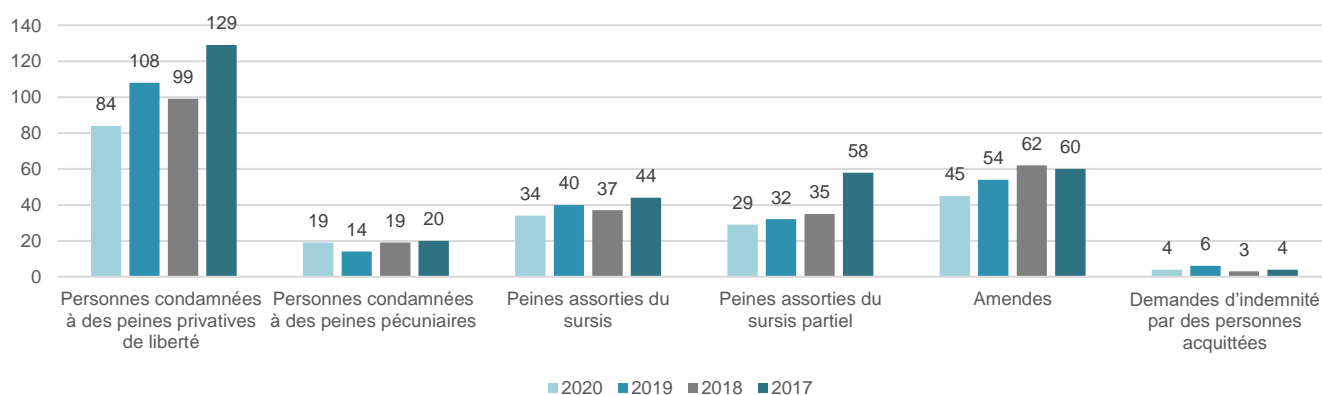
Tribunaux pénaux - nombre de personnes jugées 2017-2020



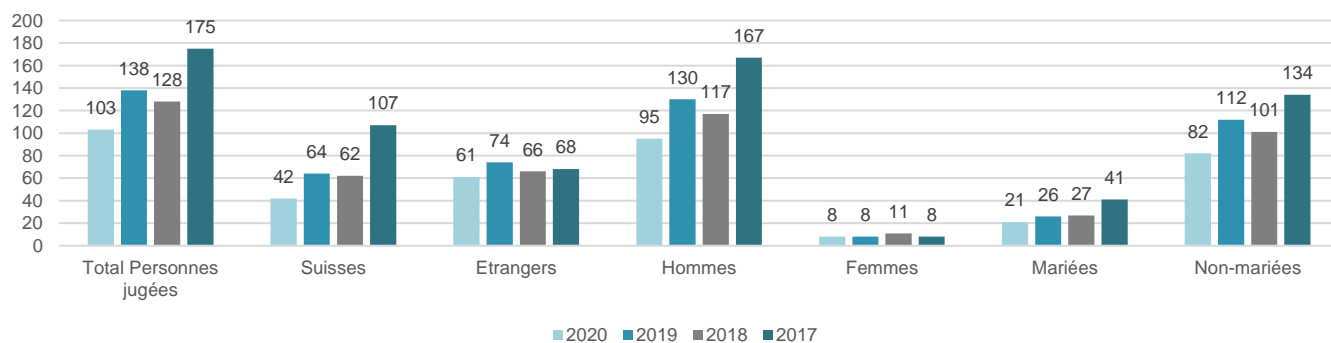
Le nombre global de personnes jugées par les tribunaux d'arrondissement pénaux en 2020 est en baisse de 25% par rapport à 2019. Comme l'an dernier, la situation est très différente d'un arrondissement à l'autre.

La Glâne, le Lac et surtout la Veveyse enregistrent des hausses tandis que les chiffres des autres districts sont à la baisse.

Tribunaux pénaux - évolution en général 2017-2020



Tribunaux pénaux - répartition par nationalité, sexe, état civil 2017-2020



2020	Nationalité			Sexe		Etat civil	
	Personnes jugées	Suisses	Etrangers	Hommes	Femmes	Mariés	Non-mariés
Sarine	55 ¹⁾	18	37	53	2	10	45
Singine	4	2	2	4	0	2	2
Gruyère	20	8	12	17	3	3	17
Lac	6 ²⁾	4	2	4	2	1	5
Glâne	6	4	2	6	0	4	2
Broye	6	2	4	6	0	1	5
Veveyse	6	4	2	5	1	0	6
Total	103	42	61	95	8	21	82

¹⁾ 6 procédures ont été conduites en allemand (2019 : 3)

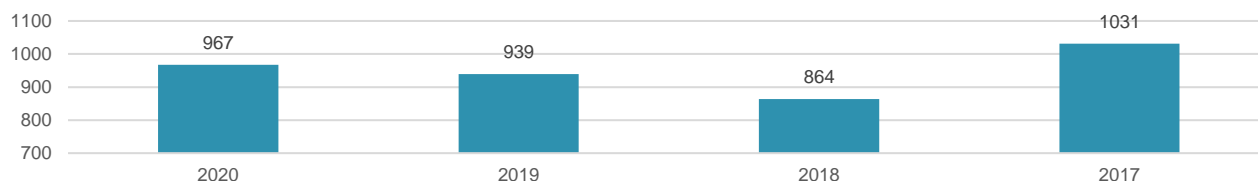
²⁾ 1 procédures a été conduite en français (2019 : 1)

Nombre d'infractions	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle (art. 111-136 CP)	7	0	3	0	0	0	0	10
Meurtre	0	0	0	0	0	0	0	0
Assassinat	1	0	0	0	0	0	0	1
Meurtre passionnel	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la LCR	0	0	0	0	0	0	0	0
Lésions corporelles	5	0	1	0	0	0	0	6
Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR	0	0	1	0	0	0	0	1
Rixe/Agression	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers	1	0	1	0	0	0	0	2
2. Infractions contre le patrimoine (art. 137-172 ^{er} CP)	32	6	27	2	0	0	0	67
Abus de confiance	0	0	1	1	0	0	0	2
Vol	13	2	11	1	0	0	0	27
Brigandage	3	2	0	0	0	0	0	5
Domages à la propriété	6	2	9	0	0	0	0	17
Escroquerie	5	0	4	0	0	0	0	9
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur	0	0	0	0	0	0	0	0
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion et chantage	1	0	0	0	0	0	0	1
Gestion déloyale	0	0	1	0	0	0	0	1
Recel	2	0	1	0	0	0	0	3
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes	1	0	0	0	0	0	0	1
Divers	1	0	0	0	0	0	0	1
3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé (art. 173-179 ^{novies} CP)	3	0	2	3	0	0	0	8
4. Crimes ou délits contre la liberté (art. 180-186 CP)	11	2	10	1	0	0	0	24
Menaces	3	0	1	0	0	0	0	4
Contrainte	3	0	0	1	0	0	0	4
Violation de domicile	4	2	9	0	0	0	0	15
Divers	1	0	0	0	0	0	0	1
5. Infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187-200 CP)	4	0	0	3	0	0	4	11
Mise en danger du développement de mineurs	1	0	0	0	0	0	1	2
Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels	3	0	0	3	0	0	3	9
Divers	0	0	0	0	0	0	0	0
6. Délits contre la famille (art. 213 - 220 CP)	1	0	0	0	0	0	0	1
Violation d'une obligation d'entretien	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers	1	0	0	0	0	0	0	1
7. Crimes ou délits créant un danger collectif (art. 221-230 CP)	2	0	1	0	0	0	0	3
Incendie intentionnel	2	0	1	0	0	0	0	3
Incendie par négligence	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers	0	0	0	0	0	0	0	0

Nombre d'infractions	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
8. Crimes ou délits contre les communications publiques (art. 237-239 CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
9. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures (art. 240-250 CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
10. Faux dans les titres (art. 251-257 CP)	2	2	2	0	0	1	0	7
11. Crimes ou délits contre la paix publique (art. 258-263 CP)	1	0	0	0	0	0	0	1
12. Crimes et délits contre l'Etat et la défense nationale (art. 265-278 CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
13. Crimes ou délits contre l'administration de la justice (art. 303-311 CP)	1	0	2	0	0	1	0	4
Induction de la justice en erreur	0	0	1	0	0	0	0	1
Blanchissage d'argent	1	0	1	0	0	1	0	3
Fausse déclaration d'une partie en justice	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers	0	0	0	0	0	0	0	0
14. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels (art. 312-322 CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
15. Corruption (art. 322 ^{ter} -322 ^{octies} CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
16. Contravention à des dispositions du droit fédéral (art. 323-332 CP)	0	0	0	0	0	0	0	0
17. Infractions à la LCR	11	0	5	4	0	0	4	24
Art. 90 ch. 1	1	0	1	1	0	0	0	3
Art. 90 ch. 2 (faute grave)	1	0	2	0	0	0	0	3
Art. 91 (conducteurs pris de boisson)	1	0	0	1	0	0	0	2
Art. 94 (vol d'usage)	1	0	0	0	0	0	1	2
Art. 95 (circulation sans permis)	1	0	0	0	0	0	1	2
Divers	6	0	2	2	0	0	2	12
18. Infractions à la LStup	61	4	15	9	9	8	8	114
19. Infractions à la LALEtr	0	0	0	0	0	0	0	0
20. Infractions à la LArm	5	1	1	1	0	2	0	10
21. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales	34	4	18	1	4	4	1	66
Total	175	19	86	24	13	16	17	350

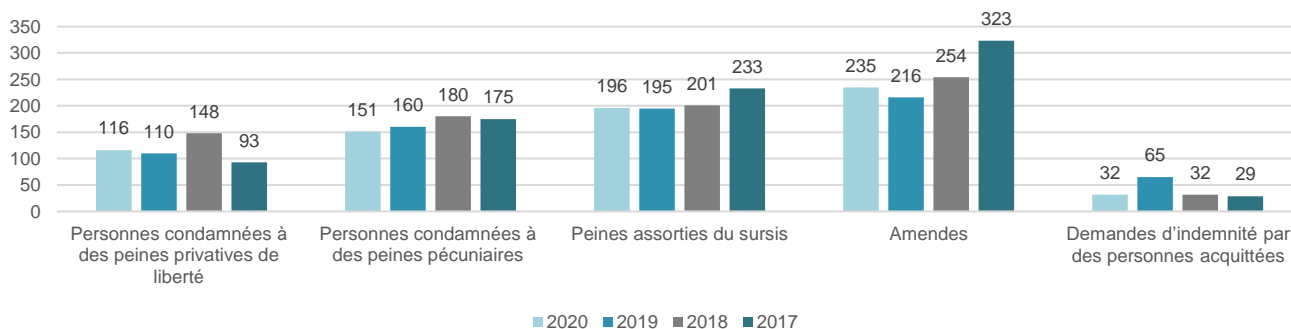
3.7.1.4.2 Juges de police

Juges de police - nombre de personnes renvoyées 2017-2020



Le nombre de personnes renvoyées devant le juge de police continue de progresser légèrement (+3%). Les hausses sont enregistrées en Gruyère (+4%), Broye (+7%), Lac (+26%), Glâne (+38%) et Veveyse (+46%). En Sarine (-10%) et en Singine (-3%), les chiffres sont à la baisse. Ces % sont calculés sur la base des chiffres figurant dans le tableau ci-dessous comparés aux chiffres du tableau p. 194 du rapport 2019.

Juges de police - évolution en général 2017-2020



Répartition 2020	Personnes renvoyées	Condamnées	Acquittées	Retrait de plainte ou d'opposition
Sarine	382 ¹⁾	157	72	103
Singine	70	21	9	30
Gruyère	172	65	26	45
Lac	108 ²⁾	51	19	26
Glâne	62	22	6	22
Broye	109	45	9	40
Veveyse	64	29	16	14
Total	967	390	157	280

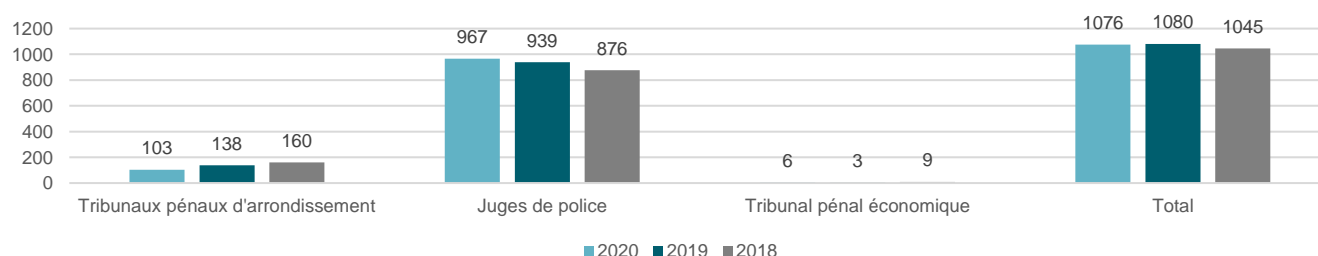
¹⁾ 19 procédures ont été conduites en allemand (2019 : 20)

²⁾ 63 procédures ont été conduites en français (2019 : 48)

Nombre d'infractions	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Infractions au CP	111	9	58	30	16	46	9	279
Atteinte à l'intégrité corporelle	21	2	17	7	6	13	2	68
Infractions contre le patrimoine	11	0	6	1	4	1	3	26
Atteinte à l'honneur	13	1	8	2	4	14	0	42
Infractions contre l'intégrité sexuelle	6	0	2	4	0	1	2	15
Insoumission à une décision de l'autorité	8	1	1	1	0	4	0	15
Contravention à des dispositions du droit fédéral	1	0	0	0	0	0	0	1
Divers	51	5	24	15	2	13	2	112
Infractions à la LACP	20	1	3	2	0	5	1	32
Art. 8 LACP	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers	20	1	3	2	0	5	1	32
Infractions	226	25	78	73	26	50	27	505
à la loi sur la pêche	0	0	1	0	0	0	0	1
à la loi sur la chasse	0	0	0	0	0	0	0	0
au code forestier	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les denrées alimentaires	0	0	0	0	0	1	0	1
à la loi sur la police des étrangers	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les étrangers	28	1	14	8	3	1	5	60
à la loi sur la protection civile	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la protection des animaux	1	3	0	0	1	0	0	5
à la loi sur la protection des eaux	0	0	0	0	1	2	0	3
à la loi sur les transports publics	17	0	4	0	0	0	0	21
à la loi sur les établissements publics et la danse	2	0	0	0	0	2	0	4
à la loi sur le chômage	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la navigation intérieure	0	0	0	0	0	1	0	1
à la loi sur la circulation routière	55	12	20	26	11	26	13	163
à la loi sur les stupéfiants	56	2	12	16	6	7	6	105
Infractions à la LArm	4	1	3	1	0	1	0	10
Divers	63	6	24	22	4	9	3	131
Total	357	35	139	105	42	101	37	816

3.7.1.4.3 Récapitulation

Récapitulation - évolution 2018-2020



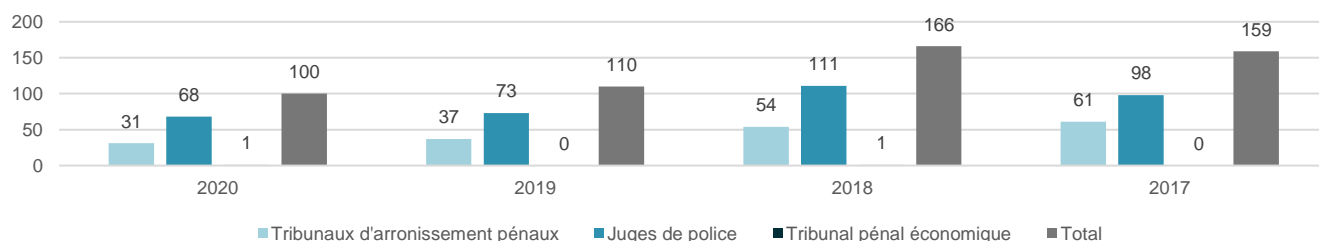
En 2020, le nombre de personnes ayant occupé les tribunaux pénaux du canton (1076, y compris le Tribunal pénal économique) est stable par rapport à l'exercice précédent (2019 : 1080 ; 2018 : 1001, 2017 : 1212, 2016 : 991, 2015 : 952).

Répartition 2020	Tribunaux d'arrondissement	Juges de police	Tribunal pénal économique TPE	Total
Sarine	55	382	--	437
Singine	4	70	--	74
Gruyère	20	172	--	192
Lac	6	108	--	114
Glâne	6	62	--	68
Broye	6	109	--	115
Veveyse	6	64	--	70
TPE	--	--	6	6
Total	103	967	6	1076

Nombre d'infractions	Tribunaux pénaux d'arrondissement	Juges de police	Total
Personnes acquittées	4	157	161
Demandes d'indemnité par des personnes acquittées	4	32	36
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté	84	116	200
Personnes condamnées à des TIG	0	1	1
Personnes condamnées à des peines pécuniaires à l'amende	19	151	170
assorties du sursis	45	235	280
assorties du sursis partiel	34	196	230
Retrait de plainte ou d'opposition	29	0	29
	2	280	282
Total	221	1168	1389

3.7.1.4.4 Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis

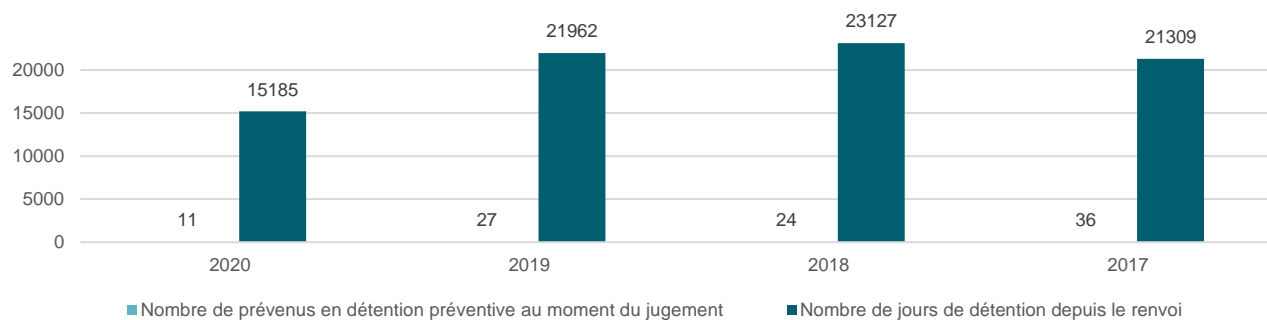
Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis - évolution 2017-2020



Répartition 2020	Tribunaux d'arrondissement	Juges de police	Tribunal pénal économique TPE	Total
Sarine	19	30	--	49
Singine	0	3	--	3
Gruyère	2	12	--	14
Lac	2	3	--	5
Glâne	2	9	--	11
Broye	3	10	--	13
Veveyse	3	1	--	4
TPE	--	--	1	1
Total	31	68	1	100

3.7.1.4.5 Détention préventive

Détention préventive - évolution 2017-2020



Nombre d'infractions	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	TPE	Total
Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement	10	0	0	0	1	0	0	0	11
Nombre de jours de détention depuis le renvoi	6898	672	6533	544	187	268	83	0	15185

3.7.2 Tribunal d'arrondissement de la Sarine

Organisation et composition au 31.12.2020

François-Xavier Audergon, Benoît Chassot, Adeline Corpataux, Alain Gautschi, Ariane Guye, Rebecca Jutzet, Stéphane Raemy, José Rodriguez, Alexandra Rossi Carré, Jean-Marc Sallin, Présidents ; Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Pascal L'Homme, Jean-Benoît Meuwly, Peter Rentsch, Sandrine Schaller Walker, Suppléants du Président

Tribunal civil et pénal : Béatrice Ackermann, Mary-Lise Bapst, Raymond Baraké, Hélène Cudré-Mauroux, Caroline de Buman, Anne de Steiger, Colette Défago, Caroline Déneraud, Jean-Pierre Droz, Pierre Duffour, Yolande Flury, Christine Frehner, Dominique Haller Sobritz, Agnes Hayoz, Catherine Hayoz, Sandra Herren Schwab, Renato Iliescu, Anne Jochem, Hans Jungo, Christiane King-Perroulaz, Bernard Lauper, Damiano Lepori, Barbara Moigno, Guy Python, Paul Quartenoud, Samuel Rar, Sébastien Roch, Anne-Colette Schmutz-Schaller, Gilles Schorderet, Louis Charles Singy, Brigitte Steinauer, Cécile Thiémond, Sophie Tritten, José Uldry, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Ariane Guye, José Rodriguez, Présidents ; Adeline Corbataux, Rebecca Jutzet, Peter Rentsch, Suppléants du Président ; David Brugger, Karin Rudaz, Assesseurs ; Pierre-André Charrière, Marc Fischer, Patrick Gendre, Chantal Hayoz-Clément, Jean-Jacques Marti, Assesseurs suppléants

Tribunal des baux : Ariane Guye, Présidente ; Rebecca Jutzet, José Rodriguez, Alexandra Rossi Carré, Suppléants de la Présidente ; Matthieu Loup, Isabelle Sob, Claude Terrapon, Pierre Wicht, Assesseurs ; Christian Aebischer, Roxane Casazza, Catherine Hayoz, Marie-Jeanne Piccand, Assesseurs suppléants

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	9.50	9.50

3.7.2.1 Remarques sur l'activité

3.7.2.1.1 Tribunal civil, Tribunal des prud'hommes et Tribunal des baux

Les rôles des magistrats chargés des procédures civiles, y compris du Tribunal des baux et du Tribunal des prud'hommes, sont importants. D'une manière générale, ils sont à jour même si certains inquiètent plus que d'autres en raison de causes complexes dont l'instruction nécessite un volume de travail considérable (domaines de la construction, bancaire, économique, commercial et successoral). Le Conseil a ainsi fait usage de l'art. 22 al. 4 LJ pour nommer la Présidente Bulliard Grosset suppléante de la Présidente Rossi Carré pour le traitement d'une affaire dont ni cette dernière, ni ses collègues sarinois n'étaient en mesure de se charger. D'autres magistrats ont d'ores et déjà annoncé qu'ils aborderaient l'autorité de surveillance, afin d'obtenir du renfort pour le traitement de certains dossiers. Ce tribunal manque de forces rédactionnelles.

Dès la mi-mars 2020, la commission administrative s'est fortement impliquée dans la gestion de la crise sanitaire consacrant un important travail à la mise en place de l'infrastructure de crise. Une réflexion devrait être menée sur l'implication de magistrats dans des questions logistiques qui empiètent largement sur leur activité juridictionnelle. Ce rôle devrait être dévolu à un secrétariat général, surtout pour un tribunal de la taille de celui de la Sarine.

Au chapitre des nominations, la Présidente Jutzet s'est vue attribuer un dossier du Tribunal du Lac (art. 22 al. 4 LJ) suite à la récusation du Président Stoller. Pour remplacer la Présidente Guye pendant son congé maternité de mi-juillet à mi-novembre 2020, le Conseil a nommé la Greffière Céline Brunod Présidente ad hoc du Tribunal d'arrondissement, des prud'hommes et des baux de la Sarine (art. 91 al. 1 let. d. LJ).

Par ailleurs, afin de permettre à deux assesseurs de terminer des affaires en cours, le Conseil a respectivement prolongé le mandat de l'un ayant atteint la limite d'âge (6 al. 2 LJ) et mis le second au bénéfice d'une dérogation temporaire à son obligation de domicile (art. 7 al. 3 LJ).

En raison d'une surcharge, la Présidente Corpataux a démissionné de la suppléance du Tribunal des prud'hommes. Après examen lors de l'inspection annuelle du volume de travail que représente cette fonction, le Conseil, sur proposition du Tribunal de la Sarine, a préavisé favorablement l'élection de la greffière-chef Christelle Almeida Borges en qualité de Présidente du Tribunal des prud'hommes de la Sarine (10%). Elue en décembre 2020, elle entrera en fonction le 1^{er} janvier 2021.

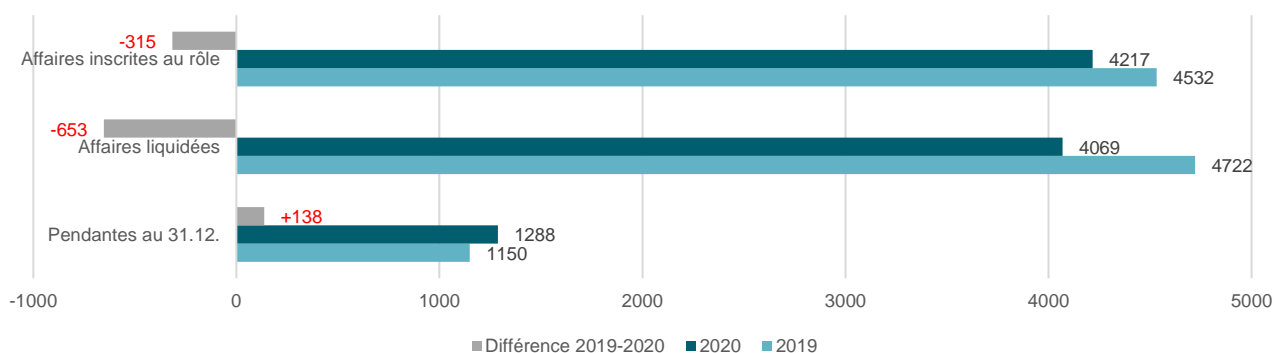
Quant aux locaux de ce tribunal, ils sont trop exigus, d'autant plus que certaines salles sont inutilisables en raison des normes sanitaires liées à la pandémie et que d'autres autorités occupent une salle par jour et par semaine en général.

3.7.2.1.2 Tribunal pénal

La légère baisse du nombre de nouveaux dossiers de la compétence du tribunal pénal est compensée par la hausse de ceux de la compétence du juge de police qui de plus se complexifient, de sorte que la charge de travail globale se maintient à un niveau élevé.

3.7.2.2 Charge de travail – statistiques

Tribunal d'arrondissement de la Sarine - évolution charge de travail 2019-2020



2020	Affaires inscrites au rôle	Affaires liquidées	Affaires pendantes au 31.12.
Tribunal civil	211	177	278
Présidents civils	3209	3142	625
Tribunal des prud'hommes	30	28	40
Présidents tribunal des prud'hommes	160	159	49
Tribunal des baux	28	27	26
Présidents tribunal des baux	102	96	21
Tribunal pénal	59	54	27
Juge de police	418	386	222
Total	4217	4069	1288

3.7.2.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.7.3 Tribunal d'arrondissement de la Singine

Organisation et composition au 31.12.2020

Caroline Gauch, Peter Rentsch, Pascale Vaucher Mauron, Présidents ; Peter Stoller, Suppléant du Président

Tribunal civil et pénal : Robert Aeberhard, Gabriel Aebischer, Martha Bürgisser, Dominique Chappuis Waeber, Monika Grossrieder, Eveline Jungo, Guido Jungo, Marianne Portmann, Thomas Reidy, Bruno Schwaller, Myriam Sturny, Ruth Waeber-Hayoz, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Caroline Gauch, Peter Rentsch, Présidents ; Irène Marguet, René Stritt, Assesseurs ; Dominique Chappuis Waeber, Urs Maurer, Pascal Rappo, Assesseurs suppléants

Tribunal des baux de la Singine et du Lac : Caroline Gauch, Pascale Vaucher Mauron, Présidentes ; Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Suppléants de la Présidente ; Verena Loembe, Gilberte Schär, Assesseures ; Susanne Genner, Ivo Hubmann, Jean-Louis Jungo, Erika Schneider, Assesseurs suppléants

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	2.20	2.20

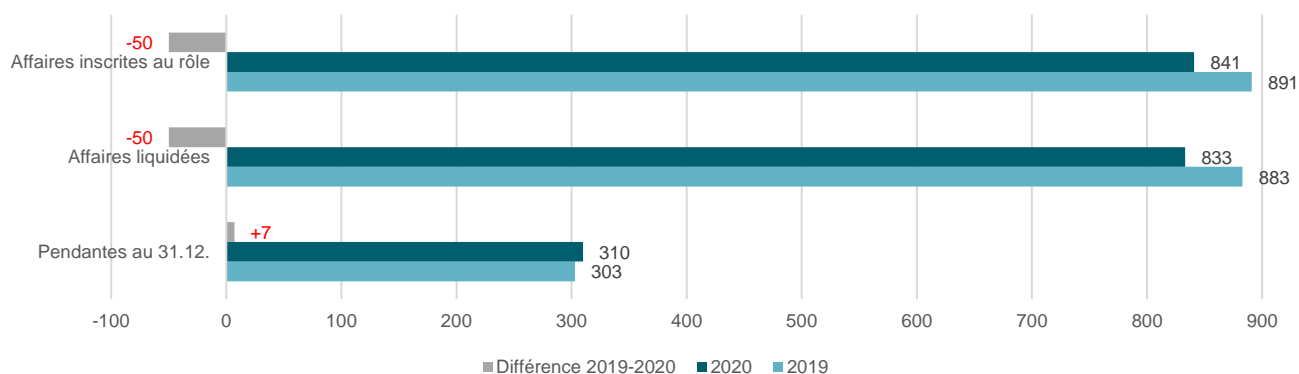
3.7.3.1 Remarques sur l'activité

Suite au départ à la retraite du Président Reynold Raemy au 31 décembre 2019, le Tribunal de la Singine a accueilli deux nouvelles Présidentes, soit Pascale Vaucher Mauron à compter du 1^{er} janvier et Caroline Gauch dès le 1^{er} avril suivant. Toutes deux ont assuré la transition avec grand engagement. Avec le Président Peter Rentsch, décision a été prise de ne pas répartir les dossiers par matières (civile ou pénale) mais de continuer à fonctionner comme Président/es généralistes, sauf pour le bail et les Prud'hommes. En mai 2020, Caroline Gauch a en outre été élue Présidente du Tribunal des prud'hommes à 10%.

Ce tribunal est certes, selon les statistiques, le moins chargé du canton mais cela ne signifie de loin pas que son personnel manque de travail. Cela lui permet toutefois d'être le seul tribunal qui arrive à traiter ses affaires dans des délais raisonnables pour les justiciables et d'avoir du personnel stable, sans être épuisé. La bonne ambiance de travail qui y règne est favorable à une saine et efficace administration de la justice. Cette autorité devrait être prise en exemple dans le cadre des mesures qui seront proposées suite à l'analyse du Pouvoir judiciaire.

3.7.3.2 Charge de travail – statistiques

Tribunal d'arrondissement de la Singine - évolution charge de travail 2019-2020



2020	Affaires inscrites au rôle	Affaires liquidées	Affaires pendantes au 31.12.
Tribunal civil	43	52	50
Présidents civils	687	681	198
Tribunal des prud'hommes	3	5	4
Présidents tribunal des prud'hommes	13	11	5
Tribunal des baux	6	1	9
Présidents tribunal des baux	8	9	2
Tribunal pénal	1	4	2
Juge de police	80	70	40
Total	841	833	310

3.7.3.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.7.4 Tribunal d'arrondissement de la Gruyère

Organisation et composition au 31.12.2020

Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Camille Perroud Sugnaux, Philippe Vallet, Présidents ; Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Peter Rentsch, Pascale Vaucher Mauron, Suppléants du Président

Tribunal civil et pénal : Jacques Aebischer, Philippe Barras, Karine Beaud, Jacqueline Brodard, Marguerite Brülhart, Michel Castella, Colette Dupasquier, Nicole Fragnière-Morard, Joseph Geinoz, Stéphane Giller, Patrice Morand, Barbara Progin, Claudia Romanens, Christian Wyssmüller, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Nicolas Oberson, Philippe Vallet, Présidents ; Claudia Dey Gremaud, Caroline Gauch, Peter Rentsch, Suppléants du Président ; Yolande Progin, Pierre Rouiller, Assesseurs ; Philippe Clément, François Ducrest, Annick Remy, Christian Schorderet, Assesseurs suppléants

Tribunal des baux de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse : Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Présidents ; Sonia Bulliard Grosset, Jean-Benoît Meuwly, Peter Rentsch, Virginie Sonney, Philippe Vallet, Pascale Vaucher Maruon, Suppléants du Président ; Marc Delabays, Valentina Scazzari, Assesseurs ; Justine Dumas, André Magne, Sandra Martins, Baptiste Morand, Assesseurs suppléants

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	3.10	3.10

3.7.4.1 Remarques sur l'activité

La charge de travail de ce tribunal demeure très élevée. Elle contraint ses membres à travailler à flux tendu et à accomplir de nombreuses heures supplémentaires pour se maintenir à flot. La pandémie survenue cette année n'a fait qu'aggraver une situation déjà difficile. Les reports d'audiences et les suspensions de délais survenus au printemps ont très massivement affecté la fin de l'été et l'automne au moment où la deuxième vague de Covid-19 apparaissait. Cette surcharge et le stress chronique qu'elle engendre est éprouvante pour l'ensemble du personnel. Non seulement l'ambiance au sein du tribunal en pâtit, mais la santé de ses membres en est affectée.

Le nombre d'affaires civiles a fléchi (1805 contre 1880 en 2019) mais les dossiers, notamment en matière familiale et matrimoniale, se complexifient. Sans l'aide de la Cellule itinérante, qui a liquidé 157 affaires sur un total de 1800 affaires, la section civile serait submergée.

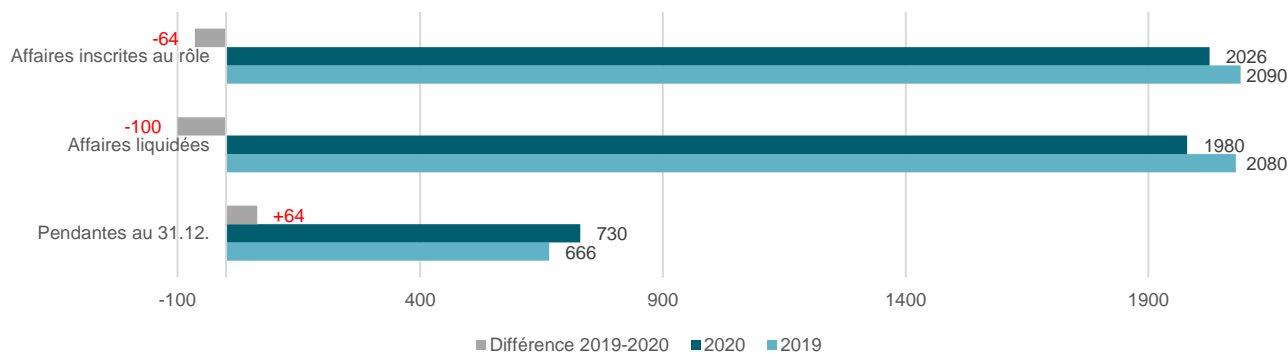
Les affaires pénales sont en augmentation (232 contre 225 en 2019). Leur liquidation est stable (206 contre 212 en 2019) en dépit des reports d'audiences dus à la situation sanitaire et aux absences non remplacées des présidentes au printemps et en automne. Ces dernières font régulièrement des heures supplémentaires et sollicitent de manière réitérée une augmentation de leur taux d'activité.

Il manque à cette autorité, qui réclame des renforts depuis plusieurs années, une cellule complète (juge, greffier, secrétaire). La création d'un secrétariat général comptant une personne supplémentaire à 100% est également souhaitée.

Pour gérer les affaires courantes de la Présidente Perroux Sugnaux absente pendant six semaines dès le 20 mai 2020, la Présidente Bütikofer-Repond a augmenté son taux d'activité de 10 % avec l'aval du Conseil.

3.7.4.2 Charge de travail – statistiques

Tribunal d'arrondissement de la Gruyère - évolution charge de travail 2019-2020



2020	Affaires inscrites au rôle	Affaires liquidées	Affaires pendantes au 31.12.
Tribunal civil	97	88	155
Présidents civils	1618	1605	406
Tribunal des prud'hommes	8	8	13
Présidents tribunal des prud'hommes	52	52	15
Tribunal des baux	0	0	0
Présidents tribunal des baux	31	34	2
Tribunal pénal	19	20	13
Juge de police	201	173	126
Total	2026	1980	730

3.7.4.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.7.5 Tribunal d'arrondissement du Lac

Organisation et composition au 31.12.2020

Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Présidents ; Jean-Benoît Meuwly, Pascale Vaucher Mauron, Suppléants du Président

Tribunal civil et pénal : Daniel Baechler, Brigitte Bauer, Nicole Chuard, Eric Delley, Miriam Deuble, Cilette Marchand, Jonas Petersen, Nicole Piano Aeby, Frédéric Plancherel, Thomas Schick, Aline Wälti, Patrick Zehnder, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Anna Schwaller, Peter Stoller, Présidents ; Sandrine Schaller Walker, Suppléante du Président ; Bruno Schwander, Eliane Weber, Assesseurs, Anne-Marie Coopt, Manfred Meyer, Christian Pillonel, Philipp Wieland, Assesseurs suppléants

Tribunal des baux de la Singine et du Lac : Caroline Gauch, Pascale Vaucher Mauron, Présidentes ; Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Suppléants de la Présidente ; Verena Loembe, Gilberte Schär, Assesseures ; Susanne Genner, Ivo Hubmann, Jean-Louis Jungo, Erika Schneider, Assesseurs suppléants

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	1.70	1.60

3.7.5.1 Remarques sur l'activité

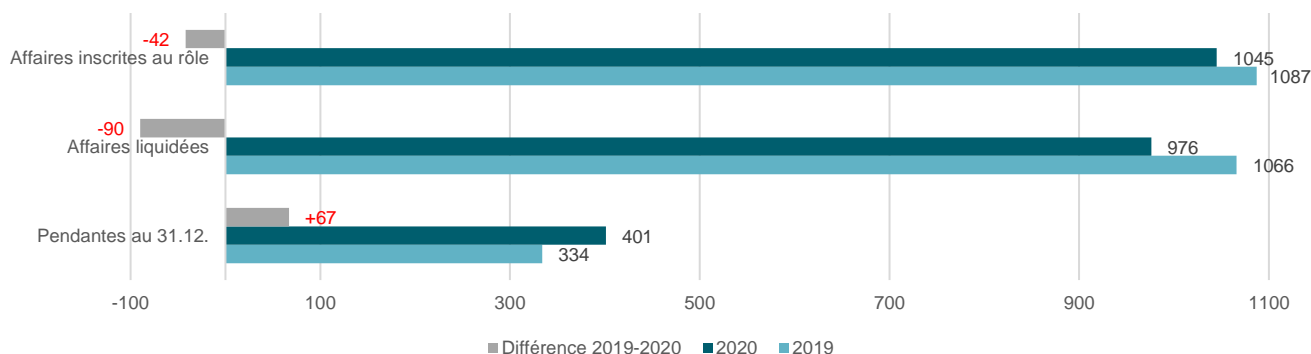
La charge de travail du Tribunal du Lac reste très élevée, notamment à cause de l'augmentation continue du nombre d'affaires en langue française, tendance qui s'est confirmée une fois de plus en 2020. A relever qu'en 2009, ces affaires représentaient 29% des entrées alors qu'en 2020, ce chiffre est passé à 45%. Sans le soutien précieux de la Juge itinérante, qui prend en charge entre 20 et 30% de ces procédures, il ne lui aurait pas été possible d'assurer le traitement des nouvelles affaires.

Pour faire face à ses dossiers, ce tribunal nécessite absolument des forces supplémentaires.

En octobre, Anna Schwaller a été élue Présidente du Tribunal des prud'hommes du Lac (10%).

3.7.5.2 Charge de travail – statistiques

Tribunal d'arrondissement du Lac - évolution charge de travail 2019-2020



2020	Affaires inscrites au rôle	Affaires liquidées	Affaires pendantes au 31.12.
Tribunal civil	55	46	77
Présidents civils	814	757	247
Tribunal des prud'hommes	4	8	8
Présidents tribunal des prud'hommes	28	31	2
Tribunal des baux	6	5	7
Présidents tribunal des baux	14	15	3
Tribunal pénal	11	6	11
Juge de police	113	108	46
Total	1045	976	401

3.7.5.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.7.6 Tribunal d'arrondissement de la Glâne

Organisation et composition au 31.12.2020

Grégoire Bovet, Président ; Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Pascal L'Homme, Jean-Benoît Meuwly, Philippe Vallet, Suppléants du Président

Tribunal civil et pénal : Jean-François Bard, Astrid Bichsel-Zeindl, Marlène Cornu, Guillaume Favre, Maja Fontaine, Christophe Girard, Muriel Joye, Claudine Matthey, Philippe Pache, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Jacques Menoud, Président ; Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Suppléants du Président ; Vincent Brodard, Bernard Ropraz, Assesseurs ; Christian Deillon, Sébastien Jaquier, Denis Repond, Cédric Rossel, Jacques Terrapon, Jean-François Vuagniaux, Assesseurs suppléants

Tribunal des baux de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveysse : Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Présidents ; Sonia Bulliard Grosset, Jean-Benoît Meuwly, Peter Rentsch, Virginie Sonney, Philippe Vallet, Pascale Vaucher Maruon, Suppléants du Président ; Marc Delabays, Valentina Scazzari, Assesseurs ; Justine Dumas, André Magne, Sandra Martins, Baptiste Morand, Assesseurs suppléants

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	1.10	1.10

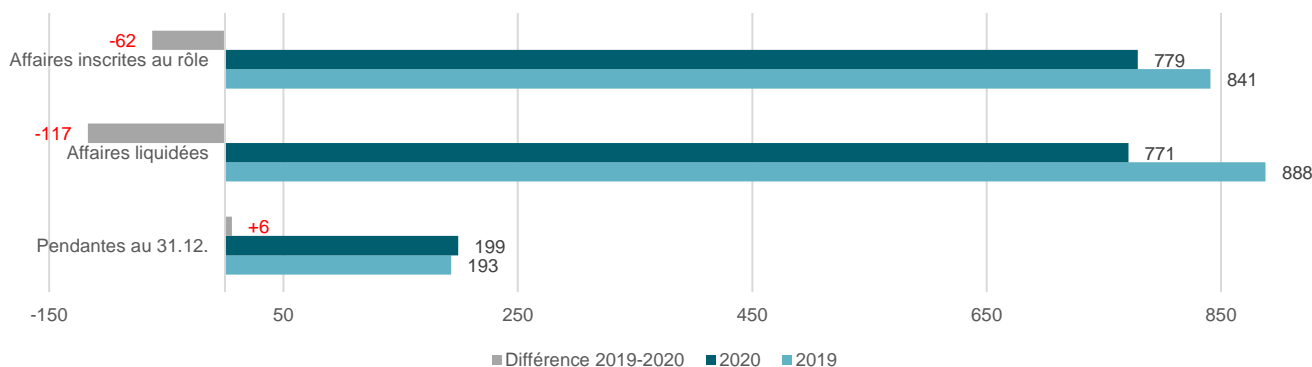
3.7.6.1 Remarques sur l'activité

En dépit d'une charge de travail toujours très importante qui oblige ce tribunal à travailler à flux tendu, sa situation reste gérable. La pandémie a quelque peu compliqué son travail, mais grâce à l'engagement constant de son personnel, il a pu éviter de prendre du retard dans le traitement des dossiers. L'aide de stagiaires est toutefois nécessaire à son bon fonctionnement. Le Président souligne son rôle de conciliateur. Il ne rencontre aucune difficulté avec les différents intervenants judiciaires et les avocats.

Ce tribunal n'a pas connu de modifications au niveau de son personnel en 2020. Ses locaux lui donnent entière satisfaction.

3.7.6.2 Charge de travail – statistiques

Tribunal d'arrondissement de la Glâne - évolution charge de travail 2019-2020



2020	Affaires inscrites au rôle	Affaires liquidées	Affaires pendantes au 31.12.
Tribunal civil	43	47	46
Présidents civils	624	609	118
Tribunal des prud'hommes	2	4	0
Présidents tribunal des prud'hommes	13	14	1
Tribunal des baux	11	7	13
Présidents tribunal des baux	20	22	6
Tribunal pénal	3	6	1
Juge de police	63	62	14
Total	779	771	199

3.7.6.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.7.7 Tribunal d'arrondissement de la Broye

Organisation et composition au 31.12.2020

Sonia Bulliard Grosset, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Présidents ; Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Stéphane Raemy, Alexandra Rossi Carré, Suppléants du Président

Tribunal civil et pénal : Guy Biland, Maurice Bourqui, Martine Corminboeuf, Gabriel Dougoud, Francis Duruz, Marcel Godel, Micheline Guerry, Carine Haenni, Claude Jabornigg, Francis Marchand, Annelise Moser, Irène Rüssi, Claire-Lise Sudan, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Christian Esseiva, Jean-Benoît Meuwly, Présidents ; Sonia Bulliard Grosset, Suppléante du Président ; François Berchier, Yvan Corminboeuf, Assesseurs ; Frédéric Gross, Hans Krebs, Francis Michel, Christian Müller, Assesseurs suppléants

Tribunal des baux de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse : Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Présidents ; Sonia Bulliard Grosset, Jean-Benoît Meuwly, Peter Rentsch, Virginie Sonney, Philippe Vallet, Pascale Vaucher Maruon, Suppléants du Président ; Marc Delabays, Valentina Scazzari, Assesseurs ; Justine Dumas, André Magne, Sandra Martins, Baptiste Morand, Assesseurs suppléants

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	2.10	2.10

3.7.7.1 Remarques sur l'activité

La charge de travail est lourde et les affaires familiales de plus en plus complexes, notamment s'agissant du calcul des pensions.

Même si le nombre de nouvelles entrées est inférieur en 2020 qu'en 2019, le volume des affaires est nettement supérieur à celui des années précédentes. Le nombre de dossiers pendants à la fin 2020 a augmenté et le Tribunal n'est plus à même de faire face à l'entrée de dossiers particulièrement volumineux. Ainsi, à la fin 2020, il y avait 83 causes pendantes uniquement pour le Tribunal civil, malgré la liquidation de 1170 dossiers contre 1173 entrées. Si la charge de travail devait demeurer aussi élevée, elle ne pourrait plus être absorbée, d'où la demande de décharge adressée à la fin décembre au Conseil en raison d'une procédure pénale de grande importance que doit traiter l'un des Présidents en 2021.

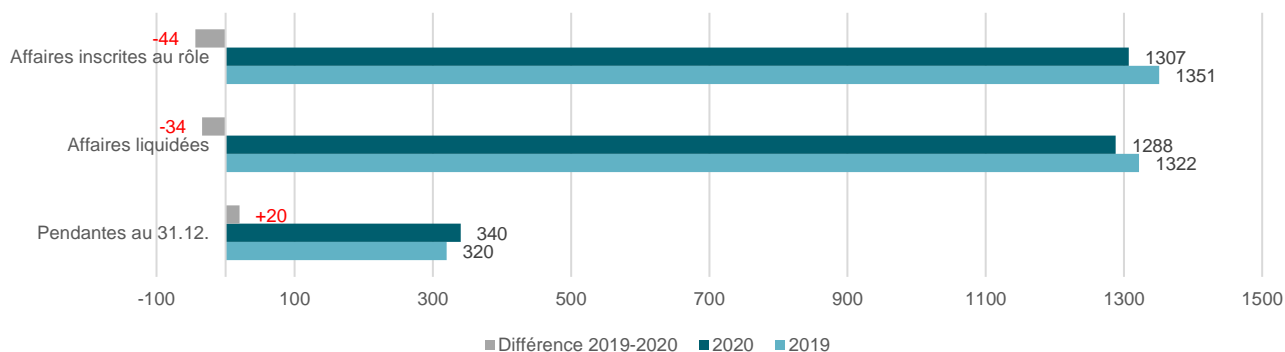
La Présidente Bulliard Grosset est prête à augmenter son temps de travail de 10 à 20%. Il manque par ailleurs des forces rédactionnelles.

Du 1^{er} janvier au 20 mai 2020, le Président ad hoc Ludovic Farine a remplacé la Présidente Virginie Sonney en congé maternité. Les Présidents Sonia Bulliard Grosset et Jean-Benoît Meuwly ont assuré une partie du suivi du courrier de leur collègue pendant cette période. Ce mode de remplacement a donné entière satisfaction.

Les locaux sont utilisés à leur capacité maximale. La pandémie a contraint ce tribunal à siéger à plusieurs reprises dans la salle du Tribunal de la Singine ainsi que dans la salle Covid à Granges-Paccot. Il attend avec impatience la construction de nouveaux locaux dans des bâtiments proches de la gare.

3.7.7.2 Charge de travail – statistiques

Tribunal d'arrondissement de la Broye - évolution charge de travail 2019-2020



2020	Affaires inscrites au rôle	Affaires liquidées	Affaires pendantes au 31.12.
Tribunal civil	61	53	83
Présidents civils	1046	1045	188
Tribunal des prud'hommes	11	11	8
Présidents tribunal des prud'hommes	43	47	4
Tribunal des baux	0	0	0
Présidents tribunal des baux	12	14	2
Tribunal pénal	17	6	12
Juge de police	117	112	43
Total	1307	1288	340

3.7.7.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.7.8 Tribunal d'arrondissement de la Veveyse

Organisation et composition au 31.12.2020

Pascal L'Homme, Président ; Grégoire Bovet, Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Philippe Vallet, Suppléants du Président

Tribunal civil et pénal : Claudine Aebischer, Noémie Berthoud, Stéphane Broillet, Jeannick Cardinaux, Valérie Dewarrat, Roland Dumoulin, Anita Genoud, Jean-Bernard Jaquet, Catherine Mossier, Caroline Perroud, François Pilloud, Michel Savoy, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Romain Lang, Pascal L'Homme, Présidents ; Jacques Menoud, Suppléant du Président ; Pascal Emonet, Fabienne Tâche, Assesseurs ; Laurent Gabriel, Daniel Jamain, Eric Maillard, Antonio-Elviro Soares, Assesseurs suppléants

Tribunal des baux de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse : Grégoire Bovet, Pascal L'Homme, Présidents ; Sonia Bulliard Grosset, Jean-Benoît Meuwly, Peter Rentsch, Virginie Sonney, Philippe Vallet, Pascale Vaucher Maruon, Suppléants du Président ; Marc Delabays, Valentina Scazzari, Assesseurs ; Justine Dumas, André Magne, Sandra Martins, Baptiste Morand, Assesseurs suppléants

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	1.10	1.10

3.7.8.1 Remarques sur l'activité

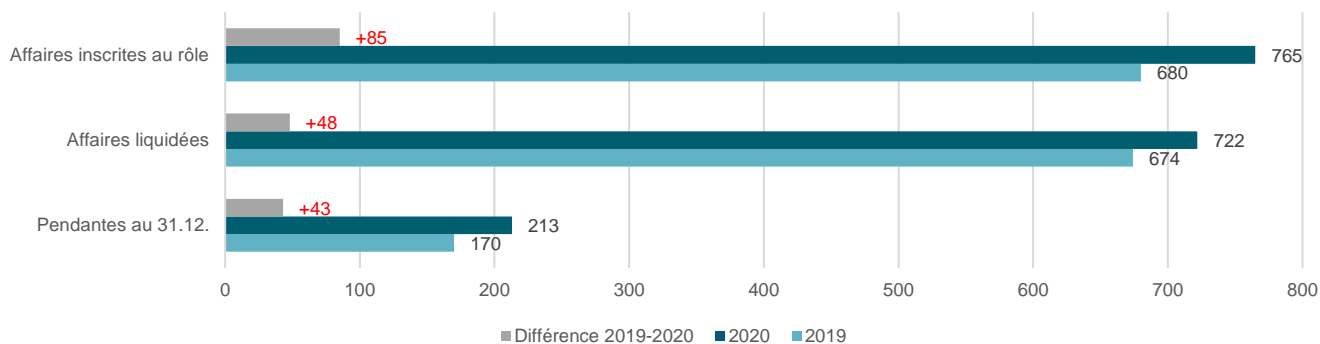
Avec 765 affaires inscrites à son rôle, la charge de travail de cette autorité a considérablement augmenté en 2020 (+12.5%). Si cette autorité est parvenue à liquider 7% d'affaires de plus qu'en 2019, elle a dû, en raison de la pandémie, enregistrer plusieurs prolongations de délai et renvois d'audiences. Cette charge n'a pu être entièrement absorbée dans le courant 2020, de sorte que le nombre d'affaires pendantes à la fin de l'année a augmenté de 25%.

Le personnel est stable et a fait preuve d'une grande cohésion et d'autonomie durant la crise sanitaire du printemps.

Ce tribunal, dont le déménagement est prévu en 2023, exprime des inquiétudes quant aux futures locaux dont il a impérativement besoin depuis plusieurs années.

3.7.8.2 Charge de travail – statistiques

Tribunal d'arrondissement de la Veveyse - évolution charge de travail 2019-2020



2020	Affaires inscrites au rôle	Affaires liquidées	Affaires pendantes au 31.12.
Tribunal civil	38	27	65
Président civil	600	574	104
Tribunal des prud'hommes	4	4	4
Présidents tribunal des prud'hommes	17	18	2
Tribunal des baux	14	13	11
Présidents tribunal des baux	20	17	6
Tribunal pénal	7	6	3
Juge de police	65	63	18
Total	765	722	213

3.7.8.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.8 Justices de paix

Mission et compétences

La justice de paix est en premier lieu l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte. Le juge de paix en est le président. L'autorité de protection de l'adulte ordonne une mesure lorsque l'appui fourni à la personne ayant besoin d'aide par les membres de sa famille, par d'autres proches ou par des services privés ou publics ne suffit pas ou semble a priori insuffisant et que le besoin d'assistance et de protection de la personne incapable de discernement n'est pas ou pas suffisamment garanti par une mesure personnelle anticipée (mandat pour cause d'inaptitude et directives anticipées) ou par une mesure appliquée de plein droit (représentation par le conjoint/partenaire enregistré, représentation dans le domaine médical, protection de la personne résidant dans un établissement médico-social ou un home).

L'autorité de protection de l'adulte peut soit instituer une curatelle, soit ordonner le placement de la personne à des fins d'assistance. Il existe quatre types de curatelle : la curatelle d'accompagnement, la curatelle de représentation, la curatelle de coopération et la curatelle de portée générale.

L'autorité de protection exerce aussi le contrôle des décisions de placement à des fins d'assistance prises par un médecin.

L'autorité de protection de l'enfant est compétente pour prendre toutes les mesures de protection en faveur de l'enfant telles que le retrait du droit de garde ou de l'autorité parentale, le placement et la désignation d'un curateur.

L'autorité de protection de l'enfant du domicile de l'enfant reçoit la déclaration commune des parents non mariés concernant l'autorité parentale conjointe lorsqu'elle est déposée après la reconnaissance de l'enfant. Lorsqu'un parent refuse de déposer la déclaration commune, l'autre parent peut s'adresser à l'autorité de protection. Cette dernière institue l'autorité parentale conjointe, sauf si le bien de l'enfant ne commande qu'un seul parent détienne l'autorité parentale.

Les décisions de l'autorité de protection peuvent faire l'objet d'un recours à la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte du Tribunal cantonal.

La justice de paix et le juge de paix ont des tâches qui relèvent du droit successoral. Outre les inventaires fiscaux que le juge de paix est appelé à dresser à la suite de chaque décès, celui-ci doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la dévolution de la succession. Il est ainsi chargé de l'ouverture des testaments en vue de leur publication et de la délivrance des certificats d'héritiers.

Le juge de paix a notamment la compétence de prononcer les interdictions de pénétrer sur un fonds (ban).

Site du Pouvoir judiciaire: <https://www.fr.ch/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-justices-de-paix>

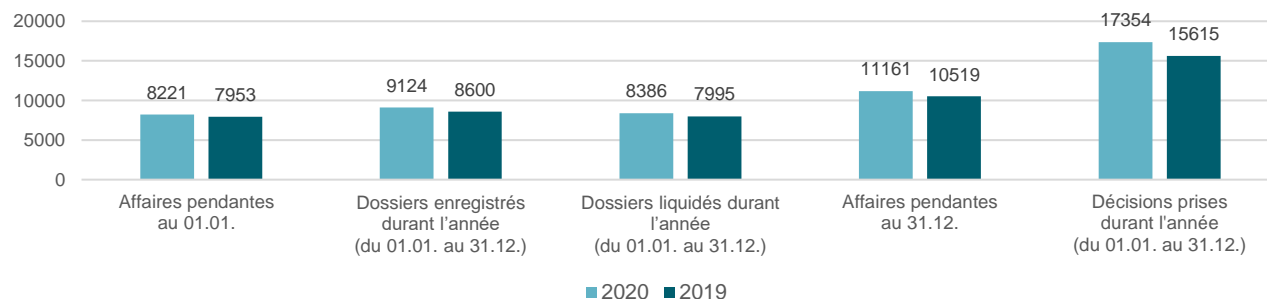
Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	11.65	11.65

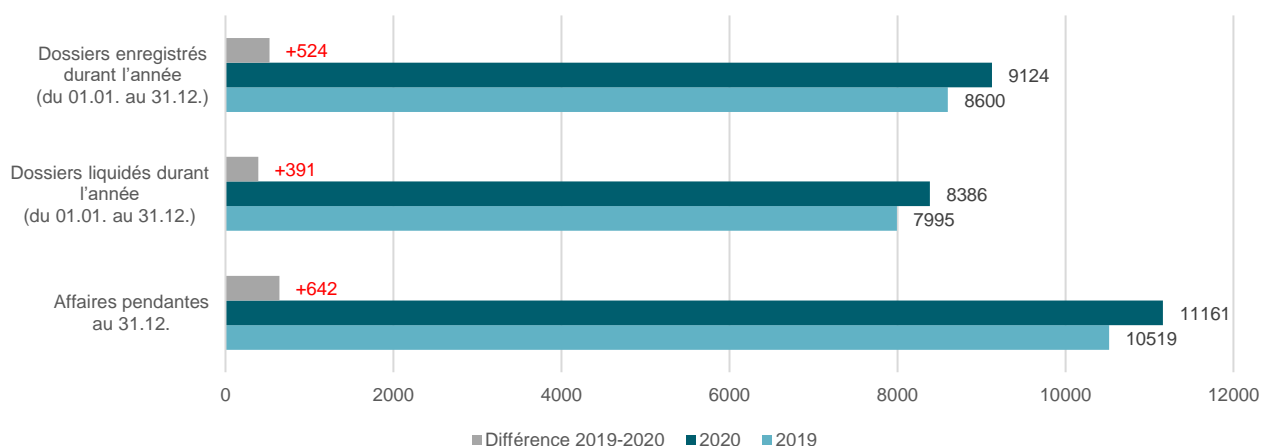
3.8.1 Charge de travail - statistiques

3.8.1.1 Statistique générale

Justices de paix - statistique générale 2019-2020



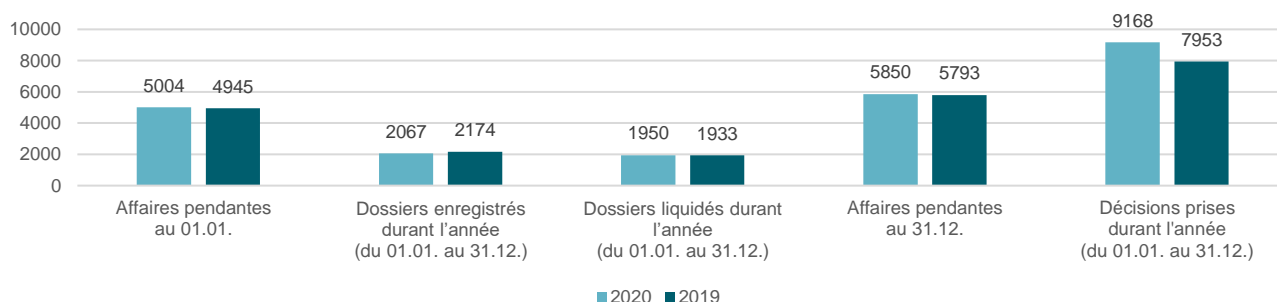
Justices de paix - évolution charge de travail en général 2019-2020



2020	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.)
Sarine	3242	3137	2683	4484	6380
Singine	681	866	914	840	2347
Gruyère	1345	1815	1741	1824	3372
Lac	1070	891	855	1396	1614
Glâne	663	748	629	922	1178
Broye	857	1146	1103	1131	1495
Veveyse	363	521	461	564	968
Total	8221	9124	8386	11161	17354

3.8.1.2 Protection des adultes

Justices de paix - protection des adultes - évolution 2019-2020



2020	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant	Dossiers liquidés durant l'année	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année
Sarine	2021	746	649	2384	2956
Singine	510	159	163	578	1609
Gruyère	912	460	441	1063	1701
Lac	463	170	193	527	1042
Glâne	400	175	159	491	601
Broye	440	235	222	503	688
Veveyse	258	122	123	304	571
Total	5004	2067	1950	5850	9168

Mesures de protection pour adultes

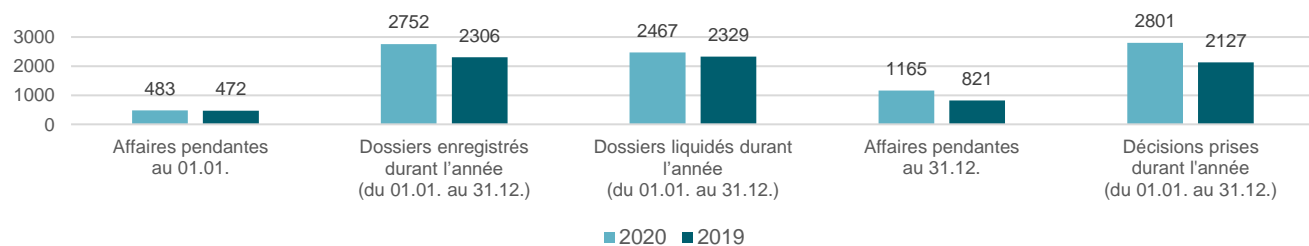
	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
1. Mesures personnelles anticipées et appliquées de plein droit (mandats pour cause d'inaptitude, directives anticipées en matière médicale, représentations légales diverses et mesures pour personnes résidant en EMS) (art. 363 al. 2, 364, 366, 368, 373, 374 al. 3, 376, 381 al. 2 et 3 et 385 CC)	16	6	11	4	0	1	3	41
2. Autorisations d'ouvrir le courrier ou de pénétrer dans un appartement (art. 391 al. 3 CC)	38	18	34	26	0	16	1	133
3. Mesures prises par l'autorité sans devoir instituer de curatelle (art. 392 CC)	16	9	1	7	2	0	3	38
4. Curatelles d'accompagnement (art. 393 CC)	46	16	9	3	4	3	6	87
5. Curatelles de représentation sans limitation de l'exercice des droits civils (art. 394 al. 1 CC)	232	54	137	37	52	33	59	604
6. Curatelles de représentation, avec limitation de l'exercice des droits civils (art. 394 al. 1 et 2 CC)	3	2	22	1	21	4	2	55
7. Curatelles de gestion (art. 395 al. 1 CC)	219	52	127	35	52	29	57	571
8. Curatelles de gestion avec blocages (art. 395 al. 1, et 4 CC)	53	19	6	6	7	3	10	104
9. Curatelles de coopération (art 396 CC)	24	1	0	0	0	0	4	29
10. Curatelles de portée générale (art. 398 CC)	27	2	12	2	2	16	5	66
11. Nomination, changement, libération et décharge du curateur (art. 400, 403 al. 1, 422, 423 et 425 al. 4 CC)	1696	159	760	794	131	215	247	4002
12. Fixation des honoraires du curateur (art. 404 CC)	2106	495	1026	487	326	370	247	5057
13. Inventaires d'entrée (art. 405 CC)	236	48	134	41	6	28	52	545
14. Décisions sur le placement et la préservation des biens (art. 408 CC = OGPCT)	1	0	2	105	0	0	0	108

Mesures de protection pour adultes

	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
15. Approbation des rapports et/ou des comptes (art. 415 et 425 CC)	2082	613	1091	542	385	370	313	5396
16. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'adulte (art. 416 et 417 CC)	94	16	123	46	29	30	43	381
17. Demandes et décisions en matière de transfert de for (art. 442 CC)	52	5	33	13	18	10	14	145
18. Mesures superprovisionnelles et provisionnelles (art. 445 CC)	39	0	31	0	16	18	4	108
19. Mesures d'instructions : enquêtes, rapports et expertises (art. 446 al. 2 et 449 CC)	7	0	88	0	12	34	2	143
20. Mandat d'amener (art. 18 al. 2 et 21 al. 1 LPEA et 4 al. 2 LPol)	12	0	1	0	0	1	0	14
21. Attestations diverses (dont attestations de capacité civile)	279	46	175	59	40	80	55	734
22. Renonciation à une mesure de protection (rayé du rôle)	67	25	68	57	52	42	21	332

3.8.1.3 Successions

Justices de paix - successions - évolution 2019-2020

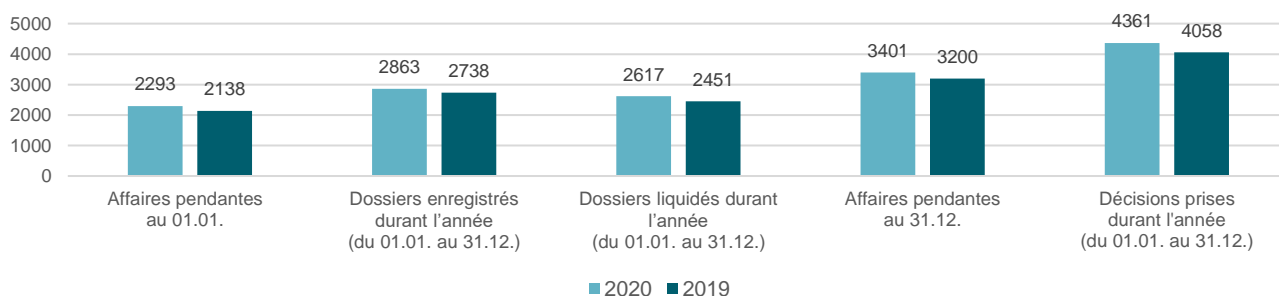


2020	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.)
Sarine	89	879	772	406	1247
Singine	6	379	407	27	430
Gruyère	22	493	474	66	400
Lac	137	257	194	245	100
Glâne	57	271	220	108	210
Broye	165	306	282	227	238
Veveyse	7	167	118	86	176
Total	483	2752	2467	1165	2801

Juge de paix	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
1. Apposition de scellés (art. 24 LACC)	8	0	9	2	1	0	0	20
2. Consignation d'un testament oral (art. 507 CC, 14 al. 2 let. a LACC)	2	0	0	0	0	0	0	2
3. Dépôt de sûretés des absents (art. 546 CC, 14 al. 2 let b LACC)	0	0	0	0	0	0	0	0
4. Prise d'inventaire en cas d'absence et conservatoire e (art. 546 ss CC, 23 LACC et 551 ss CC, 24 LACC)	8	0	7	1	4	3	3	26
5. Administration d'office de la succession ou de la part d'un héritier absent (art. 548, 554 et 556 al. 3 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale)	6	1	8	2	2	2	3	24
6. Décision sur revendication dans la prise d'inventaire (art. 490, 551 ss, 568 CC, 25 LACC)	0	0	0	0	0	0	0	0
7. Envoi en possession provisoire (art. 556 al. 3 CC, 14 LACC – clause générale)	0	0	0	0	0	0	0	0
8. Ouverture de testaments (art. 557 CC, 18 LACC)	180	62	100	70	27	47	21	507
9. Approbation de certificats d'héritiers (art. 559 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale)	467	190	263	179	145	173	88	1505
10. Répudiation de la succession (art. 566 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale)	121	136	156	15	22	66	37	553
11. Bénéfice d'inventaire (art. 581 ss CC)	4	1	1	2	2	0	1	11
12. Administration des biens de la succession (art. 581 et 585 CC, 28 LACC)	0	0	0	0	0	0	1	1
13. Désignation d'un représentant de la communauté héréditaire (art. 602 al. 3 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale)	5	0	2	0	1	0	3	11
14. Sursis au partage et mesures conservatoires pour les héritiers d'un insolvable (art. 604 al. 2 et 3 CC, 14 al. 2 let c LACC)	0	0	0	0	0	0	0	0
15. Etablissement de l'inventaire fiscal (LIFD, LICD)	104	31	46	18	22	8	12	241
16. Renonciation à l'établissement de l'inventaire fiscal (LIFD, LICD)	657	333	379	220	208	215	123	2135

3.8.1.4 Protection des mineurs

Justices de paix - protection des mineurs - évolution 2019-2020



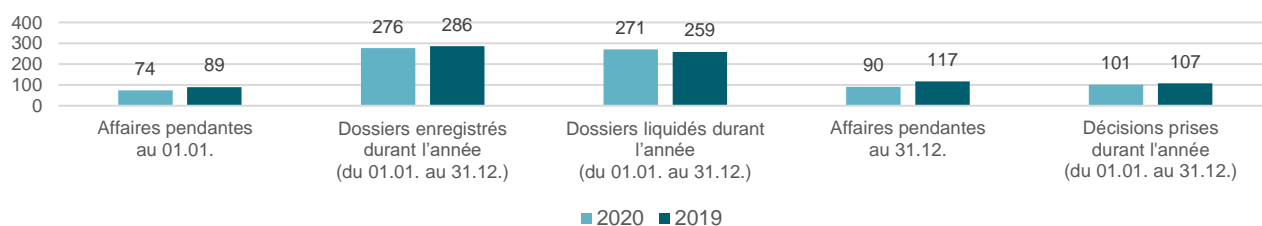
2020	Affaires pendantes au 01.01	Dossiers enregistrés durant	Dossiers liquidés durant l'année	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année
Sarine	921	1052	853	1371	1785
Singine	159	220	237	218	265
Gruyère	354	567	532	577	1044
Lac	383	260	258	495	353
Glâne	178	212	166	275	303
Broye	216	402	413	334	478
Veveyse	82	150	158	131	133
Total	2293	2863	2617	3401	4361

Mesures de protection	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
1. Décisions impliquant l'attribution de l'autorité parentale conjointe (art. 52fbis al. 3 RAVS, 134 al. 3, 296 al. 3, 297 al. 2, 298a, 298b al. 2, 3 et 4, 298d al. 1 et 2, 311 al. 1 ch. 1 et 2 et 312 ch. 1 et 2 CC)	414	95	266	86	92	142	81	1176
2. Décisions impliquant la fixation du droit de déterminer le lieu de résidence (art. 134 al. 3, 301a al. 2 et 5, 310 al. 1, 2 et 3)	64	6	55	10	17	16	11	179
3. Relations personnelles (art. 134 al. 4, 273 al. 2 et 3 et 275 al. 1 CC)	58	8	110	27	10	11	27	251
4. Fixation des relations personnelles avec un tiers (art. 274a CC)	2	0	7	0	1	0	0	10
5. Contributions d'entretien (art. 287 CC)	29	7	13	5	5	10	2	71
6. Tutelle de mineur (art. 297 al. 2, 298 al. 3, 298b al. 4 et 327a CC)	7	0	6	1	2	1	0	17
7. Curatelle de représentation (art. 306 al. 2 CC)	82	6	29	4	4	17	4	146
8. Mesures nécessaires (art. 307 al. 1 CC)	25	0	46	6	7	11	5	100
9. Rappel ou instructions (art. 307 al. 3 CC)	73	15	79	8	7	4	19	205
10. Droit de regard et d'information (art. 307 al. 3 CC)	15	4	12	3	5	1	4	44
11. Curatelle éducative (art. 308 al. 1 CC)	80	37	69	22	16	39	3	266
12. Curatelle de paternité (art. 308 al. 2 CC)	16	8	4	0	1	0	1	30
13. Curatelle alimentaire (art. 308 al. 2 CC)	6	8	6	0	1	0	1	22
14. Curatelle de surveillance des relations personnelles (art. 308 al. 2 CC)	69	22	44	13	22	16	12	198
15. Curatelle avec pouvoirs particuliers notamment traitement médical, soins, école, formation professionnelle, etc. (art. 308 al. 2 CC)	13	10	2	2	0	4	1	32
16. Limitation de l'autorité parentale (art. 308 al. 3 CC)	13	0	4	2	0	0	0	19
17. Médiation (art. 314 al. 2 CC)	38	3	10	1	2	0	6	60
18. Modification d'un jugement matrimonial concernant les mesures de protection de l'enfant (art. 315b al. 2 CC)	2	0	1	0	0	0	0	3
19. Biens de l'enfant : inventaire, remise périodique de comptes et rapports, autorisation de prélèvement, instructions administration, curatelle de gestion (art. 318 al. 3, 320 al. 2, 324, 325 et 408 CC)	6	4	5	1	0	2	0	18
20. Nomination, changement, libération et décharge du curateur (art. 400, 422, 423 et 425 al. 4 CC)	1057	166	374	242	114	207	66	2226
21. Fixation des honoraires du curateur (art. 404 CC)	70	1	28	0	2	18	1	120
22. Approbation des rapports et des comptes (art. 415 et 425 CC)	705	183	438	131	112	134	73	1776
23. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'enfant (art. 416 et 417 CC)	18	1	44	4	4	1	9	81
24. Décisions sur le placement et la préservation des b0iens (art. 408 CC = OGPCT)	0	0	0	0	0	0	0	0

Mesures de protection	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
25. Placement à des fins d'assistance, par l'APEA (art. 426 al. 1/428 al. a CC + 18 LPEA), médecin (art. 18 LPEA), maintien (art. 427 al. 2 CC), prolongation (art. 429 al. 2 CC), examens périodiques (art. 431 al. 1 CC), prise en charge à la sortie de l'institution (art. 437 al. 1 CC), mesures ambulatoires (art. 437 al. 2 CC), appel au juge (art. 439 al. 2 CC), placement à des fins d'expertise (art. 449 CC)	1	3	1	0	0	0	0	5
26. Mandat d'amener (art. 18 al. 2 et 21 al. 1 LPEA et 4 al. 2 LPol)	0	0	8	0	0	2	0	10
27. Demandes et décisions en matière de transfert de for (art. 442 CC)	43	4	24	23	14	13	12	133
28. Mesures superprovisionnelles et provisionnelles (art. 445 CC)	83	6	94	13	17	48	15	276
29. Mesures d'instructions : enquêtes, rapports et expertises (art. 446 al. 2 et 449 CC)	21	1	187	0	8	8	3	228
30. Attestations diverses (dont attestations d'autorité parentale)	3	0	0	4	0	2	2	11
31. Renonciation à une mesure de protection (rayé du rôle)	100	20	87	84	48	66	25	430

3.8.1.5 Incompétences

Justices de paix - incompétences - évolution 2019-2020



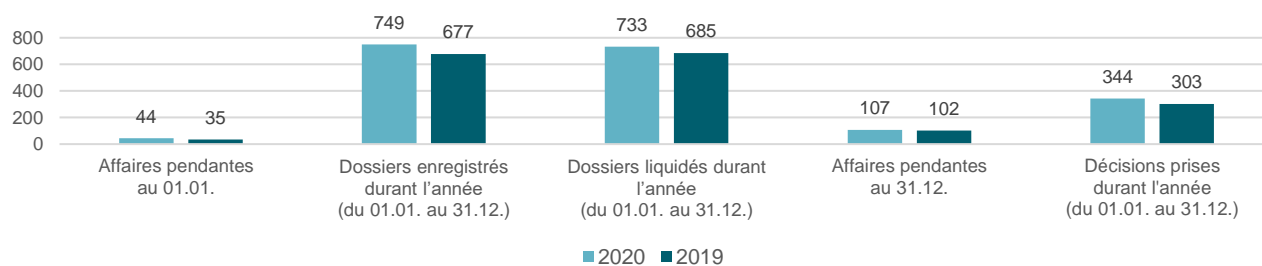
2020	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année	Dossiers liquidés durant l'année	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année
Sarine	10	31	36	16	39
Singine	0	9	9	0	7
Gruyère	0	27	28	0	26
Lac	45	74	70	50	1
Glâne	3	14	14	3	0
Broye	16	106	99	21	13
Veveyse	0	15	15	0	15
Total	74	276	271	90	101

3.8.1.6 Irrecevabilité et classement sans suite, avec ou sans décision

	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
1. Incompétences (art. 59 CPC)	59	9	26	69	13	107	16	299
2. Rayés du rôle, retraits d'action et affaires devenues sans objet	13	1	14	13	5	9	4	59

3.8.1.7 Placement à des fins d'assistance

Justices de paix - placements à des fins d'assistance - évolution 2019-2020

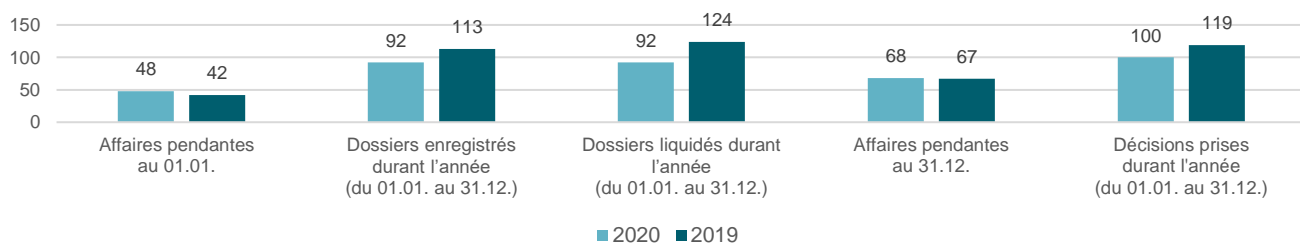


2020	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant	Dossiers liquidés durant l'année	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année
Sarine	15	283	269	42	140
Singine	1	78	74	4	9
Gruyère	2	182	181	15	78
Lac	17	58	67	21	34
Glâne	3	56	53	10	26
Broye	4	65	61	12	38
Veveyse	2	27	28	3	19
Total	44	749	733	107	344

	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
1. Placement à des fins d'assistance par l'APEA (art. 18 LPEA, 426 al. 1 et 428 al. 1 CC)	9	9	12	8	6	0	3	47
2. Libération par l'APEA (art. 426 al. 3 et 428 al. 1 CC)	8	1	1	12	2	8	1	33
3. Prolongation d'un placement ordonné par un médecin (art. 429 al. 2 CC)	48	7	31	6	10	16	5	123
4. Examens périodiques après 6, 12, 36 mois, etc. (art. 431 al. 1 et 2 CC)	10	2	1	1	1	0	1	16
5. Prise en charge à la sortie de l'institution et mesures ambulatoires en cas de non-placement (art. 437 al. 1 et 2 CC et 26 LPEA)	7	0	3	0	0	1	0	11
6. Appel au juge (art. 439 al. 2 CC et 3 al. 2 LPEA)	17	0	12	1	5	3	0	38
7. Enquête/rapport d'expertise (art. 446 al. 2 CC)	15	2	10	1	2	3	0	33
8. Placement à des fins d'expertise (art. 449 CC)	0	0	0	0	0	0	0	0
9. Requête et/ou mandat d'amener (art. 18 al. 2 et 21 al. 1 LPEA et 4 al. 2 Lpol)	4	0	12	0	1	0	0	17
10. Placement à des fins d'assistance en cas d'urgence (médecin) (art. 18 LPEA)	253	69	162	42	56	63	26	671

3.8.1.8 Mise à ban

Justices de paix - mise à ban - évolution 2019-2020

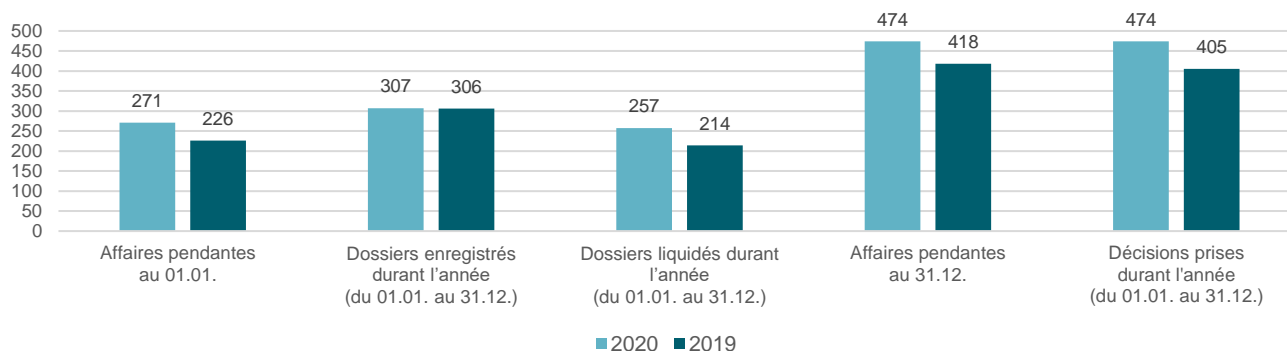


2020	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant	Dossiers liquidés durant l'année	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année
Sarine	31	28	31	32	34
Singine	2	3	5	0	3
Gruyère	2	21	21	8	23
Lac	4	12	5	12	11
Glâne	6	9	11	10	13
Broye	3	9	9	6	3
Veveyse	0	10	10	0	13
Total	48	92	92	68	100

Juge de paix	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
1. Décision de mise à ban (art. 65 LACC)	30	4	19	8	12	2	13	88
2. Décision sur opposition (art. 65 LACC)	0	0	0	0	0	0	0	0

3.8.1.9 Assistance judiciaire

Justices de paix - assistance judiciaire - évolution 2019-2020



2020	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés	Dossiers liquidés durant l'année	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année
Sarine	153	100	73	233	180
Singine	4	18	20	8	23
Gruyère	53	65	64	95	102
Lac	21	60	68	46	73
Glâne	15	11	6	25	21
Broye	11	23	17	27	34
Veveyse	14	30	9	40	41
Total	271	307	257	474	474

	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
1. Décisions d'octroi de l'assistance judiciaire (art. 117 CPC et 123 LJ)	102	11	63	53	8	14	24	275
2. Décisions de refus de l'assistance judiciaire (art. 117 CPC et 123 LJ)	0	2	0	2	1	3	1	9
3. Décisions de fixation de liste de frais (art. 57 RJ)	80	8	38	17	6	13	8	170

3.8.2 Justice de paix de la Sarine

Organisation et composition au 31.12.2020

Gaël Gobet, Mélanie Imhof, Violaine Monnerat, Delphine Queloz, Wanda Suter, Juges de paix ; Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Juges suppléantes

Béatrice Ackermann, Michel Allemann, Fabienne Bapst, Jean-Luc Bourqui, Marcel Bulliard, Lucas Chocomeli, Laurent Eggertswyler, Stefanie Frölicher-Güggi, Béatrix Guillet, Myriam Guillet, Christian Gumy, Fabienne Jacquat-Bondallaz, Marine Jordan, Roger Marthe, Nathalie Mastelli, Danièle Mayer Aldana, Madeleine Merkle, Sonia Nicolet, Claire Roelli, Marie Schaefer, Christian Seydoux, Yves Turchet, Matthias Wattendorff, Assesseurs

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	3.80	3.80

3.8.2.1 Remarques sur l'activité

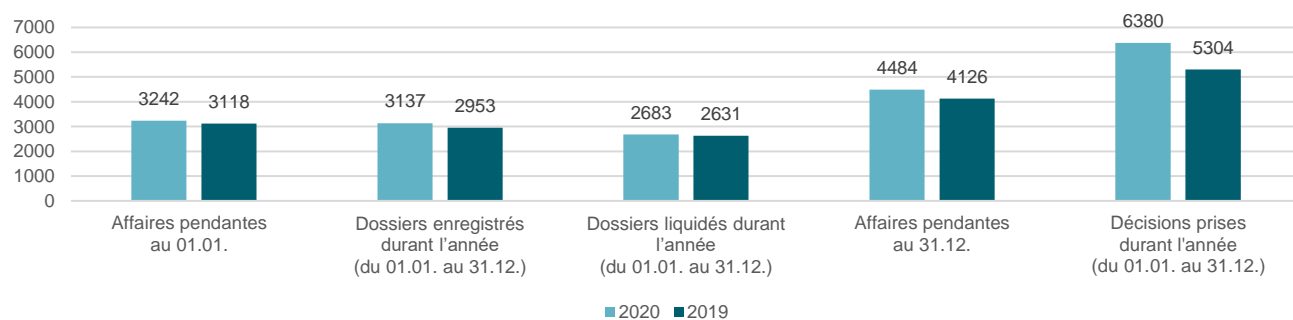
La situation de cette justice de paix est préoccupante. Malgré une lourde charge de travail et la complexification des dossiers, sa dotation est inchangée depuis plusieurs années. Les collaborateurs s'épuisent, les absences augmentent et l'ambiance se dégrade. Les juges ont beaucoup d'audiences extra-muros très chronophages et effectuent un nombre important d'heures supplémentaires, preuve que l'effectif est insuffisant. Un juge de paix à 100% suit 1000 personnes. Cette autorité demande instamment des ressources supplémentaires, il manque une cellule complète (juge, greffier, secrétaire).

La légère augmentation des nouvelles affaires enregistrées cette année s'explique par le semi-confinement du printemps. La nette augmentation des décès suite à la pandémie l'a par ailleurs fortement impactée au niveau des successions. Le fort pourcentage de requérants d'asile domiciliés dans le district de la Sarine (62.5% des requérants de tout le canton) influence également son activité. Ces procédures sont plus complexes en raison de la langue et des diversités culturelles. Cette autorité estime enfin que la statistique de la COPMA (Conférence en matière de protection des mineurs et des adultes), unifiée au niveau suisse avec des critères identiques, reflète la charge de travail des APEA.

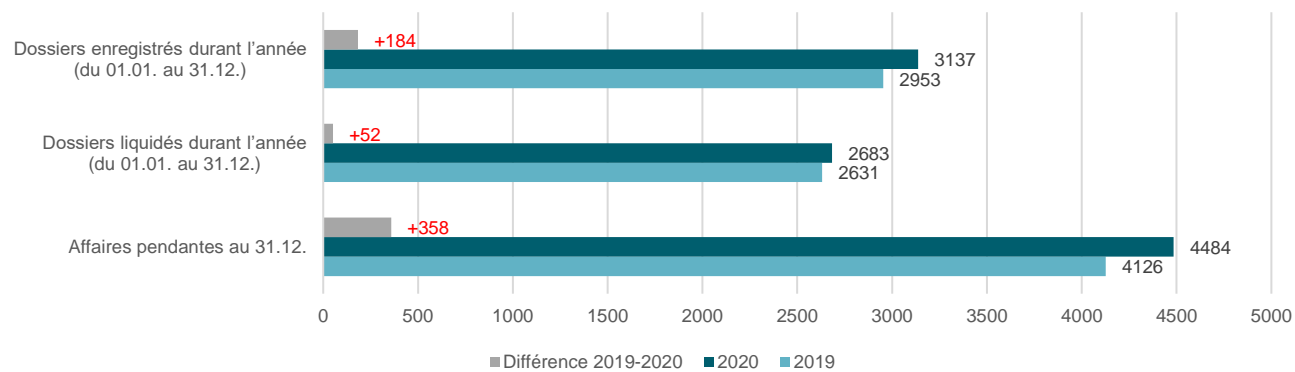
Cette justice de paix s'inquiète de la difficulté à trouver de nouveaux locaux pour remplacer ceux qu'elle occupe actuellement dont le bail a été résilié par la Ville pour 2022. Aucune solution n'a pour l'heure été trouvée.

3.8.2.2 Charge de travail – statistiques

Justice de paix de la Sarine - évolution en général 2019-2020



Justice de paix de la Sarine - évolution charge de travail 2019-2020



Justice de paix de la Sarine		Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année	Dossiers liquidés durant l'année	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au
Protection des adultes						
	2020	2021	746	649	2384	2956
	2019	1968	850	694	2323	2150
Successions						
	2020	89	879	772	406	1247
	2019	62	740	755	219	1101
Protection des mineurs						
	2020	921	1052	853	1371	1785
	2019	895	908	762	1282	1714
Incompétences						
	2020	10	31	36	16	39
	2019	10	47	37	22	41
Placement à des fins d'assistance						
	2020	15	283	269	42	140
	2019	13	276	277	34	124
Mise à ban						
	2020	31	28	31	32	34
	2019	31	34	39	34	32
Assistance judiciaire						
	2020	153	100	73	233	180
	2019	137	98	67	212	143

3.8.2.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.8.3 Justice de paix de la Singine

Organisation et composition au 31.12.2020

Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Juges de paix ; Claudine Lerf-Vonlanthen, Wanda Suter, Juges suppléantes
Tamara Aebischer, Gabrielle Aerschmann, Brigitte Gauch, Therese Imstepf, Bernadette Mäder, Marie-Therese Piller, Rita Raemy, Sylvia Reidy, Yvo Riedo, Ruth Schärli, Assesseurs

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	1.50	1.50

3.8.3.1 Remarques sur l'activité

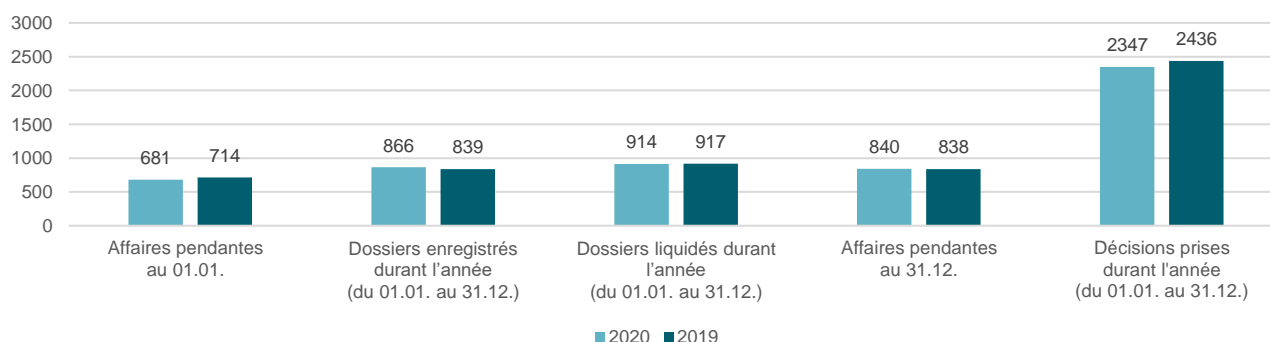
La Juge de paix Seraina Rohner Stulz a succédé le 1^{er} avril 2020 à Caroline Gauch, élue au Tribunal d'arrondissement. La collaboration avec la Juge de paix Martina Gerber est très bonne.

La charge de travail reste très haute. Les dossiers concernant des mineurs ou des personnes psychologiquement fragiles sont chronophages et exigent un investissement personnel important. La perspective d'une augmentation pérenne de la dotation en personnel du greffe pour l'année 2021 soulage cette autorité mais une augmentation de la dotation des juges de paix est également nécessaire pour faire face à la charge de travail.

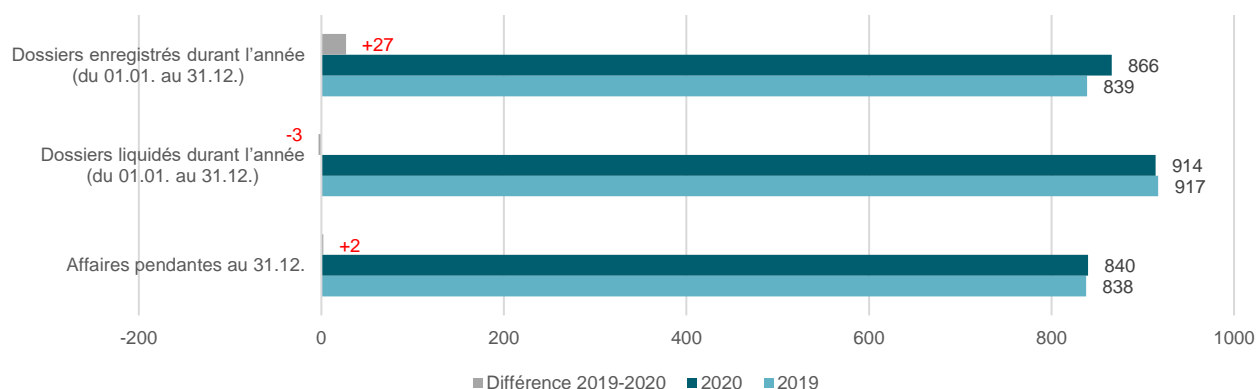
Enceinte, la Juge de paix Gerber a réduit son taux à partir de la mi-novembre avant de cesser son activité au début décembre. Elle est remplacée depuis lors par le Greffier-chef Yannick Riedo, nommé Juge de paix ad hoc à 50% par le Conseil pour la durée de son congé maternité. La Juge de paix Rohner Stulz a parallèlement augmenté son taux d'activité de 40% pendant la même période.

3.8.3.2 Charge de travail – statistiques

Justice de paix de la Singine - évolution en général 2019-2020



Justice de paix de la Singine - évolution charge de travail 2019-2020



Justice de paix de la Singine		Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année	Dossiers liquidés durant l'année	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.)
Protection des adultes						
	2020	510	159	163	578	1609
	2019	525	162	177	580	1604
Successions						
	2020	6	379	407	27	430
	2019	4	379	434	13	30
Protection des mineurs						
	2020	159	220	237	218	265
	2019	182	186	194	228	198
Incompétences						
	2020	0	9	9	0	7
	2019	0	6	6	0	3
Placement à des fins d'assistance						
	2020	1	78	74	4	9
	2019	0	67	74	4	30
Mise à ban						
	2020	2	3	5	0	3
	2019	0	10	7	1	10
Assistance judiciaire						
	2020	4	18	20	8	23
	2019	2	29	25	12	20

3.8.3.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.8.4 Justice de paix de la Gruyère

Organisation et composition au 31.12.2020

Jean-Joseph Brodard, Laure-Marie Collaud-Piller, Sophie Margueron Gumy, Marie-Laure Paschoud Page, Juges de paix
Martina Gerber-Sturny, Claudine Lurf-Vonlanthen, Seraina Rohner Stulz, Wanda Suter, Juges suppléantes
Mireille Barbey, Sylvain Bertschy, Daniel Bovigny, Frédérique Brodard, Liliana Chiacchiari Helbling, Marie-Antoinette Christen Bloch, Mick Décosterd, Sara Liliana Delamadeleine, Elisabeth Dunand, Véronique Glasson, Philippe Maradan, Pierre Morand, Maria-Elvira Nordmann, François Oberson, Assesseurs

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	2.60	2.60

3.8.4.1 Remarques sur l'activité

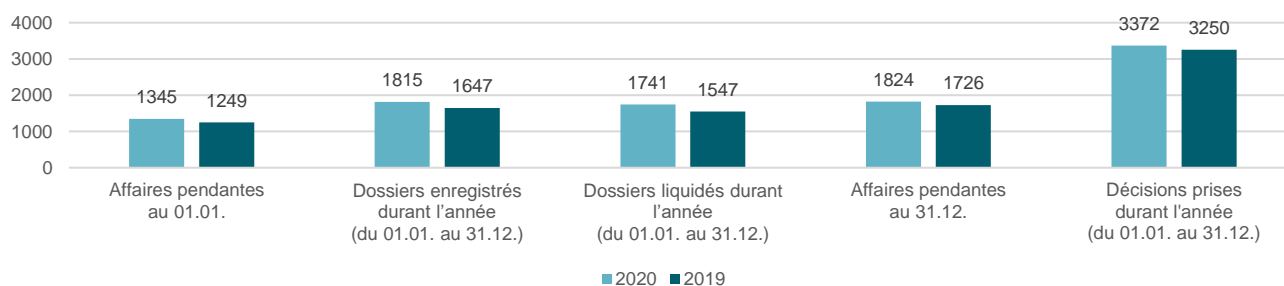
La charge de travail de cette autorité est toujours soutenue. Juges et greffière-chef cumulent des heures supplémentaires et des vacances non prises. Avec 2 EPT fixes seulement, le greffe est en sous-effectif.

Les locaux occupés depuis 2014 sont trop exigus. Une salle d'audience pour quatre juges de paix est insuffisante.

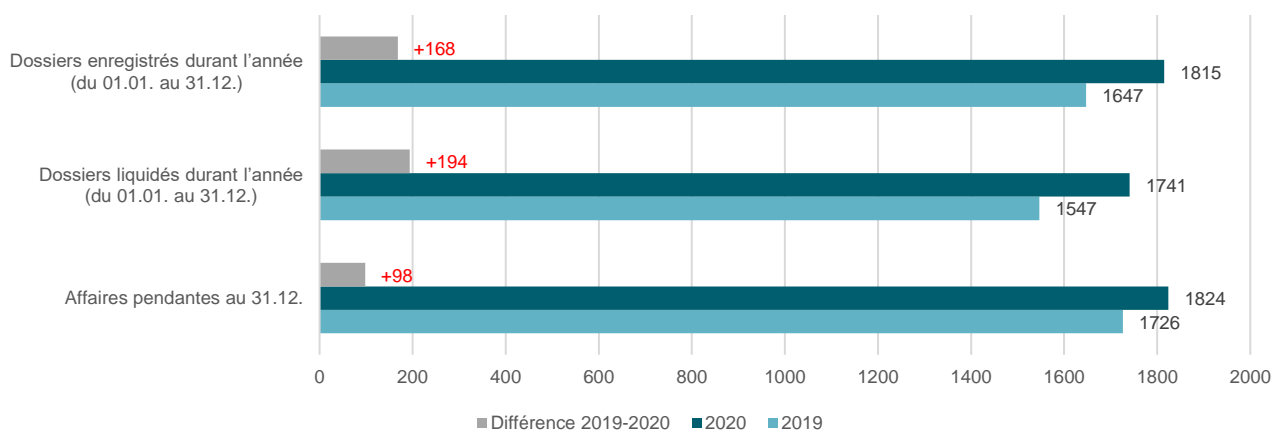
Si la mise en place du télétravail au printemps a fortement sollicité le secrétariat, l'expérience et l'efficacité de l'ensemble du personnel ont permis à cette autorité de continuer de bien travailler durant la crise sanitaire.

3.8.4.2 Charge de travail – statistiques

Justice de paix de la Gruyère - évolution en général 2019-2020



Justice de paix de la Gruyère - évolution charge de travail 2019-2020



Justice de paix de la Gruyère	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.)
Protection des adultes					
2020	912	460	441	1063	1701
2019	894	441	427	1047	1740
Successions					
2020	22	493	474	66	400
2019	13	407	407	40	395
Protection des mineurs					
2020	354	567	532	577	1044
2019	312	520	469	534	884
Incompétences					
2020	0	27	28	0	26
2019	0	26	25	0	24
Placement à des fins d'assistance					
2020	2	182	181	15	78
2019	0	143	141	15	49
Mise à ban					
2020	2	21	21	8	23
2019	1	35	29	9	35
Assistance judiciaire					
2020	53	65	64	95	102
2019	29	75	49	81	121

3.8.4.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.8.5 Justice de paix du Lac

Organisation et composition au 31.12.2020

Claudine Lurf-Vonlanthen, Juge de paix ; Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Wanda Suter, Juges suppléantes
 Claudia Achermann, Nicole Aebi, Jean-Daniel Andrey, Marie-Madeleine Bovigny Rossy, Els De Kock, Guido Egger,
 Jacqueline Haefliger, Marianne Reinhard Ryser, Olivier Simonet, Sabine Spring, Annakatharina Walser Beglinger,
 Assesseurs

Ressources en magistrats

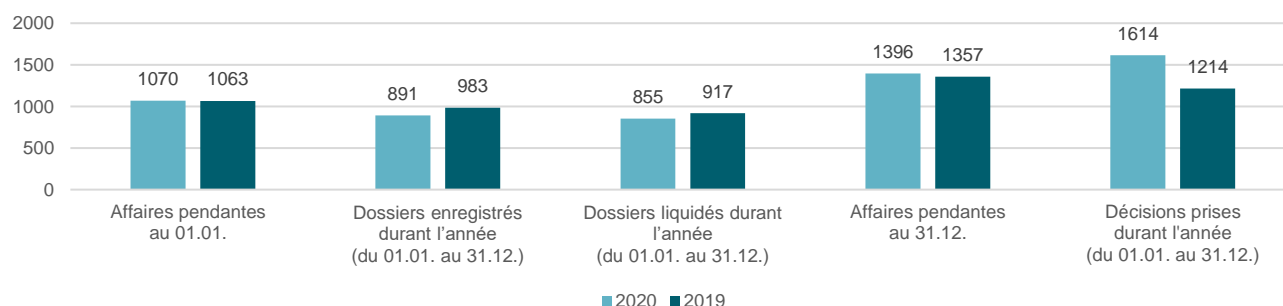
EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	1.0	1.0

3.8.5.1 Remarques sur l'activité

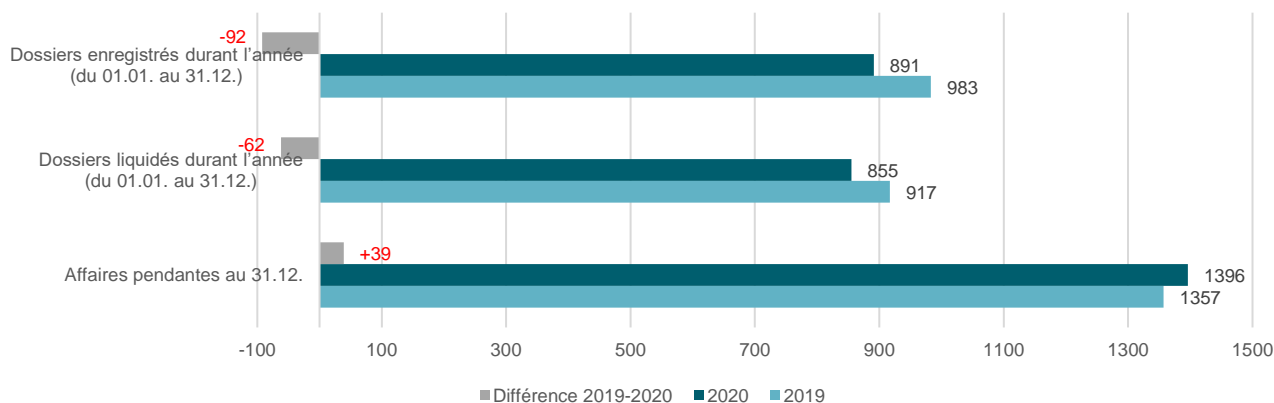
La charge de travail a été soutenue durant cette année particulière, impliquant des heures supplémentaires importantes. Tout le personnel, qui est resté stable, a fait preuve d'un grand engagement, malgré la pandémie. Même si le nombre d'assesseurs actifs a été réduit depuis mars pour éviter le risque de contagion, les séances et la permanence de la Justice de paix ont été assurées.

3.8.5.2 Charge de travail – statistiques

Justice de paix de la Lac - évolution en général 2019-2020



Justice de paix du Lac - évolution charge de travail 2019-2020



Justice de paix du Lac	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au
Protection des adultes					
2020	463	170	193	527	1042
2019	446	191	148	544	644
Successions					
2020	137	257	194	245	100
2019	159	233	252	184	116
Protection des mineurs					
2020	383	260	258	495	353
2019	347	336	312	468	346
Incompétences					
2020	45	74	70	50	1
2019	67	89	83	72	0
Placement à des fins d'assistance					
2020	17	58	67	21	34
2019	19	60	60	30	27
Mise à ban					
2020	4	12	5	12	11
2019	3	9	20	5	18
Assistance judiciaire					
2020	21	60	68	46	73
2019	22	65	42	54	63

3.8.5.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.8.6 Justice de paix de la Glâne

Organisation et composition au 31.12.2020

Marc Butty, Juge de paix ; Sylviane Sauter, Juge suppléante

Claude-Alain Bürgi, Alexis Carrel, Jean-Blaise Castella, Claudine Codourey, Jean-François Girard, Marguerite Morand-Delabays, Laetitia Reynaud, Mélanie Robyr Jaques, Bernard Sansonnens, Assesseurs

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	1.0	1.0

3.8.6.1 Remarques sur l'activité

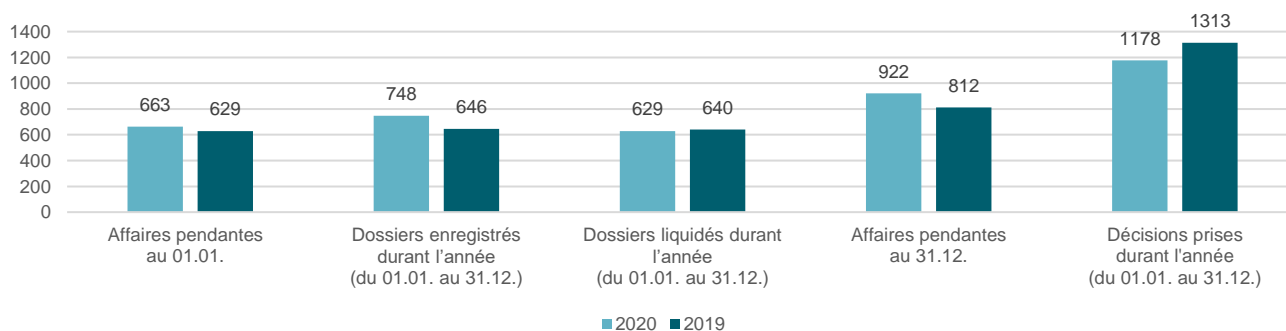
Au cours de cet exercice, la Justice de paix a rendu près de 1200 décisions. Hormis les dossiers d'adultes et de curatelles d'enfants, le Juge de paix est également bien occupé avec les successions (plus de 200 décisions et actes rendus durant l'année). Les affaires pendantes ont augmenté de plus de 10%. Outre une complexification des affaires, tant le contrôle des comptes que le traitement des anciens dossiers en déshérence représentent un travail important.

Si la pandémie a bouleversé son organisation, cette autorité a toutefois pu remplir ses obligations sans trop de retard. Tous les membres du personnel ayant des heures supplémentaires, elle estime impératif d'obtenir une dotation supplémentaire dans les prochaines années.

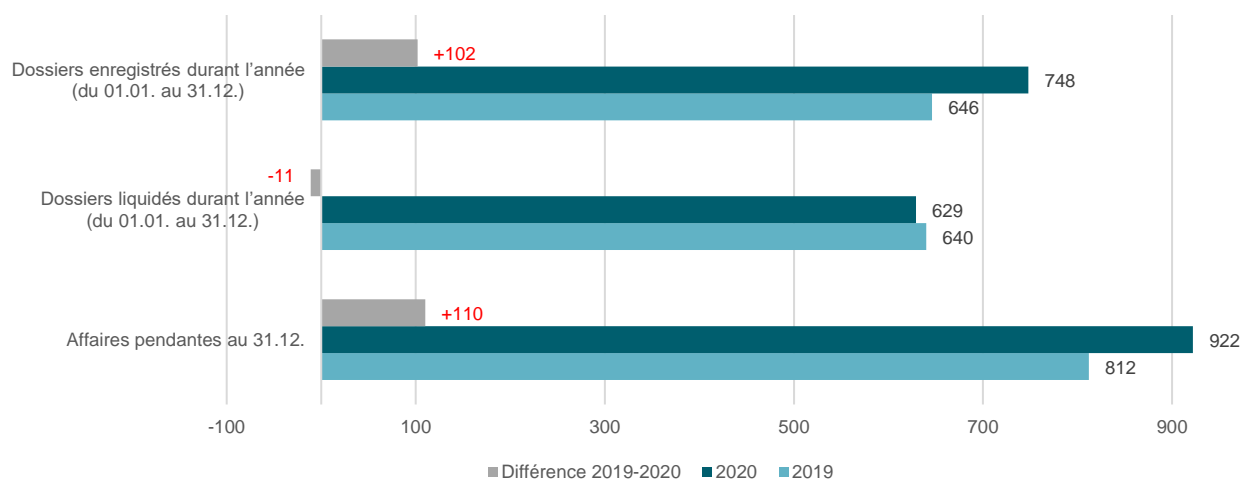
Les locaux donnent satisfaction.

3.8.6.2 Charge de travail – statistiques

Justice de paix de la Glâne - évolution en général 2019-2020



Justice de paix de la Glâne - évolution charge de travail 2019-2020



Justice de paix de la Glâne	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au
Protection des adultes					
2020	400	175	159	491	601
2019	410	182	187	470	746
Successions					
2020	57	271	220	108	210
2019	55	161	155	73	127
Protection des mineurs					
2020	178	212	166	275	303
2019	140	237	227	230	399
Incompétences					
2020	3	14	14	3	0
2019	2	7	6	3	1
Placement à des fins d'assistance					
2020	3	56	53	10	26
2019	3	42	51	5	24
Mise à ban					
2020	6	9	11	10	13
2019	4	10	8	12	9
Assistance judiciaire					
2020	15	11	6	25	21
2019	14	7	6	19	8

3.8.6.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.8.7 Justice de paix de la Broye

Organisation et composition au 31.12.2020

Sylviane Sauteur, Juge de paix ; Sophie Germond, Juge suppléante

Sylvie Bise, Cristina Boffi, Bruno Castrovinci, Marie-Claire Corminboeuf, Jean-Bernard Renevey, Benoît Rimaz, Rose-Marie Rodriguez, Nathalie Sideris-Corminboeuf, Sylvie Uebelhart, Assesseurs

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	1.0	1.0

3.8.7.1 Remarques sur l'activité

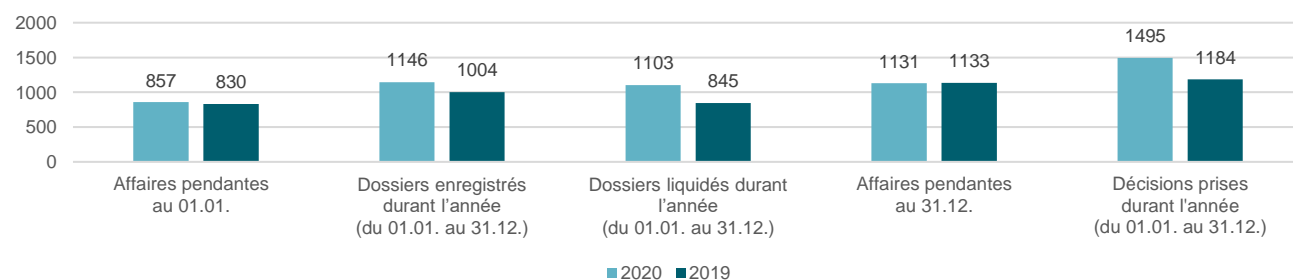
Le volume de travail est en augmentation. La situation des personnes concernées se complexifie tant au niveau social que familial, si bien que la charge sur les organismes sociaux s'accroît ainsi que les signalements à autorité de protection. Le nombre d'adolescents en décrochage est en nette augmentation.

Le personnel est resté stable et a fait preuve de beaucoup de souplesse pendant la crise sanitaire qui a compliqué les tâches de la Justice de paix. Les délais d'attente pour le placement des mineurs en institutions, dont les capacités d'accueil devraient être accrues, est préoccupant.

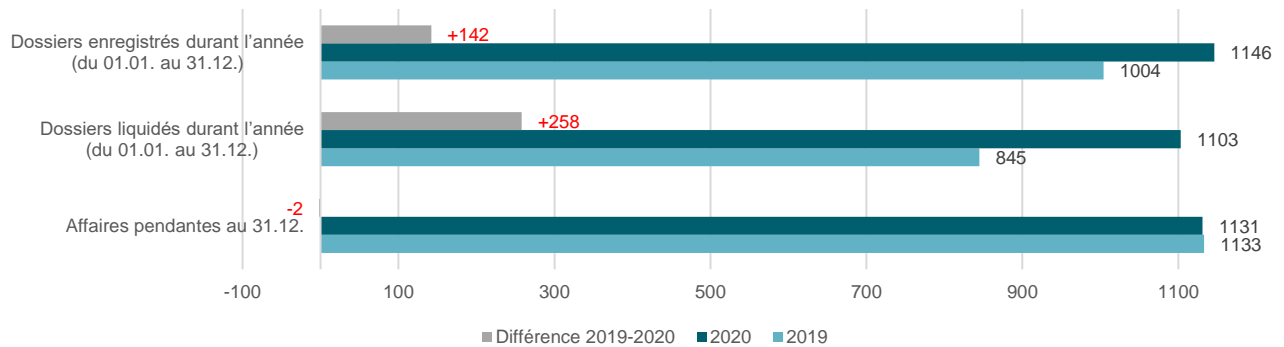
Les locaux donnent satisfaction et sont entièrement utilisés. En revanche, la gestion des archives est problématique. Une solution à court terme devrait impérativement être trouvée.

3.8.7.2 Charge de travail – statistiques

Justice de paix de la Broye - évolution en général 2019-2020



Justice de paix de la Broye - évolution charg de travail 2019-2020



Justice de paix de la Broye	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.)
Protection des adultes					
2020	440	235	222	503	688
2019	443	215	178	515	538
Successions					
2020	165	306	282	227	238
2019	170	227	179	237	191
Protection des mineurs					
2020	216	402	413	334	478
2019	189	388	334	323	380
Incompétences					
2020	16	106	99	21	13
2019	10	94	85	19	20
Placement à des fins d'assistance					
2020	4	65	61	12	38
2019	0	51	41	10	23
Mise à ban					
2020	3	9	9	6	3
2019	3	11	12	6	9
Assistance judiciaire					
2020	11	23	17	27	34
2019	13	18	16	22	22

3.8.7.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.8.8 Justice de paix de la Veveyse

Organisation et composition au 31.12.2020

Sophie Germond, Juge de paix ; Marc Butty, Juge suppléant

Anne-Lise Chaperon, Simon Cottet, Charles Ducrot, Isabelle Fluri Ruchet, Marie-Claude Genoud, Séverine Maillard, Roland Mesot, Nicole Paillard, Yves Pollet, Jean-Daniel Vial, Maryline Werro, Assesseurs

Ressources en magistrats

EPT au 31.12.	2020	2019
Magistrats	0.75	0.75

3.8.8.1 Remarques sur l'activité

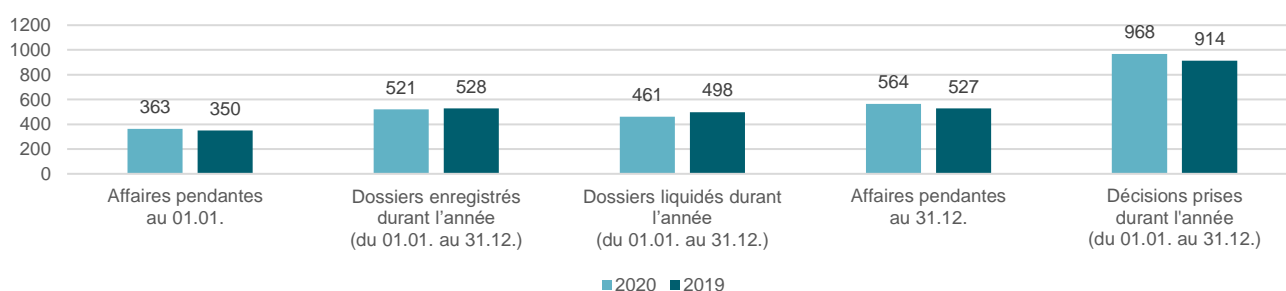
La situation sanitaire a entraîné une diminution du nombre de dossiers de protections tant des adultes (-9%) que des enfants (-11%) contrairement au domaine des successions lequel a enregistré une légère augmentation du nombre de décès de 4%.

La pandémie a nécessité des aménagements dans l'organisation l'autorité (télétravail, présence alternée des collaborateurs dans les bureaux). Son greffe et son secrétariat ont subi quelques changements de personnel. Quant à la collaboration avec les assesseurs, elle est très bonne.

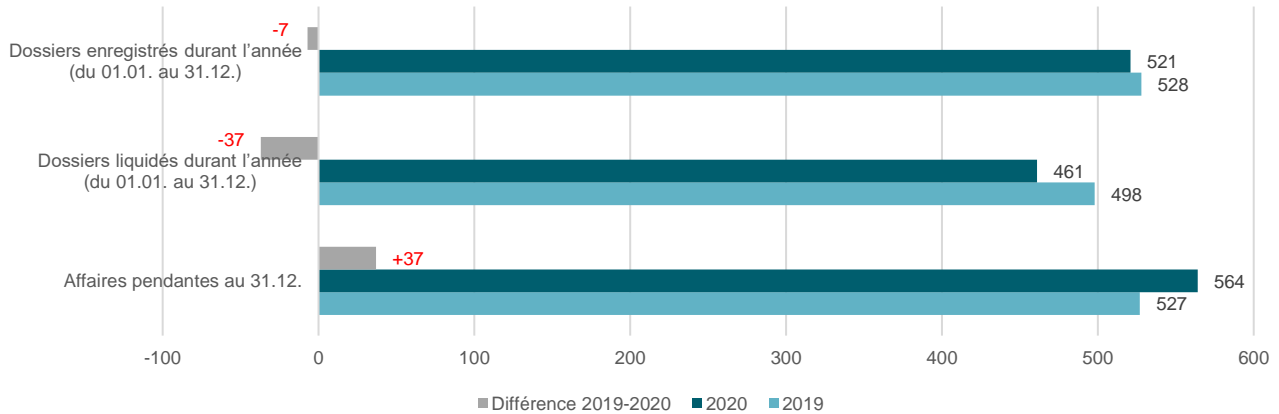
Les locaux sont spacieux et adéquats, mais la salle d'audience ne permet pas le respect des normes sanitaires pour les séances plénières, ce qui a obligé cette autorité à siéger un jour par semaine dans les locaux du Tribunal de la Veveyse. L'accessibilité au château est difficile et le nombre de places de stationnement est insuffisant, ce qui représente une difficulté pour les personnes handicapées.

3.8.8.2 Charge de travail – statistiques

Justice de paix de la Veveyse - évolution en général 2019-2020



Justice de paix de la Veveyse - évolution charge de travail 2019-2020



Justice de paix de la Veveyse	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année	Dossiers liquidés durant l'année	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.)
Protection des adultes					
2020	258	122	123	304	571
2019	259	133	122	314	531
Successions					
2020	7	167	118	86	176
2019	9	159	147	55	167
Protection des mineurs					
2020	82	150	158	131	133
2019	73	163	153	135	137
Incompétences					
2020	0	15	15	0	15
2019	0	17	17	1	18
Placement à des fins d'assistance					
2020	2	27	28	3	19
2019	0	38	41	4	26
Mise à ban					
2020	0	10	10	0	13
2019	0	4	9	0	6
Assistance judiciaire					
2020	14	30	9	40	41
2019	9	14	9	18	28

3.8.8.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.9 Préfectures

Mission et compétences

Le préfet représente le Conseil d'Etat et chacune de ses Directions dans le district. Il est élu pour cinq ans par l'assemblée électorale de district.

Il contribue au développement de son district ; en particulier il suscite et favorise la collaboration régionale et intercommunale (art. 15 loi sur les préfets). Il est également responsable du maintien de l'ordre public (art. 19). Outre ses compétences citées ci-dessus, le préfet exerce les attributions que les lois et les règlements lui confèrent (art. 14). Il est ainsi notamment compétent pour l'octroi des permis de construire (cf. loi sur l'aménagement du territoire et les constructions).

Il connaît des recours contre les décisions des autorités communales conformément à la loi sur les communes et au code de procédure et de juridiction administrative.

Enfin, en matière pénale, le préfet connaît des affaires que la législation spéciale place dans sa compétence, notamment en matière de circulation routière.

La surveillance du Conseil de la magistrature porte uniquement sur l'activité judiciaire pénale des préfets.

Organisation

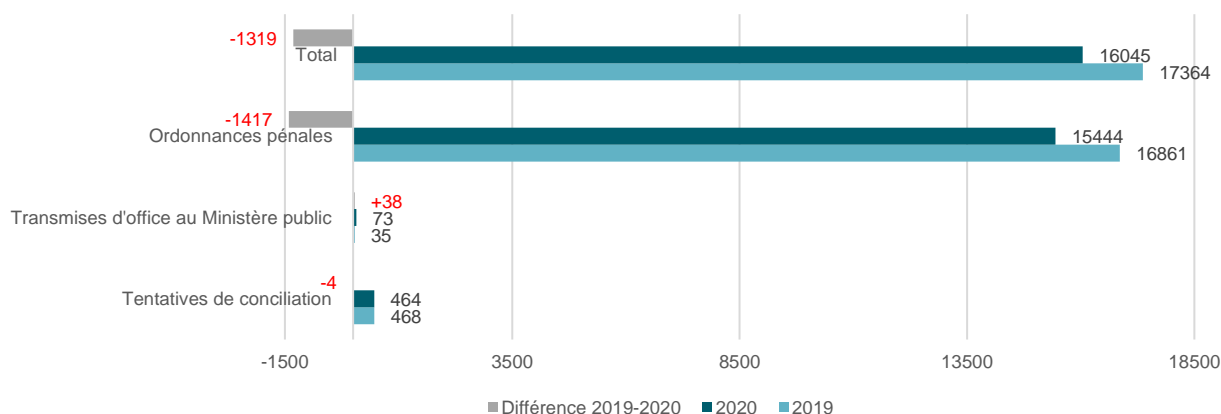
Le canton de Fribourg comprend sept préfectures qui sont localisées dans les chefs-lieux de chaque district.

Site du Pouvoir judiciaire: <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/prefectures>.

3.9.1 Activité judiciaire pénale - Charge de travail – statistiques

Plaintes et dénonciations	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse	Total
Tentatives de conciliation	226	22	92	30	44	33	17	464
ayant abouti	137	6	71	16	21	11	11	273
ayant échoué, transmises au Ministère public	89	16	21	14	23	22	6	191
en suspens	0	6	34	6	8	9	1	64
Transmises d'office au Ministère public	34	4	12	4	0	11	8	73
Ordonnances pénales	6032	1479	2235	3621	423	1106	548	15444
définitive	6010	1471	2215	3602	420	1089	534	15341
Frappées d'opposition, transmis au juge	22	8	20	19	3	17	14	103
Total	6292	1511	2373	3661	475	1159	574	16045

Préfectures - évolution en général 2019-2020



3.9.2 Préfecture de la Sarine

Organisation et composition au 31.12.2020

Carl-Alex Ridoré, Préfet ; Patrick Nicolet, Tatiana Veth, Lieutenants de Préfet

3.9.2.1 Remarques sur l'activité

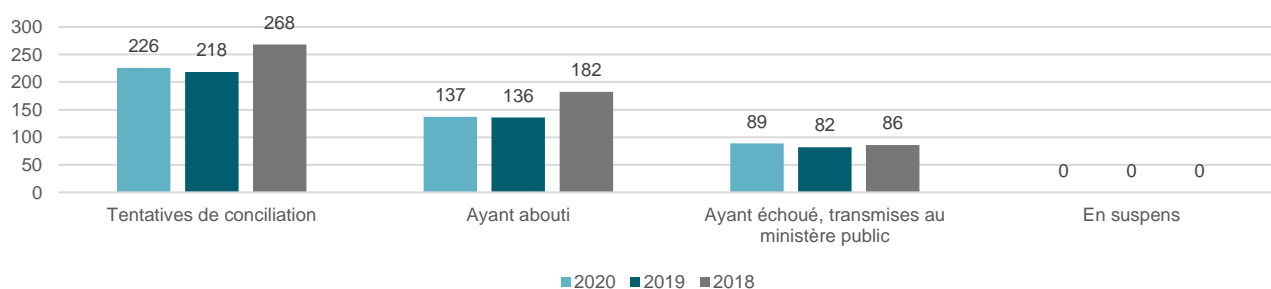
Depuis le 1^{er} janvier 2020, cette préfecture, qui compte désormais deux lieutenants de préfet, a été réorganisée. Elle totalise trois cadres juridiques.

Outre le fait que la Préfecture s'est concentrée sur la gestion de la pandémie, le rythme de travail du secteur pénal a également été impacté par le fait qu'un des lieutenants de préfet a été chargé de deux enquêtes administratives concernant la surveillance des communes.

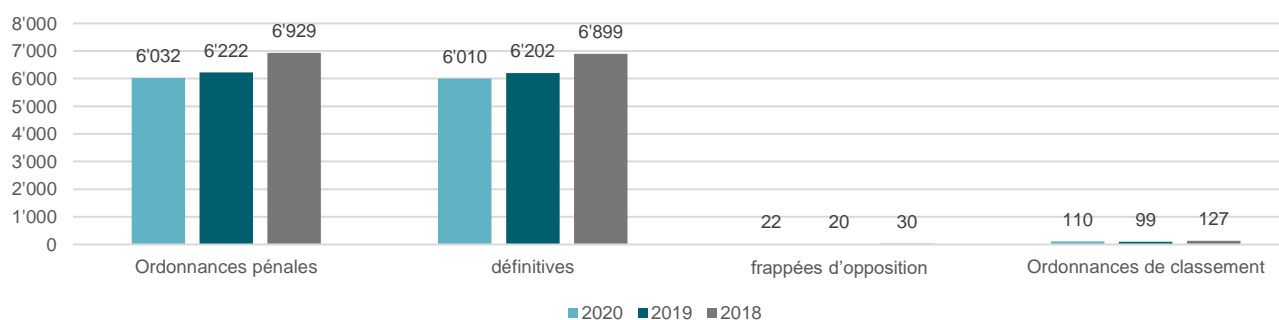
Le nombre de plainte est stable avec un taux de conciliation d'environ 60%. La Préfecture est à jour avec les conciliations. Le volume des dénonciations est inférieur à 2019.

3.9.2.2 Charge de travail – statistiques

Préfecture de la Sarine - plaintes 2018-2020



Préfecture de la Sarine - dénonciations 2018-2020



3.9.2.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.9.3 Préfecture de la Singine

Organisation et composition au 31.12.2020

Manfred Raemy, Préfet ; Simon Bucheli, Lieutenant de Préfet

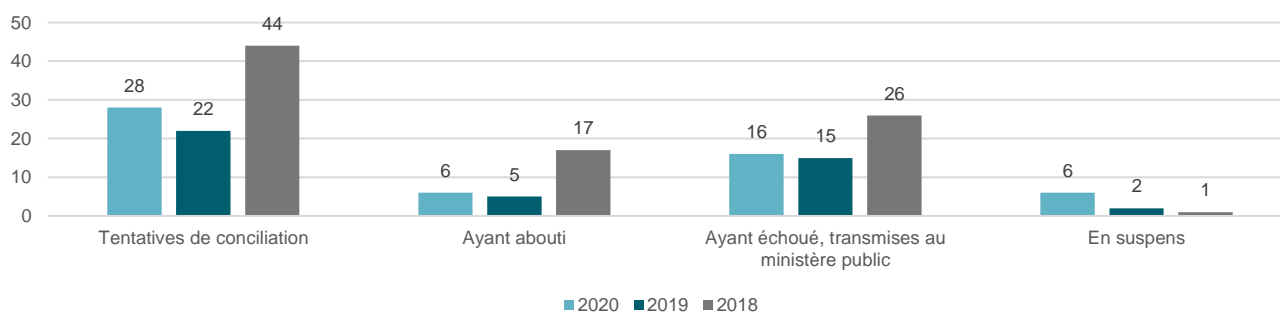
3.9.3.1 Remarques sur l'activité

Une nouvelle juriste a remplacé la démissionnaire à fin février.

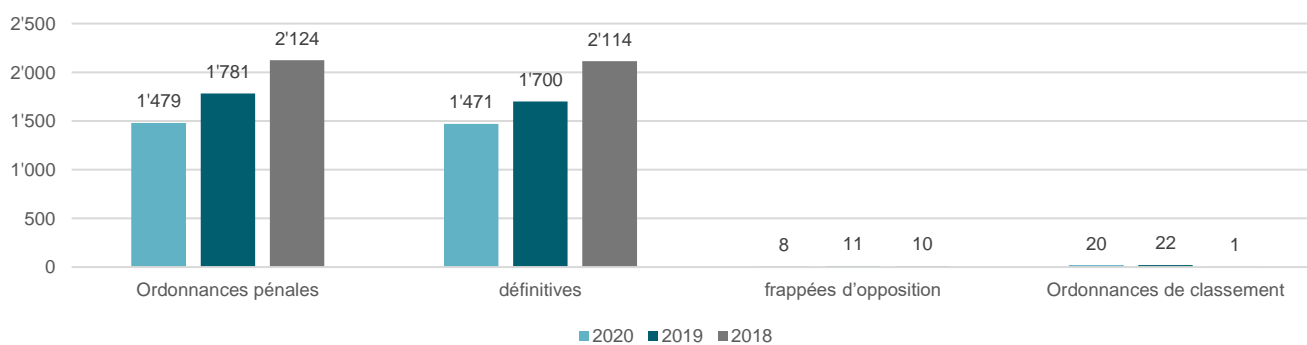
Dans ce district, les plaintes sont en augmentation contrairement aux dénonciations qui baissent.

3.9.3.2 Charge de travail – statistiques

Préfecture de la Singine - plaintes 2018-2020



Préfecture de la Singine - dénonciations 2018-2020



3.9.3.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.9.4 Préfecture de la Gruyère

Organisation et composition au 31.12.2020

Patrice Borcard, Préfet ; Vincent Bosson, Lieutenant de Préfet

3.9.4.1 Remarques sur l'activité

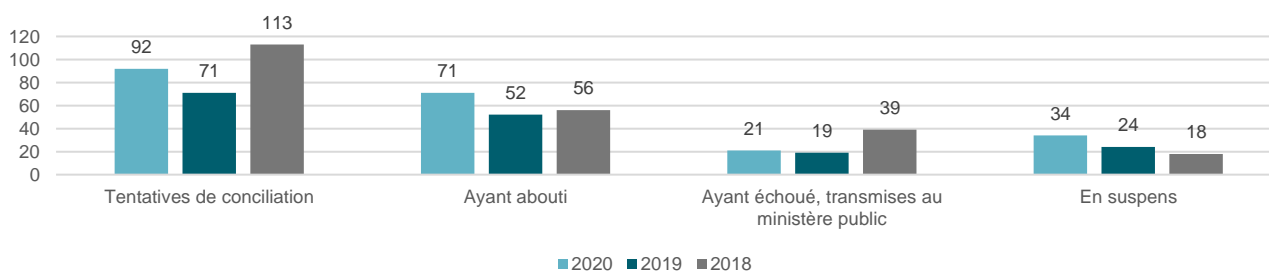
Cette autorité a été impactée durablement par la pandémie et les mesures liées à celle-ci. La période de semi-confinement du printemps a entraîné de nombreuses plaintes pénales (querelles de voisinage, insultes etc.). La Préfecture qui a suspendu la notification des ordonnances pénales de mi-mars à fin juin a été confrontée à une surcharge de travail à la reprise.

Le nombre de plaintes est en augmentation. 77% des conciliations ont abouti. Les dénonciations sont par contre à la baisse. Ces affaires, essentiellement des violations de mises à ban, engendrent beaucoup de travail.

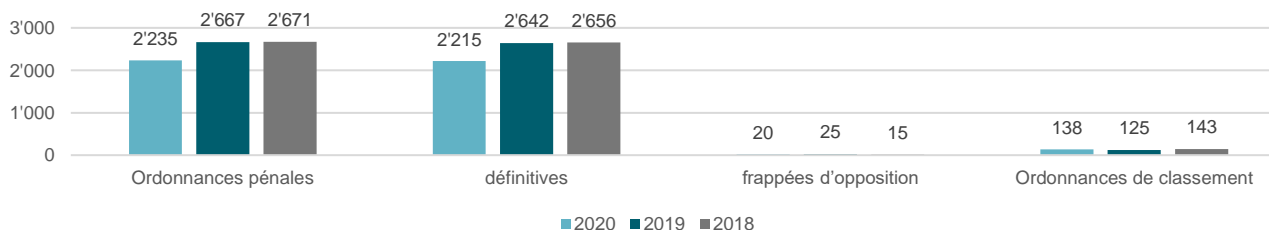
Eu égard à la charge que représente les affaires juridiques qui lui sont dévolues, cette autorité réclame depuis plusieurs années 1 EPT de juriste supplémentaire.

3.9.4.2 Charge de travail – statistiques

Préfecture de la Gruyère - plaintes 2018-2020



Préfecture de la Gruyère - dénonciations 2018-2020



3.9.4.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.9.5 Préfecture du Lac

Organisation et composition au 31.12.2020

Daniel Lehmann, Préfet ; Carole Schaer, Lieutenante de Préfet

3.9.5.1 Remarques sur l'activité

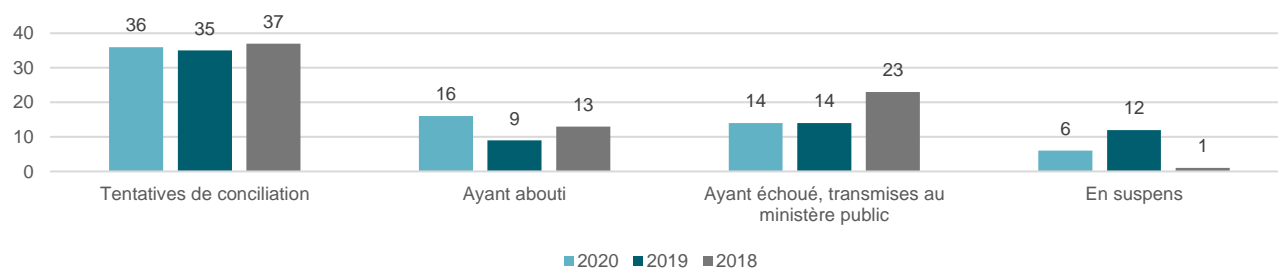
Cette autorité a enregistré quelques changements de personnel au cours de cet exercice.

Le nombre d'ordonnances pénales en matière de circulation augmente régulièrement. Le Préfet est toutefois à jour.

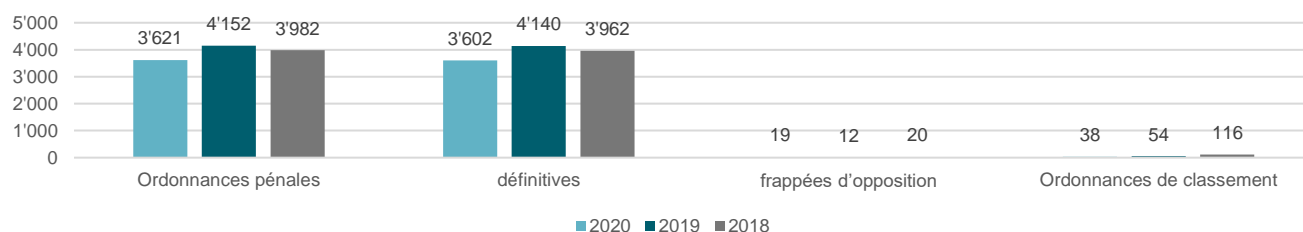
Si le nombre des plaintes est stable, celui des dénonciations a diminué. Les affaires en matière de construction, qui se complexifient, chargent passablement la Préfecture.

3.9.5.2 Charge de travail – statistiques

Préfecture du Lac - plaintes 2018-2020



Préfecture du Lac - dénonciations 2018 - 2020



3.9.5.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.9.6 Préfecture de la Glâne

Organisation et composition au 31.12.2020

Willy Schorderet, Préfet ; Valentin Bard, Lieutenant de Préfet

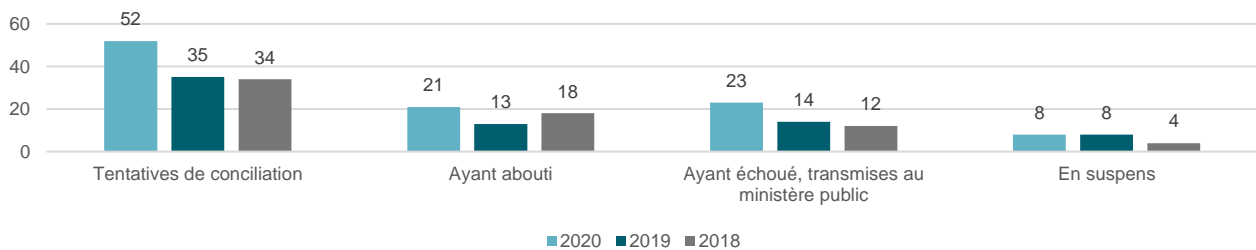
3.9.6.1 Remarques sur l'activité

Cette préfecture enregistre une réduction du volume des affaires pénales (-3%) et des dénonciations (-7%).

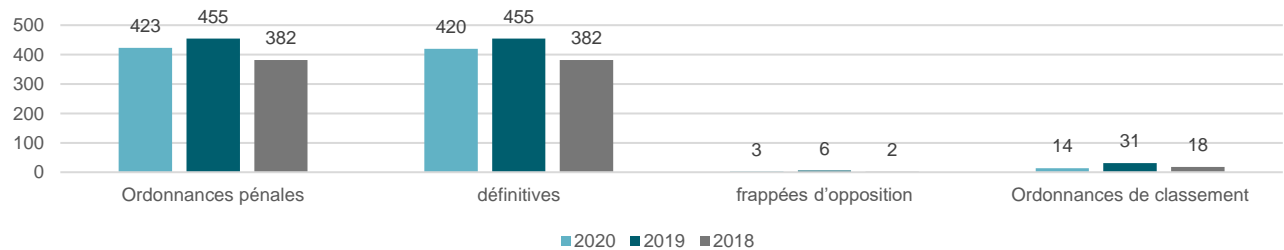
Il n'y a aucun retard à signaler.

3.9.6.2 Charge de travail – statistiques

Préfecture de la Glâne - plaintes 2018-2020



Préfecture de la Glâne - dénonciations 2018-2020



3.9.6.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.9.7 Préfecture de la Broye

Organisation et composition au 31.12.2020

Nicolas Kilchoer, Préfet ; Joël Bourqui, Lieutenant de Préfet

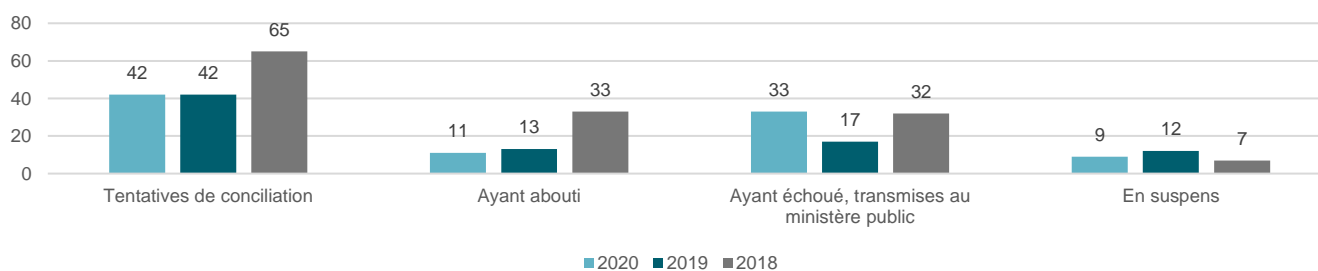
3.9.7.1 Remarques sur l'activité

L'activité juridictionnelle en matière pénale a augmenté mais reste dans la moyenne des années précédentes. L'augmentation est sensible au niveau des dénonciations (+30%), le nombre de plaintes restant stable. Le taux de conciliation est de l'ordre de 55 à 60%.

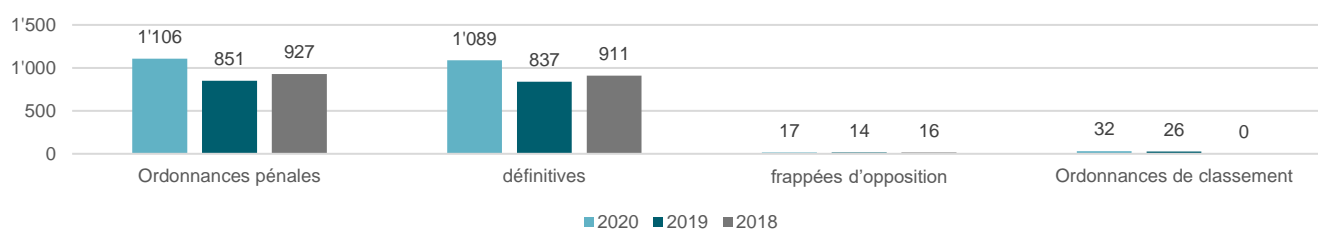
Le départ à la retraite de la collaboratrice expérimentée en matière pénale à la fin 2020 fait craindre à la Préfecture une diminution de la rapidité du traitement des litiges jusqu'à ce que son successeur soit pleinement opérationnel.

3.9.7.2 Charge de travail – statistiques

Préfecture de la Broye - plaintes 2018-2020



Préfecture de la Broye - dénonciations 2018-2020



3.9.7.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.9.8 Préfecture de la Veveyse

Organisation et composition au 31.12.2020

Genoud François, Préfet ; Laura Corpataux, Lieutenante de Préfet

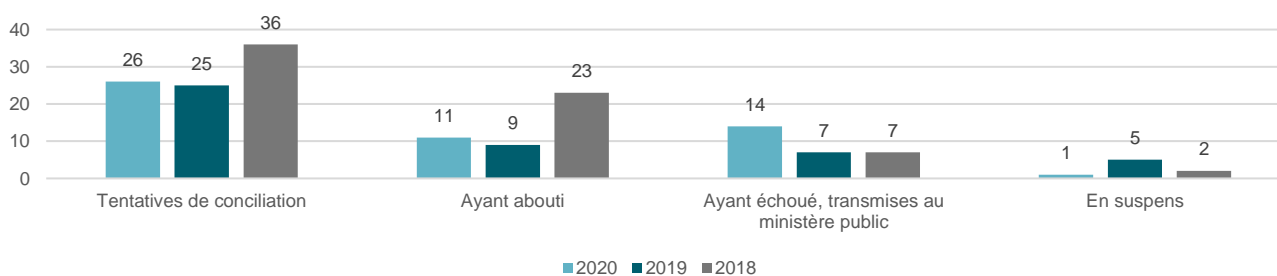
3.9.8.1 Remarques sur l'activité

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la Préfecture compte 0.2 EPT de juriste supplémentaire.

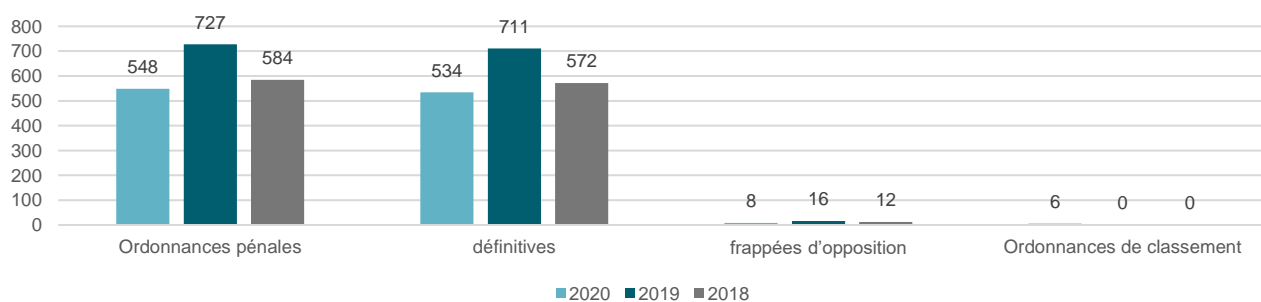
Les plaintes sont en augmentation. Le taux de réussite des conciliations est légèrement inférieur à 50%. Les dénonciations quant à elles enregistrent une baisse assez importante.

3.9.8.2 Charge de travail – statistiques

Préfecture de la Veveyse - plaintes 2018-2020



Préfecture de la Veveyse - dénonciations 2018-2020



3.9.8.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.10 Commissions de conciliation en matière de bail

Mission et compétences

Les commissions de conciliation en matière de bail à loyer permettent notamment de lutter contre les abus, de résoudre les litiges entre propriétaires et locataires et d'assurer une certaine protection des locataires. Elles sont également chargées de fournir des renseignements conformément au nouveau code de procédure civile suisse (art. 201 CPC ; RS 272).

La procédure de tentative de conciliation doit respecter les règles des art. 202 et suivants du code de procédure civile suisse.

Organisation

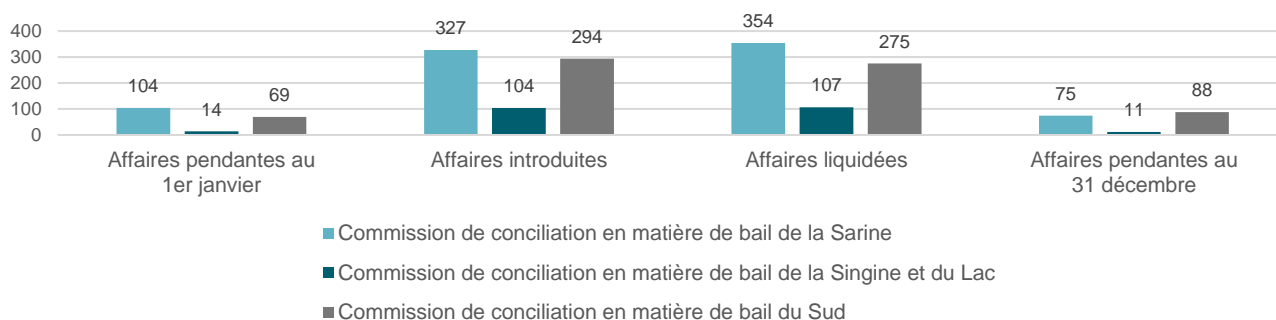
Pour les litiges relatifs aux baux à loyer ou à ferme d'habitations ou de locaux commerciaux, il existe trois autorités de conciliation : une pour le district de la Sarine, une pour les districts de la Singine et du Lac et une pour les districts du Sud (Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse).

L'autorité de conciliation siège à trois membres, à savoir le président et deux assesseurs, dont l'un représente les propriétaires et l'autre, les locataires.

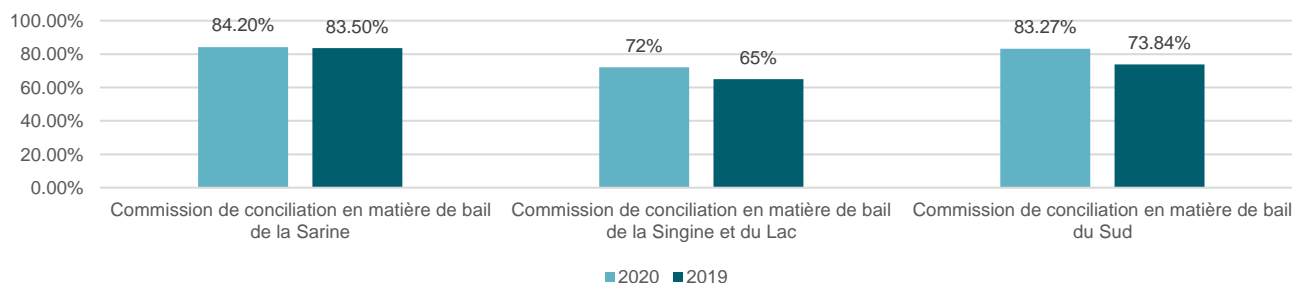
Site du Pouvoir judiciaire: <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-autorite-de-conciliation-en-matiere-de-bail-et-tribunal-des-baux>.

3.10.1 Charge de travail - statistiques

Commissions de conciliations en matière de bail - charge de travail 2020



Commission de conciliations en matière de bail - évolution taux moyen de conciliation 2019-2020



3.10.2 Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine

Organisation et composition au 31.12.2020

Jacqueline Passaplan, Présidente ; Sophie Sarah Dumartheray, Suppléante de la Présidente

Valentin Aebischer, Jean-Marc Boechat, Ricardo Ramos, Amalia Echegoyen, Christine Maillard, Assesseurs (locataires), François Chenaux, Sébastien Thorimbert, Françoise Marchon, Olivier Ragonesi, Richard Wolf, Assesseurs (propriétaires)

3.10.2.1 Remarques sur l'activité

Le nombre d'affaire est stables (env. 300/an) à un niveau inférieur par rapport aux années précédentes. Le taux de réussite des conciliations de cette commission est excellent (84.2%).

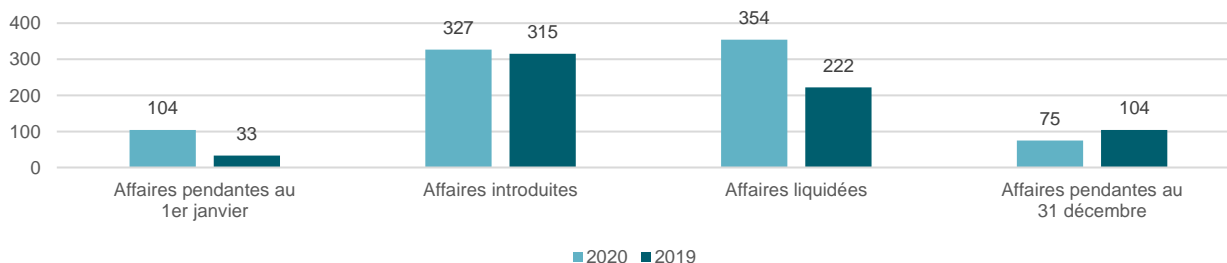
Pendant l'absence pour raison de maternité de la Présidente suppléante Sophie Dumartheray, la Présidente Jacqueline Passaplan a géré seule cette autorité. A la fin de l'année, un assesseur représentant les propriétaires a quitté la Commission.

La Commission, qui s'estime insuffisamment dotée avec 0.4 EPT de secrétariat, demande une augmentation de 0.2 EPT. Elle ne dispose par ailleurs pas d'une salle d'audience propre, ce qui complique son travail. Les normes sanitaires liées à la pandémie l'ont placée dans une situation encore plus difficile. Une solution a finalement été trouvée avec le Tribunal de la Sarine qui lui prête une salle en fonction de ses disponibilités.

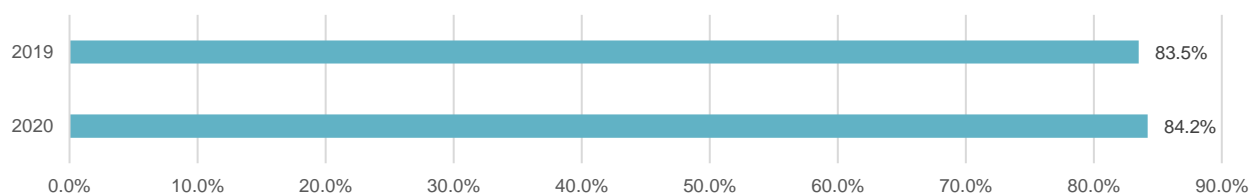
3.10.2.2 Charge de travail – statistiques

3.10.2.2.1 Statistique générale

Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine - charge de travail 2019-2020



Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine - taux moyen de conciliation 2019-2020



3.10.2.3 Affaires liquidées

Matières traitées	2020	2019
Loyer initial	25	28
Augmentation de loyer	55	24
Baisse de loyer	87	21
Frais accessoires	8	10
Résiliation ordinaire	36	34
Résiliation extraordinaire	28	20
Prolongation de bail	2	0
Créance de paiement	63	36
Défaut	40	38
Autres raisons	10	11

Sort réservé aux affaires	2020	2019
Décisions de constatation de la Commission	0	0
Irrecevabilité, retrait de recours	151	71
Transmission au Tribunal arbitral	56	37
Autres raisons	0	0

3.10.2.4 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.10.3 Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac

Organisation et composition au 31.12.2020

Marius Schneuwly, Président ; Sarah Reitze, Suppléante du Président

Susanne Heiniger, Beatrix Franziska Vogl Ott, Gabriella Weber Morf, Assesseurs (locataires), Hanspeter Bellorini, Marianne Isler-Raemy, Edgar Jenny, Assesseurs (propriétaires)

3.10.3.1 Remarques sur l'activité

La crise sanitaire n'a guère impacté l'activité de la Commission. Le nombre d'affaires pendantes et liquidées est stable, le taux de conciliation se montant à plus de 72% en 2020.

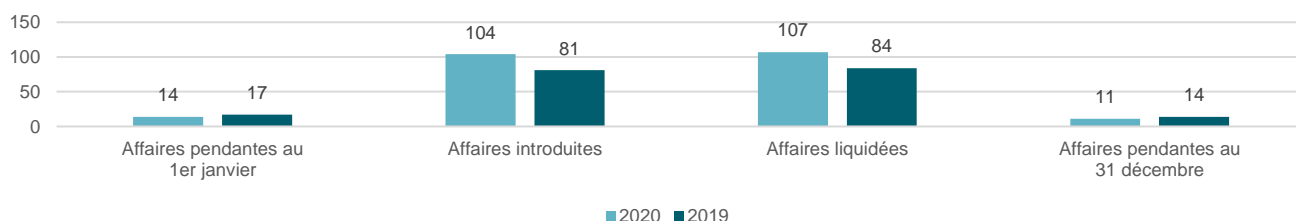
Cette autorité, dont la composition est restée inchangée, sollicite une augmentation de 0.1 EPT de secrétariat.

Enfin, la question de l'archivage évoquée l'an dernier, devrait trouver prochainement une solution d'entente avec l'archiviste cantonal.

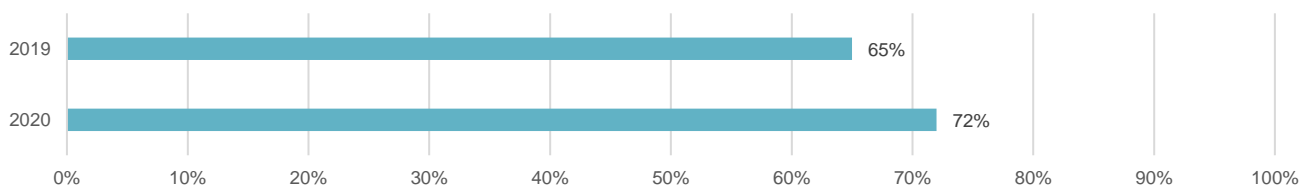
3.10.3.2 Charge de travail – statistiques

3.10.3.2.1 Statistique générale

Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac - charge de travail 2019-2020



Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac - taux moyen de conciliation 2019-2020



3.10.3.2.2 Affaires liquidées

Matières traitées	2020	2019
Loyer initial	3	5
Augmentation de loyer	5	8
Baisse de loyer	19	5
Frais accessoires	3	3
Résiliation ordinaire	8	4
Résiliation extraordinaire	3	7
Prolongation de bail	22	15
Créance de paiement	26	25
Défaut	8	8
Autres raisons	10	4

Sort réservé aux affaires	2020	2019
Décisions de constatation de la Commission	48	46
Irrecevabilité, retrait de recours	30	10
Transmission au Tribunal arbitral	29	28
Autres raisons	0	0

3.10.3.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.10.4 Commission de conciliation en matière de bail de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse

Organisation et composition au 31.12.2020

Jean-Christophe Oberson, Président ; Séverine Zehnder, Suppléante du Président

Cristina Beaud, Simon Chatagny, Florian Demierre, Délia Charrière-Gonzalez, Laure Gallay-Christ, Assesseures (locataires), Alain Charrière, Josiane-Marie Galley, Xavier Guanter, Andéol Jordan, Daniel Massardi, Assesseurs (propriétaires)

3.10.4.1 Remarques sur l'activité

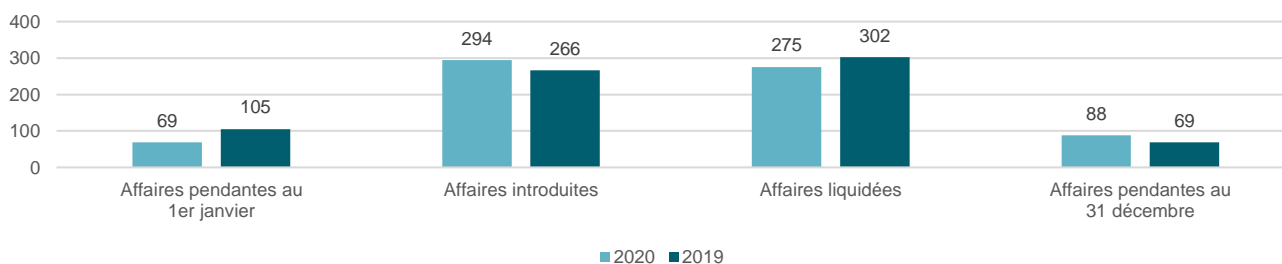
En raison de la crise sanitaire du printemps, la Commission n'a pas siégé de mi-mars à fin mai, ce qui a entraîné une augmentation du nombre de ses affaires pendantes. Ensuite, elle a rapidement pu utiliser les salles des Tribunaux de la Glâne et de la Veveyse pour tenir ses séances conformément aux normes en vigueur durant la pandémie, de sorte qu'en fin d'année, le nombre d'affaires pendantes et liquidées est resté stable. Le taux de conciliation se monte à plus de 83%.

Si sa charge de travail est gérable, cette autorité estime que le taux d'occupation de sa secrétaire, qui est actuellement de 30%, devrait être augmenté d'au moins 10%.

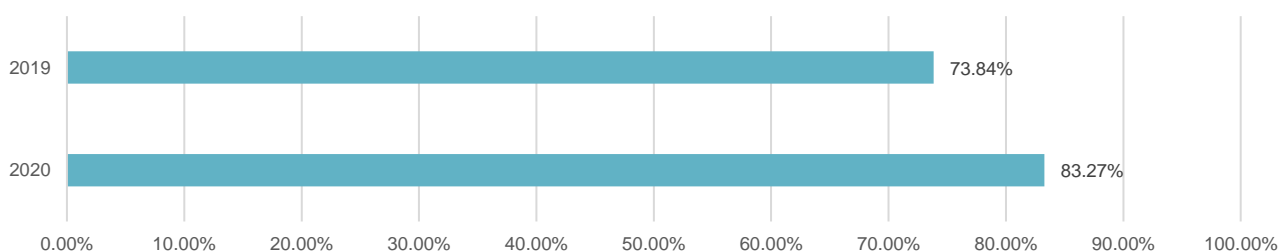
3.10.4.2 Charge de travail – statistiques

3.10.4.2.1 Statistique générale

Commission de conciliation en matière de bail du Sud - charge de travail 2019-2020



Commission de conciliation en matière de bail du Sud - taux moyen de conciliation 2019-2020



3.10.4.2.2 Affaires liquidées

Matières traitées	2020	2019
Loyer initial	9	10
Augmentation de loyer	17	36
Baisse de loyer	47	12
Frais accessoires	14	14
Résiliation ordinaire	52	55
Résiliation extraordinaire	27	26
Prolongation de bail	7	16
Créance de paiement	54	77
Défaut	32	37
Autres raisons	16	19

Sort réservé aux affaires	2020	2019
Décisions de constatation de la Commission		
Irrecevabilité, retrait de recours	26	28
Transmission au Tribunal arbitral	46	51
Autres raisons	5	7

3.10.4.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.11 Commission de recours de l'Université

Mission et compétences

La Commission de recours est une autorité spéciale de la juridiction administrative, ayant le statut d'autorité judiciaire, instituée par la loi sur l'Université. Elle est indépendante dans l'exercice de ses compétences. L'organisation et la procédure sont réglées dans la loi sur l'Université, dans le code de procédure et de juridiction administrative ainsi que dans le règlement de la Commission. La Commission statue en principe sans débats et dans la majorité des cas par voie de circulation. Pour siéger, elle est composée du président/de la présidente ou du vice-président/de la vice-présidente et de quatre assesseurs désignés par lui/elle.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-commission-de-recours-de-luniverte>.

Organisation et composition au 31.12.2020

Markus Julmy, Président ; Géraldine Pontelli-Barras, Vice-présidente

Ambroise Bulambo, Barbara Hallensleben, Sophie Marchon Modolo, Sarah Riedo, Isabelle Théron, Frédérique Joëlle Weil Fivian, Assesseurs ; Marina Achermann-Eggelhöfer, Sascha Bischof, Lucas Chocomeli, Eric Davoine, Sébastien Schief, Laure Zbinden, Assesseurs

Stéphanie Colella, Elias Moussa, Secrétaires juriste

3.11.1 Remarques sur l'activité

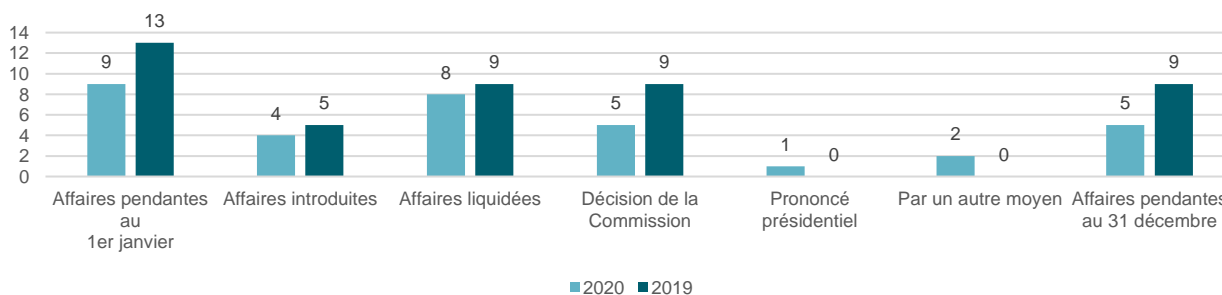
Au cours de cet exercice, cette commission n'a pas ressenti les effets de la pandémie. Une augmentation des recours reste toutefois possible dans le futur en raison des incidences que la crise sanitaire pourrait avoir sur les examens.

La composition de la Commission a changé avec l'entrée en fonction d'une nouvelle assesseuse en juin. Son Président Markus Julmy, qui a donné sa démission comme procureur pour le 30 juin 2021, quittera la Commission à la même date. Son successeur sera élu au début 2021.

3.11.2 Charge de travail – statistiques

3.11.2.1 Statistique générale

Commission de recours de l'Université - charge de travail 2019-2020



3.11.2.2 Affaires liquidées

Matières traitées	2020	2019
Examens et travaux écrits	5	5
Admission aux études et changement d'études	2	0
Autres	1	4
Prolongation d'un stage pratique	0	0
Blâme	0	0

Sort réservé aux affaires	2020	2019
Décisions de la Commission		
Admission	1	0
Admission partielle	1	0
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure	0	0
Irrecevabilité	1	1
Rejet	1	7
Rejet dans la mesure où recevable	0	1
Admission dans la mesure où recevable	1	0
Prononcés présidentiels		
Irrecevabilité manifeste	1	0
Retrait	1	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs	0	0
Rejet dans la mesure où recevable	0	0
Transmission à l'autorité compétente	1	0

3.11.2.3 Recours au Tribunal cantonal

	2020	2019
Pendants au 1er janvier	0	1
Recours introduits	0	1
Jugements notifiés	0	2
Pendants au 31 décembre	0	0
Admission	0	1
Rejet	0	1
Irrecevabilité	0	0
Retrait	0	0
Transmission à l'autorité compétente	0	0

3.11.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.12 Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail

Mission et compétences

La loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg) prévoit que chaque canton désigne un office de conciliation, chargé de conseiller gratuitement les parties et de les aider à trouver un accord. Cette commission, indépendante des tribunaux, se penche sur les cas de discrimination fondée sur le sexe dans les rapports de travail dont fait partie le harcèlement sexuel. Elle peut aussi être sollicitée si un cas présente des soupçons de discrimination.

Sous la direction d'un/e président/e, cette commission siège à quatre assesseurs/es, soit deux hommes et deux femmes. Parmi ces assesseurs/es, deux représentent les employeur-e-s, un/e les travailleurs et travailleuses et un/e les organisations féminines. C'est à cette commission qu'il faut adresser une demande de conciliation et c'est elle qui délivrera, le cas échéant, l'acte de non-conciliation à la suite duquel le tribunal doit être saisi dans les trois mois.

Pour les litiges relevant de rapports de travail de droit privé, la conciliation est facultative pour la partie demanderesse mais obligatoire pour la partie défenderesse. Pour les rapports de droit public, la personne qui invoque une discrimination fondée sur le sexe peut demander un avis à la commission, lorsqu'elle fait recours contre une décision de première instance.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-commission-de-conciliation-en-matiere-degalite-entre-les-sexes-dans-les-rapports-de-travail>.

Organisation et composition au 31.12.2020

Christian Esseiva, Président ; Anastasia Zacharatos, Présidente suppléante

Viviane Collaud, Reto Julmy, assesseurs (employeurs) ; Daniel Bürdel, Jean-Daniel Wicht, assesseurs suppléants (employeurs); René Nicolet, Chantal Hayoz Clément, assesseurs (travailleurs) ; Luftey Kaya, assessseure suppléante (travailleurs); Nicole Schmutz Larequi, assessseure (organisations féminines) ; Isabelle Brunner Wicht, assessseure suppléante (organisations féminines)

Anouchka Chardonnes, secrétaire juriste

3.12.1 Remarques sur l'activité

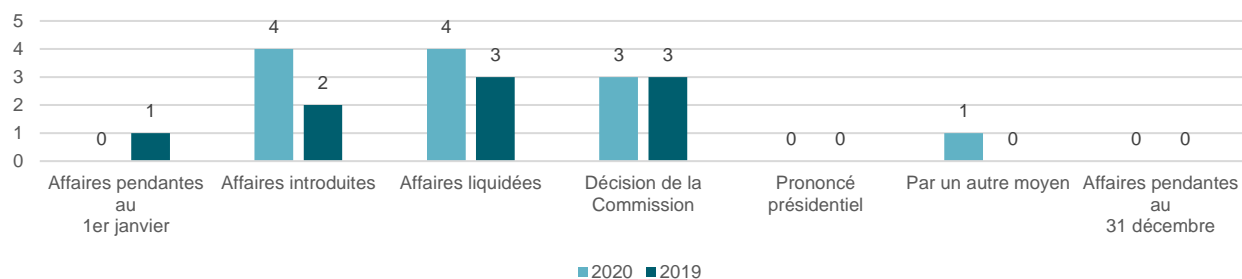
La Commission fonctionne parfaitement. Elle a liquidé les quatre causes dont elle a été saisie.

Son Président Christian Esseiva a démissionné au 31 décembre 2020. Suat Ayant Janse Van Vuuren le remplacera dès le 1^{er} janvier 2021.

3.12.2 Charge de travail - statistiques

3.12.2.1 Statistique générale

Commission de conciliation en matière d'égalité - charge de travail 2019-2020



3.12.2.2 Affaires liquidées

Sort réservé aux affaires	2020	2019
Décisions de la Commission		
Admission	0	0
Admission partielle	0	0
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure	0	0
Irrecevabilité	0	0
Délivrance d'une autorisation de procéder	3	2
Retrait de recours	0	0
Prononcés présidentiels		
Irrecevabilité manifeste	0	0
Retrait	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs	0	0
Rejet dans la mesure où recevable	0	0
Transmission à l'autorité compétente	0	0
Admission	0	0
Rejet	0	0
Retrait de recours	0	0
Conciliation	0	0

3.12.2.3 Recours au Tribunal fédéral

	2020	2019
Pendants au 1er janvier	0	0
Recours introduits	0	0
Jugements notifiés	0	0
Pendants au 31 décembre	0	0
Admission	0	0
Rejet	0	0
Irrecevabilité	0	0
Retrait	0	0
Transmission à l'autorité compétente	0	0

3.12.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.13 Commission de recours en matière d'améliorations foncières

Mission et compétences

La Commission de recours en matière d'améliorations foncières (CRAF) exerce ses attributions selon le code de procédure et de juridiction administrative.

Les décisions du comité et celles de la commission de classification d'un syndicat d'améliorations foncières sont notamment susceptibles d'opposition auprès de l'organe qui a rendu la décision (art. 197 al. 1 let. a LAF). Les décisions rendues sur opposition peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la CRAF (art. 203 al. 1 LAF).

La procédure administrative est en principe applicable sous réserve des règles spécifiques des art. 203 à 207 LAF (art. 76 à 100 CPJA). La CRAF statue en dernière instance cantonale (art. 203 al. 3 LAF).

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-commission-de-recours-en-matiere-dameliorations-foncieres-instance-cantonale-unique>

Organisation et composition au 31.12.2020

Jacques Menoud, Président ; Thomas Meyer, Vice-président

Jean-Bernard Bapst, Felix Bärtschi, Yvan Chassot, Jacques Genoud, René Hirsiger, Sylvie Mabillard, Joseph Rhême, Dominique Schaller, Assesseurs

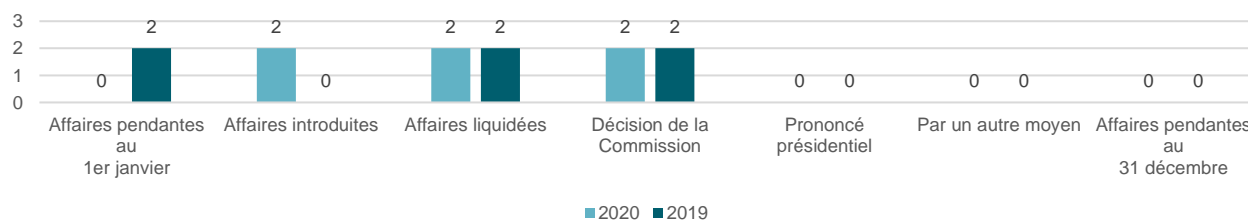
3.13.1 Remarques sur l'activité

Cette autorité fonctionne parfaitement. Elle a été saisie de quatre causes qui ont toutes été liquidées.

3.13.2 Charge de travail – statistiques

3.13.2.1 Statistique générale

Commission de recours en matière d'améliorations foncières - charge de travail 2019-2020



3.13.2.2 Affaires liquidées

Matières traitées	2020	2019
Améliorations foncières agricoles	0	1
Remaniement parcellaire forestier	1	0
Terrains à bâtir	1	1

Sort réservé aux affaires	2020	2019
Décisions de la Commission		
Admission	0	0
Admission partielle	0	0
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure	0	0
Irrecevabilité	2	0
Rejet	0	1
Retrait de recours	0	1
Prononcés présidentiels		
Irrecevabilité manifeste	0	0
Retrait	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs	0	0
Rejet dans la mesure où recevable	0	0
Transmission à l'autorité compétente	0	0
Admission	0	0
Rejet	0	0
Retrait de recours	0	0

3.13.2.3 Recours au Tribunal fédéral

	2020	2019
Pendants au 1er janvier	0	0
Recours introduits	1	0
Jugements notifiés	0	0
Pendants au 31 décembre	0	0
Admission	0	0
Rejet	0	0
Irrecevabilité	1	0
Retrait	0	0
Transmission à l'autorité compétente	0	0

3.13.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.14 Commission d'expropriation

Mission et compétences

La Commission d'expropriation connaît de toutes les questions d'estimation que la loi sur l'expropriation ne place pas dans la compétence d'une autre autorité, ainsi que des demandes d'indemnisation pour cause d'expropriation matérielle. Elle exerce en outre les attributions que d'autres dispositions du droit cantonal confèrent au juge de l'expropriation, formellement ou par des expressions équivalentes (art. 3), par exemple des demandes d'indemnité d'un propriétaire à son voisin, en application de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions.

La procédure devant la Commission est réglée par la loi qui l'institue ainsi que par le Code de procédure et de juridiction administrative. Ses décisions sont sujettes à recours au Tribunal cantonal.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-commission-dexpropriation>.

Organisation et composition au 31.12.2020

Anna Noël, Présidente ; Pierre-Henri Gapany, Danielle Julmy, Vice-présidents

Yves Bosson, Gérald Cantin, Pascal Chassot, Olivier Chenevart, Lorenz Fivian, Andreas Freiburghaus, Jacqueline Giroud, German Imoberdorf, Jean-Marc Sallin, Patrik Schaller, Noël Schneider, Walter Schoop, Edgar Schorderet, Elodie Surchat, Victorine Alice van Zanten, Assesseurs

Sarah Luisier-Curchod, Secrétaire

3.14.1 Remarques sur l'activité

Sous la présidence d'Anna Noël, la Commission a trouvé son mode de fonctionnement. Une nouvelle secrétaire juriste de langue française a été engagée.

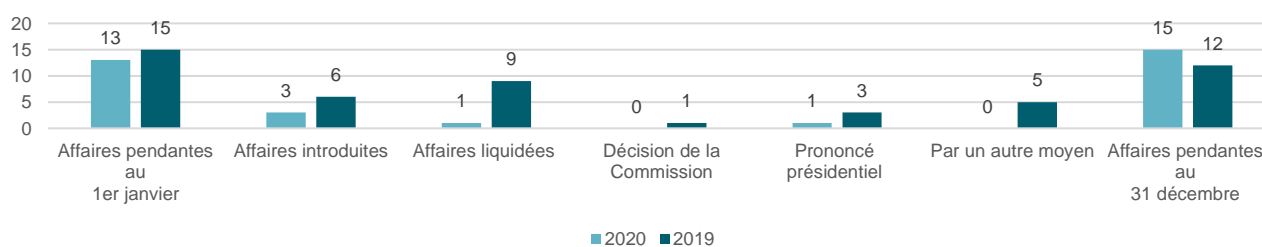
Le Conseil a prolongé le mandat d'un assesseur ayant atteint la limite d'âge pour lui permettre de terminer deux affaires sous la responsabilité du Vice-président Pierre-Henry Gapany. Quant au précédent Président de la Commission, José Kaelin, il a finalement renoncé à terminer les deux affaires pour lesquelles il avait obtenu une prolongation de son mandat en 2019.

La situation sanitaire a impacté le travail de la Commission dont les séances ont dû être déplacées à l'automne 2020. Les décisions liées à ces séances seront certainement rendues durant le premier semestre 2021.

3.14.2 Charge de travail – statistiques

3.14.2.1 Statistique générale

Commission d'expropriation - charge de travail 2019-2020



3.14.2.2 Affaires liquidées

	2020	2019
Matières traitées - Sort réservé aux affaires		
Décisions de la Commission		
Admission	0	0
Admission partielle	0	0
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure	0	0
Irrecevabilité	0	0
Rejet	0	1
Retrait de recours	0	0
Prononcés présidentiels		
Irrecevabilité manifeste	0	0
Retrait	0	5
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs	0	3
Rejet dans la mesure où recevable	0	0
Transmission à l'autorité compétente	0	0
Admission	0	0
Rejet	0	0
Retrait de recours	0	0
Conciliation	1	5

3.14.2.3 Recours au Tribunal

	2020	2019
Pendants au 1er janvier	0	1
Recours introduits	0	1
Jugements notifiés	0	1
Pendants au 31 décembre	0	0
Admission	0	1
Rejet	0	1
Irrecevabilité	0	0
Retrait	0	0
Transmission à l'autorité compétente	0	0

3.14.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.15 Autorité de surveillance du registre foncier

Mission et compétences

L'Autorité est chargée de la surveillance et du contrôle judiciaire de la tenue du registre foncier. D'une part, elle inspecte une fois par an chaque service chargé de la tenue du registre foncier. D'autre part, elle statue, sous réserve de recours au Tribunal cantonal, sur les recours interjetés contre les décisions du conservateur ou de la conservatrice du registre foncier.

Site du Pouvoir judiciaire <https://www.fr.ch/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-autorite-de-surveillance-du-registre-foncier>.

Organisation et composition au 31.12.2020

Bettina Hürlimann-Kaup, Présidente ; Pierre-Henri Gapany, Vice-président

Catherine Overney, Jérôme Delabays, Alexandra Jungo, Maryse Pradervand-Kernen, membres

Séverine Zehnder, secrétaire-juriste

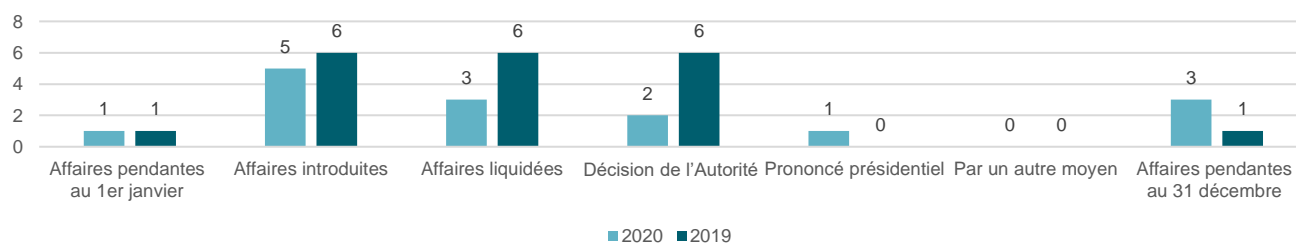
3.15.1 Remarques sur l'activité

La composition de cette autorité, qui fonctionne parfaitement, est stable. En raison de la pandémie, elle a cependant dû renoncer à procéder au contrôle par sondage dans les bureaux visités durant l'automne.

3.15.2 Charge de travail – statistiques

3.15.2.1 Statistique générale

Autorité de surveillance du registre foncier - charge de travail 2019-2020



3.15.2.2 Affaires liquidées

Matières traitées	2020	2019
Procédure	1	1
Plan du registre foncier	1	0
Etablissement du registre foncier fédéral	1	0
Transfert d'un immeuble agricole	0	1
Servitude	0	1
Vente	0	2
Cession	0	1

Sort réservé aux affaires	2020	2019
Décisions de l'Autorité		
Admission	0	3
Admission partielle	0	1
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure	0	0
Irrecevabilité	0	1
Rejet	2	1
Prononcés présidentiels		
Irrecevabilité manifeste	0	0
Retrait	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs	1	0

3.15.2.3 Recours à la Cour d'appel du Tribunal cantonal

	2020	2019
Pendants au 1er janvier	0	0
Recours introduits	0	0
Jugements notifiés	0	0
Pendants au 31 décembre	0	0
Admission	0	0
Rejet	0	0
Irrecevabilité	0	0
Retrait	0	0
Transmission à l'autorité compétente	0	0

3.15.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.16 Commission de recours en matière de premier relevé

Mission et compétences

La Commission de recours en matière de premier relevé traite les recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire selon la législation spéciale. Elle statue en dernière instance cantonale et œuvre sous la surveillance du Conseil de la magistrature. De par sa composition, elle garantit une prise en compte qualifiée aussi bien des aspects liés aux droits et obligations de personnes touchées que des aspects spécifiques de la mensuration.

De plus, la présence ordinaire de tous les actrices et acteurs impliqués (partie recourante, géomètre intimé, personnes intéressées, témoins) aux débats publics permet d'une manière générale une meilleure compréhension des tenants et aboutissant du droit et de la mensuration dont il est en question.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-commission-de-recours-en-matiere-de-premier-releve-instance-cantonale-unique>.

Organisation et composition au 31.12.2020

Alice Reichmuth Pfammatter, Présidente ; Marc Zürcher, Vice-président

Xavier Angéloz, Yvan Chassot, Luc Déglise, Daniel Kaeser, Giacinto Zucchinetti, Assesseurs

3.16.1 Remarques sur l'activité

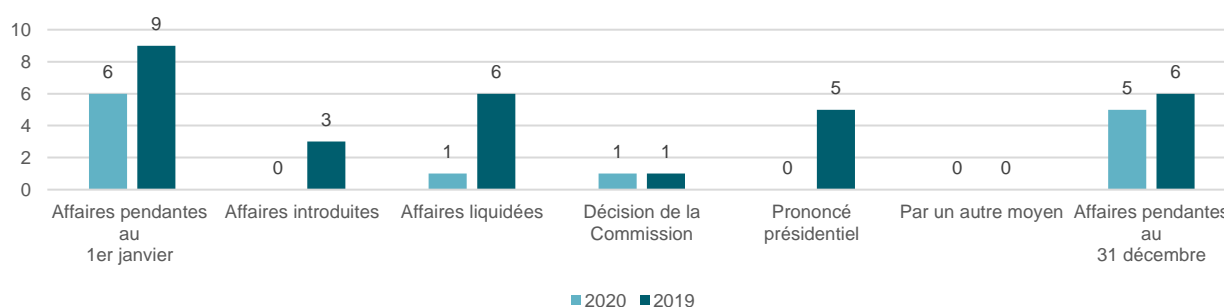
Depuis le 1^{er} janvier 2020, la commission est présidée par Alice Reichmuth Pfammatter. Marc Zürcher la seconde à la vice-présidence. Un assesseur démissionnaire a été remplacé en décembre.

Au cours de cet exercice, cette autorité a liquidé une affaire sur les six pendantes au début de l'année. Son rôle compte plusieurs anciens dossiers techniques et difficiles. Ils sont instruits avec toute la diligence requise.

3.16.2 Charge de travail – statistiques

3.16.2.1 Statistique générale

Commission de recours en matière de premier relevé - charge de travail 2019-2020



3.16.2.2 Affaires liquidées

Matières traitées	2020	2019
Abornement	0	0
Mensuration officielle	1	6

Sort réservé aux affaires	2020	2019
Décisions de la Commission		
Admission	0	0
Admission partielle	0	0
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure	0	0
Irrecevabilité	1	0
Rejet	0	1
Retrait de recours	0	0
Prononcés présidentiels		
Irrecevabilité manifeste	0	0
Retrait	0	5
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs	0	0
Rejet dans la mesure où recevable	0	0
Transmission à l'autorité compétente	0	0
Admission	0	0
Rejet	0	0

3.16.2.3 Recours au Tribunal fédéral

	2020	2019
Pendants au 1er janvier	0	0
Recours introduits	0	0
Jugements notifiés	0	0
Pendants au 31 décembre	0	0
Admission	0	0
Rejet	0	0
Irrecevabilité	0	0
Retrait	0	0
Transmission à l'autorité compétente	0	0

3.16.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

3.17 Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents

Mission et compétences

Le Tribunal arbitral, compétent en matière de litiges entre assureurs et fournisseurs de prestations dans les domaines de l'assurance-accidents et de l'assurance-maladie (cf. art. 89 al. 1 LAMal et art. 57 al. 1 LAA), est désigné par les cantons et se compose d'un président neutre et de représentants des parties en nombre égal (art. 89 al. 4 LAMal et art. 57 al. 3 LAA). Le droit fédéral prévoit que la procédure est fixée par le droit cantonal (art. 89 al. 5 LAMal et art. 57 al. 3 LAA).

La loi et le règlement ne décrivent pas précisément, ce qu'il faut entendre par litiges au sens de l'art. 89 al. 1 LAMal et/ou l'art. 57 al. 1 LAA. D'après la jurisprudence et la doctrine, la compétence matérielle du tribunal arbitral suppose que le litige ait pour objet les relations juridiques qui ressortent à l'assurance-maladie et l'assurance-accidents.

Site du Pouvoir judiciaire : <https://www.fr.ch/pj/institutions-et-droits-politiques/justice/pouvoir-judiciaire-tribunal-arbitral-en-matiere-dassurance-maladie-et-accidents-instance-cantonale-unique>.

Organisation et composition au 31.12.2020

Anne-Sophie Peyraud, Présidente

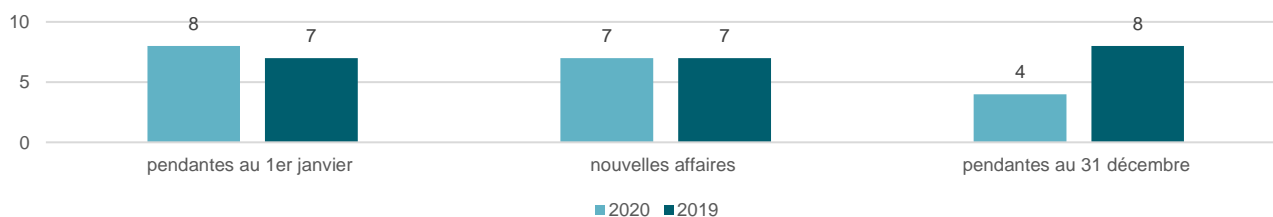
3.17.1 Remarques sur l'activité

Au cours des dernières années, les affaires de la compétence de ce tribunal ont augmenté. Ces dossiers extrêmement complexes requièrent un grand engagement de la Présidente qui les gère seule.

3.17.2 Charge de travail – statistiques

3.17.2.1 Statistique générale

Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents - affaires enregistrées 2019-2020



3.17.2.2 Affaires liquidées

Affaires liquidées	2020	2019
par arrêt de cour	0	1
par décision présidentielle	11	5

3.17.2.3 Recours au Tribunal fédéral

	2020	2019
Pendants au 1er janvier	0	0
Recours introduits	0	0
Jugements notifiés	0	0
Pendants au 31 décembre	0	0

3.17.2.4 Mode de liquidation

Assurance-maladie	2020	2019
Admission	0	0
Admission partielle	0	1
Rejet	1	0
Irrecevabilité	0	0
Irrecevabilité manifeste	6	2
Retrait	1	1
Nouvelle décision	0	0
Accord	0	0
Transaction	3	1

Assurance-accidents	2020	2019
Admission	0	0
Admission partielle	0	0
Rejet	0	0
Irrecevabilité	0	0
Retrait	0	1
Nouvelle décision	0	0
Accord	0	0

3.17.3 Rapport détaillé

[Lien.](#)

Jahresbericht

—

2020



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Conseil de la magistrature CM
Justizrat JR**

Inhaltsverzeichnis

1	Justizrat	6
1.1	Rat und Sekretariat	6
1.2	Plenar- und Kommissionssitzungen	7
1.3	Wahlen, Ernennungen, Rücktritte	8
1.3.1	Wahlen	8
1.3.2	Ernennungen	9
1.4	Aufsicht	11
1.4.1	Administrativaufsicht	11
1.4.2	Disziplinaraufsicht	12
1.5	Kommunikation	12
1.6	Vernehmlassungen	12
1.7	Untersuchungen	12
1.8	Analyse der Arbeitsweise der Gerichtsbehörden	13
1.9	Verschiedenes	13
2	Das Gerichtswesen im Jahr 2020	14
2.1	Zusammenfassung und wichtigste Ereignisse des Jahres	14
2.1.1	Covid-19 Gesundheitskrise	14
2.1.2	Arbeitslast (Neueingänge und erledigte Angelegenheiten 2019–2020)	14
2.2	Personalausstattung der Gerichtsbehörden	17
3	Tätigkeit der Gerichtsbehörden	19
3.1	Kantonsgericht	19
3.1.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	20
3.1.2	Arbeitslast – Statistik	20
3.1.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht	36
3.2	Staatsanwaltschaft	37
3.2.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	37
3.2.2	Arbeitslast - Statistik	38
3.2.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht	42

3.3	Zwangsmassnahmengericht	43
3.3.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	43
3.3.2	Arbeitslast - Statistik	44
3.3.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht	46
3.4	Jugendstrafgericht	47
3.4.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	47
3.4.2	Arbeitslast - Statistik	48
3.4.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht	55
3.5	Gerichtsunabhängige Einheit « Cellule judiciaire itinérante »	56
3.5.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	56
3.5.2	Arbeitslast - Statistik	57
3.5.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht	57
3.6	Wirtschaftsstrafgericht	58
3.6.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	58
3.6.2	Arbeitslast – Statistik	58
3.6.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht	59
3.7	Bezirksgerichte	60
3.7.1	Arbeitslast – Statistik	61
3.7.2	Bezirksgericht Saane	80
3.7.3	Bezirksgericht Sense	82
3.7.4	Bezirksgericht Greyerz	84
3.7.5	Bezirksgericht See	86
3.7.6	Bezirksgericht Glane	88
3.7.7	Bezirksgericht Broye	90
3.7.8	Bezirksgericht Vivisbach	92
3.8	Friedensgerichte	94
3.8.1	Arbeitslast – Statistik	95
3.8.2	Friedensgericht des Saanebezirks	104
3.8.3	Friedensgericht des Sensebezirks	107
3.8.4	Friedensgericht des Greyerzbezirks	109
3.8.5	Friedensgericht des Seebezirks	111
3.8.6	Friedensgericht des Glanebezirks	113
3.8.7	Friedensgericht des Broyebezirks	115
3.8.8	Friedensgericht des Vivisbachbezirks	117

3.9	Oberämter	119
3.9.1	Strafrechtliche Tätigkeit der Oberämter - Arbeitslast - Statistik	119
3.9.2	Oberamt des Saanebezirks	120
3.9.3	Oberamt des Sensebezirks	121
3.9.4	Oberamt des Greyerzbezirks	122
3.9.5	Oberamt des Seebezirks	123
3.9.6	Oberamt des Glanebezirks	124
3.9.7	Oberamt des Broyebezirks	125
3.9.8	Oberamt des Vivisbachbezirks	126
3.10	Schlichtungskommissionen für Mietsachen	127
3.10.1	Arbeitslast - Statistik	127
3.10.2	Schlichtungskommission für Mietsachen des Saanebezirks	128
3.10.3	Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks	130
3.10.4	Schlichtungskommission für Mietsachen des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks	132
3.11	Rekurskommission der Universität	134
3.11.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	134
3.11.2	Arbeitslast – Statistik	134
3.11.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht	135
3.12	Schlichtungskommission für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben	136
3.12.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	136
3.12.2	Arbeitslast – Statistik	137
3.12.3	Detaillierter Tätigkeitsberichter	138
3.13	Rekurskommission für Bodenverbesserungen	139
3.13.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	139
3.13.2	Arbeitslast – Statistik	139
3.13.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht	140
3.14	Enteignungskommission	141
3.14.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	141
3.14.2	Arbeitslast – Statistik	141
3.14.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht	142
3.15	Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	143
3.15.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	143
3.15.2	Arbeitslast – Statistik	143
3.15.3	Detaillierter Tätigkeitsberichter	144

3.16	Rekurskommission für die Ersterhebung	145
3.16.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	145
3.16.2	Arbeitslast – Statistik	145
3.16.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht	146
3.17	Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung	147
3.17.1	Bemerkungen zur Tätigkeit	147
3.17.2	Arbeitslast – Statistik	147
3.17.3	Detaillierter Tätigkeitsbericht	148

Einleitung

Artikel 127 Abs. 3 der Verfassung des Kantons Freiburg legt fest, dass der Justizrat dem Grossen Rat jährlich über seine Tätigkeit Bericht erstattet.

Dieser Bericht, der im Vergleich zu früheren Ausgaben von seiner Struktur her komplett überarbeitet wurde, ist in drei Teile gegliedert und soll anschaulicher und leichter zu lesen sein. Der erste Teil beschäftigt sich mit der eigentlichen Tätigkeit des Justizrates. Der zweite Teil fasst die wichtigsten Ereignisse im Berichtsjahr bei den Gerichtsbehörden zusammen. Der dritte Teil schliesslich ist den verschiedenen Gerichtsbehörden gewidmet. In jedem der Teile verweisen Weblinks auf die ausführlichen Berichte und Statistiken.

Die Diagramme ersetzen die zahlreichen statistischen Auswertungstabellen. Sie sollen die Statistiken veranschaulichen und leichter verständlich machen.

Um das Lesen des Dokuments zu vereinfachen, wird das generische Maskulinum verwendet, das aber immer beide Geschlechter einschliesst.

1 Justizrat

Aufgabe und Zuständigkeit

Der Justizrat übt die Aufsicht über die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft aus. Er ist gegenüber der gesetzgebenden, der vollziehenden und der richterlichen Gewalt unabhängig.

Der Justizrat befasst sich mit der administrativen und disziplinarischen Aufsicht über die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft. Die administrative Aufsicht beinhaltet die Prüfung der Jahresberichte und die jährliche Inspektion der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft. Die administrative Aufsicht über die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden kann für eine begrenzte Zeit dem Kantonsgericht übertragen werden. Der Justizrat nimmt zuhanden des Grossen Rates Stellung zu Bewerbungen für die Stellen der richterlichen Gewalt und der Staatsanwaltschaft. Weiter kann er gegenüber den Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft Weisungen erlassen, Instruktionen erteilen und andere notwendige Massnahmen treffen.

Webseite JR : <https://www.fr.ch/de/gb/jr>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Johannes Frölicher, Präsident; Damien Colliard, Vizepräsident; Raphaël Bourquin, Nicolas Charrière, Nadine Gobet, Michel Heinzmann, Maurice Ropraz, Wanda Suter, Mitglieder

- > Wahlkommission: Raphaël Bourquin, Präsident; Nadine Gobet, Johannes Frölicher, Mitglieder
- > Kommission für die disziplinarische Aufsicht: Nicolas Charrière, Präsident; Damien Colliard, Michel Heinzmann, Mitglieder
- > Kommission für die administrative Aufsicht: Philippe Vallet, Präsident; Maurice Ropraz, Wanda Suter, Mitglieder
- > Sekretariat: Christine Keller, Generalsekretärin; Yolande Brünisholz, Sekretärin

1.1 Rat und Sekretariat

In der Berichtsperiode erfuhr der Justizrat (Rat) mehrere Veränderungen. Mit dem Rücktritt als Universitätsprofessor schied Walter Stoffel, Vertreter der Universität, am 31. Juli aus dem Rat aus. Michel Heinzmann, Professor am Lehrstuhl für internationales Recht und Handelsrecht, der im Mai 2020 vom Grossen Rat gewählt wurde, trat per 1. August seine Nachfolge an.

Am Ende des Jahres erreichten Raphaël Bourquin und Philippe Vallet das Ende ihrer ersten fünfjährigen Amtszeit. Auf Vorschlag der betroffenen Gremien hat der Grosse Rat im Dezember auf den 1. Januar 2021 die stellvertretende Generalstaatsanwältin Alessia Chocomeli zur Nachfolgerin von Raphaël Bourquin gewählt und Philippe Vallet für eine zweite Amtszeit als Vertreter der erstinstanzlichen Gerichtsbehörden bestätigt.

Der Rat dankt Walter Stoffel herzlich; dessen juristisches Fachwissen und aufschlussreiche Kommentare waren von unschätzbarem Wert für die Arbeit des Kollegiums. Er dankt auch Raphaël Bourquin für sein sehr aktives Engagement und die hervorragende Zusammenarbeit mit allen Mitgliedern.

Schliesslich ernannte der Rat Damien Colliard zu seinem Vizepräsidenten, der Nadine Gobet, die zwei aufeinanderfolgende Amtszeiten absolvierte, ab dem 21. August 2020 ersetzte. Letztere wird dem Rat bis zum 31. Mai 2021 als Mitglied angehören.

Das Personal des Sekretariats, Christine Keller, juristische Sekretärin, und Yolande Brünisholz, Sekretärin, blieb im Laufe des Jahres stabil.

Der Präsident des Rates, Johannes Frölicher, ist Mitglied des Lenkungsausschusses für die Analyse der Gerichtsbehörden. Ausserdem ist er zusammen mit dem Sicherheits- und Justizdirektor Leiter des E-Justice-Programms, das die Digitalisierung des Gerichtswesens zum Ziel hat. Christine Keller vertritt den Rat innerhalb der Informatikkommission für die Gerichtsbehörden.

Ab Mitte März 2020 brachte die Covid-19-Gesundheitskrise die übliche Organisation und Arbeit des Rates, ebenso wie diejenige der gesamten Gerichtsbehörden, durcheinander. Angesichts einer völlig neuartigen Situation sahen sich die Gerichtsbehörden mit grossen Herausforderungen in ihrer gerichtlichen Tätigkeit konfrontiert. Am 16. März erliess der Rat Richtlinien und Anweisungen, um das Funktionieren des Gerichtswesens gemäss den vom Kanton und dem Bund promulgierten sanitären Massnahmen zu gewährleisten und das Personal der Behörden und die Verfahrensbeteiligten zu schützen. Die erste Direktive sollte den verschiedenen Akteuren im Gerichtswesen die Zeit geben, ihre Organisation an die neuen gesundheitlichen Vorschriften anzupassen. Die Richtlinien wurden jeweils an die Entwicklung der Situation angepasst und regelmässig vom Rat überprüft und aktualisiert.

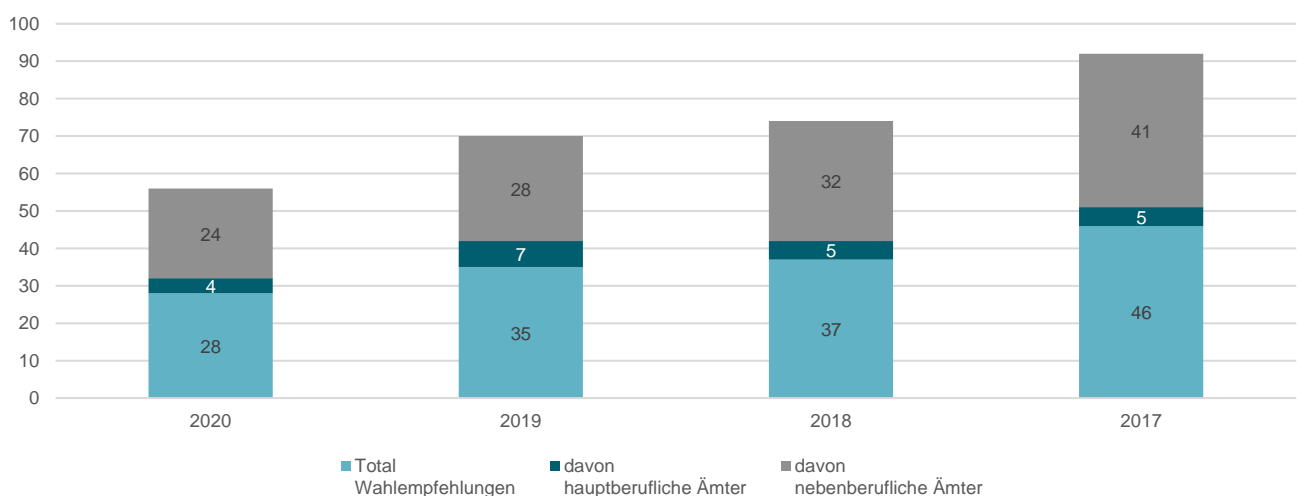
Das Ratssekretariat konnte ab dem 16. März 2020 dank der erforderlichen Computerausstattung problemlos im Homeoffice arbeiten. Da viele der Dossiers bereits vor der Gesundheitskrise digitalisiert wurden, wurde der Betrieb durch die räumliche Entfernung der Mitarbeitenden nicht behindert.

1.2 Plenar- und Kommissionssitzungen

Im Jahr 2020 hielt der Rat zehn Plenarsitzungen ab. Drei Sitzungen mussten im Frühling wegen der Covid-19-Pandemie abgesagt werden, was ihn zwang, Entscheide im Zirkularverfahren zu treffen. Da sein Sitzungssaal zu klein war, um die sanitären Vorschriften einzuhalten, nutzte er ab Mai andere, geräumigere und mit den Vorschriften vereinbare Räumlichkeiten. Er dankt der Stadt Freiburg und der Staatskanzlei für die Bereitstellung von Räumlichkeiten für seine Plenarsitzungen. Mit dem Aufkommen der 2. Covid-19-Welle im Herbst, tagte er schliesslich virtuell per Videokonferenz.

Die Kommissionen trafen sich je nach Bedarf persönlich oder per Videokonferenz. Trotz der Pandemie war der Rat in der Lage, die Inspektionen bei den Gerichtsbehörden durch Delegationen durchführen zu lassen. Die Wahlkommission hörte auch Kandidaten für hauptberufliche Richterämter an.

Wahlen - Stellungnahmen des Justizrates 2017-2020



1.3 Wahlen, Ernennungen, Rücktritte

1.3.1 Wahlen

Der Rat nahm Stellung zu 28 Wahlen, davon 4 für hauptberufliche Stellen, 3 Teilzeitstellen zu 10 % sowie die Wiederwahlen des Generalstaatsanwalts und seiner zwei Stellvertreter. Der Rat setzt weiterhin Persönlichkeitstests für die hauptberuflichen Stellen ein und hat, für eine hauptberufliche Stelle, die im Februar 2021 wiederbesetzt wird, zum ersten Mal Kandidaten einem externen Sprachtest unterworfen.

Seit Beginn des Jahres hat das Ratssekretariat in Zusammenarbeit mit dem Sekretariat des Grossen Rates die Digitalisierung des richterlichen Wahlverfahrens in Angriff genommen. Kandidaten haben jetzt die Möglichkeit, sich online zu bewerben. Die Bewerbungsdossiers werden in elektronischer Form an die Justizkommission übermittelt.

Wahlen

Gewählte Person	Funktion	Abgelöste Person
Kantonsgericht		
Jean-Marc Sallin	Ersatzrichter (ab 01.01.21)	Georges Chanez
Sandrine Schaller Walker	Ersatzrichterin (ab 01.01.21)	Corboz Pierre
Bruno Pasquier	Ersatzrichter (ab 01.01.21)	Ombeline De Poret Bortolaso
Staatsanwaltschaft		
Fabien Gasser	Generalstaatsanwalt	Wiederwahl
Raphaël Bourquin	Stellvertr. Generalstaatsanwalt	Wiederwahl
Alessia Chocomeli	Stellvertr. Generalstaatsanwältin	Wiederwahl
Zwangsmassnahmengericht		
Sonja Walter	Richterin	Felix Baumann
Wirtschaftsstraengericht		
Céline Cal-Oberson	Beisitzerin	Armin Per Imesch
Julien Joseph Collaud	Beisitzer	Daniel Unternährer
Franz Walter	Beisitzer	Madeleine Descoux
Bezirksgericht Saane		
Hans Jungo	Beisitzer	Annegret Weidling
Bezirksgericht Greyerz		
Maryse Gapany Joye	Beisitzerin	Marguerite Brühlhart
Bezirksgericht See		
Die Ablösung erfolgt 2021	Beisitzer/-in	Nicole Alexandra Piano Aeby
Arbeitsgericht des Saane		
Christelle Almeida Borges	Präsidentin 10% (ab 01.01.21)	
Nicole Madeleine Aeby	Beisitzerin (Arbeitnehmer/-innen) (ab 01.01.21)	Chantal Hayoz Clément
Arbeitsgericht des Sense		
Caroline Gauch	Präsidentin 10%	
Arbeitsgericht des See		
Anna Schwaller	Präsidentin 10%	Peter Stoller
Friedensgericht des Saane		
Keine Ablösung	Beisitzer/-in	Jacqueline Raemy

Wahlen

Gewählte Person	Funktion	Abgelöste Person
Friedensgericht des Greyerz		
Sylvain Bertschy	Beisitzer	Pascale Pache Looten
François Charrière	Beisitzer (ab 01.01.21)	Mick Décosterd
Friedensgericht des Sense		
Tamara Aebischer	Beisitzerin	Michel Eltschinger
Schlichtungskommission für Mietsachen Greyerz, Glane, Broye- und Vivisbach		
Elodie Surchat	Beisitzerin (ab 01.01.21)	Florian Demierre
Schlichtungskommission für Mietsachen Saane		
Samuel Hirt	Beisitzer (ab 01.01.21)	Richard Wolf
Enteignungskommission		
Imre Schnierer	Beisitzer (ab 01.01.21)	Walter Schoop
Rekurskommission für die Ersterhebung		
Marcel Koller	Beisitzer (ab 01.01.21)	René Sonney
Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben		
Suat Ayan Janse von Vuuren	Präsidentin (ab 01.01.21)	Christian Esseiva
Raphaël Brandt	Beisitzer (Arbeitnehmer/-innen) (ab 01.01.21)	Chantal Hayoz Clément
Rekurskommission der Universität		
Frédérique Joëlle Weil Fivian	Beisitzerin	Michel Heinzmann
Petra Vondrasek	Beisitzerin (ab 01.01.21)	Barbara Hallensleben

Der Rat dankt allen, die in diesem Zeitraum für die Gerichtsbehörden gearbeitet haben, insbesondere den in diesem Bericht genannten Personen. Er dankt ihnen für ihre Arbeit und ihr Engagement, die für das reibungslose Funktionieren der Freiburger Gerichtsbehörden unerlässlich sind.

1.3.2 Ernennungen

Der Rat ist in aussergewöhnlichen und dringenden Situationen befugt, von sich aus einen Richter für einen Zeitraum von höchstens sechs Monaten zu ernennen (Art. 91 Abs. 1 Bst d JG). Ist ein Richter voraussichtlich für längere Zeit an der Ausübung seines Amtes verhindert, so kann der Rat mit Zustimmung des Grossen Rates und nach Stellungnahme der Justizkommission für seine Vertretung während höchstens zwölf Monaten sorgen (Art. 91 Abs. 1 Bst. d^{bis} JG).

Der Rat wird regelmässig aufgefordert, Ad-hoc-Richter/-Präsidenten/-Staatsanwälte zu ernennen, um vorübergehend nicht verfügbare Amtsinhaber für einen bestimmten Zeitraum zu ersetzen (Art. 91 Abs. 1 Bst. d und d^{bis} JG) und hat deshalb beschlossen, eine Liste an Kandidaten, die allenfalls für ein solches Mandat in Frage kommen, zu erstellen. Er lud daher alle Gerichtsschreiber der Gerichtsbehörden ein, ihr Interesse an der Übernahme eines Ad-hoc-Mandats zu bekunden. Seine Herangehensweise, die auf positive Resonanz stiess, soll Gerichtsschreibern die Möglichkeit bieten, im Gerichtswesen erste Erfahrungen zu sammeln.

Am Ende eines Ad-hoc-Mandats führt der Rat normalerweise eine Abschlussinspektion durch. Dieses Jahr hat er aufgrund der sanitären Krise darauf verzichtet und die Richter gebeten, ihm zum Abschluss einen Tätigkeitsbericht schriftlich zuzustellen. Gerichtsschreiber, die ein solches Mandat absolviert haben, erhalten eine entsprechende Bescheinigung.

Im Jahr 2020 hat der Rat vier Ad-hoc-Richter ernannt (Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG) und das Mandat einer 2019 ernannten Ad-hoc-Staatsanwältin verlängert (Art. 91 Abs. 1 Bst. d^{bis} JG). Ausserdem machte er in dreizehn Fällen von Artikel 22 des JG Gebrauch, davon in zwei Fällen für ausserkantonale Richter.

Ernennungen

Ernannte Person	Funktion	Gesetzliche Grundlage
Staatsanwaltschaft		
Dominique Jaunin Luciani	Staatsanwalt ad hoc	Art. 22 JG
Pierre Aubert	Staatsanwalt ad hoc	Art. 22 JG
Sonja Hurni	Staatsanwältin ad hoc	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG
Zwangsmassnahmengericht		
Cornelia Thalmann	Richterin ad hoc (deutsch)	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG
Bezirksgericht Saane		
Sonia Bulliard Grosset	Präsidentin ad hoc	Art. 22 JG
Céline Brunod	Präsidentin ad hoc	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG
Arbeitsgericht Saane		
Céline Brunod	Präsidentin ad hoc	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG
Mietgericht des Saane		
Céline Brunod	Präsidentin ad hoc	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG
Arbeitsgericht des See		
Rebecca Jutzet	Präsidentin ad hoc	Art. 22 JG
Arbeitsgericht Sense		
Caroline Gauch	Präsidentin ad hoc 10%	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG
Friedensgericht Saane		
Seraina Rohner Stulz	Stellvertretende Friedensrichterin	Art. 22 JG
Martina Gerber	Stellvertretende Friedensrichterin	Art. 22 JG
Friedensgericht See		
Seraina Rohner Stulz	Stellvertretende Friedensrichterin	Art. 22 JG
Martina Gerber	Stellvertretende Friedensrichterin	Art. 22 JG
Friedensgericht Greyerz		
Wanda Suter	Stellvertretende Friedensrichterin	Art. 22 JG
Claudine Lerf	Stellvertretende Friedensrichterin	Art. 22 JG
Seraina Rohner Stulz	Stellvertretende Friedensrichterin	Art. 22 JG
Martina Gerber	Stellvertretende Friedensrichterin	Art. 22 JG
Friedensgericht Broye		
Sophie Germond	Stellvertretende Friedensrichterin	Art. 22 JG
Friedensgericht Sense		
Yannick Riedo	Friedensrichter hoc 50%	Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG

1.4 Aufsicht

Gemäss Art. 127 KV übt der Rat die Administrativ- und Disziplinaufsicht über die richterliche Gewalt sowie die Staatsanwaltschaft aus (Abs. 1). Er ist befugt, die Administrativaufsicht über die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden dem Kantonsgericht zu übertragen (Abs. 2).

1.4.1 Administrativaufsicht

Nebst der ihm von Amtes wegen obliegenden Inspektion des Kantonsgerichts hat der Rat folgende Behörden inspiziert:

- > Den Generalstaatsanwalt und seine beiden Stellvertreter sowie Staatsanwältin Stéphanie Amara;
- > Die Bezirksgerichte Sense und Broye;
- > Die Präsidentinnen und Präsidenten des Zivilgerichts Saane;
- > Die Friedensgerichte Sense und Broye;
- > Die Gerichtsunabhängige Richterin;
- > Das Jugendstrafgericht;
- > Das Zwangsmassnahmengericht;
- > Die Enteignungskommission.

Die Durchführung der Inspektion der übrigen Behörden wurde gemäss Art. 127 Abs. 2 KV dem Kantonsgericht übertragen.

Insgesamt wurden bei den Inspektionen keine Missstände festgestellt. Der Rat stellt jedoch fest, dass viele Behörden über Überlastung und fehlende Ressourcen klagen (siehe Kapitel 2.2). Auf der Grundlage der Inspektionen und Berichte der Behörden hat er in Kapitel 3 für jede von ihnen Bemerkungen gemacht.

Statistiken – Informatik

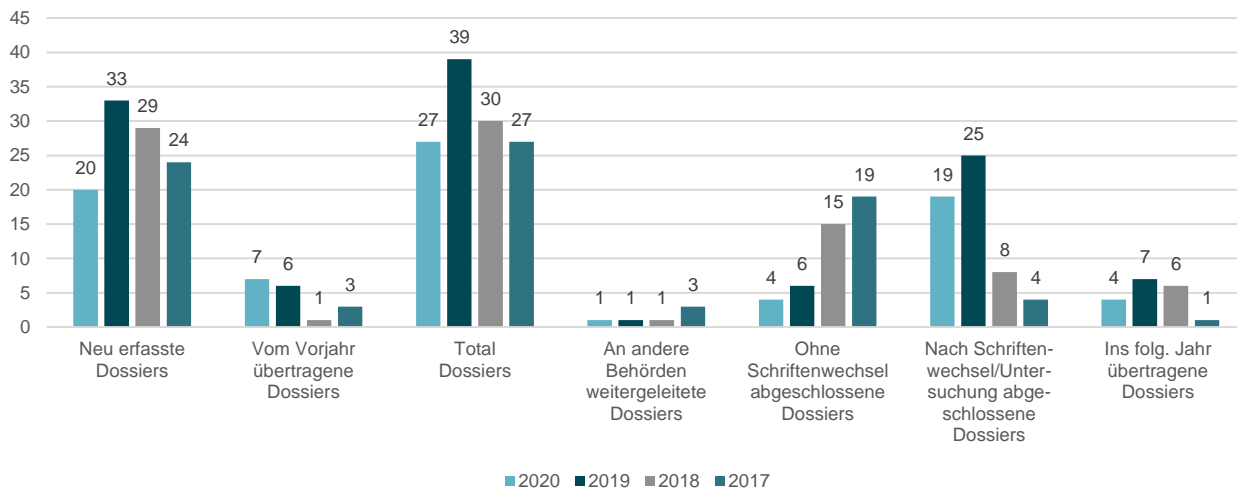
Im Rahmen der administrativen Aufsicht prüft und analysiert der Rat die Statistiken der Behörden nicht nur für die Erstellung seines Jahresberichts über die gerichtliche Tätigkeit, sondern auch für die oben erwähnten Inspektionen. Die Kenntnis dieser Zahlen ist unerlässlich, um auf Überlastungen und Verspätungen zu reagieren, eventuelle Probleme mit der Arbeitsweise der Richter zu erkennen und die gerichtsunabhängige Richterin, die vorübergehend überlastete Behörden entlasten sollen, effektiv einzusetzen. Die Statistik ist auch ein wertvolles Instrument, um Probleme bei der Personalausstattung der Gerichte zu erkennen und den politischen Instanzen handfeste Beweise für Anträge auf zusätzliche VZÄ für Gerichte, die dauerhaft unterbesetzt sind, zu liefern.

Da der Rat über kein automatisiertes Statistiksystem verfügt, wandte er sich im Frühjahr ans ITA, um eine Anwendung zu entwickeln, die seine Arbeit rationalisiert. Seit Ende des Jahres verfügt er nun über ein automatisches Datenextraktionssystem und einen direkten, zentralen Zugriff auf die Statistiken der Bezirksgerichte. Diese Lösung erleichtert zwar einen Teil seiner Aufgabe, ist aber noch sehr unvollständig, da sie vorerst erst im zivilen Bereich der Bezirksgerichte eingesetzt wird. Der Rat fordert die rasche Ausdehnung dieser Anwendung auf alle rechtlichen Bereiche und Behörden und betont, wie wichtig es für seine Aufsichtsaufgabe ist, jederzeit und autonom Zugang zu allen Statistiken der Gerichtsbehörden zu haben.

Die veraltete Datenbank aller hauptamtlichen und nebenamtlichen Richter im Kanton erlaubt keine rationelle und effiziente Arbeit. In Zukunft muss der Rat über ein modernes und leistungsfähiges Instrument verfügen, um die richterlichen Ressourcen zu verwalten und um zu informieren, beziehungsweise die von den politischen Behörden und der Öffentlichkeit gestellten Fragen zur Zusammensetzung der Gerichtsbehörden schnell beantworten zu können.

1.4.2 Disziplinaraufsicht

Disziplinaraufsicht - Entwicklung 2017-2020



Die Zahl der neuen Disziplinaranzeigen gegen Magistratspersonen an den Justizrat ist rückläufig. Hierzu ist anzumerken, dass mehrere Beteiligte nach dem Einstellungsentscheid des Rates ein oder mehrere Male auf diesen zurückkamen. Diese wiederholten Interventionen, die Punkte betreffen, über die der Rat sich bereits ausgesprochen hat, werden nicht als Neueingänge gezählt. Sie stellen jedoch einen bedeutenden Arbeitsaufwand dar.

Das im Jahr 2019 eingeleitete Disziplinarverfahren gegen einen hauptamtlichen Richter endete mit einem Verweis.

1.5 Kommunikation

In Anbetracht der gesundheitlichen Situation im Juni sagte der Rat die Medienkonferenz zur Veröffentlichung seines Jahresberichts ab. Stattdessen beantwortete der Ratspräsident die Fragen der Journalisten per Telefon.

Dieser Bericht wurde dem Grossen Rat in seiner nachgeholtten Session im August vorgelegt. Der Ratspräsident nahm, wie es das Gesetz verlangt (Art. 198a des Grossratsgesetzes), an dieser Parlamentssitzung teil.

1.6 Vernehmlassungen

Der Rat hat sich zur Motion über den Wohnsitz von Richtern und die Teilzeitbeschäftigung von kantonalen Richtern und zur Änderung des Justizgesetzes und des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege geäußert. Er hat sich auch zustimmend zu den Entscheidungen der Informatikkommission für die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft zum Entwurf der Verordnung über die Organisation der Digitalisierung und der Informationssysteme geäußert.

1.7 Untersuchungen

Auswirkungen der 1. Covid-19-Welle auf die Freiburger Gerichtsbehörden

Um sich ein Bild von den Auswirkungen der Gesundheitskrise auf die gerichtliche Tätigkeit im Kanton zu machen, führte der Rat im Mai eine erste summarische Umfrage bei allen Gerichtsbehörden durch. Er bat um Informationen über die Anzahl der Absagen oder Verschiebungen von Sitzungen zwischen dem 16. März und dem 7. Mai 2020 und deren kurz- und mittelfristige Folgen.

Im Laufe des Sommers startete er eine zweite, viel eingehendere Umfrage, die gemeinsam mit dem Amt für Justiz entwickelt wurde, um die Auswirkungen der ersten Covid-19-Welle auf die gerichtliche Tätigkeit zu bewerten. 46 Gerichtsbehörden haben geantwortet. Eine Zusammenfassung dieser Untersuchung wurde an alle Richter versandt.

Eine Medienmitteilung, in der die Ergebnisse der Vernehmlassung zusammengefasst wurden, wurde den Medien zugestellt. Die wichtigsten Punkte, die sich aus dieser Umfrage ergaben, werden weiter unten in Kapitel 2.1 ausgeführt.

Der Rat wird die Situation weiter beobachten und im Jahr 2021 zu einem Zeitpunkt, der je nach Entwicklung der gesundheitlichen Situation festgelegt wird, eine weitere Beurteilung der 2. Welle vornehmen.

Entschädigung für die Beisitzer

Nach dem Vorstoss eines Beisitzers im Jahr 2019, der eine Neubewertung der Entschädigung von Laienrichtern forderte (siehe Jahresbericht 2019, Kapitel 1.2.7.5), hat der Rat mit Unterstützung des Amtes für Justiz eine vergleichende Untersuchung der Entschädigungen in den französischsprachigen Kantonen und im Kanton Bern durchgeführt. Obwohl die Vergütung der Beisitzer in Freiburg niedriger ist als in anderen Kantonen, hat dies keinen wirklichen Einfluss auf das Funktionieren der Justiz und hat in den letzten Jahren nicht zu einem systematischen Mangel an Kandidaten, welche die Anforderungen der Ausschreibung erfüllen, geführt. Basierend auf der Erkenntnis, dass die bescheidene Entschädigung für nicht ständige Richter nicht im Verhältnis zu den manchmal hochspezialisierten Fähigkeiten und der Arbeitsbelastung steht, die für die Ausübung der Funktion eines Beisitzers erforderlich sind, leitete der Rat diese Grundsatzfrage jedoch an die Sicherheits- und Justizdirektion weiter, damit diese entsprechende Massnahmen ergreifen kann.

Im Laufe des Herbstes beantragte die Justizkommission ihrerseits bei der Direktion eine Erhöhung des Gehalts der nebenamtlichen Richter.

Vertretung von Alter und Geschlecht bei den Beisitzern in den Freiburger Gerichtsbehörden

Im Rahmen des oben erwähnten Vorstosses untersuchte der Rat auch die Geschlechts- und Altersverteilung der Beisitzer innerhalb der Freiburger Gerichtsbehörden. Diese Untersuchung ergab keine Überrepräsentation von Personen im Ruhestand (Beisitzer können ihre Funktion bis zum 70. Lebensjahr ausüben), aber ein Übergewicht von Personen im Alter von 50 bis 60 Jahren. Die Bevölkerung unter 40 Jahren ist in der Minderheit. Was die Geschlechter betrifft, so sind sie zwar insgesamt in den Gerichtsbehörden fast gleich stark vertreten, aber in einigen Gremien oder Gerichten sind die Frauen überrepräsentiert. Dies gilt insbesondere für die Friedensgerichte.

1.8 Analyse der Arbeitsweise der Gerichtsbehörden

Der zweite Teil der vom Staatsrat in Auftrag gegebenen Untersuchung der Gerichtsbehörden ist im Gange. Er betrifft die Friedensgerichte, das Jugendstrafgericht, das Zwangsmassnahmengericht, das Wirtschaftsstrafgericht und die Schlichtungskommissionen für Mietsachen.

1.9 Verschiedenes

Schlichtungen

Im Laufe des Monats Juni erinnerte der Rat die Richter an die Bedeutung der Schlichtung. Er informierte sie über eine von der Schweizer Richtervereinigung für Mediation organisierte Schulung zu diesem Thema, die aufgrund der gesundheitlichen Situation leider abgesagt werden musste.

Überstunden der Richter

Es wird daran erinnert, dass Richter ihre Überstunden begründen müssen, wenn sie ein Gesuch zu deren Auszahlung stellen.

Im Jahr 2020 hat der Rat die Überstunden von fünf Richtern genehmigt.

2 Das Gerichtswesen im Jahr 2020

2.1 Zusammenfassung und wichtigste Ereignisse des Jahres

2.1.1 Covid-19 Gesundheitskrise

Es kann nicht bestritten werden, das Geschäftsjahr wurde durch die Gesundheitskrise ab Mitte März durcheinandergebracht. Die Gerichtsbehörden waren mit einer nie gekannten Situation konfrontiert, sie haben die erste Welle der Pandemie dennoch gut bewältigt. Obwohl die zu Beginn der Gesundheitskrise ergriffenen Massnahmen zu Sitzungsabsagen und -verschiebungen im April und Mai führten, stellten die Gerichte ihren Betrieb nicht ein. Laut der im Sommer durchgeführten Umfrage des Rates haben sich diese Massnahmen bei 59 % der befragten Behörden negativ auf die Zahl der abgeschlossenen Fälle ausgewirkt, aber die durch die Gesundheitskrise verursachte «Verschnaufpause» hat es einigen von ihnen (37 %) auch ermöglicht, Verzögerungen aufzuholen (Verfassen von Urteilen, Archivierung). Ende Sommer waren alle Behörden, mit Ausnahme der Friedensgerichte des Broye- und des Sensebezirks, der Schlichtungsstelle für Mietsachen im Süden und, in geringerer Masse, des Bezirksgerichts Saane, in der Lage, ihre Sitzungen normal abzuhalten. Das Bezirksgericht Greyerz, das Friedensgericht des Saanebezirks und das Oberamt des Broyebezirks, die bereits vor der Gesundheitskrise unter Druck arbeiteten, haben eine Verschlechterung ihrer Situation erlebt, die sie befürchten lässt, dass sie ihre Arbeitslast ohne zusätzliche Ressourcen nicht bewältigen können.

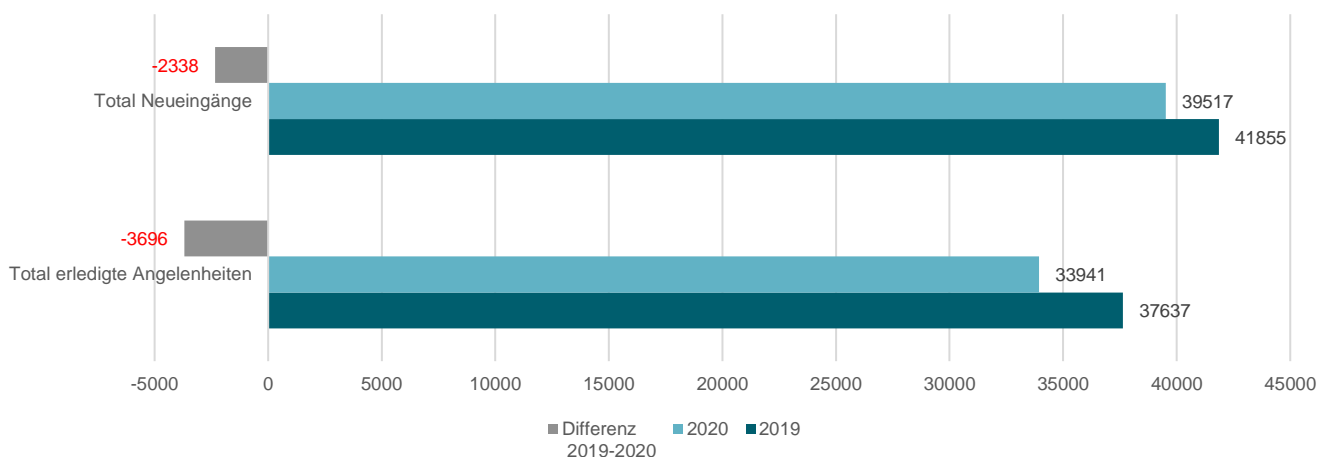
Bei der Informatik waren die Gerichtsbehörden mit den Dienstleistungen des ITA, das ihnen schnell die notwendigen Werkzeuge und IT-Zugänge zur Verfügung stellte, im Allgemeinen zufrieden. Es wurden jedoch noch zusätzliche Geräte und Verbesserungen angefordert. Die Behörden machten ausgiebig Gebrauch von Telearbeit (80 %) und in bescheidenerem Ausmass von Videokonferenzen (26 %).

Im Sommer wurde den Behörden in Granges-Paccot ein zusätzlicher Raum zur Verfügung gestellt. Dieser hat sich als grosse Hilfe für diejenigen (17) erwiesen, die nicht genügend Platz haben, um die Einhaltung der Distanzregeln zu gewährleisten.

2.1.2 Arbeitslast (Neueingänge und erledigte Angelegenheiten 2019–2020)

Bei der Gesamtarbeitsbelastung und den Verfahrensabschlüssen der Gerichtsbehörden ist zu beachten, dass es ohne ein einheitliches statistisches Instrument, das für alle Justizbehörden gilt, und angesichts der unterschiedlichen Art der bei den Behörden hängigen Verfahren schwierig ist, einen echten Überblick zu erhalten. In den folgenden Diagrammen sind die Zahlen der gerichtsunabhängigen Richter*innen nicht berücksichtigt, da sie bereits in den Zahlen der Behörden enthalten sind, welche die Fälle an sie überwiesen haben. Gleiches gilt für die Oberämter, die nicht über das Tribuna-System verfügen und deren Einträge zum Teil bereits bei der Staatsanwaltschaft erfasst sind, sowie für die Schlichtungskommissionen für Mietsachen, deren Zahlen zum Teil in denen der Gerichte enthalten sind. Der Vollständigkeit halber sind diese Zahlen jedoch im zweiten Teil der nachfolgenden Tabellen aufgeführt.

Neueingänge und erledigte Angelegenheiten der Behörden mit Tribuna-Software 2019-2020
(ohne Kommissionen und Oberämter)



2.1.2.1 Neueingänge

Behörden mit Tribuna-Software	2020	2019
Kantonsgericht	2904	3249
Staatsanwaltschaft	14445	15678
Zwangsmassnahmengericht	634	688
Jugendstrafgericht	1427	2162
Gerichtsunabhängige Richterin ¹⁾	279	258
Wirtschaftsstrafgericht	3	6
Bezirksgerichte	10980	11472
Friedensgerichte	9124	8600
Total	39517	41855

¹⁾ Die Neueingänge der Gerichtsunabhängigen Richterin sind bereits in den Zahlen der verschiedenen Behörden, die Dossiers an diese Einheit übertragen haben, miteinberechnet.

Andere Behörden	2020	2019
Oberämter ¹⁾	16045	17364
Schlichtungskommissionen für Mietsachen ²⁾	725	662
Rekurskommission der Universität	4	5
Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben	4	2
Rekurskommission für Bodenverbesserungen	2	0
Enteignungskommission	3	6
Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	5	6
Rekurskommission für die Ersterhebung	0	3
Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung	7	7
Total	16795	18055
Gesamttotal alle Gerichtsbehörden	56312	59910

¹⁾ Ein Teil der Neueingänge der Oberämter, die nicht über das Tribuna-Computersystem verfügen, sind bereits bei der Staatsanwaltschaft erfasst.

²⁾ Ein Teil der Angelegenheiten der Kommissionen sind bereits in den Zahlen der verschiedenen Gerichte miteinberechnet.

2.1.2.2 Erledigte Angelegenheiten

Behörden mit Tribuna-Software	2020	2019
Kantonsgericht	3124	3270
Staatsanwaltschaft	9861	11099
Zwangsmassnahmengericht	634	688
Jugendstrafgericht	1561	2'947
Gerichtsunabhängige Richterin ¹⁾	268	217
Wirtschaftsstrafgericht	6	3
Bezirksgerichte	10369	11635
Friedensgerichte	8386	7995
Total	33941	37637

¹⁾ Die erledigten Angelegenheiten der Gerichtsunabhängigen Richterin sind bereits in den Zahlen der verschiedenen Behörden, die Dossiers an diese Einheit übertragen haben, miteinberechnet.

Andere Behörden (ohne Oberämter)	2020	2019
Schlichtungskommissionen für Mietsachen ¹⁾	736	608
Rekurskommission der Universität	8	9
Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben	4	3
Rekurskommission für Bodenverbesserungen	2	2
Enteignungskommission	1	9
Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	3	6
Rekurskommission für die Ersterhebung	1	6
Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung	11	5

¹⁾ Ein Teil der Angelegenheiten der Kommissionen sind bereits in den Zahlen der verschiedenen Gerichte miteinberechnet.

Trotz der insgesamt hohen Arbeitsbelastung gelang es dem **Kantonsgericht**, die Zahl der hängigen Fälle deutlich zu reduzieren (-17,5 %), so dass dieses Geschäftsjahr mit einer positiven Bilanz abgeschlossen werden konnte. Diese Verbesserung muss jedoch insofern relativiert werden, als die Beschwerdeinstanz von der Situation mit einer Verzögerung betroffen wird, diese beträgt oft mehr als ein Jahr nach den Auswirkungen auf die erste Instanz.

Die **Staatsanwaltschaft** hat die Gesundheitskrise, die sich mässig auf ihre Tätigkeit auswirkte, ebenfalls effizient bewältigt. Trotzdem bleibt ihre Arbeitsbelastung hoch.

Dank der personellen Verstärkung des **Jugendstrafgerichts** konnte es sich in diesem Jahr stabilisieren. Die Pandemie und der Lockdown haben sich zudem positiv auf die Fallzahl ausgewirkt, die zwischen 2019 und 2020 um 34 % gesunken ist.

Die Zahl der neuen Fälle, die von den **Bezirksgerichten** registriert wurden, sank um 4,3 %, wenn alle Angelegenheiten zusammengenommen werden. Auch die erledigten Fälle sind rückläufig (-8,5 %). Alle Bezirke sind betroffen, mit Ausnahme des Vivisbachbezirks, wo es einen Anstieg um +12,5 % bei den neuen Fällen und +7 % bei den erledigten Fällen gab. Im gesamten Kanton steigt die Zahl der hängigen Fälle jedoch an (+10,4 %).

Das **Zwangsmassnahmengericht**, das 2011 seine Arbeit aufnahm, verzeichnete einen Anstieg der Fallzahlen und der Zuständigkeitsbereiche, ohne dass die Anzahl der Richter (1,5 VZÄ) entsprechend erhöht wurde. Auch wenn die Zahl der neu eingegangenen Fälle rückläufig ist, ist das Gericht eindeutig unterdotiert und steht am Rande der Belastbarkeit.

Die **gerichtsunabhängige Einheit** wird immer häufiger beansprucht und ist für das Funktionieren mehrerer Behörden unbedingt nötig. Trotz eines wachsenden Arbeitsaufkommens konnte sie die Zahl der erledigten Fälle (+23,5 %) im Laufe des Jahres deutlich steigern. Eigentlich war vorgesehen, dass sie bis Ende des Jahres 2020 im Amt bleiben sollte, aber der Staatsrat hat ihre Amtszeit im Voranschlagsverfahren bis 2021 verlängert.

Die Menge der neuen Fälle in allen Bereichen der **Friedensgerichte** wächst weiter (+6 %), und die Fälle werden komplexer. Die Anzahl der getroffenen Entscheide stieg sowohl im Bereich des Erwachsenenschutzes (+20 %) und des Kinderschutzes (+7,5 %) als auch im Bereich der Erbschaftsangelegenheiten (+32 %). Die Todesfälle im Zusammenhang mit der Pandemie haben diese Behörden stark belastet. Viele Friedensgerichte rufen nach zusätzlichen Ressourcen; die Überlastungssituation am Saanebezirk ist besonders besorgniserregend.

Während der Gesundheitskrise im Frühjahr hatten alle diese Behörden Probleme mit dem Jugendamt (JA) und den öffentlichen Berufsbeistandschaften, die ihr Mandat vor Ort nicht mehr ausübten und daher ihre Entscheidungen nicht mehr umsetzten. Die Tatsache, dass die Beistände des JA den Kontakt zu den Personen, die sie eigentlich während des Lockdowns betreuen sollten, abbrachen, bedeutete eine zusätzliche Belastung für alle Friedensgerichte.

Die **Oberämter**, die stark von der Pandemie und den damit verbundenen Massnahmen betroffen waren, konzentrierten sich hauptsächlich auf die Bewältigung der Gesundheitskrise, was zu einem Rückgang ihrer gerichtlichen Tätigkeit um -7,6 % führte.

Bei den **Schlichtungskommissionen für Mietsachen** steigt die Zahl der neuen Fälle nach drei Jahren des Rückgangs wieder an (2020: 725, 2019: 662, 2018: 835). Diese drei Behörden haben alle ihre Schlichtungsquote verbessert (Saanebezirk: 84,2 %, Sensebezirk und Seebezirk: 72 %, Süden: 83,27 %).

2.2 Personalausstattung der Gerichtsbehörden

Generell stellt der Rat seit einigen Jahren – im Rahmen der von ihm durchgeführten Inspektionen der Gerichte und der Analyse der ihm übermittelten Berichte – fest, dass immer mehr Gerichte angeben, personell unterbesetzt zu sein (Personal des Sekretariats, der Gerichtsschreiberei oder Richter). In diesem Zusammenhang musste er sich vor dem Grossen Rat und der Justizkommission für Fragen im Zusammenhang mit den der Justiz zur Verfügung gestellten Mitteln rechtfertigen, obwohl er diesbezüglich keine Entscheidungsbefugnis hat.

Der Rat hat die Folgen dieser Überlastung, die zunehmend sein Eingreifen erfordern, selbst gesehen und stellt insbesondere Folgendes fest:

- > Immer mehr Behörden bitten um den Einsatz der gerichtsunabhängigen Einheit; letztere – die aus einer 100 %-igen französischsprachigen Stelle besteht – wird jedoch im Wesentlichen zwei Behörden zugewiesen, deren ordnungsgemässes Funktionieren ohne diese permanente Unterstützung nicht gewährleistet werden kann.
- > Immer mehr Gerichte bitten um Entlastung durch die Ernennung von Ad-hoc-Richtern in Situationen, in denen sie mit wichtigen, komplexen oder zeitaufwändigen Verfahren konfrontiert sind; solche aussergewöhnlichen Massnahmen wären bei einer angemessenen Personalausstattung nicht nötig.
- > Abwesenheiten von Richtern, z. B. durch Krankheit oder Mutterschaft, müssen regelmässig durch Ad-hoc-Besetzungen kompensiert werden, da die Behörden solche Personalausfälle nicht auffangen können.
- > Die Überstunden der Richter – die vom Rat bestätigt werden müssen – nehmen zu.

-
- > Ein Eingreifen des Rates war notwendig, um die möglichen Folgen eines Burnouts im Zusammenhang mit der drohenden Überlastung einer Magistratsperson zu verhindern.
 - > Einige der beim Rat eingereichten Klagen gegen Richter und Staatsanwälte haben ihren Grund teilweise in der Überlastung und der Länge der Verfahren.
 - > Die Akteure der Justiz kritisieren die Länge der Verfahren.

Dies ist eine besorgniserregende Entwicklung und gibt Anlass zu zwei Bemerkungen.

Einerseits garantiert eine funktionierende Justiz die Stabilität des Rechtsstaats. Urteile in vernünftigen Fristen tragen zum reibungslosen Funktionieren der Wirtschaft bei und erhalten den sozialen Frieden. Der Rat hält es für wesentlich, dass der Kanton Freiburg über ein effizientes Gerichtswesen verfügt, auf das Bürger und Unternehmen wirksam zurückgreifen können.

Andererseits birgt die Überlastung nicht nur ein starkes Risiko, die Arbeitsbedingungen der Gerichtsmitarbeiter zu verschlechtern, mit den daraus resultierenden negativen Auswirkungen (Stress, Burnout, schlechtes Arbeitsklima, Personalfuktuation), sondern auch, dass diese zu einer Verschlechterung der Qualität der gerichtlichen Dienstleistungen führt (Qualität der Urteile, geringere Verfügbarkeit der Richter, geringere Akzeptanz der Entscheide durch die Parteien, die aus dem Gefühl resultiert, nicht angehört worden zu sein, Verzicht auf Weiterbildung usw.).

Die Faktoren, die zum Anstieg der Arbeitsbelastung der Gerichte beitragen, sind vielfältig. Dazu gehören das Bevölkerungswachstum, die zunehmende Komplexität der Gesetzgebung und der Rechtsprechung sowie der Verfahren, die u. a. auf die Internationalisierung der wirtschaftlichen und sozialen Beziehungen oder die zunehmende Technologisierung zurückzuführen ist, die Neigung, die Gerichte anzurufen, sowie die Leichtigkeit und Notwendigkeit für die Parteien, die Dienste von Rechtsanwälten in Anspruch zu nehmen usw.

In Anbetracht dessen kann der Justizrat die Budgetanträge zur Aufstockung des Personals der Gerichte nur nachdrücklich unterstützen. Er ist der Auffassung, dass wir nicht auf Veränderungen in der Organisation der Gerichtsbarkeit warten können, die sich aus der Ecoplan-Analyse ergeben, bevor wir handeln. Die Frage der Ressourcen kann nicht direkt mit dem Ergebnis dieser Analyse in Verbindung gebracht werden, da sie von Anfang an nur dazu gedacht war, mögliche Mängel in der Organisation des Gerichtswesens aufzudecken und nicht ihren Personalbedarf zu ermitteln.

Schliesslich kann nicht allein auf der Grundlage der höchsten Abschlusszahlen von Fällen der jeweiligen Instanzen beurteilt werden, ob die Personalforderungen begründet sind. Dies kann in der Tat nicht ohne eine sorgfältige Analyse geschehen, bei der eine Vielzahl von Faktoren berücksichtigt werden muss.

3 Tätigkeit der Gerichtsbehörden

3.1 Kantonsgericht

Aufgabe und Zuständigkeit

Das Kantonsgericht (KG) ist oberste Behörde in Zivil-, Straf- und Administrativsachen. Es entscheidet über Berufungen und Beschwerden gegen ein erstinstanzliches Urteil und auch über Klagen und Beschwerden gegen Entscheide der Verwaltungsbehörden des Kantons. Ihm kommt eine doppelte Funktion als Gerichtsbehörde und als delegiertes Aufsichtsorgan über die Verwaltung der Rechtspflege zu.

Webseite KG : <https://www.fr.ch/de/gb/kg>

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Christian Pfammatter, Präsident; Michel Favre, Vizepräsident

Dina Beti, Marc Boivin, Jérôme Delabays, Markus Ducret, Johannes Frölicher, Dominique Gross, Yann Hofmann, Marianne Jungo, Daniela Kiener, Catherine Overney, Anne-Sophie Peyraud, Laurent Schneuwly, Marc Sugnaux, Sandra Wohlhauser, Mitglieder

Annick Achtari, François-Xavier Audergon, Felix Baumann, Olivier Bleicker, Sonia Bulliard Grosset, Jenny Castella, Georges Chanez, Pierre Corboz, Francine Defferrard, Omblin de Poret Bortolaso, Catherine Faller, Susanne Fankhauser, Debora Friedli, Caroline Gauch, Tarkan Göksu, Catherine Hayoz, Michel Heinzmann, Christophe Maillard, Mélanie Maillard Russier, Séverine Monferini Nuoffer, Jean-Luc Mooser, André Riedo, Armin Sahli, Daniel Schneuwly, Erika Schnyder, Kurt Schwab, Pascal Terrapon, Catherine Yesil- Huguenot, Ersatzrichterin/Ersatzrichter

- > I. Zivilappellationshof: Jérôme Delabays, Präsident; Dina Beti, Sandra Wohlhauser, Laurent Schneuwly, Mitglieder
- > II. Zivilappellationshof: Dina Beti, Präsidentin; Catherine Overney, Michel Favre, Markus Ducret, Mitglieder
- > Schuldbetreibungs- und Konkurskammer: Catherine Overney, Präsidentin; Dina Beti, Markus Ducret, Mitglieder
- > Kindes- und Erwachsenenschutzhof: Sandra Wohlhauser, Präsidentin; Jérôme Delabays, Michel Favre, Laurent Schneuwly, Mitglieder
- > Strafpappellationshof: Michel Favre, Präsident; Catherine Overney, Dina Beti, Markus Ducret, Mitglieder
- > Strafkammer: Laurent Schneuwly, Präsident; Jérôme Delabays, Sandra Wohlhauser, Mitglieder
- > I. Verwaltungsgerichtshof: Marianne Jungo, Präsidentin; Christian Pfammatter, Anne-Sophie Peyraud, Dominique Gross, Yann Hofmann, Mitglieder
- > II. Verwaltungsgerichtshof: Christian Pfammatter, Präsident; Johannes Frölicher, Dominique Gross, Yann Hofmann, Mitglieder
- > III. Verwaltungsgerichtshof: Anne-Sophie Peyraud, Präsidentin; Marianne Jungo, Johannes Frölicher, Dominique Gross, Yann Hofmann, Mitglieder
- > Steuergerichtshof: Marc Sugnaux, Präsident; Christian Pfammatter, Dina Beti, Daniela Kiener, Mitglieder
- > I. Sozialversicherungsgerichtshof: Marc Boivin, Präsident; Dominique Gross, Marianne Jungo, Marc Sugnaux, Yann Hofmann, Mitglieder
- > II. Sozialversicherungsgerichtshof: Johannes Frölicher, Präsident; Daniela Kiener, Anne-Sophie Peyraud, Marc Sugnaux, Mitglieder

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	14	14

3.1.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Trotz eines Jahres, das von der Pandemie durcheinandergebracht wurde, schloss das Kantonsgericht das Berichtsjahr mit einer positiven Bilanz bei der Behandlung der Fälle und der Leitung ab. Die Arbeitsbelastung bleibt insgesamt hoch, aber die kantonale Gerichtsbehörde hat es geschafft, die Zahl der am 31. Dezember 2020 hängigen Fälle deutlich zu reduzieren (-17.5 %).

Während einige Höfe einen leichten Rückgang der Zahl der eingegangenen Fälle verzeichnen konnten, befinden sich andere in einer schwierigeren Situation. Das ist der Fall beim 1. Zivilappellationshof und beim Kindes- und Erwachsenenschutzhof, bei denen die Zahl der eingehenden Fälle zunimmt. Trotz eines leichten Rückgangs der Zahl der neuen Fälle verzeichnet die Strafkammer immer noch eine hohe Arbeitsbelastung. Allen diesen Höfen ist gemeinsam, dass sie die Fälle, für die sie verantwortlich sind, zügig bearbeiten müssen.

Bei den Sozialversicherungshöfen haben erhebliche Anstrengungen und die Gewährung einer zusätzlichen Stelle dazu geführt, dass die Zahl der Erledigungen gestiegen und der Bestand an hängigen Verfahren deutlich gesunken ist. Die Bearbeitungsfristen wurden ebenfalls verkürzt. Es gibt jedoch keine Anzeichen dafür, dass sich der Rückgang bei den neuen Fällen fortsetzen wird, da die Gesundheitskrise eine ungünstige Entwicklung bei der Arbeitslosigkeit und der Invalidenversicherung befürchten lässt. Generell muss man vorsichtig sein und bedenken, dass die Beschwerdebehörde die Auswirkungen in der ersten Instanz oft mit einer Verzögerung von mehr als einem Jahr zu spüren bekommt.

Die Flexibilität der Richter, die sich für ihre belasteteren Kollegen zur Verfügung stellten, und der Einsatz von Ersatzrichtern trugen dazu bei, dass die Verfahren in angemessenen Fristen abgewickelt werden konnten.

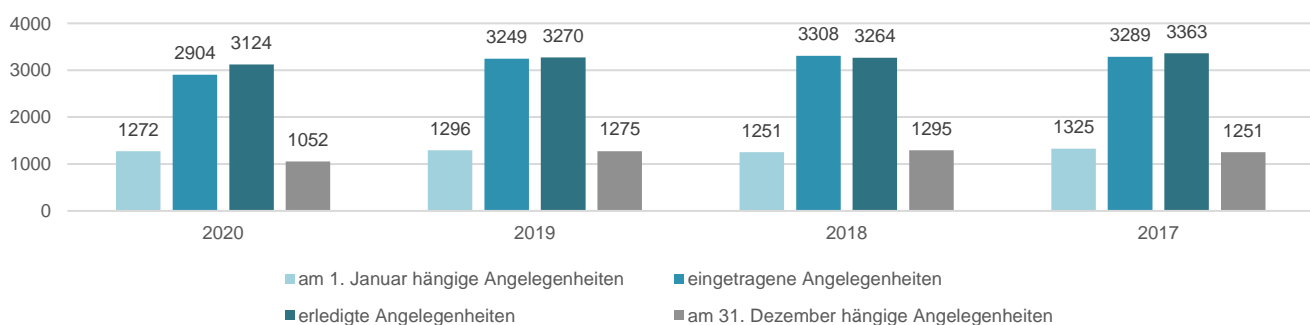
Neben seiner gerichtlichen Tätigkeit ist das Gericht weiterhin sehr aktiv an der Ecoplan-Analyse, die noch im Gange ist, und am Aufbau von E-Justice, beteiligt.

Im Einvernehmen mit der Justizkommission gewährte der Rat der Ersatzrichterin Jenny Castella ausnahmsweise eine Befreiung vom Wohnsitzzwang. Er erlaubte ihr gemäss Art. 7 Abs. 3 JG, ausserhalb des Kantons zu wohnen.

3.1.2 Arbeitslast – Statistik

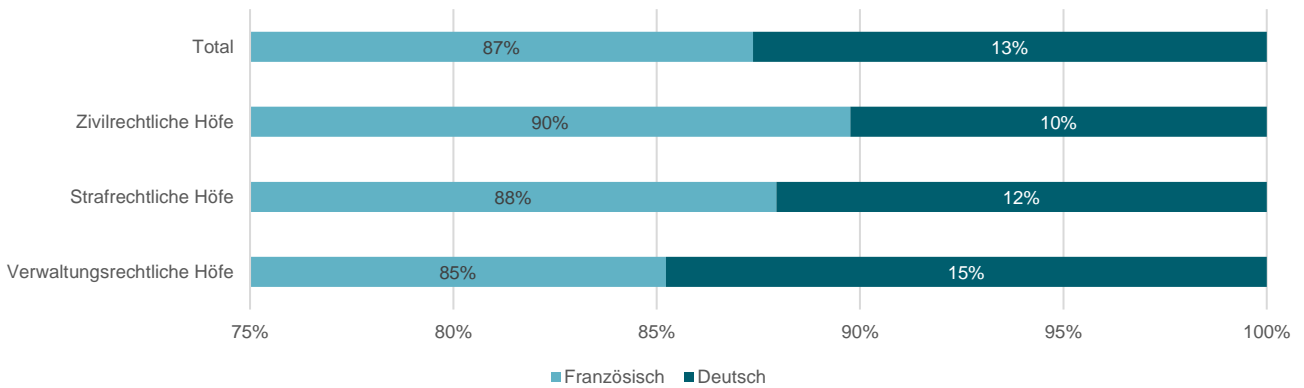
3.1.2.1 Allgemeines

Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die verschiedenen Höfe 2017-2020

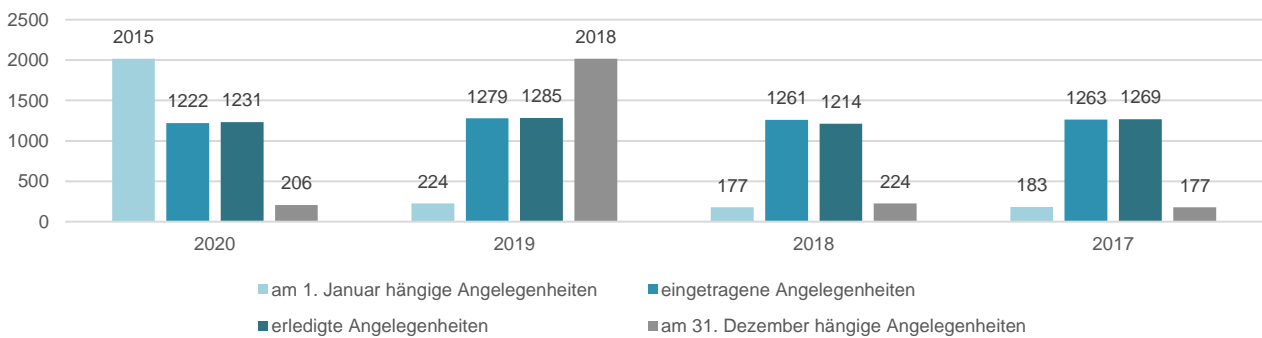


Die Differenz zwischen der Zahl der am 01.01.2020 und am 31.12.19 hängigen Angelegenheiten erklärt sich durch die elektronische Erledigung von drei internationalen Rechtshilfeersuchen nach Erstellung der Statistik.

Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2020

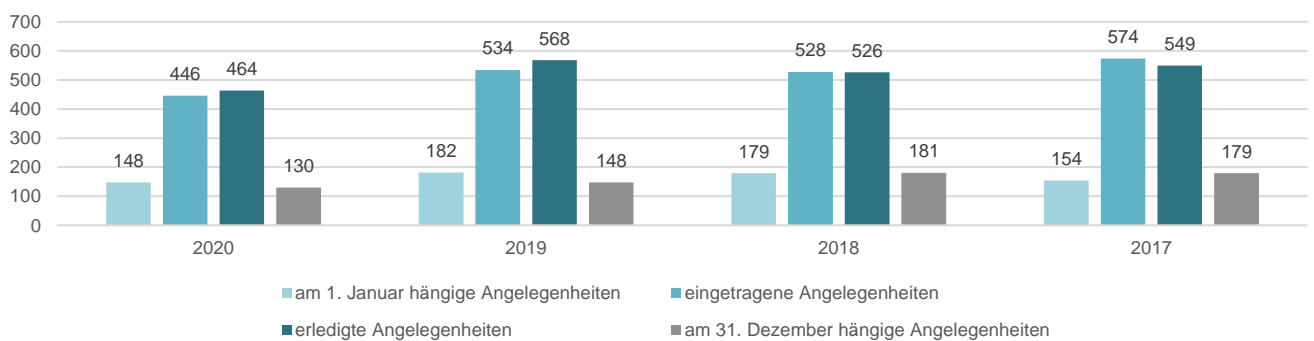


Zivilrechtliche Höfe - Entwicklung 2017-2020



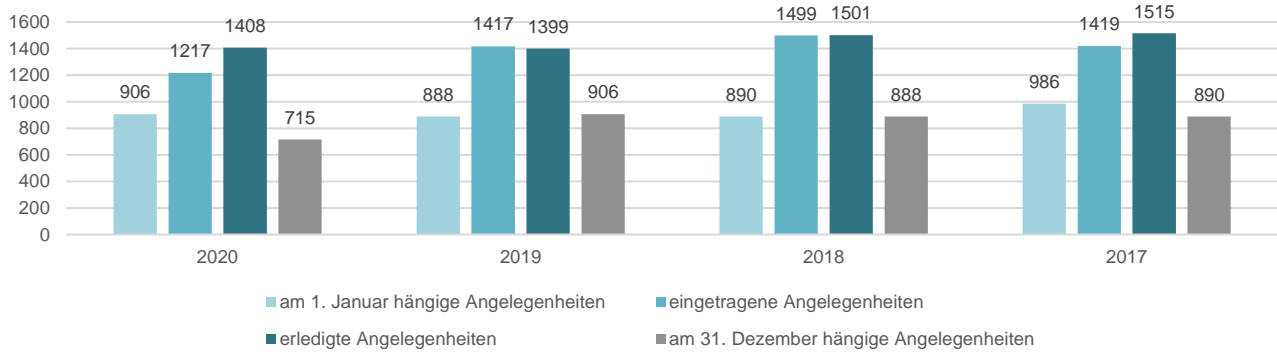
Die Differenz zwischen der Zahl der am 01.01.2020 und der am 31.12.2019 hängigen Angelegenheiten erklärt sich durch die elektronische Erledigung von drei internationalen Rechtshilfeersuchen nach Erstellung der Statistik.

Strafrechtliche Höfe - Entwicklung 2017-2020

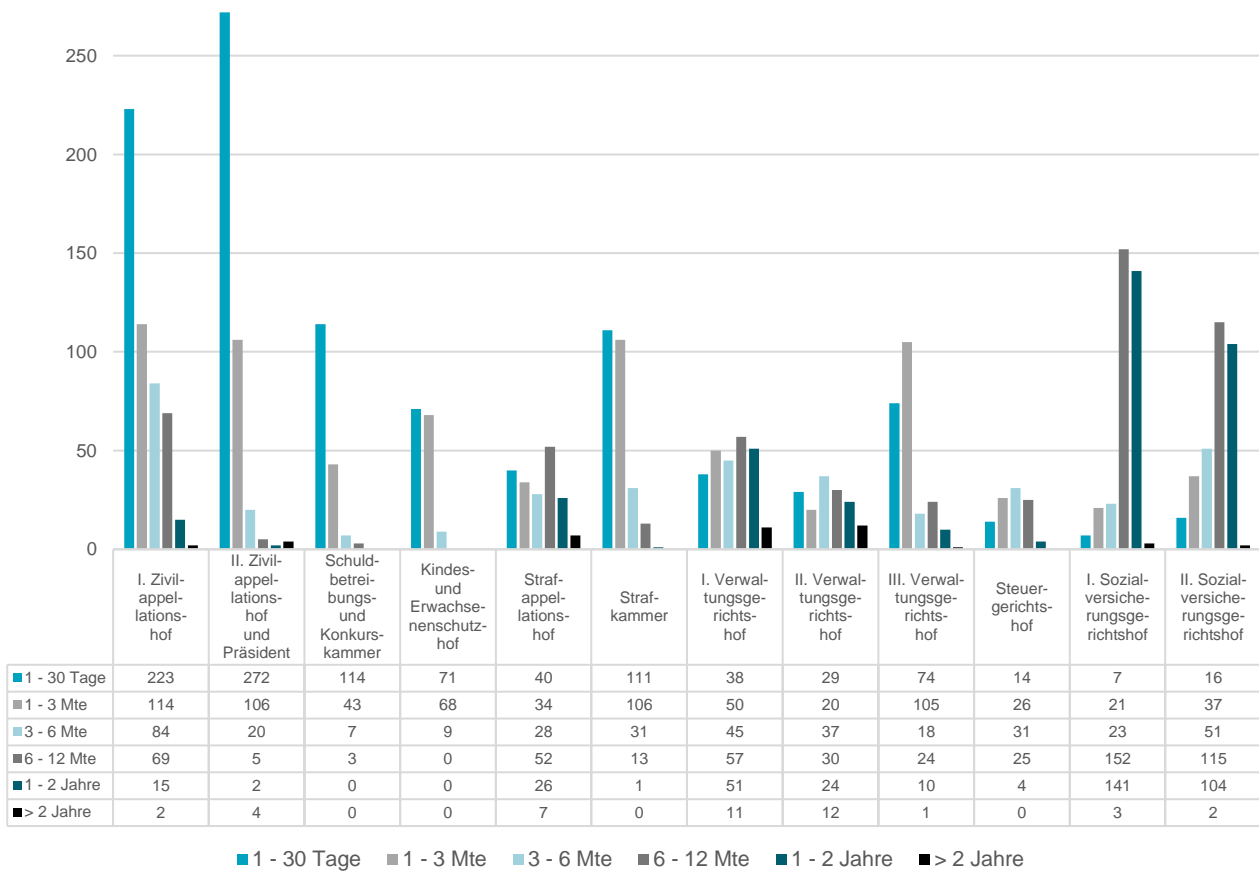


Die Differenz zwischen der Zahl der am 01.01.2019 und der am 31.12.2018 hängigen Angelegenheiten erklärt sich dadurch, dass eine Angelegenheit von 2019 erst nach erfolgtem Druck der Statistik registriert wurde.

Verwaltungsrechtliche Höfe - Entwicklung 2017-2020



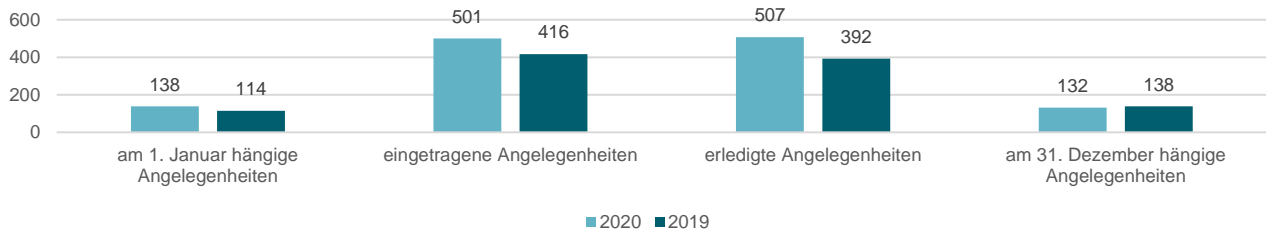
Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern



3.1.2.2 Zivilrechtliche Höfe

3.1.2.2.1 I. Zivilappellationshof

I. Zivilappellationshof - allgemeine Statistik 2019-2020

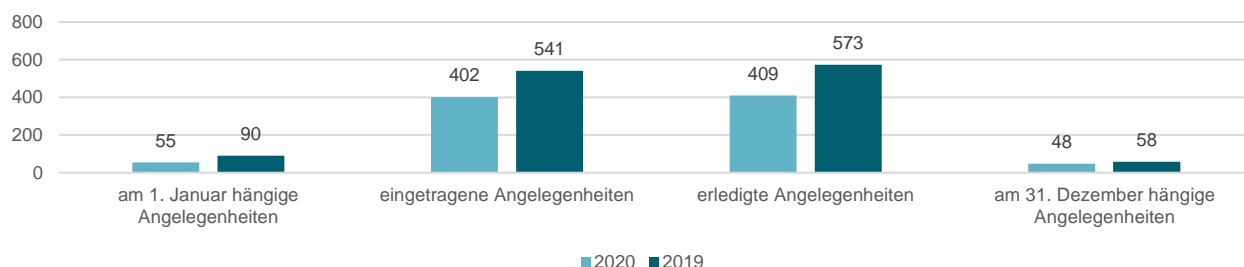


Herkunft erledigte Angelegenheiten	2020	2019
Saane	113	92
Sense	11	11
Greyerz	31	22
See	19	11
Glane	21	8
Broye	28	14
Vivisbach	20	19
Friedensgericht Broye	1	0
Friedensgericht See	1	1
Friedensgericht Saane	9	1
Friedensgericht Sense	1	0
Andere	252	213
Total	507	392

Erledigungsart	2020	2019
Gutheissung	31	29
Teilweise Gutheissung	105	91
Gutheissung mit Rückweisung	3	5
Abweisung	104	76
Nichteintreten	31	16
Offensichtliche Unzulässigkeit	3	0
Rückzug	13	8
Erledigung durch Brief	0	1
Gegenstandslos oder andere Gründe	24	25
Ohne Folge klassiert	1	0
URP (mit Anwalt) gewährt	158	112
URP (mit Anwalt) verweigert	24	22
URP (mit Anwalt) teilweise gewährt	5	1
URP (ohne Anwalt) gewährt	2	1
URP (ohne Anwalt) verweigert	2	5
Bezeichnung (Ausstände)	1	0
Total	507	392

3.1.2.2.2 II. Zivilappellationshof

II. Zivilappellationshof - allgemeine Statistik 2019-2020



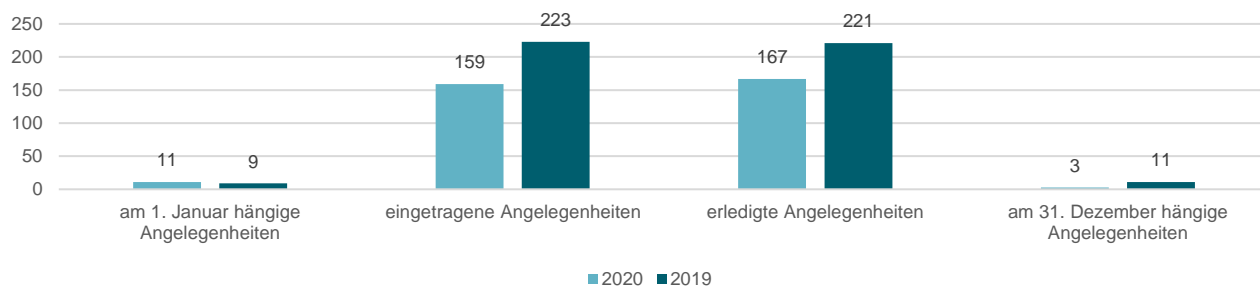
Internationale Rechtshilfeersuchen inbegriffen.
Die Differenz erklärt sich durch die elektronische Erledigung von drei internationalen Rechtshilfeersuchen nach Erstellung der Statistik

Herkunft erledigte Angelegenheiten	2020	2019
Saane	68	122
Sense	13	19
Greyerz	38	48
See	17	15
Glane	8	19
Broye	19	15
Vivisbach	11	10
Ausländische Behörden	158	212
Andere	77	113
Total	409	573

Erledigungsart	2020	2019
Gutheissung	43	72
Teilweise Gutheissung	12	9
Gutheissung mit Rückweisung	3	4
Abweisung	69	80
Nichteintreten	34	82
Offensichtliche Unzulässigkeit	36	20
Rückzug	9	20
Vergleich	0	5
URP (mit Anwalt) gewährt	2	9
URP (mit Anwalt) verweigert	6	5
URP (ohne Anwalt) gewährt	0	0
URP (ohne Anwalt) verweigert	7	8
Parteikosten festgesetzt	3	0
Gegenstandslos oder andere Gründe	27	44
Erledigung durch Brief	0	2
Streitabstand	0	1
Übermittlung der Rechtshilfe	158	212
Mit Urteil	7	13
Ohne Urteil	151	199
Total	409	573

3.1.2.2.3 Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Schuldbetreibungs- und Konkurskammer - allgemeine Statistik 2019-2020

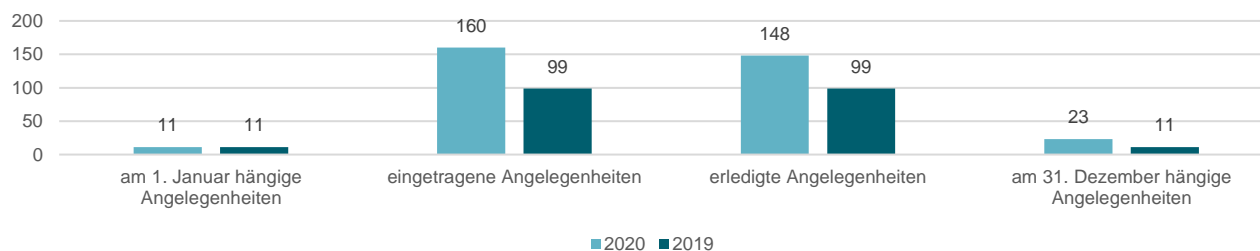


Herkunft erledigte Angelegenheiten	2020	2019
Saane	27	34
Sense	7	12
Greyerz	3	13
See	4	5
Glane	0	2
Broye	9	12
Vivisbach	8	5
Kantonales Konkursamt	67	97
Andere	42	41
Total	167	221

Erledigungsart	2020	2019
Gutheissung	19	115
Teilweise Gutheissung	11	12
Gutheissung mit Rückweisung	1	1
Abweisung	35	45
Nichteintreten	6	15
Offensichtliche Unzulässigkeit	1	0
Gegenstandslos	14	24
Rückzug	2	3
Geprüft	69	0
Ohne Folge klassiert	0	2
Erledigung durch Brief	0	0
Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	1	1
URP (mit Anwalt) verweigert	8	0
URP (mit Anwalt) gewährt	0	3
Total	167	221

3.1.2.2.4 Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Kindes- und Erwachsenenschutzhof - allgemeine Statistik 2019-2020



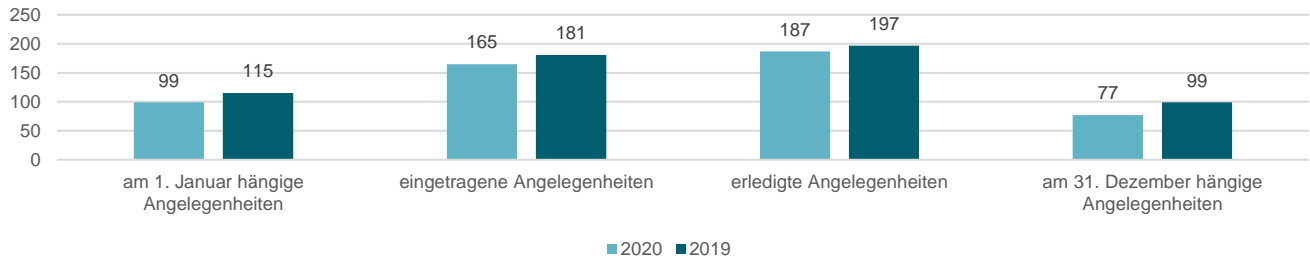
Herkunft erledigte Angelegenheiten	2020	2019
Saane (Friedensgericht)	28	24
Sense (Friedensgericht)	10	7
Greyerz (Friedensgericht)	19	16
See (Friedensgericht)	10	12
Glane (Friedensgericht)	6	1
Broye (Friedensgericht)	9	5
Vivisbach (Friedensgericht)	8	7
Andere	58	27
Total	148	99

Erledigungsart	2020	2019
Gutheissung	23	11
Teilweise Gutheissung	11	6
Gutheissung mit Rückweisung	5	1
Nichteintreten	18	20
Abweisung	44	21
Rückzug	3	9
URP (mit Anwalt) gewährt	29	10
URP (mit Anwalt) verweigert	5	3
URP (ohne Anwalt) verweigert	1	2
Bezeichnung	0	2
Gegenstandslos oder andere Gründe	8	8
Überweisung an die zuständige Behörde	0	2
Erledigung durch Brief	1	3
Ohne Folge klassiert	0	1
Total	148	99

3.1.2.3 Strafrechtliche Höfe

3.1.2.3.1 Strafappellationshof

Strafappellationshof - allgemeine Statistik 2019-2020



Herkunft erledigte Angelegenheiten

Bezirksstrafgerichte

	2020	2019
Saane	31	41
Sense	8	6
Greyerz	21	14
See	3	8
Glane	4	2
Broye	9	5
Vivisbach	2	0
Total	78	76

Polizeirichter

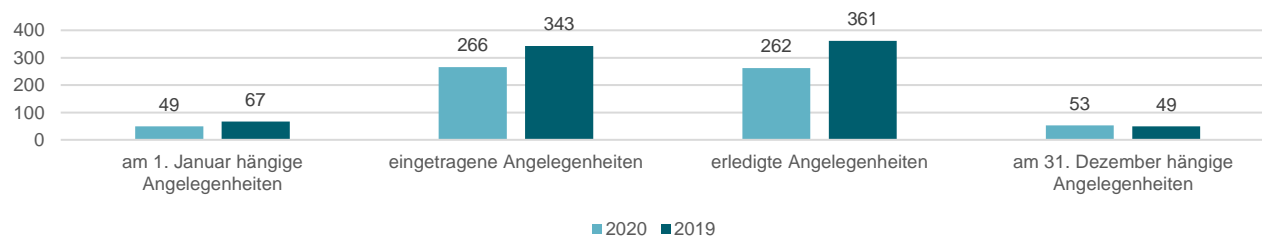
	2020	2019
Saane	29	35
Sense	17	3
Greyerz	9	13
See	7	8
Glane	3	2
Broye	4	11
Vivisbach	3	2
Total	72	74

	2020	2019
Jugendstrafgericht	1	3
Wirtschaftsstrafgericht	6	7
Staatsanwaltschaft	8	8
Andere	22	29

Erledigungsart	2020	2019
Gutheissung	19	16
Teilweise Gutheissung	40	43
Gutheissung mit Rückweisung	0	1
Abweisung	65	63
Nichteintreten	5	14
Gegenstandslos	43	38
Rückzug	15	19
URP (ohne Anwalt) verweigert	0	1
URP (mit Anwalt) gewährt	0	1
Ohne Folge klassiert	0	1
Total	187	197

3.1.2.3.2 Strafkammer

Strafkammer - allgemeine Statistik 2019-2020



Herkunft erledigte Angelegenheiten

Bezirksstrafgericht	2020	2019
Saane	3	5
Sense	0	2
Greyerz	3	1
See	1	2
Glane	0	0
Broye	0	1
Vivisbach	0	0
Total	7	11

Polizeirichter	2020	2019
Saane	10	18
Sense	2	0
Greyerz	2	8
See	4	2
Glane	1	2
Broye	8	3
Vivisbach	0	1
Total	27	34

Herkunft erledigte Angelegenheiten

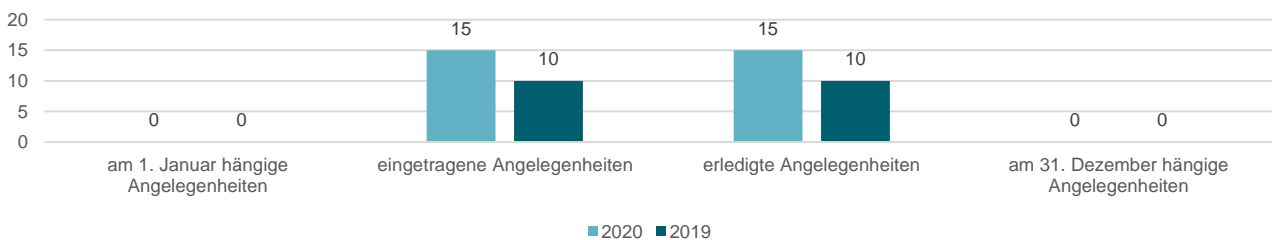
	2020	2019
Staatsanwaltschaft	136	185
Zwangsmassnahmengericht	29	27
Jugendstrafgericht	2	4
Andere	61	100

Erledigungsart

	2020	2019
Gutheissung	31	32
Teilweise Gutheissung	6	16
Gutheissung mit Rückweisung	19	21
Abweisung	120	130
Nichteintreten	40	80
Offensichtliche Unzulässigkeit	1	0
Rückzug	6	15
Überweisung an die zuständige Behörde	1	3
Gegenstandslos oder andere Gründe	15	30
URP (mit Anwalt) gewährt	3	8
URP (mit Anwalt) verweigert	4	11
URP (mit Anwalt) teilweise gewährt	1	0
URP (ohne Anwalt) verweigert	12	12
Erledigung durch Brief	0	1
Ohne Folge klassiert	3	2
Total	262	361

3.1.2.3.3 Präsident der Strafkammer

Präsident der Strafkammer - allgemeine Statistik



Erledigungsart

	2020	2019
Gutheissung	15	10
Gegenstandslos oder andere Gründe	0	0
Nichteintreten	0	0
Total	15	10

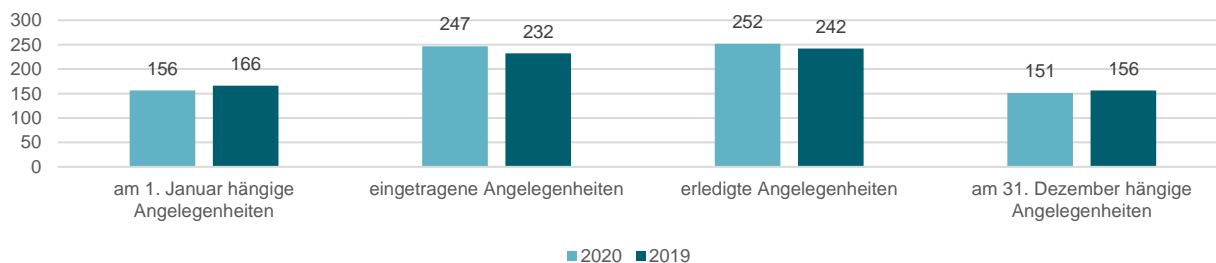
Behandelte Rechtsgebiete

	2020	2019
Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)	15	10
Verschiedenes	0	0

3.1.2.4 Verwaltungsrechtliche Höfe

3.1.2.4.1 I. Verwaltungsgerichtshof

I. Verwaltungsgerichtshof - allgemeine Statistik 2019-2020

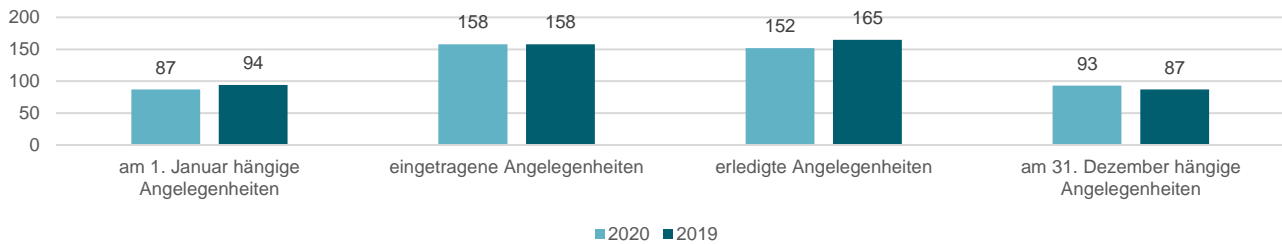


Erledigungsart

	2020	2019
Gutheissung	16	19
Teilweise Gutheissung	3	9
Gutheissung mit Rückweisung	5	9
Abweisung	90	88
Nichteintreten	7	5
Offensichtliche Unzulässigkeit	7	4
Rückzug	9	15
Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	14	8
Vergleich/Genehmigung	2	0
Abschreibung aus anderen Gründen	59	54
Ohne Folge klassiert	1	2
Erledigung durch Brief	1	2
Überweisung an die zuständige Behörde	1	0
Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	17	9
Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	12	9
URP/AV (mit Anwalt) teilweise gewährt	1	0
Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	1	0
Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	5	8
Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	1
Total	252	242

3.1.2.4.2 II. Verwaltungsgerichtshof

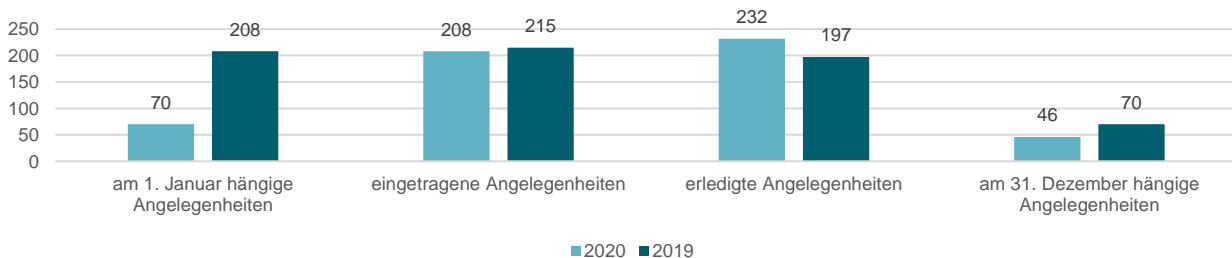
II. Verwaltungsgerichtshof - allgemeine Statistik 2019-2020



Erledigungsart	2020	2019
Gutheissung	23	32
Teilweise Gutheissung	2	5
Gutheissung mit Rückweisung	4	2
Abweisung	50	44
Nichteintreten	3	5
Offensichtliche Unzulässigkeit	8	18
Rückzug	12	17
Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	8	2
Vergleich/Genehmigung	2	3
Abschreibung andere Gründe	37	33
Erledigung durch Brief	0	1
Ohne Folge klassiert	0	1
Überweisung an die zuständige Behörde	1	0
Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	1	0
Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	1	2
Total	152	165

3.1.2.4.3 III. Verwaltungsgerichtshof

III. Verwaltungsgerichtshof - allgemeine Statistik 2019-2020

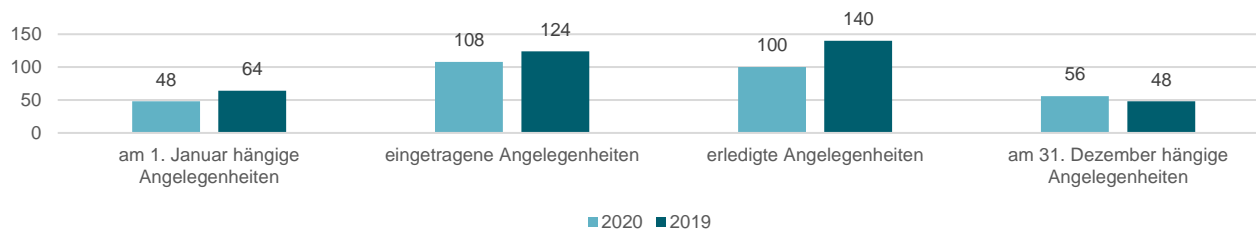


Erledigungsart

	2020	2019
Gutheissung	4	16
Teilweise Gutheissung	4	6
Gutheissung mit Rückweisung	8	2
Abweisung	80	66
Nichteintreten	1	1
Offensichtliche Unzulässigkeit	37	37
Rückzug	41	25
Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	9	3
Abschreibung andere Gründe	34	30
Abschreibung (Abwesenheit)	1	0
Überweisung an die zuständige Behörde	4	0
Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	1	1
Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	3	7
Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	1	1
Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	4	1
Total	232	197

3.1.2.4.4 Steuergerichtshof

Steuergerichtshof - allgemeine Statistik 2019-2020

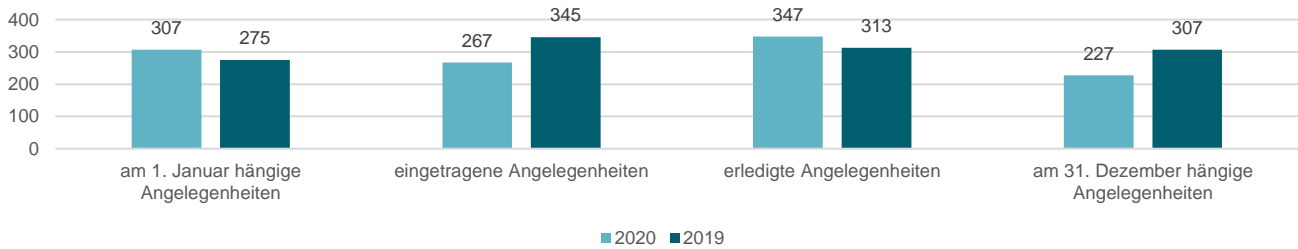


Erledigungsart

	2020	2019
Gutheissung	0	4
Teilweise Gutheissung	7	21
Gutheissung mit Rückweisung	5	0
Abweisung	46	65
Nichteintreten	5	2
Offensichtliche Unzulässigkeit	9	16
Rückzug	8	18
Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	6	3
Vergleich/Genehmigung	4	2
Abschreibung andere Gründe	2	6
Erledigung durch Brief	6	2
Überweisung an die zuständige Behörde	1	0
Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	1
Total	100	140

3.1.2.4.5 I. Sozialversicherungsgerichtshof

I. Sozialversicherungsgerichtshof - allgemeine Statistik 2019-2020

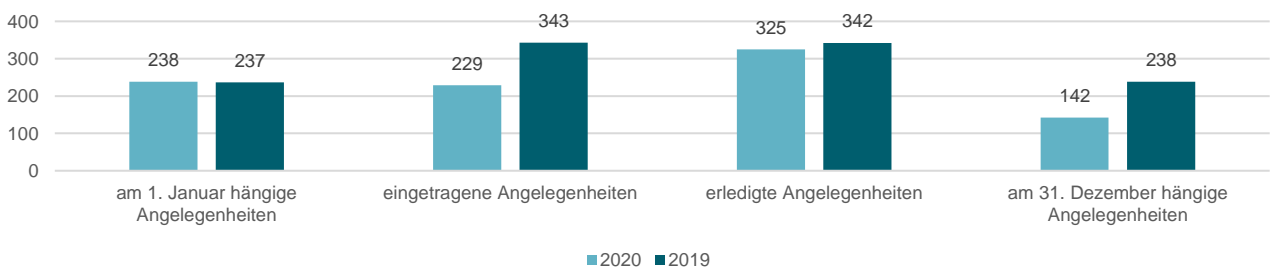


Erledigungsart

	2020	2019
Gutheissung	25	26
Teilweise Gutheissung	27	17
Gutheissung mit Rückweisung	25	23
Abweisung	173	141
Nichteintreten	3	0
Offensichtliche Unzulässigkeit	8	8
Rückzug	11	11
Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	5	13
Abschreibung andere Gründe	27	29
Erledigung durch Brief	2	1
Überweisung an die zuständige Behörde	1	4
Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	22	25
Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	11	8
Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	4	1
Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	1	0
Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	2	6
Total	347	313

3.1.2.4.6 II. Sozialversicherungsgerichtshof

II. Sozialversicherungsgerichtshof - allgemeine Statistik



Erledigungsart	2020	2019
Gutheissung	20	24
Teilweise Gutheissung	17	22
Gutheissung mit Rückweisung	31	43
Abweisung	134	99
Nichteintreten	2	4
Offensichtliche Unzulässigkeit	15	15
Rückzug	10	13
Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	4	15
Vergleich/Genehmigung	4	9
Abschreibung andere Gründe	29	41
Erledigung durch Brief	2	1
Überweisung an die zuständige Behörde	0	1
Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	34	24
Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	10	13
Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	7	1
Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	1	2
Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung	5	11
Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	0	4
Total	325	342

3.1.2.4.7 Beschwerden an das Bundesgericht

Eingereichte Beschwerden	2020	2019
I. Zivilappellationshof	26	11
II. Zivilappellationshof	23	31
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	4	8
Kindes- und Erwachsenenschutzhof	9	7
Strafappellationshof	27	40
Strafkammer	35	44
I. Verwaltungsgerichtshof	29	35
II. Verwaltungsgerichtshof	19	15
III. Verwaltungsgerichtshof	11	13
Steuergerichtshof	9	8
I. Sozialversicherungsgerichtshof	43	34
II. Sozialversicherungsgerichtshof	21	21
Total	256	267

Erledigte Beschwerden / Erledigungsarten	2020	2019
I. Zivilappellationshof		
Gutheissung	0	1
Teilweise Gutheissung	1	0
Gutheissung mit Rückweisung	3	0
Abweisung	7	4
Nichteintreten	2	4
II. Zivilappellationshof		
Gutheissung	0	0
Gutheissung mit Rückweisung	3	1
Abweisung	6	5
Nichteintreten	17	22
Rückzug	0	1
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer		
Gutheissung	0	0
Gutheissung mit Rückweisung	1	2
Abweisung	4	4
Nichteintreten	2	3
Kindes- und Erwachsenenschutzhof		
Gutheissung	0	0
Abweisung	0	1
Nichteintreten	8	5
Strafappellationshof		
Gutheissung	2	0
Teilweise Gutheissung	2	0
Gutheissung mit Rückweisung	3	4
Abweisung	17	20
Nichteintreten	6	7
Gegenstandslos	0	1
Rückzug	1	0
Strafkammer		
Gutheissung	0	0
Gutheissung mit Rückweisung	1	0
Abweisung	12	12
Nichteintreten	17	27
Rückzug	1	3
I. Verwaltungsgerichtshof		
Gutheissung	2	1
Teilweise Gutheissung	0	0
Gutheissung mit Rückweisung	0	1
Abweisung	30	16
Nichteintreten	3	1
Offensichtliche Unzulässigkeit	5	12
Gegenstandslos	0	1
Rückzug	0	0
II. Verwaltungsgerichtshof		
Gutheissung	0	2
Teilweise Gutheissung	0	0
Gutheissung mit Rückweisung	2	0

Erledigte Beschwerden / Erledigungsarten	2020	2019
Abweisung	7	7
Nichteintreten	1	2
Offensichtliche Unzulässigkeit	0	2
Gegenstandslos	0	0
Rückzug	0	0
III. Verwaltungsgerichtshof		
Gutheissung	2	1
Teilweise Gutheissung	0	0
Gutheissung mit Rückweisung	0	1
Abweisung	4	7
Nichteintreten	3	2
Offensichtliche Unzulässigkeit	3	2
Gegenstandslos	0	0
Rückzug	0	0
Steuergerichtshof		
Gutheissung	1	2
Teilweise Gutheissung	1	0
Gutheissung mit Rückweisung	0	0
Abweisung	4	10
Nichteintreten	1	0
Offensichtliche Unzulässigkeit	2	3
Gegenstandslos	0	0
Rückzug	0	0
I. Sozialversicherungsgerichtshof		
Gutheissung	6	6
Teilweise Gutheissung	3	3
Gutheissung und Rückweisung	2	1
Abweisung	19	16
Nichteintreten	3	4
Offensichtliche Unzulässigkeit	8	5
Gegenstandslos	0	1
Rückzug	0	1
II. Sozialversicherungsgerichtshof		
Gutheissung	0	1
Teilweise Gutheissung	0	2
Gutheissung und Rückweisung	0	3
Abweisung	7	15
Nichteintreten	2	1
Offensichtliche Unzulässigkeit	1	3
Gegenstandslos	0	0
Rückzug	3	1
Total	241	263

3.1.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link](#).

3.2 Staatsanwaltschaft

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Staatsanwaltschaft (StA) wacht über die Einhaltung von Recht und Ordnung. Sie vertritt namentlich den Staat vor den Bezirksstrafgerichten und gegebenenfalls den Bezirkszivilgerichten, dem Jugendstrafgericht, dem Wirtschaftsstrafgericht, dem Kantons- und dem Bundesgericht.

Webseite StA: <https://www.fr.ch/de/sjd/sta>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Fabien Gasser, Generalstaatsanwalt; Alessia Chocomeli, Stellvertretende Generalstaatsanwältin; Raphaël Bourquin, Stellvertretender Generalstaatsanwalt

Stéphanie Amara, Philippe Barboni, Marc Bugnon, Frédéric Chassot, Catherine Christinaz, Christiana Dieu Bach, Patrick Genoud, Liliane Hauser, Markus Julmy, Jean-Luc Mooser, Laurent Moschini, Jean-Frédéric Schmutz, Staatsanwältin/Staatsanwalt

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	14.50	14.50

3.2.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Arbeitsbelastung der Staatsanwaltschaft ist nach wie vor hoch, mit einer grossen Anzahl von Fällen, insbesondere für die Wirtschaftseinheit. Ausserdem folgen auf die Entscheidungen sehr oft Beschwerden, welche die Arbeitsbelastung weiter erhöhen. Davon abgesehen, arbeiten die Mitarbeiter dieser Behörde gut. Ihre Stabilität sorgt für ein gutes internes Arbeitsklima und eine effiziente Zusammenarbeit mit anderen Justizbehörden.

Die Gesundheitskrise, die von der Leitung effizient bewältigt wurde, hatte mässige Auswirkungen auf die Arbeitsweise der Staatsanwaltschaft. Während des Lockdowns ist die Zahl der Fälle im Vergleich zu 2019 zwar deutlich gesunken, aber die Wiederaufnahme war sehr rege, da in Zusammenhang mit der Pandemie neue Straftaten auftauchten.

Diese Behörde, die hohe Erwartungen an die Digitalisierung von Akten und Verfahren hat, äussert Befürchtungen über den Fortschritt des Projekts E-Justice.

Im Juni wurde Generalstaatsanwalt Gasser für eine dritte und letzte Amtszeit wiedergewählt. Seine Stellvertreter, Staatsanwältin Chocomeli und Staatsanwalt Bourquin, wurden ebenfalls wiedergewählt.

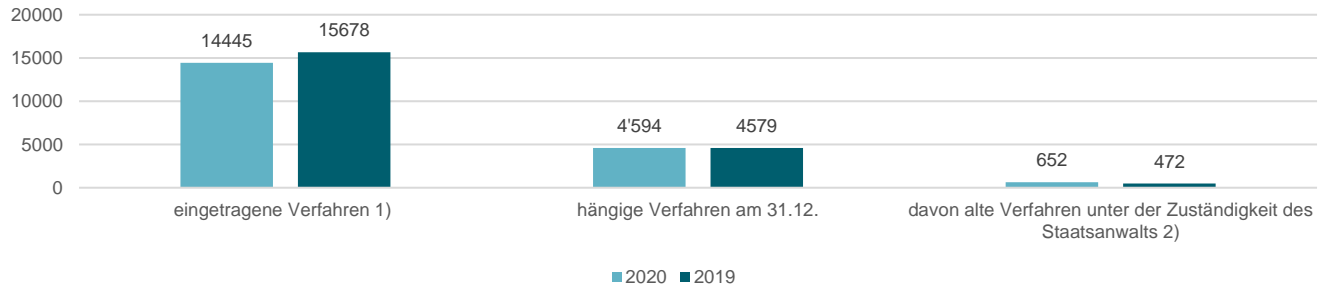
Auf Antrag dieser Behörde verlängerte der Rat das Mandat der Ad-hoc-Staatsanwältin Hurni um sechs Monate, was der Grosse Rat in der Maisession ordnungsgemäss bestätigte (Art. 91 Abs. 1 Bst. d^{bis} JG). Dieses Mandat endete am 30. Juni 2020 mit der Rückkehr von Staatsanwältin Christinaz in ihr Amt. Zudem hat der Rat in zwei Fällen ausserkantonale Staatsanwälte mit der Untersuchung von Fällen betraut, an denen ein Mitglied der Staatsanwaltschaft beziehungsweise die gesamte Staatsanwaltschaft beteiligt waren (Art. 22 Abs. 4 JG).

Ausserdem hat der Rat die Erhöhung des Beschäftigungsgrads der Staatsanwältin Dieu-Bach um 10 % ab dem 10. Oktober 2020 bestätigt (Art. 10b Abs. 2 JG). Staatsanwalt Julmy hat seinen Rücktritt auf den 30. Juni 2021 angekündigt. Sein Nachfolger wird im Februar 2021 gewählt.

3.2.2 Arbeitslast - Statistik

3.2.2.1 Im Allgemeinen

Allgemeine Statistik 2019-2020



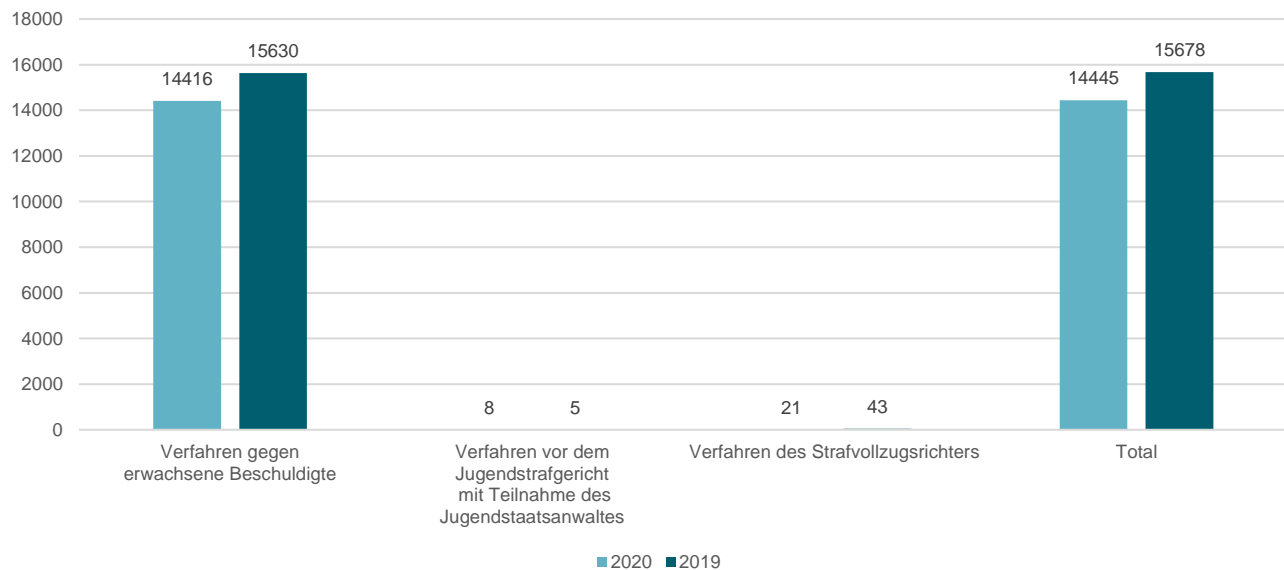
¹⁾ In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einer beschuldigten Person. Es ist indessen möglich, dass sich in einem physischen Strafdossier mehrere Beschuldigte zusammengefasst wiederfinden.

²⁾ d.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

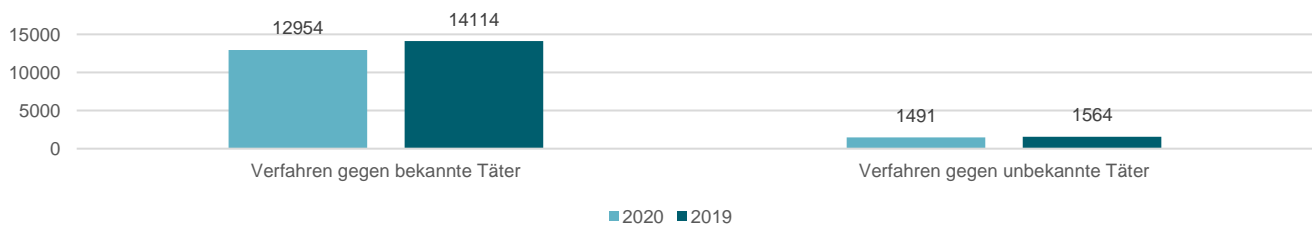
3.2.2.2 Eingetragene und hängige Verfahren

3.2.2.2.1 Eingetragene Verfahren

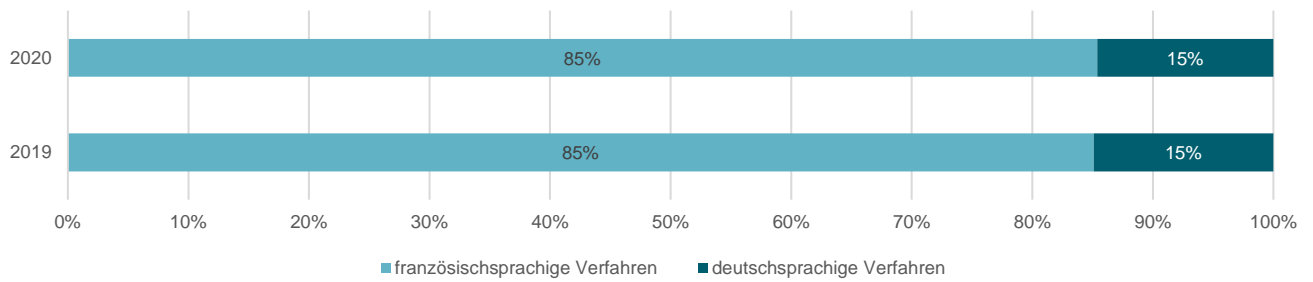
Aufteilung der eingetragenen Verfahren 2019-2020



Verfahren gegen bekannte und unbekannte Täter 2019-2020

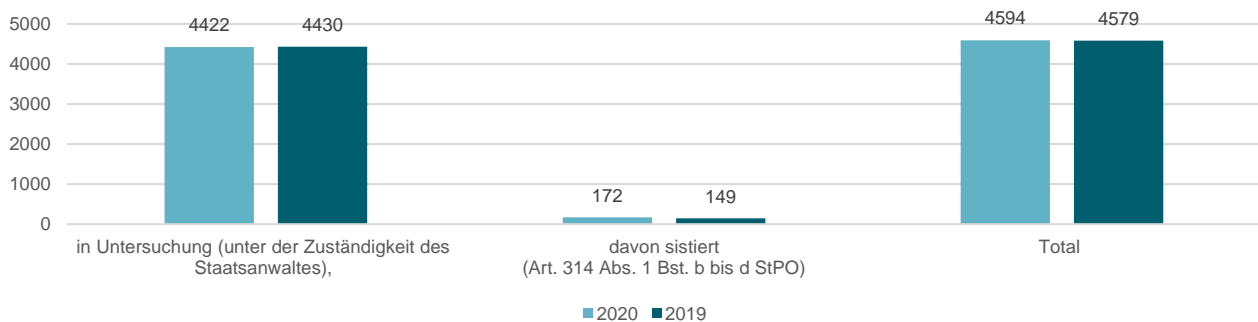


Verfahrenssprache 2019-2020



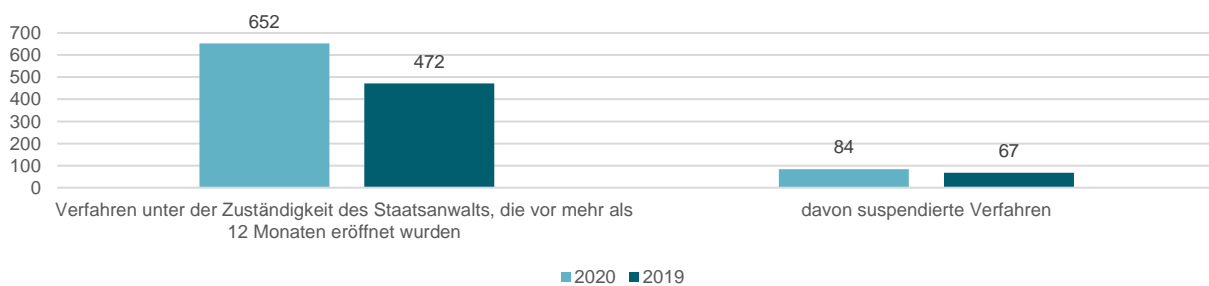
3.2.2.2.2 Hängige Verfahren

Hängige Verfahren 2019-2020



3.2.2.2.3 Ältere hängige Verfahren

Ältere hängige Verfahren 2019-2020



Per 31.12.2020 offene Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwaltes, aus dem Jahr :

2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total
1	1	5	6	19	28	55	105	432	652

3.2.2.3 Einer anderen Instanz überwiesene oder erledigte Verfahren

3.2.2.3.1 Im Allgemeinen

	2020	2019
Nichtanhandnahmeverfügungen	1613	1930
davon Fälle von Leichenhebungen	125	172
Sistierungsverfügungen	915	1'105
Einstellungsverfügungen	762	898
Strafbefehle	9366	9749
Anklageschriften	350	383
selbständige Einziehungsverfahren	0	0
selbständige nachträgliche Entscheidungen	21	60
Unzuständigkeitsentscheide	601	602
Übermittlungen an den Oberamtmann (ohne gesetzliche Versöhnungsversuche)	1	11
Übermittlungen an die Kantonspolizei	327	254
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	2849	3241
Nationale Rechtshilfesuche	14	33
Internationale Rechtshilfesuche	95	85
Klassierungen ohne Folge	148	125

3.2.2.3.2 Strafbefehle

Strafbefehle und Umwandlungsverfügungen

	2020	2019
rechtskräftige Strafbefehle	8'805	9'302
Einsprachen gegen Strafbefehle mit Überweisung an den Polizeirichter	561	447
Total	9'366	9'749

3.2.2.3.3 Anklageschriften

	2020	2019
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	203	198
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	57	96
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	7	5
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	10	5
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	73	78
	0	1
Total	350	383

3.2.2.3.4 Selbständige nachträgliche Entscheidungen

Verfügungen des Strafvollzugsrichters

	2020	2019
Verfügungen betreffend Suspendierung der Freiheitsstrafe	0	11
Verfügungen betreffend die Verweigerung der Suspendierung der Freiheitsstrafe	0	3
Verfügungen betreffend die Umwandlung von gemeinnütziger Arbeit	19	41
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0	0
andere Verfügungen des Strafvollzugsrichters	2	5
Total	21	60

3.2.2.3.5 Verfahrensdauer

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2020	2019
0 bis 1 Monat	20.31%	21.02%
1 bis 2 Monate	23.73%	21.28%
2 bis 3 Monate	15.87%	17.20%
3 bis 6 Monate	23.93%	25.59%
6 bis 12 Monate	11.39%	10.92%
12 bis 18 Monate	2.77%	2.29%
18 bis 24 Monate	1%	0.78%
24 bis 36 Monate	0.46%	0.51%
mehr als 36 Monate	0.54%	0.41%

3.2.2.3.6 Verfügungen nach Deliktsart¹

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2020	2019
Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111 ff. StGB)	15	11
davon Fälle von fahrlässiger Tötung (Art. 117 StGB)	12	6
Strafbare Handlungen gegen die körperliche Integrität (Art. 122 ff. StGB)	636	810
davon Fälle mit Gewaltdelikten (Art. 122, 133 und 134 StGB)	50	53
Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137 ff. StGB)	2328	2321
Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität (Art. 187 ff. StGB)	175	120
davon Fälle mit dem Straftatbestand der Pornografie (Art. 197 StGB)	47	36
Andere Widerhandlungen gegen das Strafgesetzbuch	3036	3273
Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz	4311	4761
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Betäubungsmittel	1511	1891
davon Fälle, welche namentlich den Konsum von Betäubungsmitteln betreffen (Art. 19a BetmG)	1384	1724
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Personenbeförderung	2331	2764
Widerhandlungen gegen andere Spezialgesetze ²	2741	3154
Widerhandlungen «Covid-19»	501	---

3.2.2.3.7 Untersuchungshaft

	2020	2019
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	196	219
Anzahl Hafttage	19734	19973

3.2.2.3.8 Beschwerden

Von den Staatsanwälten eingereichte Beschwerden	2020	2019
Anzahl Beschwerden bzw. Berufung, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	5	22
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	0	12

¹ Angesichts der Kumulation der strafbaren Handlungen kann dieselbe Verfügung mehrmals erfasst sein.

² Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch, Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer, Bundesgesetz über Waffen, Waffenzubehör und Munition.

3.2.2.3.9 Verteidiger

	2020	2019
Anzahl Bestellungen als amtlicher oder unentgeltlicher Verteidiger,	304	317
davon nach Turnusliste	45	53

Der von der beschuldigten Person gewählte notwendige Verteidiger wird in der Turnusliste nicht berücksichtigt (vgl. Richtlinie 1.7 des Generalstaatsanwalts vom 12. Januar 2011 betreffend die Bestellung der Verteidiger, Ziffer 5); diese Regel erklärt den Unterschied zwischen der Gesamtzahl der amtlichen Verteidiger und jener gemäss Turnusliste.

3.2.2.3.10 Kontrolle durch den Generalstaatsanwalt

Vor- und Nachkontrolle der Verfügungen der Staatsanwälte, der Oberämter und des Jugendstrafgerichts	2020	2019
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen	3	2
Einsprachen gegen Strafbefehle	5	2

3.2.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.3 Zwangsmassnahmengericht

Aufgabe und Zuständigkeit

Das Zwangsmassnahmengericht (ZMG) bewilligt für den ganzen Kanton auf Antrag der Staatsanwaltschaft, der Jugendstrafrichterin/des Jugendstrafrichters oder des Amtes für Bevölkerung und Migration besonders einschneidende Zwangsmassnahmen auf dem Gebiet des Straf- und Verwaltungsrechts. Es trifft seine Entscheide durch eine Einzelrichterin/einen Einzelrichter.

Das Zwangsmassnahmengericht ordnet eine Untersuchungshaft an und verlängert diese, ordnet die Sicherheitshaft an, entscheidet über Haftentlassungsgesuche; ordnet andere Zwangsmassnahmen an oder genehmigt diese (insbesondere die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs, die Überwachung mit technischen Überwachungsgeräten und die verdeckte Ermittlung); entscheidet über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist (insbesondere die Überprüfung der Rechtmässigkeit der Vorbereitungs- oder Ausschaffungshaft).

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-zwangsmassnahmengericht>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Delphine Maradan, Géraldine Pontelli-Barras, Sonja Walter, Richterinnen; Adeline Corpataux, Ludovic Farine, Caroline Gauch, Peter Stoller, Stellvertretende Richter/Stellvertretender Richter

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	1.50	1.50

3.3.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Dieses Gericht, das aus drei Richtern mit je einer halben Stelle, die von 1,5 VZÄ in der Gerichtsschreiberei und im Sekretariat unterstützt werden, besteht, ist eindeutig unterdotiert. Da die Zahl der Fälle und der Zuständigkeitsbereiche in den letzten zehn Jahren erheblich zugenommen haben, ist es dringend erforderlich, das Personal sowohl auf der Ebene der Richter (Erhöhung des Beschäftigungsgrads) als auch auf der Ebene der Gerichtsschreiber und Sekretäre aufzustocken. Es sei darauf hingewiesen, dass diese Behörde von ihren Richtern und Mitarbeitern ein hohes Mass an Reaktionsfähigkeit (Entscheidungen müssen innerhalb von 48 Stunden getroffen werden) und Einsatzbereitschaft (Pikettdienst jedes Wochenende) verlangt. Seit Anfang 2020 kann es seine Aufgaben trotz der hervorragenden Arbeit aller Mitarbeitenden kaum noch bewältigen.

Im Frühling, während des Lockdowns, verlangsamte sich die Gerichtstätigkeit. Sie nahm ab Mai wieder rege zu.

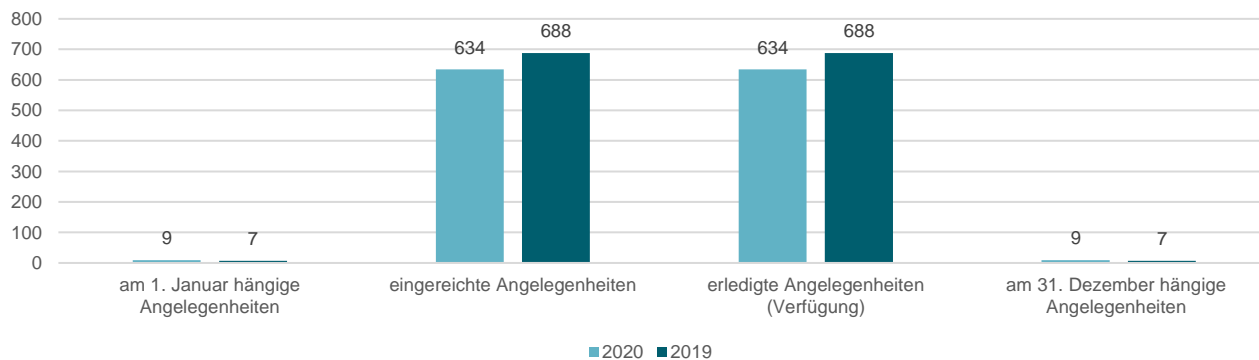
Felix Baumann, der seit der Schaffung im Jahr 2011 gewählter Richter des Zwangsmassnahmengerichts war, ist auf den 30. April 2020 zurückgetreten. Seine Nachfolgerin, Sonja Walter, trat ihr Amt am 1. August 2020 an. Cornelia Thalmann, die vom Rat als Ad-hoc-Richterin zu 10 % ernannt wurde, wirkte in der Zwischenzeit als Richterin für die deutschsprachigen Fälle. Die Richterinnen Delphine Maradan und Géraldine Pontelli Barras erhöhten ihr Arbeitspensum in diesem Zeitraum um 30 % bzw. 10 %, um die französischsprachigen Fälle zu bearbeiten.

Die Probleme mit den Räumlichkeiten, auf die bereits im letzten Jahr hingewiesen wurde, sind nicht behoben worden. Es wird dringend notwendig, eine Lösung für diese Behörde zu finden, wobei zu berücksichtigen ist, dass sie in räumlicher Nähe zur Staatsanwaltschaft sein muss.

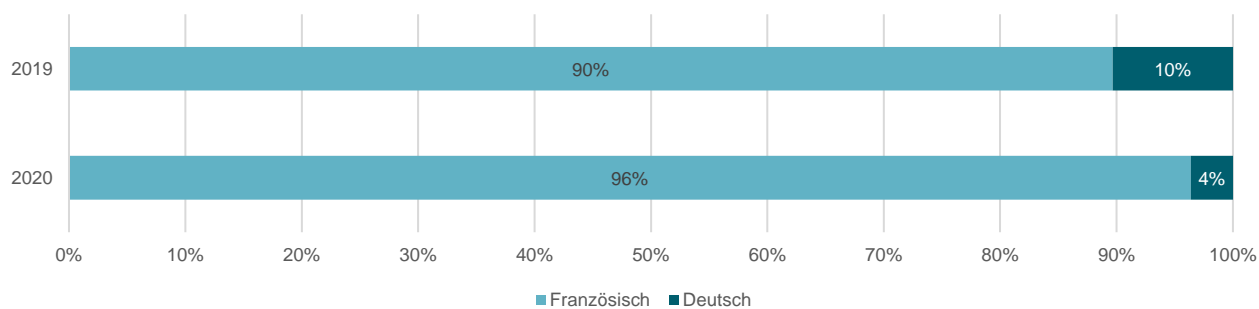
3.3.2 Arbeitslast - Statistik

3.3.2.1 Allgemeine Statistik

Allgemeine Statistik 2019-2020



Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten 2019-2020



3.3.2.2 Erledigte Angelegenheiten

3.3.2.2.1 Strafsachen

	2020	2019
Behandelte Rechtsgebiete	569	600
strafprozessuale Haft Erwachsene	406	435
strafprozessuale Haft Minderjährige	11	3
Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs	141	160
Zusicherung der Anonymität	3	1
Entsiegelung	2	2
DNA-Massenuntersuchungen	2	0
verdeckte Ermittlung	3	0
Friedensbürgschaft	1	0
Diverses	0	1

Erledigungsart	2020	2019
Gutheissung	310	314
teilweise Gutheissung	74	85
Abweisung	17	25
offensichtliche Unzulässigkeit	0	1
Rückzug	0	0
aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	16	12
Weiterleitung an die zuständige Behörde	0	0
ohne Folge klassiert	0	2
Erledigung durch Brief	0	0
Überwachungsmassnahmen genehmigt	138	154
Überwachungsmassnahmen nicht genehmigt	1	0
Überwachungsmassnahmen teilweise genehmigt	1	4
Rückzug	0	1
Überwachungsmassnahmen gegenstandslos geworden oder Gesuch unzulässig	1	1
Zusicherung der Anonymität bewilligt	2	1
Entsiegelung bewilligt	0	0
Entsiegelung teilweise bewilligt	0	0
Entsiegelung verweigert	0	0
verdeckte Ermittlung genehmigt	3	0
Friedensbürgschaft angeordnet/verweigert	1	0

3.3.2.2.2 Beschwerden an die Strafkammer des Kantonsgerichts

	2020	2019
Am 1. Januar hängig	1	0
Eingereichte Beschwerden	30	23
Zugestellte Entscheide	30	23
Am 31. Dezember hängig	0	0

Erledigungsart	2020	2019
Gutheissung	4	1
teilweise Gutheissung	1	0
Abweisung	24	17
Rückzug	0	1
Nichteintreten	0	0
aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	1	4

3.3.2.2.3 Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

	2020	2019
Behandelte Rechtsgebiete	65	88
administrativrechtliche Haft	51	71
andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen	2	1
unentgeltliche Rechtspflege	12	16
Einsprache	0	0

Erledigungsart	2020	2019
Genehmigung der Administrativhaft	21	35
Nichtgenehmigung der Administrativhaft	2	1
Bestätigung Administrativhaft ohne mündliche Verhandlung	25	32
aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	4	3
andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen gewährt oder bestätigt	2	1
andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen unzulässig oder gegenstandslos	0	0
Massnahme teilweise bestätigt	0	0
URP (mit Anwalt) gewährt	9	15
URP (mit Anwalt) verweigert	0	0
URP (mit Anwalt) gegenstandslos	1	1
Einsprache gutgeheissen oder abgewiesen	0	0

3.3.2.2.4 Beschwerden an das Kantonsgericht

	2020	2019
Am 1. Januar hängig	0	0
Eingereichte Beschwerden	2	3
Zugestellte Entscheide	2	3
Am 31. Dezember hängig	0	0

Erledigungsart	2020	2019
Gutheissung	0	0
teilweise Gutheissung	0	0
Abweisung	1	1
Rückzug	0	0
aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	1	2

3.3.2.2.5 Beschwerden an das Bundesgericht

	2020	2019
Am 1. Januar hängig	0	0
Eingereichte Beschwerden	2	6
Zugestellte Entscheide	2	4
Am 31. Dezember hängig	0	2

Erledigungsart	2020	2019
Gutheissung	0	0
teilweise Gutheissung	0	0
Abweisung	1	2
Nichteintreten oder Rückzug	0	2

3.3.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.4 Jugendstrafgericht

Aufgabe und Zuständigkeit

Das Jugendstrafgericht (JG) behandelt Straftaten von Jugendlichen im Alter zwischen 10 und 18 Jahren. Es ist zuständig für die Verfolgung und Aburteilung der Straftaten sowie den Vollzug der Strafe.

Die Jugendrichterin/der Jugendrichter schliesst in ihrer/seiner Funktion als Untersuchungsbehörde die Untersuchung mit einer Einstellungsverfügung oder, wenn das Delikt nicht in die Zuständigkeit des Jugendstrafgerichts fällt, mit einem Strafbefehl ab. Fällt die Beurteilung der Straftat in die Zuständigkeit des Jugendstrafgerichts, so werden die Akten der Jugendstaatsanwaltschaft für die Anklageerhebung übergeben.

In seiner Funktion als urteilende Behörde entscheidet das Jugendstrafgericht erstinstanzlich über alle Straftaten, für die eine Unterbringung, eine Busse von mehr als 1000 Franken oder ein Freiheitsentzug von mehr als drei Monaten in Frage kommen. Es beurteilt auch Anklagen im Anschluss an Einsprachen gegen Strafbefehle.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-jugendgericht>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Sandrine Boillat Zaugg, Pierre-Laurant Dougoud, Arthur Lehmann, Präsidentin/Präsident

Gisèle Cotting Morf, Irène Hämmerli, Claude Pauchard, Beisitzende; Claudine Perroud, Brigitte Bauer, Mario Bugnon, Sylvie Gobet, Nicolas Rime, Ersatzbeisitzende

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	2.30	2.30

3.4.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Behörde bekam zwei zusätzliche Stellen zugesprochen, nämlich einen Gerichtsschreiber und einen Mitarbeiter für den Sozialdienst, und wurde dadurch stabiler. Diese neue Personaldotierung hat es den Richtern ermöglicht, mehr Sitzungen mit den Jugendlichen abzuhalten, und hat das Wohlbefinden des ganzen Personals verbessert.

Im Jahr 2020 hatte die Gerichtsschreiberei mehrere Abwesenheiten aufgrund von Mutterschaftsurlaub oder Krankheit, einige Rücktritte und Änderungen von Beschäftigungsgraden zu verzeichnen.

Die Pandemie und der Lockdown hatten eine positive Auswirkung auf die Zahl der Fälle: Sie sank zwischen 2019 und 2020 um 34 %. Die Zahl der gegen Minderjährige (über 15 Jahre) verhängten Geldstrafen hat jedoch zugenommen, was auf die Schliessung von Einrichtungen für den Strafvollzug zurückzuführen ist.

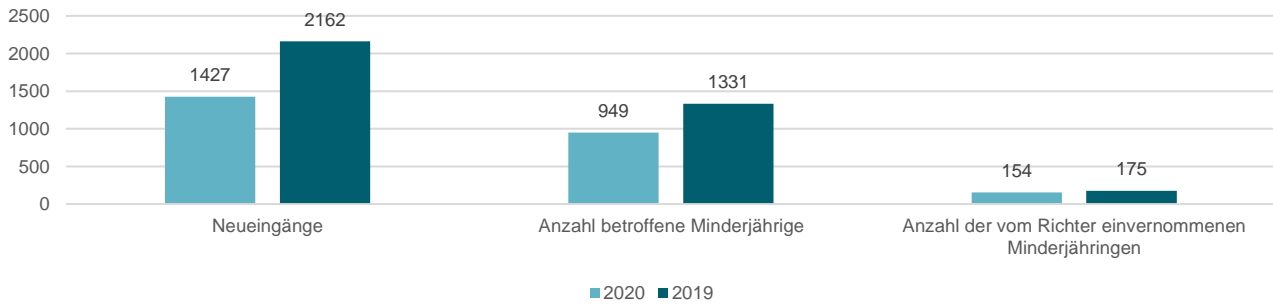
Es muss darauf hingewiesen werden, dass die Umsetzung von geschlossenen erzieherischen Unterbringungen in der Westschweiz immer noch sehr schwierig ist, da es einen Mangel an Plätzen für männliche Jugendliche und keine Einrichtungen für weibliche Jugendliche gibt.

Schliesslich wird das Gericht weiterhin neue Arbeitsprozesse umsetzen, die 2019 angestossen wurden, um die Aufgaben aller Mitarbeitenden rationeller zu gestalten.

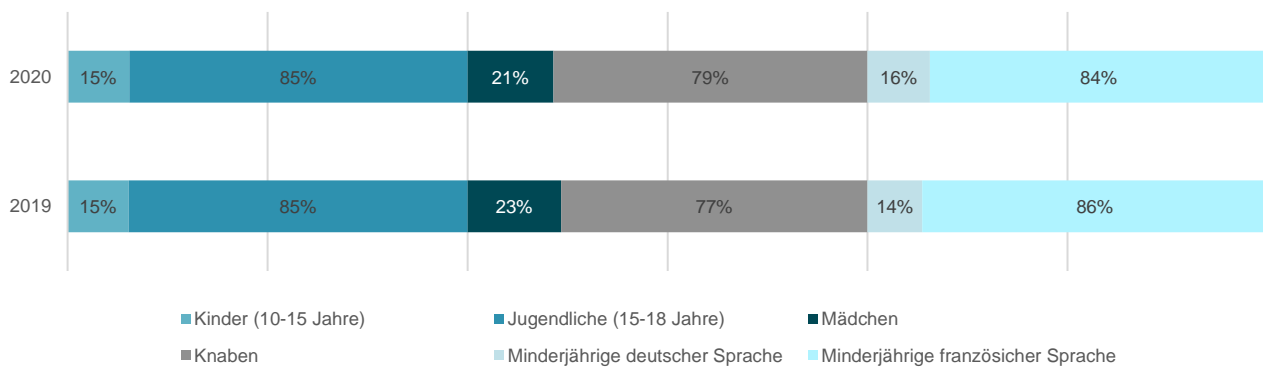
3.4.2 Arbeitslast - Statistik

3.4.2.1 Anzeigen und Strafanträge

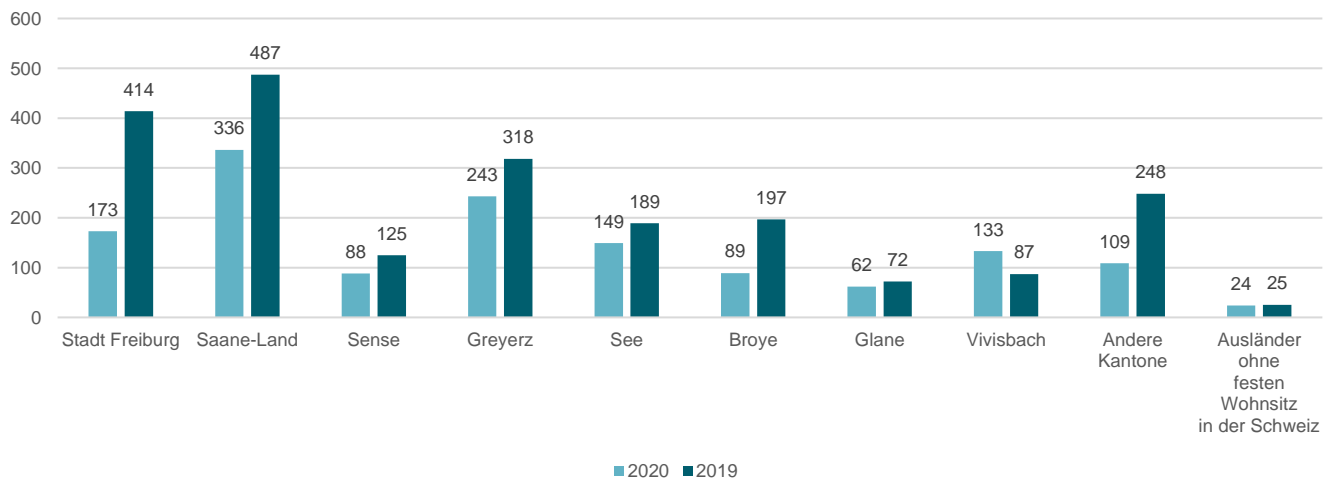
Allgemeine Statistik 2019-2020



Aufteilung nach Alter, Geschlecht und Sprache 2019-2020

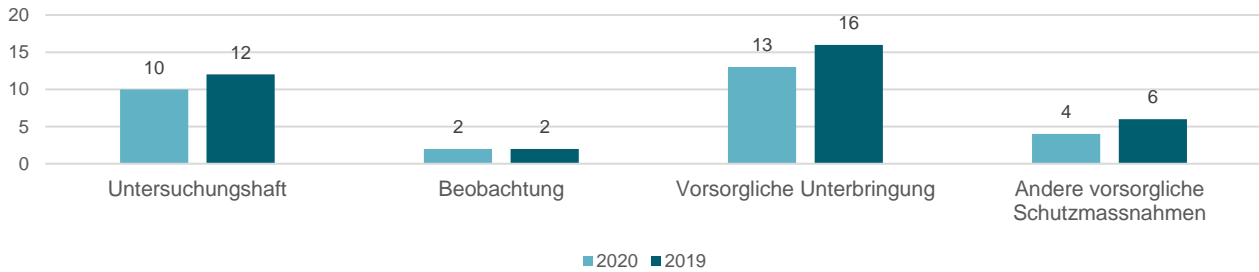


Aufteilung nach Wohnsitz 2019-2020



3.4.2.2 Vorsorgliche Massnahmen

Vorsorgliche Massnahmen 2019-2020



3.4.2.3 Strafuntersuchungen

Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2020 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, nahmen folgenden Ausgang:

	2020	2019
Nichtanhandnahme	126	161
Einstellung	88	144
Einstellung nach Mediation	85	133
Klagerückzug	19	48
Einstellung anstatt einer Strafbefreiung	0	10
Sistierung	13	37
Abtretungen	124	237
Strafbefehle	985	1937
Überweisung an den Richter oder an das Gericht	5	9
Hängige Untersuchungen	606	740
Total	2046	3456

3.4.2.4 An das Büro für Mediation übertragene Angelegenheiten (vom 01.01. bis 31.12.2020)

	2020	2019
Anzahl der von den Richtern übertragenen Angelegenheiten:	61	101
Anzahl betroffene Minderjährige	71	160
Verfahren, die zu einer Vereinbarung geführt haben:	53	52
Anzahl betroffene Minderjährige	93	89
Verfahren, die zu keiner Vereinbarung geführt haben:	22	23
Anzahl betroffene Minderjährige	28	25
per 31. Dezember 2019 hängige Verfahren:	35	57
Anzahl betroffene Minderjährige	57	99

3.4.2.5 Tätigkeit des Gerichts

	2020	2019
Anzahl Tagungen des Gerichts	11	19
Anzahl verurteilte Minderjährige	11	19

3.4.2.6 Strafbare Handlungen eingetragen

3.4.2.6.1 Strafgesetzbuch

gegen Leib und Leben	2020	2019
Fahrlässige Tötung	0	0
Gehilfenschaft zu vorsätzlicher Tötung	0	0
Kindestötung	0	0
Einfache Körperverletzung	55	78
gefährlicher Gegenstand	5	0
Schwere Körperverletzung	1	0
Versuch	1	0
Fahrlässige Körperverletzung	0	1
Tätlichkeiten	44	61
Gefährdung des Lebens	3	2
Unterlassung der Nothilfe	0	0
Falscher Alarm	1	11
Raufhandel	7	13
Angriff	6	16
Verabreichen gesundheitsgefährdender Stoffe	1	0

gegen das Vermögen

	2020	2019
Unrechtmässige Aneignung	10	16
Veruntreuung	1	1
Diebstahl	73	139
einfacher	70	124
bandenmässiger	2	12
gewerbsmässiger	1	3
zum Nachteil eines Angehörigen	0	0
Diebstahlversuch	4	13
einfacher	4	10
bandenmässiger	0	3
gewerbsmässiger	0	0
Gehilfenschaft zum Diebstahl	3	7
Geringfügiger Diebstahl	26	45
Raub	25	29
bewaffnet	3	1
bandenmässiger	2	0
Sachbeschädigung	111	203
Betrug	6	5
Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	6	5

gegen das Vermögen

Zechprellerei	1	0
Erschleichen einer Leistung	9	5
Erpressung	1	0
mit Gewalt oder Bedrohung mit einer gegenwärtigen Gefahr	0	0
Erpressung – Versuch	1	4
Hehlerei	5	11

gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich

	2020	2019
Üble Nachrede	4	2
Verleumdung	3	3
Beschimpfung	56	65
Missbrauch einer Fernmeldeanlage	6	11
Verletzung des Geheimbereichs	1	5

gegen die Freiheit

	2020	2019
Drohung	63	85
Nötigung	24	15
Versuch	0	0
Freiheitsberaubung	0	4
Hausfriedensbruch	77	123
Versuch	0	2

gegen die sexuelle Integrität

	2020	2019
sexuelle Handlungen mit Kindern	7	11
Schändung	1	2
Sexuelle Nötigung	4	2
Vergewaltigung	1	3
Exhibitionismus	0	0
Pornographie	23	26
Unzüchtige Belästigung	2	2
Inzest	0	0

Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen

	2020	2019
Brandstiftung	25	23
Versuch	0	0
Gehilfenschaft	0	0
Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst	4	5
Verursachung einer Explosion	0	2
Gefährdung ohne verbrecherische Absicht oder Fahrlässige Gefährdung	0	0

Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht

	2020	2019
Geldfälschung	0	0
In Umlaufsetzen falschen Geldes	0	1
Nachmachen von Banknoten ohne Fälschungsabsicht	0	0

Urkundenfälschung

	2020	2019
Urkundenfälschung	1	3
Fälschung von Ausweisen	6	12

gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden

	2020	2019
Störung des öffentlichen Verkehrs	4	1
Störung des Eisenbahnverkehrs	0	2
Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen	0	2
Strafbare Vorbereitungshandlungen	0	1
Aufruhr	0	9
Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit	0	0
Rassendiskriminierung	2	2
Störung des Totenfriedens	0	0

gegen die öffentliche Gewalt

	2020	2019
Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte	22	34
Hinderung einer Amtshandlung	45	64
Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen	2	5
Bruch amtlicher Beschlagnahme	0	0

gegen die Rechtspflege

	2020	2019
Falsche Anschuldigung	3	5
Irreführung der Rechtspflege	0	7
Begünstigung	0	0
Falsches Zeugnis	0	0
Befreiung von Gefangenen	0	0

3.4.2.6.2 Andere Bundesgesetze

Betäubungsmittel

	2020	2019
Verbrechen und Vergehen	309	79
Übertretungen	46	504
Leichter Fall	263	0

Strassenverkehr

	2020	2019
Entwendung zum Gebrauch	26	39
Versuch	0	1
Fahren ohne Führerausweis	61	74
Fahren in fahruntüchtigem Zustand	14	28
Pflichtwidriges Verhalten bei Unfall	2	9
Verschiedene Übertretungen	147	286
Ausländerinnen und Ausländer	13	29
Waffen	45	70
Gesetz über die Personenbeförderung	64	411
Eisenbahnpolizei	4	13
Binnenschifffahrt	1	2
Tierschutz	0	0
Gewässerschutzgesetz	0	0
andere Bundesgesetze	11	18

kantonale Gesetze

	2020	2019
öffentliche Gaststätten und Tanz	0	1
Fischerei und Jagd	0	0
EGStGB	2	18
EGZGB	0	0
Spielapparate und Spielsalons	0	0
andere kantonale Gesetze	156	131

3.4.2.7 Durch das Gericht und den Jugendrichter gefällte Entscheide

3.4.2.7.1 Urteile

Schutzmassnahmen

	2020	2019
Aufsicht	0	0
Persönliche Betreuung	0	0
Beibehaltung der persönlichen Betreuung	5	2
Unterbringung in einer geeigneten Familie	0	0
Unterbringung in einer offenen Einrichtung	0	1
Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung	0	1
Beibehaltung in einem Erziehungsheim	1	0
Änderung der Massnahme	0	1
Ambulante Behandlung	0	0
Begleitung	3	0

Strafen

	2020	2019
Verweis	0	0
Bedingter Verweis	0	0
Persönliche Leistung (Arbeit)	0	0
Bedingte persönliche Leistung	0	0
Teilweise bedingte persönliche Leistung	0	1
Bedingte Busse	0	1
Teilweise bedingte Busse	0	0
Unbedingte Busse	1	3
Bedingter Freiheitsentzug	0	3
Teilweise bedingter Freiheitsentzug	0	2
Unbedingter Freiheitsentzug	0	4
Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)	0	0
Persönliche Leistung (Präventionskurs)	0	0

Verbindung

	2020	2019
Strafe + Strafe	6	1
Strafe + Schutzmassnahme	0	226
Massnahme + Massnahme	0	0
Strafbefreiung	0	0
Freispruch	46	64

3.4.2.7.2 Administrativ- und Ausführungsentscheide

	2020	2019
Eintragung ins Strafregister	14	32
Löschung im Strafregister	0	0
Widerruf des bedingten Strafvollzugs	5	2
Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs	0	0
Verlängerung der Probezeit	0	0
Verweigerung der Löschung im Strafregister	0	0
Bedingte Freilassung gewährt	0	0
Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen	0	1
Beendigung der Massnahme	7	7
Beendigung der Begleitung	0	1

Umwandlungen

	2020	2019
Umwandlung der Busse in Freiheitsentzug	2	6
Umwandlung der persönlichen Leistung in Busse	24	24
Umwandlung der persönlichen Leistung in Freiheitsentzug	5	5
Gesuch Umwandlung des Freiheitsentzuges in persönlicher Leistung	0	0
Gesuch um Umwandlung der Busse in persönliche Leistung	10	6

3.4.2.7.3 Strafbefehle

Schutzmassnahmen

	2020	2019
Aufsicht	0	0
Persönliche Betreuung	1	0
Beibehaltung der Persönlichen Betreuung	5	3
Zurückbehaltung in der Erziehungsanstalt	2	0
Massnahmenwechsel	5	0
Ambulante Behandlung	0	0
Begleitung	4	8

Strafen

	2020	2019
Verweis	73	255
Bedingte Busse	33	53
Teilweise bedingte Busse	5	11
Unbedingte Busse	225	344
Persönliche Leistung (Arbeit)	147	190
Bedingte persönliche Leistung	57	90
Teilweise bedingte persönliche Leistung	54	82
Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)	21	49
Persönliche Leistung (Präventionskurs)	59	138
Persönliche Leistung (Rendez-vous in der Bibliothek)	4	7
Bedingter Freiheitsentzug	3	9
Teilweise bedingter Freiheitsentzug	0	3
Unbedingter Freiheitsentzug	6	14

Verbindung

	2020	2019
Strafe + Strafe	12	65
Strafe + Schutzmassnahme	11	7
Massnahme + Massnahme	0	0

3.4.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.5 Gerichtsunabhängige Einheit « Cellule judiciaire itinérante »

Aufgabe und Zuständigkeit

Die gerichtsunabhängige Richterin oder der gerichtsunabhängige Richter begibt sich zu den erstinstanzlichen Gerichtsbehörden des Staates Freiburg, um die ihm oder ihr anvertrauten Dossiers zu behandeln. Er oder sie hat den Auftrag, die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden bei Überlastungen, Abwesenheiten oder Ausstand von Magistratspersonen temporär zu unterstützen. Es ist zu beachten, dass der gerichtsunabhängige Richter oder die gerichtsunabhängige Richterin ausschliesslich in französischer Sprache arbeitet.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-cellule-judiciaire-itinerante>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Lorraine Vallet, Richterin

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	1.00	1.00

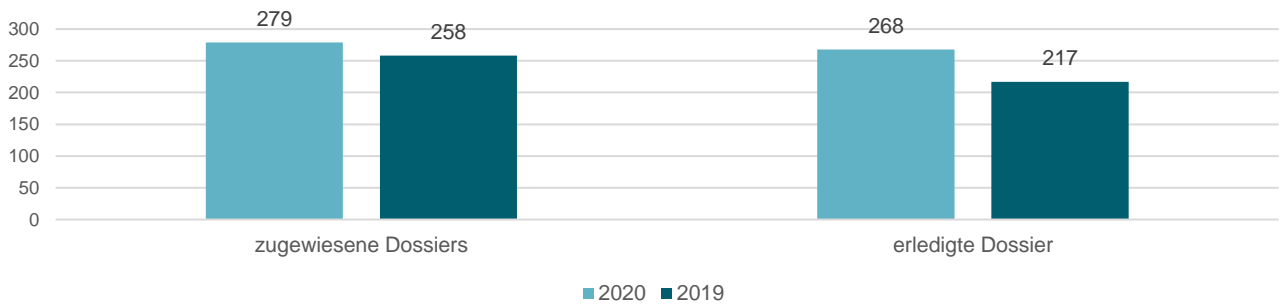
3.5.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Trotz einer erhöhten Arbeitsbelastung (+8 %) und der Pandemie, von der mehrere Mitglieder betroffen waren, gelang es der gerichtsunabhängigen Einheit dank der gemeinsamen Anstrengungen aller Mitarbeitenden, die erledigten Fälle deutlich zu steigern (+23.5 %). Dieses Ergebnis ist bemerkenswert, weil diese Behörde, die zu ihren Anhörungen reisen muss und keine Massenfälle bearbeitet, keine mit anderen Gerichtsbehörden vergleichbare Erledigungsquote haben kann.

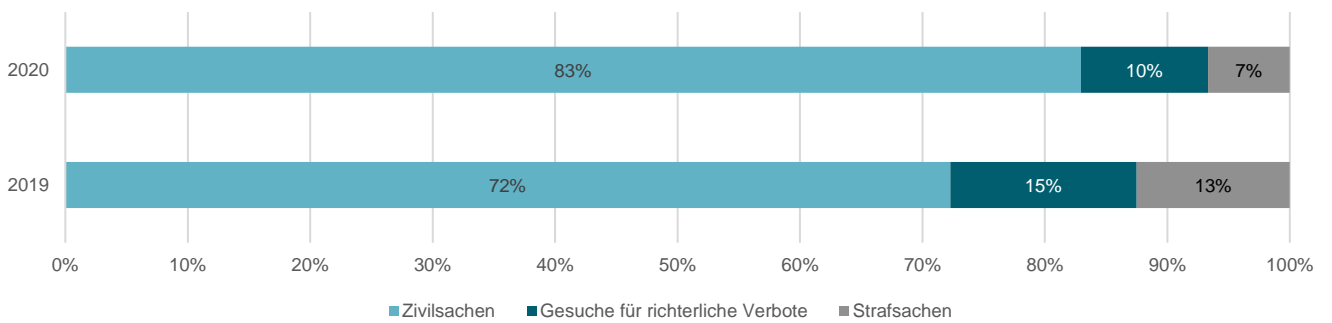
Die gerichtsunabhängige Einheit wurde mit Artikel 10a JG mit dem Ziel, die verschiedenen erstinstanzlichen Gerichtsbehörden bei Überlastung oder Abwesenheit zu unterstützen, eingeführt und nahm im August 2016 ihre Arbeit auf. Ursprünglich wurde sie für drei Jahre geschaffen, aber ihre Tätigkeit wurde vom Staatsrat bis Ende 2020 verlängert. Aus Sorge um die Zukunft dieser Einheit intervenierte der Rat Anfang 2020 bei der Kantonsregierung für ihre Beibehaltung beziehungsweise die Verlängerung ihres Auftrags über den 31. Dezember 2020 hinaus. Heute verlangen nicht nur immer mehr Behörden Unterstützung von ihrer Seite, sondern vor allem könnten einige von ihnen ohne diese permanente Unterstützung das ordentliche Funktionieren nicht gewährleisten. Mit Erleichterung und Genugtuung hat der Rat daher erfahren, dass der Staatsrat die Arbeit dieser Einheit im Voranschlagsverfahren 2021 verlängert hat.

3.5.2 Arbeitslast - Statistik

Allgemeine Statistik 2019-2020



Verteilung der behandelten Dossiers 2019-2020



3.5.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.6 Wirtschaftsstrafgericht

Aufgabe und Zuständigkeit

Das Wirtschaftsstrafgericht (WSG) ist ein erstinstanzliches Gericht, dessen Gerichtsbarkeit sich auf das ganze Kantonsgebiet erstreckt. Es beurteilt die Angelegenheiten, die hauptsächlich Vermögensdelikte oder Urkundenfälschungen betreffen, wenn ihre Abklärung besondere wirtschaftliche Kenntnisse oder die Würdigung einer grossen Zahl von Beweisurkunden erfordert.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-wirtschaftsstrafgericht>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Alain Gautschi, Präsident; Benoît Chassot, José Rodriguez, Jean-Marc Sallin, Stellvertretende Präsidenten

Julien Baechler, Céline Cal-Oberson, Eric Charrière, Julien Joseph Collaud, Dominique Corminboeuf-Strehblow, Joseph Déneraud, Marie-Christine Dorand, Alexandre Dumas, Laurent Jacot, Bernard Loup, Cédric Margueron, Gisela Marty, Nicole Moret, Armin Per Imesch, Thierry Schmid, Oswald Udry, Daniel Unternährer, Thierry Vial, Franz Walter, Andreas Zbinden, Beisitzende

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	1.00	1.00

3.6.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Dieses Gericht, das insgesamt 3.5 VZÄ zählt, funktioniert gut und gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass. Sein Präsident ist auch für die ordentlichen Strafsachen des Bezirksgerichts Saane (5 Fälle in deutscher und 6 Fälle in französischer Sprache) und die Zivilsachen (70 Fälle, davon 57 in deutscher Sprache) zuständig. Er ist auch als Polizeirichter tätig (82 Fälle, davon 18 in deutscher Sprache).

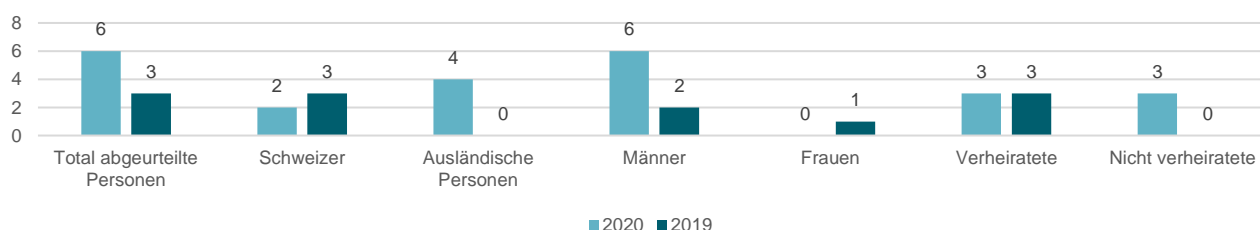
Der Rat verlängerte die Amtszeit eines Beisitzers, der die Altersgrenze erreicht hatte, um ihm zu ermöglichen, einen laufenden Fall abzuschliessen (Art. 6 Abs. 2 JG).

3.6.2 Arbeitslast – Statistik

Anzahl abgeurteilte Personen

2020	2019	2018	2017
6	3	9	6

Aufteilung nach Nationalität - Geschlecht - Zivilstand 2019-2020



Anzahl strafbarer Handlungen

	2020	2019
Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172 StGB)	13	5
Veruntreuung	0	0
Diebstahl	0	0
Betrug	2	0
Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	0	0
Check- und Kreditkartenmissbrauch	0	0
Erpressung	0	0
Ungetreue Geschäftsbesorgung	2	5
Hehlerei	0	0
Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder- Vergehen	5	0
Verschiedenes	4	1
Urkundenfälschung (Art. 251-257 StGB)	2	0

Art des Urteils

	2020	2019
Freisprüche	1	0
Verurteilungen zu Freiheitsstrafen	2	1
Verurteilungen zu gemeinnützigen Arbeiten	0	0
Verurteilungen zu Geldstrafen	2	1
zur Busse	3	0
bedingte Strafen	4	2
teilbedingte Strafen	0	0
Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache	0	0
Entscheide betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs	1	0
Rückversetzung (89 StGB)	0	0
Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft zum Zeitpunkt des Urteils	0	0
Anzahl Bezeichnungen amtlicher/unentgeltlicher Verteidiger	0	0
Entschädigungsbegehren freigesprochener Personen	1	0
Anzahl Tage Haft seit der Anklageschrift	0	0

Vergleichstabellen vgl. Punkt 3.7.1.4.3 hiernach (S. 77).

3.6.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.7 Bezirksgerichte

Aufgabe und Zuständigkeit

Im Kanton Freiburg bestehen sieben Bezirksgerichte, deren Sitze sich in Freiburg, Tafers, Bulle, Murten, Romont, Estavayer-le-Lac und Châtel-St-Denis befinden (fünf sind französischsprachig, eines deutschsprachig und eines zweisprachig).

Jedes Gericht besteht aus einem oder mehreren Präsidenten, Richtern und Gerichtsschreibern. Die Präsidenten sind Berufsrichter und die Richter Laien, welche nebenamtlich amten.

Die Bezirksgerichte tagen als Zivil- und Strafgerichte, bilden aber auch andere Gerichtsbehörden (Arbeitsgericht, Mietgericht usw.).

Es handelt sich um erstinstanzliche Gerichtsbehörden, die in zahlreichen zivil- und strafrechtlichen Angelegenheiten entscheiden.

In Zivilsachen

Das Bezirkszivilgericht ist das ordentliche Zivilgericht. Es entscheidet erstinstanzlich in allen zivilrechtlichen Angelegenheiten, für die keine andere Zuständigkeit vorgesehen ist. Das Bezirkszivilgericht besteht jeweils aus einem Präsidenten und zwei Richtern.

Der Präsident entscheidet als Einzelrichter über vermögensrechtliche Angelegenheiten, deren Streitwert 30 000 Franken nicht übersteigen. Dies in den Fällen des summarischen Verfahrens, namentlich betreffend Rechtsöffnung, Konkurs, Arrest und Nachlassvertrag, sowie in den übrigen Fällen, in denen das Gesetz seine Zuständigkeit vorsieht.

Folgende Gerichtsbehörden sind dem Bezirksgericht angegliedert: das Mietgericht und das Arbeitsgericht.

Das Mietgericht entscheidet über Streitigkeiten aus Mietrecht betreffend nichtlandwirtschaftliche unbewegliche Sachen.

Das Arbeitsgericht entscheidet in privatrechtlichen Streitigkeiten aus einem Arbeitsverhältnis.

In Strafsachen

Das Bezirksstrafgericht entscheidet erstinstanzlich über alle Straftaten, für die keine andere Behörde zuständig ist. Es besteht aus einem Präsidenten und vier Beisitzenden.

Der Polizeirichter, dessen Funktion vom Präsidenten des Bezirksstrafgerichts ausgeübt wird, entscheidet als Einzelrichter erstinstanzlich, sofern das Gesetz keine andere Behörde als zuständig bezeichnet, bei Übertretungen sowie Verbrechen und Vergehen, für welche eine Freiheitsstrafe von höchstens 18 Monaten zu erwarten ist.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-bezirksgerichte>

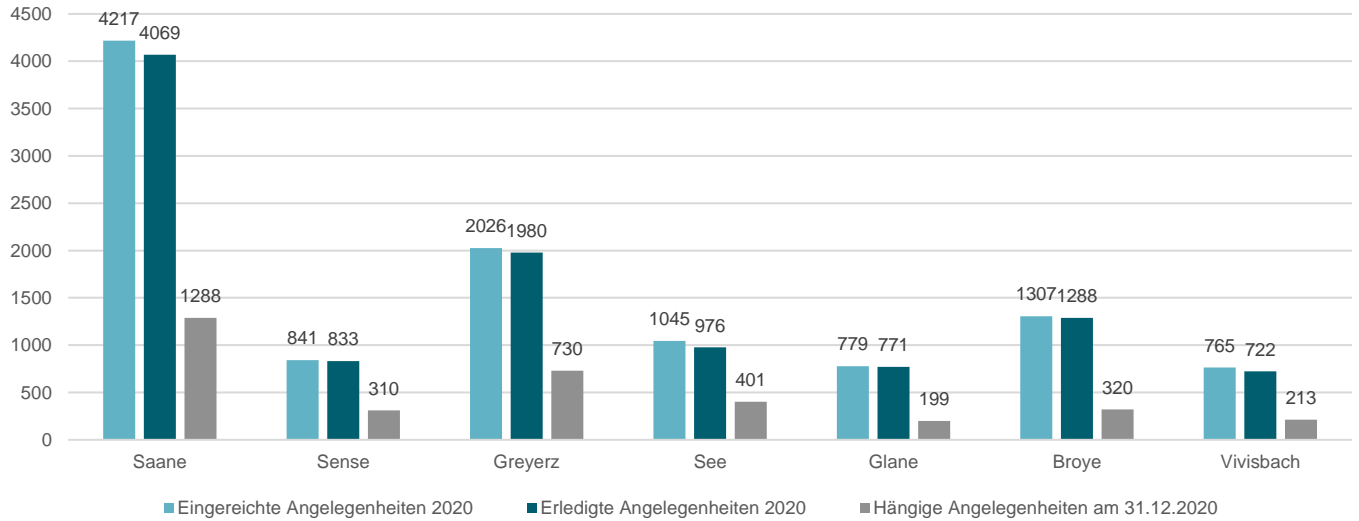
Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	20.80	20.7

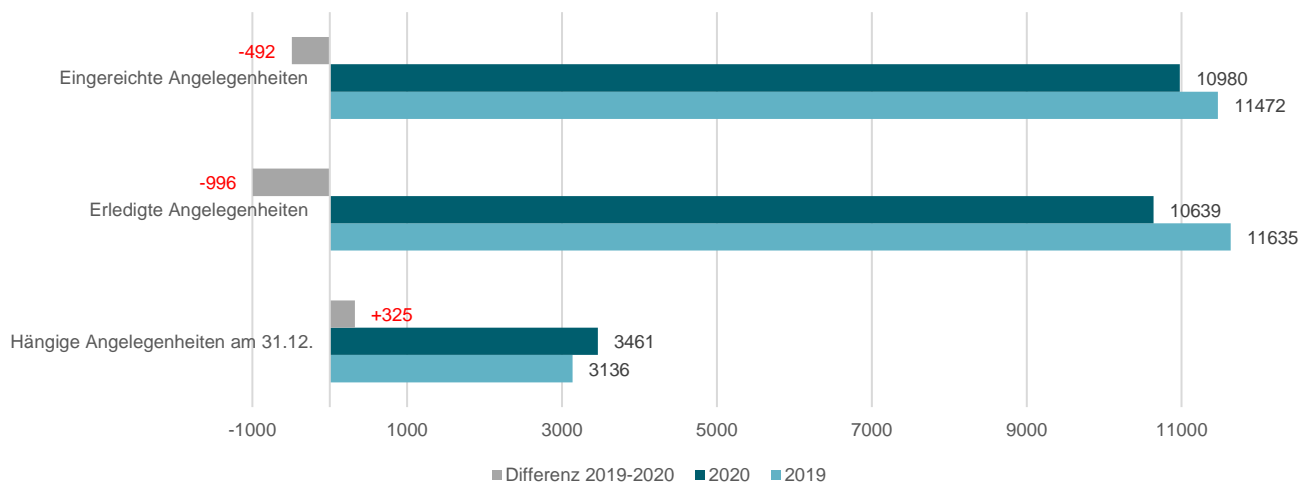
3.7.1 Arbeitslast – Statistik

3.7.1.1 Allgemein

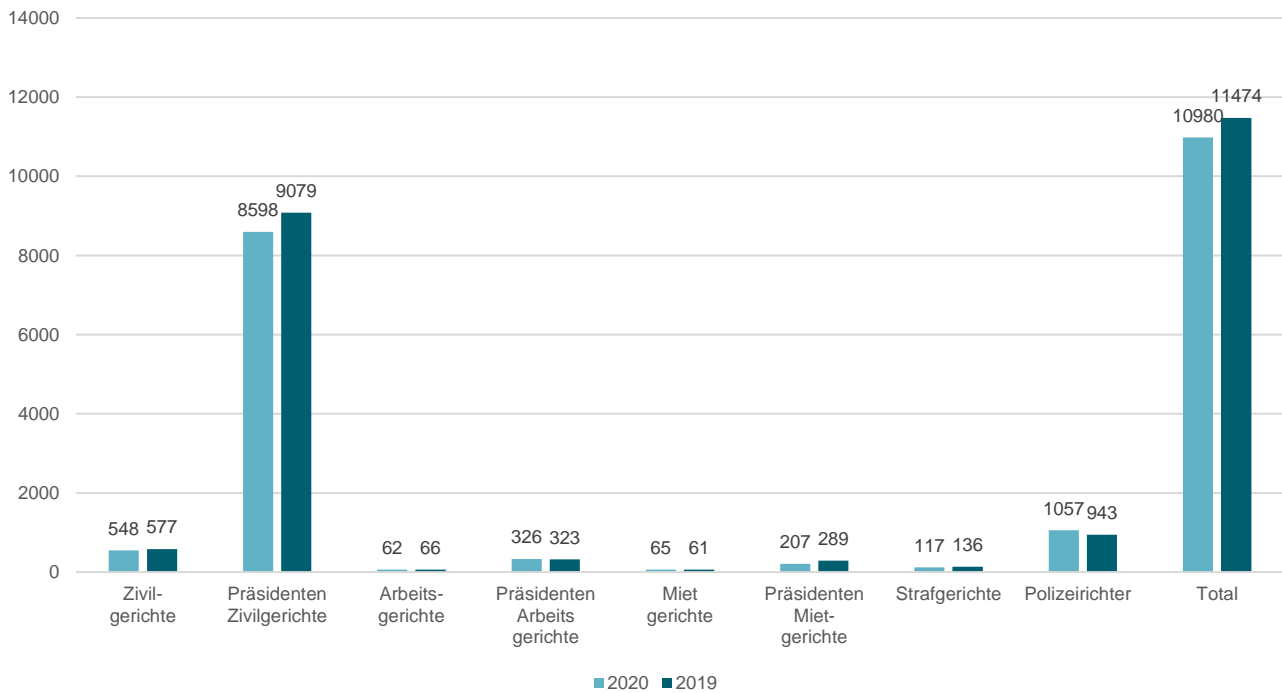
Arbeitslast 2020 allgemein



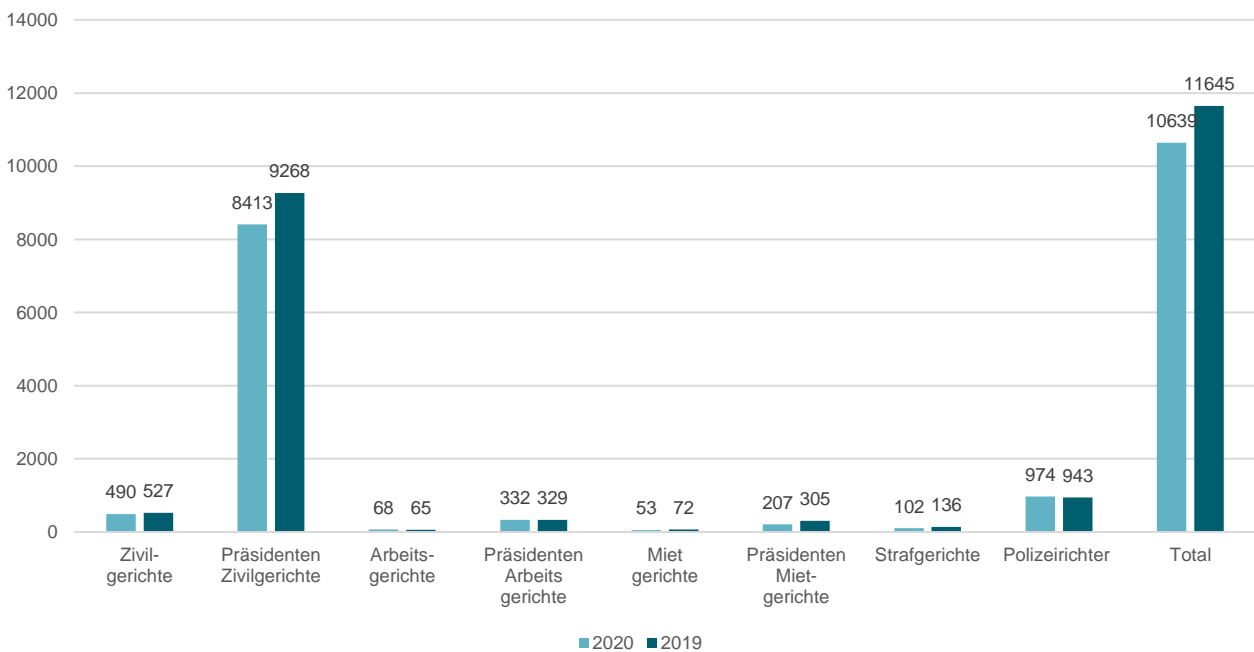
Entwicklung Arbeitslast 2019-2020



Entwicklung Neueingänge - Gesamtübersicht 2019-2020



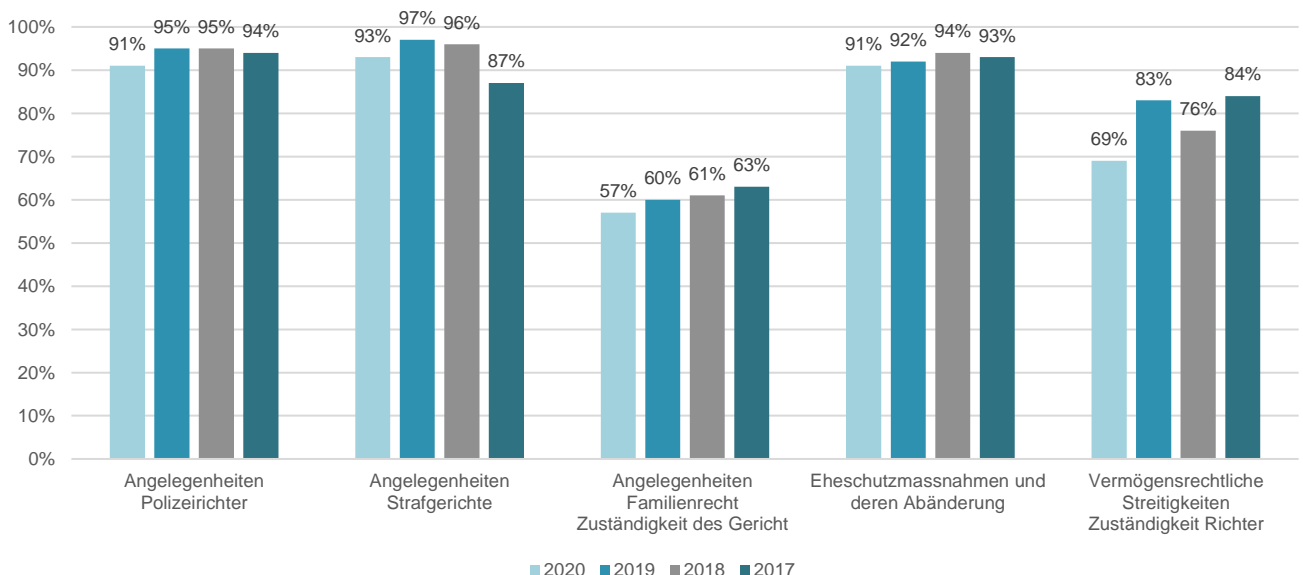
Entwicklung erledigte Angelegenheiten - Gesamtübersicht 2019-2020



3.7.1.2 Zwischen der Erfassung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit

	1-30 Tage	1-3 Mte	3-6 Mte	6-12 Mte	1-2 Jahre	> 2 Jahre
Strafrichter	125	276	352	233	81	9
Strafgericht	6	26	42	21	6	1
Polizeirichter	119	250	310	212	75	8
Zivilgericht	24	38	79	86	112	83
Familienrecht	23	38	74	85	99	70
Klagen aus Vertrag	1	0	5	1	13	13
Präsident Zivilgericht	644	2'084	515	172	92	21
Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung	51	191	125	40	7	0
Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung	31	148	123	71	28	9
Vermögensrechtliche Streitigkeiten (Art. 51 Abs. 1 Bst a JG)	23	28	45	44	54	10
Rechtsöffnung	539	1'717	222	17	3	2
Arbeitsgericht	82	144	87	44	23	20
Präsident	82	137	76	26	7	4
Gericht	0	7	11	18	16	16
Mietgerichtsbarkeit	53	129	39	23	10	6
Präsident	50	122	26	8	1	0
Gericht	3	7	13	15	9	6

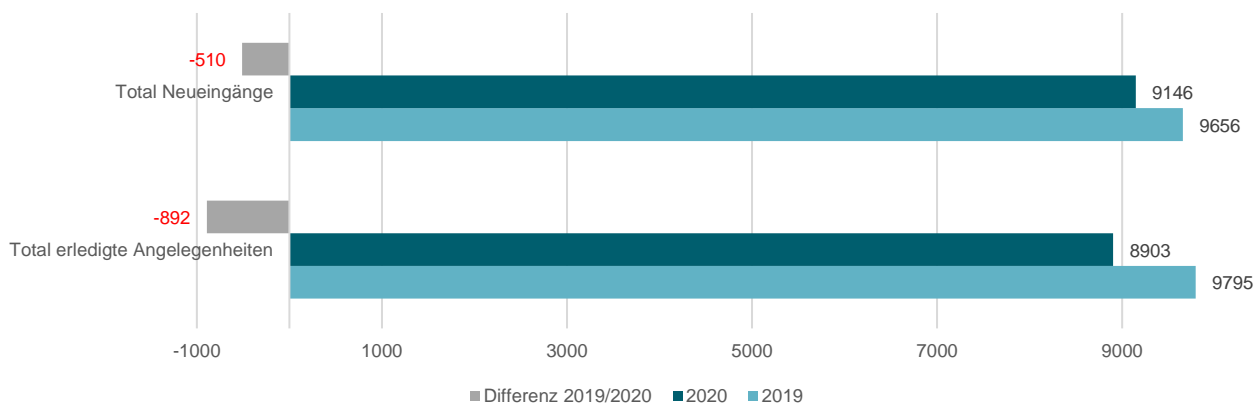
Innerhalb eines Jahres nach Eingang abgeurteilte Angelegenheiten 2017-2020



3.7.1.3 Zivilverfahren

3.7.1.3.1 Allgemein

Zivilverfahren - Vergleich Neueingänge und erledigte Angelegenheiten 2019-2020 - Gerichte und Präsidenten

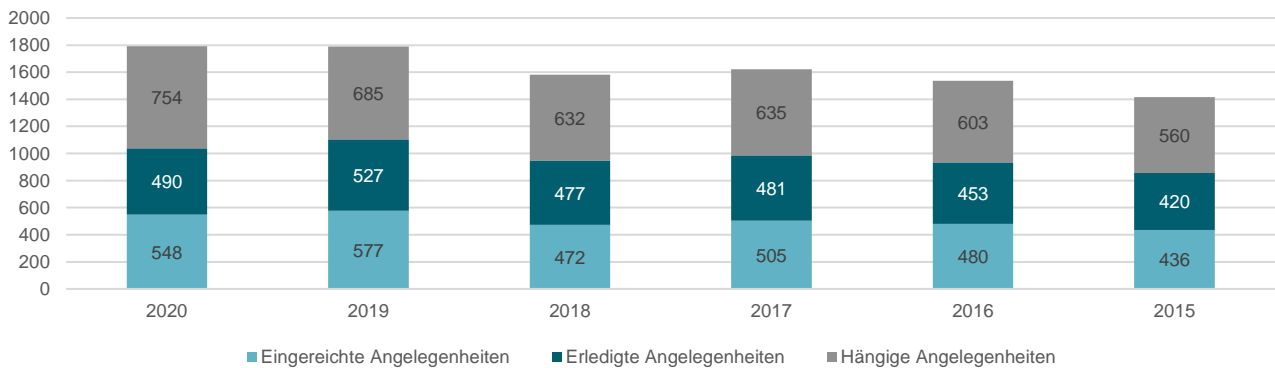


3.7.1.3.2 Bezirksgerichte

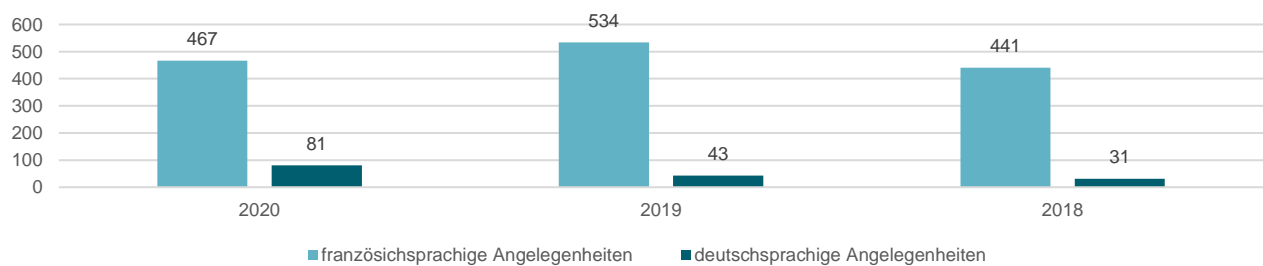
Bezirksgerichte	Eingereichte Angelegenheiten	Erledigte Angelegenheiten	Hängige Angelegenheiten	davon bis 31.12.2018 eingereicht
Saane	211 (205/6)	177 (170/7)	278 (270/8)	48
Sense	43 (0/43)	52 (0/52)	50 (0/50)	9
Greyerz	97 (97/0)	88 (88/0)	155 (155/0)	43
See	55 (23/32)	46 (22/24)	77 (38/39)	18
Glane	43 (43/0)	47 (47/0)	46 (46/0)	6
Broye	61 (61/0)	53 (53/0)	83 (83/0)	11
Vivisbach	38 (38/0)	27 (27/0)	65 (65/0)	12
Total	548 (467/81)	490 (407/83)	754 (657/97)	147

Die Zahlen in der Klammer geben Auskunft über die Verfahrenssprache (französisch/deutsch).

Bezirksgerichte - allgemeine Entwicklung 2015-2020



Bezirksgerichte - Aufteilung nach Sprachen 2018-2020



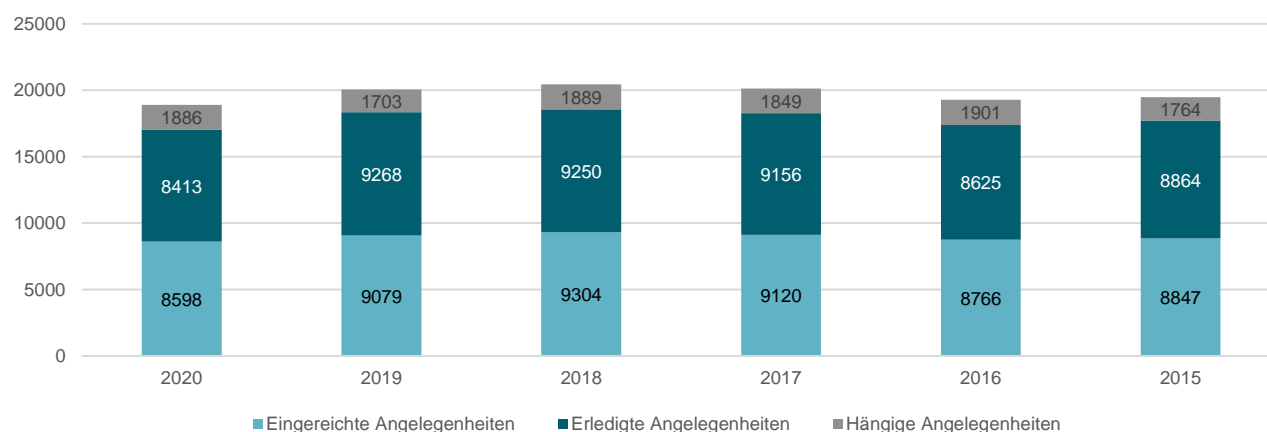
Gegenstand der Entscheide	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	Total
A. Zivilgesetzbuch	139	44	76	42	36	48	24	409
1. Personenrecht	0	0	1	0	0	0	0	1
2. Familienrecht	135	42	72	40	35	44	20	388
a) Scheidung	94	31	57	29	29	33	16	289
b) Änderung von Scheidungsurteilen	36	11	15	10	6	11	4	93
c) Trennung	1	0	0	0	0	0	0	1
d) Verschiedenes	4	0	0	1	0	0	0	5
3. Erbrecht	1	1	0	2	1	1	3	9
4. Sachenrecht	3	1	3	0	0	3	1	11
B. Obligationenrecht	16	5	7	4	5	3	2	42
1. Klagen aus Vertrag	9	5	7	3	4	3	2	33
2. Klagen aus unerlaubter Handlung	1	0	0	0	0	0	0	1
3. Gesellschaftsrecht	1	0	0	0	0	0	0	1
4. Andere	5	0	0	1	1	0	0	7
C. Andere eidg. oder kantonale Gesetze	20	3	5		6	2	1	37
Total	175	52	88	46	47	53	27	488

3.7.1.3.3 Gerichtspräsidenten

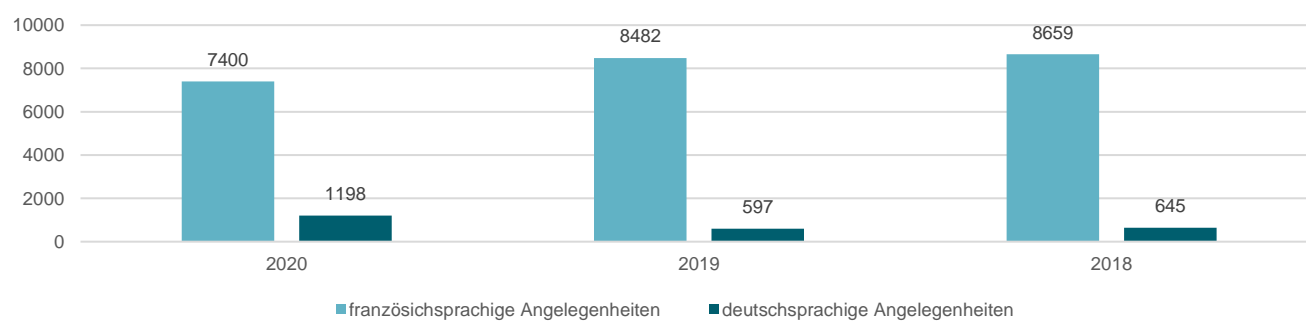
Gerichtspräsidenten	Eingereichte Angelegenheiten	Erledigte Angelegenheiten	Hängige Angelegenheiten	davon bis 31.12.2018 eingereicht
Saane	3209 (3152/57)	3142 (3088/54)	625 (609/16)	19
Sense	687 (0/687)	681 (0/681)	198 (0/198)	8
Greyerz	1618 (1615/3)	1605 (1602/3)	406 (406/0)	29
See	814 (363/451)	757 (320/437)	247 (140/107)	9
Glane	624 (624/0)	609 (609/0)	118 (118/0)	2
Broye	1046 (1046/0)	1045 (1045/0)	188 (188/0)	3
Vivisbach	600 (600/0)	574 (574/0)	104 (104/0)	3
Total	8598 (7400/1198)	8413 (7238/1175)	1886 (1565/321)	73

Die Zahlen in der Klammer geben Auskunft über die Verfahrenssprache (französisch/deutsch).

Gerichtspräsidenten - allgemeine Entwicklung 2015-2020

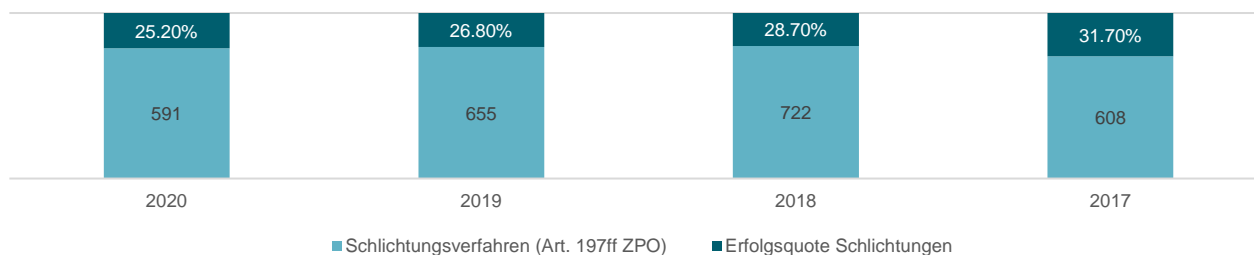


Gerichtspräsidenten - Aufteilung nach Sprache 2018-2020



Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	Total
1. Scheidung auf gemeinsames Begehren mit	140	44	80	49	41	38	29	421
2. Trennung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung	3	0	1	0	0	0	0	4
3. Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung (Art. 172 ZGB)	162	27	74	26	34	51	36	410
4. Vermögensrechtliche Streitigkeiten (Art. 51 Abs. 1 Bst. a JG)	58	29	26	17	30	23	16	199
5. Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung	267	60	137	44	53	122	54	737
6. Vorläufige Eintrag. Pfandrechten Handwerker/ Unternehmer	30	4	8	12	4	14	5	77
7. Entscheide betreffend die unentgeltliche Rechtspflege	591	137	286	128	98	143	91	1474
8. Entscheide gestützt auf das EGSchKG	1480	279	779	375	267	544	261	3985
a) Rechtsöffnung	891	164	474	231	176	369	195	2500
b) Richterliche Aufhebung oder Einstellung der Betreibung im summarischen Verfahren (Art. 85 SchKG)	3	0	0	0	0	0	1	4
c) Negative Feststellungsklage (Art. 85a SchKG)	5	0	0	0	0	0	0	5
d) Konkurseröffnung	298	59	147	79	55	130	30	798
e) Einstellung des Konkursverfahrens mangels Aktiven	113	7	43	25	16	16	4	224
f) Entscheid über die Feststellung neuen Vermögens (Art. 265a Abs. 1 und 3 SchKG)	61	20	56	17	7	16	11	188
g) Klage auf Bestreitung/Feststellung des neuen Vermögens (Art. 265a Abs. SchKG)	0	0	1	0	0	0	1	2
h) Schluss des Konkursverfahrens	75	24	30	18	12	7	10	176
i) Arrest	20	2	8	2	1	6	5	44
j) Nachlassverfahren	0	2	0	0	0	0	0	2
k) Verschiedenes	14	1	20	3	0	0	4	42
9. Aufhebung von Wertpapieren	19	11	23	9	3	4	4	73
10. Rechtshilfebegehren	6	5	36	11	6	19	14	97
11. Urteilsvollstreckung (Art. 339 ZPO)	6	2	1	2	3	4	3	21
12. Schlichtungsverfahren (Art. 197ff ZPO)	231	56	103	56	50	54	41	591
a) Einigung	45	15	18	19	16	12	10	135
b) Klagebewilligung	96	17	33	16	22	27	15	226
c) Urteilsvorschlag angenommen	4	1	3	1	1	0	4	14
d) Urteil	29	13	12	3	1	3	6	67
e) Andere	57	10	37	17	10	12	6	149
13. Verschiedenes	149	27	54	28	20	29	20	327
Total	3142	681	1608	757	609	1045	574	8416

Schlichtungsverfahren und Erfolgsquote 2017-2020



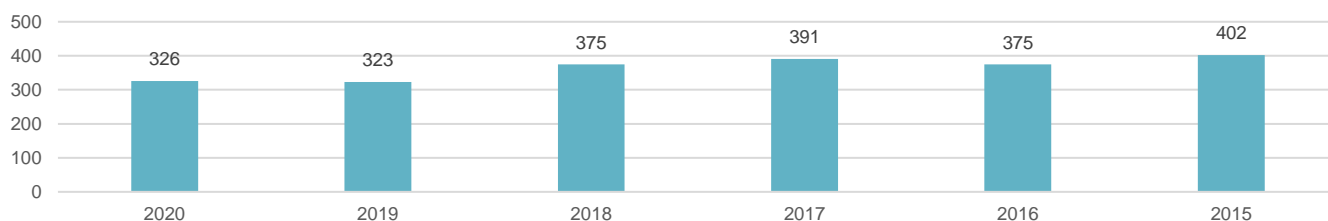
Schlichtungsquote und Gesamterledigung der Verfahren gemäss Art. 197 ff ZPO *	2020	2019	2018	2017
Schlichtungsverfahren (Art. 197ff ZPO)	591	655	722	608
Erfolgsquote Schlichtungen	25.2%	26.8%	28.7%	31.7%
Einigung	22.8%	23.8%	25.9%	28.9%
Urteilsvorschlag angenommen	2.4%	3%	2.8%	2.8%
Sonstige Erledigungsart				
Urteil	11.3%	11.6%	15%	10.8%
andere	25.2%	21.8%	21.7%	23%
Klagebewilligung	38.2%	39.6%	34.5%	34.3%
Erledigungsquote insgesamt	61.7%	60.2%	65.4%	65.5%

* cf. Meier, Isaak; Scheiwiller, Sarah (2014). Erfolg des Schlichtungs- und Urteilsvorschlagsverfahrens nach neuer ZPO. Zeitschrift für Schweizerisches Recht (ZSR), 133:155-ff.

3.7.1.3.4 Arbeitsgerichte

3.7.1.3.4.1 Präsidentinnen und Präsidenten der Arbeitsgerichte

Präsidenten Arbeitsgerichte - neu eingereichte Angelegenheiten - Entwicklung 2015-2020

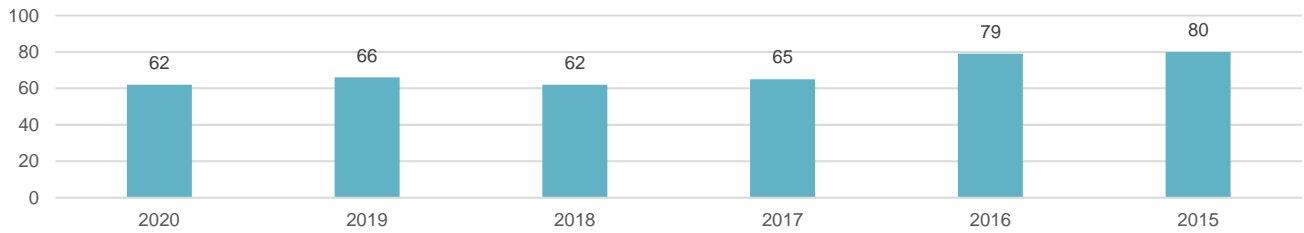


Aufteilung 2020	per 01.01.2020 hängige Angelegenheiten	neu eingereichte Angelegenheiten	gefällte Urteile	abgeschlossene Fälle durch Vergleich	andere abgeschlossene Fälle	per 31.12.2020 hängige Angelegenheit
Saane	48 (47/1)	160 (156/4)	16 (14/2)	44 (43/1)	99 (97/2)	49
Sense	3 (0/3)	13 (0/13)	0 (0/0)	3 (0/3)	8 (0/8)	5
Greyerz	15 (15/0)	52 (52/0)	8 (8/0)	10 (10/0)	34 (34/0)	15
See	5 (3/2)	28 (14/14)	0 (0/0)	11 (3/8)	20 (14/6)	2
Glane	2 (2/0)	13 (13/0)	1 (1/0)	7 (7/0)	6 (6/0)	1
Broye	8 (8/0)	43 (43/0)	2 (2/0)	15 (15/0)	30 (30/0)	4
Vivisbach	3 (3/0)	17 (17/0)	0 (0/0)	6 (6/0)	12 (12/0)	2
Total	84 (78/6)	326 (295/31)	27 (25/2)	96 (84/12)	209 (193/16)	78

Die Zahlen in der Klammer geben Auskunft über die Verfahrenssprache (französisch/deutsch).

3.7.1.3.4.2 Arbeitsgerichte

Arbeitsgerichte - Neueingänge - Entwicklung 2015-2020



Aufteilung 2020	per 01.01.2020 hängige Angelegenheiten	neu eingereichte Angelegenheiten	gefällte Urteile	abgeschlossene Fälle durch Vergleich	andere abgeschlossene Fälle	per 31.12.2020 hängige Angelegenheit
Saane	38 (38/0)	30 (29/1)	17 (17/0)	9 (9/0)	2 (2/0)	40
Sense	6 (0/6)	3 (0/3)	1 (0/1)	4 (0/4)	0 (0/0)	4
Greyerz	13 (13/0)	8 (8/0)	6 (6/0)	1 (1/0)	1 (1/0)	13
See	12 (6/6)	4 (3/1)	1 (0/1)	3 (1/2)	4 (4/0)	8
Glane	2 (2/0)	2 (2/0)	2 (2/0)	0 (0/0)	2 (2/0)	0
Broye	8 (8/0)	11 (11/0)	6 (6/0)	3 (3/0)	2 (2/0)	8
Vivisbach	4 (4/0)	4 (4/0)	1 (1/0)	2 (2/0)	1 (1/0)	4
Total	83 (71/12)	62 (57/5)	34 (32/2)	22 (16/6)	12 (12/0)	77

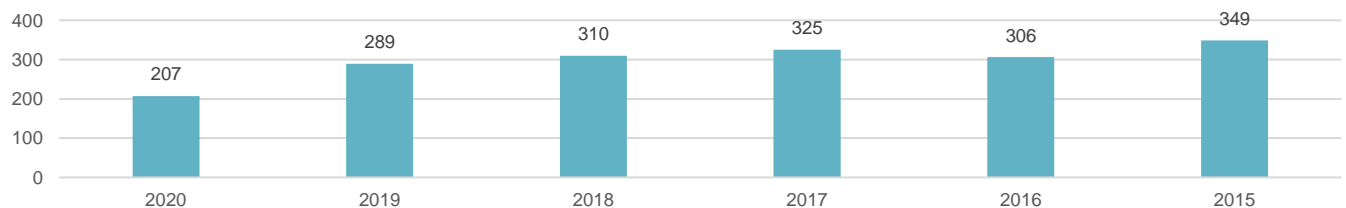
Die Zahlen in der Klammer geben Auskunft über die Verfahrenssprache (französisch/deutsch).

Die Erledigungen von Präsidenschaftssachen sind stabil (+1 %) und diejenigen des Gerichts leicht gestiegen (+5 %). Die Quote aller durch Schlichtung erledigten Fälle beträgt 29.5 % (2019: 32 %, 2018: 27.5 %).

3.7.1.3.5 Mietgerichtsbarkeit

3.7.1.3.5.1 Mietgerichtspräsidentinnen- und Präsidenten

Präsidenten Mietgerichte - Neueingänge - Entwicklung 2015-2020

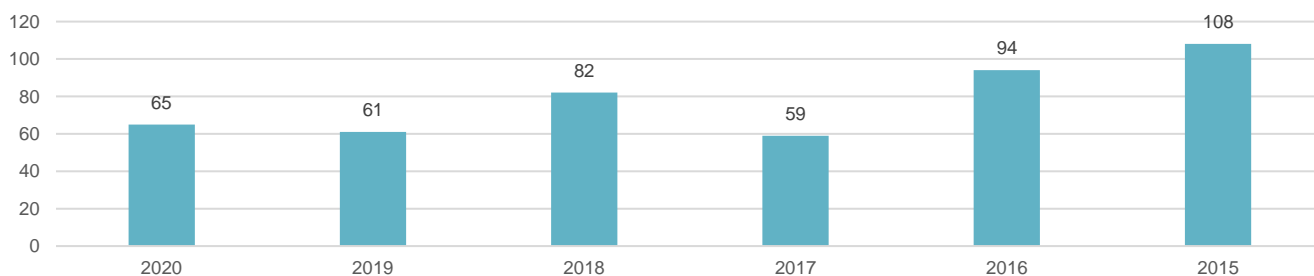


Aufteilung 2020	per 01.01.2020 hängige Angelegenheiten	neu eingereichte Angelegenheiten	gefällte Urteile	per 31.12.2020 hängige Angelegenheit
Saane	15 (15/0)	102 (102/0)	96 (96/0)	21 (21/0)
Sense	3 (0/3)	8 (0/8)	9 (0/9)	2 (0/2)
Greyerz	5 (5/0)	31 (31/0)	34 (34/0)	2 (2/0)
See	4 (2/2)	14 (4/10)	15 (5/10)	3 (1/2)
Glane	8 (8/0)	20 (20/0)	22 (22/0)	6 (6/0)
Broye	4 (4/0)	12 (12/0)	14 (14/0)	2 (2/0)
Vivisbach	3 (3/0)	20 (20/0)	17 (17/0)	6 (6/0)
Total	42 (37/5)	207 (189/18)	207 (188/19)	42 (38/4)

Die Zahlen in der Klammer geben Auskunft über die Verfahrenssprache (französisch/deutsch).

3.7.1.3.5.2 Mietgerichte

Mietgerichte - Neueingänge Entwicklung 2015-2020



Aufteilung 2020	per 01.01.2020 hängige Angelegenheiten	neu eingereichte Angelegenheiten	gefällte Urteile	per 31.12.2020 hängige Angelegenheit
Saane	25 (24/1)	28 (28/0)	27 (27/0)	26 (25/1)
Sense	4 (0/4)	6 (0/6)	1 (0/1)	9 (0/9)
Greyerz	0 (0/0)	0 (0/0)	0 (0/0)	0 (0/0)
See	6 (1/5)	6 (3/3)	5 (2/3)	7 (2/5)
Glane	9 (9/0)	11 (11/0)	7 (7/0)	13 (13/0)
Broye	0 (0/0)	0 (0/0)	0 (0/0)	0 (0/0)
Vivisbach	10 (10/0)	14 (14/0)	13 (13/0)	11 (11/0)
Total	54 (44/10)	65 (56/9)	53 (49/4)	66 (51/15)

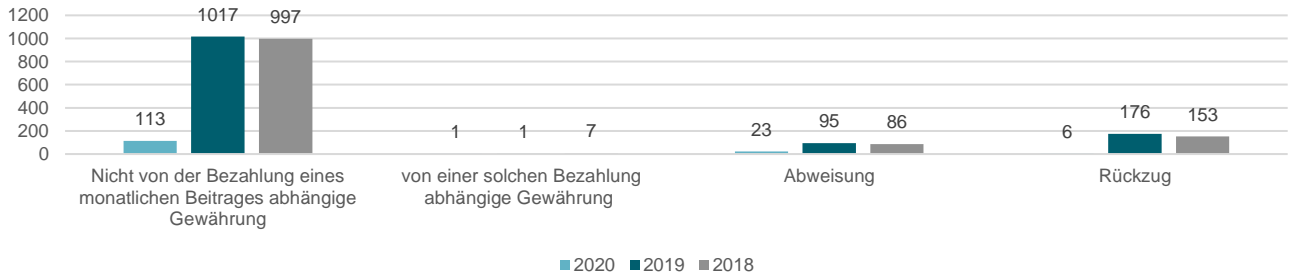
Die Zahlen in der Klammer geben Auskunft über die Verfahrenssprache (französisch/deutsch).

Bei den erledigten Fällen bestätigt sich der im letzten Jahr beobachtete Rückgang deutlich (-31 %, 2020: 260; 2019: 377; 2018: 388, vgl. Diagramm S. 62 Entwicklung der erledigten Angelegenheiten (Gesamtübersicht)).

3.7.1.3.6 Unentgeltliche Rechtspflege

3.7.1.3.6.1 Zivilsachen

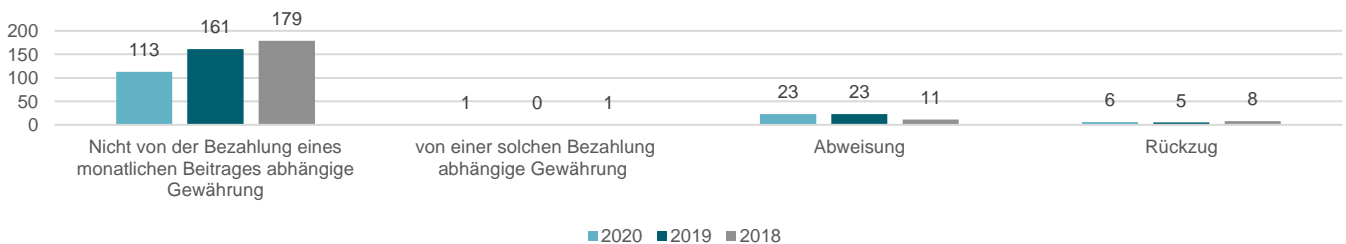
Unentgeltliche Rechtspflege (Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfassend) 2018-2020



Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst

	Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung	von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung	Abweisung	Rückzug
Saane	44	0	4	0
Sense	12	0	2	2
Greyerz	12	1	1	0
See	10	0	2	2
Glane	20	0	5	2
Broye	12	0	3	0
Vivisbach	3	0	6	0
Total	113	1	23	6

Unentgeltliche Rechtspflege (Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfassend) 2018-2020



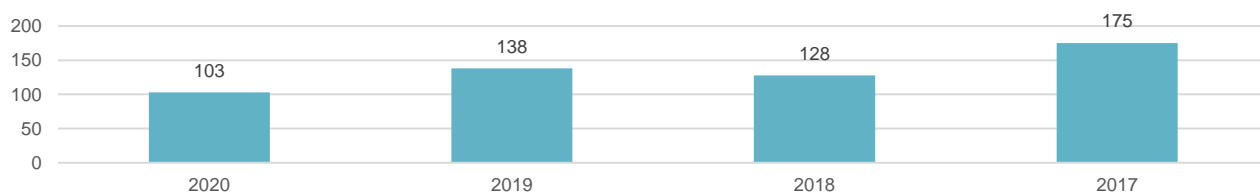
Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst

	Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung	von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung	Abweisung	Rückzug
Saane	44	0	4	0
Sense	12	0	2	2
Greyerz	12	1	1	0
See	10	0	2	2
Glane	20	0	5	2
Broye	12	0	3	0
Vivisbach	3	0	6	0
Total	113	1	23	6

3.7.1.4 Strafsachen

3.7.1.4.1 Bezirksstrafgerichte

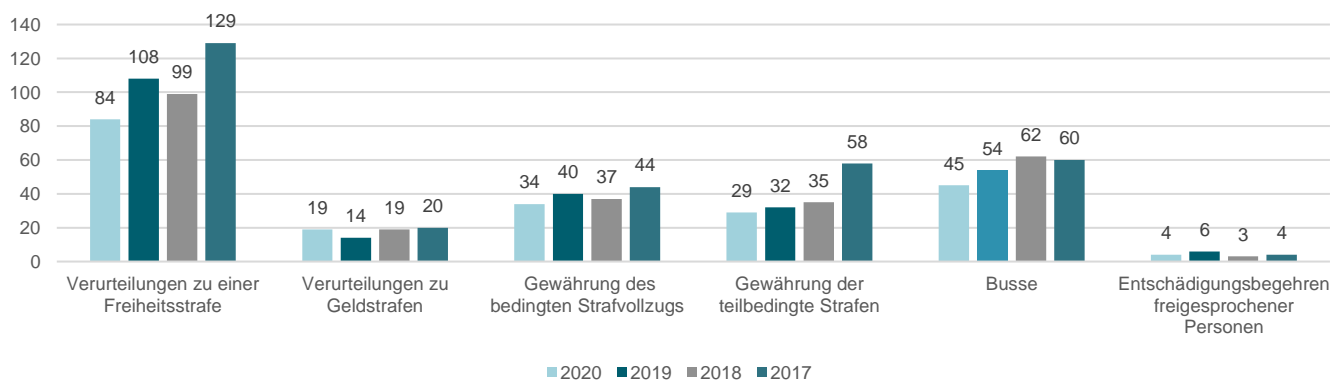
Strafgerichte - abgeurteilte Personen 2017-2020



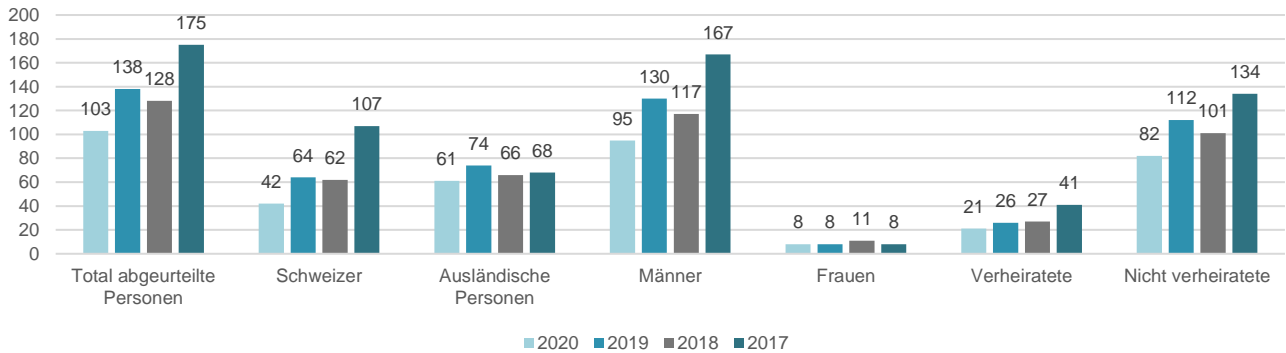
Die Gesamtzahl der Personen, die im Jahr 2020 vor den Bezirksgerichten beurteilt wurden, ist im Vergleich zu 2019 um 25 % gesunken. Wie schon im vergangenen Jahr ist die Situation von Bezirk zu Bezirk sehr unterschiedlich.

Der Glane-, der See- und vor allem der Vivisbachbezirk verzeichneten Zunahmen, während die Zahlen in den anderen Bezirken rückläufig waren.

Bezirksstrafgerichte - allgemeine Entwicklung



Strafgerichte - Aufteilung nach Nationalität, Geschlecht und Zivilstand 2017-2020



2020	Nationalität		Geschlecht		Zivilstand		
	Abgeurteilte Personen	Schweizer	Ausländische Personen	Männer	Frauen	Verheiratet	Unverheiratet
Saane	55 ¹⁾	18	37	53	2	10	45
Sense	4	2	2	4	0	2	2
Greyerz	20	8	12	17	3	3	17
See	6 ²⁾	4	2	4	2	1	5
Glane	6	4	2	6	0	4	2
Broye	6	2	4	6	0	1	5
Vivisbach	6	4	2	5	1	0	6
Total	103	42	61	95	8	21	82

¹⁾ 6 Verfahren wurden auf Deutsch durchgeführt (2019: 3)

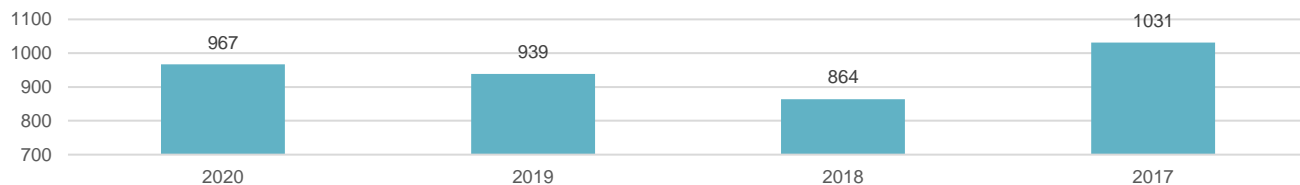
²⁾ 1 Verfahren wurde auf Französisch durchgeführt (2019:1)

Anzahl strafbarer Handlungen	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	Total
1. Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 StGB)	7	0	3	0	0	0	0	10
Vorsätzliche Tötung	0	0	0	0	0	0	0	0
Mord	1	0	0	0	0	0	0	1
Totschlag	0	0	0	0	0	0	0	0
Fahrlässige Tötung	0	0	0	0	0	0	0	0
Fahrlässige Tötung als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	0	0	0	0	0	0	0
Körperverletzungen	5	0	1	0	0	0	0	6
Körperverletzungen als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	0	1	0	0	0	0	1
Raufhandel/Angriff	0	0	0	0	0	0	0	0
Verschiedenes	1	0	1	0	0	0	0	2
2. Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172 ^{ter} StGB)	32	6	27	2	0	0	0	67
Veruntreuung	0	0	1	1	0	0	0	2
Diebstahl	13	2	11	1	0	0	0	27
Raub	3	2	0	0	0	0	0	5
Sachbeschädigung	6	2	9	0	0	0	0	17
Betrug	5	0	4	0	0	0	0	9
Betrügerischer Missbrauch einer	0	0	0	0	0	0	0	0
Check- und Kreditkartenmissbrauch	0	0	0	0	0	0	0	0
Erpressung	1	0	0	0	0	0	0	1
Ungetreue Geschäftsbesorgung	0	0	1	0	0	0	0	1
Hehlerei	2	0	1	0	0	0	0	3
Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder- Vergehen	1	0	0	0	0	0	0	1
Verschiedenes	1	0	0	0	0	0	0	1
3. Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich (Art. 173-179 ^{novies} StGB)	3	0	2	3	0	0	0	8
4. Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit (Art. 180-186 StGB)	11	2	10	1	0	0	0	24
Drohung	3	0	1	0	0	0	0	4
Nötigung	3	0	0	1	0	0	0	4
Hausfriedensbruch	4	2	9	0	0	0	0	15
Verschiedenes	1	0	0	0	0	0	0	1
5. Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität (Art. 187-200 StGB)	4	0	0	3	0	0	4	11
Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen	1	0	0	0	0	0	1	2
Angriff auf die sexuelle Freiheit und Ehre	3	0	0	3	0	0	3	9
Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0
6. Vergehen gegen die Familie (Art. 213 - 220 StGB)	1	0	0	0	0	0	0	1
Vernachlässigung von Unterhaltspflichten	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers	1	0	0	0	0	0	0	1
7. Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen (Art. 221-230 StGB)	2	0	1	0	0	0	0	3
Brandstiftung	2	0	1	0	0	0	0	3
Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst	0	0	0	0	0	0	0	0
Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0

Anzahl strafbarer Handlungen	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	Total
8. Verbrechen und Vergehen gegen den öffentlichen Verkehr (Art. 237-239 StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
9. Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht (Art. 240-250 StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
10. Urkundenfälschung (Art. 251-257 StGB)	2	2	2	0	0	1	0	7
11. Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden (Art. 258-263 StGB)	1	0	0	0	0	0	0	1
12. Verbrechen und Vergehen gegen den Staat und die Landesverteidigung (Art. 265-278 StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
13. Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege	1	0	2	0	0	1	0	4
Irreführung der Rechtspflege	0	0	1	0	0	0	0	1
Geldwäscherei	1	0	1	0	0	1	0	3
Falsche Beweisaussage der Partei	0	0	0	0	0	0	0	0
Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0
14. Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht (Art. 312-322 StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
15. Bestechung (Art. 322^{ter}-322^{octies} StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
16. Übertretungen bundesrechtlicher Bestimmungen (Art. 323-332 StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
17. Verstösse gegen das SVG	11	0	5	4	0	0	4	24
Art. 90 Ziff. 1	1	0	1	1	0	0	0	3
Art. 90 Ziff. 2 (schweres Verschulden)	1	0	2	0	0	0	0	3
Art. 91 (Fahren in angetrunkenem Zustand)	1	0	0	1	0	0	0	2
Art. 94 (Entwendung zum Gebrauch)	1	0	0	0	0	0	1	2
Art. 95 (Fahren ohne Ausweis)	1	0	0	0	0	0	1	2
Verschiedenes	6	0	2	2	0	0	2	12
18. Verstösse gegen das BetmG	61	4	15	9	9	8	8	114
19. Verstösse gegen das AGAuG	0	0	0	0	0	0	0	0
20. Verstösse gegen das WG	5	1	1	1	0	2	0	10
21. Verstösse gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	34	4	18	1	4	4	1	66
Total	175	19	86	24	13	16	17	350

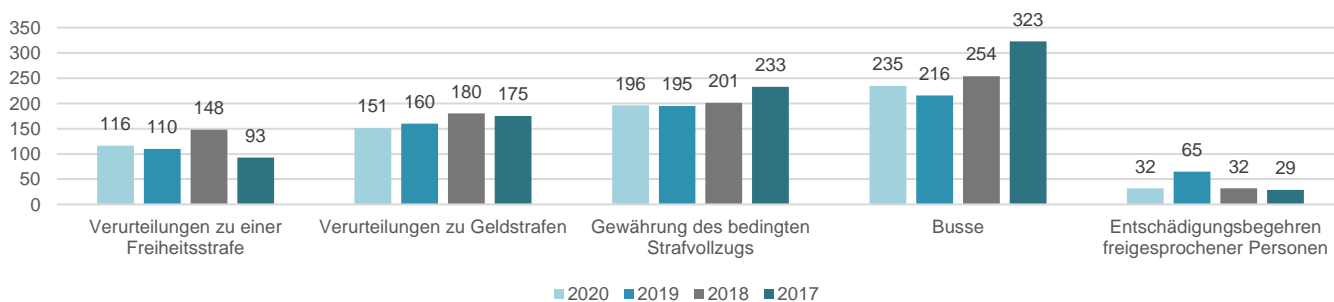
3.7.1.4.2 Polizeirichterinnen und Polizeirichter

Polizeirichter - Überwiesene Personen 2017-2020



Die Zahl der Personen, die an den Polizeirichter überwiesen wurden, ist weiterhin leicht gestiegen (+3 %). Zunahmen wurden im Greyerz- (+4%), im Broye- (+7%), im See- (+26%), im Glane- (+38%) und im Vivisbachbezirk (+46%) verzeichnet. Im Saane- (-10%) und im Sensebezirk (-3%) gehen die Zahlen zurück. Diese Prozente werden auf der Grundlage der Zahlen in der folgenden Tabelle im Vergleich zu den Zahlen in der Tabelle auf S. 194 des Berichts 2019 berechnet.

Polizeirichter - allgemeine Entwicklung 2017-2020



Aufteilung 2020	Überwiesene Personen	Verurteilte	Freigesprochene	Rückzug des Straf- antrags oder der Einsprache
Saane	382 ¹⁾	157	72	103
Sense	70	21	9	30
Greyerz	172	65	26	45
See	108 ²⁾	51	19	26
Glane	62	22	6	22
Broye	109	45	9	40
Vivisbach	64	29	16	14
Total	967	390	157	280

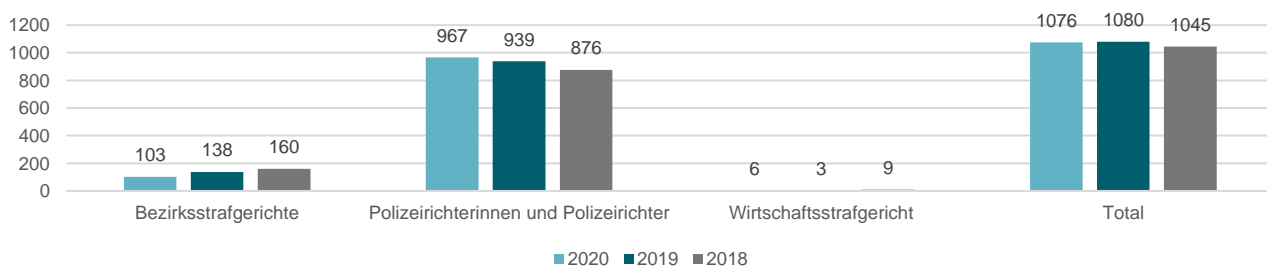
¹⁾ 19 Verfahren wurde auf Deutsch durchgeführt (2019: 20)

²⁾ 63 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2019: 48)

Anzahl strafbarer Handlungen	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	Total
Strafbare Handlungen gemäss StGB	111	9	58	30	16	46	9	279
Körperverletzungen	21	2	17	7	6	13	2	68
Strafbare Handlungen gegen das Vermögen	11	0	6	1	4	1	3	26
Ehrverletzungen	13	1	8	2	4	14	0	42
Sexualdelikte	6	0	2	4	0	1	2	15
Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen	8	1	1	1	0	4	0	15
Übertretung von Bestimmungen des Bundesrechts	1	0	0	0	0	0	0	1
Verschiedenes	51	5	24	15	2	13	2	112
Strafbare Handlungen gemäss EGStGB	20	1	3	2	0	5	1	32
Art. 8 EGStGB	0	0	0	0	0	0	0	0
Verschiedenes	20	1	3	2	0	5	1	32
Strafbare Handlungen	226	25	78	73	26	50	27	505
gegen das Fischereigesetz	0	0	1	0	0	0	0	1
gegen das Jagdgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
gegen das Waldgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
gegen das Lebensmittelgesetz	0	0	0	0	0	1	0	1
gegen das Fremdenpolizeigesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
gegen das Gesetz über Ausländerinnen und Ausländer	28	1	14	8	3	1	5	60
gegen das Zivilschutzgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
gegen das Tierschutzgesetz	1	3	0	0	1	0	0	5
gegen das Gewässerschutzgesetz	0	0	0	0	1	2	0	3
gegen das Verkehrsgesetz	17	0	4	0	0	0	0	21
gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz	2	0	0	0	0	2	0	4
gegen das Arbeitslosenversicherungsgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
gegen das Binnenschiffahrtsgesetz	0	0	0	0	0	1	0	1
gegen das Strassenverkehrsgesetz	55	12	20	26	11	26	13	163
gegen das Betäubungsmittelgesetz	56	2	12	16	6	7	6	105
Verstösse gegen das WG	4	1	3	1	0	1	0	10
Verschiedenes	63	6	24	22	4	9	3	131
Total	357	35	139	105	42	101	37	816

3.7.1.4.3 Zusammenfassung

Zusammenfassung - allgemeine Entwicklung 2018-2020



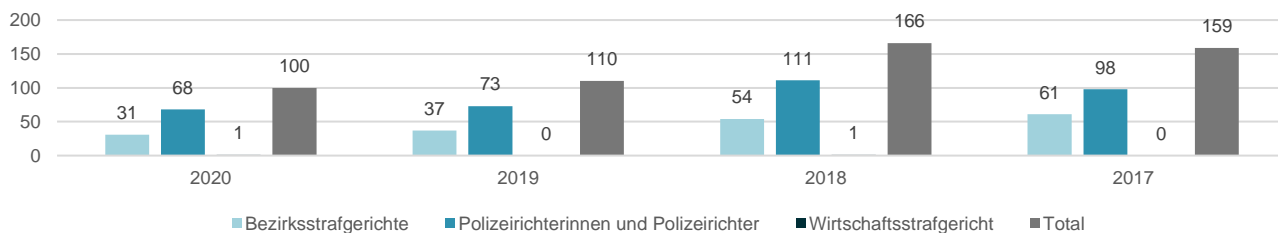
2020 war die Zahl der Personen, welche die Strafgerichte des Kantons beschäftigten (1076, einschliesslich des Wirtschaftsstrafgerichts), im Vergleich zum Vorjahr stabil (2019: 1080; 2018: 1001, 2017: 1212, 2016: 991, 2015: 952). Dies ist die Summe der Strafgerichte 103 + Polizeirichter 967 + WSG 6 gemäss obigem Diagramm.

Aufteilung 2020	Bezirksstrafgerichte	Polizeirichterinnen Polizeirichter	Wirtschaftsstrafgericht	Total
Saane	55	382	--	437
Sense	4	70	--	74
Greyerz	20	172	--	192
See	6	108	--	114
Glane	6	62	--	68
Broye	6	109	--	115
Vivisbach	6	64	--	70
Wirtschaftsstrafgericht	--	--	6	6
Total	103	967	6	1076

Art des Urteils	Bezirksstrafgerichte	Polizeirichterinnen Polizeirichter	Total
Freisprüche	4	157	161
Entschädigungsbegehren freigesprochener Personen	4	32	36
Verurteilungen zu Freiheitsstrafen	84	116	200
Verurteilungen zu gemeinnützigen Arbeiten	0	1	1
Verurteilungen zu Geldstrafen	19	151	170
Busse	45	235	280
Gewährung des bedingten Strafvollzugs	34	196	230
Gewährung der teilbedingte Strafen	29	0	29
Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache	2	280	282
Total	221	1168	1389

3.7.1.4.4 Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs

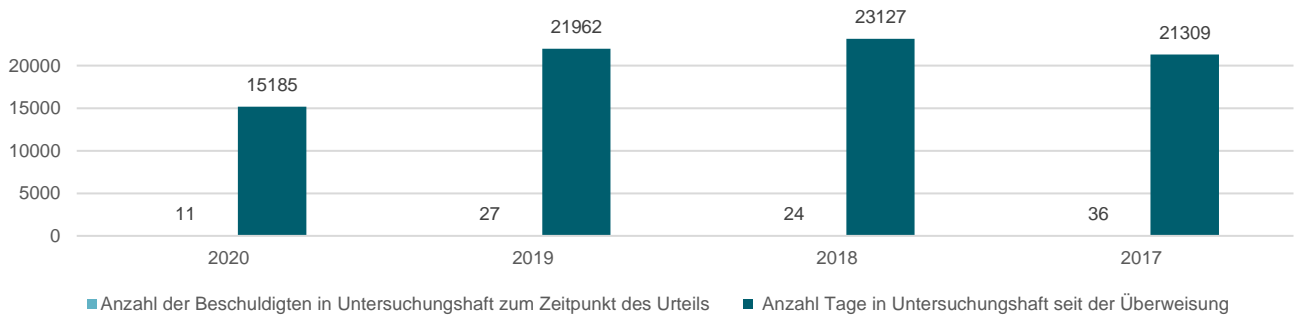
Urteile Widerruf oder Verlängerung des bedingten Strafvollzugs - Entwicklung 2017-2020



Aufteilung 2020	Bezirksstrafgerichte	Polizeirichterinnen Polizeirichter	Wirtschaftsstrafgericht	Total
Saane	19	30	--	49
Sense	0	3	--	3
Greyerz	2	12	--	14
See	2	3	--	5
Glane	2	9	--	11
Broye	3	10	--	13
Vivisbach	3	1	--	4
Wirtschaftsstrafgericht	--	--	1	1
Total	31	68	1	100

3.7.1.4.5 Untersuchungshaft

Untersuchungshaft - Entwicklung 2017-2020



	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	WSG	Total
Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungs- haft zum Zeitpunkt des Urteils	10	0	0	0	1	0	0	0	11
Anzahl Tage in Untersuchungshaft seit der Überweisung	6898	672	6533	544	187	268	83	0	15185

3.7.2 Bezirksgericht Saane

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

François-Xavier Audergon, Benoît Chassot, Adeline Corpataux, Alain Gautschi, Ariane Guye, Rebecca Jutzet, Stéphane Raemy, José Rodriguez, Alexandra Rossi Carré, Jean-Marc Sallin, Präsidentinnen/Präsidenten; Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Pascal L'Homme, Jean-Benoît Meuwly, Peter Rentsch, Sandrine Schaller Walker, Stellvertretende Präsidentinnen/Präsidenten

Zivil- und Strafgericht: Béatrice Ackermann, Mary-Lise Bapst, Raymond Baraké, Hélène Cudré-Mauroux, Caroline de Buman, Anne de Steiger, Colette Défago, Caroline Dénervaud, Jean-Pierre Droz, Pierre Duffour, Yolande Flury, Christine Frehner, Dominique Haller Sobritz, Agnes Hayoz, Catherine Hayoz, Sandra Herren Schwab, Renato Iliescu, Anne Jochem, Hans Jungo, Christiane King-Perroulaz, Bernard Lauper, Damiano Lepori, Barbara Moigno, Guy Python, Paul Quartenoud, Samuel Rar, Sébastien Roch, Anne-Colette Schmutz-Schaller, Gilles Schorderet, Louis Charles Singy, Brigitte Steinauer, Cécile Thiémard, Sophie Tritten, José Uldry, Beisitzende

Arbeitsgericht: Ariane Guye, José Rodriguez, Präsidentin/Präsident; Adeline Corbataux, Rebecca Jutzet, Peter Rentsch, Stellvertretende Präsidentin/Präsident; David Brugger, Karin Rudaz, Beisitzende; Pierre-André Charrière, Marc Fischer, Patrick Gendre, Chantal Hayoz-Clément, Jean-Jacques Marti, Ersatzbeisitzende

Mietgericht: Ariane Guy, Präsidentin; Rebecca Jutzet, José Rodriguez, Alexandra Rossi Carré, Stellvertretende Präsidentin/Präsident; Matthieu Loup, Isabelle Sob, Claude Terrapon, Pierre Wicht, Beisitzende; Christian Aebischer, Roxane Casazza, Catherine Hayoz, Marie-Jeanne Piccand, Ersatzbeisitzende

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	9.50	9.50

3.7.2.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

3.7.2.1.1 Zivilgericht, Arbeitsgericht und Mietgericht

Die Geschäftsverzeichnisse der Richter, die für Zivilverfahren zuständig sind, einschliesslich des Mietgerichts und des Arbeitsgerichts, sind umfangreich. Im Allgemeinen gibt es keine systematischen Rückstände, obwohl einige aufgrund der komplexen Fälle, die einen erheblichen Arbeitsaufwand erfordern (Bau-, Bank-, Wirtschafts-, Handels- und Erbschaftsrecht), mehr Sorgen bereiten als andere. Der Rat machte also von Art. 22 Abs. 4 JG Gebrauch, um Präsidentin Bulliard Grosset als Ersatzrichterin für Präsidentin Rossi Carré mit der Bearbeitung eines Falles, den weder Letztere noch ihre Kollegen aus dem Saanebezirk bearbeiten konnten, zu beauftragen. Weitere Richter haben bereits angekündigt, dass sie sich an die Aufsichtsbehörde wenden werden, um Verstärkung für die Behandlung bestimmter Fälle zu erhalten. An diesem Gericht mangelt es an Gerichtsschreibenden.

Seit Mitte März 2020 war die Verwaltungskommission stark in die Bewältigung der Gesundheitskrise eingebunden und widmete sich intensiv dem Aufbau der Kriseninfrastruktur. Eine Überlegung über das Ausmass der Einbindung von Richtern in logistische Angelegenheiten, die weitgehend zulasten ihrer richterlichen Tätigkeit geht, sollte durchgeführt werden. Diese Aufgabe sollte einem Generalsekretariat zugewiesen werden, insbesondere für ein Gericht von der Grösse des Bezirksgerichts Saane.

Bei den Ernennungen wurde der Präsidentin Jutzet ein Fall vom Bezirksgericht See zugewiesen (Art. 22 Abs. 4 JG), nachdem Präsident Stoller in den Ausstand trat. Um die Präsidentin Guye während ihres Mutterschaftsurlaubs von Mitte Juli bis Mitte November 2020 zu vertreten, hat der Rat die Gerichtsschreiberin Céline Brunod zur Ad-hoc-Präsidentin des Bezirks-, des Arbeits- und des Mietgerichts des Saanebezirks ernannt (Art. 91 al. 1 Bst. d JG).

Um zwei Beisitzern die Möglichkeit zu geben, laufende Fälle abzuschliessen, verlängerte der Rat ausserdem die Amtszeit eines Beisitzers, der die Altersgrenze erreicht hatte (Art. 6 Abs. 2 JG), und befreite den zweiten Beisitzer vorübergehend von seiner Wohnsitzpflicht (Art. 7 Abs. 3 JG).

Aufgrund von Überlastung ist Präsidentin Corpataux von der Stellvertretung beim Arbeitsgericht zurückgetreten. Nachdem im Rahmen der jährlichen Inspektion das Arbeitsvolumen, das mit dieser Funktion verbunden ist, geprüft worden war, gab der Rat auf Antrag des Bezirksgerichts Saane eine befürwortende Stellungnahme zur Wahl der Chefgerichtsschreiberin Christelle Almeida Borges zur Präsidentin des Arbeitsgerichts des Saanebezirks (10 %) ab. Sie wurde im Dezember 2020 gewählt und tritt ihr Amt am 1. Januar 2021 an.

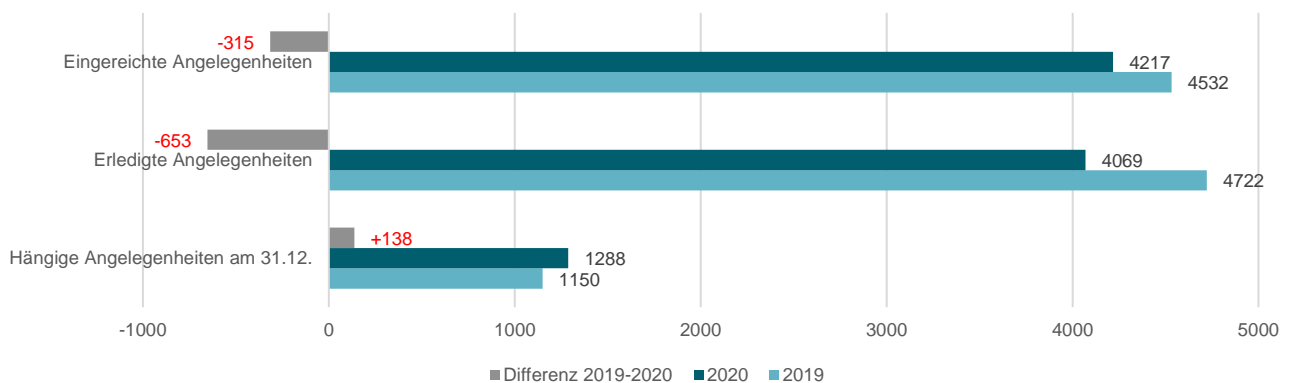
Die Räumlichkeiten dieses Gerichts sind zu eng, zumal einige Säle wegen der Gesundheitsvorschriften im Zusammenhang mit der Pandemie nicht genutzt werden konnten und andere auswärtige Gerichtsbehörden regelmässig Gerichtssäle belegen.

3.7.2.1.2 Strafgericht

Der leichte Rückgang der Zahl neuer Fälle, für die das Strafgericht zuständig ist, wird durch den Anstieg der Zahl der Fälle, für die das Polizeigericht zuständig ist und die ebenfalls komplexer werdenden Fälle aufgewogen, so dass die Arbeitsbelastung insgesamt hoch bleibt.

3.7.2.2 Arbeitslast – Statistik

Bezirksgericht Saane - Entwicklung Arbeitslast 2019-2020



2020	Eingereichte Angelegenheiten	Erledigte Angelegenheiten	Hängige Angelegen- heiten am 31.12.
Zivilgericht	211	177	278
Präsidenten Zivilgericht	3209	3142	625
Arbeitsgericht	30	28	40
Präsidenten Arbeitsgericht	160	159	49
Mietgericht	28	27	26
Präsidenten Mietgericht	102	96	21
Strafgericht	59	54	27
Polizeirichter	418	386	222
Total	4217	4069	1288

3.7.2.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.7.3 Bezirksgericht Sense

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Caroline Gauch, Peter Rentsch, Pascale Vaucher Mauron, Präsidentin/Präsident; Peter Stoller, Stellvertretender Präsident

Zivil- und Strafgericht: Robert Aeberhard, Gabriel Aebischer, Martha Bürgisser, Dominique Chappuis Waeber, Monika Grossrieder, Eveline Jungo, Guido Jungo, Marianne Portmann, Thomas Reidy, Bruno Schwaller, Myriam Sturny, Ruth Waeber-Hayoz, Beisitzende

Arbeitsgericht: Caroline Gauch, Peter Rentsch, Präsidentin/Präsident; Irène Marguet, René Stritt, Beisitzende; Dominique Chappuis Waeber, Urs Maurer, Pascal Rappo, Ersatzbeisitzende

Mietgericht des Sense- und Seebezirks: Caroline Gauch, Pascale Vaucher Mauron Präsidentin; Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Verena Loembe, Gilberte Schär, Beisitzende; Susanne Genner, Ivo Hubmann, Jean-Louis Jungo, Erika Schneider, Ersatzbeisitzende

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	2.20	2.20

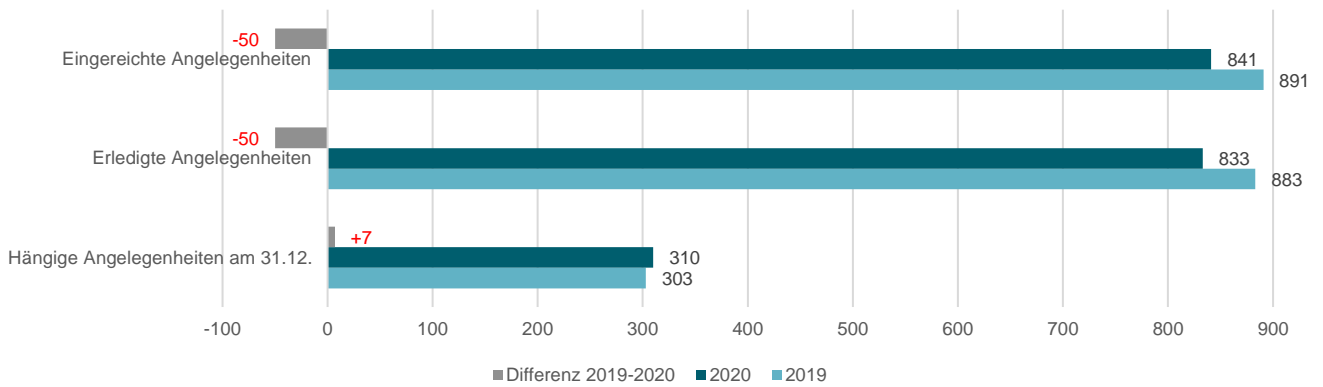
3.7.3.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Nach der Pensionierung von Präsident Reynold Raemy am 31. Dezember 2019 erhielt das Bezirksgericht Sense zwei neue Präsidentinnen, Pascale Vaucher Mauron ab dem 1. Januar und Caroline Gauch ab dem 1. April 2020. Beide haben den Übergang mit grossem Einsatz sichergestellt. Mit dem Präsidenten Peter Rentsch wurde beschlossen, die Fälle nicht nach Rechtsgebieten (Zivil- oder Strafsachen) aufzuteilen, sondern weiterhin als Generalistenpräsidenten zu wirken, ausser für das Miet- und das Arbeitsgericht. Im Mai 2020 wurde Caroline Gauch ausserdem zur Präsidentin des Arbeitsgerichts mit einem Pensum von 10 % gewählt.

Das Gericht ist zwar laut Statistiken das am wenigsten ausgelastete Gericht im Kanton, aber das bedeutet nicht, dass seine Mitarbeiter zu wenig Arbeit haben. Dadurch ist es jedoch das einzige Gericht, das es schafft, seine Fälle in einem für die Rechtsuchenden angemessenen Zeitrahmen zu bearbeiten, und über stabiles Personal, das nicht erschöpft ist, verfügt. Die gute Arbeitsatmosphäre ist der guten und effizienten Rechtspflege förderlich. Diese Behörde sollte bei den Massnahmen, die nach der Untersuchung der richterlichen Gewalt vorgeschlagen werden, als Beispiel dienen.

3.7.3.2 Arbeitslast - Statistik

Bezirksgericht Sense - Entwicklung Arbeitslast 2019-2020



2020	Eingereichte Angelegenheiten	Erledigte Angelegenheiten	Hängige Angelegen- heiten am 31.12.
Zivilgericht	43	52	50
Präsidenten Zivilgericht	687	681	198
Arbeitsgericht	3	5	4
Präsidenten Arbeitsgericht	13	11	5
Mietgericht	6	1	9
Präsidenten Mietgericht	8	9	2
Strafgericht	1	4	2
Polizeirichter	80	70	40
Total	841	833	310

3.7.3.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.7.4 Bezirksgericht Greyerz

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Camille Perroud Sugnaux, Philippe Vallet, Präsidentin/Präsident; Grégoire Bovet, Pascal L’Homme, Peter Rentsch, Pascale Vaucher Mauron, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident

Zivil- und Strafgericht: Jacques Aebischer, Philippe Barras, Karine Beaud, Jacqueline Brodard, Marguerite Brülhart, Michel Castella, Colette Dupasquier, Nicole Fragnière-Morard, Joseph Geinoz, Stéphane Giller, Patrice Morand, Barbara Progin, Claudia Romanens, Christian Wyssmüller, Beisitzende

Arbeitsgericht: Nicolas Oberson, Philippe Vallet, Präsidenten; Claudia Dey Gremaud, Caroline Gauch, Peter Rentsch, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Yolande Progin, Pierre Rouiller, Beisitzende; Philippe Clément, François Ducrest, Annick Remy, Christian Schorderet, Ersatzbeisitzende

Mietgericht des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks: Grégoire Bovet, Pascal L’Homme, Präsidenten; Sonia Bulliard Grosset, Jean-Benoît Meuwly, Peter Rentsch, Virginie Sonney, Philippe Vallet, Pascale Vaucher Maruon, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Marc Delabays, Valentina Scazzari, Beisitzende; Justine Dumas, André Magne, Sandra Martins, Baptiste Morand, Ersatzbeisitzende

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	3.10	3.10

3.7.4.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Arbeitsbelastung dieses Gerichts ist nach wie vor sehr hoch. Sie zwingt seine Mitglieder, unter Stress zu arbeiten und viele Überstunden zu machen, um sich über Wasser zu halten. Die Pandemie, die im Berichtsjahr auftrat, hat eine ohnehin schon schwierige Situation nur noch verschlimmert. Die Verschiebungen von Anhörungen und der Stillstand von Fristen im Frühling wirkten sich im Spätsommer und Herbst sehr stark aus, als die zweite Covid-19-Welle anrollte. Diese Überlastung und der chronische Stress, den sie verursacht, sind für alle Mitarbeiter anstrengend. Darunter leidet nicht nur die Atmosphäre im Gericht, sondern auch die Gesundheit seiner Mitglieder.

Die Zahl der Zivilsachen ist zurückgegangen (1805 gegenüber 1880 im Jahr 2019), aber die Fälle, vor allem in Familien- und Ehesachen, werden immer komplexer. Ohne die Unterstützung der Gerichtsunabhängigen Einheit, die 157 Fälle von insgesamt 1800 Fällen erledigte, wäre die Zivilabteilung überfordert.

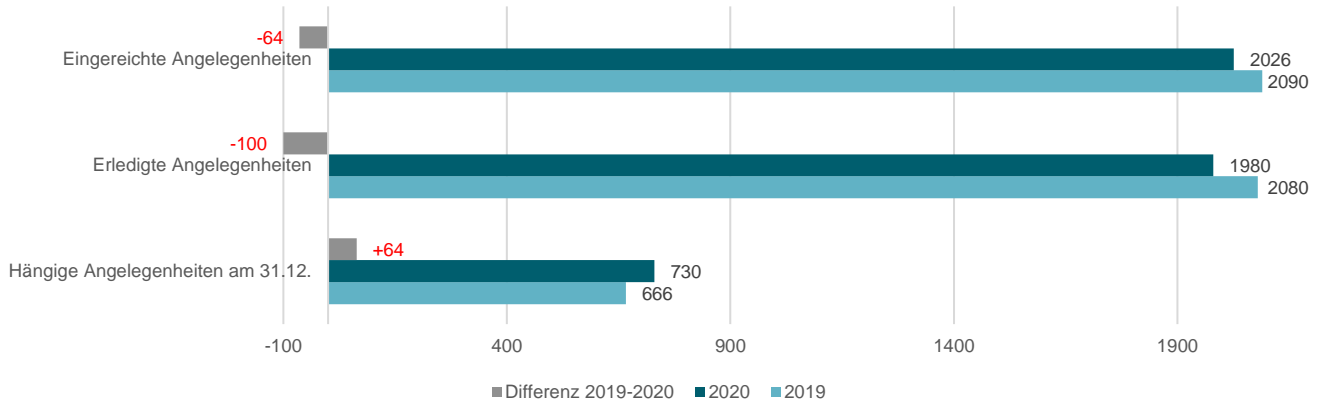
Strafsachen werden zahlreicher (232 gegenüber 225 im Jahr 2019). Die Zahl der erledigten Fälle ist stabil (206 gegenüber 212 im Jahr 2019), trotz Verschiebungen von Sitzungen aufgrund der gesundheitlichen Situation und Abwesenheiten der Präsidentinnen ohne Stellvertretung im Frühling und im Herbst. Letztere machen regelmässig Überstunden und beantragen jedes Jahr eine Erhöhung ihres Beschäftigungsgrads.

Dieser Behörde, die seit mehreren Jahren Verstärkung fordert, fehlt eine komplette Einheit (Richter, Gerichtsschreiber, Sekretär). Die Einrichtung eines Generalsekretariats mit einer zusätzlichen Person zu 100% wird ebenfalls gewünscht.

Um die laufenden Geschäfte von Präsidentin Perroux Sugnaux, die ab dem 20. Mai 2020 für sechs Wochen abwesend war, zu bewältigen, hat Präsidentin Bütikofer-Repond ihren Beschäftigungsgrad mit Zustimmung des Rates vorübergehend um 10 % erhöht.

3.7.4.2 Arbeitslast - Statistik

Bezirksgericht Greyz - Entwicklung Arbeitslast 2019-2020



2020	Eingereichte Angelegenheiten	Erledigte Angelegenheiten	Hängige Angelegen- heiten am 31.12.
Zivilgericht	97	88	155
Präsidenten Zivilgericht	1618	1605	406
Arbeitsgericht	8	8	13
Präsidenten Arbeitsgericht	52	52	15
Mietgericht	0	0	0
Präsidenten Mietgericht	31	34	2
Strafgericht	19	20	13
Polizeirichter	201	173	126
Total	2026	1980	730

3.7.4.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.7.5 Bezirksgericht See

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Präsidentin/Präsident; Jean-Benoît Meuwly, Pascale Vaucher Mauron, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident

Zivil- und Strafgericht: Daniel Baechler, Brigitte Bauer, Nicole Chuard, Eric Delley, Miriam Deuble, Cilette Marchand, Jonas Petersen, Nicole Piano Aeby, Frédéric Plancherel, Thomas Schick, Aline Wälti, Patrick Zehnder, Beisitzende

Arbeitsgericht: Anna Schwaller, Peter Stoller, Präsidentin/Präsident; Sandrine Schaller Walker, Stellvertretende Präsidentin; Bruno Schwander, Eliane Weber, Beisitzende, Anne-Marie Coopt, Manfred Meyer, Christian Pillonel, Philipp Wieland, Ersatzbeisitzende

Mietgericht des Sense- und Seebezirks: Caroline Gauch, Pascale Vaucher Mauron Präsidentin; Sandrine Schaller Walker, Peter Stoller, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Verena Loembe, Gilberte Schär, Beisitzende; Susanne Genner, Ivo Hubmann, Jean-Louis Jungo, Erika Schneider, Ersatzbeisitzende

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	1.70	1.60

3.7.5.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

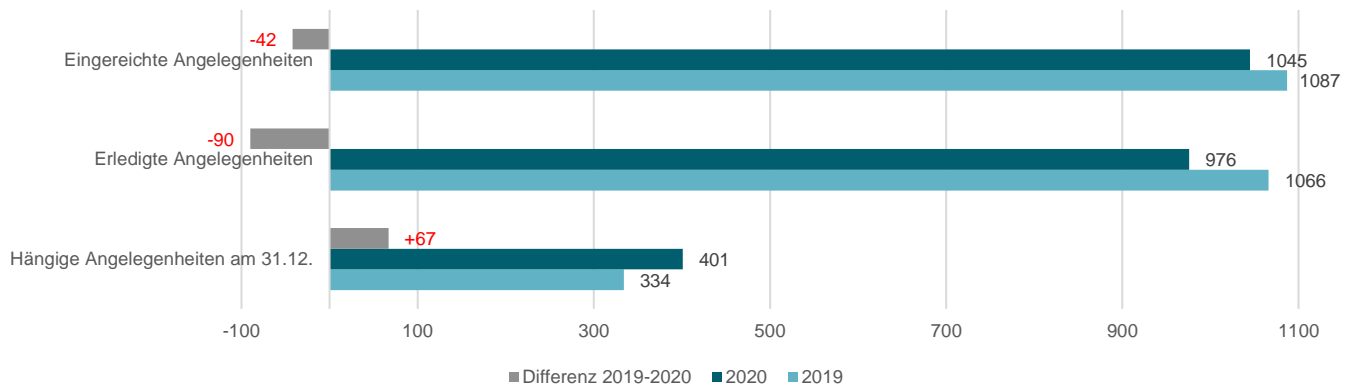
Die Arbeitsbelastung des Bezirksgerichts See ist nach wie vor sehr hoch, insbesondere wegen der weiter steigenden Zahl französischsprachiger Fälle, ein Trend, der sich auch 2020 einmal mehr bestätigte. Es ist anzumerken, dass diese Fälle im Jahr 2009 29 % der neuen Fälle ausmachten, im Jahr 2020 ist diese Zahl auf 45 % angestiegen. Ohne die Unterstützung durch die Gerichtsunabhängige RichterIn, die zwischen 20 und 30 % dieser Verfahren übernimmt, wäre es nicht möglich gewesen, die neuen Fälle zu bearbeiten.

Um die Fälle bewältigen zu können, braucht dieses Gericht unbedingt zusätzliche Kräfte.

Im Oktober wurde Anna Schwaller zur Präsidentin des Arbeitsgerichts des Seebezirks (10 %) gewählt.

3.7.5.2 Arbeitslast - Statistik

Bezirksgericht See - Entwicklung Arbeitslast 2019-2020



2020	Eingereichte Angelegenheiten	Erledigte Angelegenheiten	Hängige Angelegen- heiten am 31.12.
Zivilgericht	55	46	77
Präsidenten Zivilgericht	814	757	247
Arbeitsgericht	4	8	8
Präsidenten Arbeitsgericht	28	31	2
Mietgericht	6	5	7
Präsidenten Mietgericht	14	15	3
Strafgericht	11	6	11
Polizeirichter	113	108	46
Total	1045	976	401

3.7.5.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.7.6 Bezirksgericht Glane

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Grégoire Bovet, Präsident; Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Pascal L’Homme, Jean-Benoît Meuwly, Philippe Vallet, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident

Zivil- und Strafgericht: Jean-François Bard, Astrid Bichsel-Zeindl, Marlène Cornu, Guillaume Favre, Maja Fontaine, Christophe Girard, Muriel Joye, Claudine Matthey, Philippe Pache, Beisitzende

Arbeitsgericht: Jacques Menoud, Präsident; Grégoire Bovet, Pascal L’Homme, Stellvertretende Präsidenten; Vincent Brodard, Bernard Ropraz, Beisitzende; Christian Deillon, Sébastien Jaquier, Denis Repond, Cédric Rossel, Jacques Terrapon, Jean-François Vuagniaux, Ersatzbeisitzende

Mietgericht des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks: Grégoire Bovet, Pascal L’Homme, Präsidenten; Sonia Bulliard Grosset, Jean-Benoît Meuwly, Peter Rentsch, Virginie Sonney, Philippe Vallet, Pascale Vaucher Maruon, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Marc Delabays, Valentina Scazzari, Beisitzende; Justine Dumas, André Magne, Sandra Martins, Baptiste Morand, Ersatzbeisitzende

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	1.10	1.10

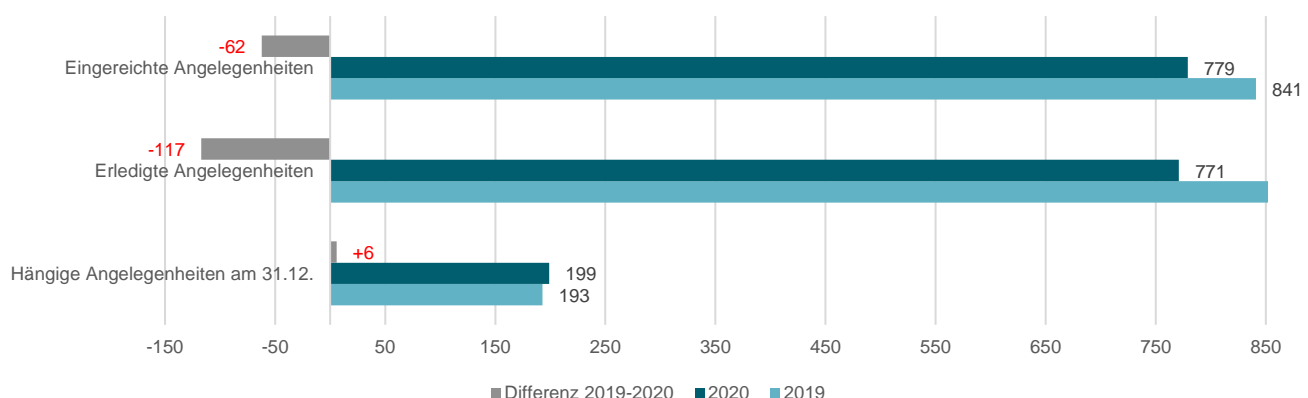
3.7.6.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Trotz einer immer noch sehr hohen Arbeitsbelastung, die das Gericht zwingt, unter Stress zu arbeiten, ist die Situation zu bewältigen. Die Pandemie erschwerte seine Arbeit etwas, aber dank des anhaltenden grossen Einsatzes seiner Mitarbeiter konnte es Verspätungen beim Behandeln der Fälle vermeiden. Für das ordnungsgemässe Funktionieren ist jedoch die Hilfe von Praktikanten erforderlich. Der Präsident unterstreicht die Wichtigkeit der Schlichtungsverfahren und den guten Kontakt mit den Behörden, Parteien und Anwälten.

Im Jahr 2020 gab es keine Veränderungen in der personellen Besetzung dieses Gerichts. Die Räumlichkeiten geben zu keinerlei Beanstandung Anlass.

3.7.6.2 Arbeitslast - Statistik

Bezirksgericht Glane - Entwicklung Arbeitslast 2019-2020



2020	Eingereichte Angelegenheiten	Erlidigte Angelegenheiten	Hängige Angelegen- heiten am 31.12.
Zivilgericht	43	47	46
Präsidenten Zivilgericht	624	609	118
Arbeitsgericht	2	4	0
Präsidenten Arbeitsgericht	13	14	1
Mietgericht	11	7	13
Präsidenten Mietgericht	20	22	6
Strafgericht	3	6	1
Polizeirichter	63	62	14
Total	779	771	199

3.7.6.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.7.7 Bezirksgericht Broye

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Sonia Bulliard Grosset, Jean-Benoît Meuwly, Virginie Sonney, Präsidentin/Präsident; Grégoire Bovet, Pascal L’Homme, Stéphane Raemy, Alexandra Rossi Carré, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident

Zivil- und Strafgericht: Guy Biland, Maurice Bourqui, Martine Corminboeuf, Gabriel Dougoud, Francis Duruz, Marcel Godel, Micheline Guerry, Carine Haenni, Claude Jabornigg, Francis Marchand, Annelise Moser, Irène Rüsi, Claire-Lise Sudan, Beisitzende

Arbeitsgericht: Christian Esseiva, Jean-Benoît Meuwly, Präsidenten; Sonia Bulliard Grosset, Stellvertretende Präsidentin; François Berchier, Yvan Corminboeuf, Beisitzende; Frédéric Gross, Hans Krebs, Francis Michel, Christian Müller, Ersatzbeisitzende

Mietgericht des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks: Grégoire Bovet, Pascal L’Homme, Präsidenten; Sonia Bulliard Grosset, Jean-Benoît Meuwly, Peter Rentsch, Virginie Sonney, Philippe Vallet, Pascale Vaucher Maruon, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Marc Delabays, Valentina Scazzari, Beisitzende; Justine Dumas, André Magne, Sandra Martins, Baptiste Morand, Ersatzbeisitzende

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	2.10	2.10

3.7.7.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Arbeitsbelastung ist hoch und die familienrechtlichen Angelegenheiten werden immer komplexer, vor allem bei der Berechnung von Unterhaltsbeiträgen.

Obwohl die Zahl der neuen Fälle im Jahr 2020 niedriger ist als 2019, ist die Gesamtzahl der Fälle deutlich höher als in den Vorjahren. Die Zahl der hängigen Fälle Ende 2020 ist gestiegen, und das Gericht ist nicht mehr in der Lage, den Eingang besonders umfangreicher Fälle zu bewältigen. So gab es Ende 2020 allein beim Zivilgericht 83 hängige Angelegenheiten, obwohl 1170 Fälle erledigt wurden, wobei 1173 Fälle eingegangen sind. Wenn die Arbeitsbelastung weiterhin so hoch bliebe, könnte sie nicht mehr aufgefangen werden, daher das Gesuch um Entlastung, das Ende Dezember an den Rat gestellt wurde, weil einer der Präsidenten im Jahr 2021 ein umfangreiches Strafverfahren bearbeiten muss.

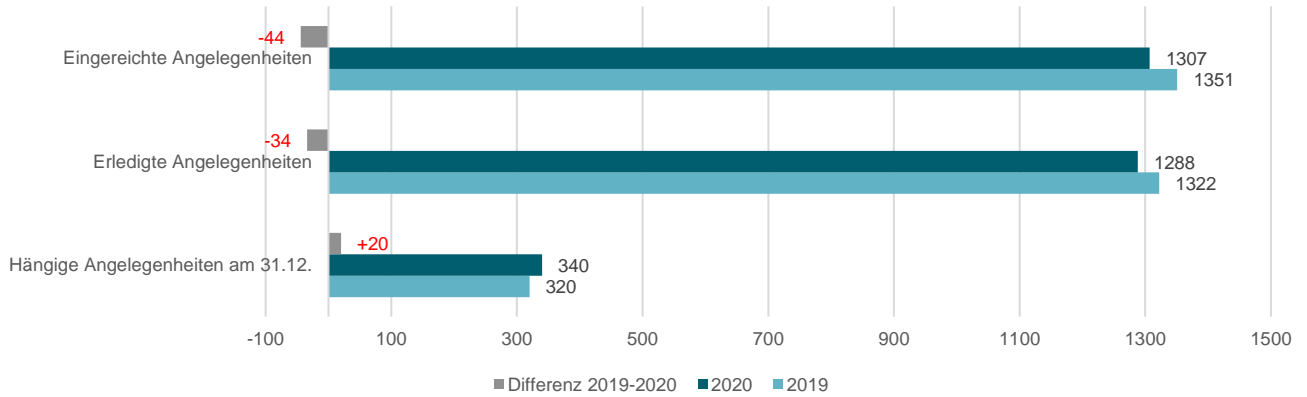
Präsidentin Bulliard Grosset ist bereit, ihren Beschäftigungsgrad von 10 auf 20 % zu erhöhen. Es herrscht ausserdem ein Mangel an Gerichtsschreibenden.

Vom 1. Januar bis zum 20. Mai 2020 hat der Ad-hoc-Präsident Ludovic Farine die Präsidentin Virginie Sonney, die im Mutterschaftsurlaub war, vertreten. Präsidentin Sonia Bulliard Grosset und Präsident Jean-Benoît Meuwly übernahmen in dieser Zeit einen Teil der Bearbeitung der Post ihrer Kollegin. Diese Art der Stellvertretung funktionierte zur vollen Zufriedenheit.

Die Räumlichkeiten sind maximal ausgelastet. Die Pandemie zwang das Gericht, mehrmals im Saal des Bezirksgerichts Sense und im Covid-Saal in Granges-Paccot zu tagen. Er freut sich sehr auf den Bau von neuen Räumlichkeiten in Gebäuden in der Nähe des Bahnhofs.

3.7.7.2 Arbeitslast - Statistik

Bezirksgericht Broye - Entwicklung Arbeitslast 2019-2020



2020	Eingereichte Angelegenheiten	Erledigte Angelegenheiten	Hängige Angelegen- heiten am 31.12.
Zivilgericht	61	53	83
Präsidenten Zivilgericht	1046	1045	188
Arbeitsgericht	11	11	8
Präsidenten Arbeitsgericht	43	47	4
Mietgericht	0	0	0
Präsidenten Mietgericht	12	14	2
Strafgericht	17	6	12
Polizeirichter	117	112	43
Total	1307	1288	340

3.7.7.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.7.8 Bezirksgericht Vivisbach

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Pascal L’Homme, Präsident; Grégoire Bovet, Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Philippe Vallet, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident

Zivil- und Strafgericht: Claudine Aebischer, Noémie Berthoud, Stéphane Broillet, Jeannick Cardinaux, Valérie Dewarrat, Roland Dumoulin, Anita Genoud, Jean-Bernard Jaquet, Catherine Mossier, Caroline Perroud, François Pilloud, Michel Savoy, Beisitzende

Arbeitsgericht: Romain Lang, Pascal L’Homme, Präsidenten; Jacques Menoud, Stellvertretender Präsident; Pascal Emonet, Fabienne Tâche, Beisitzende; Laurent Gabriel, Daniel Jamain, Eric Maillard, Antonio-Elviro Soares, Ersatzbeisitzende

Mietgericht des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks: Grégoire Bovet, Pascal L’Homme, Präsidenten; Sonia Bulliard Grosset, Jean-Benoît Meuwly, Peter Rentsch, Virginie Sonney, Philippe Vallet, Pascale Vaucher Maruon, Stellvertretende Präsidentin/Stellvertretender Präsident; Marc Delabays, Valentina Scazzari, Beisitzende; Justine Dumas, André Magne, Sandra Martins, Baptiste Morand, Ersatzbeisitzende

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	1.10	1.10
Festangestellte Mitarbeitende		

3.7.8.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

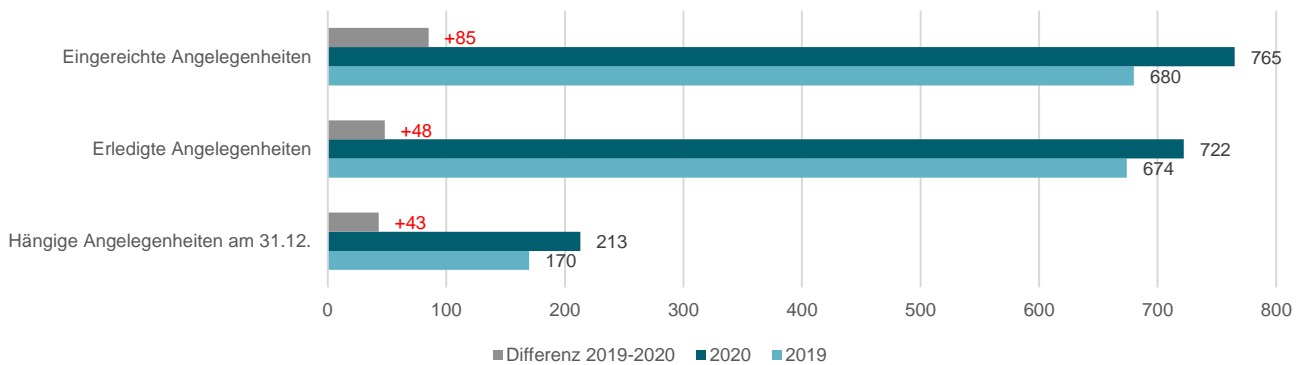
Mit 765 Fällen, die im Verzeichnis stehen, hat die Arbeitsbelastung der Behörde im Jahr 2020 deutlich zugenommen (+12.5 %). Die Behörde konnte zwar 7 % mehr Fälle als im Jahr 2019 erledigen, musste aber aufgrund der Pandemie mehrere Fristverlängerungen und Verschiebungen von Anhörungen verzeichnen. Diese Belastung konnte im Laufe des Jahres 2020 nicht vollständig aufgefangen werden, so dass die Zahl der hängigen Fälle am Ende des Jahres um 25 % anstieg.

Das Personal blieb das Gleiche und hat während der Gesundheitskrise im Frühling starken Zusammenhalt und Autonomie bewiesen.

Das Gericht, das im Jahr 2023 umziehen soll, befürchtet, dass die neuen Räumlichkeiten nicht den dringend benötigten Platz bieten werden.

3.7.8.2 Arbeitslast - Statistik

Bezirksgericht Vivisbach - Entwicklung Arbeitslast 2019-2020



2020	Eingereichte Angelegenheiten	Erledigte Angelegenheiten	Hängige Angelegen- heiten am 31.12.
Zivilgericht	38	27	65
Präsidenten Zivilgericht	600	574	104
Arbeitsgericht	4	4	4
Präsidenten Arbeitsgericht	17	18	2
Mietgericht	14	13	11
Präsidenten Mietgericht	20	17	6
Strafgericht	7	6	3
Polizeirichter	65	63	18
Total	765	722	213

3.7.8.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.8 Friedensgerichte

Aufgabe und Zuständigkeit

Das Friedensgericht ist in erster Linie Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde. Sein Präsident ist der Friedensrichter. Die Erwachsenenschutzbehörde ordnet eine Massnahme an, wenn die Unterstützung der hilfsbedürftigen Person durch die Familie, andere nahestehende Personen oder private oder öffentliche Dienste nicht ausreicht oder von vornherein als ungenügend erscheint und wenn bei Urteilsunfähigkeit der hilfsbedürftigen Person keine oder keine ausreichende eigene Vorsorge (Vorsorgeauftrag und Patientenverfügung) getroffen worden ist und die Massnahmen von Gesetzes wegen (Vertretung durch den Ehegatten/eingetragenen Partner, Vertretung bei medizinischen Massnahmen, Schutz der Person, die sich in einer Wohn- oder Pflegeeinrichtung aufhält) nicht genügen.

Die Erwachsenenschutzbehörde kann entweder eine Beistandschaft errichten oder eine fürsorgerische Unterbringung anordnen. Es gibt vier Arten von Beistandschaften: die Begleitsbeistandschaft, die Vertretungsbeistandschaft, die Mitwirkungsbeistandschaft und die umfassende Beistandschaft.

Die Erwachsenenschutzbehörde ist auch für die gerichtliche Beurteilung der ärztlichen Unterbringungsentscheide zuständig.

Die Kindesschutzbehörde ist für die Anordnung sämtlicher Kindesschutzmassnahmen – zum Beispiel Aufhebung der elterlichen Obhut, Entziehung der elterlichen Sorge, Unterbringung und Ernennung eines Beistandes – zuständig.

Nicht miteinander verheiratete Eltern können erklären, dass sie die elterliche Sorge gemeinsam ausüben möchten. Die Erklärung kann entweder gleichzeitig mit der Anerkennung des Kindes durch den Vater gegenüber dem Zivilstandsamt oder später gegenüber der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde am Wohnsitz des Kindes abgegeben werden. Ist ein Elternteil nicht bereit, die Erklärung über die gemeinsame elterliche Sorge abzugeben, so kann der andere Elternteil an die Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde am Wohnsitz des Kindes gelangen. Die gemeinsame elterliche Sorge darf einem Elternteil nur in begründeten Ausnahmefällen vorenthalten werden (nur wenn das Kindeswohl durch die Verfügung der gemeinsamen Sorge schwerwiegend gefährdet wird).

Die Entscheide der Schutzbehörde können mit Beschwerde beim Kindes- und Erwachsenenschutzhof des Kantonsgerichts angefochten werden.

Dem Friedensgericht und dem Friedensrichter kommen Aufgaben im Bereich des Erbrechts zu. Neben den Steuerinventaren, die der Friedensrichter nach jedem Todesfall aufzunehmen hat, hat er auch die für die Sicherung des Erbanges nötigen Massnahmen zu treffen. Unter diesem Titel ist er mit der Testamentseröffnung und der Ausstellung von Erbbescheinigungen befasst.

Der Friedensrichter kann unter anderem richterliche Betretungsverbote erlassen.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-friedensgerichte>.

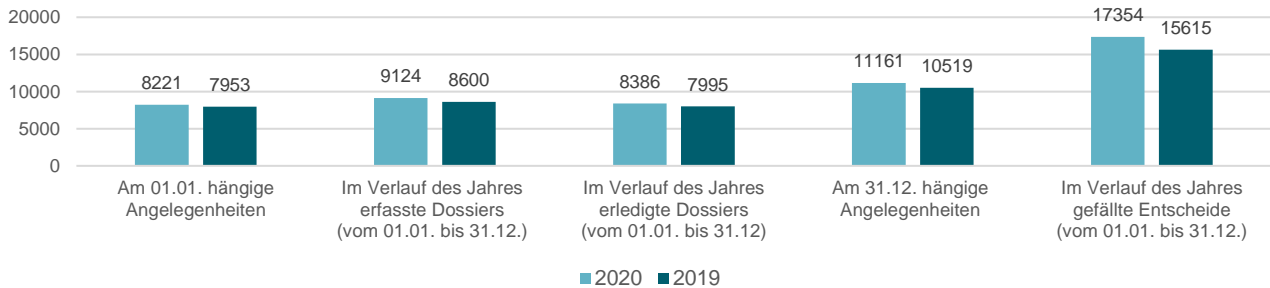
Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	11.65	11.65

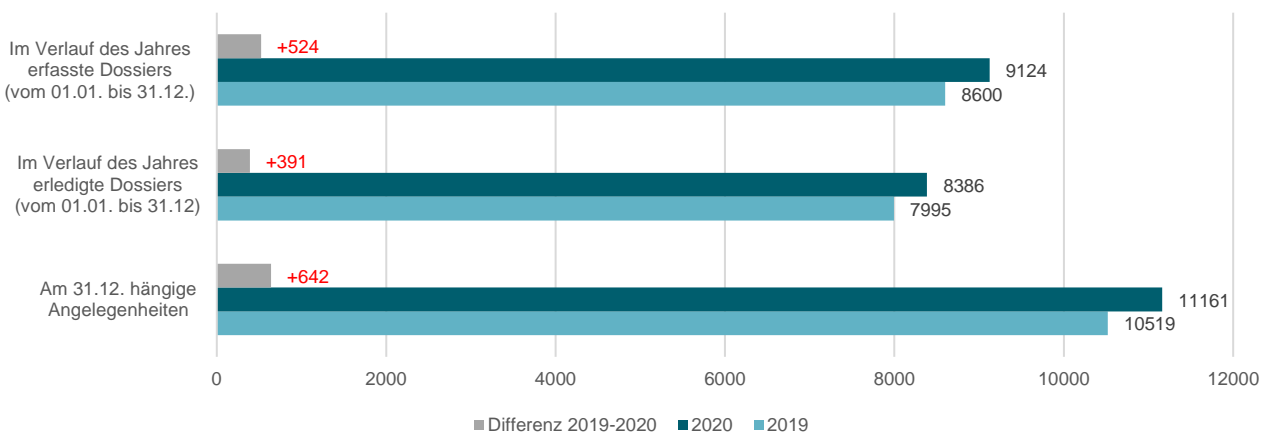
3.8.1 Arbeitslast – Statistik

3.8.1.1 Allgemeine Statistik

Friedensgerichte - allgemeine Statistik 2019-2020



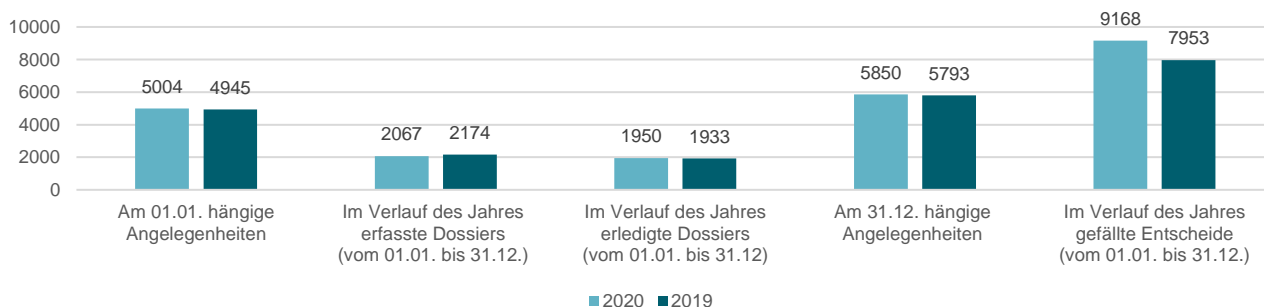
Friedensgerichte - Entwicklung allgemeine Arbeitslast 2019-2020



2020	Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)
Saane	3242	3137	2683	4484	6380
Sense	681	866	914	840	2347
Greyerz	1345	1815	1741	1824	3372
See	1070	891	855	1396	1614
Glane	663	748	629	922	1178
Broye	857	1146	1103	1131	1495
Vivisbach	363	521	461	564	968
Total	8221	9124	8386	11161	17354

3.8.1.2 Erwachsenenschutz

Friedensgerichte - Erwachsenenschutz - Entwicklung 2019-2020



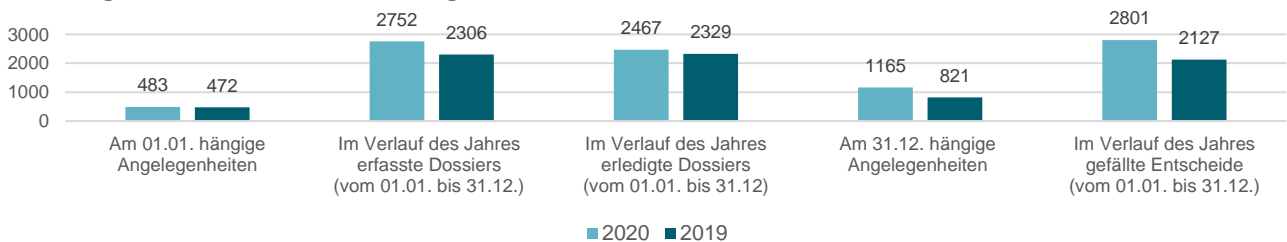
2020	Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)
Saane	2021	746	649	2384	2956
Sense	510	159	163	578	1609
Greyerz	912	460	441	1063	1701
See	463	170	193	527	1042
Glane	400	175	159	491	601
Broye	440	235	222	503	688
Vivisbach	258	122	123	304	571
Total	5004	2067	1950	5850	9168

Erwachsenenschutzmassnahmen	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
1. Die eigene Vorsorge und Massnahmen von Gesetzes wegen (Der Vorsorgeauftrag, Die Patientenverfügung, Vertretung und Aufenthalt in Wohn- oder Pflegeeinrichtungen) (Art. 363 Abs. 2, 364, 366, 368, 373, 374 Abs. 3, 376, 381 Abs. 2 und 3 und Art. 385 ZGB)	16	6	11	4	0	1	3	41
2. Befugnis zur Öffnung der Post oder zum Betreten der Wohnräume (Art. 391 Abs. 3 ZGB)	38	18	34	26	0	16	1	133
3. Massnahmen ohne Errichtung einer Beistandschaft: das Erforderliche vorkehren, insb. Zustimmung zu Rechtsgeschäft, Auftrag an Drittperson und Person/ Stelle mit Einblick und Auskunft (Art. 392 ZGB)	16	9	1	7	2	0	3	38
4. Begleitbeistandschaften (Art. 393 ZGB)	46	16	9	3	4	3	6	87
5. Vertretungsbeistandschaften ohne Einschränkung der Handlungsfähigkeit (Art. 394 Abs. 1 ZGB)	232	54	137	37	52	33	59	604
6. Vertretungsbeistandschaften mit Einschränkung der Handlungsfähigkeit (Art. 394 Abs. 1 und 2 ZGB)	3	2	22	1	21	4	2	55
7. Vertretungsbeistandschaften mit Vermögensverwaltung (Art. 395 Abs. 1 ZGB)	219	52	127	35	52	29	57	571
8. Vertretungsbeistandschaften mit Vermögensverwaltung, Entziehung Zugriff auf einzelne oder alle Vermögenswerte/Einkommensquellen oder Entziehung der Verfügung über Grundstück (Art. 395 Abs. 1, 3 und 4 ZGB)	53	19	6	6	7	3	10	104
9. Mitwirkungsbeistandschaften (Art. 396 ZGB)	24	1	0	0	0	0	4	29

Erwachsenenschutzmassnahmen	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
10. umfassende Beistandschaften (Art. 398 ZGB)	27	2	12	2	2	16	5	66
11. Ernennung, Entlassung und Entlastung der Beiständin/des Beistandes (Art. 400, 403 Abs. 1, 422, 423 und 425 Abs. 4 ZGB)	1696	159	760	794	131	215	247	4002
12. Festlegung der Entschädigung der Beiständin/des Beistandes (Art. 404 ZGB)	2106	495	1026	487	326	370	247	5057
13. Eingangsinventare (Art. 405 ZGB)	236	48	134	41	6	28	52	545
14. Entscheide betreffend die Verwaltung der Vermögenswerte (Art. 408 ZGB = VBVV)	1	0	2	105	0	0	0	108
15. Genehmigung der Rechnung und/oder der Berichte (Art. 415 und 425 ZGB)	2082	613	1091	542	385	370	313	5396
16. Geschäfte, die die Zustimmung der Erwachsenenschutzbehörde erfordern (Art. 416 und 417 ZGB)	94	16	123	46	29	30	43	381
17. Gesuch betreffend die Übertragung oder die Zustimmung zur Übernahme (Art. 442 ZGB)	52	5	33	13	18	10	14	145
18. vorsorgliche und superprovisorische Massnahmen (Art. 445 ZGB)	39	0	31	0	16	18	4	108
19. Ermittlungsmassnahmen : Abklärungen/Gutachten einer sachverständigen Person und Begutachtungen in einer Einrichtung (Art. 446 Abs. 2 und 449)	7	0	88	0	12	34	2	143
20. Zwangsmassnahmen unter Beizug der Polizei (Art. 21 Abs. 1 und Art. 18 Abs. 2 KESG, Art. 4 Abs. 2 PolG)	12	0	1	0	0	1	0	14
21. verschiedene Zeugnisse unter anderem Handlungsfähigkeitszeugnis	279	46	175	59	40	80	55	734
22. Verzicht auf Errichtung einer Schutzmassnahme (Abgeschriebenes Verfahren)	67	25	68	57	52	42	21	332

3.8.1.3 Nachlass

Friedensgerichte - Nachlass - Entwicklung 2019-2020

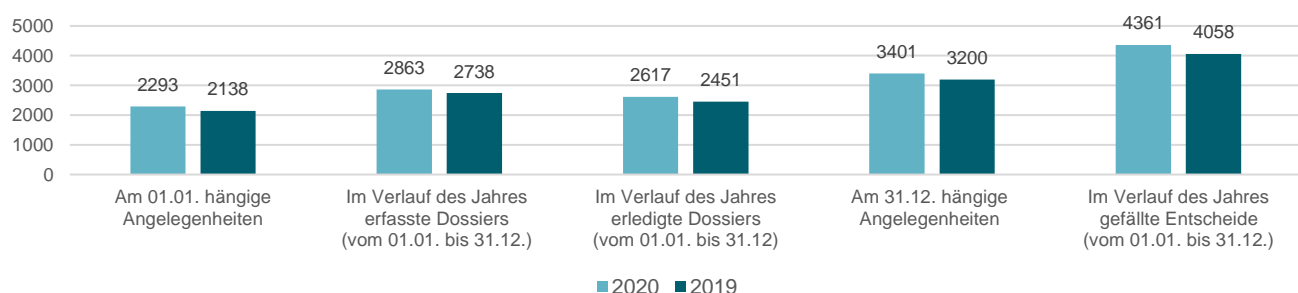


2020	Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)
Saane	89	879	772	406	1247
Sense	6	379	407	27	430
Greyerz	22	493	474	66	400
See	137	257	194	245	100
Glane	57	271	220	108	210
Broye	165	306	282	227	238
Vivisbach	7	167	118	86	176
Total	483	2752	2467	1165	2801

Friedensrichter/-in	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
1. Siegelungen (Art. 24 EGZGB)	8	0	9	2	1	0	0	20
2. Entgegennahme eines mündlichen Testaments (Art. 507 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. a EGZGB)	2	0	0	0	0	0	0	2
3. Sicherstellung bei Verschollenheit (Art. 546 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. b EGZGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
4. Inventare bei Abwesenheit und als Sicherungsmassregel (Art. 546 ff. ZGB, 23 EGZGB und 551 ff. ZGB, 24 EGZGB)	8	0	7	1	4	3	3	26
5. Erbschaftsverwaltung (Art. 548, 554 und 556 Abs. 3 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)	6	1	8	2	2	2	3	24
6. Anspruchsentscheide im Verfahren der Inventaraufnahme (Art. 490, 551 ff., 568 ZGB, 25	0	0	0	0	0	0	0	0
7. provisorische Besitzeinweisung (Art. 556 Abs. 3 ZGB, 14 EGZGB – allgemeine Klausel)	0	0	0	0	0	0	0	0
8. Testamentseröffnungen (Art. 557 ZGB, 18 EGZGB)	180	62	100	70	27	47	21	507
9. Genehmigung von Erbbescheinigungen (Art. 559, 14 Abs. 1 EGZGB - allgemeine Klausel)	467	190	263	179	145	173	88	1505
10. Ausschlagung einer Erbschaft (Art. 566 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)	121	136	156	15	22	66	37	553
11. Öffentliches Inventar (Art. 581 ff. ZGB)	4	1	1	2	2	0	1	11
12. Verwaltung der Erbschaftssachen (Art. 581 und 585 ZGB, 28 EGZGB)	0	0	0	0	0	0	1	1
13. Bezeichnung eines Vertreters der Erbgemeinschaft (Art. 602 Abs. 3 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)	5	0	2	0	1	0	3	11
14. Verschiebung der Teilung und vorsorgliche Massregeln für zahlungsunfähige Erben (Art. 604 Abs. 2 und 3 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. c EGZGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
15. Aufnahme eines Steuerinventars (DBG, DStG)	104	31	46	18	22	8	12	241
16. Verzicht auf die Aufnahme eines Steuerinventars (DBG, DStG)	657	333	379	220	208	215	123	2135

3.8.1.4 Kindesschutz

Friedensgerichte - Kindesschutz - Entwicklung 2019-2020



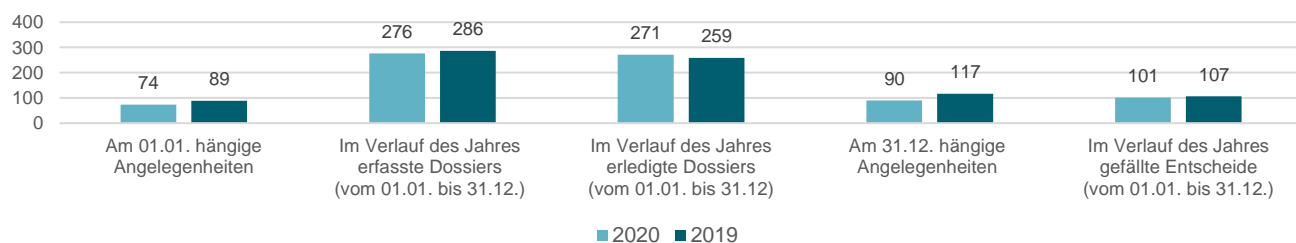
2020	Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)
Saane	921	1052	853	1371	1785
Sense	159	220	237	218	265
Greyerz	354	567	532	577	1044
See	383	260	258	495	353
Glane	178	212	166	275	303
Broye	216	402	413	334	478
Vivisbach	82	150	158	131	133
Total	2293	2863	2617	3401	4361

Kindesschutzmassnahmen	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
1. Entscheide betreffend die gemeinsame elterliche Sorge (Art. 52bis Abs. 3 AHVV, Art. 134 Abs. 3, 296 Abs. 3, 297 Abs. 2, 298a, 298b Abs. 2, 3 und 4, 298d Abs. 1 et 2, 311 Abs. 1 lit. 1 und 2 und 312 lit. 1 und 2 ZGB)	414	95	266	86	92	142	81	1176
2. Entscheide betreffend des Aufenthaltsbestimmungsrechts (Art. 134 Abs. 3, 301 a Abs. 2 und 5, 310 Abs. 1, 2 und 3 ZGB)	64	6	55	10	17	16	11	179
3. Persönlicher Verkehr (Art. 134 Abs. 4, 273 Abs. 2 und 3 und 275 Abs. 1 ZGB)	58	8	110	27	10	11	27	251
4. Festlegung des persönlichen Verkehrs mit Dritten (Art. 274a ZGB)	2	0	7	0	1	0	0	10
5. Unterhaltsverträge (Art. 287 ZGB)	29	7	13	5	5	10	2	71
6. Vormundschaft bei Kind ohne elterliche Sorge (Art. 297 Abs. 2, 298 Abs. 3, 298b Abs. 4 und 327a ZGB)	7	0	6	1	2	1	0	17
7. Vertretungsbeistandschaft (Art. 306 Abs. 2 ZGB)	82	6	29	4	4	17	4	146
8. nötige Massnahmen (Art. 307 Abs. 1 ZGB)	25	0	46	6	7	11	5	100
9. Weisung oder Ermahnung (Art. 307 Abs. 3 ZGB)	73	15	79	8	7	4	19	205
10. Erziehungsaufsicht: Person/Stelle mit Einblick und Auskunft (Art. 307 Abs. 3 ZGB)	15	4	12	3	5	1	4	44
11. Erziehungsbistandschaft: Beratung (Art. 308 Abs. 1 ZGB)	80	37	69	22	16	39	3	266
12. Beistandschaft mit besonderen Befugnissen - Feststellung Vaterschaft (Art. 308 Abs. 2 ZGB)	16	8	4	0	1	0	1	30
13. Beistandschaft mit besonderen Befugnissen - Unterhalt (Art. 308 Abs. 2 ZGB)	6	8	6	0	1	0	1	22
14. Beistandschaft mit besonderen Befugnissen - persönlicher Verkehr (Art. 308 Abs. 2 ZGB)	69	22	44	13	22	16	12	198
15. Beistandschaft mit besonderen Befugnissen insbesondere medizinische Behandlung / Betreuung, Schule, Berufslehre, usw. (Art. 308 Abs. 2 ZGB)	13	10	2	2	0	4	1	32
16. Beschränkung der elterlichen Sorge (Art. 308 Abs. 3 ZGB)	13	0	4	2	0	0	0	19
17. Mediationsversuch (Art. 314 Abs. 2 ZGB)	38	3	10	1	2	0	6	60
18. Abänderung gerichtlicher Anordnungen über die Kindes-zuteilung und den Kindesschutz (Art. 315b Abs. 2 ZGB)	2	0	1	0	0	0	0	3
19. Kindesvermögen : Inventar, periodische Rechnungsstellung und Berichterstattung, Bewilligung einer Anzehrung, Weisungen für die Verwaltung, Beistandschaft Vermögensverwaltung (Art. 318 Abs. 3, 320 Abs. 2, 324, 325 und 408 ZGB)	6	4	5	1	0	2	0	18

Kindesschutzmassnahmen	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
20. Ernennung, Wechsel, Entlassung und Entlastung der Beiständin/des Beistandes (Art. 400, 422, 423 und 425 Abs. 4 ZGB)	1057	166	374	242	114	207	66	2226
21. Festlegung der Entschädigung der Beiständin/des Beistandes (Art. 404 ZGB)	70	1	28	0	2	18	1	120
22. Genehmigung der Rechnung und der Berichte (Art. 415 und 425 ZGB)	705	183	438	131	112	134	73	1776
23. Geschäfte, die die Zustimmung der Kindesschutz-Obehörde erfordern (Art. 416 und 417 ZGB)	18	1	44	4	4	1	9	81
24. Entscheide be0treffend die Verwaltung der Vermögenswerte (Art. 408 ZGB = VBVV)	0	0	0	0	0	0	0	0
25. Fürsorgerische Unterbringung - Unterbringung durch KESB (Art. 426 Abs. 1, 428 Abs. 1 ZGB), Fürsorgerische Unterbringung im Notfall (Arzt) (Art. 18 KESG), Fürsorgerische Unterbringung - Zurückbehaltung freiwillig Eingetretener (Art. 427 Abs. 2 ZGB), Fürsorgerische Unterbringung - Verlängerung ärztliche Unterbringung (Art. 429 Abs. 2 ZGB), Fürsorgerische Unterbringung – periodische Überprüfung (Art. 431 Abs. 1 ZGB), Nachbetreuung beim Austritt aus einer Einrichtung (Art. 437 Abs. 1 ZGB /Art. 26 KESG), ambulante Massnahmen (Art. 437 Abs. 2 ZGB /Art. 26 KESG), Anrufung des Gerichts (Art. 439 Abs. 2 ZGB), Begutachtung in einer Einrichtung (Art. 449 ZGB)	1	3	1	0	0	0	0	5
26. Zwangsmassnahmen unter Beizug der Polizei (Art. 21 Abs. 1 und Art. 18 Abs. 2 KESG, Art. 4 Abs. 2 PolG)	0	0	8	0	0	2	0	10
27. Übertragung oder die Zustimmung zur Übernahme (Art. 442 ZGB)	43	4	24	23	14	13	12	133
28. Vorsorgliche Massnahmen (Art. 445 ZGB)	83	6	94	13	17	48	15	276
29. Ermittlungsmassnahmen: Abklärungen/Gutachten einer Sachverständigen Person und Begutachtungen in einer Einrichtung (Art. 446 Abs. 2 und 449 ZGB)	21	1	187	0	8	8	3	228
30. verschiedene Zeugnisse unter anderem Zeugnis über die elterliche Sorge	3	0	0	4	0	2	2	11
31. Verzicht auf Errichtung einer Schutzmassnahme (Abgeschriebenes Verfahren)	100	20	87	84	48	66	25	430

3.8.1.5 Unzuständigkeit

Friedensgerichte - Unzuständigkeit - Entwicklung 2019-2020



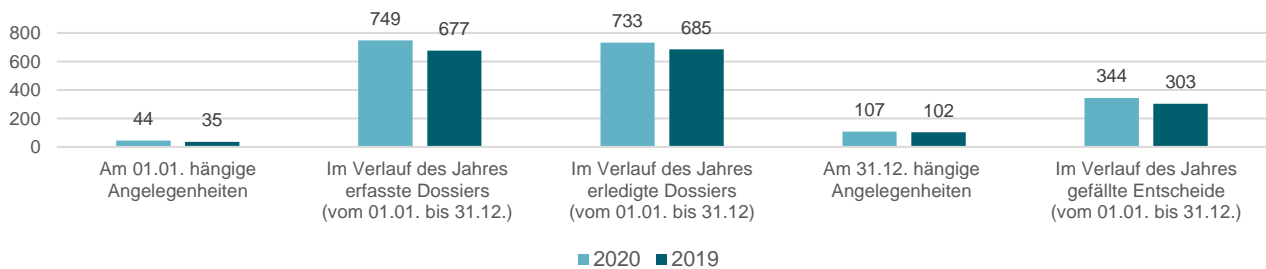
2020	Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12)	Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)
Saane	10	31	36	16	39
Sense	0	9	9	0	7
Greyerz	0	27	28	0	26
See	45	74	70	50	1
Glane	3	14	14	3	0
Broye	16	106	99	21	13
Vivisbach	0	15	15	0	15
Total	74	276	271	90	101

3.8.1.6 Nichteintreten und Verfahrenseinstellung, mit oder ohne Entscheid

	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	Total
1. Unzuständigkeit (Art. 59 ZPO)	59	9	26	69	13	107	16	299
2. Abgeschriebenes Verfahren, Unterbrechung des Verfahrens und Gegenstandslosigkeit	13	1	14	13	5	9	4	59

3.8.1.7 Fürsorgerische Unterbringung

Friedensgerichte - Fürsorgerische Unterbringung - Entwicklung 2019-2020

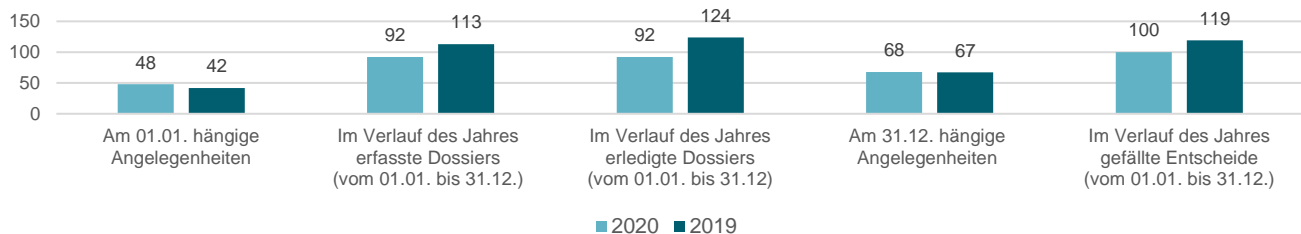


2020	Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12)	Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)
Saane	15	283	269	42	140
Sense	1	78	74	4	9
Greyerz	2	182	181	15	78
See	17	58	67	21	34
Glane	3	56	53	10	26
Broye	4	65	61	12	38
Vivisbach	2	27	28	3	19
Total	44	749	733	107	344

	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	Total
1. Fürsorgerische Unterbringung - Unterbringung durch KESB (Art. 426 Abs. 1/428 Abs. 1 ZGB)	9	9	12	8	6	0	3	47
2. Fürsorgerische Unterbringung - Entlassung durch KESB (Art. 426 Abs. 3/428 Abs. 1 ZGB)	8	1	1	12	2	8	1	33
3. Fürsorgerische Unterbringung - Verlängerung ärztliche Unterbringung (Art. 429 Abs. 2 ZGB)	48	7	31	6	10	16	5	123
4. Fürsorgerische Unterbringung - periodische Überprüfung nach 6, 12, 36 usw. Monate nach Unterbringung (Art. 431 Abs. 1 ZGB)	10	2	1	1	1	0	1	16
5. Nachbetreuung beim Austritt aus einer Einrichtung (Art. 437 Abs. 1 ZGB /Art. 26 KESG)	7	0	3	0	0	1	0	11
6. Anrufung des Gerichts (Art. 439 Abs. 2 ZGB)	17	0	12	1	5	3	0	38
7. Abklärungen/Gutachten einer sachverständigen Person (Art. 446 Abs. 2 ZGB)	15	2	10	1	2	3	0	33
8. Begutachtung in einer Einrichtung (Art. 449 ZGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
9. Zwangsmassnahmen unter Beizug der Polizei (Art. 21 Abs. 1 und Art. 18 Abs. 2 KESG, Art. 4 Abs. 2 PolG)	4	0	12	0	1	0	0	17
10. Fürsorgerische Unterbringung im Notfall (Arzt) (Art. 18 KESG)	253	69	162	42	56	63	26	671

3.8.1.8 Gerichtliches Verbot

Friedensgerichte - Gerichtliches Verbot - Entwicklung 2019-2020

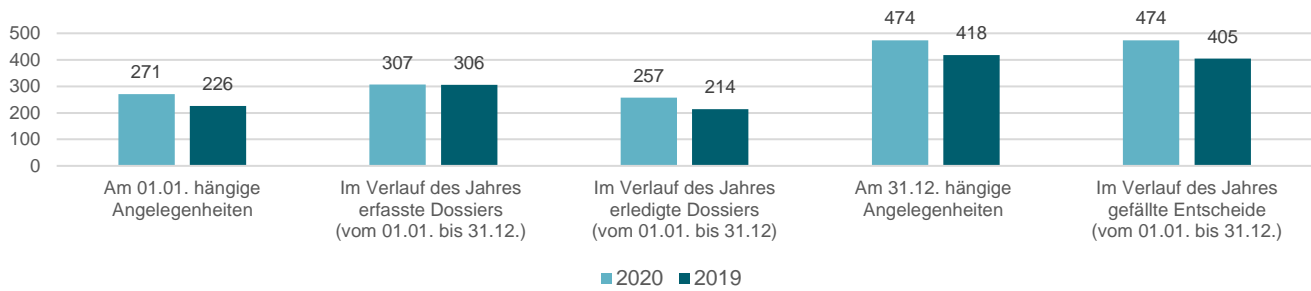


2020	Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12)	Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)
Saane	31	28	31	32	34
Sense	2	3	5	0	3
Greyerz	2	21	21	8	23
See	4	12	5	12	11
Glane	6	9	11	10	13
Broye	3	9	9	6	3
Vivisbach	0	10	10	0	13
Total	48	92	92	68	100

Friedensrichter/-in	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	Total
1. Gerichtliches Verbot Entscheid (Art. 65 EGZGB)	30	4	19	8	12	2	13	88
2. Einspracheentscheid (Art 65 EGZGB)	0	0	0	0	0	0	0	0

3.8.1.9 Unentgeltliche Rechtspflege

Friedensgerichte - unentgeltliche Rechtspflege - Entwicklung 2019-2020



2020	Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12)	Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)
Saane	153	100	73	233	180
Sense	4	18	20	8	23
Greyerz	53	65	64	95	102
See	21	60	68	46	73
Glane	15	11	6	25	21
Broye	11	23	17	27	34
Vivisbach	14	30	9	40	41
Total	271	307	257	474	474

	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach	Total
1. Gewährung der unentgeltlichen Rechtspflege (Art. 117 ZPO und 123 JG)	102	11	63	53	8	14	24	275
2. Verweigerung der unentgeltlichen Rechtspflege (Art. 117 ZPO und 123 JG)	0	2	0	2	1	3	1	9
3. Festlegung der Kostenliste (Art. 57 JR)	80	8	38	17	6	13	8	170

3.8.2 Friedensgericht des Saanebezirks

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Gaël Gobet, Mélanie Imhof, Violaine Monnerat, Delphine Queloz, Wanda Suter, Friedensrichterin/Friedensrichter; Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Ersatzrichterin

Béatrice Ackermann, Michel Allemann, Fabienne Bapst, Jean-Luc Bourqui, Marcel Bulliard, Lucas Chocomeli, Laurent Eggertswyler, Stefanie Frölicher-Güggi, Béatrix Guillet, Myriam Guillet, Christian Gumy, Fabienne Jacquat-Bondallaz, Marine Jordan, Roger Marthe, Nathalie Mastelli, Danièle Mayer Aldana, Madeleine Merkle, Sonia Nicolet, Claire Roelli, Marie Schaefer, Christian Seydoux, Yves Turchet, Matthias Wattendorff, Beisitzende

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	3.80	3.80

3.8.2.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

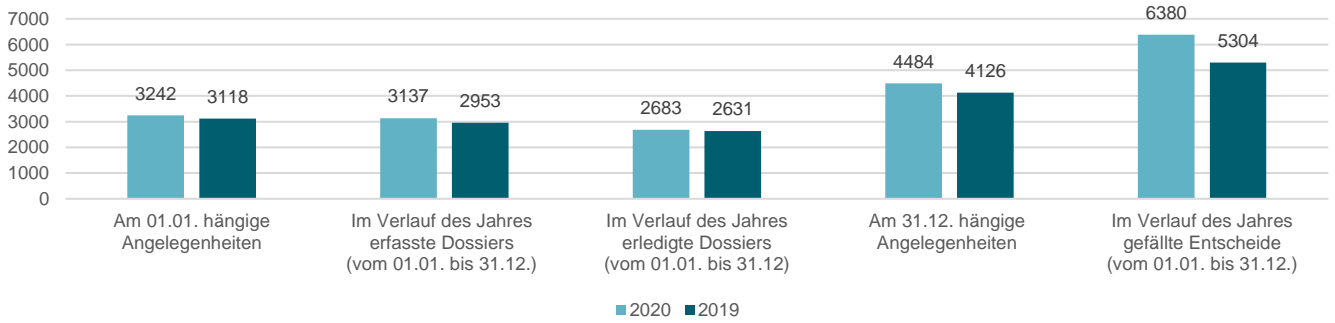
Die Situation dieses Friedensgerichts ist besorgniserregend. Trotz der hohen Arbeitsbelastung und der zunehmenden Komplexität der Fälle ist die Personaldotierung seit mehreren Jahren unverändert. Die Mitarbeiter sind erschöpft, die Absenzen nehmen zu und die Stimmung verschlechtert sich. Die Richter haben viele zeitaufwändige auswärtige Verhandlungen und machen viele Überstunden, was ein Beweis dafür ist, dass der Personalbestand ungenügend ist. Ein Friedensrichter zu 100 % betreut 1000 Personen. Diese Behörde verlangt mit Nachdruck zusätzliche Ressourcen, es fehlt eine komplette Einheit (Richter, Gerichtsschreiber, Sekretär).

Die leichte Zunahme der neuen Angelegenheiten, die dieses Jahr zu verzeichnen ist, lässt sich auf den Lockdown im Frühling zurückführen. Der starke Anstieg der Todesfälle infolge der Pandemie hatte ausserdem grosse Auswirkungen bei den Nachlässen. Der hohe Anteil an Asylbewerbern im Saanebezirk (62.5 % der Asylbewerber des ganzen Kantons) beeinflusst die Tätigkeit des Friedensgerichts ebenfalls. Diese Verfahren sind aufgrund von sprachlichen und kulturellen Unterschieden komplexer. Schliesslich ist diese Behörde der Ansicht, dass die auf Schweizer Ebene mit identischen Kriterien vereinheitlichte Statistik der KOKES (Konferenz für Kindes- und Erwachsenenschutz) die Arbeitsbelastung der KESB gut widerspiegelt.

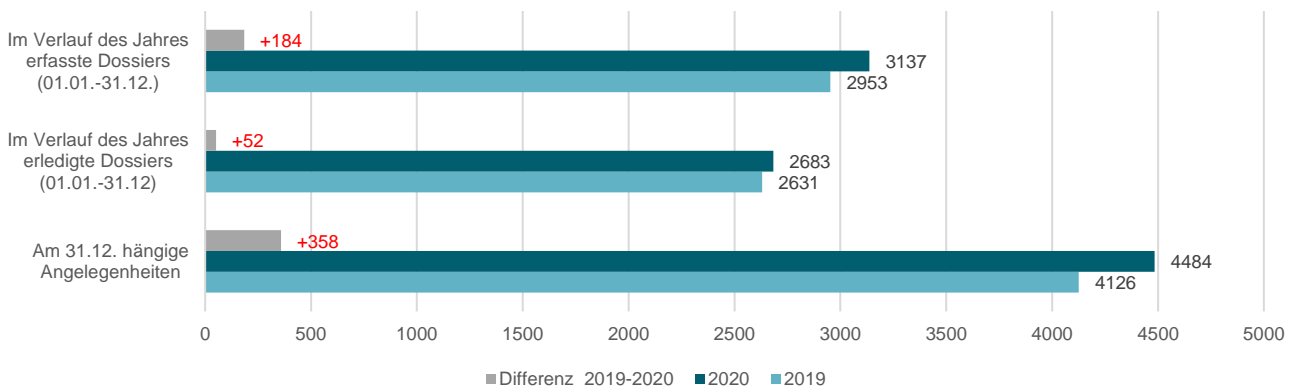
Dieses Friedensgericht ist besorgt über die Schwierigkeit, neue Räumlichkeiten zu finden, um diejenigen zu ersetzen, die es derzeit benutzt und deren Mietvertrag von der Stadt für 2022 gekündigt wurde. Bis jetzt wurde noch keine Lösung gefunden

3.8.2.2 Arbeitslast – Statistik

Friedensgericht Saane - allgemeine Entwicklung 2019-2020



Friedensgericht Saane - Entwicklung Arbeitslast 2019-2020



Friedensgericht Saane		Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12)	Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)
Erwachsenenschutz						
	2020	2021	746	649	2384	2956
	2019	1968	850	694	2323	2150
Nachlass						
	2020	89	879	772	406	1247
	2019	62	740	755	219	1101
Kinderschutz						
	2020	921	1052	853	1371	1785
	2019	895	908	762	1282	1714
Unzuständigkeit						
	2020	10	31	36	16	39
	2019	10	47	37	22	41
Fürsorgerische Unterbringung						
	2020	15	283	269	42	140
	2019	13	276	277	34	124
Gerichtliches Verbot						
	2020	31	28	31	32	34
	2019	31	34	39	34	32
Unentgeltliche Rechtspflege						
	2020	153	100	73	233	180
	2019	137	98	67	212	143

3.8.2.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link](#).

3.8.3 Friedensgericht des Sensebezirks

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Friedensrichterin; Claudine Lerf-Vonlanthen, Wanda Suter, Ersatzrichterin
Tamara Aebischer, Gabrielle Aerschmann, Brigitte Gauch, Therese Imstepf, Bernadette Mäder, Marie-Therese Piller, Rita Raemy, Sylvia Reidy, Yvo Riedo, Ruth Schärli, Beisitzende

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	1.50	1.50

3.8.3.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

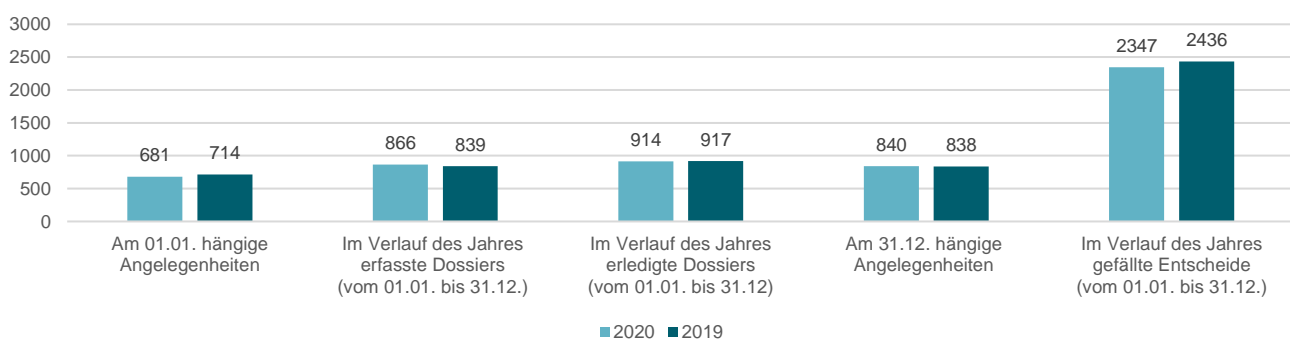
Friedensrichterin Seraina Rohner Stulz trat am 1. April 2020 die Nachfolge von Caroline Gauch an, die an das Bezirksgericht gewählt wurde. Die Zusammenarbeit mit der Friedensrichterin Martina Gerber ist sehr gut.

Die Arbeitsbelastung ist weiterhin sehr hoch. Fälle, in denen Minderjährige oder psychisch labile Personen involviert sind, sind zeitaufwändig und erfordern einen erheblichen persönlichen Einsatz. Die Aussicht auf eine dauerhafte Aufstockung des Personals der Gerichtsschreiberei für das Jahr 2021 entlastet diese Behörde, aber auch eine Aufstockung des Personals der Friedensrichter ist notwendig, um die Arbeitsbelastung bewältigen zu können.

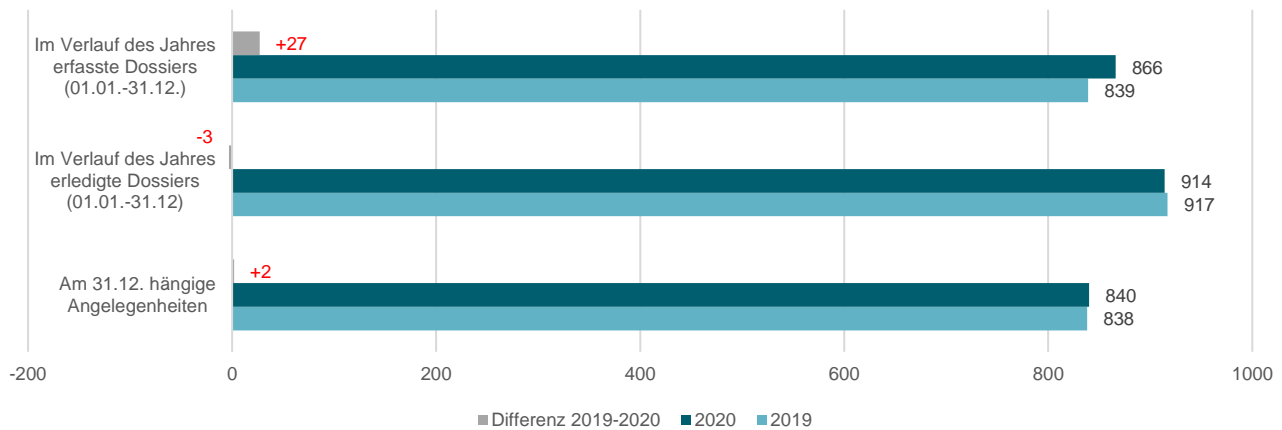
Die Friedensrichterin Gerber reduzierte ab Mitte November wegen ihrer Schwangerschaft ihr Pensum, bevor sie Anfang Dezember mit ihrer Tätigkeit aufhörte. Seitdem wird sie von Chefgerichtsschreiber Yannick Riedo vertreten, der vom Rat für die Dauer ihres Mutterschaftsurlaubs zum Ad-hoc-Friedensrichter zu 50 % ernannt wurde. Gleichzeitig erhöhte Friedensrichterin Rohner Stulz ihren Beschäftigungsgrad im gleichen Zeitraum um 40 %.

3.8.3.2 Arbeitslast – Statistik

Friedensgericht Sense - allgemein Entwicklung 2019-2020



Friedensgericht Sense - Entwicklung Arbeitslast 2019-2020



Friedensgericht Sense		Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)
Erwachsenenschutz						
	2020	510	159	163	578	1609
	2019	525	162	177	580	1604
Nachlass						
	2020	6	379	407	27	430
	2019	4	379	434	13	30
Kinderschutz						
	2020	159	220	237	218	265
	2019	182	186	194	228	198
Unzuständigkeit						
	2020	0	9	9	0	7
	2019	0	6	6	0	3
Fürsorgerrische Unterbringung						
	2020	1	78	74	4	9
	2019	0	67	74	4	30
Gerichtliches Verbot						
	2020	2	3	5	0	3
	2019	0	10	7	1	10
Unentgeltliche Rechtspflege						
	2020	4	18	20	8	23
	2019	2	29	25	12	20

3.8.3.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.8.4 Friedensgericht des Greyerzbezirks

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Jean-Joseph Brodard, Laure-Marie Collaud-Piller, Sophie Margueron Gumy, Marie-Laure Paschoud Page, Friedensrichter/Friedensrichter

Martina Gerber-Sturny, Claudine Lurf-Vonlanthen, Seraina Rohner Stulz, Wanda Suter, Ersatzrichterin

Mireille Barbey, Sylvain Bertschy, Daniel Bovigny, Frédérique Brodard, Liliana Chiacchiari Helbling, Marie-Antoinette Christen Bloch, Mick Décosterd, Sara Liliana Delamadeleine, Elisabeth Dunand, Véronique Glasson, Philippe Maradan, Pierre Morand, Maria-Elvira Nordmann, François Oberson, Beisitzende

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	2.60	2.60

3.8.4.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

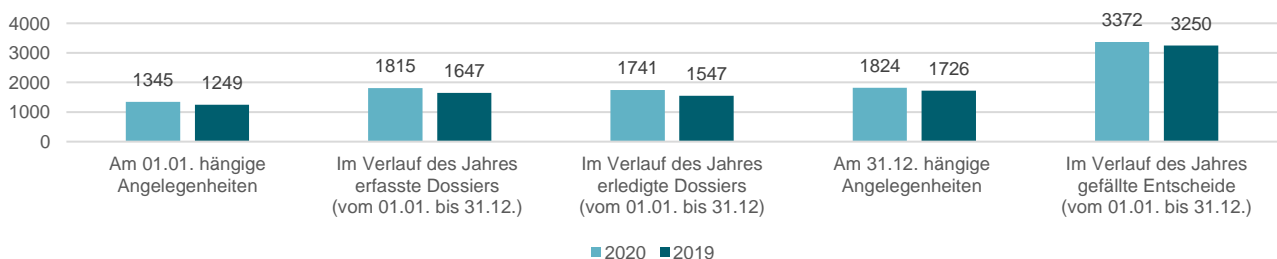
Die Arbeitsbelastung dieser Behörde ist immer noch hoch. Richter und Chefgerichtsschreiberin häufen Überstunden und nicht bezogene Ferien an. Mit nur 2 festen VZÄ ist die Gerichtsschreiberei unterbesetzt.

Die seit 2014 genutzten Räumlichkeiten sind zu klein. Ein Gerichtssaal für vier Friedensrichter ist nicht ausreichend.

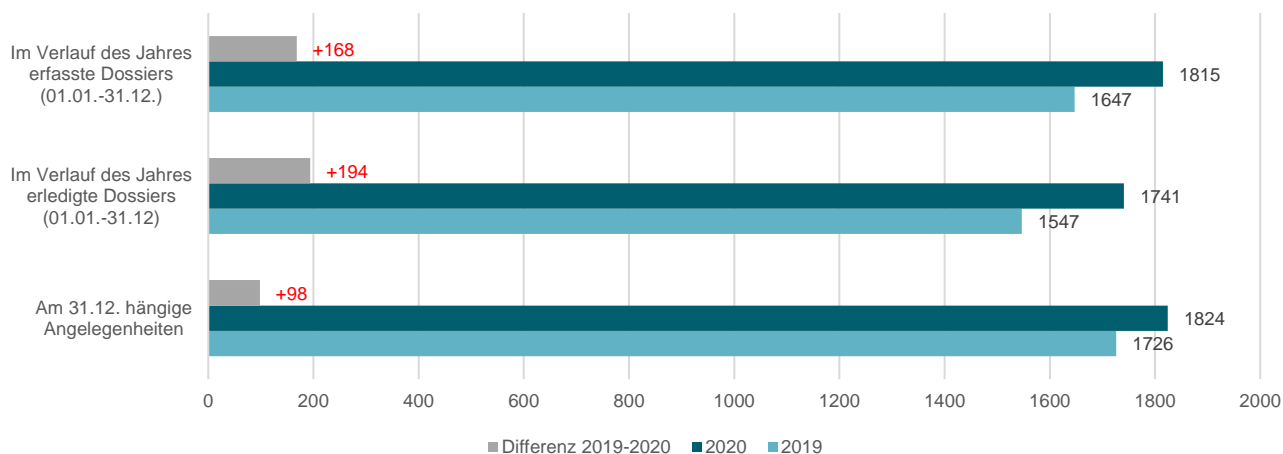
Obwohl die Einführung der Telearbeit im Frühling eine grosse Herausforderung für das Sekretariat darstellte, konnte die Behörde dank der Erfahrung und Effizienz aller Mitarbeitenden auch während der Gesundheitskrise gut weiterarbeiten.

3.8.4.2 Arbeitslast – Statistik

Friedensgericht Greyerz - allgemeine Entwicklung 2019-2020



Friedensgericht Greyerz - Entwicklung Arbeitslast 2019-2020



Friedensgericht Greyerz	Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)
Erwachsenenschutz					
2020	912	460	441	1063	1701
2019	894	441	427	1047	1740
Nachlass					
2020	22	493	474	66	400
2019	13	407	407	40	395
Kinderschutz					
2020	354	567	532	577	1044
2019	312	520	469	534	884
Unzuständigkeit					
2020	0	27	28	0	26
2019	0	26	25	0	24
Fürsorgerische Unterbringung					
2020	2	182	181	15	78
2019	0	143	141	15	49
Gerichtliches Verbot					
2020	2	21	21	8	23
2019	1	35	29	9	35
Unentgeltliche Rechtspflege					
2020	53	65	64	95	102
2019	29	75	49	81	121

3.8.4.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.8.5 Friedensgericht des Seebezirks

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Claudine Lurf-Vonlanthen, Friedensrichterin; Martina Gerber-Sturny, Seraina Rohner Stulz, Wanda Suter, Ersatzrichterin
 Claudia Achermann, Nicole Aebi, Jean-Daniel Andrey, Marie-Madeleine Bovigny Rossy, Els De Kock, Guido Egger,
 Jacqueline Haefliger, Marianne Reinhard Ryser, Olivier Simonet, Sabine Spring, Annakatharina Walser Beglinger,
 Beisitzende

Ressourcen Magistratspersonen

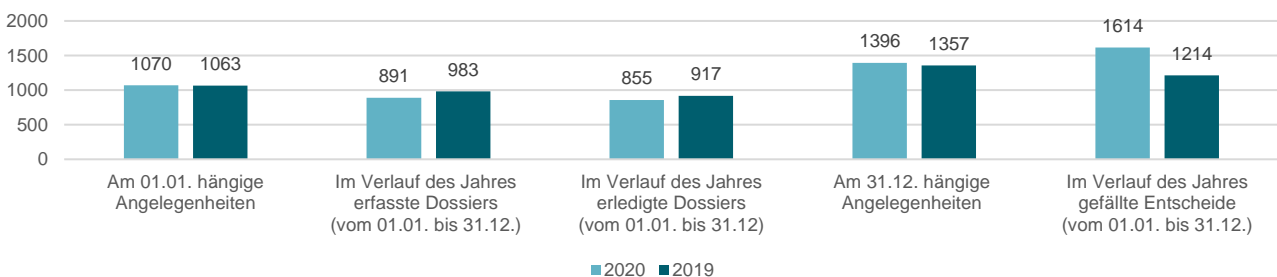
VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	1.0	1.0

3.8.5.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

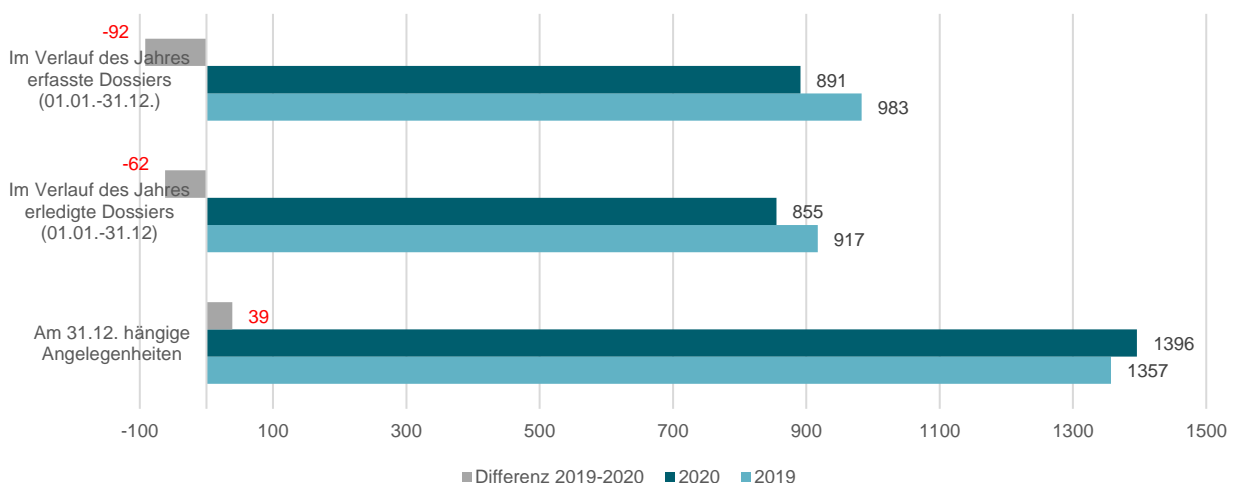
Die Arbeitsbelastung war in diesem Jahr sehr hoch und hatte viele Überstunden zur Folge. Das ganze Personal ist stabil geblieben und hat trotz der Pandemie einen grossen Einsatz bewiesen. Obwohl die Zahl der aktiven Beisitzer seit März reduziert wurde, um eine Ansteckungsgefahr zu vermeiden, waren die Sitzungen und der Bereitschaftsdienst des Friedensgerichts sichergestellt.

3.8.5.2 Arbeitslast – Statistik

Friedensgericht See - allgemeine Entwicklung 2019-2020



Friedensgericht See - Entwicklung Arbeitslast 2019-2020



Friedensgericht See		Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12)	Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)
Erwachsenenschutz						
	2020	463	170	193	527	1042
	2019	446	191	148	544	644
Nachlass						
	2020	137	257	194	245	100
	2019	159	233	252	184	116
Kinderschutz						
	2020	383	260	258	495	353
	2019	347	336	312	468	346
Unzuständigkeit						
	2020	45	74	70	50	1
	2019	67	89	83	72	0
Fürsorgerische Unterbringung						
	2020	17	58	67	21	34
	2019	19	60	60	30	27
Gerichtliches Verbot						
	2020	4	12	5	12	11
	2019	3	9	20	5	18
Unentgeltliche Rechtspflege						
	2020	21	60	68	46	73
	2019	22	65	42	54	63

3.8.5.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link](#).

3.8.6 Friedensgericht des Glanebezirks

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Marc Butty, Friedensrichter; Sylviane Sauteur, Ersatzrichterin

Claude-Alain Bürgi, Alexis Carrel, Jean-Blaise Castella, Claudine Codourey, Jean-François Girard, Marguerite Morand-Delabays, Laetitia Reynaud, Mélanie Robyr Jaques, Bernard Sansonnens, Beisitzende

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	1.0	1.0

3.8.6.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

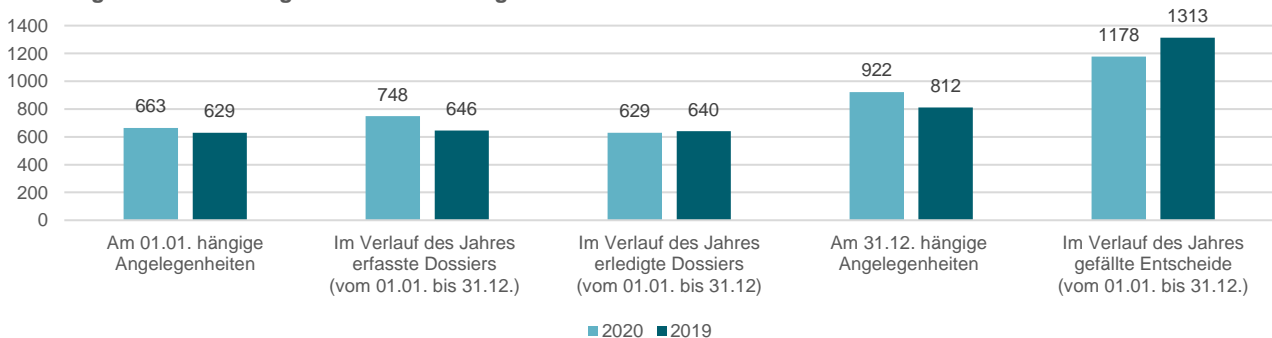
In diesem Geschäftsjahr hat der Friedensrichter fast 1200 Entscheide gefällt. Neben den Fällen zu Erwachsenen und den Vormundschaftssachen für Kinder ist der Friedensrichter auch sehr stark mit Nachlässen beschäftigt (über 200 Entscheide und Urkunden im Laufe des Jahres). Die Zahl der hängigen Fälle ist um mehr als 10 % gestiegen. Neben der gestiegenen Komplexität der Fälle stellen sowohl die Rechnungsprüfung als auch die Bearbeitung alter Fälle einen erheblichen Arbeitsaufwand dar.

Obwohl die Pandemie ihre Organisation auf den Kopf gestellt hat, konnte die Behörde ihren Verpflichtungen ohne allzu grosse Verzögerungen nachkommen. Da alle Mitarbeitenden Überstunden leisteten, meint sie, dass es unbedingt nötig ist, in den kommenden Jahren eine zusätzliche Personaldotierung zu erhalten.

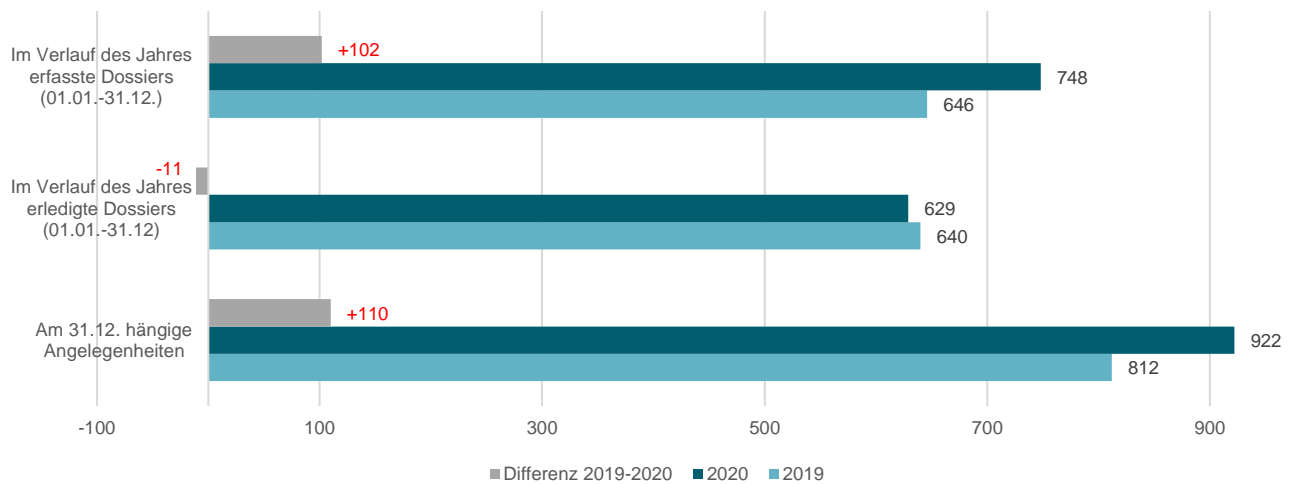
Die Räumlichkeiten geben zu keinerlei Beanstandung Anlass.

3.8.6.2 Arbeitslast – Statistik

Friedensgericht Glane - allgemeine Entwicklung 2019-2020



Friedensgericht Glane - Entwicklung Arbeitslast 2019-2020



Friedensgericht Glane		Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12)	Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)
Erwachsenenschutz						
	2020	400	175	159	491	601
	2019	410	182	187	470	746
Nachlass						
	2020	57	271	220	108	210
	2019	55	161	155	73	127
Kinderschutz						
	2020	178	212	166	275	303
	2019	140	237	227	230	399
Unzuständigkeit						
	2020	3	14	14	3	0
	2019	2	7	6	3	1
Fürsorgerrische Unterbringung						
	2020	3	56	53	10	26
	2019	3	42	51	5	24
Gerichtliches Verbot						
	2020	6	9	11	10	13
	2019	4	10	8	12	9
Unentgeltliche Rechtspflege						
	2020	15	11	6	25	21
	2019	14	7	6	19	8

3.8.6.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.8.7 Friedensgericht des Broyebezirks

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Sylviane Sauteur, Friedensrichterin; Sophie Germond, Ersatzrichterin

Sylvie Bise, Cristina Boffi, Bruno Castrovinci, Marie-Claire Corminboeuf, Jean-Bernard Renevey, Benoît Rimaz, Rose-Marie Rodriguez, Nathalie Sideris-Corminboeuf, Sylvie Uebelhart, Beisitzende

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	1.0	1.0

3.8.7.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

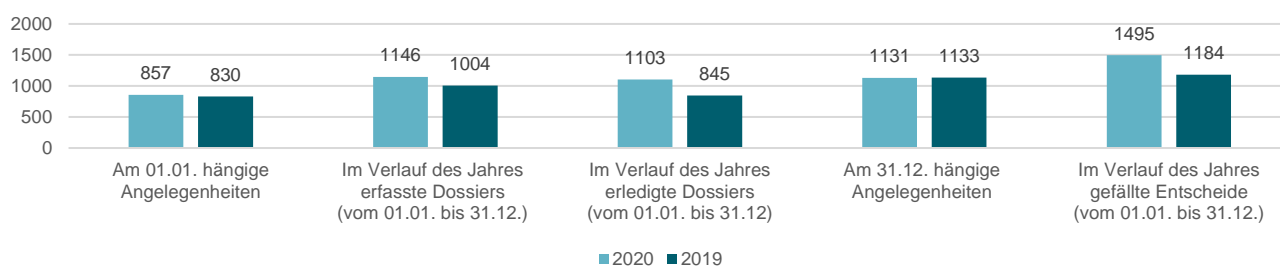
Das Arbeitsvolumen nimmt zu. Die Situation der Betroffenen wird sowohl auf sozialer als auch auf familiärer Ebene immer komplexer, so dass die Belastung der sozialen Organe und die Meldungen an die Schutzbehörden zunehmen. Die Zahl der Jugendlichen, welche die Schule oder die Berufslehre abbrechen, steigt deutlich an.

Das Personal ist stabil geblieben und hat während der Gesundheitskrise, welche die Aufgaben des Friedensgerichts erschwert hat, grosse Flexibilität bewiesen. Die Wartezeiten für die Unterbringung von Minderjährigen in Einrichtungen, deren Kapazität erhöht werden sollte, geben Anlass zur Sorge.

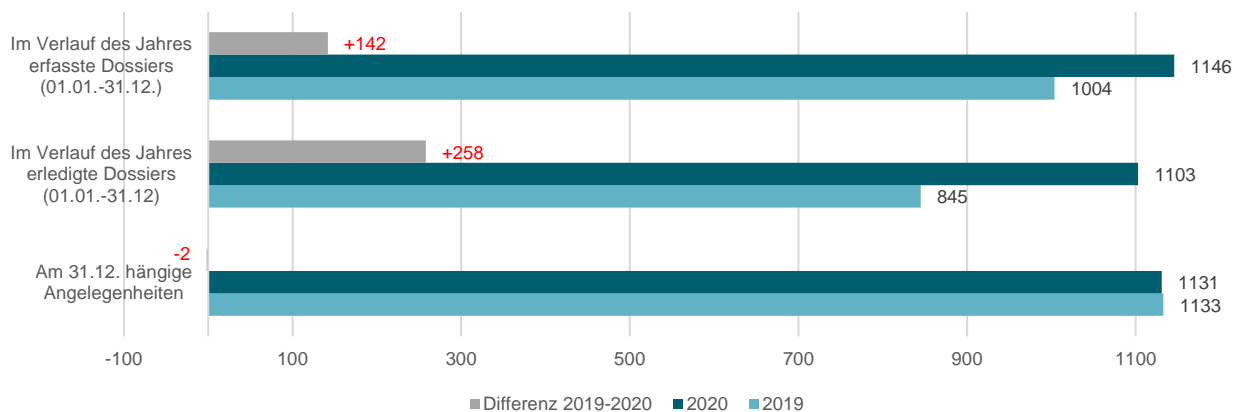
Die Räumlichkeiten geben Anlass zu Zufriedenheit und werden voll genutzt. Die Verwaltung des Archivs ist hingegen problematisch. Dafür sollte kurzfristig unbedingt eine bessere Lösung gefunden werden.

3.8.7.2 Arbeitslast – Statistik

Friedensgericht Broye - allgemeine Entwicklung 2019-2020



Friedensgericht Broye - Entwicklung Arbeitslast 2019-2020



Friedensgericht Broye	Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)
Erwachsenenschutz					
2020	440	235	222	503	688
2019	443	215	178	515	538
Nachlass					
2020	165	306	282	227	238
2019	170	227	179	237	191
Kinderschutz					
2020	216	402	413	334	478
2019	189	388	334	323	380
Unzuständigkeit					
2020	16	106	99	21	13
2019	10	94	85	19	20
Fürsorgerische Unterbringung					
2020	4	65	61	12	38
2019	0	51	41	10	23
Gerichtliches Verbot					
2020	3	9	9	6	3
2019	3	11	12	6	9
Unentgeltliche Rechtspflege					
2020	11	23	17	27	34
2019	13	18	16	22	22

3.8.7.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link](#)

3.8.8 Friedensgericht des Vivisbachbezirks

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Sophie Germond, Friedensrichterin; Marc Butty, Ersatzrichter

Anne-Lise Chaperon, Simon Cottet, Charles Ducrot, Isabelle Fluri Ruchet, Marie-Claude Genoud, Séverine Maillard, Roland Mesot, Nicole Paillard, Yves Pollet, Jean-Daniel Vial, Maryline Werro, Beisitzende

Ressourcen Magistratspersonen

VZÄ per 31.12.	2020	2019
Magistratspersonen	0.75	0.75

3.8.8.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

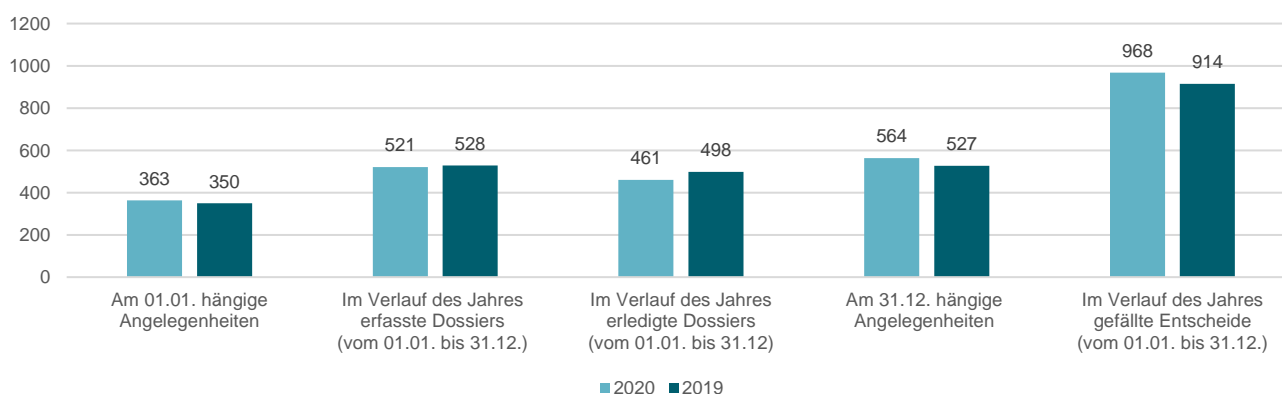
Die Gesundheitssituation führte zu einem Rückgang der Fälle sowohl beim Erwachsenen- (-9 %) als auch beim Kinderschutz (-11 %), im Gegensatz dazu verzeichnete der Bereich der Nachlässe einen leichten Anstieg der Zahl der Todesfälle um +4 %.

Die Pandemie machte Änderungen in der Organisation der Behörde nötig (Telearbeit, wechselnde Präsenz der Mitarbeitenden in den Büros). In der Gerichtsschreiberei und im Sekretariat gab es einige personelle Veränderungen. Die Zusammenarbeit mit den Beisitzern ist sehr gut.

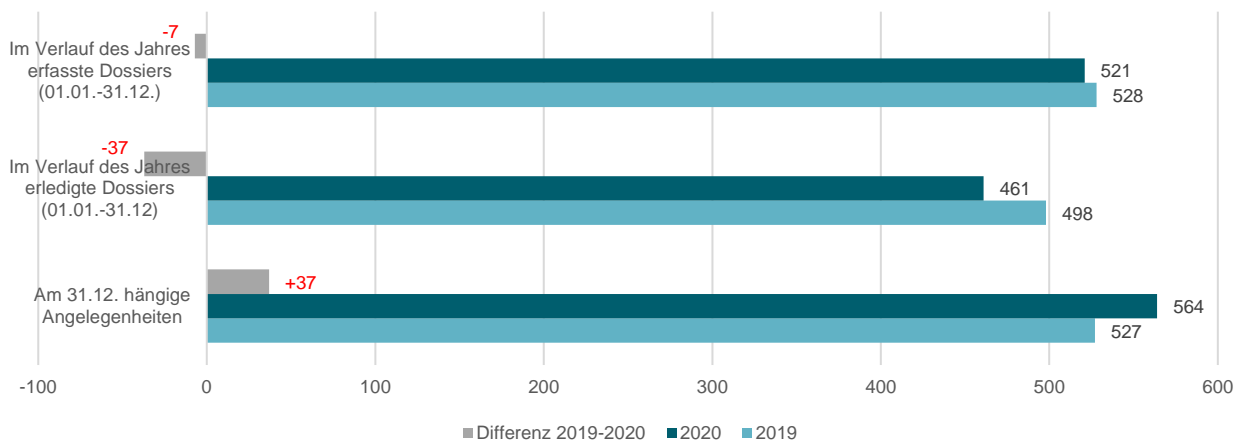
Die Räumlichkeiten sind geräumig und angemessen, aber der Gerichtssaal entspricht nicht den sanitären Vorschriften für Plenarsitzungen, weshalb die Behörde gezwungen war, einen Tag pro Woche in den Räumlichkeiten des Bezirksgerichts Vivisbach zu tagen. Der Zugang ist schwierig und die Anzahl der Parkplätze ist unzureichend, was eine Schwierigkeit für Personen mit Behinderungen darstellt.

3.8.8.2 Arbeitslast - Statistik

Friedensgericht Vivisbach - allgemeine Entwicklung 2019-2020



Friedensgericht Vivisbach - Entwicklung Arbeitslast 2019-2020



Friedensgericht Vivisbach	Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (01.01.-31.12.)	Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (01.01.-31.12.)	Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (01.01.-31.12.)
Erwachsenenschutz					
2020	258	122	123	304	571
2019	259	133	122	314	531
Nachlass					
2020	7	167	118	86	176
2019	9	159	147	55	167
Kinderschutz					
2020	82	150	158	131	133
2019	73	163	153	135	137
Unzuständigkeit					
2020	0	15	15	0	15
2019	0	17	17	1	18
Fürsorgerrische Unterbringung					
2020	2	27	28	3	19
2019	0	38	41	4	26
Gerichtliches Verbot					
2020	0	10	10	0	13
2019	0	4	9	0	6
Unentgeltliche Rechtspflege					
2020	14	30	9	40	41
2019	9	14	9	18	28

3.8.8.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.9 Oberämter

Aufgabe und Zuständigkeit

Der Oberamtmann vertritt den Staatsrat und jede seiner Direktionen im Bezirk. Er wird von der Wahlversammlung des Bezirks für fünf Jahre gewählt.

Er trägt zur Entwicklung seines Bezirks bei, im Besonderen veranlasst und fördert er die regionale und interkommunale Zusammenarbeit (Art. 15 des Gesetzes über die Oberamtänner). Er ist ebenfalls für die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung verantwortlich (Art. 19). Zusätzlich zu diesen Aufgaben übt er die Befugnisse aus, die ihm durch die Gesetze und Reglemente auferlegt werden (Art. 14). Er ist so namentlich verantwortlich für die Erteilung von Baubewilligungen (vgl. Raumplanungs- und Baugesetz).

Er ist gemäss dem Gesetz über die Gemeinden und dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege zuständig für Beschwerden gegen Verfügungen der Gemeindebehörden.

Im Bereich des Strafrechts ist er zuständig für Geschäfte, welche die Spezialgesetzgebung ihm zuordnet, namentlich im Bereich des Strassenverkehrsrechts.

Die Aufsicht des Justizrates umfasst lediglich die Tätigkeit der Oberämter im strafrechtlichen Bereich.

Organisation

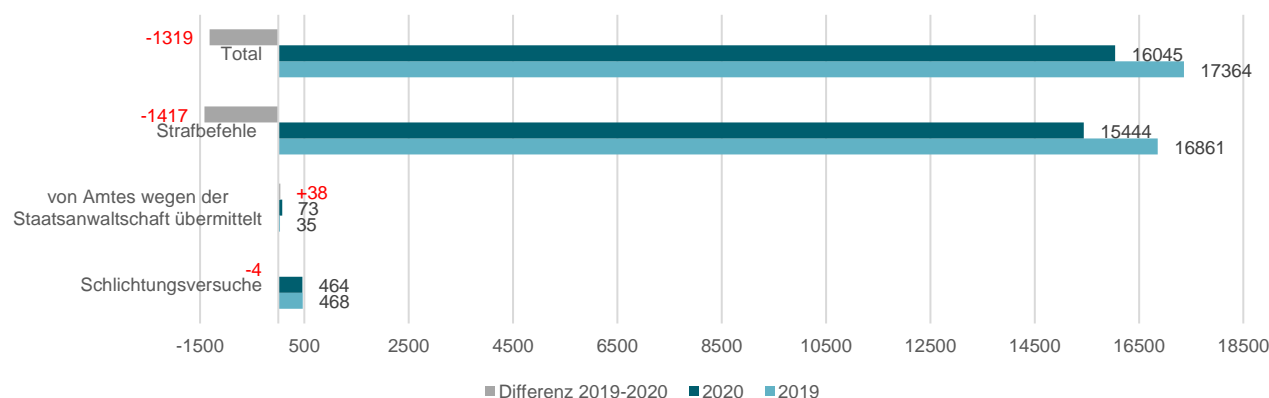
Der Kanton Freiburg zählt sieben Oberämter, welche in den Hauptorten des jeweiligen Bezirks ihren Sitz haben.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/oberaemter>.

3.9.1 Strafrechtliche Tätigkeit der Oberämter - Arbeitslast - Statistik

Strafanträge und Strafanzeigen	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivis- bach	Total
Schlichtungsversuche	226	22	92	30	44	33	17	464
erfolgreich	137	6	71	16	21	11	11	273
gescheitert, der Staatsanwaltschaft übermittelt	89	16	21	14	23	22	6	191
Hängig	0	6	34	6	8	9	1	64
von Amtes wegen der Staatsanwaltschaft übermittelt	34	4	12	4	0	11	8	73
Strafbefehle	6032	1479	2235	3621	423	1106	548	15444
endgültige	6010	1471	2215	3602	420	1089	534	15341
Einsprache erhoben, Akten dem Richter übermittelt	22	8	20	19	3	17	14	103
Total	6292	1511	2373	3661	475	1159	574	16045

Oberämter - allgemeine Entwicklung 2019-2020



3.9.2 Oberamt des Saanebezirks

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Carl-Alex Ridoré, Oberamtmann; Patrick Nicolet, Tatiana Veth, Vizeoberamtfrau/Vizeoberamtmann

3.9.2.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

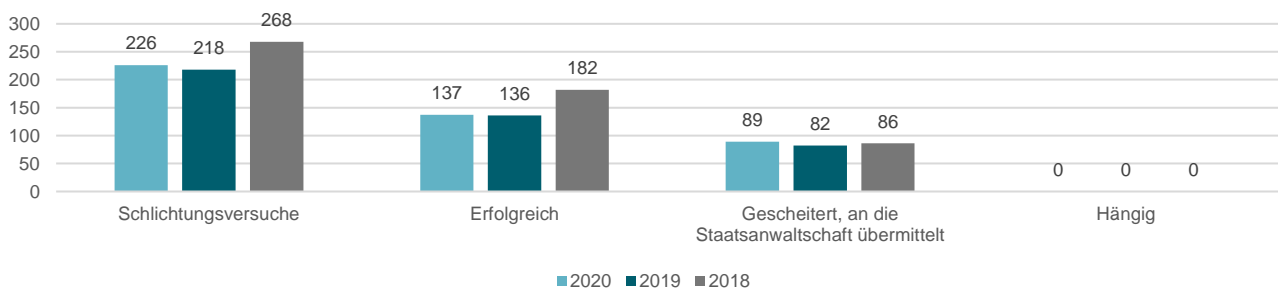
Seit dem 1. Januar hat dieses Oberamt, das jetzt zwei Vizeoberamtmänner zählt, eine neue Organisation. Sie zählt nun drei Juristen, die sich um die richterlichen Angelegenheiten kümmern.

Ausser dass sich das Oberamt auf die Bewältigung der Pandemie konzentrierte, wurde das Arbeitstempo im Strafssektor auch dadurch beeinflusst, dass ein Vizeoberamtmann mit zwei administrativen Untersuchungen zur Aufsicht über die Gemeinden beauftragt war.

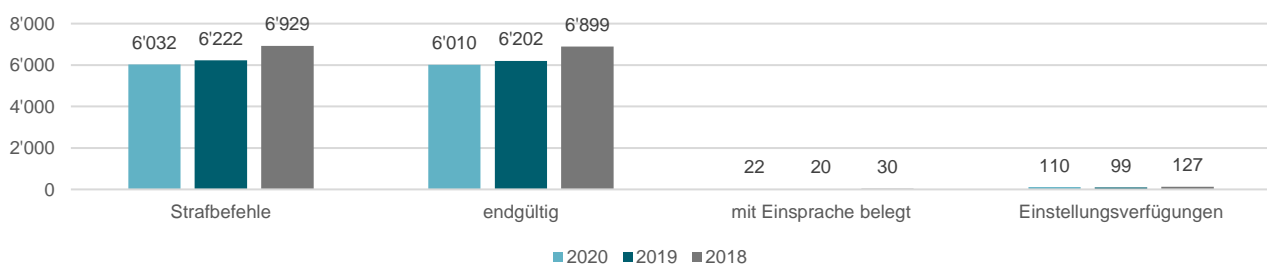
Die Anzahl der Strafklagen ist mit einer Schlichtungsquote von rund 60 % stabil. Das Oberamt ist mit den Schlichtungen ohne Rückstände. Die Zahl der Strafanzeigen ist geringer als im Jahr 2019.

3.9.2.2 Arbeitslast - Statistik

Oberamt Saane - Strafanträge 2018-2020



Oberamt Saane - Strafanzeigen 2018-2020



3.9.2.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link](#)

3.9.3 Oberamt des Sensebezirks

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

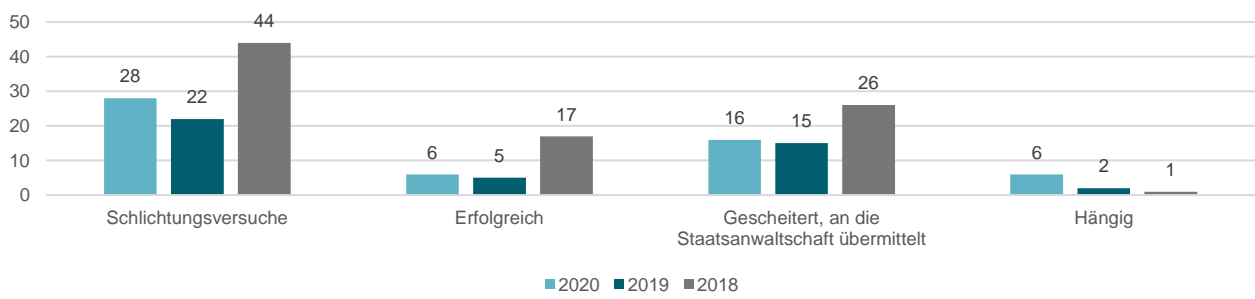
Manfred Raemy, Oberamtmann; Simon Bucheli, Vizeoberamtmann

3.9.3.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

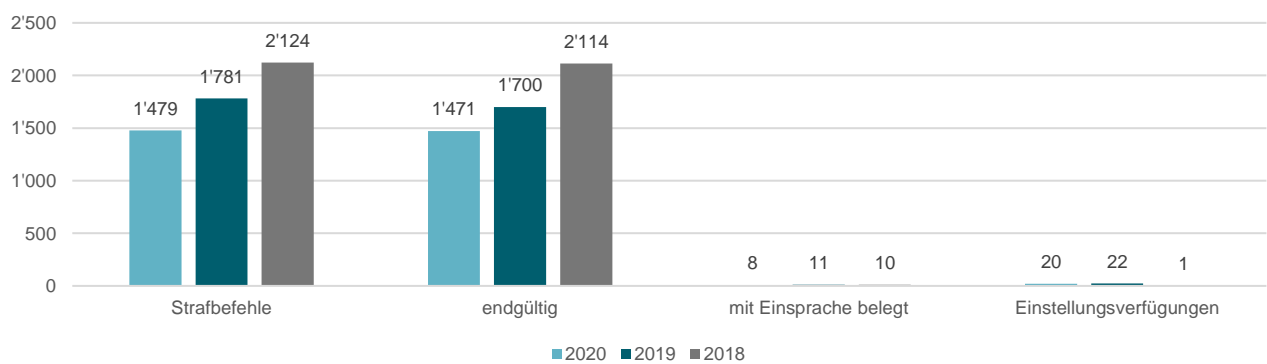
Eine neue Juristin trat Ende Februar die Nachfolge der zurücktretenden Juristin an. In diesem Bezirk nehmen die Strafklagen zu, während die Strafanzeigen rückläufig sind.

3.9.3.2 Arbeitslast - Statistik

Oberamt Sense - Strafanträge 2018-2020



Oberamt Sense - Strafanzeigen 2018-2020



3.9.3.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.9.4 Oberamt des Greyerzbezirks

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Patrice Borcard, Oberamtmann; Vincent Bosson, Vizeoberamtmann

3.9.4.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

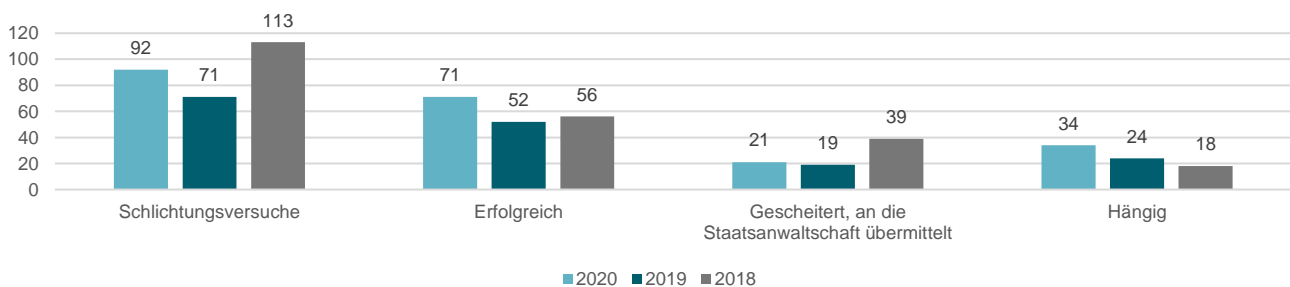
Diese Behörde ist durch die Pandemie und die damit verbundenen Massnahmen nachhaltig beeinflusst worden. Während des Lockdowns im Frühling kam es zu zahlreichen Strafklagen (Streitigkeiten unter Nachbarn, Beleidigungen usw.). Das Oberamt, das von Mitte März bis Ende Juni die Zustellung von Strafbefehlen aussetzte, sah sich bei der Wiederaufnahme mit einer Arbeitsüberlastung konfrontiert.

Die Zahl der Strafklagen nimmt zu. 77 % der Schlichtungen waren erfolgreich. Andererseits ist die Zahl der Strafanzeigen rückläufig. Diese Fälle, bei denen es hauptsächlich um Verstösse gegen richterliche Verbote geht, sind sehr arbeitsintensiv.

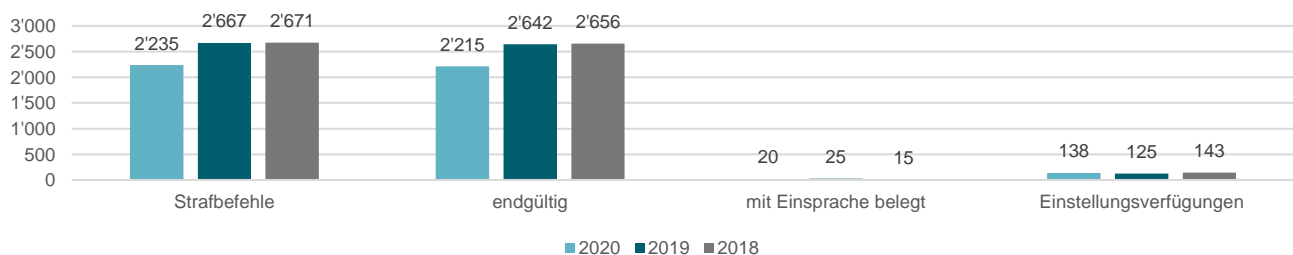
Angesichts der Belastung durch die ihr zugewiesenen rechtlichen Angelegenheiten fordert die Behörde seit mehreren Jahren einen zusätzlichen Juristen zu 100%.

3.9.4.2 Arbeitslast – Statistik

Oberamt Greyerz - Strafanträge 2018-2020



Oberamt Greyerz - Strafanzeigen 2018-2020



3.9.4.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link](#).

3.9.5 Oberamt des Seebezirks

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Daniel Lehmann, Oberamtmann; Carole Schaer, Vizeoberamtfräu

3.9.5.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

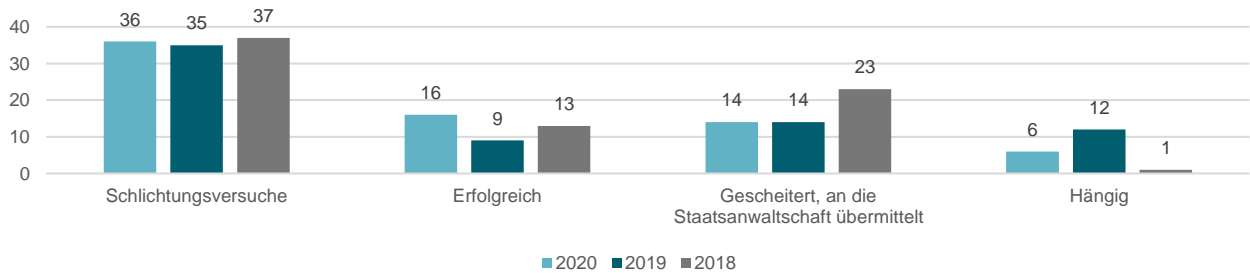
Die Behörde hat in diesem Berichtsjahr einige personelle Veränderungen erfahren.

Die Zahl der Strafbefehle wegen Widerhandlungen im Strassenverkehr nimmt stetig zu. Der Oberamtmann verzeichnet jedoch keine Rückstände.

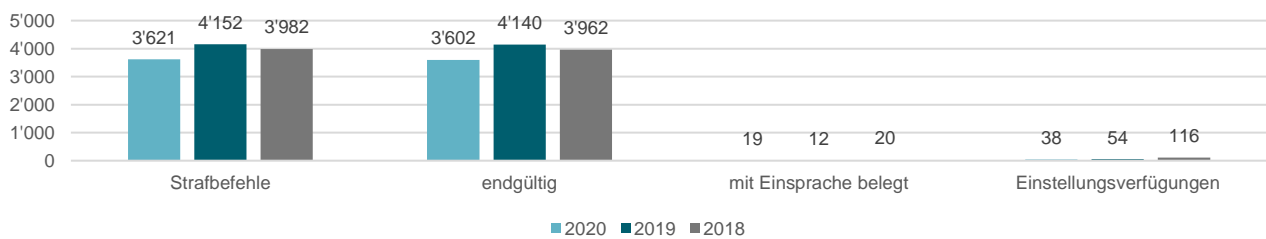
Während die Zahl der Strafklagen stabil ist, ist die Zahl der Strafanzeigen zurückgegangen. Das Oberamt ist mit der wachsenden Komplexität der baurechtlichen Angelegenheiten ziemlich beschäftigt.

3.9.5.2 Arbeitslast - Statistik

Oberamt See - Strafanträge 2018-2020



Oberamt See - Strafanzeigen 2018-2020



3.9.5.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.9.6 Oberamt des Glanebezirks

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Willy Schorderet, Oberamtmann; Valentin Bard, Vizeoberamtmann

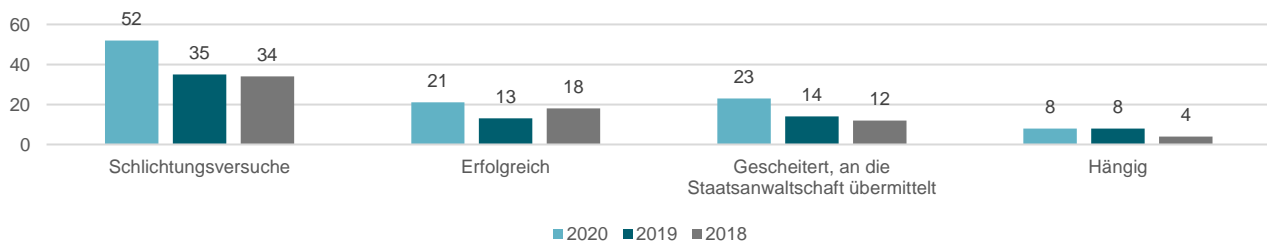
3.9.6.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Dieses Oberamt verzeichnete einen Rückgang der Straffälle (-3 %) und der Strafanzeigen (-7 %).

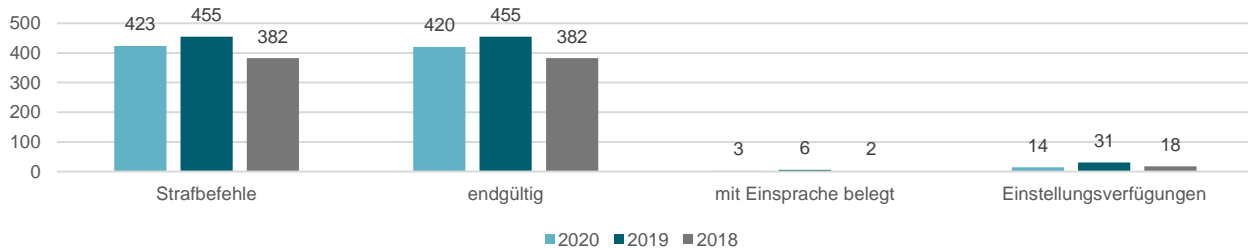
Es sind keine Verzögerungen zu vermelden.

3.9.6.2 Arbeitslast - Statistik

Oberamt Glane - Strafanträge 2018-2020



Oberamt Glane - Strafanzeigen 2018-2020



3.9.6.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.9.7 Oberamt des Broyebezirks

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Nicolas Kilchoer, Oberamtmann; Joël Bourqui, Vizeoberamtmann

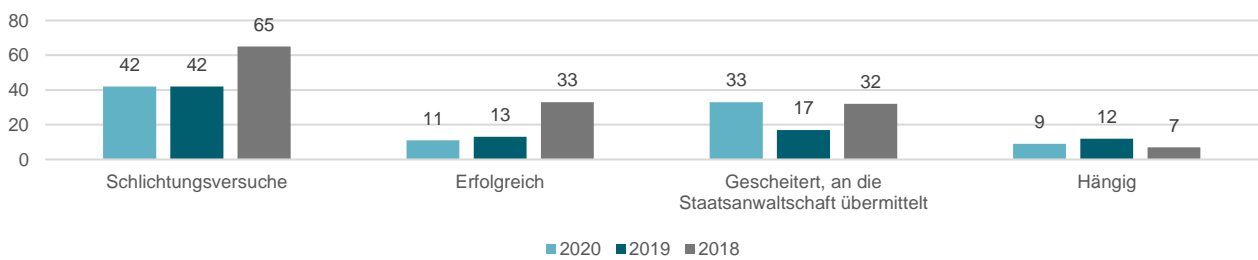
3.9.7.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Gerichtstätigkeit in Strafsachen hat zugenommen, bleibt aber auf dem durchschnittlichen Niveau der Vorjahre. Die Zahl der Strafanzeigen ist deutlich gestiegen (+30 %), während die Zahl der Strafklagen stabil blieb. Die Schlichtungsquote liegt in der Grössenordnung von 55 bis 60 %.

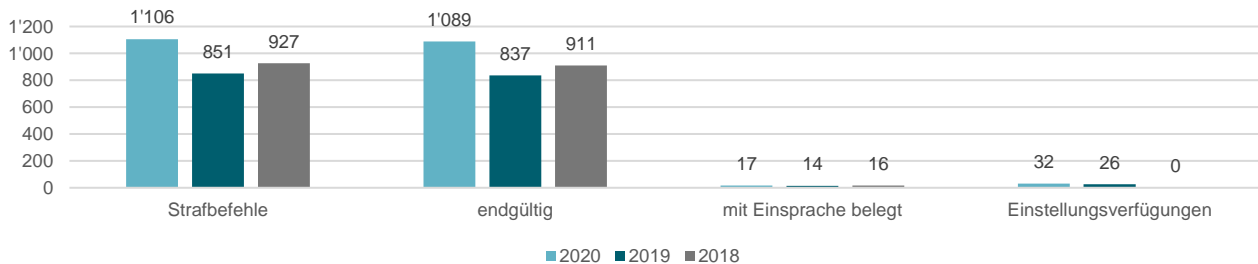
Mit der Pensionierung der erfahrenen Mitarbeiterin in Strafsachen Ende 2020 befürchtet das Oberamt, dass sich das Tempo bei der Behandlung der Streitfälle verringert, bis ihr Nachfolger voll einsatzfähig ist.

3.9.7.2 Arbeitslast - Statistik

Oberamt Broye - Strafanträge 2018-2020



Oberamt Broye - Strafanzeigen 2018-2020



3.9.7.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.9.8 Oberamt des Vivisbachbezirks

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Genoud François, Oberamtmann; Laura Corpataux, Vizeoberamtfräu

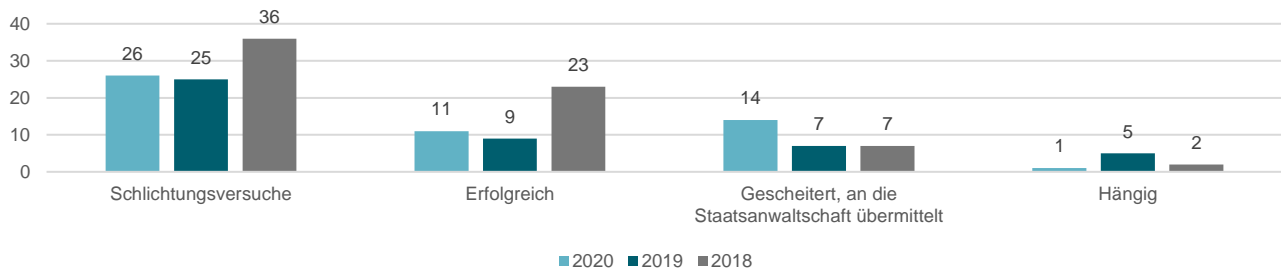
3.9.8.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Seit dem 1. Januar 2020 verfügt das Oberamt über zusätzliche 0.2 VZÄ für einen Juristen.

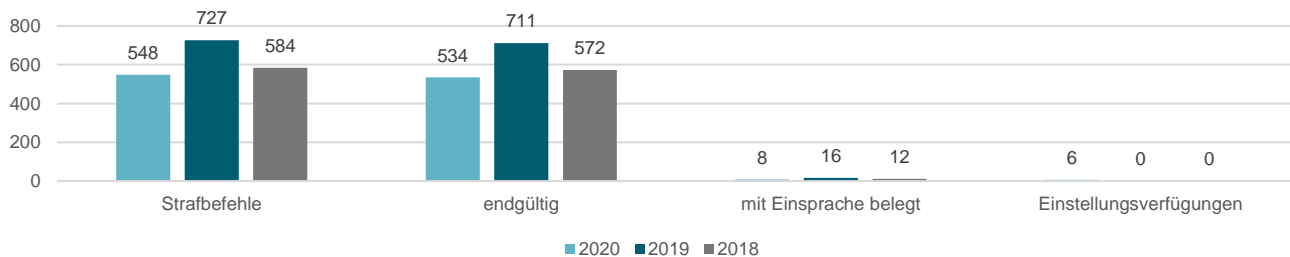
Die Zahl der Strafklagen nimmt zu. Die Erfolgsquote der Schlichtungen liegt bei knapp 50 %. Die Zahl der Strafanzeigen hingegen ist deutlich zurückgegangen.

3.9.8.2 Arbeitslast - Statistik

Oberamt Vivisbach - Strafanträge 2018-2020



Oberamt Vivisbach - Strafanzeigen 2018-2020



3.9.8.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link](#).

3.10 Schlichtungskommissionen für Mietsachen

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Schlichtungskommissionen im Mietwesen ermöglichen es, Missbräuche zu bekämpfen, Streitigkeiten zwischen Eigentümern und Mietern zu schlichten und einen gewissen Schutz der Mieter zu gewährleisten. Sie haben gemäss der neuen schweizerischen Zivilprozessordnung (Art. 201 ZPO; SR 272) auch die Aufgabe der Rechtsberatung.

Beim Schlichtungsverfahren müssen die Regeln nach den Art. 202 ff. der schweizerischen Zivilprozessordnung eingehalten werden.

Organisation

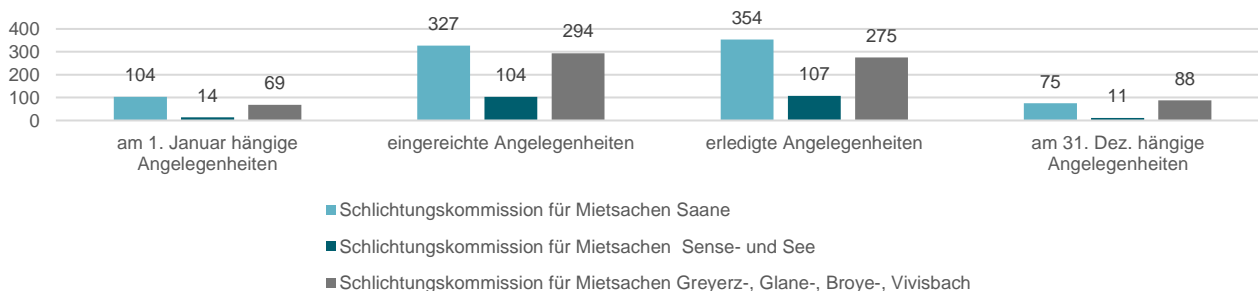
Für Streitigkeiten bei Miete und Pacht von Wohn- oder Geschäftsräumen sind drei Schlichtungsbehörden zuständig: eine für den Saanebezirk; eine für den Sense- und Seebezirk und eine für die südlichen Bezirke (Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirk).

Die Schlichtungskommissionen tagen jeweils zu dritt und setzen sich aus dem Präsidenten und zwei Beisitzenden zusammen, von denen jeweils eine Beisitzende/ein Beisitzender die Vermieterinnen bzw. Mieterinnen und Mieter vertritt.

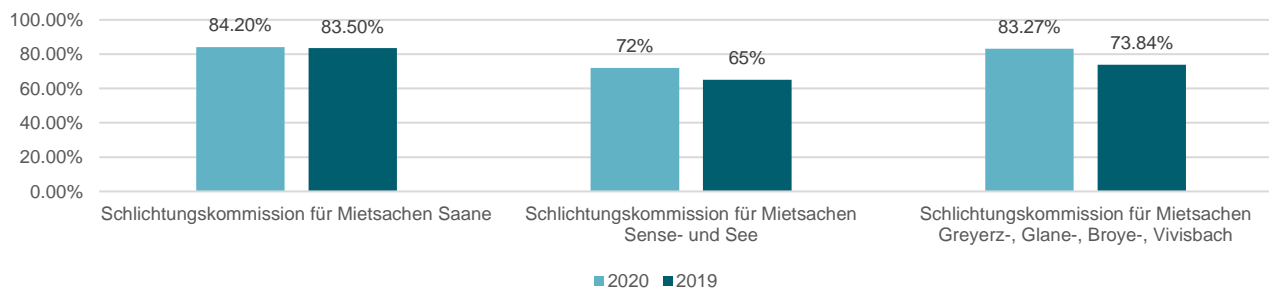
Webseite der Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-schlichtungsbehoerden-in-mietsachen-und-mietgericht>.

3.10.1 Arbeitslast - Statistik

Schlichtungskommissionen für Mietsachen - Arbeitslast 2020



Schlichtungskommissionen - Entwicklung Schlichtungsgrad 2019-2020



3.10.2 Schlichtungskommission für Mietsachen des Saanebezirks

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Jacqueline Passaplan, Präsidentin; Sophie Sarah Dumartheray, Stellvertretende Präsidentin

Valentin Aebischer, Jean-Marc Boechat, Ricardo Ramos, Amalia Echegoyen, Christine Maillard, Beisitzende (Mietervertretung), François Chenaux, Sébastien Thorimbert, Françoise Marchon, Olivier Ragonesi, Richard Wolf, Beisitzende (Eigentümerversetzung)

3.10.2.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Zahl der Fälle ist stabil (ca. 300/Jahr) und liegt auf einem niedrigeren Niveau als in den Vorjahren. Die Erfolgsquote dieser Kommission bei den Schlichtungen ist hervorragend (84.2 %).

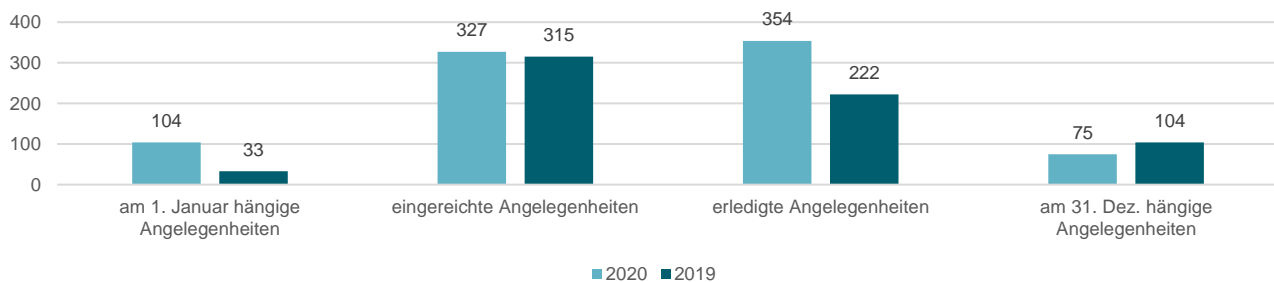
Während der mutterschaftsbedingten Abwesenheit der stellvertretenden Präsidentin Sophie Dumartheray leitete die Präsidentin Jacqueline Passaplan diese Behörde allein. Zum Ende des Jahres verliess ein Beisitzer, der die Eigentümer vertrat, die Kommission.

Die Kommission ist der Meinung, dass sie mit 0.4 VZÄ Sekretariatspersonal unterbesetzt ist, und beantragt eine Aufstockung um 0.2 VZÄ. Sie verfügt auch nicht über einen eigenen Gerichtssaal, was ihre Arbeit erschwert. Die mit der Pandemie verbundenen Gesundheitsvorschriften haben sie in eine noch schwierigere Situation gebracht. Schliesslich wurde mit dem Bezirksgericht Saane eine Lösung gefunden, es stellt ihr je nach Verfügbarkeit einen Raum zur Verfügung.

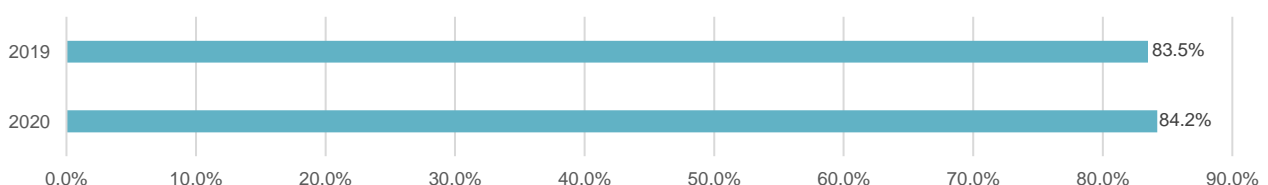
3.10.2.2 Arbeitslast – Statistik

3.10.2.2.1 Allgemeine Statistik

Schlichtungskommission für Mietsachen Saane - Arbeitslast 2019-2020



Schlichtungskommission für Mietsachen - Schlichtungsgrad 2019-2020



3.10.2.3 Erledigte Angelegenheiten

behandelte Rechtsgebiete	2020	2019
Anfangsmietzins	25	28
Mietzinserhöhung	55	24
Mietzinssenkung	87	21
Nebenkosten	8	10
ordentliche Vertragskündigung	36	34
ausserordentliche Vertragskündigung	28	20
Erstreckung Mietverhältnis	2	0
Forderung auf Zahlung	63	36
Mietzinshinterlegung	40	38
andere Gründe	10	11

Erledigungsweise	2020	2019
Feststellungsverfügungen der Kommission	0	0
Nichteintreten, Rückzug	151	71
Weiterleitung ans Schiedsgericht	56	37
andere Gründe	0	0

3.10.2.4 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.10.3 Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Marius Schneuwly, Präsident; Sarah Reitze, Stellvertretende Präsidentin

Susanne Heiniger, Beatrix Franziska Vogl Ott, Gabriella Weber Morf, Beisitzende (Mietervertretung), Hanspeter Bellorini, Marianne Isler-Raemy, Edgar Jenny, Beisitzende (Eigentümerversetzung)

3.10.3.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Gesundheitskrise hatte wenig Einfluss auf die Arbeit der Kommission. Die Anzahl der hängigen und erledigten Fälle ist mit einer Schlichtungsquote von über 72 % im Jahr 2020 stabil.

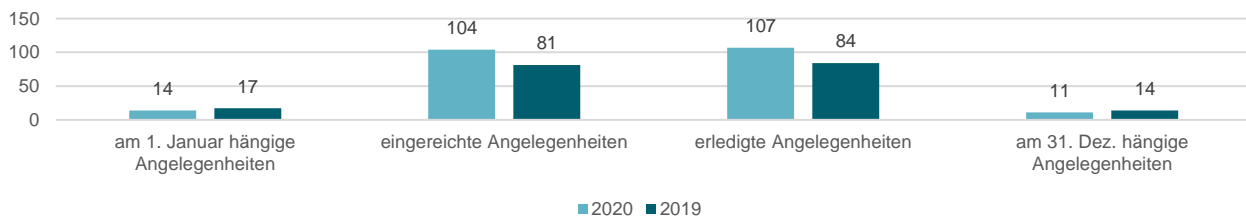
Diese Behörde, deren Zusammensetzung unverändert geblieben ist, beantragt eine Aufstockung um 0.1 VZÄ für das Sekretariat.

Schliesslich sollte die Frage der Archivierung, die letztes Jahr erwähnt wurde, in Abstimmung mit dem Staatsarchivar bald eine Lösung finden.

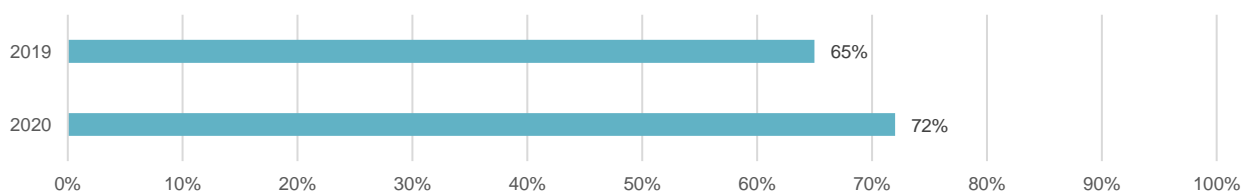
3.10.3.2 Arbeitslast – Statistik

3.10.3.2.1 Allgemeine Statistik

Schlichtungskommission für Mietsachen Sense und See - Arbeitslast 2019-2020



Schlichtungskommission für Mietsachen Sense und See - Schlichtungsgrad 2019-2020



3.10.3.2 Erledigte Angelegenheiten

behandelte Rechtsgebiete	2020	2019
Anfangsmietzins	3	5
Mietzinserhöhung	5	8
Mietzinssenkung	19	5
Nebenkosten	3	3
ordentliche Vertragskündigung	8	4
ausserordentliche Vertragskündigung	3	7
Erstreckung Mietverhältnis	22	15
Forderung auf Zahlung	26	25
Mietzinshinterlegung	8	8
andere Gründe	10	4

Erledigungsweise	2020	2019
Feststellungsverfügungen der Kommission	48	46
Nichteintreten, Rückzug	30	10
Weiterleitung ans Schiedsgericht	29	28
andere Gründe	0	0

3.10.3.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.10.4 Schlichtungskommission für Mietsachen des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Jean-Christophe Oberson, Präsident; Séverine Zehnder, Stellvertretende Präsidentin

Cristina Beaud, Simon Chatagny, Florian Demierre, Délia Charrière-Gonzalez, Laure Gallay-Christ, Beisitzende (Mietervertretung), Alain Charrière, Josiane-Marie Galley, Xavier Guanter, Andéol Jordan, Daniel Massardi, Beisitzende (Eigentümerversetzung)

3.10.4.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

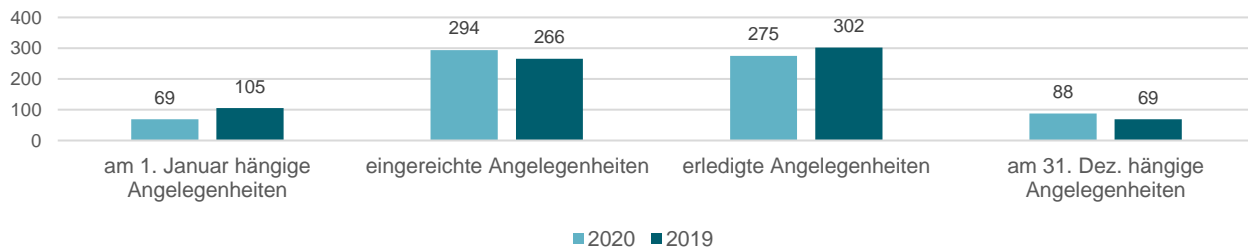
Aufgrund der Gesundheitskrise im Frühling hat die Kommission von Mitte März bis Ende Mai nicht getagt. Dies führte zu einem Anstieg der Zahl der hängigen Fälle. Sie konnte dann bald die Räume der Bezirksgerichte Glane und Vivisbach nutzen, um ihre Sitzungen nach den während der Pandemie geltenden Vorschriften abzuhalten, so dass am Ende des Jahres die Zahl der hängigen und der erledigten Fälle stabil blieb. Die Schlichtungsquote liegt bei über 83 %.

Obwohl die Arbeitsbelastung zu bewältigen ist, sollte nach Ansicht der Behörde der Beschäftigungsgrad der Sekretärin, der derzeit 30 % beträgt, um mindestens 10 % erhöht werden.

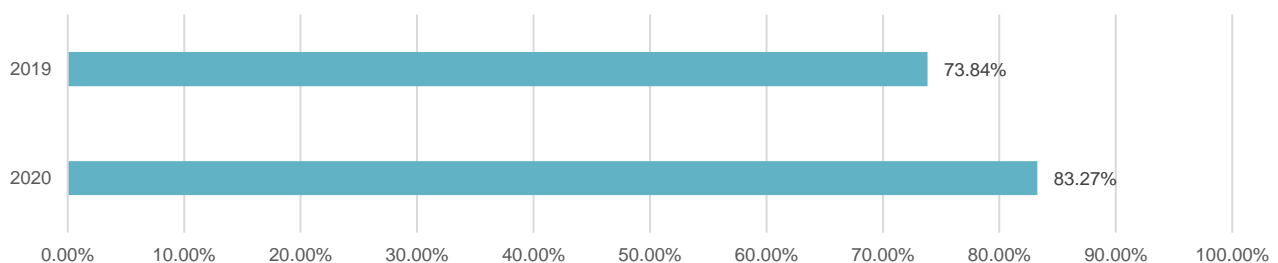
3.10.4.2 Arbeitslast – Statistik

3.10.4.2.1 Allgemeine Statistik

Schlichtungskommission für Mietsachen Süd - Arbeitslast 2019-2020



Schlichtungskommission für Mietsachen Süd - Schlichtungsgrad 2019-2020



3.10.4.2 Erledigte Angelegenheiten

behandelte Rechtsgebiete	2020	2019
Anfangsmietzins	9	10
Mietzinserhöhung	17	36
Mietzinssenkung	47	12
Nebenkosten	14	14
ordentliche Vertragskündigung	52	55
ausserordentliche Vertragskündigung	27	26
Erstreckung Mietverhältnis	7	16
Forderung auf Zahlung	54	77
Mietzinshinterlegung	32	37
andere Gründe	16	19

Erledigungsweise	2020	2019
Feststellungsverfügungen der Kommission		
Nichteintreten, Rückzug	26	28
Weiterleitung ans Schiedsgericht	46	51
andere Gründe	5	7

3.10.4.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.11 Rekurskommission der Universität

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Rekurskommission ist eine durch das Gesetz über die Universität geschaffene besondere Verwaltungsjustizbehörde mit dem Status einer Gerichtsbehörde. Organisation und Verfahren sind im Gesetz über die Universität, im Verwaltungsrechtspflegegesetz sowie im Kommissionsreglement geregelt. Die Kommission entscheidet in der Regel ohne mündliche Verhandlung und mehrheitlich im Zirkularverfahren. Sie tagt unter dem Vorsitz der Präsidentin/des Präsidenten oder der Vizepräsidentin/des Vizepräsidenten mit vier von ihr oder ihm bestimmten Beisitzenden.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-rekurskommission-der-universitaet>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Markus Julmy, Präsident; Géraldine Pontelli-Barras, Vizepräsidentin

Ambroise Bulambo, Barbara Hallensleben, Sophie Marchon Modolo, Sarah Riedo, Isabelle Théron, Frédérique Joëlle Weil Fivian, Beisitzende; Marina Achermann-Eggelhöfer, Sascha Bischof, Lucas Chocomeli, Eric Davoine, Sébastien Schief, Laure Zbinden, Beisitzende

Stéphanie Colella, Elias Moussa, juristische Sekretärin/juristischer Sekretär

3.11.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

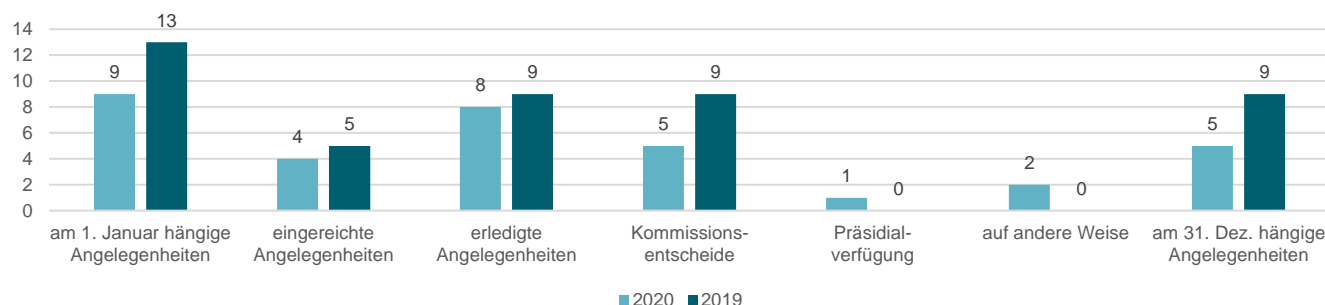
Während dieses Berichtsjahrs bekam diese Kommission die Auswirkungen der Pandemie nicht zu spüren. Es besteht jedoch immer noch die Möglichkeit, dass die Zahl der Beschwerden künftig aufgrund der Auswirkungen der Gesundheitskrise auf die Prüfungen zunimmt.

Die Zusammensetzung der Kommission hat sich mit dem Amtsantritt einer neuen Beisitzerin im Juni geändert. Ihr Präsident Markus Julmy, der auf den 30. Juni 2021 seinen Rücktritt als Staatsanwalt eingereicht hat, wird die Kommission zum gleichen Zeitpunkt verlassen. Sein Nachfolger wird Anfang 2021 gewählt.

3.11.2 Arbeitslast – Statistik

3.11.2.1 Allgemeine Statistik

Rekurskommission der Universität - Arbeitslast 2019-2020



3.11.2.2 Erledigte Angelegenheiten

behandelte Rechtsgebiete	2020	2019
Examen und schriftliche Arbeiten	5	5
Zulassung zum Studium und Studienwechsel	2	0
andere	1	4
Verlängerung eines Praktikums	0	0
Verweis	0	0

Erledigungsweise	2020	2019
Kommissionsentscheide		
Gutheissung	1	0
teilweise Gutheissung	1	0
Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	0	0
Nichteintreten	1	1
Abweisung	1	7
Abweisung soweit Eintreten	0	1
Gutheissung soweit Eintreten	1	0
Präsidentialverfügungen		
Offensichtliche Unzulässigkeit	1	0
Rückzug	1	0
aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	0	0
Abweisung soweit Eintreten	0	0
Weiterleitung an zuständige Behörde	1	0

3.11.2.3 Beschwerden an das Kantonsgericht

	2020	2019
am 1. Januar hängig	0	1
eingereichte Beschwerden	0	1
zugestellte Entscheide	0	2
am 31. Dezember hängig	0	0
Gutheissung	0	1
Abweisung	0	1
Nichteintreten	0	0
Rückzug	0	0
Weiterleitung an zuständige Behörde	0	0

3.11.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.12 Schlichtungskommission für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben

Aufgabe und Zuständigkeit

Jeder Kanton richtet gemäss Bundesgesetz über die Gleichstellung von Frau und Mann (GIG) eine Schlichtungsstelle ein, die die Parteien kostenlos beraten und versuchen, eine Einigung herbeizuführen. Die Kommission kümmert sich unabhängig von den Gerichten um Situationen von Diskriminierung in der Arbeitswelt aufgrund des Geschlechts und um Situationen von sexueller Belästigung. Sie kann bei Verdacht auf Diskriminierung kontaktiert werden.

Die Kommission verhandelt unter der Leitung einer vorsitzenden Person mit vier Beisitzenden, nämlich zwei Frauen und zwei Männern. Zwei Beisitzerinnen oder Beisitzer vertreten die Arbeitgebenden, eine oder einer die Arbeitnehmenden und eine oder einer die Frauenorganisationen. Allfällige Schlichtungsgesuche sind an diese Kommission zu richten. Sie wird gegebenenfalls den Weiterziehungsschein ausstellen, worauf innerhalb von drei Monaten das Gericht eingeschaltet werden muss.

Bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit privatrechtlichen Arbeitsverhältnissen ist der Schlichtungsversuch für den Kläger fakultativ, für den Beklagten jedoch obligatorisch. Bei öffentlich-rechtlichen Arbeitsverhältnissen kann die wegen einer Diskriminierung klagende Person von der Schlichtungskommission eine Stellungnahme verlangen, nachdem sie Beschwerde gegen einen erstinstanzlichen Entscheid erhoben hat.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-schlichtungskommission-fuer-die-gleichstellung-der-geschlechter-im-erwerbsleben>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Christian Esseiva, Präsident; Anastasia Zacharatos, Stellvertretende Präsidentin

Viviane Collaud, Reto Julmy, Beisitzende (Arbeitgebende); Daniel Bürdel, Jean-Daniel Wicht, Ersatzbeisitzende (Arbeitgebende); René Nicolet, Chantal Hayoz Clément, Beisitzende (Arbeitnehmende); Luftey Kaya, Ersatzbeisitzende (Arbeitnehmende); Nicole Schmutz Larequi, Beisitzende (Frauenorganisation); Isabelle Brunner Wicht, Ersatzbeisitzende (Frauenorganisation)

Anouchka Chardonnens, juristische Sekretärin

3.12.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

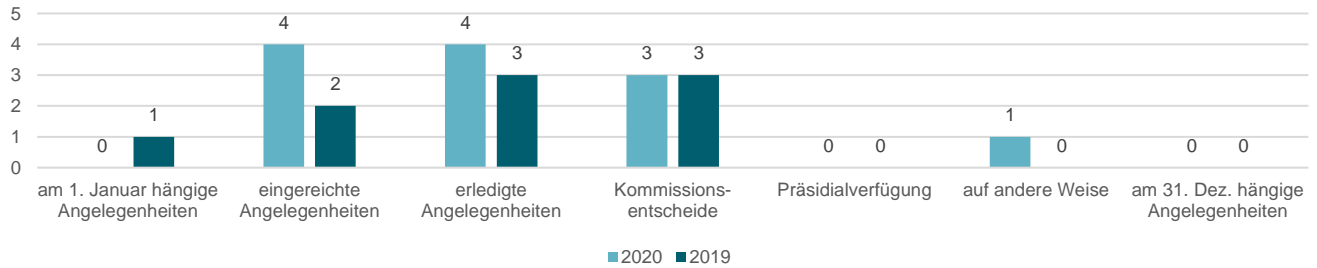
Die Kommission arbeitet reibungslos. Die Kommission hat die vier Fälle, die ihr unterbreitet wurden, erledigt.

Ihr Präsident Christian Esseiva ist auf den 31. Dezember 2020 zurückgetreten. Suat Ayant Janse Van Vuuren tritt am 1. Januar 2021 seine Nachfolge an.

3.12.2 Arbeitslast – Statistik

3.12.2.1 Allgemeine Statistik

Schlichtungskommission für die Gleichstellung - Arbeitslast 2019-2020



3.12.2.2 Erledigte Angelegenheiten

Erledigungsweise	2020	2019
Kommissionsentscheide		
Gutheissung	0	0
teilweise Gutheissung	0	0
Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	0	0
Nichteintreten	0	0
Erteilen einer Klagebewilligung	3	2
Rückzug	0	0
Präsidentialverfügungen		
Offensichtliche Unzulässigkeit	0	0
Rückzug	0	0
aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	0	0
Abweisung soweit Eintreten	0	0
Weiterleitung an zuständige Behörde	0	0
Zulassung	0	0
Abweisung	0	0
Rückzug	0	0
Versöhnung	0	0

3.12.2.3 Beschwerden an das Bundesgericht

	2020	2019
am 1. Januar hängig	0	0
eingereichte Beschwerden	0	0
zugestellte Entscheide	0	0
am 31. Dezember hängig	0	0
Gutheissung	0	0
Abweisung	0	0
Nichteintreten	0	0
Rückzug	0	0
Weiterleitung an zuständige Behörde	0	0

3.12.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.13 Rekurskommission für Bodenverbesserungen

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Rekurskommission für Bodenverbesserungen (RKBO) übt ihre Befugnisse gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege aus. Namentlich die Entscheide des Vorstandes und der Schätzungskommission einer Körperschaft (Art. 197 Abs. 1 Bst. a GBO) sind beim Organ, welches die Entscheidung getroffen hat, mit Einsprache anfechtbar. Die erlassenen Einspracheentscheide (Art. 203 Abs. 1 GBO) können mit Beschwerde bei der RKBO angefochten werden. Das Verwaltungsverfahren (Art. 76 bis 100 VRG) ist grundsätzlich anwendbar unter Berücksichtigung der Sonderregeln von Art. 203 bis 207 GBO. Die RKBO entscheidet als letzte kantonale Instanz (Art. 203 Abs. 3 GBO).

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-rekurskommission-fuer-bodenverbesserungen-als-einzige-kantonale-instanz-taetige-behoerde>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Jacques Menoud, Präsident; Thomas Meyer, Vizepräsident

Jean-Bernard Bapst, Felix Bärtschi, Yvan Chassot, Jacques Genoud, René Hirsiger, Sylvie Mabillard, Joseph Rhême, Dominique Schaller, Beisitzende

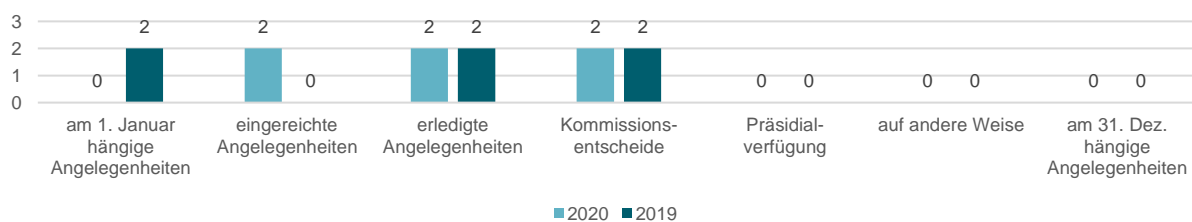
3.13.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Diese Behörde arbeitet reibungslos. Es wurden ihr vier Fälle unterbreitet, sie wurden alle erledigt.

3.13.2 Arbeitslast – Statistik

3.13.2.1 Allgemeine Statistik

Rekurskommission für Bodenverbesserungen



3.13.2.2 Erledigte Angelegenheiten

behandelte Rechtsgebiete	2020	2019
landwirtschaftliche Bodenverbesserungen	0	1
Waldzusammenlegungen	1	0
Baulandumlegungen	1	1

Erledigungsweise	2020	2019
Kommissionsentscheide		
Gutheissung	0	0
teilweise Gutheissung	0	0
Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	0	0
Nichteintreten	2	0
Abweisung	0	1
Rückzug	0	1
Präsidentialverfügungen		
Offensichtliche Unzulässigkeit	0	0
Rückzug	0	0
aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	0	0
Abweisung soweit Eintreten	0	0
Weiterleitung an zuständige Behörde	0	0
Zulassung	0	0
Abweisung	0	0
Rückzug	0	0

3.13.2.3 Beschwerden an das Bundesgericht

	2020	2019
am 1. Januar hängig	0	0
eingereichte Beschwerden	1	0
zugestellte Entscheide	0	0
am 31. Dezember hängig	0	0
Gutheissung	0	0
Abweisung	0	0
Nichteintreten	1	0
Rückzug	0	0
Weiterleitung an zuständige Behörde	0	0

3.13.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.14 Enteignungskommission

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Kommission entscheidet über alle Schätzungsfragen, die durch das Gesetz über die Enteignung nicht einer anderen Behörde übertragen werden, sowie über Entschädigungsbegehren wegen materieller Enteignung. Sie übt ferner die Kompetenzen aus, die andere Bestimmungen des kantonalen Rechts ausdrücklich oder sinngemäss – zum Beispiel die Entschädigungsbegehren eines Eigentümers gegenüber seinem Nachbarn, in Anwendung des Raumplanungs- und Baugesetzes – dem Enteignungsrichter zuweisen.

Das Verfahren vor der Kommission ist geregelt in jenem Gesetz, welches sie einsetzt, sowie im Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege. Ihre Entscheide können mit Beschwerde an das Kantonsgericht angefochten werden.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-enteignungskommission>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Anna Noël, Präsidentin; Pierre-Henri Gapany, Danielle Julmy, Vizepräsidentin

Yves Bosson, Gérald Cantin, Pascal Chassot, Olivier Chenevart, Lorenz Fivian, Andreas Freiburghaus, Jacqueline Giroud, German Imoberdorf, Jean-Marc Sallin, Patrik Schaller, Noël Schneider, Walter Schoop, Edgar Schorderet, Elodie Surchat, Victorine Alice van Zanten, Beisitzende

Sarah Luisier-Curchod, Sekretärin

3.14.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Unter dem Vorsitz von Anna Noël hat die Kommission ihre Arbeitsweise gefunden. Es wurde eine neue französischsprachige juristische Sekretärin angestellt.

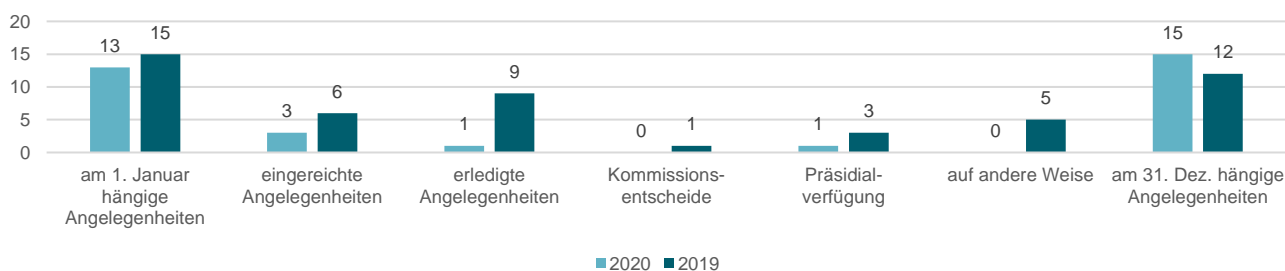
Der Rat verlängerte die Amtszeit eines Beisitzers, der die Altersgrenze erreicht hatte, um ihm zu ermöglichen, zwei Fälle unter der Verantwortung von Vizepräsident Pierre-Henry Gapany abzuschliessen. Der frühere Präsident der Kommission, José Kaelin, hat schliesslich darauf verzichtet, die beiden Fälle, für die ihm 2019 eine Verlängerung seiner Amtszeit gewährt wurde, abzuschliessen.

Die gesundheitliche Situation hat sich auf die Arbeit der Kommission ausgewirkt, deren Sitzungen auf den Herbst 2020 vertagt werden mussten. Entscheidungen im Zusammenhang mit diesen Sitzungen werden gewiss in der ersten Hälfte des Jahres 2021 getroffen.

3.14.2 Arbeitslast – Statistik

3.14.2.1 Allgemeine Statistik

Enteignungskommission - Arbeitslast 2019-2020



3.14.2.2 Erledigte Angelegenheiten

	2020	2019
behandelte Rechtsgebiete - Erledigungsweise		
Kommissionsentscheide		
Gutheissung	0	0
teilweise Gutheissung	0	0
Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	0	0
Nichteintreten	0	0
Abweisung	0	1
Rückzug	0	0
Präsidialverfügungen		
Offensichtliche Unzulässigkeit	0	0
Rückzug	0	5
aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	0	3
Abweisung soweit Eintreten	0	0
Weiterleitung an zuständige Behörde	0	0
Zulassung	0	0
Abweisung	0	0
Rückzug	0	0
Versöhnung	1	5

3.14.2.3 Beschwerden

	2020	2019
am 1. Januar hängig	0	1
eingereichte Beschwerden	0	1
zugestellte Entscheide	0	1
am 31. Dezember hängig	0	0
Gutheissung	0	1
Abweisung	0	1
Nichteintreten	0	0
Rückzug	0	0
Weiterleitung an zuständige Behörde	0	0

3.14.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.15 Aufsichtsbehörde über das Grundbuch

Aufgabe und Zuständigkeit

Die Aufsichtsbehörde ist zuständig für die Überwachung und die gerichtliche Aufsicht der Grundbuchführung. Einerseits prüft sie jedes für die Grundbuchführung zuständige Amt einmal jährlich. Andererseits befindet sie, unter Vorbehalt der Beschwerde an das Kantonsgericht, über Beschwerden gegen Entscheide der Grundbuchverwalterinnen und Grundbuchverwalter.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-aufsichtsbehoerde-ueber-das-grundbuch>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Bettina Hürlimann-Kaup, Präsidentin; Pierre-Henri Gapany, Vizepräsidentin

Catherine Overney, Jérôme Delabays, Alexandra Jungo, Maryse Pradervand-Kernen, Mitglieder

Séverine Zehnder, juristische Sekretärin

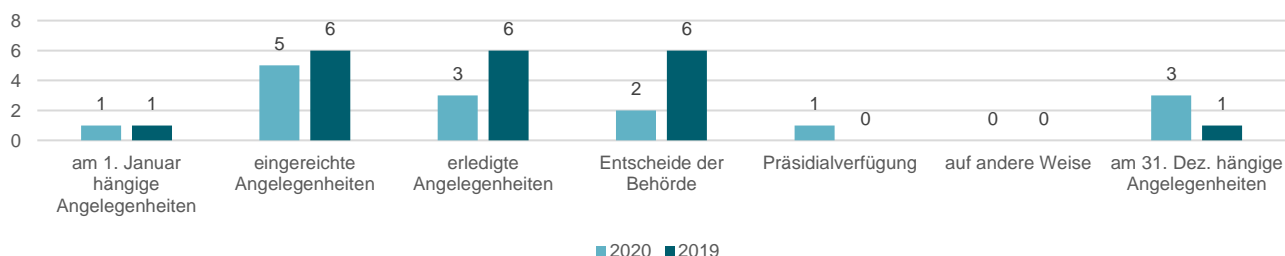
3.15.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

Die Zusammensetzung dieser Behörde, die reibungslos funktioniert, ist stabil. Sie musste jedoch aufgrund der Pandemie auf die Durchführung von gewissen Stichprobenkontrollen vor Ort verzichten.

3.15.2 Arbeitslast – Statistik

3.15.2.1 Allgemeine Statistik

Aufsichtsbehörde über das Grundbuch - Arbeitslast 2019-2020



3.15.2.2 Erledigte Angelegenheiten

behandelte Rechtsgebiete	2020	2019
Verfahren	1	1
Plan für das Grundbuch	1	0
Einführung des eidgenössischen Grundbuches	1	0
Veräußerung eines landwirtschaftlichen Grundstücks	0	1
Dienstbarkeit	0	1
Verkauf	0	2
Abtretung	0	1

Erledigungsweise	2020	2019
Entscheide der Behörde		
Gutheissung	0	3
teilweise Gutheissung	0	1
Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	0	0
Nichteintreten	0	1
Abweisung	2	1
Präsidialverfügungen		
Offensichtliche Unzulässigkeit	0	0
Rückzug	0	0
aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	1	0

3.15.2.3 Beschwerden an den Appellationshof des Kantonsgerichts

	2020	2019
am 1. Januar hängig	0	0
eingereichte Beschwerden	0	0
zugestellte Entscheide	0	0
am 31. Dezember hängig	0	0
Gutheissung	0	0
Abweisung	0	0
Nichteintreten	0	0
Rückzug	0	0
Weiterleitung an zuständige Behörde	0	0

3.15.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link](#).

3.16 Rekurskommission für die Ersterhebung

Aufgabe und Zuständigkeit

Sie behandelt Beschwerden im Bereich von Parzellarvermessungen gemäss der Spezialgesetzgebung. Sie entscheidet als letzte kantonale Instanz. Aufgrund ihrer Zusammensetzung garantiert sie die sachkundige Berücksichtigung sowohl von Aspekten in Bezug auf die Rechte und Pflichten der betroffenen Personen, als auch spezifische Aspekte in Bezug auf die Vermessung.

Zudem ermöglicht die Anwesenheit aller betroffenen Personen (beschwerdeführende Partei, beschwerter Geometer, interessierte Personen, Zeugen) an den öffentlichen Verhandlungen im Allgemeinen ein besseres Verständnis der Rechte und der Vermessung im in Frage stehenden Dossier.

Webseite Gerichtsbehörden <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-rekurskommission-fuer-die-ersterhebung-als-einzige-kantonale-instanz-taetige-behoerde>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Alice Reichmuth Pfammatter, Präsidentin; Marc Zürcher, Vizepräsidentin

Xavier Angéloz, Yvan Chassot, Luc Déglise, Daniel Kaeser, Giacinto Zucchini, Beisitzende

3.16.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

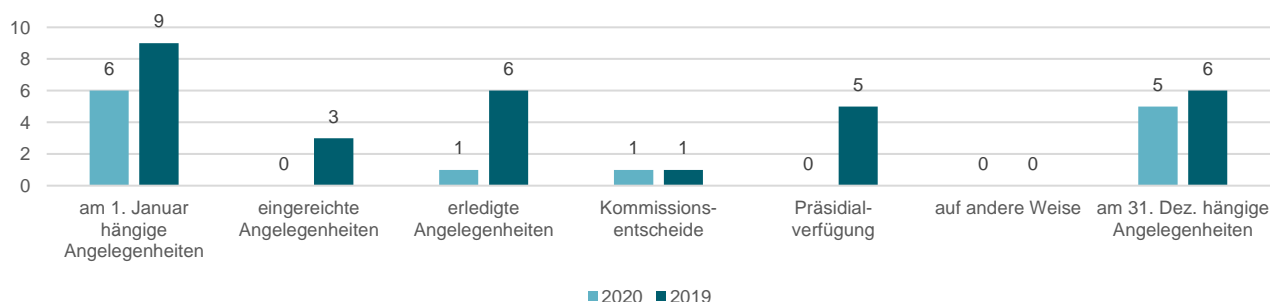
Seit dem 1. Januar 2020 wird die Kommission von Alice Reichmuth Pfammatter geleitet. Marc Zürcher unterstützt sie als Vizepräsident. Ein Beisitzer, der zurückgetreten ist, wurde im Dezember ersetzt.

Im Berichtsjahr schloss die Behörde einen von sechs Fällen, die zu Beginn des Jahres hängig waren, ab. In ihrem Verzeichnis stehen mehrere alte Fälle, die technisch schwierig sind. Sie werden mit aller gebotenen Sorgfalt untersucht.

3.16.2 Arbeitslast – Statistik

3.16.2.1 Allgemeine Statistik

Rekurskommission für die Ersterhebung - Arbeitslast 2019-2020



3.16.2.2 Erledigte Angelegenheiten

behandelte Rechtsgebiete	2020	2019
Vermarkung	0	0
amtliche Vermessung	1	6

Erledigungsweise	2020	2019
Kommissionsentscheide		
Gutheissung	0	0
teilweise Gutheissung	0	0
Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	0	0
Nichteintreten	1	0
Abweisung	0	1
Rückzug	0	0
Präsidentialverfügungen		
Offensichtliche Unzulässigkeit	0	0
Rückzug	0	5
aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	0	0
Abweisung soweit Eintreten	0	0
Weiterleitung an zuständige Behörde	0	0
Zulassung	0	0
Abweisung	0	0

3.16.2.3 Beschwerden an das Bundesgericht

	2020	2019
am 1. Januar hängig	0	0
eingereichte Beschwerden	0	0
zugestellte Entscheide	0	0
am 31. Dezember hängig	0	0
Gutheissung	0	0
Abweisung	0	0
Nichteintreten	0	0
Rückzug	0	0
Weiterleitung an zuständige Behörde	0	0

3.16.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link.](#)

3.17 Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung

Aufgabe und Zuständigkeit

Das für Streitigkeiten zwischen Versicherern und Leistungserbringern in den Bereichen Kranken- und Unfallversicherung zuständige (Art. 89 Abs. 1 KVG sowie Art. 57 Abs. 1 UVG), von den Kantonen zu bezeichnende (Art. 89 Abs. 4 KVG und Art. 57 Abs. 3 UVG) Schiedsgericht setzt sich aus einer neutralen Person, die den Vorsitz innehat, und aus je einer Vertretung der Versicherer und der betroffenen Leistungserbringer in gleicher Zahl zusammen. Im Rahmen der bundesrechtlichen Vorgaben ist die nähere Ausgestaltung des schiedsgerichtlichen Verfahrens grundsätzlich Sache der Kantone (Art. 89 Abs. 5 KVG und Art. 57 Abs. 3 UVG).

Gesetz und Verordnung umschreiben nicht näher, was unter Streitigkeiten im Sinne von Art. 89 Abs. 1 KVG bzw. Art. 57 Abs. 1 UVG zu verstehen ist. Nach Rechtsprechung und Lehre setzt die sachliche Zuständigkeit des Schiedsgerichts voraus, dass die Streitigkeit Rechtsbeziehungen zum Gegenstand hat, die sich aus dem KVG/UVG ergeben oder auf Grund des KVG/UVG eingegangen worden sind.

Webseite Gerichtsbehörden: <https://www.fr.ch/de/institutionen-und-politische-rechte/justiz/gerichtsbehoerden-schiedsgericht-in-sachen-kranken-und-unfallversicherung-als-einzige-kantonale-instanz-taetige-behoerde>.

Organisation und Zusammensetzung per 31.12.2020

Anne-Sophie Peyraud, Präsidentin

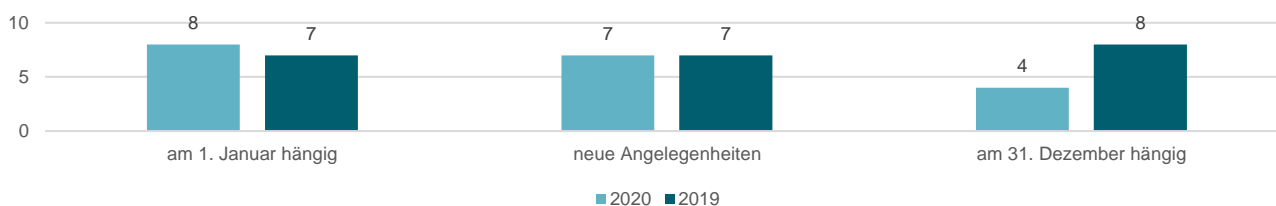
3.17.1 Bemerkungen zur Tätigkeit

In den vergangenen Jahren haben die Fälle, die in die Zuständigkeit dieses Gerichts fallen, zugenommen. Diese äusserst komplexen Fälle erfordern einen grossen Einsatz des Präsidenten, der sie allein bewältigt.

3.17.2 Arbeitslast – Statistik

3.17.2.1 Allgemeine Statistik

Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung - eingetragene Angelegenheiten 2019-2020



Erledigte Angelegenheiten	2020	2019
durch Gerichtshofentscheid	0	1
durch Präsidialverfügung	11	5

3.17.2.2 Beschwerden an das Bundesgericht

	2020	2019
am 1. Januar hängig	0	0
eingereichte Beschwerden	0	0
zugestellte Entscheide	0	0
am 31. Dezember hängig	0	0

3.17.2.3 Erledigungsart

Krankenversicherung	2020	2019
Gutheissung	0	0
teilweise Gutheissung	0	1
Abweisung	1	0
Nichteintreten	0	0
Offensichtliche Unzulässigkeit	6	2
Rückzug	1	1
neuer Entscheid	0	0
Einigung	0	0
Vergleich	3	1

Unfallversicherung	2020	2019
Gutheissung	0	0
teilweise Gutheissung	0	0
Abweisung	0	0
Nichteintreten	0	0
Rückzug	0	1
neuer Entscheid	0	0
Einigung	0	0

3.17.3 Detaillierter Tätigkeitsbericht

[Link](#).

Annexe

GRAND CONSEIL

2021-GC-75

Propositions de la Commission de justice

Rapport annuel 2019 - Conseil de la magistrature

Présidence : Bertrand Morel

Vice-Présidence : Antoinette de Weck

Membres : Francine Defferrard, Pierre Mauron, Roland Mesot, André Schneuwly, Julia Senti

La Commission de justice :

prend acte

du rapport annuel 2020 du Conseil de la magistrature et invite le Grand Conseil à en faire de même.

Catégorisation du débat

La Commission de justice propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 9 juin 2021

Anhang

GROSSER RAT

2021-GC-75

Antrag der Justizkommission

Jahresbericht 2020 - Justizrat

Präsidium: Bertrand Morel

Vize-Präsidium: Antoinette de Weck

Mitglieder: Francine Defferrard, Pierre Mauron, Roland Mesot, André Schneuwly, Julia Senti

Die Justizkommission

nimmt Kenntnis

vom Jahresbericht 2020 des Justizrats und lädt den Grossen Rat ein, dasselbe zu tun.

Kategorie der Behandlung

Die Justizkommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 9. Juni 2021

RAPPORT

de la Commission interparlementaire ‘détenition pénale’ aux parlements des cantons de Fribourg, de Vaud, du Valais, de Neuchâtel, de Genève, du Jura et du Tessin du 10 mai 2021

La Commission interparlementaire (CIP) chargée du contrôle de l'exécution des concordats latins sur la détenition pénale¹, composée des délégations des cantons de Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura, vous transmet son rapport².

Mission et mode de travail de la Commission interparlementaire

La Commission est chargée d'exercer la haute surveillance sur les autorités chargées de l'exécution des deux concordats. Pour accomplir ses tâches, la Commission se base sur un rapport qui lui est soumis par la Conférence latine des chefs des départements de justice et police (CLDJP). Cette information est complétée par des questions orales adressées en cours de séance au représentant de la Conférence.

Remarque préliminaire

En raison de la situation sanitaire, la CIP ne s'est pas réunie au printemps 2020. Elle n'a tenu l'an passé qu'une séance, le 23 novembre, à la suite de laquelle a été publié un rapport couvrant la majeure partie de l'année. Aussi, ce nouveau rapport se limite-t-il à compléter les diverses informations et à mettre l'accent sur les derniers éléments déterminants.

Rapport de la CLDJP du 20 avril 2021 / observations de la CIP

La Commission remercie la Conférence pour son rapport, qu'elle accueille favorablement et avec intérêt. Les points suivants ont spécialement retenu son attention :

1. Concordat latin sur la détenition pénale des adultes et des jeunes adultes

A) Prix des pensions

Extraits du rapport de la CLDJP :

« Le dernier volet (portant sur Curabilis) des travaux complémentaires visant à affiner les prix de pension arrêtés par décision de la conférence du 29 mars 2018 est en cours. Le rapport du mandataire externe devrait être livré en juin 2021.

Les travaux, freinés par la pandémie, portant sur le catalogue de prestations visant à établir des standards de prise en charge des personnes détenues continuent. »

¹ Concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines et mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons romands et du Tessin ; concordat du 24 mars 2005 sur l'exécution de la détenition pénale des personnes mineures des cantons romands (et partiellement du Tessin).

² Dans le but de limiter le décalage entre les faits évoqués dans son rapport et la transmission de celui-ci aux parlements, la CIP a choisi de ne plus le structurer par année civile. Le présent rapport porte ainsi sur les faits survenus ou constatés dans une période comprise entre le 23 novembre 2020 et le 10 mai 2021.

→ La CIP maintient les observations et recommandations formulées dans ses précédents rapports, notamment les points suivants :

1. Par souci d'économie, concernant le futur catalogue de prestations, la CIP invite la Conférence à arrêter pour chaque régime d'exécution une liste de prestations impératives et un taux d'encadrement requis, puis de fixer le prix de pension en fonction de ces termes-là. Les éventuelles prestations additionnelles ou un éventuel encadrement supérieur aux normes seraient alors à la charge du canton propriétaire de l'établissement pénitentiaire.

2. Toujours par souci d'économie, la CIP invite la Conférence à ne pas tenir compte d'éventuelles différences entre cantons relatives aux différents facteurs de coûts (prix des terrains, coûts de construction, niveau salarial, etc.). De cette manière, il sera plus intéressant, financièrement parlant, de construire les équipements pénitentiaires là où leur coût d'exploitation sera bas, ce qui tendra à alléger la facture de l'ensemble des cantons partenaires.

B) Planification concordataire

Extrait du rapport de la CLDJP :

« Suite au refus du projet Les Dardelles par le Grand Conseil genevois, une alternative est à l'étude. »

→ La Commission attend du canton de Genève qu'il propose le plus rapidement possible une solution alternative.

2. Concordat latin sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures

A) Manque de places

Le manque chronique de places pour l'exécution des mesures pénales en milieu fermé prononcées à l'égard de personnes mineures inquiète la CIP depuis plusieurs années déjà. Cette inquiétude a amené la commission à adresser à la CLDJP une résolution³ demandant aux cantons concordataires :

- > de créer dans les trois ans une structure pour l'exécution des mesures pénales en milieu fermé prononcées à l'égard de personnes mineures ;
- > de participer financièrement à la création de cette structure, peu importe le canton dans lequel elle doit être créée.

La CLDJP a répondu à la résolution de la CIP en date du 3 mai 2021, faisant savoir « qu'elle a pris les décisions nécessaires à la mise en œuvre, dans les meilleurs délais, du projet de réhabilitation partielle de l'ancien Foyer d'éducation de Prêles » (*voir lettre D ci-après*). La Conférence relève par ailleurs que le concept révisé de l'établissement fermé pour jeunes filles (Time Up) a été validé par l'Office fédéral de la justice en janvier dernier et que les travaux de réalisation de ces quatre places concordataires peuvent ainsi progresser (*voir lettre C ci-après*).

→ La CIP a pris connaissance de la réponse de la CLDJP, dont elle prend acte.

³ Cf. annexe

B) Centre éducatif de Pramont et EDM Aux Léchaies

- > La CIP souligne que le centre éducatif de Pramont (24 places), destiné à l'exécution de mesures en milieu fermé prononcées à l'égard de garçons mineurs et de jeunes hommes adultes, demeure surchargé. La liste d'attente est à cet égard révélatrice⁴.
- > La Commission constate que le taux d'occupation de l'établissement mixte de détention pour mineur-e-s et jeunes adultes (EDM) *Aux Léchaies*, à Palézieux (18 places), destiné à l'exécution de peines privatives de liberté en milieu fermé, bien qu'en progression, reste relativement bas⁵. Elle rappelle qu'il n'est cependant pas possible de faire exécuter simultanément dans cet EDM des peines et des mesures tout en respectant les exigences fédérales. La CIP relève encore que l'âge médian des détenus de l'EDM *Aux Léchaies*, pour la première fois depuis son ouverture en 2014, est passé de 18 à 17 ans.

C) Etablissement fermé pour jeunes filles

La CIP prend acte du calendrier de réalisation de Time Up, nouvelle structure de quatre places destinée à la détention de jeunes filles en milieu fermé, qui devrait ouvrir ses portes à Fribourg à l'été 2023.

La Commission retient cependant que le programme des locaux doit être réexaminé à la suite de la demande de la Confédération d'envisager la possibilité d'un agrandissement. Elle espère que cette requête ne repoussera pas la réalisation de cette infrastructure nécessaire.

→ La CIP demande aux cantons concordataires de tenir rigoureusement le calendrier établi pour la construction de cette infrastructure indispensable à la chaîne pénale romande. La Commission rappelle, si besoin est, qu'il n'existe pour l'heure tout simplement pas de place adaptée pour les filles.

D) Ancien foyer d'éducation de Prêles

La CIP prend note, avec intérêt et satisfaction, des avancées dans le dossier de l'éventuelle réouverture de l'ancien foyer d'éducation de Prêles (BE), doté de 22 places dédiées à l'exécution de mesures pénales en milieu fermé prononcées contre des personnes mineures. Elle retient notamment que les infrastructures, inoccupées depuis fin 2016, sont en bon état et peuvent être remises en fonction relativement rapidement. La Commission salue la constitution d'un comité de pilotage chargé de mener – en collaboration avec le canton de Berne – le projet d'une possible réhabilitation partielle des lieux.

La Commission retient par ailleurs que la Fondation Suisse Bellevue (FSB), sollicitée pour assumer l'exploitation de cette infrastructure, n'est en l'état pas prête à prendre le lead dans ce projet. La FSB attend, avant d'arrêter sa décision, les conclusions

⁴ Le rapport de la CLDJP indique un taux d'occupation pour l'année 2020 de 100,32%. Au 4 mars 2021, la liste d'attente comprenait 32 mineurs et 5 jeunes adultes.

⁵ Le rapport de la CLDJP indique un taux d'occupation moyen pour 2020 de 78,6%, alors qu'il était de 69,6% en 2019.

– attendues pour février 2022 – d’une étude portant sur les aspects organisationnels, structurels, financiers et pédagogique de la structure réhabilitée.

La CIP souhaite que ce projet se concrétise dans les délais optimistes avancés par la CLDJP, qui envisage une ouverture de la nouvelle structure de Prêles en début d’année 2024.

→ La CIP considère que la mise à disposition de 22 places dans cette structure permettrait aux cantons concordataires d’enfin mieux faire face à leurs obligations relatives à l’exécution des mesures pénales en milieu fermé prononcées contre des personnes mineures. Elle enjoint ainsi la CLDJP de mettre tout en œuvre afin de faire aboutir ce projet selon le calendrier avancé. Elle lui demande notamment de d’ores et déjà envisager une solution alternative au cas où la FSB devait renoncer à exploiter la structure.

E) Conclusion

La CIP accueille avec une certaine satisfaction le rapport de la CLDJP, qui laisse enfin entrevoir une amélioration possible au manque chronique de places pour l’exécution de mesures pénales en milieu fermé prononcées à l’égard de personnes mineures. La Commission ose espérer que les gouvernements concordataires s’accorderont sur l’urgence à concrétiser les structures de Fribourg (Time Up) et de Prêles, et qu’ils y mettront tant les moyens que l’énergie nécessaires. La CIP, de son côté, y veillera.

Fribourg, le 10 mai 2021

Au nom de la Commission interparlementaire ‘détention pénale’

(Sig.) Fabien Deillon (VD)

Président

(Sig.) Patrick Pugin

Secrétaire

Fribourg, le 23 novembre 2020

RESOLUTION

de la Commission interparlementaire chargée du contrôle de l'exécution des concordats sur la détention pénale (CIP),

Adressée à la Conférence latine des Chefs des Départements de justice et Police (CLDJP).

Vu

- les articles 16 et 18 de la Convention du 5 mars 2010 relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (Convention sur la participation des Parlements, CoParl)
- la réponse de la CLDJP du 10 janvier 2020 au postulat de la CIP du 6 mai 2019

La CIP a l'honneur de transmettre la présente résolution à la CLDJP, pour suite à donner.

Texte de la résolution

En date du 6 mai 2019, la CIP adressait à la CLDJP un postulat témoignant son inquiétude face au manque de places accessibles aux mineur-e-s pour l'exécution de mesures en milieu fermé. La Commission demandait aux cantons concordataires d'entreprendre tout ce qui est en leur pouvoir afin de favoriser la création rapide de places supplémentaires.

La CLDJP a répondu à ce postulat le 10 janvier 2020. De cette réponse, la CIP retient les éléments suivants :

- > les quatre places pour jeunes filles projetées à Time Up, structure de la Fondation de Fribourg pour la Jeunesse, devraient pouvoir se concrétiser dans le délai de trois ans souhaité par la CIP ;
- > l'éventuelle réouverture de l'ancien Foyer d'éducation de Prêles (BE) fait l'objet de discussions entre le concordat latin et le canton de Berne, en vue de l'utilisation conjointe des installations. Mais dans tous les cas, la faisabilité d'un tel projet exigera du temps.
- > la réalisation des 18 places projetées au Centre éducatif fermé de Pramont (VS) n'est pas une priorité à court terme du Gouvernement valaisan. Ce projet sera réalisé au-delà du délai de trois ans souhaité par la CIP ;
- > l'établissement de détention pour mineurs *Aux Léchaïres* (Palézieux, VD) est chargé d'accueillir des mineurs en exécution de peine et en détention avant jugement. L'exécution des mesures ne fait pas partie de ses missions ; elle n'est par ailleurs pas compatible avec le site au vu de sa configuration ;
- > le placement ponctuel de mineurs latins dans certaines institutions de Suisse alémanique est possible, moyennant que les conditions d'admission de l'institution soient remplies,

notamment au niveau d'un seuil minimal de compréhension de l'allemand. Une institutionnalisation de ces placements n'est en revanche pas envisageable.

La CIP alerte les Gouvernements concordataires depuis plusieurs années déjà sur le manque chronique de places pour l'exécution des mesures pénales en milieu fermé prononcées à l'égard de personnes mineures. Elle ne saurait ainsi se contenter de la réponse de la CLDJP, qui semble s'accommoder d'une situation pourtant dommageable tant pour la société que pour les jeunes concernés. Ces derniers sont en effet privés d'une prise en charge adéquate précoce promettant un pronostic favorable. A cet égard, il sied de relever que le Centre éducatif fermé de Pramont – qui a affiché un taux d'occupation annuel de près de 97% en 2019 – présente au 30 septembre 2020 une liste d'attente forte de 26 mineurs et deux jeunes adultes.

La Commission estime qu'il faut agir, et vite. Elle attend des cantons concordataires qu'ils s'emparent avec détermination et courage de ce dossier qui doit être considéré comme prioritaire, dans l'intérêt tant de la justice que des justiciables. Par la présente résolution, elle leur demande donc :

- > de créer dans les trois ans une structure pour l'exécution des mesures pénales en milieu fermé prononcées à l'égard de personnes mineures ;
- > de participer financièrement à la création de cette structure, peu importe le canton dans lequel elle doit être créée.

Au nom de la Commission interparlementaire 'détention pénale'

Erika Schnyder FR

Présidente

Patrick Pugin

Secrétaire

BERICHT

der interparlamentarischen Kommission 'strafrechtlicher Freiheitsentzug' an die Parlamente der Kantone Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf, Jura und Tessin vom 10. Mai 2021

Die interparlamentarische Kommission (IPK), die mit der Kontrolle des Vollzugs der lateinischen Konkordate über den strafrechtlichen Freiheitsentzug¹ beauftragt ist und sich aus Delegationen aus den Kantonen Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf und Jura zusammensetzt, stellt Ihnen ihren Bericht zu.²

Aufgabe und Arbeitsweise der interparlamentarischen Kommission

Die Kommission hat die Aufgabe, die Oberaufsicht über die Behörden, die mit dem Vollzug der beiden Konkordate beauftragt sind, auszuüben. Damit die Kommission ihre Aufgaben erfüllen kann, stützt sie sich auf einen Bericht, der ihr von der Westschweizer Justiz- und Polizeidirektorenkonferenz (LKJPD) unterbreitet wird. Diese Informationen werden durch mündliche Fragen, die während der Sitzung an die Vertreterin oder den Vertreter der Konferenz gerichtet werden, ergänzt.

Vorbemerkung

Aufgrund der gesundheitlichen Situation hat die IPK im Frühling 2020 nicht getagt. Im vergangenen Jahr hielt sie nur eine Sitzung ab, am 23. November, nach der ein Bericht über den grössten Teil des Jahres veröffentlicht wurde. Daher beschränkt sich dieser neue Bericht darauf, die verschiedenen Informationen zu vervollständigen und sich auf die neuesten wesentlichsten Elemente zu konzentrieren.

Bericht der LKJPD vom 20. April 2021 / Bemerkungen der IPK

Die Kommission bedankt sich bei der Konferenz für deren Bericht, den sie mit Interesse und zustimmend zur Kenntnis nimmt. Besondere Aufmerksamkeit hat die Kommission dabei folgenden Punkten geschenkt:

1. Konkordat über den strafrechtlichen Freiheitsentzug an Erwachsenen und jungen Erwachsenen

A) Pensionspreise

Auszüge aus dem Bericht der LKJPD:

«Der letzte Teil (über Curabilis) der weiteren Arbeiten zur feineren Abstufung der Pensionspreise, die mit Beschluss der Konferenz am 29. März 2018 vereinbart wurden, ist im Gange. Der Bericht der externen beauftragten Person soll im Juni 2021 geliefert werden.

¹ Konkordat vom 10. April 2006 über den Vollzug der Freiheitsstrafen und Massnahmen an Erwachsenen und jungen Erwachsenen in den Kantonen der lateinischen Schweiz (Konkordat über den strafrechtlichen Freiheitsentzug an Erwachsenen); Konkordat vom 24. März 2005 über den Vollzug der strafrechtlichen Einschliessung Jugendlicher aus den Westschweizer Kantonen (und teilweise aus dem Kanton Tessin).

² Die IPK hat sich dafür entschieden, ihren Bericht nicht mehr nach Kalenderjahr zu gliedern; auf diese Weise liegen die beschriebenen Ereignisse bei der Zustellung des Berichts an die Parlamente zeitlich weniger weit zurück. Dieser Bericht konzentriert sich somit auf Ereignisse, die in der Zeitspanne zwischen dem 23. November 2020 und dem 10. Mai 2021 eingetreten sind oder festgestellt wurden.

Die Arbeit am Leistungskatalog zur Festsetzung von Versorgungsstandards für inhaftierte Personen, die von der Pandemie verlangsamt wurde, geht weiter.»

→ Die IPK hält die in ihren früheren Berichten gemachten Beobachtungen und Empfehlungen aufrecht, namentlich die folgenden Punkte:

1. Aus Gründen der Wirtschaftlichkeit des künftigen Leistungskatalogs lädt die IPK die Konferenz ein, für jede Vollzugsart eine Liste zwingend vorgeschriebener Leistungen und einen nötigen Betreuungssatz festzuhalten und dann den Pensionspreis aufgrund dieser Elemente festzusetzen. Allfällige Zusatzleistungen oder eine allfällige Betreuung über die Normen hinaus würden dann zulasten des Kantons, der Eigentümer der Strafanstalt ist, gehen.

2. Ebenfalls aus Gründen der Wirtschaftlichkeit lädt die IPK die Konferenz ein, allfällige Unterschiede bei den verschiedenen Kostenfaktoren zwischen den Kantonen (Grundstückpreise, Baukosten, Lohnniveau usw.) nicht zu berücksichtigen. So ist es finanziell interessanter, Strafvollzugseinrichtungen dort zu bauen, wo die Betriebskosten tief sind, was die Rechnung für alle Partnerkantone etwas billiger werden lässt.

B) Konkordatsplanung

Auszug aus dem Bericht der LKJPD:

«Nach der Ablehnung des Projekts Les Dardelles durch den Grossen Rat des Kantons Genf wird eine Alternative geprüft.»

→ Die Kommission erwartet vom Kanton Genf, dass er so schnell wie möglich eine alternative Lösung vorschlägt.

2. Lateinisches Konkordat über den Vollzug der strafrechtlichen Einschliessung Jugendlicher

A) Mangel an Plätzen

Der chronische Mangel an Plätzen für den geschlossenen Vollzug von strafrechtlichen Massnahmen, die gegen Jugendliche angeordnet werden, bereitet der IPK schon seit einigen Jahren Sorgen. Diese Sorgen veranlassten die Kommission, eine Resolution an die LKJPD³ zu richten, in der die Konkordatskantone aufgefordert werden:

- > innerhalb von drei Jahren eine Struktur für den geschlossenen Vollzug von strafrechtlichen Massnahmen, die gegen Jugendliche angeordnet werden, zu schaffen;
- > sich finanziell an der Schaffung dieser Struktur zu beteiligen, unabhängig davon, in welchem Kanton sie geschaffen werden soll.

Die LKJPD hat am 3. Mai 2021 auf die Resolution geantwortet und erklärt, dass sie «die notwendigen Entscheide getroffen hat, um das Projekt zur Teilsanierung des ehemaligen Jugendheims Prêles so schnell wie möglich umzusetzen» (s. *Buchstabe D unten*). Die Konferenz weist auch darauf hin, dass das überarbeitete Konzept für die geschlossene Anstalt für Mädchen (Time Up) im Januar vom Bundesamt für

³ S. Beilage.

Justiz genehmigt wurde und die Arbeiten für den Bau dieser vier Konkordatsplätze somit weitergehen können (s. *Buchstabe C unten*).

→ Die IPK hat die Antwort der LKJPD zur Kenntnis genommen.

B) Massnahmenzentrum Pramont und EDM Aux Léchaies

- > Die IPK unterstreicht, dass das Massnahmenzentrum Pramont (24 Plätze), das für den geschlossenen Vollzug von Massnahmen, die gegen minderjährige Knaben und junge erwachsene Männer angeordnet werden, vorgesehen ist, weiterhin überbelegt ist. Die Warteliste ist in dieser Hinsicht aufschlussreich;⁴
- > Die Kommission stellt fest, dass die Belegung der gemischten Haftanstalt für Jugendliche und junge Erwachsene (EDM) in *Aux Léchaies* in Palézieux (18 Plätze), die für den geschlossenen Vollzug von Freiheitsstrafen vorgesehen ist, zwar ansteigt, aber weiterhin relativ gering ist.⁵ Sie weist jedoch darauf hin, dass es nicht möglich ist, in dieser Anstalt gleichzeitig Strafen und Massnahmen zu vollziehen und dabei die Anforderungen des Bundes einzuhalten. Die IPK stellt ausserdem fest, dass das Medianalter der Inhaftierten im EDM *Aux Léchaies* zum ersten Mal seit seiner Eröffnung im Jahr 2014 von 18 auf 17 Jahre gesunken ist.

C) Geschlossene Anstalt für Mädchen

Die IPK nimmt den Zeitplan für den Bau von Time Up, einer neuen Einrichtung mit vier Plätzen für die geschlossene Haft von Mädchen, zur Kenntnis; sie soll im Sommer 2023 in Freiburg eröffnet werden.

Die Kommission stellt jedoch fest, dass das Raumprogramm nach dem Gesuch des Bundes, eine Vergrösserung in Erwägung zu ziehen, erneut überprüft werden muss. Sie hofft, dass dieser Antrag die Fertigstellung dieser notwendigen Infrastruktur nicht verzögern wird.

→ Die IPK fordert die Konkordatskantone dazu auf, den Zeitplan für den Bau dieser Infrastruktur, die für die Strafvollzugskette in der Westschweiz unbedingt nötig ist, strikt einzuhalten. Die Kommission weist auf jeden Fall darauf hin, dass es im Moment einfach keine geeigneten Plätze für Mädchen gibt.

D) Ehemaliges Jugendheim Prêles

Die IPK nimmt mit Interesse und Genugtuung zur Kenntnis, dass es in der Frage der möglichen Wiedereröffnung des ehemaligen Jugendheims Prêles (BE), das über 22 Plätze für den geschlossenen Vollzug von strafrechtlichen Massnahmen, die gegen Jugendliche angeordnet werden, Fortschritte gibt. Sie stellt insbesondere fest, dass die Infrastruktur, die seit Ende 2016 nicht mehr genutzt wird, in einem guten Zustand

⁴ Der Bericht der LKJPD weist für das Jahr 2020 eine Auslastungsrate von 100,32 % aus. Am 4. März 2021 standen 32 Minderjährige und 5 junge Erwachsene auf der Warteliste.

⁵ Der Bericht der LKJPD zeigt eine durchschnittliche Belegung von 78,6 % im Jahr 2020, gegenüber 69,6 % im Jahr 2019.

ist und relativ schnell wieder in Betrieb genommen werden kann. Die Kommission begrüsst die Einsetzung eines Lenkungsausschusses, der – in Zusammenarbeit mit dem Kanton Bern – das Projekt einer möglichen Teilsanierung der Räumlichkeiten leiten soll.

Die Kommission stellt ausserdem fest, dass die Fondation Suisse Bellevue (FSB), die gebeten wurde, den Betrieb dieser Infrastruktur sicherzustellen, zurzeit nicht bereit ist, die Führung in diesem Projekt zu übernehmen. Die FSB wartet auf die Schlussfolgerungen einer Studie über die organisatorischen, strukturellen, finanziellen und pädagogischen Aspekte der sanierten Struktur, die im Februar 2022 eintreffen sollten, bevor sie eine Entscheidung trifft.

Die IPK hofft, dass dieses Projekt innerhalb des optimistischen Zeitplans, der von der LKJPD vorgelegt wurde, und gemäss dem die neue Struktur in Prêles Anfang 2024 eröffnet werden soll, realisiert werden kann.

→ Die IPK ist der Ansicht, dass die Bereitstellung von 22 Plätzen in dieser Struktur es den Kantonen des Konkordats ermöglichen würde, ihren Verpflichtungen beim geschlossenen Vollzug von strafrechtlichen Massnahmen, die gegen Jugendliche angeordnet werden, besser nachzukommen. Sie fordert daher die LKJPD auf, alles zu unternehmen, damit dieses Projekt gemäss dem vorgeschlagenen Zeitplan verwirklicht werden kann. Insbesondere bittet sie die LKJPD, eine Alternativlösung für den Fall zu prüfen, dass die FSB die Struktur nicht betreiben will.

E) Schlussfolgerung

Die IPK begrüsst mit einer gewissen Genugtuung den Bericht der LKJPD, der endlich eine mögliche Verbesserung des chronischen Mangels an Plätzen für den geschlossenen Vollzug von strafrechtlichen Massnahmen, die gegen Jugendliche angeordnet werden, andeutet. Die Kommission hofft, dass sich die Konkordatsregierungen über die Dringlichkeit der Umsetzung der Strukturen von Freiburg (Time Up) und Prêles einig sind und die notwendigen Mittel bereitstellen und die nötigen Anstrengungen unternehmen. Die IPK wird ihrerseits dafür sorgen.

Freiburg, 10. Mai 2021

Im Namen der Interparlamentarischen Kommission 'strafrechtlicher Freiheitsentzug'

(Sig.) Fabien Deillon (VD)

Präsident

(Sig.) Patrick Pugin

Sekretär

Fribourg, le 23 novembre 2020

RESOLUTION

de la Commission interparlementaire chargée du contrôle de l'exécution des concordats sur la détention pénale (CIP),

Adressée à la Conférence latine des Chefs des Départements de justice et Police (CLDJP).

Vu

- les articles 16 et 18 de la Convention du 5 mars 2010 relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (Convention sur la participation des Parlements, CoParl)
- la réponse de la CLDJP du 10 janvier 2020 au postulat de la CIP du 6 mai 2019

La CIP a l'honneur de transmettre la présente résolution à la CLDJP, pour suite à donner.

Texte de la résolution

En date du 6 mai 2019, la CIP adressait à la CLDJP un postulat témoignant son inquiétude face au manque de places accessibles aux mineur-e-s pour l'exécution de mesures en milieu fermé. La Commission demandait aux cantons concordataires d'entreprendre tout ce qui est en leur pouvoir afin de favoriser la création rapide de places supplémentaires.

La CLDJP a répondu à ce postulat le 10 janvier 2020. De cette réponse, la CIP retient les éléments suivants :

- > les quatre places pour jeunes filles projetées à Time Up, structure de la Fondation de Fribourg pour la Jeunesse, devraient pouvoir se concrétiser dans le délai de trois ans souhaité par la CIP ;
- > l'éventuelle réouverture de l'ancien Foyer d'éducation de Prêles (BE) fait l'objet de discussions entre le concordat latin et le canton de Berne, en vue de l'utilisation conjointe des installations. Mais dans tous les cas, la faisabilité d'un tel projet exigera du temps.
- > la réalisation des 18 places projetées au Centre éducatif fermé de Pramont (VS) n'est pas une priorité à court terme du Gouvernement valaisan. Ce projet sera réalisé au-delà du délai de trois ans souhaité par la CIP ;
- > l'établissement de détention pour mineurs *Aux Léchaïres* (Palézieux, VD) est chargé d'accueillir des mineurs en exécution de peine et en détention avant jugement. L'exécution des mesures ne fait pas partie de ses missions ; elle n'est par ailleurs pas compatible avec le site au vu de sa configuration ;
- > le placement ponctuel de mineurs latins dans certaines institutions de Suisse alémanique est possible, moyennant que les conditions d'admission de l'institution soient remplies,

notamment au niveau d'un seuil minimal de compréhension de l'allemand. Une institutionnalisation de ces placements n'est en revanche pas envisageable.

La CIP alerte les Gouvernements concordataires depuis plusieurs années déjà sur le manque chronique de places pour l'exécution des mesures pénales en milieu fermé prononcées à l'égard de personnes mineures. Elle ne saurait ainsi se contenter de la réponse de la CLDJP, qui semble s'accommoder d'une situation pourtant dommageable tant pour la société que pour les jeunes concernés. Ces derniers sont en effet privés d'une prise en charge adéquate précoce promettant un pronostic favorable. A cet égard, il sied de relever que le Centre éducatif fermé de Pramont – qui a affiché un taux d'occupation annuel de près de 97% en 2019 – présente au 30 septembre 2020 une liste d'attente forte de 26 mineurs et deux jeunes adultes.

La Commission estime qu'il faut agir, et vite. Elle attend des cantons concordataires qu'ils s'emparent avec détermination et courage de ce dossier qui doit être considéré comme prioritaire, dans l'intérêt tant de la justice que des justiciables. Par la présente résolution, elle leur demande donc :

- > de créer dans les trois ans une structure pour l'exécution des mesures pénales en milieu fermé prononcées à l'égard de personnes mineures ;
- > de participer financièrement à la création de cette structure, peu importe le canton dans lequel elle doit être créée.

Au nom de la Commission interparlementaire 'détention pénale'

Erika Schnyder FR

Présidente

Patrick Pugin

Secrétaire



Le Secrétaire général

Fribourg, le 20 avril 2021

17^{ème} rapport de la CLDJP à la Commission interparlementaire de contrôle des concordats latins du 10 avril 2006 sur la détention pénale des adultes et du 24 mars 2005 sur la détention pénale des personnes mineures - séance du 10 mai 2021 à Fribourg

PLAN DU RAPPORT

REMARQUE PRÉLIMINAIRE	1
INTRODUCTION	1
1. NIVEAU INTERCANTONAL	3
A. Centre suisse de compétence en matière d'exécution des sanctions pénales	3
2. CONCORDAT LATIN DU 10 AVRIL 2006 SUR LA DÉTENTION PÉNALE DES ADULTES ET DES JEUNES ADULTES	3
A. Prix de pension	3
B. Standards	3
C. Statistiques	3
D. Planification concordataire	5
3. CONCORDAT LATIN DU 24 MARS 2005 SUR L'EXÉCUTION DE LA DÉTENTION PÉNALE DES PERSONNES MINEURES	5
A. Pramont	5
a) Taux d'occupation pour l'année 2020	5
b) Liste d'attente au 04.03.2021	5
c) Répartition des mineurs et journées de placement par canton en 2020	6
d) Formations certifiantes chez les jeunes.....	6
B. EDM Aux Léchaïres	6
Statistiques 2020.....	6
a) Occupation par canton.....	6
b) Taux d'occupation.....	7
c) Journées de détention par mois.....	7
d) Journées par régime.....	8
e) En chiffres consolidés selon plusieurs variables :	9
f) Placements par âge	9
g) Placements par sexe	10
C. Etablissement fermé pour jeunes filles	10
D. Ancien Foyer d'éducation de Prêles	11
a) Contexte.....	11
b) Contour du mandat de projet	12
c) Etapes prévues.....	12

Remarque préliminaire

Un rapport détaillé, couvrant une grande partie de l'année 2020, ayant été présenté à la Commission interparlementaire de contrôle des concordats latins lors de sa séance du 23 novembre 2020, le présent rapport se limitera à compléter les diverses informations et à mettre l'accent sur les derniers éléments déterminants.

Introduction

La Conférence latine des chefs des départements de justice et police (CLDJP) est présidée depuis le 8 novembre 2018 par Mme la Conseillère d'Etat Béatrice Métraux, cheffe du Département de l'environnement et de la sécurité du canton de Vaud. Cette présidence s'étend également à la Conférence latine des Chefs des Départements compétents en matière d'asile et des migrants (CLDAM) et à la Conférence latine des Directrices et

Directeurs des affaires militaires et de la protection de la population (CLAMPP). La vice-présidence est toujours assumée par M. le Conseiller d'Etat Alain Ribaux, chef du Département de la justice, de la sécurité et de la culture de la République et canton de Neuchâtel.

Mme la Conseillère d'Etat Béatrice Métraux préside également les concordats latins du 10 avril 2006 sur la détention pénale des adultes et du 24 mars 2005 sur la détention pénale des personnes mineures.

Elle siège en outre au Comité de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de justice et police (CCDJP) ; elle en est également la vice-présidente, avec, depuis le 15 avril 2021, Mme la Conseillère d'Etat Karin Kayser-Frutschi (NW).

Mme la Conseillère d'Etat Béatrice Métraux est aussi vice-présidente du Conseil de fondation du Centre suisse de compétence en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP).

M. le Conseiller d'Etat Alain Ribaux siège également au comité de la CCDJP, avec M. le Conseiller d'Etat Norman Gobbi, chef du département des institutions de la République et canton du Tessin.

Selon le principe posé par l'art. 123 al. 2 Cst, l'exécution des peines et des mesures en matière de droit pénal est du ressort des cantons. Il découle de ce principe constitutionnel que ces derniers doivent non seulement créer et exploiter les établissements pour ce faire, mais encore exécuter les jugements rendus par leurs tribunaux pénaux, conformément à l'injonction de l'art. 372 al. 1 CP. Ils sont également tenus d'exécuter les jugements rendus par les autorités pénales de la Confédération, moyennant remboursement de leurs frais.

Les cantons n'ayant pas les possibilités financières d'exploiter, chacun sur leur propre territoire, des établissements permettant d'assurer l'exécution de tous les régimes de détention découlant de la mise œuvre des jugements pénaux, la mutualisation des ressources leur permet de faire face à leur obligation d'exécuter les peines et les mesures selon le réquisit de l'art. 372 CP. Conformément à l'art. 378 CP, ils ont conclu, par le biais des concordats, des accords sur la création et l'exploitation conjointes d'établissements d'exécution des peines et des mesures ou sur le droit d'utiliser des établissements d'autres cantons.

Quant à la CLDJP, son organigramme est le suivant :

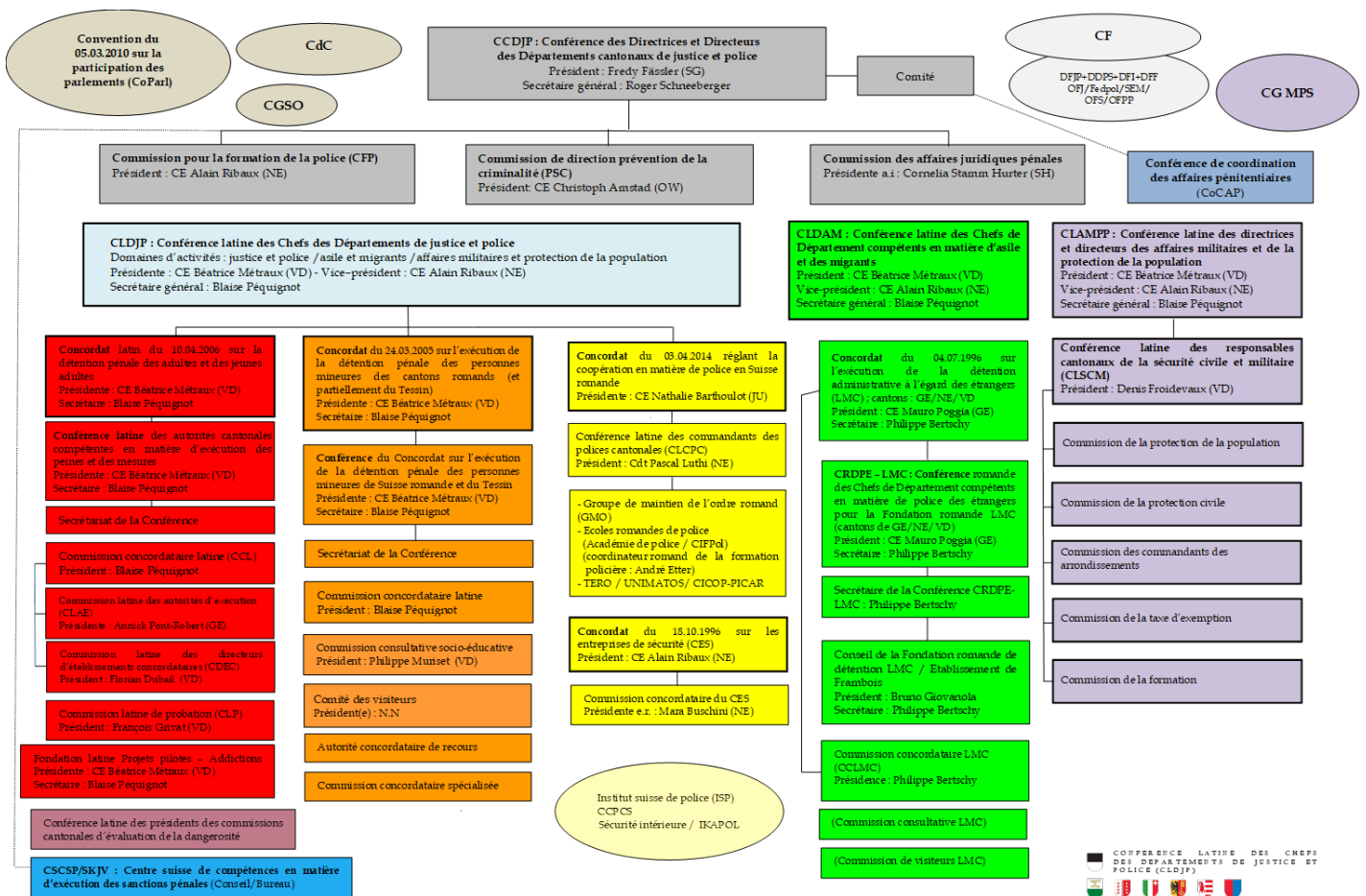


Tableau 1

1. Niveau intercantonal

A. Centre suisse de compétence en matière d'exécution des sanctions pénales

Le Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP), toujours sous la direction de M. Patrick Cotti, est opérationnel dans sa nouvelle structure depuis le 18 août 2018.

Le Conseil de fondation mène une réflexion sur sa propre réorganisation, visant notamment à réduire le nombre de membres de 13 à 6-7 et d'instaurer une commission regroupant divers représentants de la pratique (chefs de service, directeurs d'établissement, probation, médecine pénitentiaire, etc.) qui serait chargée d'analyser divers thèmes et de conseiller le Conseil de fondation dans ses décisions stratégiques.

Le CSCSP a plusieurs projets soit aboutis soit en phase d'aboutissement ou en travaux :

- Sécurité dynamique
- Suicide assisté en prison – guide succinct
- Monitoring de la privation de liberté
- Prise en charge psychiatrique dans le cadre de la privation de liberté
- Gestion des personnes LGBTIQ+ en privation de liberté
- Harmonisation de l'exécution de l'interdiction d'exercer une activité, de l'interdiction de contact et de l'interdiction géographique (art. 67 ss CP)
- Standards pour la probation
- New learning

2. Concordat latin du 10 avril 2006 sur la détention pénale des adultes et des jeunes adultes

A. Prix de pension

Le dernier volet (portant sur Curabilis) des travaux complémentaires visant à affiner les prix de pension arrêtés par décision de la conférence du 29 mars 2018 est en cours. Le rapport du mandataire externe devrait être livré en juin 2021

Les travaux, freinés par la pandémie, portant sur le catalogue de prestations visant à établir des standards de prise en charge des personnes détenues continuent.

B. Standards

Pour rappel, un mandat a été confié au CSCSP pour l'élaboration des standards pour l'exécution des peines et des mesures du Concordat latin.

S'agissant des standards « exécution de peines » la version revue et corrigée que le CSCSP confrontera, dans une première démarche, auprès de trois établissements a été validée par la Commission concordataire latine (CCL). Sur la base du rapport intermédiaire qui sera établi, une version achevée des standards sera proposée.

Une version consolidée des remarques/propositions des membres de la CCL a pu être remise au CSCSP fin août.

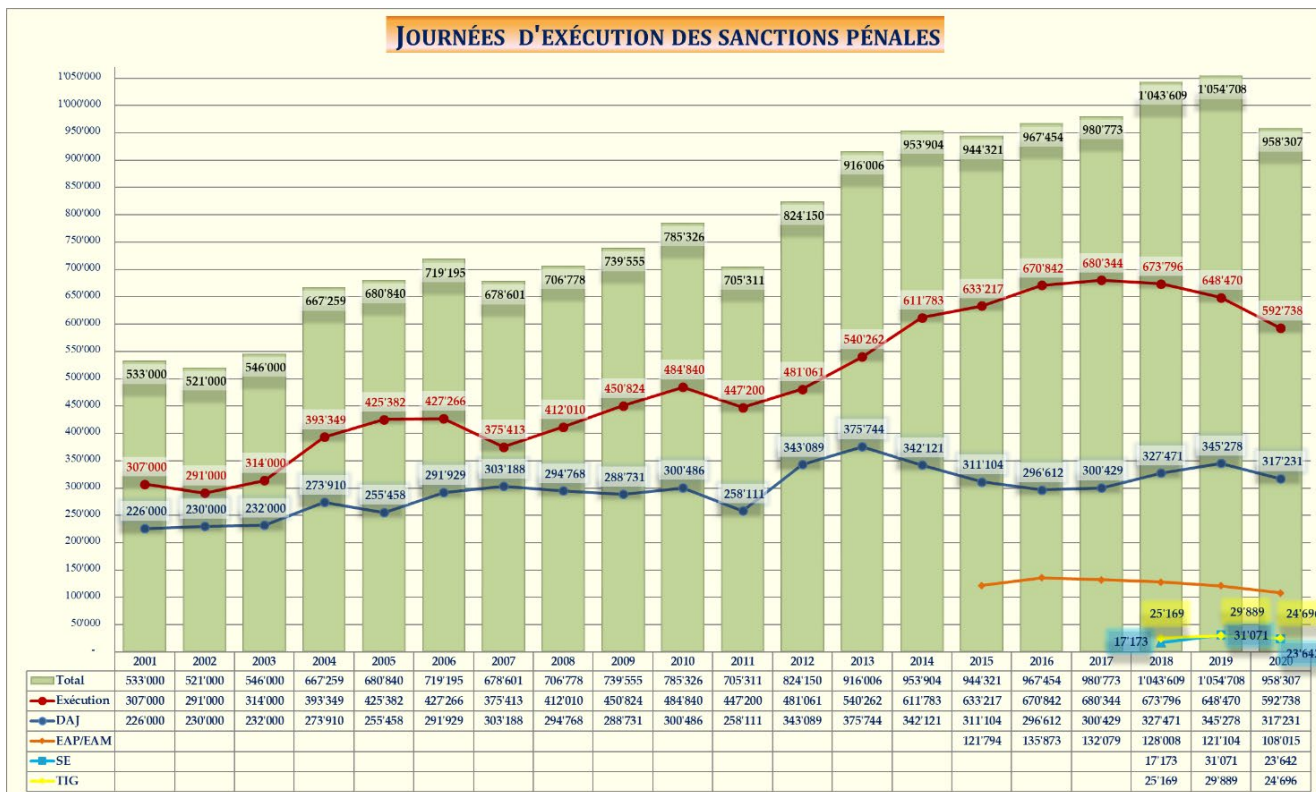
Quant aux standards « mesures », la deuxième version est en cours de consultation auprès de la CCL.

C. Statistiques

En 2020, le concordat latin a connu une baisse des journées d'exécution des sanctions pénales par rapport aux deux dernières années.

Plus précisément, ce sont **909'969** (2019 : **993'748** ; **-8,43%**) journées de détention (en établissements), avec un taux d'occupation global de 100.64% (2019 : **110.08%**), auxquelles se sont ajoutées **23'642** journées en surveillance électronique (2.46%) (2019 : **31'071** ; **- 23.9%**) et **24'696** journées de TIG (2.57%) (2019 : **29'889** ; **- 17.37%**), soit un total de **958'307** journées d'exécution de privation ou de restriction de liberté (2019 : **1'054'708** ; **-9.14%**).

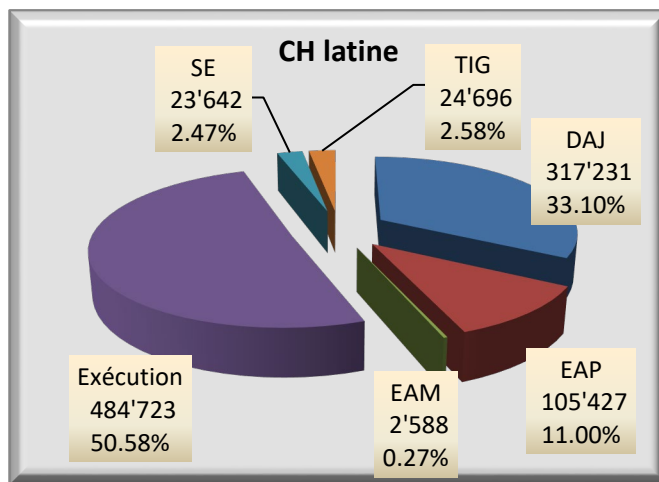
Dans le détail, au niveau du concordat :



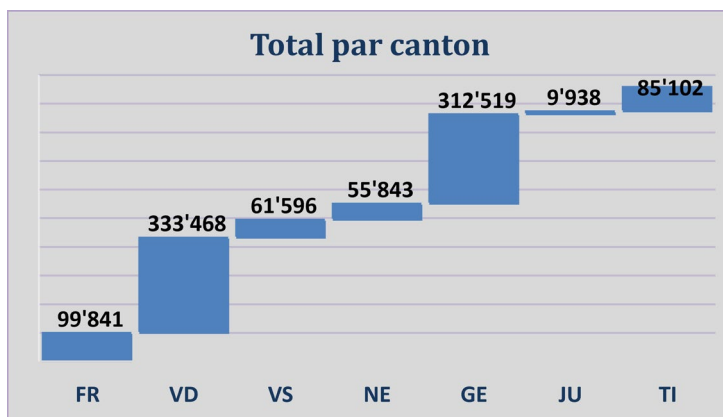
Graphique 1

Par rapport à l'année 2019, la baisse est généralisée pour toutes les formes de détention ou d'exécution de peines. Il n'est pas déraisonnable de mettre cette baisse en lien avec la pandémie. Les exécutions anticipées de sanctions continuent, quant à elle, d'être à la baisse (-10.8%).

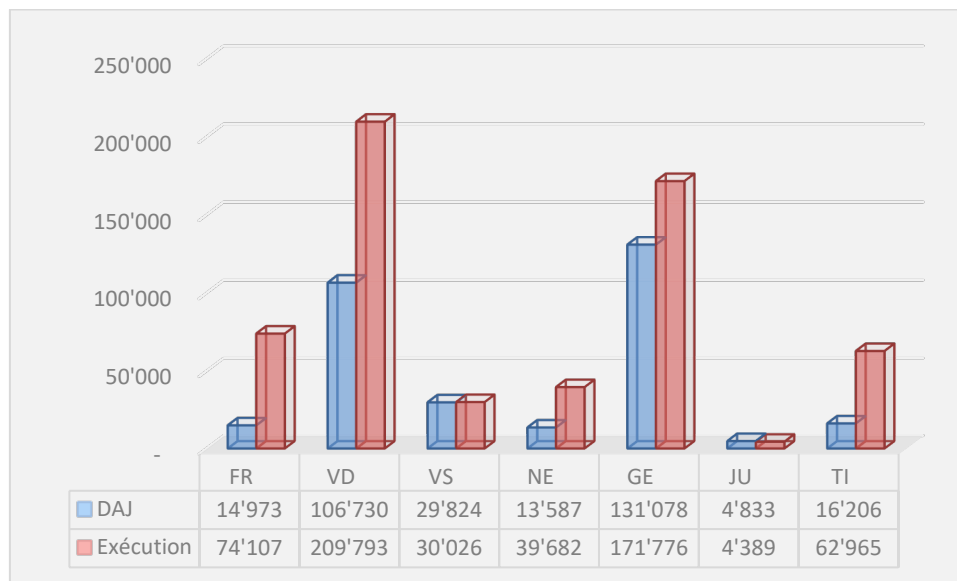
Dans le détail :



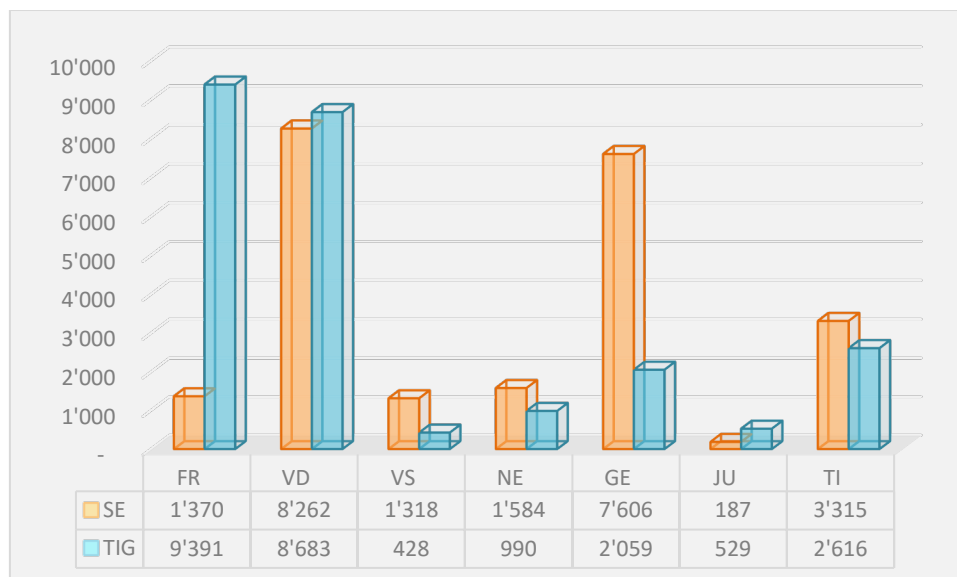
Graphique 2



Graphique 3



Graphique 4



Graphique 5

D. Planification concordataire

Suite au refus du projet *Les Dardelles* par le Grand Conseil genevois, une alternative est à l'étude.

3. Concordat latin du 24 mars 2005 sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures

A. Pramont

a) Taux d'occupation pour l'année 2020

Régimes	Nuitées	Taux d'occupation
Mesures mineurs (15 DPMIn) et jeunes adultes (61 CP)	8812	100.32%

Tableau 2

b) Liste d'attente au 04.03.2021

Article 15 al. 2 DPMIn	Mineurs	32
Article 61 CP	Jeunes adultes	5

Tableau 3

c) Répartition des mineurs et journées de placement par canton en 2020

	Secteurs concordataires (24 places)				Secteurs non concordataires (9 places)						TOTAUX	
	Article 15 DPMIn*		Garde provisionnelle (GP)*		Garde provisionnelle (GP) courte durée*		Articles 16 et 25 DPMIn		Détenition avant jugement			
	Nbre mineurs	Nbre journées	Nbre mineurs	Nbre journées	Nbre mineurs	Nbre journées	Nbre mineurs	Nbre journées	Nbre mineurs	Nbre journées	Nbre mineurs	Nbre journées
Fribourg	1	366	1	172	-	-	-	-	2	10	4	548
Genève	2	541	2	531	-	-	17	93	-	-	21	1165
Vaud	4	609	4	760	2	7	3	17	1	14	14	1407
Neuchâtel	1	366	2	431	1	9	3	12	3	36	10	854
Jura	1	246	5	1380	-	-	4	19	-	-	10	1645
Valais	-	-	2	298	20	169	12	49	26	137	60	653
Tessin	3	1098	-	-	-	-	-	-	-	-	3	1098
Berne	2	250	1	305	-	-	2	23	-	-	5	578
TOTAL	14	3476*	17	3877*	23	185*	41	213	32	197	127	7948

Tableau 4

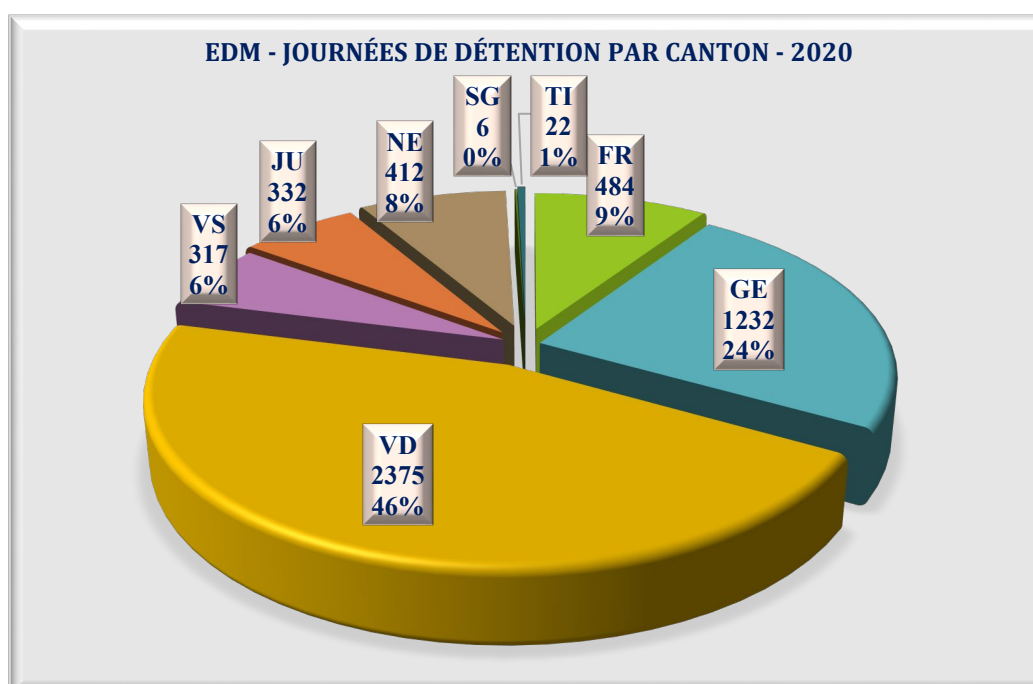
d) Formations certifiantes chez les jeunes

En 2020, trois jeunes adultes placés en article 61 CP ont débuté une formation certifiante AFP en interne de l'établissement. Cela représente 50% des jeunes adultes présents dans l'établissement. Pour ce qui est des mineurs placés en article 15 DPMIn, dix jeunes étaient en formation certifiante durant l'année. Cela représente 37% des jeunes présents dans l'établissement.

B. EDM Aux Léchaïres*Statistiques 2020*

a) Occupation par canton

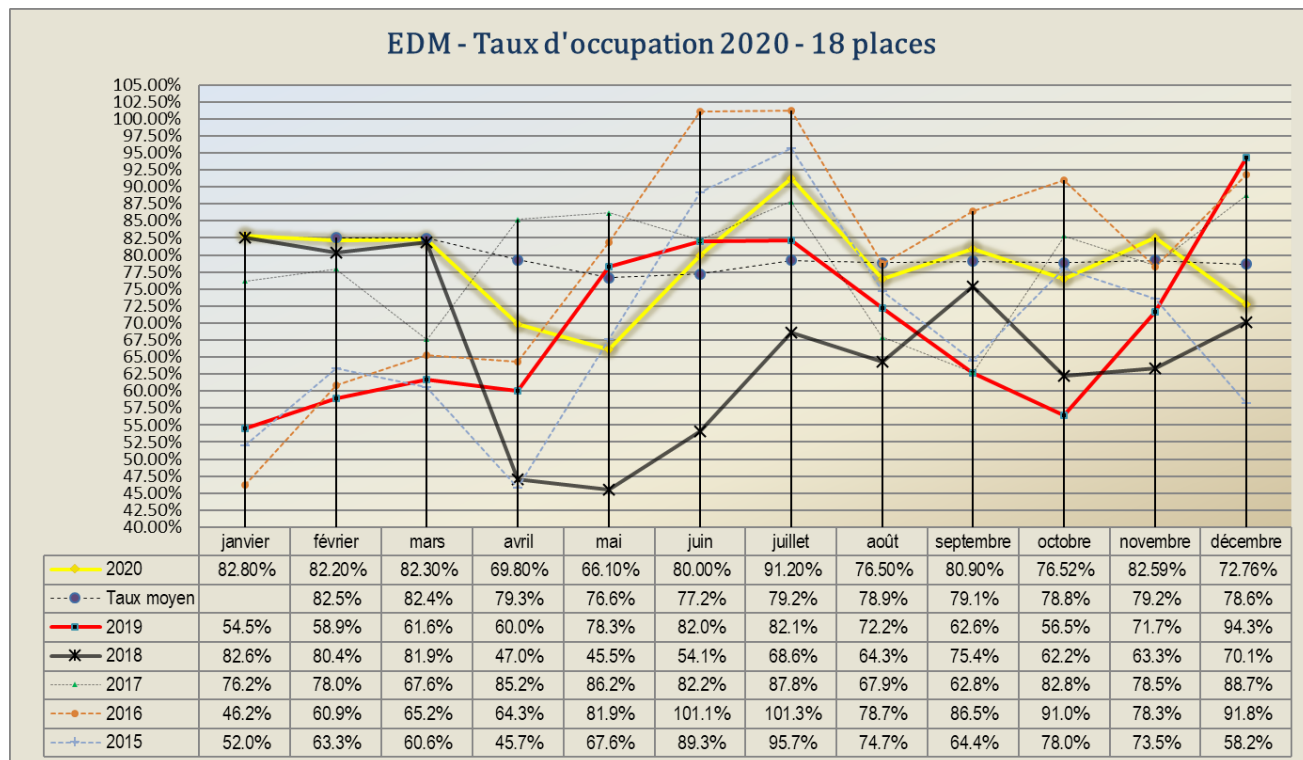
Pour l'année 2020, les journées par canton concordataire se répartissent comme suit, en nombre et en pourcents respectifs, sur un total de 5'180 :



Graphique 6

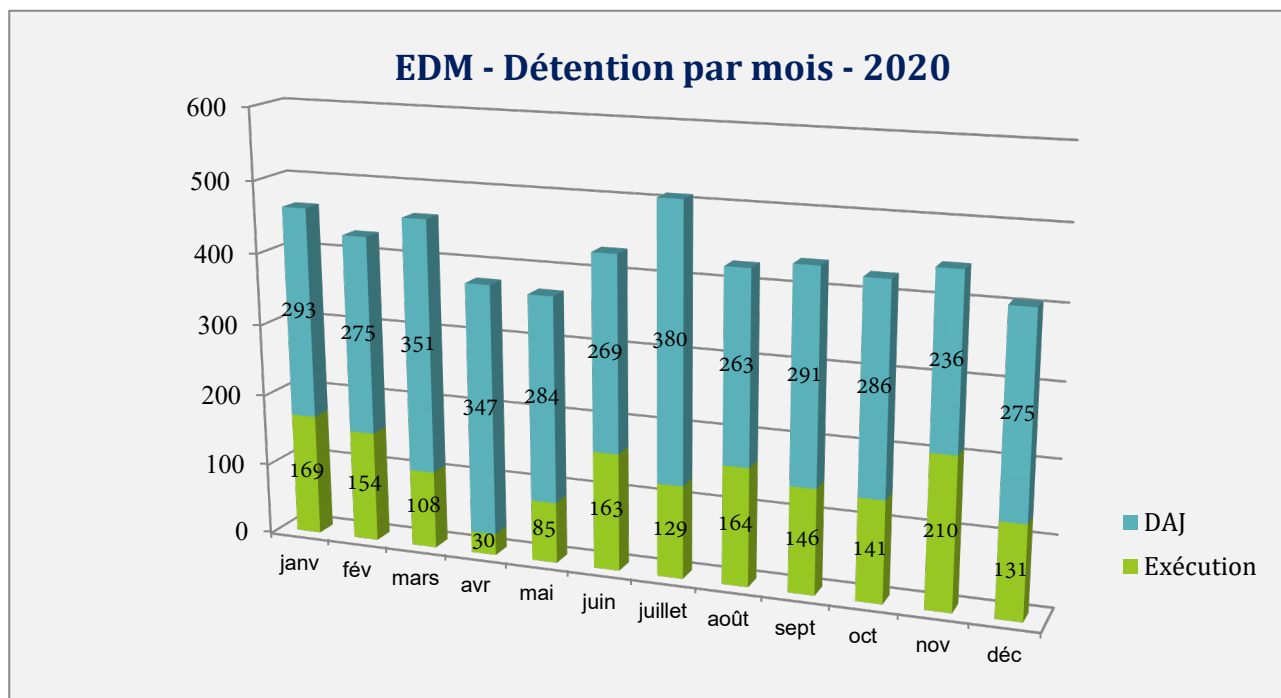
b) Taux d'occupation

Le taux d'occupation moyen pour 2020 est de 78,6%, alors qu'il était de 69,6% en 2019.

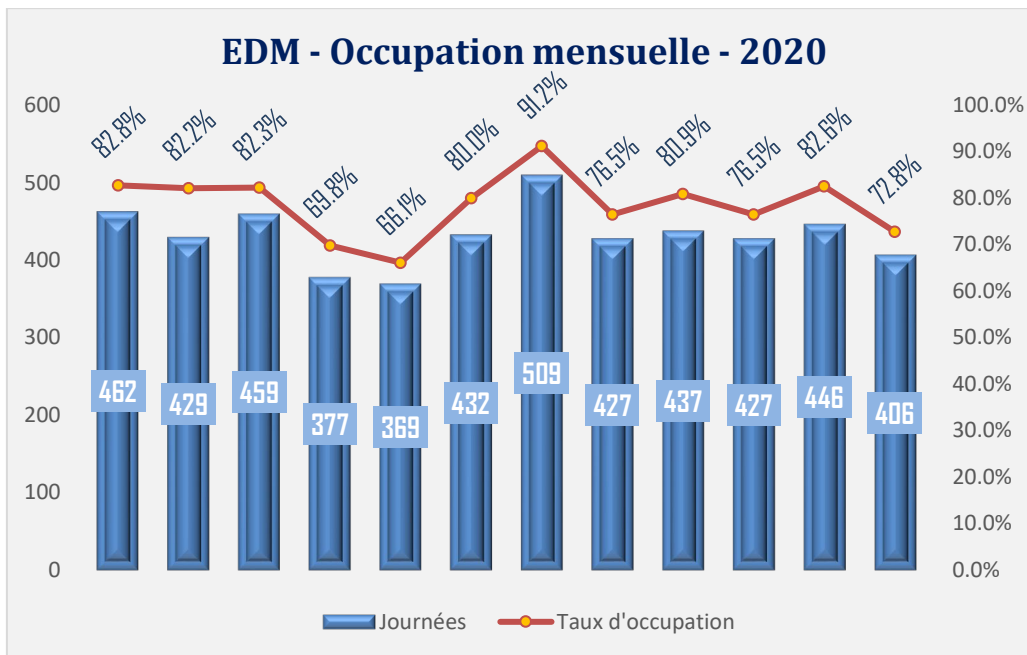


Graphique 7

c) Journées de détention par mois

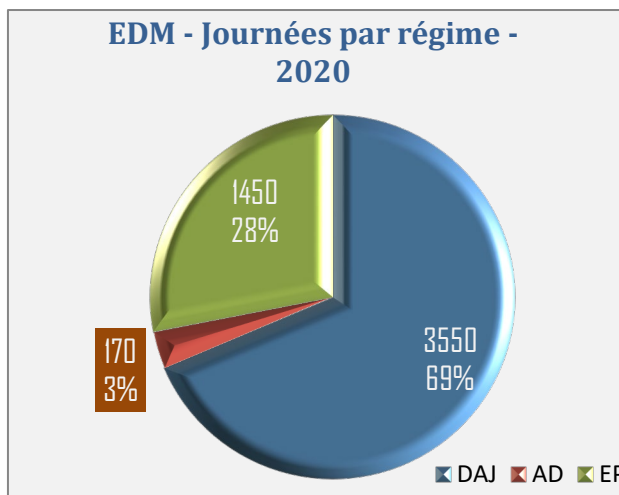


Graphique 8

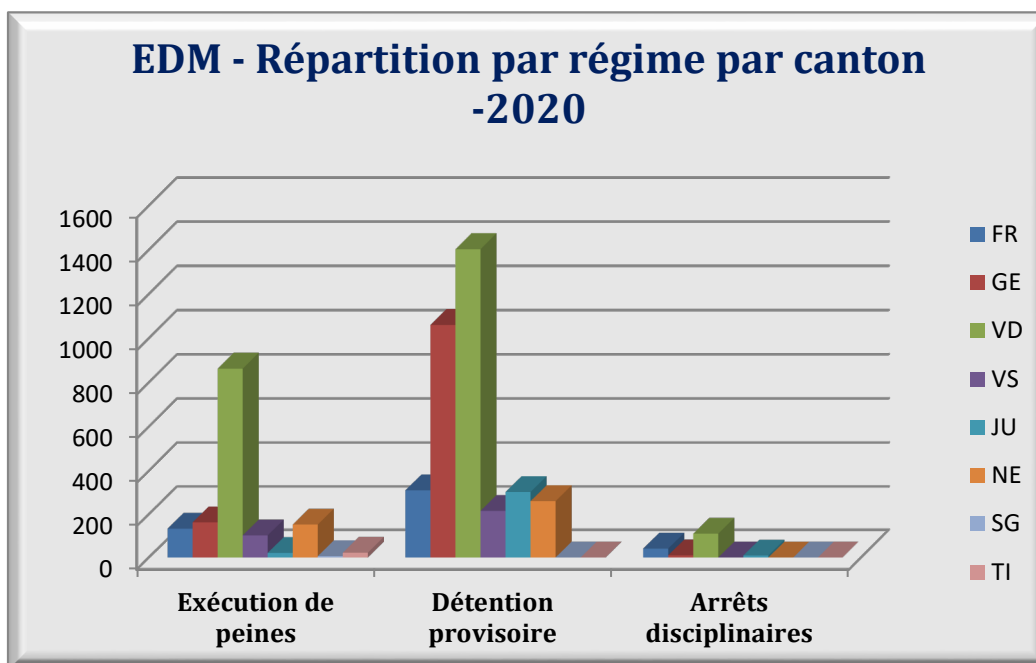


Graphique 9

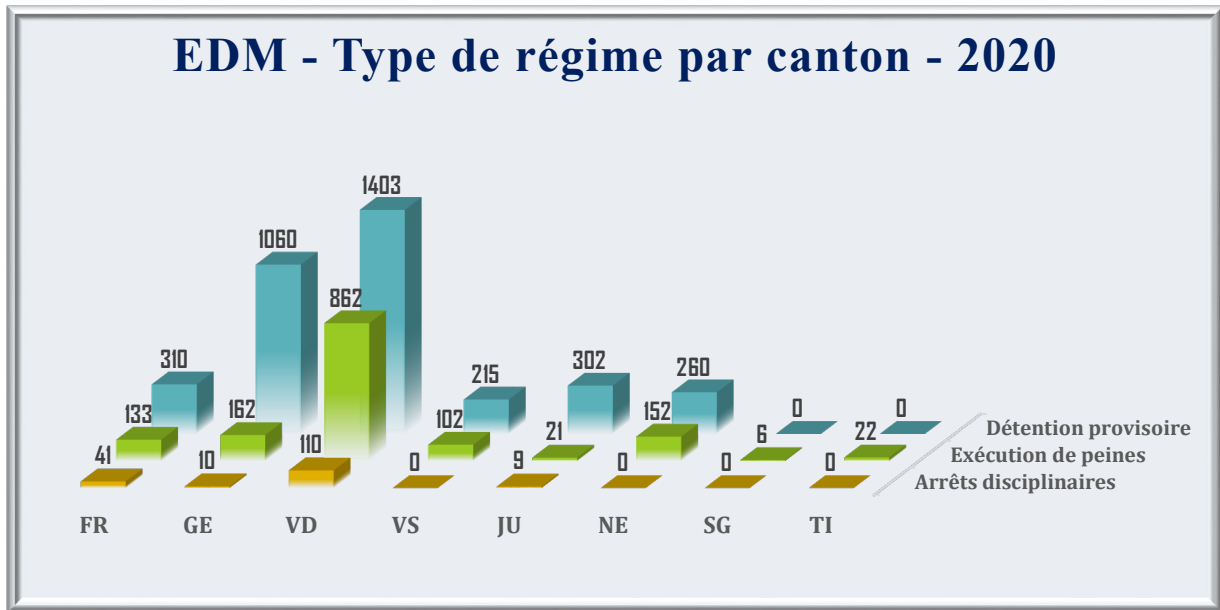
d) Journées par régime



Graphique 10



Graphique 11



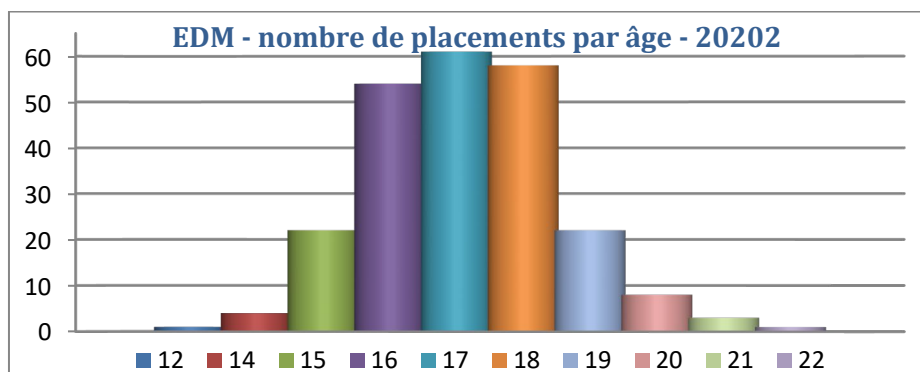
Graphique 12

e) En chiffres consolidés selon plusieurs variables :



Graphique 13

f) Placements par âge

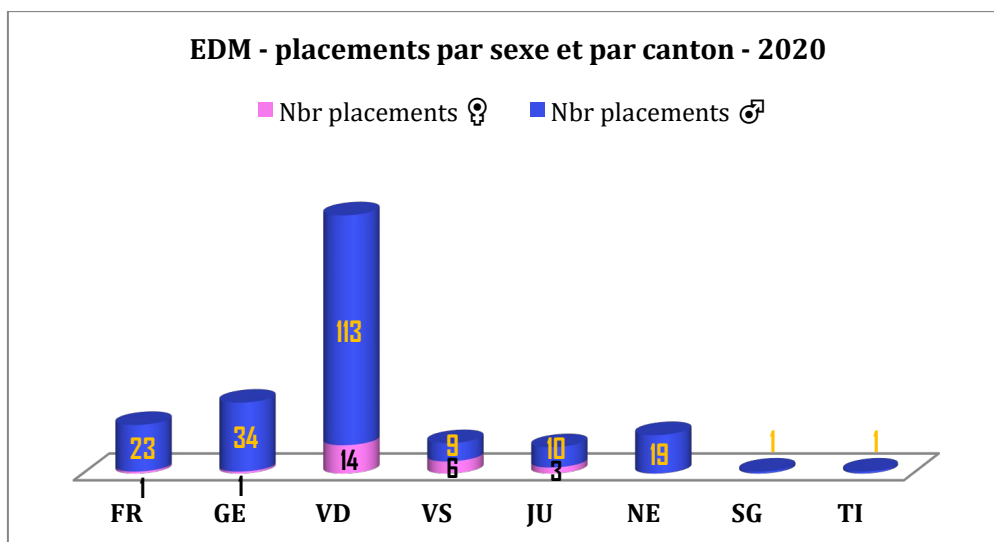


Graphique 14

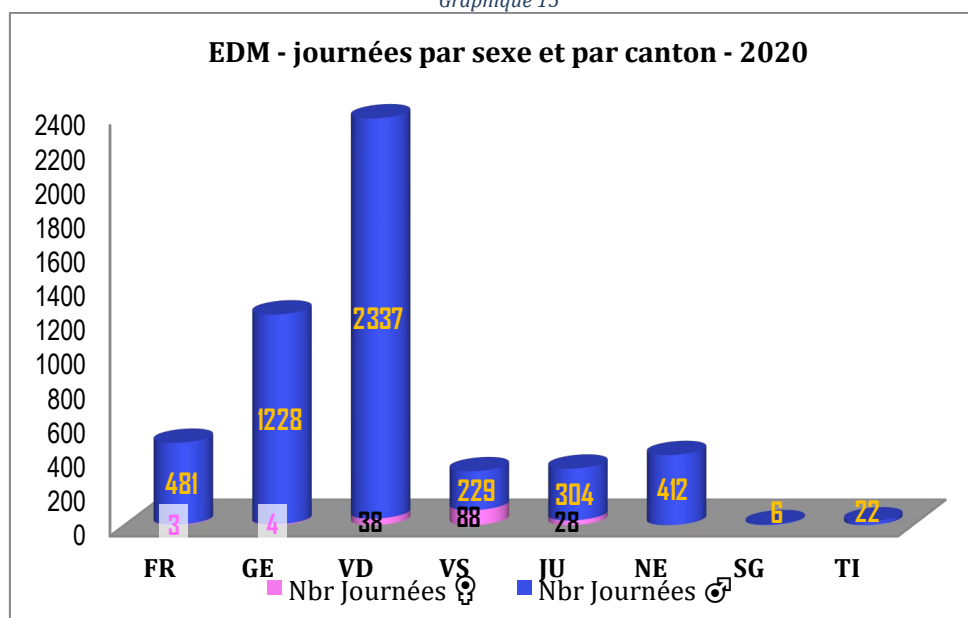


L'âge médian s'est déplacé de 18 ans à 17 ans, pour la 1ère fois depuis l'ouverture en 2014 !

g) Placements par sexe



Graphique 15



Graphique 16

C. Etablissement fermé pour jeunes filles

Le concept révisé de Time Up a été déposé à l'OFJ, via l'office de liaison fribourgeois, le **23 décembre 2020**.

Ce concept a été validé par l'OFJ le **27 janvier 2021**. En tant que concept cadre, il sert maintenant de base à l'élaboration du projet de construction à soumettre à l'OFJ. Le traitement de la demande suit les phases décrites ci-dessous¹ :

1 ^{ère} phase : concept et programme des locaux	2 ^e phase : avant-projet	3 ^e phase : projet	4 ^e phase : décompte final
Comprend notamment : Dépôt de la demande / concept / programme des locaux	Plans / estimation des frais (+/- 25%)	Description du projet / plans / devis +/- 10% / approbation des frais / approbation du financement	Décompte / plans d'exécution

Tableau 5

¹ <https://www.bj.admin.ch/bj/fr/home/sicherheit/smv/baubebtraege.html>

Avant l'ouverture du Time Up, quelques questions (phase d'entrée ; contact avec la famille ; prises d'urine ; sanctions) doivent encore être clarifiées dans le cadre du concept détaillé, lequel doit être adressé à l'OFJ deux mois avant l'ouverture.

Le **4 février 2021**, la FFJ a eu une séance avec le Service de prévoyance sociale (SPS) et le service de l'OFJ en charge des constructions pour la suite des travaux selon leur protocole décrit ci-dessus.

Il convient de souligner que, par rapport aux premières réflexions (qui figurent dans le concept actuel) relatives à la nouvelle construction, la Confédération demande d'envisager la possibilité d'agrandissement. Dans cette optique, le programme des locaux doit être réexaminé.

Le calendrier global suivant a été établi :

Nouveau programme des locaux avec esquisse projet d'intention.	Mars 2021
Validation	Avril 2021
Projet estimation des coûts	Juillet 2021
Validation	Septembre 2021
Dépôt de l'enquête public	Novembre 2021
Procédure enquête + préparation exécution	Avril 2022
Début des travaux	Juin 2022
Réception de l'ouvrage	Juin 2023

Tableau 6

D. Ancien Foyer d'éducation de Prêles

a) Contexte

1. En février 2016, le canton de Berne a annoncé la fermeture du Foyer d'éducation de Prêles pour la fin de l'année 2016. En décembre 2015, cette structure de 70 places pour le placement de garçons en milieu fermé, semi-fermé et ouvert n'accueillait plus que 25 mineurs, placés uniquement par les juges des mineurs de Suisse latine.
2. Les infrastructures de Prêles sont actuellement inoccupées. Elles sont en bon état et peuvent être remises en fonction relativement rapidement.
3. Il existe un besoin partagé entre le concordat latin et le canton de Berne en matière de places institutionnelles pour mineurs.
4. Les bases d'une collaboration entre le concordat latin et le canton de Berne en vue de l'utilisation conjointe des infrastructures de Prêles afin de couvrir les besoins en termes de placements en milieu fermé de jeunes francophones ont ainsi pu être établies.
5. Un comité de pilotage a été constitué pour mener le projet d'une possible réhabilitation partielle de l'ancien Foyer d'éducation de Prêles, comité composé de Mike Klossner (BE), des juges des mineurs Patrick Oberson (VD) et Marika Sabatini (BE), ainsi que du secrétaire du concordat latin.
6. Il est paru évident que l'exploitation de l'infrastructure devrait être assumée par une institution indépendante (Trägerschaft), telle une fondation, dès lors qu'il n'était pas envisageable qu'un canton assume la réhabilitation et la gestion du foyer (locaux, personnel, etc.).
7. Par lettre du 4 juin 2020, la Fondation Suisse Bellevue (FSB) a ainsi été contactée pour savoir si elle serait disposée à assumer cette mission.
8. Le 26 février 2021, la FSB a indiqué que le conseil de fondation avait décidé d'obtenir des informations complémentaires avant de prendre une décision finale sur le « dossier Prêles », déléguant à cette fin deux de ses membres.
9. Une première séance du comité de pilotage, incluant les deux représentants de la FSB précités, a lieu le 19 mars 2021, en visioconférence.
10. Il est ainsi apparu, aux termes des propos de ses deux représentants, que la FSB n'était pas prête, en l'état, à prendre le lead dans ce projet. Elle attend ainsi une « pré-étude », réalisée par un mandataire externe, définissant l'organisation du projet (y compris ses éléments temporels), le groupe de projet, le groupe de pilotage, l'implication des membres de la FSB, la faisabilité financière, etc. Ce ne serait qu'ensuite qu'il pourrait être décidé si l'exploitation du site peut être assumée par la FSB ou confiée à une autre entité.

11. Lors de sa séance du 25 mars 2021, la Conférence du concordat, organe décisionnel de ce dernier, a décidé de mandater un tiers pour mener l'étude de projet.

b) Contour du mandat de projet

1. Une étude des besoins n'est pas nécessaire puisque le nombre de places à disposition est donné (22 places) et que la liste d'attente de 32 mineurs à Pramont démontre que l'occupation de la structure semble garantie.
2. Dans la mesure où le site de Prêles est d'ores et déjà construit pour ce type d'occupation et qu'il peut être rendu opérationnel relativement rapidement, l'aspect immobilier du mandat se limiterait à définir le programme des locaux, entendu dans leur mise à niveau compte tenu des normes actuelles et du concept actualisé de l'établissement.
3. Le concept élaboré pour Dombresson pourrait être repris et, en s'appuyant sur le concept du Centre éducatif fermé de Pramont, relativement facilement adapté en fonction de l'exploitation spécifique de la structure de Prêles.
4. Sur la base des informations obtenues de l'Office des immeubles et des constructions du canton de Berne, une projection des charges financières devrait être aisée à établir.
5. S'agissant des charges du personnel d'encadrement, une comparaison avec le Centre éducatif fermée de Pramont devrait permettre également de présenter une estimation fiable de cette part importante des coûts de fonctionnement d'une telle structure.
6. Le mandat de projet devrait ainsi tendre à établir un concept portant sur les aspects organisationnels, structurels, financiers et pédagogiques de la structure réhabilitée de Prêles.

c) Etapes prévues

Fin mai 2021	:	validation du mandat de projet et constitution du groupe de projet
Mi-octobre 2021	:	rapport intermédiaire
Novembre 2021	:	détermination la Conférence du concordat sur les conclusions et propositions du rapport intermédiaire
Février 2022	:	rapport final et dépôt du projet de concept à l'OFJ
Fin mars 2022	:	décision de principe de la Conférence du concordat sur la faisabilité du projet
Fin avril 2022	:	décision de principe de la Fondation Suisse Bellevue sur la mise en œuvre du projet
Juin 2022	:	dépôt du concept à l'OFJ
(Début 2024	:	ouverture de la structure)

Blaise Péquignot

Secrétaire général



Message 2021-DFIN-12

20 avril 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur le personnel de l'Etat

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers; RSF 122.70.1). Le présent rapport explicatif est structuré de la manière suivante:

1. Origine et nécessité du projet	1
2. Principales opérations réalisées	1
3. Commentaires des dispositions	3
4. Incidences financières	8
5. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité	9
6. Conclusion	9

1. Origine et nécessité du projet

Par motion déposée et développée le 9 février 2017 (2017-GC-18), les députés Nicolas Kolly et Romain Collaud ont relevé que la dernière révision complète de la LPers datait de 2001, que son contenu n'était plus d'actualité et qu'il y avait lieu de l'adapter aux réalités actuelles du monde du travail. Par leur motion, les députés ont demandé la modification totale de la LPers.

Dans sa réponse du 27 juin 2017 (BGC septembre 2017 p. 1786ss), le Conseil d'Etat a rappelé que, si la LPers datait de 2002 déjà, elle restait néanmoins actuelle, en comparaison avec les autres législations de droit public en matière de personnel. Toutefois, le Conseil d'Etat a également manifesté son ouverture à examiner si certaines adaptations ne devaient pas être faites, pour tenir compte des dernières évolutions du monde du travail et afin que l'Etat demeure un employeur attractif. Le Conseil d'Etat a proposé au Grand Conseil d'accepter la motion, tout en précisant que le périmètre de révision devra encore être déterminé et que le délai légal d'une année dès l'acceptation de la motion ne pourra pas être respecté.

Cette motion a été acceptée par le Grand Conseil dans sa séance du 13 septembre 2017.

Entre-temps, ce besoin de révision de la LPers s'est trouvé renforcé. D'une part, le Conseil d'Etat a mandaté le Service du personnel et d'organisation (SPO), déjà avant le dépôt de

la motion, pour consulter les différentes Directions et établissements, afin d'examiner l'opportunité d'une révision de la LPers. Les réponses reçues ont laissé apparaître certaines attentes de modifications législatives. D'autre part, la mise en œuvre du projet d'élaboration d'une politique du personnel à l'Etat nécessitait également, en fonction des choix d'action retenus, une adaptation de la législation sur le personnel de l'Etat.

Dans le cadre du programme gouvernemental et plan financier de la législature 2017–2021, le Conseil d'Etat a manifesté sa volonté de moderniser sa réglementation sur le personnel afin de répondre aux attentes des collaborateurs et collaboratrices et du management en termes de conduite, de flexibilité et de temps de travail.

2. Principales opérations réalisées

Il est primordial que l'Etat continue à être un employeur attractif, compétitif et social, avec des conditions de travail modernes. En effet, le monde actuel avec les mutations rapides de l'économie, de la technologie et de la société exige que l'Etat soit agile et puisse se réformer. Pour y parvenir, l'Etat-employeur a besoin d'une gestion du personnel dynamique, dont les bases sont définies par le projet de «Politique du personnel». Aussi le but de cette révision est de mettre à jour la législation sur le personnel, en tenant compte 1) des changements récents dans le monde du travail, 2) de la capacité de l'Etat de rester un employeur concurrentiel, 3) de per-

mettre la mise en œuvre législative du projet «Politique du personnel».

La présente révision partielle nécessite également une adaptation du règlement sur le personnel de l'Etat de Fribourg (RPers, RSF 122.70.11). En effet, ces deux législations sont étroitement liées et ne sauraient être révisées séparément: la LPers en tant que «loi-cadre» et le RPers comme règlement d'exécution.

Pour ces motifs, le Conseil d'Etat a nommé en janvier 2019 un comité de pilotage (composé de la Délégation du Conseil d'Etat pour les questions du personnel) ainsi qu'un groupe de travail inter-directions, chargés de délimiter le périmètre de révision de la LPers et du RPers et d'établir une liste de modifications des dispositions légales. Le Conseil d'Etat a également demandé qu'une enquête auprès des cantons suisses et de la Confédération soit réalisée, afin de connaître les conditions de travail offertes au personnel dans les autres administrations. L'enquête intercantonale a porté notamment sur la durée de la période probatoire, la gratification d'ancienneté et les différents congés de courte durée octroyés au personnel (congé paternité, proche aidant, congé adoption). Les associations de personnel (Fédération des associations du personnel des services publics du canton de Fribourg, le Syndicat suisse des Services publics, l'Association des cadres supérieurs et magistrats, magistrates de l'Etat de Fribourg et l'Association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire) ont été consultées et leurs propositions ont été soumises au groupe de travail. Le 24 septembre 2019, le Conseil d'Etat a pris une décision concernant le périmètre de la révision de la LPers et du RPers.

Sur proposition du groupe de travail, le Conseil d'Etat n'a pas donné suite à la proposition des motionnaires visant à introduire un système de palier moins progressif, à 30 paliers pour les raisons énumérées ci-après. Premièrement, la politique salariale est une question qui ne peut être examinée seule, sans une réflexion globale sur le «système de rémunération» des employés de l'Etat de Fribourg. Cette thématique complexe et sensible ne peut pas se faire dans le cadre de ce projet, compte tenu de la planification prévue. Elle mériterait d'être examinée, à elle seule, dans le cadre d'un projet spécifique sur la rémunération. Deuxièmement, le Conseil d'Etat est d'avis que le système salarial actuel donne globalement satisfaction puisqu'il permet à l'Etat de se positionner en tant qu'employeur compétitif et attractif sur le marché de l'emploi. Troisièmement, le Conseil d'Etat relève que la politique salariale est déjà largement du domaine de sa compétence et que la LPers ne doit pas être modifiée sur ce point. Ainsi, il revient au Conseil d'Etat de fixer les échelles de traitement, le minimum et le maximum de celles-ci restant de la compétence du Grand Conseil (principe de la légalité). Le Gouvernement est également compétent pour déterminer le nombre des classes, le minimum et le maximum de chacune, ainsi que la valeur des échelons et leur nombre. Ce dernier est

également habilité à adapter les échelles au renchérissement et à l'évolution des salaires réels, tout en prenant en compte la situation financière de l'Etat. Enfin, la valeur des prestations annexes (gratification, allocations) entre aussi dans la sphère de compétences du Gouvernement. S'il devait s'avérer un jour nécessaire de modifier les échelles de traitement, le Conseil d'Etat en a aujourd'hui déjà la compétence par une adaptation du RPers. Le second grief avancé par les motionnaires en lien avec la rigidité de la classification et l'échelonnement des traitements n'a pas non plus été intégré dans le périmètre de révision pour les motifs longuement développés par le Conseil d'Etat dans sa réponse à la motion du 27 juin 2017 (RCE_2017-GC-18).

La révision de la LPers et du RPers porte principalement sur:

- > *la modernisation/l'intégration de nouveaux thèmes*: de nouveaux thèmes ont été inclus dans les principes de la politique du personnel, tels que la conciliation de la vie privée et de la vie professionnelle, la flexibilisation des formes de travail et du lieu de travail, et l'encouragement des comportements écologiques.
- > *la période probatoire et la reconnaissance officielle de la qualité d'agent ou agente des services publics*: la période probatoire, actuellement d'une année, est réduite à six mois. En effet une période d'une année est particulièrement longue comparativement à ce qui est prévu par les autres administrations cantonales et la Confédération. Cette période peut être préjudiciable aux nouveaux collaborateurs et collaboratrices, car il n'existe, par exemple, pas de protection contre les licenciements durant cette période et les exigences concernant la motivation des décisions de licenciement sont peu élevées. De plus, la reconnaissance officielle, qui a pour but de souligner la mission spécifique du collaborateur ou de la collaboratrice engagé-e au service de l'Etat, est supprimée.
- > *instauration de nouveaux congés et prolongation de congés déjà existants*. Le congé paternité, précédemment de cinq jours, a été étendu à quinze jours et va ainsi au-delà du minimum légal introduit le 1^{er} janvier 2021 par la Loi fédérale sur les allocations pour perte de gain (LAPG; RS 834.1), ce toujours dans une optique d'une meilleure conciliation entre vie privée et professionnelle et de permettre à l'Etat-employeur de fidéliser ses collaborateurs.

Enfin, un congé pour proches aidants et un congé pour enfants gravement malades ont été introduits dans le RPers afin de reprendre la réglementation introduite dans le Code des obligations par la loi fédérale du 20 décembre 2019 sur l'amélioration de la conciliation entre activité professionnelle et prise en charge de proches.

- > *l'indemnité de situation acquise*: cette indemnité a été mise en place pour les collaborateurs et les collaboratrices de 55 ans et plus, qui, au cours d'une réorganisation de leur service, se voient contraint-e-s de changer de fonction et d'accepter un poste moins bien rémunéré. Pour ne pas précariser des personnes à l'approche de leur retraite, cette catégorie de collaborateurs et collaboratrices peuvent toucher une indemnité correspondant à la différence entre l'ancien et le nouveau traitement jusqu'à la fin de leurs rapports de service.
- > *la procédure de licenciement ordinaire*: L'enquête sur les besoins de révision menée auprès des Directions et des établissements a montré le besoin d'alléger la procédure de résiliation des rapports de service. La présente révision simplifie ladite procédure tout en préservant les droits des collaborateurs et collaboratrices. Le texte révisé supprime l'obligation d'une évaluation formelle des prestations avant l'introduction d'une procédure de résiliation et partant la procédure de réexamen.

Enfin, bien que la LPers soit loin d'être obsolète, il a été procédé à un toilettage des dispositions légales existantes afin de les adapter aux pratiques actuelles et de supprimer les dispositions qui ne sont plus appliquées.

3. Commentaires des dispositions

Article 4 LPers – Objectif

La législation actuelle confie au Conseil d'Etat un certain nombre de tâches dans le but d'œuvrer à une politique du personnel moderne et cohérente. Avec la définition et l'adoption de la nouvelle politique du personnel par le Conseil d'Etat, le projet de révision poursuivra l'objectif de la valorisation optimale des ressources humaines de l'Etat en tenant compte des besoins de l'employeur, de l'employé-e et du citoyen et de la citoyenne destinataire des prestations/actions de l'administration. Pour atteindre cet objectif, de nouveaux principes seront mis en œuvre dont:

- > la conciliation de la vie personnelle et de la vie professionnelle;
- > la mise en place de nouvelles formes flexibles de travail et de temps de travail;
- > le développement des compétences et du potentiel des collaborateurs et collaboratrices et des cadres, notamment par la formation, en fonction de leurs aptitudes et leurs qualifications;
- > la promotion de la santé et de la sécurité au travail;
- > l'attractivité de l'Etat-employeur afin d'assurer l'engagement et la fidélisation du personnel;
- > l'intégration des personnes atteintes durablement dans leur santé physique ou psychique ou présentant des difficultés d'insertion socioprofessionnelle;

- > l'encouragement des comportements écologiques et la promotion de la mobilité douce, dans le cadre du développement durable;
- > la promotion du bilinguisme.

Article 8 LPers – Conseil d'Etat

Une nouvelle lettre a¹ est introduite à l'alinéa 1 octroyant au Conseil d'Etat la compétence de définir et d'adopter la politique du personnel.

La lettre f de l'alinéa 1 subit une adaptation législative en raison de la modification apportée à l'article 128 (cf. commentaire relatif à l'article 128).

Article 10 LPers – Chef-fe de service

L'alinéa 1 lettre d) est supprimé dans le sens où il n'appartient en effet pas au chef ou à la cheffe de service d'assurer la coordination avec les autres services de l'Etat.

Article 12 LPers – Service du personnel et d'organisation – Attributions

De par sa nature de partenaire, de soutien et de contrôle, le Service du personnel et de l'organisation a les attributions mentionnées dans l'art. 12 LPers, notamment en matière de politique et de stratégie des Ressources humaines. Le Conseil d'Etat délègue à ce service l'élaboration de la politique des Ressources humaines tout en gardant la responsabilité de la superviser et de la valider.

Articles 14 et 15 LPers – Commission consultative

Les articles 14 et 15 sont abrogés. En effet, dans la mesure où cette commission n'a siégé que très rarement depuis l'entrée en vigueur de la loi actuelle, le Conseil d'Etat considère qu'il n'est pas nécessaire de la maintenir. Il relève également que les associations du personnel sont souvent associées aux prises de décision, notamment par des rencontres régulières avec la Délégation du Conseil d'Etat pour les questions de personnel (DCEQP). La commission consultative fait dès lors doublon avec cette organisation et s'est prononcée elle-même en accord avec sa suppression.

Article 20 LPers – Formation

Il y a lieu ici d'adapter la rédaction de cet article. En effet, le Conseil d'Etat n'«établit» pas le concept général mais il l'«adopte».

Article 25 al. 3 LPers – Mise au concours

La procédure de mise au concours étant identique pour les postes à temps plein et à temps partiel, cet alinéa est abrogé.

Article 28 al. 4 LPers – Examen médical

Le renvoi à la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat est sans utilité, cette loi étant de toute manière une *lex specialis*.

Article 31 LPers – Période probatoire – Principe

Actuellement, la période probatoire du personnel soumis à la LPers est de douze mois. Le projet préconise, quant à lui, de raccourcir cette période pour tous les contrats de durée indéterminée. L'expérience a démontré qu'un temps d'essai de douze mois n'était pas nécessaire pour pouvoir juger des capacités d'un collaborateur ou d'une collaboratrice. De plus, le collaborateur ou la collaboratrice se trouve dans une zone d'incertitude quant à sa situation pendant un grand laps de temps. Cette période a donc été fixée à six mois. Pendant le temps d'essai, il est prévu deux délais de résiliation, l'un pendant les deux premiers mois d'une semaine d'avance pour la fin d'une semaine et l'autre d'un mois d'avance pour la fin d'un mois et ce, dès le troisième mois.

Durant cette période probatoire, les rapports de service peuvent être résiliés librement sans procédure préalable, simplement en respectant les délais. La résiliation extraordinaire des articles 44ss de la LPers reste naturellement réservée. Par ailleurs, cette période d'essai doit assurer au collaborateur ou à la collaboratrice un suivi attentif par ses supérieur-e-s. Le temps d'essai peut être inférieur à six mois pour une personne déjà expérimentée dans la fonction. Il peut aussi être abrégé en cours d'écoulement en raison de l'expérience et des aptitudes particulièrement bonnes du nouveau collaborateur ou de la nouvelle collaboratrice (par exemple pour les transferts internes). Pour les contrats de durée déterminée, la période probatoire peut être supprimée ou diminuée, selon la durée de l'engagement. En revanche, s'il existe un doute sur la capacité du collaborateur ou de la collaboratrice d'occuper son poste de travail, la période probatoire peut être prolongée de six mois au plus. Une nouvelle prolongation n'est plus possible.

Article 32 LPers – Fin de la période probatoire et reconnaissance officielle

Au terme de la période probatoire, une reconnaissance officielle de la qualité d'agent ou d'agente des services publics était donnée aux collaborateurs et collaboratrices qui démontraient une aptitude à exercer leur fonction. Cette reconnaissance ayant uniquement un caractère constatatoire, l'article 32 de la LPers est abrogé. En effet, au terme de la période probatoire et si les collaborateurs et collaboratrices démontrent une aptitude à exercer leur fonction, ceux-ci sont *de facto* reconnu-e-s en tant qu'agents ou agentes des services publics avec les droits et les devoirs y relatifs. Toutefois, sous l'angle du management, il est recommandé au supérieur ou à

la supérieure hiérarchique de procéder à un «simple» entretien avec le collaborateur ou la collaboratrice avant la fin de la période probatoire.

Article 38 LPers – Motifs de licenciement

L'alinéa 2 est abrogé. Afin d'alléger la procédure de résiliation ordinaire, on renonce à l'obligation d'une évaluation formelle des prestations au sens de l'article 22. Toutefois, sous l'angle du management, il est recommandé au supérieur ou à la supérieure hiérarchique de procéder à un «simple» entretien avec le collaborateur ou la collaboratrice afin de lui signaler les manquements reprochés. Si cet entretien n'a pas lieu ou ne peut avoir lieu (par exemple, en raison de l'incapacité de travail du collaborateur ou de la collaboratrice pour cause de maladie ou d'accident), il n'y aura aucune incidence sur la validité de la procédure, sous réserve notamment du respect des dispositions du règlement du personnel de l'Etat et celles du code de procédure et de juridiction administrative du 23 mai 1991 (CPJA; RSF 150.1).

Article 39 LPers – Contrat de durée indéterminée – Avertissement

L'alinéa 1 est adapté en ce sens qu'il fait référence à présent à une «lettre d'avertissement», et non plus à un «avertissement». En outre, un alinéa 2 est ajouté, qui qualifie l'avertissement en tant que simple mise en garde du collaborateur ou de la collaboratrice. Celle-ci lui donne la possibilité de s'améliorer avant l'éventuel prononcé d'une décision de résiliation ordinaire.

Le nouvel article 39, comme le droit actuel, maintient l'exigence du principe de «l'avertissement» avant le prononcé d'une décision. Celui-ci concrétise le principe constitutionnel de proportionnalité (article 5 al. 2 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999; Cst., RS 101). Ce principe postule que les mesures prises par l'administration soient propres et nécessaires à atteindre le but d'intérêt public poursuivi. C'est-à-dire, avant de résilier les rapports de service, l'Etat-employeur doit prendre toutes les mesures pouvant raisonnablement être exigées de lui pour garder le collaborateur ou de la collaboratrice à son service.

Toutefois, un changement notable intervient quant à la nature de cet avertissement. Alors que sous le droit actuel et la jurisprudence du Tribunal cantonal qui en découle, l'avertissement était considéré comme une décision sujette à recours, désormais il s'agira d'une simple lettre de mise en garde du collaborateur ou de la collaboratrice, destinée à lui éviter des conséquences plus lourdes. Cette adaptation de la législation est rendue possible en raison de l'évolution jurisprudentielle, récente et constante, développée par le Tribunal administratif fédéral. Selon cette haute autorité, la lettre d'avertissement exprime à la fois un reproche et une menace

de sanction à l'égard du collaborateur ou de la collaboratrice. La lettre d'avertissement revêt, ainsi, également le caractère d'une mesure de protection à l'égard du collaborateur ou de collaboratrice. En lui donnant la possibilité de s'améliorer, elle fonde le principe de proportionnalité qui détermine l'activité de l'Etat à l'équilibre des intérêts publics et privés. En qualité de simple lettre de mise en garde – et non plus de décision – la lettre d'avertissement ne peut pas faire l'objet d'un recours. Le cas échéant, un recours sera ouvert dans le cadre de la contestation de la décision de résiliation des rapports de service prononcée par l'autorité d'engagement.

Article 41 LPers – Contrat de durée indéterminée – Conséquences d'un licenciement injustifié

Le droit actuel prévoit que, en cas de résiliation injustifiée, et s'il y a cessation des rapports de service, la première mesure vise à la réintégration du collaborateur ou de la collaboratrice. Or, la pratique démontre que celle-ci est très difficile à mettre en œuvre: alors que le collaborateur ou la collaboratrice n'est plus présent-e sur la place de travail, plusieurs mois s'écoulent avant le prononcé d'une décision sur recours; le poste a été peut-être repourvu; les éventuelles «tensions» nées de la résiliation perdurent; etc. Cela étant, le nouvel article 41 abandonne le droit à une réintégration en cas de résiliation injustifiée. Seules demeurent des prétentions au versement d'une indemnité dont le montant maximal est égal à 18 mois de traitement. Le montant maximal de cette indemnité a été augmenté de six salaires par rapport au droit actuel qui prévoit une indemnité de douze salaires mensuels.

Article 45 LPers – Renvoi pour justes motifs – Procédure

La rédaction de l'article 45 est adaptée. Comme pour la résiliation ordinaire (cf. supra, article 39), la nature juridique de l'avertissement a été modifiée. Le vocable «lettre d'avertissement» remplace la notion d'«avertissement». Il s'agit désormais d'une simple mise en garde, en lieu et place d'une décision. Cela étant, celle-là ne peut faire l'objet d'un recours. Au surplus, il est renvoyé aux explications de la lettre d'avertissement de l'article 39, relative à la résiliation ordinaire des rapports de service.

Article 47a LPers – Indemnité de situation acquise

Les mesures adoptées par le Conseil d'Etat le 8 octobre 2019 l'ont été à titre de mesures transitoires avec comme objectif de les intégrer dans la LPers dans le cadre de sa révision. Il s'agit d'intégrer pour certain-e-s collaborateurs ou collaboratrices d'un certain âge – en l'occurrence les plus de 55 ans, pour qui il est difficile de retrouver un autre emploi – la possibilité d'obtenir une indemnité de situation acquise, soit une indemnité qui leur garantit le maintien de leur salaire, jusqu'à leur retraite, dans des cas de réorganisation au cours

de laquelle ils ou elles se retrouveraient avec un poste moins bien rémunéré, ce comme dans le cadre des réévaluations d'ÉVALFRI.

La LPers pose ainsi le principe dans un nouvel article. Les modalités se retrouvent dans le RPers.

Article 48 LPers – Incapacité durable de travail

Afin de permettre une modification de l'ordonnance du 6 septembre 2003 sur la garantie de la rémunération (RSF 122.72.18) comprise dans le cadre de la nouvelle politique du personnel une flexibilisation de l'actuel article est nécessaire, celui-ci étant très restrictif dans sa rédaction. L'article de la LPers pose ainsi le principe de base. Les modalités du versement et du calcul se retrouvent quant à elle dans l'ordonnance précitée.

Article 62 LPers – Infraction constatée par un membre du personnel

Certaines affaires démontrent la nécessité de préciser les courroies de transmission des renseignements du collaborateur ou de la collaboratrice à l'autorité administrative et pénale (lanceurs d'alerte), de l'autorité administrative à l'autorité pénale, et de l'autorité pénale à l'autorité administrative. Le collaborateur ou la collaboratrice qui, dans le cadre de l'exercice de sa fonction, constate ou éprouve des soupçons sérieux au sujet d'un fait punissable et préjudiciable aux intérêts de l'Etat est tenu-e d'avertir son autorité d'engagement ou le Conseil d'Etat (article 62 al.1). Toutefois, cette obligation ne s'étend pas à des infractions sans gravité, par exemple à la loi sur la circulation routière, à moins que ladite infraction ne soit en rapport avec la nature de la fonction exercée. C'est au collaborateur ou à la collaboratrice de juger de la gravité du fait et de son éventuel lien avec la fonction. L'information risque donc de ne pas toujours être transmise. C'est la raison pour laquelle l'obligation du collaborateur ou de la collaboratrice directement concerné-e se conjugue avec l'obligation faite à l'autorité d'engagement ou au Conseil d'Etat de dénoncer à l'autorité pénale compétente (article 62 al. 2).

L'alinéa 5 introduit nouvellement une protection accrue de la collaboratrice et du collaborateur en protégeant la personne des conséquences que pourraient avoir une telle dénonciation. En effet, le collaborateur ou la collaboratrice qui aura, de bonne foi, signalé ou attesté un fait punissable ou préjudiciable aux intérêts de l'Etat ne devra subir aucun désavantage sur le plan professionnel.

Art. 74a LPers – Transfert des droits d'auteur

Il arrive que des collaborateurs ou collaboratrices créent une œuvre dans le cadre de leur activité au service de l'Etat de Fribourg. La Loi fédérale sur les droits d'auteur et les droits voi-

sins (LDA) consacre «le principe du créateur», ce qui signifie que le collaborateur ou la collaboratrice qui a créé l'œuvre est le ou la titulaire originaire du droit d'auteur (art. 6 LDA).

Par œuvre, on entend les œuvres littéraires, scientifiques, musicales, architecturales, peinture, œuvres photographiques, visuelles ou audiovisuelles etc., pour autant qu'elles aient un caractère individuel (art. 2 LDA). Les logiciels sont également considérés comme des œuvres bénéficiant de cette protection. Depuis la révision de la LDA introduite en 2020 (art. 2 al. 3^{bis}), les photographies sont toutes protégées, et pas seulement celles présentant un caractère individuel. Désormais, la protection est étendue aux clichés amateurs (photographies de groupe, selfies, prises de vue d'un bâtiment ou d'un objet bi- ou tridimensionnel, etc.).

Il en résulte que désormais les photographies prises par un membre du personnel dans le cadre de son activité, appartiennent à ce dernier et non à l'Etat-employeur, par exemple les clichés pris par un policier avec son téléphone portable lors d'une intervention sur le terrain (scène d'accident ou infraction) ou les clichés pris dans le cadre de fouilles archéologiques, etc. Cette situation peut se révéler insatisfaisante, car l'Etat-employeur doit être en mesure d'utiliser librement (et sans payer de quelconque indemnité) lesdites photographies pour pouvoir les verser au dossier d'instruction. A noter qu'indépendamment de ce qui précède, le collaborateur ou la collaboratrice ne peut pas disposer librement de telles photos, étant tenu au secret de fonction (art. 60 LPers).

Dans le domaine de l'enseignement, le droit d'auteur protège les contributions élaborées par les enseignant-e-s (supports de cours, recueil d'exercices et examens). Ici aussi, l'Etat-employeur doit pouvoir autoriser la réutilisation ou la diffusion de tels documents, sans que l'autorisation de l'auteur-e ne soit systématiquement requise, ce d'autant plus que ces contributions sont élaborées durant les heures de et dans le cadre du travail.

L'article 74a permet donc un transfert automatique des droits d'auteur des collaborateurs et collaboratrices à l'Etat-employeur pour toutes les œuvres réalisées dans le cadre du contrat de travail.

Il est rappelé qu'en vertu de l'alinéa 3, des accords entre le collaborateur ou la collaboratrice et l'Etat-employeur peuvent être conclus dans des situations particulières.

Article 84 LPers – Prestation liée au marché du travail

Il y a lieu ici d'adapter la rédaction de cet article. Pour gagner en temps et en efficacité, la limite du pourcentage n'est plus dans la loi mais dans le règlement. En effet, dans le cas d'une éventuelle future modification du pourcentage, le Conseil d'Etat pourra le faire sans devoir passer par le Parlement.

Art. 89 LPers – Augmentation annuelle – Refus de l'augmentation ou report dans l'année

Dans le cadre du projet d'ordonnance relative à la conduite par objectifs, au développement et à l'évaluation du personnel de l'Etat (ODE), la volonté est de ne plus avoir de lien direct entre l'évaluation des prestations et d'éventuelles conséquences, que ce soit au niveau du licenciement ou autre, tels que les augmentations annuelles des paliers ou des primes. Ainsi, l'alinéa 2 de cet article est-il supprimé. Il appartiendra au supérieur de se baser sur une appréciation globale pour déterminer si le collaborateur ou la collaboratrice ne correspond pas ou que partiellement aux exigences ne donnant ainsi pas lieu à une augmentation ou à une augmentation seulement partielle ou reportée dans l'année.

Article 94a – Primes

Les articles 92 à 94 n'ont jamais été mis en vigueur. Un système, avec des critères clairs pour l'attribution des primes, va être prochainement introduit et nécessite une base légale. La rédaction des articles tels que rédigés en 2001 n'est plus adaptée à la situation actuelle. De plus, les modalités d'octroi étant complexes, il y a lieu de renvoyer à des dispositions d'exécution. Le nouvel article 94a pose ainsi le principe de base de l'octroi d'une prime individuelle ou de groupe et institue une obligation légale de définir les modalités par voie d'ordonnance séparée.

Art. 113 LPers – Maternité

Selon l'art. 113 LPers, la collaboratrice a droit à seize semaines de congé payé (alinéa 1) et à douze semaines lorsqu'elle est en première année de service et qu'elle ne reprend pas son activité au terme de son congé (alinéa 2). Depuis le 1^{er} juillet 2005, la Loi fédérale sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité (LAPG; RS 834.1) accorde aux travailleuses le droit à un congé payé de maternité de quatorze semaines (ou 98 jours). Le versement de 80% du salaire pendant quatorze semaines après l'accouchement est un minimum fédéral obligatoire dans toute la Suisse. Il est ainsi contraire au droit fédéral de réduire la durée du congé en deçà de quatorze semaines. L'actuel article 113 datant d'avant l'entrée en vigueur de l'introduction de la LAPG, il y a lieu de l'adapter et, pour accorder une égalité de traitement, d'accorder seize semaines de congé de maternité à toute collaboratrice en contrat de durée indéterminée et ainsi d'abroger l'alinéa 2 de l'art. 113 LPers.

Article 114 LPers – Adoption

La LPers actuelle prévoit un congé payé de douze semaines pour ses collaboratrices en cas d'adoption. Ce congé est limité actuellement aux seules collaboratrices de l'Etat. S'il s'agit d'un collaborateur, seul un congé de quatre semaines

est octroyé. Pour des raisons d'égalité de traitement, il y a lieu d'étendre le congé de douze semaines à tout collaborateur de l'Etat, sans distinction de genre, comme cela se fait dans la majorité des cantons. Ainsi, en cas d'adoption, le collaborateur ou la collaboratrice aura droit à douze semaines de congé payé. Si les deux parents sont au service de l'Etat de Fribourg, seul un des deux bénéficiera du congé de douze semaines. Par contre, nouvellement, le second parent bénéficiera, lui de quinze jours. Il appartiendra aux parents de décider de la répartition de ces congés.

Ce congé étant lié aux démarches administratives à fournir en cas d'adoption et souvent de voyages nécessaires pour aller chercher l'enfant, cet article n'est pas destiné à l'adoption d'un enfant du conjoint ou de la conjointe.

Article 114a LPers – Paternité

Le congé paternité est actuellement de cinq jours. Ce congé n'est plus adapté à la réalité actuelle et ne correspond pas au congé paternité fédéral, introduit en 2020 avec mise en vigueur au 1^{er} janvier 2021, qui est de dix jours et financé par des allocations LAPG. Dans une optique d'une meilleure conciliation entre vie privée et professionnelle (mise en œuvre de la politique RH), le Conseil d'Etat étend ce congé à quinze jours, pouvant être pris séparément, dans un délai de six mois, avec un versement à 100% du salaire. Le Conseil d'Etat va ainsi au-delà de ce que prévoit la LAPG.

Article 116a LPers – Pénibilité

Suite aux revendications des associations du personnel, le Conseil d'Etat a décidé d'introduire la notion de pénibilité dans la LPers. Comme la définition et la délimitation de cette notion sont très complexes, elles ne peuvent s'intégrer dans la LPers et nécessitent une réglementation à part. C'est pourquoi il est proposé ici une rédaction très générale de la notion qui institue une obligation légale de définir les principes et critères par voie d'ordonnance séparée.

Art. 124 LPers – Protection des données

Dans sa teneur actuelle, cet article est abrogé. La législation est complétée par un nouveau chapitre «11a Protection des données» (cf. infra ad. Art. 127a ss).

Chapitre 11a: Protection des données

Art. 127a LPers – Protection des données – Administration du personnel

Art. 127b LPers – Protection des données – Consultation sociale et de conseil du personnel

Art. 127c LPers – Protection des données – Données relatives à la santé

La législation en matière de protection des données a considérablement évolué ces dernières années. Cela s'est concrétisé récemment, au niveau européen, par l'adoption par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne de la Directive (UE) 2016/680. La Suisse a participé, en qualité d'Etat associé à la coopération Schengen, aux délibérations et aux travaux d'élaboration de cette directive au sein de groupes de travail de l'Union européenne. Entretemps, le Conseil fédéral a entrepris la révision totale de la loi fédérale sur la protection des données (LPD; RS 235.51), suivie par certains cantons pour leur législation en matière de protection des données, dont le canton de Fribourg.

S'agissant de la législation sur le personnel de l'Etat, il y a lieu désormais de suivre cette évolution et d'adapter la réglementation en matière de protection des données. L'actuel article 124 est abrogé. En effet, sous son titre marginal «Protection des données relatives au personnel», il se limite à poser les grands principes du respect de la législation sur la protection des données et de renvoyer à la législation idoine. Or, aujourd'hui, il s'agit de fixer dans une base légale formelle, la nature des données traitées, les conditions cadres et les limites dans lesquelles l'Etat-employeur est habilité à disposer des données personnelles des collaborateurs et collaboratrices de l'Etat de Fribourg.

Le projet comporte désormais un nouveau chapitre 11a intitulé «Protection des données» qui comprend trois nouveaux articles.

Un article 127a «Administration du personnel» régit les principes en lien avec l'administration centrale. Ici sont notamment abordées les questions relatives avec les activités des ressources humaines de l'Etat telles que le recrutement, la gestion des salaires, la classification des fonctions, l'évaluation des collaborateurs et collaboratrices. Son alinéa 5 traite de la possibilité donnée à l'Etat-employeur d'accéder à des plates-formes ou des registres informatiques de données pour les besoins de services. Aujourd'hui, l'on pense avant tout au besoin du Service du personnel et d'organisations de l'Etat d'accéder aux données individuelles (p. ex. numéro AVS) du contrôle des habitants (Fri-Pers). Ce droit d'accès devra être soumis à autorisation et strictement délimité. Dans le futur, avec l'évolution de la numérisation, ce mode de procéder pourrait s'étendre.

Un deuxième article 127b «Consultation sociale et conseil du personnel» règle les questions de protection des données dans le domaine sensible des activités de cette entité.

Enfin, il revenait également de prévoir une dernière disposition, l'article 127c «Données relatives à la santé», en lien avec la charge du ou de la médecin-conseil de l'Etat. Il s'agit ici de dispositions «cadres» qui ont pour vocation de régler les grands principes de protection des données du personnel de l'Etat de Fribourg.

En parlant de données personnelles, on entend toutes les informations qui se rapportent à une personne physique identifiée ou identifiable. La personne concernée est donc la personne physique dont les données sont traitées. Est réputé identifiable la personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, c'est-à-dire par corrélation d'informations tirées des circonstances ou du contexte (p. ex. numéro de téléphone, numéro AVS). A contrario, le traitement de données anonymisées est autorisé si une ré-identification par des tiers est impossible (les données ont été anonymisées complètement et définitivement) ou ne paraît possible qu'au prix d'efforts tels qu'aucune personne ne s'y attèlera. Pour autant que ces principes soient scrupuleusement respectés, l'on pourra notamment utiliser ces données anonymisées à des fins statistiques.

Article 128 LPers – Partenaires reconnus

L'alinéa de cet article est modifié dans le sens où les associations de personnel reconnues dans le cadre du droit à la consultation et à l'information selon l'art. 123 LPers ne sont plus exhaustivement nommées dans la loi. Il appartient au Conseil d'Etat de procéder à cette reconnaissance de cas en cas en tenant compte des principes de la jurisprudence.

Article 128a LPers – Contribution de soutien facultative

L'attribution selon l'actuel article 128a d'une contribution de soutien en faveur exclusivement de la FEDE va à l'encontre du principe de l'égalité de traitement des syndicats et de la liberté syndicale. Cette anti-constitutionnalité a été reconnue par le Conseil d'Etat le 13 octobre 2017. Afin de garantir une égalité de traitement entre les partenaires sociaux reconnus – qui revendiquent une part de la contribution –, de ne pas privilégier financièrement l'un par rapport à l'autre, le projet prévoit une redistribution du montant total prélevé selon leur nombre de membres.

Article 131 LPers – Procédure de réexamen de l'évaluation des prestations

Abrogé. Afin de simplifier la procédure de résiliation ordinaire, l'obligation de procéder à une évaluation formelle des prestations dans le cadre de la procédure de résiliation ordinaire est supprimée. Cela étant, la procédure de réexamen contre cette évaluation n'a plus de raison d'être. Les dispositions d'exécution précisent les modalités de la nouvelle procédure.

Article 132 LPers – Recours-objet

L'alinéa 3 est abrogé. Cf. supra, article 131 LPers. Etant donné la suppression de l'avertissement dans le cadre de la nouvelle procédure de licenciement, l'alinéa 3 de cet article, tel que rédigé, doit être modifié. Pour l'heure il est supprimé. La question d'une voie de recours contre l'évaluation formelle des prestations (art. 22 al. 1 LPers) reste ouverte et sera traitée prochainement dans le cadre de l'élaboration de l'ordonnance sur les évaluations.

4. Incidences financières

Certaines dispositions du projet sont porteuses de coûts supplémentaires. L'estimation des coûts, lorsqu'elle s'avère possible à ce stade, s'est faite sur la base des chiffres de 2019, avec l'effectif de 2019.

- > **Indemnité de remplacement** (articles 99 LPers et 117 RPers): Par rapport à la version actuelle en vigueur de la LPers, l'indemnité de remplacement a été augmentée. Le coût supplémentaire qui en résulte est estimé à 280 000 francs.
- > **Indemnité de situation acquise:** le coût est estimé à 120 000 francs par année.
- > **Congé adoption:** Le congé adoption a été octroyé à trois reprises seulement au cours de ces six dernières années. Il y a lieu d'en déduire que l'augmentation des coûts liée à l'extension de ce congé sera minime.
- > **Extension du congé paternité de cinq à quinze jours:** Suite à l'introduction du congé paternité au niveau fédéral, dans la mesure où l'Etat percevra directement les allocations pour perte de gain (APG) versées par la Confédération (pour la durée de dix jours), le coût incombant à l'Etat-employeur est, pour l'extension du congé à quinze jours de 750 000 francs par année.
- > **Congé maternité** de seize semaines pour les contrats à durée déterminée de moins d'un an: une vingtaine de collaboratrices de l'Etat sont concernées chaque année par cette mesure. Le coût estimé est de 150 000 francs par année.

- > **Primes:** le système d'attribution des primes est en cours d'élaboration. Les coûts des primes qui seront versées au personnel de l'Etat est estimé à 500 000 francs par année.

En résumé, le **coût global** supplémentaire à charge de l'Etat-employeur est d'environ 1 800 000 francs. Pour les communes, les coûts globaux supplémentaires s'élèvent à environ 205 000 francs.

Sur la totalité des coûts de l'Etat liés au personnel, soit sur 1,8 milliards de francs (y compris HFR et RFSM), le coût supplémentaire de la révision représente une augmentation de 0,1%.

Il est toutefois à signaler que les incidences financières des congés pour proches-aidant-e-s et tâches d'assistance découlant des articles 67 et 67a RPers n'ont pas pu être estimées pour l'instant. Il ne peut en outre pas être exclu à ce stade que la mise en œuvre de la notion de pénibilité introduire à l'art. 116a LPers induise elle aussi des coûts additionnels.

5. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité

Les modifications proposées sont conformes au droit constitutionnel, au droit fédéral et ne posent pas de problèmes par rapport à la conformité au droit européen.

6. Conclusion

Nous vous invitons dès lors à adopter le présent projet de modification de la LPers.



Botschaft 2021-DFIN-12

20. April 2021

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG; SGF 122.70.1). Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Ausgangslage und Notwendigkeit der Vorlage	10
2. Wichtigste Massnahmen	10
3. Kommentar zu den Bestimmungen	12
4. Finanzielle Auswirkungen	17
5. Verfassungsmässigkeit, Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Eurokompatibilität	18
6. Fazit	18

1. Ausgangslage und Notwendigkeit der Vorlage

Mit einer am 9. Februar 2017 eingereichten und begründeten Motion (2017-GC-18) wiesen die Grossräte Nicolas Kolly und Romain Collaud darauf hin, dass die letzte Gesamtrevision des StPG aus dem Jahr 2001 datiert, inhaltlich nicht mehr aktuell sei und an die heutigen Gegebenheiten in der Arbeitswelt angepasst werden müsse. Mit ihrer Motion forderten die Grossräte eine Totalrevision des StPG.

Der Staatsrat stellte in seiner Antwort vom 27. Juni 2017 (TGR September 2017 S. 1789ff.) fest, das StPG gehe zwar auf das Jahr 2002 zurück, sei aber im Vergleich zu anderen öffentlich-rechtlichen Gesetzgebungen dennoch aktuell. Er zeigte sich auch offen zu prüfen, ob es gewisse Anpassungen braucht, um den jüngsten Entwicklungen in der Arbeitswelt Rechnung zu tragen, damit der Staat ein attraktiver Arbeitgeber bleibt. Der Staatsrat beantragte dem Grossen Rat die Annahme der Motion mit der Einschränkung, der Umfang einer solchen Gesetzesrevision sei noch zu bestimmen und die gesetzlich vorgeschriebene Frist von einem Jahr nach Annahme der Motion könne unmöglich eingehalten werden.

Diese Motion wurde vom Grossen Rat in seiner Sitzung vom 13. September 2017 angenommen.

Inzwischen ist eine Revision des StPG noch dringender geworden. Der Staatsrat hatte das Amt für Personal und Organisation (POA) nämlich schon vor der Einreichung der

Motion mit der Konsultation der verschiedenen Direktionen und Anstalten über den Sinn und Zweck einer StPG-Revision beauftragt, und die eingegangenen Antworten zeigten gewisse Erwartungen in Bezug auf gesetzliche Änderungen. Auch die Umsetzung des Personalpolitik-Projekts erforderte entsprechend den beschlossenen Massnahmen eine Anpassung der Personalgesetzgebung.

Im Rahmen des Regierungsprogramms und des Legislaturfinanzplans 2017–2021 hat der Staatsrat seinen Willen bekundet, seine Personalgesetzgebung zu modernisieren, um den Erwartungen der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter und des Managements punkto Personalführung, Flexibilität und Arbeitszeit zu entsprechen.

2. Wichtigste Massnahmen

Der Staat muss unbedingt weiter ein attraktiver, wettbewerbsfähiger und sozialer Arbeitgeber bleiben und moderne Arbeitsbedingungen bieten. Die heutige Welt mit ihrem raschen wirtschaftlichen, technologischen und gesellschaftlichen Wandel verlangt auch vom Staat Anpassungsfähigkeit und Reformbereitschaft. Dafür braucht es ein dynamisches Personalmanagement, dessen Grundlagen vorab in der «Personalpolitik» definiert sind. Die vorliegende Gesetzesrevision will die Personalgesetzgebung demnach so aktualisieren, dass erstens den jüngsten Veränderungen in der Arbeitswelt Rechnung getragen wird, zweitens der Staat ein wettbewerbsfähiger Arbeitgeber bleiben kann und drittens

das Projekt «Personalpolitik» gesetzgeberisch umgesetzt werden kann.

Die vorliegende Teilrevision erfordert auch eine Anpassung des Reglements über das Staatspersonal des Kantons Freiburg (StPR, SGF 122.70.11). Diese beiden Erlasse – das StPG als «Rahmengesetz» und das StPR als Ausführungsreglement – sind nämlich eng miteinander verknüpft und können nicht separat revidiert werden.

Aus diesen Gründen hat der Staatsrat im Januar 2019 die Delegation des Staatsrats für Personalfragen als Steuerungsausschuss sowie eine direktionsübergreifende Arbeitsgruppe eingesetzt mit der Aufgabe, den Revisionsumfang von StPG und StPR abzustecken und eine Liste der zu ändernden Gesetzesbestimmungen zu erstellen. Der Staatsrat hat auch eine Umfrage bei den anderen Kantonen und beim Bund über die Arbeitsbedingungen in deren Verwaltungen in Auftrag gegeben. Diese interkantonale Umfrage bezog sich insbesondere auf die Dauer der Probezeit, das Dienstaltersgeschenk und die verschiedenen Kurzurlaube für das Personal (Vaterschaftsurlaub, pflegende Angehörige, Adoptionsurlaub). Die Personalverbände (Föderation der Personalverbände der Staatsangestellten des Kantons Freiburg [FEDE], der Schweizerische Verband des Personals öffentlicher Dienste, die Vereinigung der höheren Kader und Magistratpersonen des Staates Freiburg und die Freiburger Vereinigung der Richterinnen und Richter) wurden konsultiert, und ihre Vorschläge wurden der Arbeitsgruppe vorgelegt. Am 24. September 2019 entschied der Staatsrat über den Umfang der StPG- und StPR-Revision.

Auf Antrag der Arbeitsgruppe ist der Staatsrat dem Vorschlag der Motionäre, ein flacheres Lohnprofil mit 30 Gehaltsstufen einzuführen aus den folgenden Gründen nicht gefolgt. Erstens kann die Frage der Lohnpolitik nicht losgelöst von einer Gesamtbetrachtung des Gehaltssystems der Staatsangestellten im Kanton Freiburg geprüft werden. Dieses komplexe und sensible Thema kann aufgrund der vorgesehenen Planung nicht im Rahmen dieser Vorlage behandelt werden und wäre in einer spezifischen gehaltsbezogenen Vorlage zu prüfen. Zweitens ist das derzeitige Gehaltssystem nach Auffassung des Staatsrats insgesamt zufriedenstellend, da sich der Staat damit als wettbewerbsfähiger und attraktiver Arbeitgeber auf dem Arbeitsmarkt positionieren kann. Drittens stellt der Staatsrat fest, dass die Lohnpolitik bereits weitgehend in seinem Zuständigkeitsbereich liegt und das StPG in diesem Punkt nicht geändert werden muss. So ist es Sache des Staatsrats, die Gehaltsskalen festzusetzen, wobei weiterhin der Grosse Rat deren Mindest- und Höchstbeträge festlegt (Legalitätsprinzip). Es ist ebenfalls Sache der Regierung, die Anzahl der Gehaltsklassen mit den jeweiligen Mindest- und Höchstbeträgen sowie die Höhe und Anzahl der Gehaltsstufen festzulegen. Sie kann weiter die Gehaltsskalen nicht nur an die Teuerung anpassen, sondern auch an die Reallohnentwicklung unter Berücksichtigung der Finanzlage des

Staates. Schliesslich fällt auch die Höhe der Zusatzleistungen (Dienstaltersgeschenk, Zulagen) in den Zuständigkeitsbereich der Regierung. Sollte eines Tages eine Änderung der Gehaltsklassen notwendig werden, so verfügt der Staatsrat bereits heute über die Befugnis, dies mit einer Anpassung des StPR zu tun. Der zweite Kritikpunkt der Motionäre in Bezug auf die Unbeweglichkeit der Einreihung und der Gehaltstufen wurde aus den vom Staatsrat in seiner Antwort auf die Motion vom 27. Juni 2017 (RCE_2017-GC-18) ausführlich dargelegten Gründen ebenfalls nicht in diese Revision aufgenommen.

Die StPG- und StPR-Revision betrifft hauptsächlich:

- > *die Modernisierung/Einführung neuer Themen:* Die Grundsätze der Personalpolitik sind um neue Themen wie die Vereinbarkeit von Berufs- und Privatleben, Flexibilisierung der Arbeitsformen und der Arbeitszeit und die Förderung ökologischen Verhaltens erweitert worden.
- > *die Probezeit und die offizielle Anerkennung als Mitarbeiterin oder Mitarbeiter des öffentlichen Dienstes:* Die Probezeit von gegenwärtig einem Jahr wird auf sechs Monate verkürzt. Eine einjährige Probezeit ist im Vergleich mit den anderen Kantonsverwaltungen und dem Bund nämlich aussergewöhnlich lang. Eine so lange Probezeit kann für die neuen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter von Nachteil sein, da es beispielsweise keinen Kündigungsschutz während dieser Zeit gibt und keine hohen Anforderungen an die Begründung der Kündigungsentscheidungen gestellt werden. Ausserdem wird die offizielle Anerkennung aufgehoben, mit der die besondere Aufgabe der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter im öffentlichen Dienst unterstrichen werden sollte.
- > *die Einführung neuer Urlaube und Verlängerung bestehender Urlaube.* Der Vaterschaftsurlaub von bisher fünf Tagen wird auf fünfzehn Tag verlängert und geht damit im Bestreben, die Vereinbarkeit von Berufs- und Familienleben zu fördern und die Mitarbeitendenbindung zu verbessern, über das mit dem Bundesgesetz über den Erwerbssersatz für Dienstleistende, bei Mutterschaft und bei Vaterschaft (EOG; SR 834.1) per 1. Januar 2021 eingeführte Minimum hinaus.

Schliesslich wurde mit der Einführung eines Urlaubs für pflegende Angehörige und eines Betreuungsurlaubs für gesundheitlich schwer beeinträchtigte Kinder im StPR die mit dem Bundesgesetz vom 20. Dezember 2019 über die Verbesserung der Vereinbarkeit von Erwerbstätigkeit und Angehörigenbetreuung im Obligationenrecht eingeführte Regelung übernommen.

- > *die Besitzstandentschädigung:* Diese Entschädigung wird für über 55-jährige Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter eingeführt, die im Zuge einer Reorganisation in ihrem Amt in eine andere Funktion wechseln und eine schlech-

ter bezahlte Stelle annehmen müssen. Um diese vor der Pensionierung stehenden Personen nicht zu prekarisieren, sollen sie bis zum Ende ihres Dienstverhältnisses eine Entschädigung entsprechend der Differenz zwischen dem bisherigen und dem neuen Lohn erhalten.

- > *das ordentliche Kündigungsverfahren*: Die Abklärung des Revisionsbedarfs bei den Direktionen und Anstalten hat ein Bedürfnis nach einem erleichterten Verfahren zur Auflösung des Dienstverhältnisses ergeben. Mit der Revision wird dieses Verfahren unter Wahrung der Rechte der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter vereinfacht. Nach dem revidierten Gesetzestext besteht keine Pflicht zu einer formellen Personalbeurteilung vor der Einleitung eines Kündigungsverfahrens mehr, und es gibt somit auch kein Wiedererwägungsverfahren mehr.

Obschon das StPG bei weitem nicht überholt ist, wurden die bestehenden Gesetzesbestimmungen bereinigt, um sie der aktuellen Praxis anzupassen und die nicht mehr zur Anwendung kommenden Bestimmungen aufzuheben.

3. Kommentar zu den Bestimmungen

Artikel 4 StPG – Ziel

Die geltende Gesetzgebung überträgt dem Staatsrat einige Aufgaben für eine moderne und kohärente Personalpolitik. Mit der Definition und Verabschiedung der neuen Personalpolitik durch den Staatsrat wird die Revisionsvorlage das Ziel einer optimalen Wertschöpfung der Personalressourcen des Staates weiterverfolgen, unter Berücksichtigung der Bedürfnisse des Arbeitgebers, der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter sowie der Bürgerinnen und Bürger, die die staatlichen Leistungen in Anspruch nehmen. Um dieses Ziel zu erreichen, sollen neue Grundsätze gelten, so etwa:

- > die Vereinbarkeit von Berufs- und Privatleben;
- > die Einführung neuer flexibler Arbeits- und Arbeitszeitformen;
- > die Entwicklung von Know-how und Potenzial der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter sowie der Kader, insbesondere mit Schulungen, je nach Fähigkeiten und Qualifikationen;
- > die Förderung von Sicherheit und Gesundheitsschutz am Arbeitsplatz;
- > die Attraktivität des Staats als Arbeitgeber, damit geeignetes Personal angestellt werden kann und die Mitarbeitendenbindung gewährleistet ist;
- > die Eingliederung von Personen mit einer dauerhaften Beeinträchtigung ihrer körperlichen oder psychischen Gesundheit oder Schwierigkeiten bei der sozioprofessionellen Eingliederung;
- > die Förderung umweltfreundlichen Verhaltens und der sanften Mobilität im Rahmen der nachhaltigen Entwicklung;
- > die Förderung der Zweisprachigkeit.

Artikel 8 StPG – Staatsrat

Unter Absatz 1 wird ein neuer Buchstabe a¹ eingeführt, der dem Staatsrat die Befugnis, die Personalpolitik zu definieren und zu genehmigen überträgt.

Artikel 8 Abs. 1 Bst. f muss aufgrund der Änderung von Artikel 128 ebenfalls angepasst werden (s. Kommentar zu Artikel 128).

Artikel 10 StPG – Dienstchefin oder Dienstchef

Absatz 1 Bst. d) wird aufgehoben, da es nicht Sache der Dienstchefin oder des Dienstchefs ist, die Koordination der Personalbewirtschaftung mit den anderen Dienststellen des Staates sicherzustellen.

Artikel 12 StPG – Amt für Personal und Organisation – Aufgaben

Das Amt für Personal und Organisation nimmt in seiner Funktion als Partner und Unterstützungs- und Kontrollorgan die in Artikel 12 StPG aufgeführten Aufgaben wahr, namentlich im Hinblick auf die Personalpolitik und -strategie. Der Staatsrat delegiert die Gestaltung der Personalpolitik an dieses Amt, behält aber die Verantwortung für deren Überwachung und Validierung.

Artikel 14 und 15 StPG – Beratende Kommission

Die Artikel 14 und 15 werden aufgehoben. Da diese Kommission seit Inkrafttreten des geltenden Gesetzes nur sehr selten getagt hat, braucht nach Ansicht des Staatsrats nicht an ihr festgehalten zu werden. Der Staatsrat weist auch darauf hin, dass die Personalverbände häufig in die Entscheidungsfindung einbezogen werden, insbesondere durch regelmässige Treffen mit der Delegation des Staatsrats für Personalfragen. Mit der beratenden Kommission gibt es hier somit eine Doppelspurigkeit, und sie hat ihrer Abschaffung selber zugestimmt.

Artikel 20 StPG – Aus- und Weiterbildung

Bei diesem Artikel braucht es eine redaktionelle Anpassung. Der Staatsrat «erstellt» nämlich das allgemeine Konzept nicht, sondern er «genehmigt» es.

Artikel 25 Abs. 3 StPG – Ausschreibung

Das Ausschreibungsverfahren ist für Vollzeit- und Teilzeitstellen gleich, und dieser Absatz wird somit aufgehoben.

Artikel 28 Abs. 4 StPG – Ärztliche Untersuchung

Der Verweis auf das Gesetz über die Pensionskasse des Staatspersonals ist unnötig, weil dieses Gesetz sowieso eine *Lex specialis* ist.

Artikel 31 StPG – Probezeit – Grundsatz

Gegenwärtig beträgt die Probezeit des dem StPG unterstellten Personals zwölf Monate. Mit der Vorlage soll die Probezeit für alle unbefristeten Arbeitsverträge verkürzt werden. Die Erfahrung hat gezeigt, dass es keine Probezeit von zwölf Monaten braucht, um die Fähigkeiten einer Mitarbeiterin oder eines Mitarbeiters zu beurteilen. Zudem können sich die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter in Bezug auf ihre Situation lange nicht sicher fühlen. Deshalb ist die Probezeit auf sechs Monate festgesetzt worden. Während der Probezeit soll es zwei Kündigungsfristen geben, nämlich während der ersten zwei Monate eine Kündigungsfrist von einer Woche auf das Ende einer Woche, und ab dem dritten Monat eine Kündigungsfrist von einem Monat auf das Ende eines Monats.

Während dieser Probezeit kann das Dienstverhältnis frei und ohne vorgängiges Verfahren gekündigt werden; lediglich die Fristen müssen eingehalten werden. Die ausserordentliche Beendigung des Dienstverhältnisses nach den Artikeln 44ff. des StPG bleibt natürlich vorbehalten. In dieser Probezeit sollen die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter ausserdem von ihren Vorgesetzten aufmerksam beobachtet werden. Für Personen, die bereits Erfahrung in ihrer Funktion mitbringen, kann die Probezeit weniger als sechs Monate betragen. Auch während sie schon läuft, kann die Probezeit aufgrund der Berufserfahrung und besonders guter Fähigkeiten der neuen Mitarbeiterin oder des neuen Mitarbeiters verkürzt werden (beispielsweise bei internem Wechsel). Bei befristeten Arbeitsverträgen kann die Probezeit je nach Dauer der Anstellung wegfallen oder verkürzt werden. Bestehen allerdings Zweifel an der Eignung der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters für die betreffende Arbeitsstelle, so kann die Probezeit um höchstens sechs Monate verlängert werden. Eine weitere Verlängerung ist nicht möglich.

Artikel 32 StPG – Ablauf der Probezeit und offizielle Anerkennung

Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern, die sich als für ihre Stelle geeignet erwiesen, wurden bisher am Ende der Probezeit offiziell in der besonderen Eigenschaft als Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des öffentlichen Dienstes anerkannt. Da diese Anerkennung lediglich einen feststellenden Charakter hat, wird Artikel 32 StPG aufgehoben. Wenn sich nach Ablauf der Probezeit zeigt, dass die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter fähig sind, ihre Funktion auszuüben, so sind sie nämlich schon *de facto* als Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des öffentlichen Dienstes anerkannt, mit allen entsprechen-

den Rechten und Pflichten. Aus Sicht der Personalführung wird jedoch empfohlen, dass die Vorgesetzten vor Ende der Probezeit ein «einfaches» Gespräch mit der Mitarbeiterin oder dem Mitarbeiter führen.

Artikel 38 StPG – Kündigungsgründe

Absatz 2 wird aufgehoben. Zur Vereinfachung des ordentlichen Kündigungsverfahrens wird auf die Pflicht einer formellen Personalbeurteilung im Sinne von Artikel 22 verzichtet. Führungsmässig empfiehlt es sich allerdings für die Vorgesetzten, mit den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern das Gespräch zu suchen und sie auf die ihnen vorgeworfenen Mängel aufmerksam zu machen. Falls kein solches Gespräch stattfindet oder stattfinden kann (beispielsweise bei Arbeitsunfähigkeit der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters wegen Krankheit oder Unfall), so hat dies keinen Einfluss auf die Gültigkeit des Verfahrens, sofern namentlich die Bestimmungen des Reglements für das Staatspersonal und die Bestimmungen des Gesetzes vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG; SGF 150.1) eingehalten werden.

Artikel 39 StPG – Unbefristeter Vertrag – Mahnung

Absatz 1 wird in dem Sinne angepasst, dass dort neu von einem «Mahnschreiben» und nicht mehr von einer «Verwarnung» die Rede ist. Ausserdem ist ein Absatz 2 hinzugekommen, in dem dieses Mahnschreiben als einfache Abmahnung für die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter qualifiziert wird. Sie gibt ihnen die Möglichkeit, sich zu verbessern, bevor allenfalls ein ordentlicher Kündigungsentscheid ergeht.

Im neuen Artikel 39 wird wie im geltenden Recht am Grundsatz einer «Mahnung» vor dem Erlass eines Entscheids festgehalten. Darin schlägt sich der verfassungsrechtliche Grundsatz der Verhältnismässigkeit nieder (Artikel 5 Abs. 2 der Bundesverfassung vom 18. April 1999; BV, SR 101). Nach diesem Grundsatz muss staatliches Handeln im öffentlichen Interesse liegen und verhältnismässig sein. Das heisst, bevor das Dienstverhältnis aufgelöst wird, muss der Arbeitgeber Staat alle ihm zumutbaren Massnahmen treffen, um die Mitarbeiterin oder den Mitarbeiter weiter im Staatsdienst zu behalten.

Allerdings ändert sich die Natur der Mahnung ganz wesentlich. Während nach geltendem Recht und der diesbezüglichen Rechtsprechung des Kantonsgerichts die (bisherige) Verwarnung als beschwerdefähige Verfügung galt, wird es sich künftig um eine Verwarnung in Form eines einfachen Mahnschreibens an die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter handeln, das ihnen härtere Konsequenzen ersparen soll. Diese Anpassung der Gesetzgebung ist mit der Entwicklung der neuesten ständigen Rechtsprechung des Bundesverwaltungsgerichts möglich geworden. Gemäss dieser obersten

Gerichtsbehörde enthält das Mahnschreiben sowohl eine Abmahnung als auch eine Sanktionsandrohung an die Mitarbeiterin oder den Mitarbeiter. Das Mahnschreiben hat somit auch einen Schutzmassnahmencharakter für die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter. Indem ihnen die Möglichkeit geboten wird sich zu bessern, legt es den Grundsatz der Verhältnismässigkeit fest, der das staatliche Handeln im Hinblick auf ein ausgeglichenes Verhältnis zwischen öffentlichen und privaten Interessen bestimmt. Als einfache schriftliche Mahnung – und nicht mehr Verfügung – ist das Mahnschreiben nicht beschwerdefähig. Allenfalls kann eine Beschwerde im Rahmen der Anfechtung des von der Anstellungsbehörde erlassenen Entscheids zur Auflösung des Dienstverhältnisses erhoben werden.

Artikel 41 StPG – Unbefristeter Vertrag – Folgen bei ungerechtfertigter Kündigung

Bei ungerechtfertigter Kündigung mit Beendigung des Dienstverhältnisses besteht nach geltendem Recht die erste Massnahme in der Wiedereingliederung der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters. In der Praxis ist dies aber oft sehr schwer umzusetzen: Während die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter weg vom Arbeitsplatz ist, vergehen Monate vor dem Erlass des Beschwerdeentscheids, die Stelle ist vielleicht neu besetzt worden, die möglichen, mit der Kündigung entstandenen «Spannungen» dauern an; usw. Daher wird in Artikel 41 vom Anspruch auf Wiedereingliederung bei ungerechtfertigter Kündigung abgesehen. Es bleibt jedoch der Anspruch auf eine Entschädigung in Höhe von maximal 18 Monatslöhnen. Die Entschädigung ist gegenüber dem geltenden Recht mit zwölf Monatsgehältern um sechs Monatsgehälter erhöht worden.

Artikel 45 StPG – Entlassung aus wichtigen Gründen – Verfahren

Artikel 45 wird redaktionell angepasst. Wie bei der ordentlichen Kündigung (s. oben, Artikel 39) ändert sich die Rechtsnatur der bisherigen Verwarnung. Der Ausdruck «Mahnschreiben» ersetzt den Begriff «Verwarnung». Es handelt sich künftig einfach nur um eine Abmahnung statt um eine Verfügung, die somit nicht beschwerdefähig ist. Im Übrigen wird auf die Erläuterungen zum Mahnschreiben zu Artikel 39 in Bezug auf die ordentliche Auflösung des Dienstverhältnisses verwiesen.

Artikel 47a StPG – Besitzstandentschädigung

Die vom Staatsrat am 8. Oktober 2019 übergangsweise genehmigten Massnahmen sollten im Rahmen der Personalgesetzrevision ins StPG aufgenommen werden. Dabei geht es darum, dass gewisse Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter in einem bestimmten Alter (in diesem Fall über 55-Jährige, für die es schwierig ist, eine neue Stelle zu finden) eine Besitz-

standentschädigung erhalten, also eine Entschädigung, die ihnen das gleiche Lohnniveau bis zu ihrer Pensionierung garantiert, wenn ihnen bei einer Reorganisation eine schlechter bezahlte Stelle zugewiesen wird, wie auch im Rahmen der EVALFRI-Neubewertungen.

Dieser Grundsatz wird in einem neuen Artikel im StPG verankert. Die Einzelheiten werden im StPR geregelt.

Artikel 48 StPG – Dauernde Arbeitsunfähigkeit

Damit die Verordnung vom 16. September 2003 über die Lohngarantie des Staatspersonals bei Krankheit und Unfall (SGF 122.72.18) wie in der Personalpolitik vorgesehen geändert werden kann, ist eine Flexibilisierung des geltenden Artikels erforderlich, der sehr restriktiv formuliert ist. Der StPG-Artikel legt damit das Grundprinzip fest, während die Zahlungs- und Berechnungsmodalitäten in der erwähnten Verordnung geregelt werden.

Artikel 62 StPG – Von Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern festgestellte Widerhandlungen

Verschiedene Fälle haben gezeigt, dass die Informationsübermittlung von Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter an die Verwaltungs- und Strafbehörden (Whistleblower), von der Verwaltungsbehörde an die Strafbehörde und von der Strafbehörde an die Verwaltungsbehörde spezifiziert werden muss. Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die in der Ausübung ihrer Funktion Kenntnis von strafbaren und den Interessen des Staates schadenden Handlungen haben oder solche vermuten, sind verpflichtet, dies ihrer Anstellungsbehörde oder dem Staatsrat zu melden (Art. 62 Abs.1). Diese Pflicht gilt jedoch nicht für Widerhandlungen, die nicht schwerwiegend sind, beispielsweise ein Verstoss gegen das Strassenverkehrsgesetz, sofern ein solcher nicht in Zusammenhang mit der ausgeübten Funktion steht. Es liegt an der Mitarbeiterin oder am Mitarbeiter zu beurteilen, wie schwerwiegend die Sache ist und ob sie in Zusammenhang mit der Funktion steht. Es kann also sein, dass die Information nicht immer weitergegeben wird. Aus diesem Grund kommt zur Meldepflicht für die direkt betroffenen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter auch die Pflicht für die Direktion oder den Staatsrat, bei der zuständigen Strafbehörde Anzeige zu erstatten (Art. 62 Abs. 2).

Mit Absatz 5 werden die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter neu besser vor den möglichen Konsequenzen einer solchen Anzeige geschützt. So dürfen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die in gutem Glauben eine strafbare oder den Interessen des Staates abträgliche Handlung anzeigt oder bezeugt haben, keinen beruflichen Nachteil erleiden.

Artikel 74a StPG – Übertragung von Urheberrechten

Manchmal schaffen Mitarbeitende ein Werk im Rahmen ihrer Tätigkeit für den Staat Freiburg. Im Bundesgesetz über das Urheberrecht und verwandte Schutzrechte (URG) ist das «Schöpferprinzip» verankert, was heisst, dass die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter, die oder das Werk geschaffen hat, das Urheberrecht innehat (Art. 6 URG).

Als Werke gelten literarische und wissenschaftliche Werke, Werke der Musik, der Baukunst, der Malerei, fotografische, visuelle und audiovisuelle Werke usw., sofern sie individuellen Charakter haben (Art. 2 URG). Als urheberrechtlich geschützte Werke gelten auch Computerprogramme (Software). Seit der Revision des URG im Jahr 2020 (Art. 2 Abs. 3^{bis}) sind Fotografien insgesamt geschützt, auch wenn sie keinen individuellen Charakter haben. Der Schutz wird nun auch auf Amateuraufnahmen (Gruppenfotos, Selfies, Aufnahmen eines Gebäudes oder eines zwei- oder dreidimensionalen Objekts, usw.) ausgeweitet.

Folglich würden Fotos, die von Mitarbeitenden im Rahmen ihrer Arbeit aufgenommen werden, den Mitarbeitenden und nicht dem Arbeitgeber Staat gehören, z. B. Fotos, die von einem Polizeibeamten mit seinem Mobiltelefon während eines Einsatzes vor Ort (Schauplatz eines Unfalls oder einer Straftat) aufgenommen werden, oder Fotos, die bei archäologischen Ausgrabungen gemacht werden, usw. Das kann ungünstig sein, da der Staat als Arbeitgeber solche Fotos frei (und ohne dafür eine Entschädigung zu bezahlen) verwenden können muss, etwa um sie in eine Ermittlungsakte aufzunehmen oder sie in einer Pressemitteilung zu veröffentlichen. Auch unabhängig davon können die Mitarbeitenden nicht frei über solche Fotos verfügen, da sie ans Amtsgeheimnis gebunden sind (Art. 60 StPG).

Im Unterrichtswesen schützt das Urheberrecht die Beiträge von Lehrpersonen (Kursmaterialien, Übungsbücher und Prüfungen). Auch hier muss der Arbeitgeber Staat die Weiterverwendung oder Weitergabe solcher Dokumente genehmigen können, ohne dass systematisch die Zustimmung der Urheberin oder des Urhebers eingeholt werden muss, zumal diese Beiträge während der Arbeitszeit und im Rahmen der Arbeit entstehen.

Artikel 74a ermöglicht also die automatische Übertragung der Urheberrechte von Mitarbeitenden an allen Werken, die sie im Rahmen ihrer Tätigkeit für den Staat geschaffen haben.

Ausserdem können nach Absatz 3 in besonderen Fällen Vereinbarungen zwischen dem Arbeitgeber Staat und der Mitarbeiterin oder dem Mitarbeiter abgeschlossen werden.

Artikel 84 StPG – Arbeitsmarktzulage

Bei diesem Artikel braucht es eine redaktionelle Anpassung. Um schneller und effizienter reagieren zu können, wird der Höchstprozentsatz nicht mehr im Gesetz, sondern im Reglement geregelt. So kann der Staatsrat den Prozentsatz künftig gegebenenfalls ändern, ohne an das Parlament zu gelangen.

Artikel 89 StPG – Jährliche Gehaltserhöhung – Verweigerung der Gehaltserhöhung oder Aufschub innerhalb des Jahres

Im Rahmen des Verordnungsentwurfs über das Führen mit Zielvereinbarung, die Entwicklung und die Personalbeurteilung beim Staat Freiburg (ODE) soll die Personalbeurteilung nicht mehr mit allfälligen Konsequenzen verknüpft werden, sei es hinsichtlich Kündigung oder der jährlichen Lohnstufenerhöhungen oder Prämien. Absatz 2 dieses Artikels wird demnach aufgehoben. Es liegt damit im Ermessen der oder des Vorgesetzten, anhand einer Gesamtbeurteilung festzustellen, ob die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter die Anforderungen nicht oder nur teilweise erfüllt und somit die Gehaltserhöhung nicht oder nur teilweise gewährt oder innerhalb des Jahres aufgeschoben wird.

Artikel 94a StPG – Prämien

Die Artikel 92–94 sind nie in Kraft gesetzt worden. Es soll demnächst ein System mit klaren Kriterien für die Gewährung von Prämien eingeführt werden, und es braucht dafür eine Rechtsgrundlage. Die Formulierung der Artikel, wie sie 2001 redigiert wurden, entspricht nicht mehr den aktuellen Gegebenheiten. Da die Modalitäten für die Prämiengewährung komplex sind, muss auf die Ausführungsbestimmungen verwiesen werden. Der neue Artikel 94a setzt somit den Grundsatz einer individuellen oder Gruppenprämie fest und führt eine gesetzliche Pflicht zur Bestimmung der Modalitäten in einer separaten Verordnung ein.

Artikel 113 StPG – Mutterschaft

Nach Artikel 113 StPG hat die Mitarbeiterin bei Mutterschaft Anspruch auf 16 Wochen bezahlten Urlaub (Abs. 1) und auf 12 Wochen, wenn sie im ersten Dienstjahr ist und ihre Arbeitstätigkeit am Ende ihres Mutterschaftsurlaubs nicht wieder aufnimmt (Abs. 2). Seit dem 1. Juli 2005 gewährt das Bundesgesetz über den Erwerbssersatz für Dienstleistende, bei Mutterschaft und bei Vaterschaft (EOG; SR 834.1) Arbeitnehmerinnen einen bezahlten Mutterschaftsurlaub von 14 Wochen (98 Tage). Die Taggeldzahlung von 80 Prozent des Lohnes während 14 Wochen nach der Niederkunft ist ein gesamtschweizerisches Minimum. Eine Kürzung des Urlaubs auf unter 14 Wochen ist somit bundesrechtswidrig. Da der geltende Artikel 113 vor der Inkraftsetzung der Mutterschaftsentschädigung im EOG in Kraft war, muss

er angepasst und allen Mitarbeiterinnen mit unbefristetem Anstellungsvertrag aus Gründen der Gleichbehandlung ein Mutterschaftsurlaub von 16 Wochen gewährt werden. Artikel 113 Abs. 2 muss demnach aufgehoben werden.

Artikel 114 StPG – Adoption

Das geltende StPG sieht einen bezahlten Adoptionsurlaub von zwölf Wochen für seine Mitarbeiterinnen vor. Dieser Urlaub ist gegenwärtig Staatsmitarbeiterinnen vorbehalten. Einem Mitarbeiter wird ein Urlaub von nur vier Wochen gewährt. Aus Gründen der Gleichbehandlung muss allen Staatsangestellten unabhängig von ihrem Geschlecht ein zwölfwöchiger Urlaub gewährt werden, wie dies in den meisten anderen Kantonen der Fall ist. So hat bei einer Adoption die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter Anspruch auf 12 Wochen bezahlten Urlaub. Arbeiten beide Eltern beim Staat Freiburg, so kann nur einer von beiden die zwölf Wochen Urlaub beziehen. Neu kann aber der zweite Elternteil fünfzehn Urlaubstage beziehen. Es ist Sache der Eltern zu entscheiden, wie sie diese Urlaube aufteilen wollen.

Da dieser Urlaub auf die administrative Abwicklung im Adoptionsverfahren und die Reisen ausgerichtet ist, die oft notwendig sind, um das Kind abzuholen, gilt dieser Artikel nicht für die Adoption eines Kindes der Ehegattin oder des Ehegatten.

Artikel 114a StPG – Vaterschaft

Der Vaterschaftsurlaub beträgt gegenwärtig fünf Tage. Dieser Urlaub entspricht nicht mehr den heutigen Realitäten und dem 2020 eingeführten und am 1. Januar 2021 in Kraft getretenen eidgenössischen Vaterschaftsurlaub von zehn Tagen, der mit EO-Abgaben finanziert wird. Im Bestreben um eine bessere Vereinbarkeit von Berufs- und Privatleben (Umsetzung der Personalpolitik) verlängert der Staatsrat diesen Urlaub auf fünfzehn Tage bei vollem Gehalt. Die Urlaubstage können innerhalb von sechs Monaten auch einzeln bezogen werden können. Der Staatsrat ist hier somit grosszügiger als das EOG.

Artikel 116a StPG – Beschwerlichkeit der Arbeit

Im Zuge der Forderungen der Personalverbände hat der Staatsrat beschlossen, den Begriff der Beschwerlichkeit der Arbeit ins StPG aufzunehmen. Da die Begriffsbestimmung und -abgrenzung sehr komplex sind, können sie nicht im StPG Eingang finden und müssen in einem separaten Erlass geregelt werden. Deshalb wird hier eine sehr allgemeine Formulierung in Bezug auf diesen Begriff gewählt, mit einer gesetzlichen Verpflichtung, die Grundsätze und Kriterien in einer separaten Verordnung zu definieren.

Artikel 124 StPG – Datenschutz

Dieser Artikel wird in seinem geltenden Wortlaut aufgehoben. Die Gesetzgebung wird mit einem neuen «Kapitel 11a Datenschutz» (s. unten zu Art. 127a ff) ergänzt.

Abschnitt XIa: Datenschutz

Artikel 127a StPG – Datenschutz – Personaladministration

Artikel 127b StPG – Datenschutz – Personal- und Sozialberatung

Artikel 127c StPG – Datenschutz – Gesundheitsdaten

In der Datenschutzgesetzgebung hat sich in den letzten Jahren einiges getan. Dies wurde kürzlich auf europäischer Ebene durch die Verabschiedung der Richtlinie (EU) 2016/680 durch das Europäische Parlament und den Rat der Europäischen Union konkretisiert. Als ein mit der Schengen-Zusammenarbeit assoziierter Staat wirkte die Schweiz bei den Beratungen und der Erarbeitung dieser Richtlinie in den Arbeitsgruppen der Europäischen Union mit. Inzwischen hat der Bundesrat die Totalrevision des Bundesgesetzes über den Datenschutz an die Hand genommen (DSG; SR 235.51), gefolgt von einigen Kantonen für ihre Datenschutzgesetzgebung, so auch der Kanton Freiburg.

Dieser Entwicklung soll auch in der Personalgesetzgebung Rechnung getragen und die Datenschutzregelung angepasst werden. Der geltende Artikel 124 wird aufgehoben. Unter der Artikelüberschrift «Schutz der Personaldaten» werden lediglich die wichtigsten Grundsätze zur Einhaltung der Datenschutzgesetze festgelegt und auf die einschlägige Gesetzgebung verwiesen. Heute müssen aber die Art der bearbeiteten Daten, die Rahmenbedingungen und die Grenzen, innerhalb derer der Staat als Arbeitgeber berechtigt ist, über die personenbezogenen Daten seiner Mitarbeitenden zu verfügen, in einer formellen Rechtsgrundlage festgeschrieben werden.

Der Entwurf enthält nun ein neues Kapitel 11a mit der Überschrift «Datenschutz» und drei neuen Artikeln.

Ein Artikel 127a «Personaladministration» regelt die Grundsätze in Zusammenhang mit der Zentralverwaltung. Hier geht es um Fragen rund um das Personalwesen beim Staat wie Rekrutierung, Lohnadministration, Einreihung der Funktionen, Mitarbeitendenbeurteilung. In Absatz 5 geht es um die Möglichkeit des Arbeitgebers Staat, zu dienstlichen Zwecken auf IT-Plattformen oder Datenregister zuzugreifen. Heute denkt man vor allem daran, dass das Amt für Personal und Organisation Zugriff auf individuelle Daten der Einwohnerkontrolle (Fri-Pers) haben muss (z.B. AHV-Nummer). Diese Zugangsberechtigung muss bewilligungspflichtig und streng beschränkt werden. In Zukunft können sich solche Vorgehensweisen mit der fortschreitenden Digitalisierung verbreiten.

Ein zweiter Artikel 127b «Personal- und Sozialberatung» regelt die Datenschutzfragen im sensiblen Bereich der Tätigkeit dieser Einheit.

Schliesslich war noch eine letzte Bestimmung vorzusehen, Artikel 127c «Gesundheitsdaten», in Zusammenhang mit der Aufgabe der Vertrauensärztin oder des Vertrauensarztes des Staats. Hier geht es um «Rahmenbedingungen», die die wichtigsten Grundsätze für den Schutz der Daten des Staatspersonals regeln sollen.

Unter Personendaten sind alle Angaben zu verstehen, die sich auf eine bestimmte oder bestimmbare Person beziehen. Die betroffene Person ist somit die natürliche Person, über die Daten bearbeitet werden. Als bestimmbar wird eine Person angesehen, die direkt oder indirekt identifiziert werden kann, namentlich durch eine indirekte Korrelation von Informationen, die aus den Umständen erschlossen werden können (z.B. Telefonnummer, AHV-Nummer). Andererseits ist die Verarbeitung anonymisierter Daten zulässig, wenn eine Re-Identifikation durch Dritte unmöglich ist (die Daten wurden vollständig und endgültig anonymisiert) oder nur mit einem solchen Aufwand möglich scheint, dass es niemand versuchen würde. Sofern diese Grundsätze strikt eingehalten werden, können solche anonymisierten Daten für statistische Zwecke verwendet werden.

Artikel 128 StPG – Anerkannte Sozialpartner

Absatz 1 dieses Artikels wird dahingehend geändert, dass die im Rahmen des in Artikel 123 StPG vorgesehenen Rechts auf Konsultation und Information anerkannten Personalverbände nicht mehr alle namentlich im Gesetz aufgeführt sind. Es obliegt dem Staatsrat, diese Anerkennung in jedem Einzelfall unter Berücksichtigung der Grundsätze der Rechtsprechung vorzunehmen.

Artikel 128a StPG – Freiwilliger Unterstützungsbeitrag

Nach dem geltenden Artikel 128a wird ausschliesslich der FEDE ein Unterstützungsbeitrag zugewiesen, was gegen den Grundsatz der Gleichbehandlung der Gewerkschaften und die Gewerkschaftsfreiheit verstösst. Dieser Verfassungsverstoss wurde vom Staatsrat am 13. Oktober 2017 anerkannt. Zur Gewährleistung der Gleichbehandlung der anerkannten Sozialpartner, die einen Anteil am Beitrag geltend machen, und um keinen Sozialpartner finanziell zu bevorzugen, sieht der Entwurf die Aufteilung des erhobenen Gesamtbetrages nach Massgabe der Mitgliederzahl vor.

Artikel 131 StPG – Verfahren zur Wiedererwägung der Personalbeurteilung

Aufgehoben. Zur Vereinfachung des ordentlichen Kündigungsverfahrens entfällt die Pflicht, eine formelle Personalbeurteilung durchzuführen. Deshalb braucht es auch kein Verfahren zur Wiedererwägung dieser Personalbeurteilung mehr. Die Modalitäten des neuen Verfahrens werden in den Ausführungsbestimmungen geregelt.

Artikel 132 StPG – Beschwerde – Gegenstand

Absatz 3 wird aufgehoben. Siehe oben, Artikel 131 StPG. Da die Verwarnung im Rahmen des neuen Kündigungsverfahrens wegfällt, muss Absatz 3 in seiner jetzigen Fassung geändert werden. Vorerst wird er aufgehoben. Die Frage eines Rechtsmittels gegen die formelle Personalbeurteilung (Art. 22 Abs. 2 StPG) bleibt offen und wird demnächst im Rahmen der ODE-Verordnung behandelt.

4. Finanzielle Auswirkungen

Einige Bestimmungen der Vorlage haben Mehrkosten zur Folge. Die Kostenschätzung – soweit momentan möglich – erfolgte auf der Grundlage der Zahlen von 2019, mit dem Personalbestand von 2019.

- > **Vertretungsentschädigung** (Art. 99 StPG und 117 StPR): Gegenüber der geltenden Fassung des StPG wird eine höhere Vertretungsentschädigung gewährt, was den Staat in etwa 280 000 Franken mehr kosten wird.
- > **Besitzstandsentschädigung:** Die Kosten werden auf 120 000 Franken jährlich geschätzt.
- > **Adoptionsurlaub:** Ein Adoptionsurlaub ist in den letzten sechs Jahren nur dreimal gewährt worden. Daraus ist zu schliessen, dass die Verlängerung dieses Urlaubs kaum höhere Kosten verursachen wird.
- > **Verlängerung des Vaterschaftsurlaubs von fünf Tagen auf fünfzehn Tage:** Mit der Einführung des Vaterschaftsurlaubs auf eidgenössischer Ebene wird der Bund die Erwerbsausfallentschädigungen (EO-Ersatz) für die entsprechenden zehn Tage direkt dem Staat auszahlen. Die Kosten zulasten des Staates für die Verlängerung auf fünfzehn Tag belaufen sich auf jährlich 750 000 Franken.
- > **Mutterschaftsurlaub** von sechzehn Wochen für auf weniger als ein Jahr befristete Arbeitsverträge: Davon sind jährlich rund zwanzig Mitarbeiterinnen betroffen, und die geschätzten jährlichen Kosten belaufen sich auf 150 000 Franken.
- > **Prämien:** Das Prämiensystem ist in Ausarbeitung. Die Kosten für die Prämien zugunsten des Staatspersonals dürften sich auf jährlich 500 000 Franken belaufen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass sich die **Mehrkosten** zu Lasten des Arbeitgebers Staat auf **insgesamt** 1 800 000 Franken belaufen dürften. Für die Gemeinden belaufen sich die Mehrkosten auf insgesamt 205 000 Franken.

Auf den Gesamtpersonalaufwand des Staates bezogen, d.h. 1,8 Milliarden Franken (einschliesslich HFR und FNPG), stellen die revisionsbedingten Mehrkosten eine Erhöhung um 0,1% dar.

Allerdings können die finanziellen Auswirkungen des Urlaubs für pflegende Angehörige und des Betreuungsurlaubs nach Artikel 67 und 67a StPR gegenwärtig nicht beziffert werden. Es lässt sich im jetzigen Zeitpunkt auch nicht ausschliessen, dass die Einführung des Begriffs der Beschwerlichkeit in Artikel 116a StPG auch zu Mehrkosten führt.

5. Verfassungsmässigkeit, Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Eurokompatibilität

Die Änderungsvorschläge sind verfassungs- und bundesrechtskonform und auch hinsichtlich Europarechtskonformität unproblematisch.

6. Fazit

Wir laden Sie ein, diesen Entwurf zur Änderung des StPG anzunehmen.

Loi modifiant la loi sur le personnel de l'Etat

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): **122.70.1**
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2021-DFIN-12 du Conseil d'Etat du 20 avril 2021;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

L'acte RSF 122.70.1 (Loi sur le personnel de l'Etat (LPers), du 17.10.2001) est modifié comme il suit:

Art. 4 al. 1 (*inchangé*) [DE: (*modifié*)]

¹ La politique du personnel a pour but de valoriser de manière optimale les ressources humaines de l'Etat en se fondant sur les principes suivants:

- h) (*modifié*) l'intégration des personnes atteintes durablement dans leur santé physique ou psychique ou présentant des difficultés d'insertion socioprofessionnelle;
- k) (*nouveau*) la conciliation de la vie privée et de la vie professionnelle;
- l) (*nouveau*) la mise en place de formes flexibles de travail et de temps de travail;

Gesetz zur Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: **122.70.1**
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2021-DFIN-12 des Staatsrats vom 20. April 2021;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF 122.70.1 (Gesetz über das Staatspersonal (StPG), vom 17.10.2001) wird wie folgt geändert:

Art. 4 Abs. 1 (*geändert*) [FR: (*unverändert*)]

¹ Ziel der Personalpolitik ist es, die Personalressourcen des Staates optimal zu nutzen. Sie beruht auf folgenden Grundsätzen:

- h) (*geändert*) Eingliederung von Personen mit einer dauerhaften Beeinträchtigung ihrer körperlichen oder psychischen Gesundheit oder Schwierigkeiten bei der sozioprofessionellen Eingliederung;
- k) (*neu*) Vereinbarkeit von Berufs- und Privatleben;
- l) (*neu*) flexible Arbeits- und Arbeitszeitformen;

- m) (*nouveau*) le développement des compétences et du potentiel des collaborateurs et collaboratrices, notamment par la formation, en fonction de leurs aptitudes et de leurs qualifications;
- n) (*nouveau*) la promotion de la santé et de la sécurité au travail;
- o) (*nouveau*) l'attrait de l'employeur afin que soient assurés l'engagement et la fidélisation du personnel;
- p) (*nouveau*) l'encouragement des comportements écologiques et la promotion de la mobilité douce, dans le cadre du développement durable.

Art. 8 al. 1

¹ Le Conseil d'Etat exerce les attributions suivantes:

- a1) (*nouveau*) il définit et adopte la politique du personnel;
- e) (*inchangé*) [DE: (*modifié*)] il approuve les délégations de compétences aux chefs-fe-s de service ou aux préfets décidées par les Directions et les établissements en application de la présente loi;
- f) (*modifié*) il représente l'Etat-employeur face aux associations de personnel reconnues selon l'article 128 pour toute question de portée générale ou entrant dans ses attributions en vertu de la présente disposition;
- g) (*inchangé*) [DE: (*modifié*)] il exerce toutes les autres attributions qui lui sont expressément dévolues par la présente loi et ses dispositions d'exécution ou par les lois spéciales.

Art. 10 al. 1

¹ Le ou la chef-fe de service a les attributions suivantes:

- d) *Abrogé*

Art. 12 al. 1

¹ Le Service du personnel et d'organisation a les attributions suivantes:

- a) (*modifié*) il élabore la politique du personnel, prépare les propositions de politique du personnel à l'intention du Conseil d'Etat et veille à sa mise en œuvre par le biais d'indicateurs;
- b) (*modifié*) il conseille et soutient le Conseil d'Etat, les Directions et les établissements dans tous les domaines relatifs au personnel et organisationnels;

- m) (*neu*) Entwicklung von Know-how und Potenzial der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, insbesondere mit Schulungen, je nach ihren Fähigkeiten und Qualifikationen;
- n) (*neu*) Förderung von Sicherheit und Gesundheitsschutz am Arbeitsplatz;
- o) (*neu*) Attraktivität des Arbeitgebers, damit geeignetes Personal angestellt werden kann und die Mitarbeiterbindung gewährleistet ist;
- p) (*neu*) Förderung umweltfreundlichen Verhaltens und der Mobilität im Rahmen der nachhaltigen Entwicklung.

Art. 8 Abs. 1

¹ Der Staatsrat hat folgende Aufgaben:

- a1) (*neu*) Er definiert und genehmigt die Personalpolitik.
- e) (*geändert*) [FR: (*unverändert*)] Er genehmigt die in Anwendung dieses Gesetzes von den Direktionen und Anstalten beschlossenen Kompetenzdelegationen an Dienstchefinnen und -chefs und an die Oberamtmänner.
- f) (*geändert*) Er vertritt den Arbeitgeber Staat gegenüber den anerkannten Personalverbänden nach Artikel 128 für alle allgemeinen Fragen oder Fragen in seinem Aufgabenbereich im Sinne dieser Bestimmung.
- g) (*geändert*) [FR: (*unverändert*)] Er nimmt alle weiteren Aufgaben wahr, die ihm dieses Gesetz und seine Ausführungsbestimmungen oder die Spezialgesetze ausdrücklich zuweisen.

Art. 10 Abs. 1

¹ Die Dienstchefinnen oder -chefs haben folgende Aufgaben:

- d) *Aufgehoben*

Art. 12 Abs. 1

¹ Das Amt für Personal und Organisation hat folgende Aufgaben:

- a) (*geändert*) Es gestaltet die Personalpolitik, bereitet personalpolitische Geschäfte zuhanden des Staatsrates vor und sorgt für die Umsetzung der Personalpolitik mit Hilfe von Indikatoren.
- b) (*geändert*) Es berät und unterstützt den Staatsrat, die Direktionen und die Anstalten in allen personellen und organisatorischen Fragen.

- c) (*modifié*) il veille à l'application harmonieuse de la présente loi et des lois spéciales concernant le personnel de l'Etat et de ses établissements; à cet effet, il donne des préavis ou établit des directives;
- d) (*modifié*) il développe et gère les systèmes ainsi que les instruments de gestion centralisés et d'information du personnel;
- e) (*modifié*) il élabore un concept général de formation continue et de formation des cadres et met à disposition une offre de formations et des mesures de perfectionnement et de développement adaptés aux besoins des collaborateurs et collaboratrices;
- f) (*modifié*) il veille à la mise en œuvre de mesures dans les domaines de la sécurité au travail, de la protection de la santé et de la promotion de la santé;
- g) (*nouveau*) il gère une unité organisationnelle de consultation sociale et de conseil du personnel;
- h) (*nouveau*) il exerce toutes les autres attributions qui lui sont expressément dévolues par la présente loi et ses dispositions d'exécution ou par les lois spéciales.

Art. 14

Abrogé

Art. 15

Abrogé

Art. 20 al. 1 (*modifié*)

¹ Le Conseil d'Etat adopte un concept général de formation continue et de formation des cadres, notamment dans le domaine de la conduite du personnel.

Art. 25 al. 3 (*abrogé*)

³ *Abrogé*

Art. 28 al. 4 (*abrogé*)

⁴ *Abrogé*

- c) (*geändert*) Es sorgt für die harmonisierte Anwendung dieses Gesetzes und der Spezialgesetze über das Personal des Staates und seiner Anstalten und gibt zu diesem Zweck Stellungnahmen ab oder erstellt Richtlinien.
- d) (*geändert*) Es entwickelt und verwaltet die Systeme sowie die zentralisierten Personalbewirtschaftungs- und die Personalinformationssysteme.
- e) (*geändert*) Es entwickelt ein Gesamtkonzept für die Aus- und Weiterbildung der Kader und bietet auf die Bedürfnisse der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter zugeschnittene Aus- und Weiterbildungsmaßnahmen an.
- f) (*geändert*) Es sorgt für die Umsetzung der Massnahmen in den Bereichen Arbeitssicherheit, Gesundheitsschutz und Gesundheitsförderung am Arbeitsplatz.
- g) (*neu*) Es führt eine Organisationseinheit für Personal- und Sozialberatung.
- h) (*neu*) Es nimmt alle weiteren Aufgaben wahr, die ihm dieses Gesetz und seine Ausführungsbestimmungen oder die Spezialgesetze ausdrücklich zuweisen.

Art. 14

Aufgehoben

Art. 15

Aufgehoben

Art. 20 Abs. 1 (*geändert*)

¹ Der Staatsrat beschliesst ein allgemeines Konzept für die Weiterbildung sowie für die Ausbildung des Kaders, insbesondere im Bereich der Personalführung.

Art. 25 Abs. 3 (*aufgehoben*)

³ *Aufgehoben*

Art. 28 Abs. 4 (*aufgehoben*)

⁴ *Aufgehoben*

Art. 31 al. 1 (modifié), **al. 3** (modifié), **al. 4** (modifié), **al. 5** (nouveau)

Période probatoire (*titre médian modifié*)

¹ Le collaborateur ou la collaboratrice est soumis-e à une période probatoire de six mois.

³ Durant les deux premiers mois de la période probatoire, les rapports de service peuvent être résiliés de part et d'autre une semaine d'avance pour la fin d'une semaine. Dès le troisième mois, le délai de résiliation est de un mois pour la fin d'un mois.

⁴ S'il existe un doute sur la capacité du collaborateur ou de la collaboratrice d'occuper le poste de travail, la période probatoire peut être prolongée de six mois au plus. Au terme de cette prolongation, une nouvelle prolongation n'est pas possible.

⁵ Il peut être renoncé, dès l'engagement ou pendant la période probatoire, à tout ou partie de celle-ci pour les contrats de durée déterminée, ou lorsque le collaborateur ou la collaboratrice a déjà exercé antérieurement la fonction concernée, ou encore lorsque les prestations, le comportement et les aptitudes sont comparables à celles d'une personne expérimentée. Les articles 34 et 35 sont en outre réservés.

Art. 32

Abrogé

Art. 38 al. 2 (*abrogé*)

² *Abrogé*

Art. 39 al. 1 (modifié), **al. 2** (nouveau)

Contrat de durée indéterminée – Lettre d'avertissement (*titre médian modifié*)

¹ Le licenciement est précédé d'une lettre d'avertissement écrite et motivée, donnée suffisamment tôt pour permettre au collaborateur ou à la collaboratrice de répondre aux exigences du poste.

Art. 31 Abs. 1 (geändert), **Abs. 3** (geändert), **Abs. 4** (geändert), **Abs. 5** (neu)

Probezeit (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Die Probezeit beträgt sechs Monate.

³ Das Dienstverhältnis kann in den ersten zwei Monaten der Probezeit von jeder Partei mit einer Kündigungsfrist von einer Woche auf das Ende einer Woche gekündigt werden. Ab dem dritten Monat der Probezeit kann das Dienstverhältnis mit einer Kündigungsfrist von einem Monat auf das Ende eines Monats gekündigt werden.

⁴ Bestehen Zweifel an der Eignung der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters für die Arbeitsstelle, so kann die Probezeit um höchstens sechs Monate verlängert werden. Nach Ablauf dieser Verlängerung ist keine weitere Verlängerung mehr möglich.

⁵ Bei der Anstellung oder während der Probezeit kann ganz oder teilweise auf diese verzichtet werden, und zwar für befristete Verträge, wenn die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter die betreffende Funktion schon vorher ausgeübt hat oder wenn die Leistungen, das Verhalten und die Fähigkeiten mit denen erfahrener Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter vergleichbar sind. Die Artikel 34 und 35 bleiben im Übrigen vorbehalten.

Art. 32

Aufgehoben

Art. 38 Abs. 2 (*aufgehoben*)

² *Aufgehoben*

Art. 39 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (neu)

Unbefristeter Vertrag – Mahnschreiben (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Der Kündigung muss ein begründetes und schriftliches Mahnschreiben vorangehen, das früh genug übergeben wird, damit die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter innert nützlicher Frist den Anforderungen der Stelle gerecht werden kann.

² La lettre d'avertissement consiste en une mise en garde adressée au collaborateur ou à la collaboratrice qui ne répond pas aux exigences de sa fonction selon l'article 38, afin de lui donner la possibilité de s'améliorer avant l'événuel prononcé d'une décision de résiliation.

Art. 41 al. 1 (modifié)

¹ Lorsque les motifs de licenciement se révèlent injustifiés, le collaborateur ou la collaboratrice n'est pas réintégré-e dans sa fonction mais a droit à une indemnité dont le montant maximal est égal à dix-huit mois de traitement.

Art. 45 al. 2 (modifié)

² Lorsque les circonstances le permettent, le renvoi est précédé d'une lettre d'avertissement, telle qu'elle est définie à l'article 39 al. 2.

Art. 47a (nouveau)

Indemnité de situation acquise

¹ En cas de transfert ou de suppression de postes liés à une réorganisation, une indemnité garantissant le maintien de la situation salariale est octroyée aux collaborateurs et collaboratrices ayant atteint l'âge qui sera fixé par voie réglementaire. Le Conseil d'Etat fixe les modalités d'octroi de l'indemnité de situation acquise.

Art. 48 al. 1 (modifié)

¹ L'incapacité de travail par suite de maladie ou d'accident entraîne une cessation de plein droit des rapports de service lorsque sa durée dépasse 365 jours d'incapacité, dans une période de 547 jours consécutifs. L'autorité d'engagement peut réengager le collaborateur ou la collaboratrice, soit dès la cessation des rapports de service, soit de manière différée. Les modalités sont fixées par voie d'ordonnance.

² Das Mahnschreiben ist eine Warnung an Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, welche die Anforderungen ihrer Funktion gemäss Artikel 38 nicht erfüllen, damit sie sich verbessern können, bevor allenfalls eine Kündigung ausgesprochen wird.

Art. 41 Abs. 1 (geändert)

¹ Erweisen sich die Kündigungsgründe als ungerechtfertigt, so wird von die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter nicht wieder in die jeweilige Funktion aufgenommen, sie oder er hat jedoch Anspruch auf eine Entschädigung in Höhe von maximal 18 Monatslöhnen.

Art. 45 Abs. 2 (geändert)

² Wenn es die Umstände erlauben, ergeht ein Mahnschreiben gemäss Artikel 39 Abs. 2, bevor die Entlassung verfügt wird.

Art. 47a (neu)

Besitzstandentschädigung

¹ Im Falle einer Versetzung oder einer Stellenabschaffung aus Reorganisationsgründen wird Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern, die das entsprechende reglementarische Alter erreicht haben, eine Entschädigung gewährt, die ihnen das gleiche Lohnniveau bis zur Pensionierung garantiert. Der Staatsrat regelt die Einzelheiten für die Gewährung der Besitzstandentschädigung.

Art. 48 Abs. 1 (geändert)

¹ Arbeitsunfähigkeit wegen Krankheit oder Unfall führt von Rechts wegen zur Beendigung des Dienstverhältnisses, wenn sie mehr als 365 Abwesenheitstage innerhalb von 547 aufeinanderfolgenden Tagen umfasst. Die Anstellungsbehörde kann die Mitarbeiterin oder den Mitarbeiter entweder unmittelbar nach Beendigung des Dienstverhältnisses oder später wieder anstellen. Die Einzelheiten werden auf dem Verordnungsweg geregelt.

Art. 62 al. 1 (modifié), **al. 2** (modifié), **al. 5** (nouveau)

¹ Le collaborateur ou la collaboratrice qui, dans l'exercice de sa fonction, constate ou éprouve des soupçons sérieux au sujet d'un fait punissable et préjudiciable aux intérêts de l'Etat est tenu-e de le signaler sans retard à son autorité d'engagement, subsidiairement au Conseil d'Etat.

² Lorsque le fait paraît présenter un caractère pénal, l'autorité d'engagement ou le Conseil d'Etat le dénonce à l'autorité pénale compétente. Il peut être renoncé à une dénonciation dans les cas de peu de gravité. En cas de dénonciation par l'autorité d'engagement ou la Direction, le Conseil d'Etat en est informé.

⁵ Nul ne doit subir de désavantage sur le plan professionnel pour avoir, de bonne foi, signalé un fait apparemment punissable ou préjudiciable aux intérêts de l'Etat ou pour en avoir attesté.

Art. 74a (nouveau)

Transfert des droits d'auteur

¹ Les collaborateurs et collaboratrices transfèrent à l'Etat les droits d'auteur concernant toutes les œuvres au sens de la loi fédérale sur le droit d'auteur qu'ils ont réalisées dans le cadre de leur activité au service de l'Etat.

² L'Etat ne verse aucune contre-prestation pour ces œuvres en sus du traitement du collaborateur ou de la collaboratrice.

³ Les lois spéciales, notamment la loi sur l'Université, et les accords particuliers sont réservés.

Art. 84 al. 1 (modifié)

¹ Lorsque le marché du travail est tel que le traitement octroyé à un collaborateur ou une collaboratrice, ou encore à une catégorie de personnel, ne permet plus d'engager ou de conserver des collaborateurs ou collaboratrices qualifiés, le Conseil d'Etat peut, par mesure temporaire, accorder une prestation supplémentaire.

Art. 89 al. 2 (abrogé)

² Abrogé

Art. 62 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert), **Abs. 5** (neu)

¹ Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die in der Ausübung ihrer Funktion Kenntnis von strafbaren und den Interessen des Staates schadenden Handlungen haben oder solche vermuten, sind verpflichtet, dies unverzüglich der Anstellungsbehörde oder subsidiär dem Staatsrat zu melden.

² Scheint die Tat strafrechtlichen Charakter zu haben, so zeigt die Anstellungsbehörde oder der Staatsrat sie der zuständigen Strafbehörde an. In nicht schwerwiegenden Fällen kann auf eine Anzeige verzichtet werden. Erstattet die Anstellungsbehörde oder die Direktion Anzeige, so setzt sie den Staatsrat davon in Kenntnis.

⁵ Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern, die in gutem Glauben eine offensichtlich strafbare oder den Interessen des Staates schadende Handlung gemeldet oder bezeugt haben, dürfen daraus keine beruflichen Nachteile entstehen.

Art. 74a (neu)

Übertragung von Urheberrechten

¹ Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter übertragen dem Staat die Urheberrechte an allen Werken im Sinne des Bundesgesetzes über das Urheberrecht, die sie im Rahmen ihrer Tätigkeit im Dienst des Staates geschaffen haben.

² Der Staat vergütet solche Werke nicht zusätzlich zum Gehalt der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters.

³ Vorbehalten bleiben die Spezialgesetze, namentlich das Gesetz über die Universität, und die Sondervereinbarungen.

Art. 84 Abs. 1 (geändert)

¹ Erlaubt es das Funktionsgehalt von Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern oder gewisser Personalkategorien auf Grund der Arbeitsmarktlage nicht, qualifiziertes Personal zu halten oder anzustellen, so kann der Staatsrat vorübergehend eine Zulage gewähren.

Art. 89 Abs. 2 (aufgehoben)

² Aufgehoben

Art. 94a (nouveau)

Primes

¹ Le Conseil d'Etat fixe par voie d'ordonnance un système de primes récompensant les prestations exceptionnelles individuelles ou d'un groupe.

Art. 113 al. 2 (abrogé)

² Abrogé

Art. 114 al. 1 (modifié), **al. 2** (modifié), **al. 3** (nouveau)

¹ En cas d'adoption d'une personne mineure, le collaborateur ou la collaboratrice a droit à douze semaines de congé payé.

² Si les deux parents adoptifs travaillent à l'Etat, le ou la partenaire du collaborateur ou de la collaboratrice a droit à un congé payé de quinze jours ouvrables.

³ Le congé d'adoption vaut uniquement pour l'adoption d'une personne mineure n'étant pas déjà l'enfant du conjoint ou de la conjointe au sens de l'article 264c CC.

Art. 114a al. 1 (modifié)

¹ Lors de la naissance de son enfant, le collaborateur a droit à un congé payé de paternité de quinze jours ouvrables.

Art. 116a (nouveau)

Pénibilité

¹ Le Conseil d'Etat détermine par voie d'ordonnance les principes et critères d'évaluation pour les activités pénibles ou à risques accrus.

Art. 124

Abrogé

Intitulé de section après Art. 127 (nouveau)

11a Protection des données

Art. 94a (neu)

Prämien

¹ Der Staatsrat legt auf dem Verordnungsweg ein Prämiensystem zur Belohnung von aussergewöhnlichen Einzel- oder Gruppenleistungen fest.

Art. 113 Abs. 2 (aufgehoben)

² Aufgehoben

Art. 114 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert), **Abs. 3** (neu)

¹ Bei einer Adoption einer oder eines Minderjährigen hat die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter Anspruch auf zwölf Wochen bezahlten Urlaub.

² Arbeiten beide Adoptivelternteile beim Staat, so hat der Partner oder die Partnerin der betreffenden Mitarbeiterin oder des betreffenden Mitarbeiters Anspruch auf fünfzehn Arbeitstage bezahlten Urlaub.

³ Der Adoptionsurlaub gilt nur für die Adoption eines minderjährigen Kindes, das nicht ein Kind des Ehepartners oder der Ehepartnerin im Sinne von Artikel 264c ZGB ist.

Art. 114a Abs. 1 (geändert)

¹ Bei der Geburt seines Kindes hat der Mitarbeiter Anspruch auf bezahlten Vaterschaftsurlaub von fünfzehn Arbeitstagen.

Art. 116a (neu)

Beschwerlichkeit der Arbeit

¹ Der Staatsrat bestimmt auf dem Verordnungsweg die Grundsätze und Kriterien für beschwerliche Tätigkeiten oder Tätigkeiten mit erhöhtem Risiko.

Art. 124

Aufgehoben

Abschnittsüberschrift nach Art. 127 (neu)

11a Datenschutz

Art. 127a (nouveau)

Administration du personnel

¹ L'Etat-employeur traite, sous forme papier ou dans un ou plusieurs systèmes d'information, les données relatives au personnel dont il a besoin pour exécuter les tâches qui lui sont assignées par la présente loi, notamment pour:

- a) planifier les besoins et assurer le recrutement du personnel;
- b) gérer les salaires, les rémunérations et les communications aux assurances sociales;
- c) établir la classification des fonctions;
- d) assurer la mise en œuvre de la conduite par objectifs, de l'évaluation et du développement du personnel;
- e) identifier et promouvoir les mesures de développement et de formation du personnel;
- f) garantir la planification, le pilotage, l'exploitation et le contrôle des données du personnel;
- g) réaliser des agrégats et des analyses de données, sous différentes formes, notamment à des fins statistiques.

² Il est habilité à traiter les données du personnel qui sont nécessaires à l'exécution de ses tâches, y compris les données sensibles, notamment:

- a) les données relatives à la personne;
- b) les données relatives aux prestations, au potentiel et au développement personnel et professionnel;
- c) les données relatives à l'état de santé en rapport avec la capacité de travail;
- d) les données requises dans le cadre de la collaboration à la mise en œuvre du droit des assurances sociales;
- e) les actes de procédure et décisions de l'Etat-employeur ayant trait au travail.

Art. 127a (neu)

Personaladministration

¹ Der Arbeitgeber Staat bearbeitet in Papierform oder in einem oder mehreren Informationssystemen auf das Personal bezogene Daten, die er zur Erfüllung der ihm durch dieses Gesetz zugewiesenen Aufgaben benötigt, insbesondere zu folgenden Zwecken:

- a) Bedarfsplanung und Personalrekrutierung;
- b) Verwaltung der Gehälter, der Vergütungen und der Meldungen an die Sozialversicherungen;
- c) Einreihung der Funktionen;
- d) Umsetzung des Führens mit Zielvereinbarung, der Entwicklung und der Personalbeurteilung;
- e) Ermittlung und Förderung von Personalentwicklungs- und Schulungsmöglichkeiten;
- f) Sicherstellung der Planung, Steuerung, Nutzung und Kontrolle von Personaldaten;
- g) Aggregieren und Analysieren von Daten in unterschiedlichen Formen, namentlich zu statistischen Zwecken.

² Er ist befugt, die Personaldaten zu bearbeiten, die er zur Erfüllung der ihm durch dieses Gesetz zugewiesenen Aufgaben benötigt, einschliesslich der besonders schützenswerten Personendaten, namentlich:

- a) personenbezogene Daten;
- b) auf die Leistungen, das Potenzial und die persönliche und berufliche Entwicklung bezogene Daten;
- c) auf den Gesundheitszustand in Zusammenhang mit der Arbeitsfähigkeit bezogene Daten;
- d) Daten, die in der Zusammenarbeit bei der Umsetzung des Sozialversicherungsrechts erforderlich sind;
- e) arbeitsbezogene Verfahrenshandlungen und Entscheide des Arbeitgebers Staat.

³ Il est responsable de la protection et de la sécurité des données.

⁴ Il peut transmettre des données à des tiers s'il existe une base légale ou si la personne à laquelle ces données se rapportent y a consenti par écrit.

⁵ L'Etat-employeur peut avoir accès, pour les besoins de services, aux données personnelles d'autres plates-formes ou registres informatiques de données, ainsi que pour la transmission à des fins statistiques. Une autorisation préalable est requise, et les droits d'accès doivent être strictement délimités.

⁶ Les données personnelles peuvent être rendues accessibles au moyen d'une procédure d'appel électronique au sens de la loi cantonale sur la protection des données.

⁷ Au surplus, les dispositions d'exécution règlent les modalités.

Art. 127b (nouveau)

Consultation sociale et de conseil du personnel

¹ La Consultation sociale et de conseil du personnel de l'Etat de Fribourg traite, sur papier ou dans un système d'information, les données qui concernent les personnes faisant appel à ses services et dont elle a besoin pour exécuter ses tâches, notamment:

- a) les atteintes à la santé physique ou psychique;
- b) les risques psychosociaux au travail;
- c) les problèmes financiers;
- d) les questions personnelles;
- e) les conflits et le harcèlement;
- f) les activités liées à la réintégration de personnes atteintes dans leur santé;
- g) le traitement des demandes et le secrétariat du Fond d'entraide sociale pour le personnel de l'Etat;
- h) la réalisation d'agrégats et d'analyses de données, sous différentes formes, notamment à des fins statistiques.

³ Er ist für den Datenschutz und die Datensicherheit verantwortlich.

⁴ Er kann Daten Dritten bekanntgeben, sofern eine gesetzliche Grundlage dafür besteht oder die Person, auf die sich die Daten beziehen, schriftlich ihre Zustimmung dazu erteilt hat.

⁵ Der Arbeitgeber Staat kann zu dienstlichen Zwecken und zur Weitergabe zu statistischen Zwecken Zugriff auf personenbezogene Daten aus anderen IT-Plattformen und digitalen Registern haben. Dazu ist eine vorgängige Bewilligung erforderlich, und die Zugriffsrechte müssen streng begrenzt sein.

⁶ Die Personendaten können über ein elektronisches Abrufverfahren im Sinne des kantonalen Gesetzes über den Datenschutz zugänglich gemacht werden.

⁷ Darüber hinaus sind die Einzelheiten in den Ausführungsbestimmungen geregelt.

Art. 127b (neu)

Personal- und Sozialberatung

¹ Die Personal- und Sozialberatung des Staates Freiburg bearbeitet in Papierform oder in einem Informationssystem Daten, die sich auf Personen beziehen, die diese Beratungsdienste in Anspruch nehmen, und die sie für die Erfüllung ihrer Aufgaben benötigt, namentlich:

- a) zu Beeinträchtigungen der körperlichen oder psychischen Gesundheit;
- b) zu psychosozialen Risiken am Arbeitsplatz;
- c) zu finanziellen Problemen;
- d) zu persönlichen Fragen;
- e) zu Konflikten, Mobbing und sexueller Belästigung;
- f) zu Aktivitäten in Zusammenhang mit der beruflichen Wiedereingliederung von Personen mit gesundheitlicher Beeinträchtigung;
- g) zur Bearbeitung der Anträge für Darlehen aus dem Sozialfonds für das Staatspersonal;
- h) zum Aggregieren und Analysieren von Daten in unterschiedlichen Formen, namentlich zu statistischen Zwecken.

² Elle peut traiter les données sensibles relatives aux bénéficiaires nécessaires à l'exécution de ses tâches, notamment:

- a) la situation personnelle;
- b) l'état de santé;
- c) la capacité de travail;
- d) les causes et le degré d'invalidité.

³ Elle est responsable de la protection des données qu'elle traite dans le cadre de ses interventions.

⁴ Le Conseil d'Etat définit les personnes et les fonctions qui ont accès au système d'information.

⁵ La Consultation sociale et de conseil du personnel garantit la confidentialité aux bénéficiaires. Aucune démarche ni aucune mesure ne peut être entreprise par ses intervenants et intervenantes en charge d'un dossier sans l'accord écrit de la personne concernée. L'accord donné peut également être retiré en tout temps.

⁶ Il peut être renoncé au consentement écrit de la personne concernée si un intérêt public prépondérant le requiert.

⁷ Si une base légale le prévoit, les données strictement nécessaires peuvent être communiquées à des tiers sans l'accord explicite de la personne ou des personnes.

⁸ Au surplus, les dispositions d'exécution règlent les modalités.

Art. 127c (nouveau)

Données relatives à la santé

¹ Le ou la médecin-conseil de l'Etat de Fribourg traite, sur papier ou dans un système d'information, les données sensibles concernant la santé qui sont nécessaires à l'évaluation des aptitudes et risques ou à des fins statistiques, notamment:

- a) l'aptitude au travail des candidats et candidates lors de l'engagement;

² Sie kann besonders schützenswerte Personendaten bearbeiten, die sich auf die Personen beziehen, die ihre Dienste beanspruchen, und die sie für die Erfüllung ihrer Aufgaben benötigt, namentlich:

- a) zur persönlichen Situation;
- b) zum Gesundheitszustand;
- c) zur Arbeitsfähigkeit;
- d) zu Invaliditätsgründen und Invaliditätsgrad.

³ Sie ist für den Schutz der Daten verantwortlich, die sie im Rahmen ihres Einsatzes bearbeitet.

⁴ Der Staatsrat bestimmt die Personen und die Funktionen, die Zugriff auf das Informationssystem haben.

⁵ Die Personal- und Sozialberatung garantiert den Personen, die ihre Leistungen in Anspruch nehmen, Vertraulichkeit. Ohne die schriftliche Zustimmung der betroffenen Person dürfen von ihren Beraterinnen und Beratern keine Schritte unternommen oder Massnahmen getroffen werden. Die Zustimmung kann auch jederzeit rückgängig gemacht werden.

⁶ Auf die schriftliche Zustimmung der betroffenen Person kann verzichtet werden, wenn ein überwiegendes öffentliches Interesse dies erfordert.

⁷ Wenn es in einer gesetzlichen Grundlage vorgesehen ist, können unbedingt erforderliche Daten ohne ausdrückliche Zustimmung der betroffenen Personen Dritten bekanntgegeben werden.

⁸ Darüber hinaus werden die Einzelheiten in den Ausführungsbestimmungen geregelt.

Art. 127c (neu)

Gesundheitsdaten

¹ Die Vertrauensärztin oder der Vertrauensarzt des Staates Freiburg bearbeitet in Papierform oder in einem Informationssystem besonders schützenswerte, gesundheitsbezogene Personendaten, die zur Beurteilung der Fähigkeiten und Risiken oder zu statistischen Zwecken erforderlich sind, namentlich:

- a) zur Arbeitsfähigkeit der Stellenbewerberinnen und Stellenbewerber bei der Anstellung;

- b) l'aptitude au travail du personnel pendant la durée des rapports de travail;
- c) les risques d'invalidité et de morbidité des candidats et candidates lors de l'engagement;
- d) la réalisation d'agrégats et d'analyses de données, sous différentes formes, notamment à des fins statistiques.

² Le ou la médecin-conseil est responsable de la protection des données et de la sécurité du système d'information.

³ Les collaborateurs et collaboratrices du ou de la médecin-conseil et les services d'assistance technique ont accès au système d'information, à la condition que l'exécution de leurs tâches l'exige.

⁴ S'agissant de l'aptitude du candidat ou de la candidate à être engagé-e, le ou la médecin-conseil ne peut communiquer aux services intéressés des renseignements sur les conclusions tirées de constatations médicales que si cela est nécessaire à l'appréciation de l'aptitude à être engagé ou à exercer le travail confié ou pour prendre position sur des revendications découlant des rapports de travail. La personne concernée doit avoir donné son consentement écrit à cette communication.

⁵ Au demeurant, le ou la médecin-conseil peut communiquer des données relatives à la santé et les dossiers médicaux à la condition que la personne concernée ait donné son consentement écrit.

⁶ Il peut être renoncé au consentement écrit de la personne concernée si un intérêt public prépondérant le requiert.

⁷ Au surplus, les dispositions d'exécution règlent les modalités.

Art. 128 al. 1 (modifié)

¹ Dans le cadre du droit à la consultation et à l'information par l'intermédiaire des associations de personnel, tel qu'il est prévu à l'article 123, le Conseil d'Etat désigne les associations professionnelles et les syndicats reconnus comme partenaires.

- b) zur Arbeitsfähigkeit des Personals während der Dauer des Arbeitsverhältnisses;
- c) zum Invaliditäts- und Sterberisiko der Stellenbewerberinnen und Stellenbewerber bei der Anstellung;
- d) zum Aggregieren und Analysieren von Daten in unterschiedlichen Formen, namentlich zu statistischen Zwecken.

² Die Vertrauensärztin oder der Vertrauensarzt ist für den Datenschutz und die Sicherheit des Informationssystems verantwortlich.

³ Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Vertrauensärztin oder des Vertrauensarztes und die technischen Hilfsdienste haben Zugriff auf das Informationssystem, sofern dies für die Erfüllung ihrer Aufgabe erforderlich ist.

⁴ Für die Eignung der Bewerberin oder des Bewerbers für die Anstellung darf die Vertrauensärztin oder der Vertrauensarzt den betroffenen Dienststellen Informationen über die Schlussfolgerungen aus den ärztlichen Befunden nur dann mitteilen, wenn dies für die Beurteilung der Eignung der dieser Person für die Beschäftigung oder für die Ausführung der ihr übertragenen Arbeit oder für die Stellungnahme zu Ansprüchen aus dem Arbeitsverhältnis erforderlich ist. Die betroffene Person muss dieser Bekanntgabe schriftlich zugestimmt haben.

⁵ Im Übrigen kann die Vertrauensärztin oder der Vertrauensarzt Gesundheitsdaten und Patientendossiers weitergeben, sofern die betroffene Person schriftlich ihre Zustimmung dazu erteilt hat.

⁶ Auf die schriftliche Zustimmung der betroffenen Person kann verzichtet werden, wenn ein überwiegendes öffentliches Interesse dies erfordert.

⁷ Darüber hinaus werden die Einzelheiten in den Ausführungsbestimmungen geregelt.

Art. 128 Abs. 1 (geändert)

¹ Im Rahmen des in Artikel 123 vorgesehenen Rechts auf Konsultation und Information über die Personalverbände bezeichnet der Staatsrat die Berufsverbände und Gewerkschaften, die als Partner anerkannt werden.

Art. 128a al. 1 (modifié), al. 2 (modifié), al. 3 (modifié), al. 4 (modifié)

¹ Le collaborateur ou la collaboratrice engagé-e pour une période indéterminée est appelé-e à verser facultativement une contribution annuelle de soutien en faveur des partenaires sociaux reconnus.

² La contribution est prélevée automatiquement sur le traitement. Elle est présumée acceptée, à moins que le collaborateur ou la collaboratrice n'exprime expressément son refus.

³ Le montant total prélevé est réparti entre les partenaires sociaux reconnus, en fonction du nombre total de leurs membres.

⁴ Les dispositions d'exécution fixent les modalités.

Art. 131

Abrogé

Art. 132 al. 3 (abrogé)

³ *Abrogé*

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Les articles 92 à 94, tels qu'adoptés par la loi du 17 octobre 2001, ne sont jamais entrés en vigueur et sont considérés comme abrogés par la présente loi.

—

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 128a Abs. 1 (geändert), Abs. 2 (geändert), Abs. 3 (geändert), Abs. 4 (geändert)

¹ Die mit unbefristetem Vertrag angestellten Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter entrichten einen freiwilligen jährlichen Unterstützungsbeitrag zugunsten der anerkannten Sozialpartner.

² Der Beitrag wird automatisch vom Gehalt abgezogen. Das Einverständnis der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters wird vorausgesetzt, sofern diese oder dieser die Beitragszahlung nicht ausdrücklich ablehnt.

³ Der Gesamtbetrag wird unter den anerkannten Sozialpartnern nach Massgabe ihrer Gesamtmitgliederzahl aufgeteilt.

⁴ Die Einzelheiten werden in den Ausführungsbestimmungen festgelegt.

Art. 131

Aufgehoben

Art. 132 Abs. 3 (aufgehoben)

³ *Aufgehoben*

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Die Artikel 92–94 in der Fassung des Gesetzes vom 17. Oktober 2001 sind nie in Kraft getreten und gelten als aufgehoben durch dieses Gesetz.

—

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

Annexe

GRAND CONSEIL

2021-DFIN-12

Projet de Loi :

Modification de la loi sur le personnel de l'Etat (LPers)

Proposition de la commission ordinaire CO-2021-006

Présidence : Genoud (Braillard) François

Membres : Berset Solange, Collaud Romain, Jaquier Armand, Kolly Nicolas, Marmier Bruno, Mauron Pierre, Morel Bertrand, Peiry Stéphane, Savary-Moser Nadia, Schwaller-Merkle Esther.

Entrée en matière

La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

Art. 4 al. 1 (modifié)

Objectifs (*titre médian modifié*)

¹ La politique du personnel a pour but de valoriser de manière optimale les ressources humaines de l'Etat et de garantir un service public de qualité. Elle se fonde sur les principes suivants:

Anhang

GROSSER RAT

2021-DFIN-12

Gesetzesentwurf:

Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal (StPG)

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2021-006

Präsidium: Genoud (Braillard) François

Mitglieder: Berset Solange, Collaud Romain, Jaquier Armand, Kolly Nicolas, Marmier Bruno, Mauron Pierre, Morel Bertrand, Peiry Stéphane, Savary-Moser Nadia, Schwaller-Merkle Esther.

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 4 Abs. 1 (geändert)

Ziele (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Ziel der Personalpolitik ist es, die Personalressourcen des Staates optimal zu nutzen und einen qualitativ hochstehenden öffentlichen Dienst sicherzustellen. Sie beruht auf folgenden Grundsätzen:

Art. 39 al. 1 (modifié), al. 2 (nouveau), al. 3 (nouveau), al. 4 (nouveau), al. 5 (nouveau)

Contrat de durée indéterminée – Lettre d’avertissement (*titre médian modifié*)

¹ Le licenciement est précédé d’une lettre d’avertissement écrite et motivée, du chef ou de la cheffe de service, donnée suffisamment tôt pour permettre au collaborateur ou à la collaboratrice de répondre aux exigences du poste.

² La lettre d’avertissement consiste en une mise en garde adressée au collaborateur ou à la collaboratrice qui ne répond pas aux exigences de sa fonction selon l’article 38, afin de lui donner la possibilité de s’améliorer avant l’éventuel prononcé d’une décision de résiliation.

³ La lettre d’avertissement n’est pas sujette à recours. Le collaborateur ou la collaboratrice peut toutefois présenter par écrit, à l’autorité d’engagement, une demande de réexamen motivée contre la lettre d’avertissement.

⁴ L’autorité d’engagement se détermine de manière définitive sur la demande de réexamen. Il s’agit d’un réexamen interne. La détermination sur ce réexamen ne peut pas faire l’objet d’un recours.

⁵ La procédure est régie par les dispositions d’exécution de la présente loi.

Art. 41 al. 1 (modifié)

¹ Lorsque les motifs de licenciement se révèlent injustifiés, le collaborateur ou la collaboratrice ~~n’est pas réintégré-e~~ est maintenu-e dans sa fonction ~~mais a droit à une indemnité.~~ Toutefois, s’il y a eu cessation de fait des rapports de service et qu’une réintégration du collaborateur ou de la collaboratrice n’est plus possible, celui-ci ou celle-ci a droit à une indemnité dont le montant maximal est égal à dix-huit mois de traitement.

Art. 118 al. 2 (modifié) [NE FIGURE PAS DANS LE PROJET DU CE]

² Le collaborateur ou la collaboratrice peut bénéficier de congés payés prolongés liés à l’accomplissement d’une formation, d’une tâche d’intérêt général ou pour d’autres motifs justifiés, notamment pour les proches-aidant-e-s et les enfants gravement malades.

Art. 39 Abs. 1 (geändert), Abs. 2 (neu), Abs. 3 (neu), Abs. 4 (neu), Abs. 5 (neu)

A7 Unbefristeter Vertrag – Mahnschreiben (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Der Kündigung muss ein begründetes und schriftliches Mahnschreiben der Dienstchefin oder des Dienstchefs vorangehen, das früh genug übergeben wird, damit die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter innert nützlicher Frist den Anforderungen der Stelle gerecht werden kann.

² Das Mahnschreiben ist eine Warnung an Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, welche die Anforderungen ihrer Funktion gemäss Artikel 38 nicht erfüllen, damit sie sich verbessern können, bevor allenfalls eine Kündigung ausgesprochen wird.

³ Das Mahnschreiben kann nicht mit Beschwerde angefochten werden. Die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter kann aber schriftlich ein begründetes Wiederwägungsgesuch gegen das Mahnschreiben an die Anstellungsbehörde richten.

⁴ Die Anstellungsbehörde nimmt endgültig Stellung zum Wiederwägungsgesuch. Es handelt sich um eine interne Wiedererwägung. Die Stellungnahme zu dieser Wiedererwägung kann nicht mit Beschwerde angefochten werden.

⁵ Das Verfahren wird in den Ausführungsbestimmungen zu diesem Gesetz geregelt.

Art. 41 Abs. 1 (geändert)

A8 ¹ Erweisen sich die Kündigungsgründe als ungerechtfertigt, so wird ~~von~~ die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter ~~nicht~~ wieder in die jeweilige Funktion aufgenommen. Bei tatsächlicher Beendigung des Dienstverhältnisses oder wenn eine Wiedereingliederung der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters nicht mehr möglich ist, hat sie oder er ~~hat jedoch~~ Anspruch auf eine Entschädigung in Höhe von maximal 18 Monatslöhnen.

Art. 118 Abs. 2 (geändert) [STEHT NICHT IM ENTWURF DES STAATSRATS]

A20 ² Den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern kann auch längerer bezahlter Urlaub gewährt werden, und zwar für eine Ausbildung, eine Aufgabe von allgemeinem Interesse oder aus anderen triftigen Gründen, namentlich für pflegende Angehörige oder schwerkranke Kinder.

Art. 128 al. 1 (modifié)

¹ Dans le cadre du droit à la consultation et à l'information par l'intermédiaire des associations de personnel, tel qu'il est prévu à l'article 123, ~~le Conseil d'Etat désigne les associations professionnelles et les syndicats reconnus comme partenaires~~ l'Etat reconnaît comme partenaires la Fédération des associations du personnel des services publics du canton de Fribourg, l'Association des cadres supérieurs et magistrats, magistrates de l'Etat de Fribourg, l'Association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire, les associations professionnelles et les organisations syndicales.

Art. 128a al. 1 (modifié), al. 2 (modifié), al. 3 (modifié), al. 4 (modifié)

¹ Le collaborateur ou la collaboratrice engagé-e pour une période indéterminée est appelé-e à verser facultativement une contribution annuelle de soutien en faveur ~~des partenaires sociaux reconnus de la~~ Fédération des associations du personnel des services publics du canton de Fribourg.

² La contribution ~~est prélevée automatiquement sur le traitement. Elle est présumée acceptée, à moins que le collaborateur ou la collaboratrice n'exprime expressément son refus~~ sert à financer une partie des frais administratifs de la Fédération en tant que partenaire reconnu au sens de l'article 128.

³ ~~Le montant total prélevé est réparti entre les partenaires sociaux reconnus, en fonction du nombre total de leurs membres. La contribution est prélevée automatiquement sur le traitement. Elle est présumée acceptée, à moins que le collaborateur ou la collaboratrice n'exprime expressément son refus.~~

⁴ Les dispositions d'exécution fixent ~~les modalités~~ le montant et le mode de perception de la contribution ainsi que le délai et la forme de la déclaration de refus.

Vote final

Par 10 voix contre 0 et 1 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Art. 128 Abs. 1 (geändert)

A21

¹ Im Rahmen des in Artikel 123 vorgesehenen Rechts auf Konsultation und Information über die Personalverbände ~~bezeichnet der Staatsrat die Berufsverbände und Gewerkschaften, die als Partner anerkannt werden~~ anerkennt der Staatsrat den Dachverband des Personals öffentlicher Dienste des Kantons Freiburg, die Vereinigung der höheren Kader und Magistratspersonen des Staates Freiburg, die Freiburger Vereinigung der Richterinnen und Richter sowie die Berufsverbände und Gewerkschaften als Partner.

Art. 128a Abs. 1 (geändert), Abs. 2 (geändert), Abs. 3 (geändert), Abs. 4 (geändert)

A23

¹ Die mit unbefristetem Vertrag angestellten Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter entrichten einen freiwilligen jährlichen Unterstützungsbeitrag zugunsten ~~der anerkannten Sozialpartner~~ des Dachverbands des Personals öffentlicher Dienste des Kantons Freiburg.

² ~~Der Beitrag wird automatisch vom Gehalt abgezogen. Das Einverständnis der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters wird vorausgesetzt, sofern diese oder dieser die Beitragszahlung nicht ausdrücklich ablehnt. Mit diesem Beitrag wird ein Teil der Verwaltungskosten des im Sinne von Artikel 128 als Sozialpartner anerkannten Dachverbands finanziert.~~

³ ~~Der Gesamtbetrag wird unter den anerkannten Sozialpartnern nach Massgabe ihrer Gesamtmitgliederzahl aufgeteilt. Der Beitrag wird automatisch vom Gehalt abgezogen. Das Einverständnis der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters wird vorausgesetzt, sofern diese oder dieser die Beitragszahlung nicht ausdrücklich ablehnt.~~

⁴ ~~Die Einzelheiten werden in den Ausführungsbestimmungen festgelegt. Die Beitragshöhe und die Zahlungsart sowie die Form der Ablehnungserklärung und die Frist für die Einreichung werden in den Ausführungsbestimmungen geregelt.~~

Schlussabstimmung

Mit 10 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

Amendements

Art. 14 (abrogé) et 15 (abrogé)

Maintenir les articles 14 et 15 dans leur version actuelle (selon LPers).

Art. 30 al. 4 (nouveau) [NE FIGURE PAS DANS LE PROJET DU CE]

⁴ En cas de contrat d'engagement de durée déterminée, le collaborateur ou la collaboratrice est au bénéfice d'un contrat qui ne dépasse pas deux ans. Le contrat ne peut pas être renouvelé plus de deux fois. Si la durée contractuelle totale issue de renouvellements consécutifs dans le même poste ou dans la même fonction dépasse trois ans, le contrat devient automatiquement de durée indéterminée.

Art. 39 titre médian (modifié), al. 1 (modifié), al. 2 (nouveau)

Contrat de durée indéterminée – ~~Lettre d'a~~ Avertissement (titre médian modifié)

¹ Le licenciement est précédé d'une ~~lettre d'~~ avertissement écrite et motivée, donnée suffisamment tôt pour permettre au collaborateur ou à la collaboratrice de répondre aux exigences du poste.

² ~~La lettre d'~~ L'avertissement consiste en une mise en garde adressée au collaborateur ou à la collaboratrice qui ne répond pas aux exigences de sa fonction selon l'article 38, afin de lui donner la possibilité de s'améliorer avant l'éventuel prononcé d'une décision de résiliation.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen :

Änderungsanträge

Art. 14 (aufgehoben) und 15 (aufgehoben)

Artikel 14 und 15 in ihrer aktuellen Fassung beibehalten (gemäss Gesetz).

Art. 30 Abs. 4 (neu) [STEHT NICHT IM ENTWURF DES STAATSRATS]

⁴ Im Fall einer befristeten Anstellung hat die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter einen Vertrag, dessen Dauer zwei Jahre nicht übersteigt. Der Vertrag kann nicht mehr als zweimal verlängert werden. Übersteigt die gesamte Vertragsdauer aufgrund der Verlängerungen an derselben Stelle oder in derselben Funktion drei Jahre, so wird der Vertrag automatisch unbefristet.

Art. 39 Artikelüberschrift (geändert) Abs. 1 (geändert), Abs. 2 (neu)

Unbefristeter Vertrag – Mahnung ~~Mahn schreiben~~ (Artikelüberschrift geändert)

¹ Der Kündigung muss eine begründetes und schriftliches ~~Mahnung schreiben~~ vorangehen, ~~das~~ die früh genug übergeben wird, damit die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter innert nützlicher Frist den Anforderungen der Stelle gerecht werden kann.

² ~~Das~~ Mahnung schreiben ist eine Warnung an Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, welche die Anforderungen ihrer Funktion gemäss Artikel 38 nicht erfüllen, damit sie sich verbessern können, bevor allenfalls eine Kündigung ausgesprochen wird.

Art. 39 titre médian (modifié), al. 1 (modifié), al. 2 (nouveau), al. 3 (nouveau)

³ L'avertissement doit être motivé si le collaborateur ou la collaboratrice le demande dans les 10 jours dès réception, et cette décision est sujette à opposition auprès de l'autorité hiérarchique supérieure.

Art. 39 titre médian (modifié), al. 1 (modifié), al. 2 (nouveau), al. 4 (nouveau)

⁴ Si l'autorité hiérarchique supérieure maintient l'avertissement, le collaborateur peut contester cette décision auprès de l'autorité judiciaire compétente.

Art. 45 al. 2 (modifié)

² Lorsque les circonstances le permettent, le renvoi est précédé d'une lettre d'avertissement, telle qu'elle ~~il~~ est définie à l'article 39 al. 2.

Art. 59 al. 3 (nouveau) [NE FIGURE PAS DANS LE PROJET DU CE]

³ Le travail accompli la nuit est compensé à raison de 120 % entre 20 heures et 6 heures.

Art. 59 al. 4 (nouveau) [NE FIGURE PAS DANS LE PROJET DU CE]

⁴ Les collaborateurs/-trices âgé-e-s de 50 ans et plus sont dispensé-e-s d'effectuer du travail de nuit, sur présentation d'un certificat médical.

Art. 59 al. 5 (nouveau) [NE FIGURE PAS DANS LE PROJET DU CE]

⁵ Le travail accompli durant le week-end est compensé à raison de 110 % le samedi et de 120 % le dimanche.

Art. 39 Artikelüberschrift (geändert) Abs. 1 (geändert), Abs. 2 (neu), Abs. 3 (neu)

A5 ³ Die Mahnung muss begründet werden, wenn die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter dies 10 Tag nach Erhalt verlangt, und dieser Entscheid kann bei der hierarchisch vorgesetzten Behörde mit Einsprache angefochten werden.

Art. 39 Artikelüberschrift (geändert) Abs. 1 (geändert), Abs. 2 (neu), Abs. 4 (neu)

A6 ⁴ Wenn die hierarchisch vorgesetzte Behörde an der Mahnung festhält, kann die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter diesen Entscheid bei der zuständigen richterlichen Behörde anfechten.

Art. 45 Abs. 2 (geändert)

A9 ² Wenn es die Umstände erlauben, ergeht eine Mahnungsschreiben gemäss Artikel 39 Abs. 2, bevor die Entlassung verfügt wird.

Art. 59 Abs. 3 (neu) [STEHT NICHT IM ENTWURF DES STAATSRATS]

A10 ³ In der Nacht zwischen 20 und 6 Uhr geleistete Arbeit wird zu 120 % kompensiert.

Art. 59 Abs. 4 (neu) [STEHT NICHT IM ENTWURF DES STAATSRATS]

A11 ⁴ Die über 50-jährigen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter werden gegen Vorweisen eines Arztzeugnisses von der Nachtarbeit dispensiert.

Art. 59 Abs. 5 (neu) [STEHT NICHT IM ENTWURF DES STAATSRATS]

A12 ⁵ Am Wochenende geleistete Arbeit wird am Samstag zu 110 % und am Sonntag zu 120 % kompensiert.

Art. 59 al. 6 (nouveau) [NE FIGURE PAS DANS LE PROJET DU CE]

⁶ Dans les établissements autonomes appliquant les dispositions de la loi sur le travail, le temps d'habillage sur le lieu de travail compte comme temps de travail.

Art. 71bis (nouvel article) [NE FIGURE NI DANS LE PROJET DU CE, NI DANS LA LPERS ACTUELLE]

Plan de mobilité (titre médian, nouveau)

¹ L'Etat élabore des plans de mobilité pour les sites sur lesquels il emploie du personnel.

² Les collaborateurs et collaboratrices sont intégrés au plan de mobilité du site sur lequel ils ou elles travaillent.

Art. 80 al. 2 (modifié) [NE FIGURE PAS DANS LE PROJET DU CE]

² Chaque classe de traitement a un montant minimal et un montant maximal; la différence entre ces montants est divisée en 30 paliers au minimum. Les paliers peuvent être subdivisés en demi-paliers.

Art. 113 al. 1 (modifié) [NE FIGURE PAS DANS LE PROJET DU CE]

¹ En cas de maternité, la collaboratrice a droit à ~~seize~~ vingt semaines de congé payé.

Art. 114a al. 1 (modifié)

¹ Lors de la naissance de son enfant, le collaborateur a droit à un congé payé de paternité de ~~quinze~~ dix jours ouvrables.

Art. 114a al. 1 (modifié)

¹ Lors de la naissance de son enfant, le collaborateur a droit à un congé payé de paternité de ~~quinze~~ trente jours ouvrables.

Art. 59 Abs. 6 (neu) [STEHT NICHT IM ENTWURF DES STAATSRATS]

A13 ⁶ In den selbständigen Anstalten, welche die Bestimmungen des Arbeitsgesetzes anwenden, zählt die Umkleizeit am Arbeitsort als Arbeitszeit.

Art. 71bis (neuer Artikel) [STEHT WEDER IM ENTWURF DES STAATSRATS NOCH IM GELTENDEN GESETZ]

A14 Mobilitätsplan (Artikelüberschrift geändert)

¹ Der Staat erarbeitet Mobilitätspläne für die Standorte, an denen er Personal beschäftigt.

² Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter werden in den Mobilitätsplan am Standort, an dem sie arbeiten, integriert.

Art. 80 Abs. 2 (geändert) [STEHT NICHT IM ENTWURF DES STAATSRATS]

A15 ² Jede Gehaltsklasse hat einen Mindest- und einen Höchstbetrag. Die Differenz zwischen diesen Beträgen ist in mindestens 30 Stufen unterteilt. Die Stufen können in halbe Stufen unterteilt werden.

Art. 113 Abs. 1 (geändert) [STEHT NICHT IM ENTWURF DES STAATSRATS]

A16 ¹ Bei Mutterschaft hat die Mitarbeiterin Anspruch auf ~~16~~ 20 Wochen bezahlten Urlaub.

Art. 114a Abs. 1 (geändert)

A17 ¹ Bei der Geburt seines Kindes hat der Mitarbeiter Anspruch auf bezahlten Vaterschaftsurlaub von ~~fünfzehn~~ zehn Arbeitstagen.

Art. 114a Abs. 1 (geändert)

A18 ¹ Bei der Geburt seines Kindes hat der Mitarbeiter Anspruch auf bezahlten Vaterschaftsurlaub von ~~fünfzehn~~ dreissig Arbeitstagen.

Art. 114b (*nouvel article*) [NE FIGURE NI DANS LE PROJET DU CE,
NI DANS LA LPERS ACTUELLE]

Congé parental (titre médian, *nouveau*)

¹ Lors de la naissance d'un enfant et que les deux parents sont soumis à la présente loi, ils ont droit à un congé de 30 jours ouvrables.

² Le congé parental est pris dans la première année suivant la naissance.

³ Les parents décident de la répartition.

⁴ Le congé parental est accordé en sus de 16 semaines de congé maternité et de 10 jours de congé paternité.

Art. 128a al. 1 (*modifié*), **al. 2** (*modifié*), **al. 3** (*modifié*), **al. 4** (*modifié*)

¹ Le collaborateur ou la collaboratrice engagé-e pour une période indéterminée est appelé-e à verser facultativement une contribution annuelle de soutien, par défaut en faveur des partenaires sociaux reconnus de la Fédération des associations du personnel des services publics du canton de Fribourg, en sa qualité d'organisation faîtière.

² La contribution ~~est prélevée automatiquement sur le traitement. Elle est présumée acceptée, à moins que le collaborateur ou la collaboratrice n'exprime expressément son refus~~ sert à financer une partie des frais administratifs de la Fédération en tant que partenaire reconnu au sens de l'article 128.

³ ~~Le montant total prélevé est réparti entre les partenaires sociaux reconnus, en fonction du nombre total de leurs membres. La contribution est prélevée automatiquement sur le traitement. Elle est présumée acceptée, à moins que le collaborateur ou la collaboratrice n'exprime expressément son refus, ou le cas échéant souhaite la verser à une autre organisation syndicale constituée qu'il ou elle lui appartiendra d'indiquer.~~

⁴ Les dispositions d'exécution fixent ~~les modalités~~ le montant et le mode de perception de la contribution, ainsi que le délai et la forme de la déclaration de refus ou d'un éventuel versement à un tiers.

Art. 114b (*neuer Artikel*) [STEHT WEDER IM ENTWURF DES STAATSRATS NOCH IM GELTENDEN GESETZ]

A19 Elternurlaub (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Bei der Geburt eines Kindes und wenn beide Eltern diesem Gesetz unterstehen, haben sie Anrecht auf einen Urlaub von 30 Arbeitstagen.

² Der Elternurlaub wird im ersten Jahr nach der Geburt bezogen.

³ Die Eltern entscheiden über die Aufteilung.

⁴ Der Elternurlaub wird zusätzlich zu den 16 Wochen Mutterschaftsurlaub und zu den 10 Tagen Vaterschaftsurlaub gewährt.

Art. 128a Abs. 1 (*geändert*), **Abs. 2** (*geändert*), **Abs. 3** (*geändert*), **Abs. 4** (*geändert*)

A22 ¹ Die mit unbefristetem Vertrag angestellten Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter entrichten ~~ohne anderslautende Abmachung~~ einen freiwilligen jährlichen Unterstützungsbeitrag zugunsten ~~der anerkannten Sozialpartner~~ des Dachverbands des Personals öffentlicher Dienste des Kantons Freiburg als Dachorganisation.

² Der Beitrag ~~wird automatisch vom Gehalt abgezogen. Das Einverständnis der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters wird vorausgesetzt, sofern diese oder dieser die Beitragszahlung nicht ausdrücklich ablehnt~~ dient dazu, einen Teil der Verwaltungskosten des Dachverbands als anerkannter Partner im Sinne von Artikel 128 zu finanzieren.

³ ~~Der Gesamtbetrag wird unter den anerkannten Sozialpartnern nach Massgabe ihrer Gesamtmitgliederzahl aufgeteilt. Der Beitrag wird automatisch vom Gehalt abgezogen. Das Einverständnis der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters wird vorausgesetzt, sofern diese oder dieser die Beitragszahlung nicht ausdrücklich ablehnt oder allenfalls wünscht, dass er einer anderen eingetragenen Gewerkschaftsorganisation, die sie oder er angeben muss, überwiesen wird.~~

⁴ ~~Die Einzelheiten~~ Der Betrag und die Einzelheiten des Bezugs des Beitrags sowie die Frist und die Form, in denen die Ablehnung oder eine allfällige Überweisung an eine Dritte oder einen Dritten erklärt werden muss, werden in den Ausführungsbestimmungen festgelegt.

Art. 128a al. 2 (modifié)

² A la demande du collaborateur ou de la collaboratrice, la contribution est prélevée automatiquement sur le traitement. Elle est présumée acceptée, à moins que le collaborateur ou la collaboratrice n'exprime expressément son refus.

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 9 voix contre 0 et 0 abstention (2 membres absents).

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A2, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

La version originale de la LPers, opposée à la proposition A3, est acceptée par 7 voix contre 3 et 0 abstention (1 membre absent).

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A4, est acceptée par 7 voix contre 3 et 0 abstention (1 membre absent).

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A5, est acceptée par 7 voix contre 3 et 0 abstention (1 membre absent).

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A6, est acceptée par 7 voix contre 3 et 0 abstention (1 membre absent).

La proposition A8, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 4 voix contre 3 et 2 abstentions (2 membres absents).

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A9, est acceptée par 6 voix contre 3 et 0 abstention (2 membres absents).

Art. 128a Abs. 2 (geändert)

A24 ² Auf Gesuch der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters wird der Beitrag automatisch vom Gehalt abgezogen. Das Einverständnis der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters wird vorausgesetzt, sofern diese oder dieser die Beitragszahlung nicht ausdrücklich ablehnt.

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

A1 Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 9
CE zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung (2 Mitglieder sind abwesend).

CE Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A2
A2 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltung.

VO Die geltende Fassung des Gesetzes obsiegt gegen Antrag A3
A3 mit 7 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltung (1 Mitglied ist abwesend).

CE Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A4
A4 mit 7 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltung (1 Mitglied ist abwesend).

CE Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A5
A5 mit 7 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltung (1 Mitglied ist abwesend).

CE Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A6
A6 mit 7 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltung (1 Mitglied ist abwesend).

A8 Antrag A8 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 4
CE zu 3 Stimmen bei 2 Enthaltungen (2 Mitglieder sind abwesend).

CE Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A9
A9 mit 6 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltung (2 Mitglieder sind abwesend).

La version originale de la LPers, opposée à la proposition A10, est acceptée par 5 voix contre 4 et 0 abstention (2 membres absents).	VO A10	Die geltende Fassung des Gesetzes obsiegt gegen Antrag A10 mit 5 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltung (2 Mitglieder sind abwesend).
La version originale de la LPers, opposée à la proposition A11, est acceptée par 5 voix contre 4 et 0 abstention (2 membres absents).	VO A11	Die geltende Fassung des Gesetzes obsiegt gegen Antrag A11 mit 5 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltung (2 Mitglieder sind abwesend).
La version originale de la LPers, opposée à la proposition A12, est acceptée par 5 voix contre 4 et 0 abstention (2 membres absents).	VO A12	Die geltende Fassung des Gesetzes obsiegt gegen Antrag A12 mit 5 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltung (2 Mitglieder sind abwesend).
La version originale de la LPers, opposée à la proposition A13, est acceptée par 5 voix contre 4 et 0 abstention (2 membres absents).	VO A13	Die geltende Fassung des Gesetzes obsiegt gegen Antrag A13 mit 5 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltung (2 Mitglieder sind abwesend).
La version originale de la LPers, opposée à la proposition A16, est acceptée par 6 voix contre 4 et 0 abstention (1 membre absent).	VO A16	Die geltende Fassung des Gesetzes obsiegt gegen Antrag A16 mit 6 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltung (1 Mitglied ist abwesend).
La proposition A18, opposée à la proposition A17, est acceptée par 6 voix contre 2 et 2 abstentions (1 membre absent).	A18 A17	Antrag A18 obsiegt gegen Antrag A17 mit 6 zu 2 Stimmen bei 2 Enthaltungen (1 Mitglied ist abwesend).
La proposition initiale du Conseil d'Etat et la proposition A18 obtiennent chacune 5 voix ; il n'y a aucune abstention (1 membre absent). Le Président tranche en faveur de la proposition initiale du Conseil d'Etat.	CE A18	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats und Antrag A18 erhalten je 5 Stimmen; es gibt keine Enthaltung (1 Mitglied ist abwesend). Der Präsident entscheidet zugunsten der ursprünglichen Fassung des Staatsrats.
La proposition A20, opposée à la version originale de la LPers, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention (1 membre absent).	A20 VO	Antrag A20 obsiegt gegen die geltende Fassung des Gesetzes mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung (1 Mitglied ist abwesend).
La proposition A21, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 2 et 1 abstention (1 membre absent).	A21 CE	Antrag A21 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 7 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltung (1 Mitglied ist abwesend).
La proposition A23, opposée à la proposition A22, est acceptée par 6 voix contre 3 et 1 abstention (1 membre absent).	A23 A22	Antrag A23 obsiegt gegen Antrag A22 mit 6 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung (1 Mitglied ist abwesend).
La proposition A23, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 9 voix contre 1 et 0 abstention (1 membre absent).	A23 CE	Antrag A23 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 9 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltung (1 Mitglied ist abwesend).

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A24, est acceptée par 7 voix contre 3 et 0 abstention (1 membre absent).

**CE
A24**

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A24 mit 7 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltung (1 Mitglied ist abwesend).

Deuxième lecture

Zweite Lesung

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A2, est acceptée par 7 voix contre 3 et 1 abstention.

**CE
A2**

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A2 mit 7 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung.

La proposition A7, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 8 voix contre 2 et 1 abstention.

**A7
CE**

Antrag A7 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 8 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltung.

La proposition A8, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 8 voix contre 3 et 0 abstention.

**A8
CE**

Antrag A8 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 8 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltung.

La version originale de la LPers, opposée à la proposition A14, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

**VO
A14**

Die geltende Fassung des Gesetzes obsiegt gegen Antrag A14 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltung.

La version originale de la LPers, opposée à la proposition A15, est acceptée par 7 voix contre 2 et 2 abstentions.

**VO
A15**

Die geltende Fassung des Gesetzes obsiegt gegen Antrag A15 mit 7 zu 2 Stimmen bei 2 Enthaltungen.

La version originale de la LPers, opposée à la proposition A19, est acceptée par 6 voix contre 5 et 0 abstention.

**VO
A19**

Die geltende Fassung des Gesetzes obsiegt gegen Antrag A19 mit 6 zu 5 Stimmen bei 0 Enthaltung.

La proposition A21, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 1 et 0 abstention.

**A21
CE**

Antrag A21 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltung.

La proposition A23, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 1 abstention.

**A23
CE**

Antrag A23 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung.

Troisième lecture

Dritte Lesung

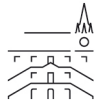
La proposition A7, opposée aux propositions A5-A6, est acceptée par 9 voix contre 0 et 2 abstentions.

**A7
A5-A6**

Antrag A7 obsiegt gegen Anträge A5-A6 mit 9 zu 0 Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Le 2 juin 2021

Den 2. Juni 2021



Mäder-Brühlhart Bernadette, Julmy Markus

Antrag für ein beschleunigtes Verfahren für den Auftrag (2021-GC-85) «Sicherstellung der stationären und ambulanten Versorgung deutschsprachiger Kinder und Jugendlicher mit psychischen Problemen in ihrer Muttersprache»

Mitunterzeichner :

Eingang SGR : 07.06.21

Weitergeleitet SR :

Begehren

Die Verfasserinnen und Verfasser und die Mitunterzeichnerinnen und Mitunterzeichner fordern, den Auftrag für die Sicherstellung der ambulanten und stationären Versorgung von deutschsprachigen Kindern und Jugendlichen in ihrer Muttersprache, in einem beschleunigten Verfahren, zu behandeln (Art. 174 GRG). Dieser Auftrag soll vom Grossen Rat in der September-Session 2021 beraten werden können.

—